UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

----------x----------

FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

----------x----------

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

Thèse de DOCTORAT Nouveau Régime

« La microfinance à Madagascar, étude de ses impacts sur l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté »

Présentée et soutenue publiquement le 14 juin 2018

Par RAZANAKOLONA Diny

- **Président du Jury** : **RAMIARAMANANA Jeannot**, Professeur Titulaire (Université d'Antananarivo)
- **Rapporteur interne** : **MANDRARA Eric Thosun**, Professeur (Université d'Antananarivo)
- **Rapporteur externe** : **JAORIZIKY**, Professeur Titulaire (Université de Toamasina)
- **Directeur de thèse** : **RAVELOMANANA Mamy Raoul**, Professeur Titulaire (Université d'Antananarivo)

REMERCIEMENTS

Ce travail de thèse n'aurait jamais pu aboutir, sans le soutien de plusieurs personnes, à qui nous exprimons toute notre profonde reconnaissance :

- Monsieur Mamy Raoul RAVELOMANANA, Professeur Agrégé en Sciences économiques, à l'Université d'Antananarivo, notre directeur de thèse, sans qui cette soutenance en vue de l'obtention du diplôme de Doctorat n'aurait pas eu lieu. Nous lui exprimons notre gratitude pour son précieux accompagnement, sa disponibilité, ses nombreuses lectures attentives et ses commentaires qui nous ont aidé à surmonter les périodes critiques ;

- Monsieur Célestin MAYOUKOU, Professeur en Sciences économiques à l'Université de Rouen, pour son inestimable contribution à cet ouvrage, à travers ses conseils éclairés et ses critiques toujours opportunes, qui nous ont permis de mener à bien cette recherche, ainsi que toute l'équipe du Laboratoire CREAM de l'Université de Rouen, d'avoir accepté de nous accueillir, lors de nos missions de recherche successives (en 2013 et 2014) ;

- Monsieur Renaud PAYRE, Directeur du Laboratoire Triangle, Monsieur Xavier ALPHAISE, Responsable des Relations internationales de l'IEP Lyon, et toute l'équipe dudit institut, pour leur accueil durant notre séjour en 2014 ;

- Monsieur JAORIZIKY, Directeur de l'Ecole doctorale (dénomination de l'Ecole) ainsi que tous les enseignants et le personnel administratif de l'Université de Toamasina pour leur aide dans l'élaboration de cet ouvrage ;

- Monsieur Gatien HORACE pour ses suggestions et ses conseils également très précieux au moment de la finalisation de ce document ;

- L'équipe du Laboratoire CEE pour la mise à disposition des bases de données de NOPOOR et au personnel du département Économie de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, pour les services qu'ils ont rendus durant notre parcours postuniversitaire ;

- Monsieur Ricco RAKOTOMALALA pour l'utilisation des logiciels de traitement de données et d'analyse économétrique (Laboratoire ERIC) de l'Université Lumière 2 de Lyon ;

- Messieurs David VALLAT, Jérôme BLANC et Jean Michel SERVET pour les discussions sur les études d'impact de la microfinance, ainsi que les chercheurs qui ont travaillé dans le domaine de la recherche (l'ancien Centre Walras de l'Université de Lyon 2 éditeur des rapports « Exclusion et liens financiers ») ;

- L'Institut National de la Statistique (INSTAT), pour son accueil lors des recherches documentaires, plus particulièrement à la Direction des Synthèses économiques et au Service de la Comptabilité nationale pour la fourniture de statistiques et divers documents ;

- Le Ministère des Finances et du Budget pour le libre accès aux bases de données de FINSCOPE, ainsi qu'à la Coordination Nationale de la Finance Inclusive et la Coordination de Supervision Bancaire et Financière, pour les statistiques et informations qu'elles nous ont fournies.

- Les responsables des institutions de microfinance pour les entretiens qu'ils ont bien voulu nous accorder, particulièrement ceux qui étaient présents lors des semaines de la microfinance, Parvis de l'Hôtel de Ville à Analakely et à l'Hôtel de Ville de Toamasina ;

- Les doctorants des universités d'Antananarivo pour les échanges sur la rédaction de thèse.

- Nos derniers mots seront pour notre famille, restreinte et élargie, à qui vont nos pensées affectueuses.

Merci du fond du cœur à tous et à toutes qui, de près ou de loin, ont contribué à l'achèvement de cette thèse.

AVANT PROPOS

1. Raisons de choix du sujet de recherche et difficultés rencontrées :

A. Nous avons obtenu notre inscription en première année de doctorat en Economie à la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'université d'Antananarivo (Fac. DEGS) en 2012-2013. Au cours de la même année universitaire, nous avons été élus pour un mandat de trois ans en qualité de Chef du département d'économie à l'Université de Toamasina, puis reconduit au même poste, pour un second mandat en 2016. Assumer cette responsabilité et mener cumulativement des travaux de recherche n'a pas été une tâche facile, surtout au début, d'autant plus que cette période a été marquée par la mutation du système d'enseignement supérieur malgache vers le mode LMD. Il nous a fallu réorganiser le dispositif d'enseignement (instauration des TPE en semestres), d'encadrement des étudiants et de contrôle des connaissances. Consécutivement à l'élaboration des dossiers d'habilitation, nous avions dû constituer les documents nécessaires à l'accréditation, à la démarche préalable à la délivrance des diplômes, suivant les normes du nouveau système. Pour diverses raisons, le département dont j'ai la charge a pris du retard dans l'achèvement de l'ancien système, notamment en ce qui concerne l'organisation des soutenances des mémoires de Maîtrise. Ces péripéties se sont érigées en autant d'obstacles à la rédaction de notre ouvrage, qui n'a pu être soumis à une ultime lecture de notre Directeur de recherche qu'en fin avril.

L'autre difficulté à laquelle nous avons été confronté a été le changement de notre domaine de recherche (surtout en ce qui concerne les méthodes quantitatives : analyses factorielles et économétriques). En effet, notre parcours en Diplôme d'études approfondies a été celui de l'économie de la santé. Ce changement a été surtout motivé par l'extension des perspectives de parcours d'enseignement et de recherche dans le département Économie de l'Université de Toamasina, orientées par la recherche d'adéquation de la formation aux besoins locaux et la coopération avec d'autres universités (partenaires) nationale (Antananarivo) et étrangères (Rouen et Lyon).

En effet, le sujet de recherche (la microfinance) fait partie des axes de recherche :

a. de l'Option Monnaie, Banque et Finances (MBF) du Laboratoire de recherche CEE du Département Économie de la Fac. DEGS de l'Université d'Antananarivo, dont notre Directeur de thèse, le Professeur Mamy RAVELOMANANA est le Responsable (avec le projet NOPOOR) ;

b. du Laboratoire CREAM de la Fac. DEG de Rouen, dont Monsieur Célestin MAYOUKOU, un Responsable du domaine et un Enseignant Chercheur en Économie de la Faculté, a participé à une Conférence sur le thème, durant la Semaine de la francophonie à Toamasina, et qui nous a donné aussi l'inspiration du sujet de recherche. Un protocole d'accord a été signé entre les deux universités, ce qui nous a permis, par la suite, de bénéficier de missions de recherche à Rouen.

B. En outre, durant notre parcours professionnel de six années (2005 à 2011) au sein de l'Observatoire malgache de l'Emploi et de la Formation (OMEF) du Ministère de la Fonction publique, du Travail, de l'Emploi et des Lois sociales (MINFOPTELS), organisme en charge de la production de statistiques et autres informations sur l'emploi et la formation, en collaboration avec le PNUD et le BIT, nous avons participé à la publication d'une dizaine d'ouvrages sur la formation et l'emploi, en lien avec l'entrepreneuriat.

C. Enfin, ayant embrassé la carrière d'Enseignant chercheur, en tant qu'Assistant d'Enseignement Supérieur, depuis huit ans (depuis 2010) et assumant la responsabilité de Chef de la Mention économie, depuis 2013 (deux mandats), au sein de la Fac. DEG de l'Université de Toamasina, l'obtention du diplôme de doctorat nous permettra d'accroître notre contribution à l'amélioration de la qualité de l'enseignement au sein de notre département d'élection et au bon déroulement de la formation en Master II en économie. En effet, le Département Économie a obtenu son habilitation en formation LMD en 2013, avec 5 parcours en Master II : Économie de développement, Économie de la santé, Économie et Gestion publiques, Monnaie-Banque-Finances et Expertise économique et économétrie. Ces deux derniers parcours ne sont pas encore opérationnels, faute d'enseignant titulaire du diplôme requis, pour être Responsable de Parcours. Notre domaine de recherche en doctorat concerne ces deux derniers parcours, dans la mesure où celui-ci se rapporte aux méthodes quantitatives, axes de recherche dans lesquels nous avons l'ambition de poursuivre notre cursus.

D- Nous nous proposons de réaliser trois publications à partir de cette thèse.

2. Méthodologie de recherche adoptée pour l'élaboration de la thèse :

A. Pour l'analyse microéconomique (Analyses factorielles : ACM et AFD et économétriques), nous avons utilisé deux enquêtes menées par l'INSTAT dans les 22 régions de Madagascar :

a. Auprès de 2.343 ménages dans le cadre du projet Nopoor du CEE (Enquête Nationale sur la Finance Inclusive et la Pauvreté au niveau des ménages, menée en 2014-2015) ;

b. Et un échantillon aléatoire de 5 040 ménages, au début de 2016, avec FINSCOPE (Ministère des Finances et CNFI : Coordination Nationale de la Finance Inclusive).

B- Pour l'analyse macroéconomique, nous avons recouru à un modèle statique du Tableau Ressources-Emplois (TRE), à partir des données des nouveaux comptes nationaux de 2007 de l'INSTAT, avec 25 observations (1992 à 2016) : nous avons porté notre attention sur l'impact de la microfinance sur l'économie globale. (Modélisation économétrique)

3. Rapport des missions de recherche à Madagascar et en France :

A- Au niveau national, nous avons participé à toutes les conférences organisées par le Centre d'Études Économiques (CEE) durant notre cursus universitaire.

Nous avons aussi participé à l'Université d'hiver austral en sciences sociales, appelée TAM DAO à Antananarivo et Antsirabe, au mois de juillet 2016, sur la Thématique : « Gouvernance, Institutions, Élites et développement soutenable » dans l'Atelier 1 « Élites, Pouvoir et Citoyens : approches socio-économiques ». Ces approches méthodologiques et transversales nous ont permis d'améliorer nos connaissances, et de nous familiariser avec des approches, outils et méthodes d'analyse en sciences sociales mobilisés par des chercheurs, en abordant concrètement une problématique donnée. Parallèlement à l'objectif méthodologique, la participation à ces différents travaux nous a permis de renforcer notre capacité d'analyse des changements économiques et sociaux, ainsi que notre compréhension des projets de développement.

B- À l'étranger, des discussions et entretiens au Labo Triangle de Lyon et au Labo CREAM de Rouen, avec des enseignants et doctorants, nous ont permis de bien faire avancer la recherche. Nous avons eu l'occasion de rencontrer :

- Mr Célestin MAYOUKOU, Enseignant à la Fac DEG de l'Université de Rouen, pour discuter sur le thème, la problématique, les hypothèses, le plan et le protocole de la recherche ;
- Mr Renaud PAYRE, Directeur du Laboratoire Triangle, pour faire le point sur l'état d'avancement de la recherche ;

- Mr David VALLAT, Mr Jérôme BLANC et Mr Jean Michel SERVET, pour discuter sur les études d'impact de la microfinance, des chercheurs qui ont travaillé dans le domaine de la recherche (l'ancien Centre Walras qui a publié les rapports « Exclusion et liens financiers ») ;
- Mr Ricco RAKOTOMALALA, pour l'utilisation des logiciels de traitement des données et d'analyse économétrique (Laboratoire ERIC) ;
- des doctorants pour des échanges sur la rédaction de thèse ;

  Les articles de revues, ouvrages, e-books, que nous avons téléchargés, ainsi que les livres que nous avons consultés dans les bibliothèques lyonnaises (Diderot, ISH, Chevreul et IEP), nous ont servi pour terminer la rédaction de la première partie, et nous a permis de mieux interpréter les résultats de la recherche ;

  En effet, nous avons pu accéder à des ressources documentaires, à travers la Plateforme de diffusion : Cairn, Erudit, JSTOR, MUSE, Science Direct, Isidore, Persée, etc. Des centres de recherche nous ont facilité la recherche par thématique (CeRMI, IRD, RUME, CGAP, CERISE, Planet Finance, BM et OIT) ;

  La formation organisée par la Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL) nous a permis de maîtriser Zotero, un logiciel libre et multiplateforme, qui permet de gérer efficacement les références bibliographiques. Ce logiciel de gestion bibliographique permet de gagner du temps, d'éviter les pertes de données, erreurs et oublis, et de normaliser l'écriture des références ;

  D'autres formations sur plusieurs thématiques sont dispensées par les responsables et documentalistes des bibliothèques, pour bien connaitre les outils BU, faire des recherches efficaces sur Internet et dans les outils documentaires spécialisés, l'accompagnement à la recherche de documents, la veille documentaire, connaitre les réseaux scientifiques, la publication et l'évaluation des travaux de recherche.

Nous avons par ailleurs assisté à des soutenances de thèse en économie, et avons participé aux journées de l'économie, organisées par la Fondation pour l'Université de Lyon, qui ont eu lieu en novembre 2014 à l'Amphithéâtre Mérieux de l'ENS Lyon.

En bref, les missions de recherche nous ont permis d'enrichir la revue de la littérature, avec des références bibliographiques et des documentations récentes. Elles nous ont familiarisés avec les outils de traitement des données et d'analyses factorielles et économétriques.

RÉSUMÉ

Le principal objectif de la présente thèse est d'apporter, à travers des analyses théoriques et empiriques, des éléments de réponse à des questions sur la pauvreté et la microfinance, et notamment d'étudier le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière qui est considérée comme une forme de pauvreté, à travers les analyses microéconomique et macroéconomique, en prenant comme exemple le cas de Madagascar. Plus précisément, cette thèse se propose de contribuer à une meilleure connaissance de la microfinance, de la pauvreté et de l'inclusion financière à Madagascar. Nous nous proposons d'apprécier la validité des différentes pensées économiques relatives aux relations entre la microfinance et la pauvreté, pour le cas de Madagascar. Des approches factorielles, descriptives, économétriques ont été utilisées pour démontrer les impacts de la microfinance dans l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté. Les résultats de la recherche issus de deux enquêtes (NoPoor en 2015 et Finscope en 2016) ont montré que les impacts de la microfinance sont limités au niveau microéconomique pour la réduction de la pauvreté mais elle contribue fortement à l'inclusion financière des ménages actuellement exclus (à cause d'une faible profondeur). Sur le plan macroéconomique, la microfinance impacte positivement l'activité économique dans son ensemble ; elle permet également de booster les dépenses de consommation finale des ménages et contribue significativement à l'augmentation des volumes de services financiers rendus aux ménages moyens. Il s'agit d'un modèle vectoriel à correction d'erreurs (VECM) dont les variables dépendantes sont le PIB, les Importations, la Consommation finale, la FBCF et les exportations. Les données utilisées couvrent la période de 1990 à 2016. Les impacts de la microfinance, mesurés par les écarts entre les valeurs des agrégats des nouveaux comptes de la comptabilité nationale de l'année 2007 et les valeurs estimés correspondantes exprimées en terme de pourcentage, sur le PIB sont estimés entre 0,2 et 0,3% suivant les hypothèses sur les exportations. Aussi, les IMFs ont permis d'accroître les dépenses de consommation finale des ménages de l'ordre de 0,1% et plus particulièrement, le SIFIM rendu aux ménages a augmenté de 8,4%. Cette analyse ambitionne pour l'élaboration des politiques économiques en général, et les politiques de développement du secteur de la microfinance, en particulier. Par ailleurs, elle permet de vérifier ce qui se pratique, concernant ce secteur, pour le cas de Madagascar.

Mots clés : Microfinance, inclusion financière, pauvreté, étude d'impact, analyse microéconomique, analyse macroéconomique, soutenabilité, profondeur et Madagascar

ABSTRACT

The main objective of this thesis is to provide, through theoretical and empirical analyzes, elements of answers to questions on poverty and microfinance, and in particular to study the role of microfinance in the fight against poverty and financial exclusion, which is considered as a form of poverty, through microeconomic and macroeconomic analyzes, using the example of Madagascar as an example. More specifically, this thesis proposes to contribute to a better knowledge of microfinance, poverty and financial inclusion in Madagascar. We propose to assess the validity of different economic thoughts on the relationship between microfinance and poverty, in the case of Madagascar. Factorial, descriptive, and econometric approaches have been used to demonstrate the impacts of microfinance in financial inclusion and poverty reduction. The results of research from two surveys (NoPoor in 2015 and Finscope in 2016) have shown that the impacts of microfinance are limited at the microeconomic level for poverty reduction but it contributes significantly to the financial inclusion of households currently excluded. (because of shallow depth). On the macroeconomic front, microfinance positively impacts economic activity as a whole; it also boosts households' final consumption expenditure and contributes significantly to the increase in the volumes of financial services rendered to average households. It is a vector error-correcting model (VECM) whose dependent variables are GDP, Imports, Final Consumption, GFCF and Exports. The data used cover the period from 1990 to 2016. The impacts of microfinance, measured by the differences between the aggregates values of the new accounts of the national accounts for the year 2007 and the corresponding estimated values expressed in terms of percentage, on GDP is estimated between 0.2 and 0.3% depending on the assumptions on exports. In addition, MFIs helped increase households' final consumption expenditure by around 0.1%, and in particular, FISIM delivered to households increased by 8.4%. This analysis is aimed at economic policy-making in general and the development policies of the microfinance sector in particular. Moreover, it makes it possible to verify what is practiced, concerning this sector, for the case of Madagascar.

Key words: Microfinance, financial inclusion, poverty, impact study, microeconomic analysis, macroeconomic analysis, sustainability, depth and Madagascar

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS II
AVANT PROPOS IV
RÉSUMÉ VIII
ABSTRACT IX
SOMMAIRE X
LISTE DES ABRÉVIATIONS XI
LISTE DES TABLEAUX XIV
LISTE DES GRAPHIQUES XVII
LISTE DES FIGURES XVII
INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
PARTIE I : FONDEMENT THÉORIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE 15
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA PAUVRETÉ 16
1.1 ÉVOLUTION DE L'APPRÉCIATION DE LA PAUVRETÉ DANS LA LITTÉRATURE 16
1.2. MÉTHODES DE MESURE DE LA PAUVRETÉ 23
1.3. APPORT DE LA THÉORIE DE LA DOMINANCE STOCHASTIQUE SUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ 32
1.4. DÉCOMPOSITION DE LA VARIATION DE LA PAUVRETÉ 37
CHAPITRE 2 : APPLICATIONS THEORIQUES ET EMPIRIQUES DE LA MICROFINANCE 44
2.1. RAISON D'ÊTRE DE LA MICROFINANCE 44
2.2. NOTION DE LA MICROFINANCE 51
2.3. LES IMFS PARTIE INTÉGRANTE DE LA FINANCE GLOBALE DES PED 58
2.4. SECTEUR DE LA MICROFINANCE À MADAGASCAR 65
CHAPITRE 3 : FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE 88
3.1. FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE SELON LES POINTS DE VUE 88
3.2. PRÉSENTATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION D'IMPACT 116
3.3. PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE 125
PARTIE II : APPROCHE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ 137
CHAPITRE 4. ANALYSES FACTORIELLES DE LA PAUVRETE ET DE LA MICROFINANCE A MADAGASCAR 138
4.1. ELABORATION DE L'INDICE DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE 138
4.2. PROFIL DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE 158
4.3. ANALYSE FACTORIELLE DISCRIMINANTE 170
4.4. DISCUSSION SUR LES APPROCHES FACTORIELLES ADOPTÉES : 180
CHAPITRE 5 : APPROCHE MICROÉCONOMIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ : METHODES DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUES 187
5.1. ÉTUDE D'IMPACTS DE L'ACCÈS AUX MICROFINANCES DES MÉNAGES SUR LA PAUVRETÉ : APPROCHE DESCRIPTIVE 187
5.2. DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ À MADAGASCAR : MÉTHODES ÉCONOMÉTRIQUES 201
5.3. MODÉLISATION ÉCONOMÉTRIQUE DES DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX MICRO FINANCES DES MÉNAGES A MADAGASCAR 223
CHAPITRE 6 : IMPACT MACROÉCONOMIQUE DE LA MICROFINANCE : ESSAI DE MODÉLISATION 237
6.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 237
6.2. LES MODELÉS INDIVIDUELS DES BRANCHES D'ACTIVITÉS 242
6.3. DISCUSSIONS 273
DISCUSSION NORMATIVE 275
CONCLUSION GÉNÉRALE 285
BIBLIOGRAPHIE 296
ANNEXES 307
TABLE DES MATIÈRES 433

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACEP :	Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production
ACM :	Analyse des Correspondances Multiples
ADéFi :	Action pour le Développement et le Financement des micro-entreprises
AECA :	Association d'Épargne et de Crédit Autogérée
AFD :	Agence Française pour le développement
AFD:	Analyse Factorielle Discriminante
AGEPMF :	Agence d'Exécution du Projet Microfinance
AIM :	Association des Institutions de Microfinance non Mutualistes
AIMS:	Assessing the Impact of Microentreprise Services
AMEC :	Association Mutualiste d'Épargne et de Crédit
ANOVA :	Analysis Of Variance
APEM :	Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar
APIFM :	Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes
BAD :	Banque Africaine de Développement
BIT :	Bureau International du Travail
BOA:	Bank Of Africa
BTM:	Bankin' Ny Tantsaha Mpamokatra
CAPAF :	Programme de Renforcement des Capacités des Institutions de Microfinance en Afrique Francophone
CECAM :	Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuelle
CEM:	Caisse d'Épargne de Madagascar
CGAP:	Consultative Group to Assist the Poorest
CIDR :	Centre International de Développement et de Recherche
CNMF :	Coordination Nationale de la Microfinance
COPA :	Consistance Ordinale sur le Premier Axe
CP/SNMF :	Comité de Pilotage de la Stratégie Nationale de Microfinance
CSBF :	Commission de Supervision Bancaire et Financière
DAT :	Dépôt À Terme
DCFM :	Dépenses de Consommation Finale des Ménages
DCPE :	Document Cadre de Politique Économique
DID :	Développement International Desjardins
DPDM :	Déclaration de politique de Développement de la Microfinance
DSNMF :	Document de Stratégie Nationale de Microfinance
DSRP :	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

DSRP-I :	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté Intérimaire
EAM :	Entreprendre à Madagascar
EGC :	Computable General Equilibrium
FAGR :	Fonds d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus
FBCF :	Formation Brute de Capital Fixe
FENU :	Fonds d'Équipement des Nations Unies
FERT :	Fondation pour l'Épanouissement et le Renouveau de la Terre
FGM :	Fonds de Garantie Mutualiste
FMG :	Franc Malagasy
FMI :	Fonds Monétaire International
GRET :	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques
GTMF :	Groupe de Travail Microfinance
ICAR :	International de Crédit Agricole et Rural
IDA :	International Development Association
IDT :	Intention De Traiter
IFM :	Institution Financière Mutualiste
IMF :	Institution de Microfinance
INSCAE :	Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprise
IRAM :	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes du Développement
LSMS:	Living Standards Measurement Survey
MAE :	Ministère des Affaires Étrangères
MAEP :	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MEC :	Mutuelle d'Épargne et de Crédit
MEFB :	Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
MPE :	Micro et Petite Entreprise
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OTIV :	Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PADANE :	Projet d'Amélioration et de Développement Agricole dans le Nord-Est
PAMF :	Projet d'Appui à la Microfinance
PATFR :	Projet d'Assistance Technique aux Finances Rurales
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement

PPRR :	Programme de Promotion des Revenus Ruraux
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
PRBM :	Projet de Réhabilitation du Périmètre du Bas-Mangoky
RPPMED :	Réduction de la Pauvreté et Promotion des Modes d'Existence Durables
SEEP:	Small Enterprise Education and Promotion.
SIDI :	Société d'Investissement et de Développement International
SIFIM :	Services d'Intermédiation Financièrement Indirectement Mesurés
SIG :	Système d'Information de Gestion
SIPEM :	Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar
SMB :	Secrétariat Multi-Bailleurs
SNFI :	Stratégie Nationale de la Finance Inclusive
SNIM :	Stratégie Nationale de l'Inclusion financière à Madagascar
SNMF :	Stratégie Nationale de Microfinance
TIAVO :	Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola
USAID:	United States Agency for International Development
VATSY:	Vakinankaratra Tsimisaramianakavy
VECM:	Vector Error of Correction Model
WOCCU:	World Council of Credit Unions

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Quelque points de repère de la Stratégie Nationale de la Microfinance 75
Tableau 2 : Les grands objectifs visés par la SNMF 2008-2012 77
Tableau 3 : Opérations autorisées selon les niveaux d'IMF 84
Tableau 4 : Matrice des composantes de l'ACM préliminaire 142
Tableau 5 : Matrice des composantes de l'ACM définitive 144
Tableau 6 : Quelle est la dernière classe fréquentée par le chef de ménage ? 146
Tableau 7 : Résultat du Premier ACM de la Dimension Education 146
Tableau 8 : Quel est la nature de la toiture de cette habitation ? 147
Tableau 9 : Résultat du Premier ACM de la Variable de la Nature de Toiture 148
Tableau 10 : Quel est le matériel principal utilisé pour les murs extérieurs de l'habitation? 148
Tableau 11 : Résultat du Premier ACM de la Variable Structure Extérieure 149
Tableau 12 : Nombre de chambres à coucher 150
Tableau 13 : Nombre de pièce (Plus de 3 chambres) 150
Tableau 14 : Quel est le type de toilette utilisé dans votre ménage ? 151
Tableau 15 : Résultat du Premier ACM de la Variable Type de Toilette 152
Tableau 16 : Quelle est la source d'approvisionnement en eau de votre ménage actuellement ? 152
Tableau 17 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Approvisionnement en Eau 153
Tableau 18 : Est-ce que vous disposez de l'électricité dans votre maison ? 153
Tableau 19 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Electricité 154
Tableau 20 : Quelle est la principale source d'énergie de cuisine qu'utilise votre ménage ? . 154
Tableau 21 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Source 155
Tableau 22 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Accès aux Infrastructures de Base 155
Tableau 23 : Récapitulatif des modèles 156
Tableau 24 : Incidence et Sévérité de la Pauvreté non monétaire à Madagascar 158
Tableau 25 : Pauvreté non monétaire et milieu de résidence 159
Tableau 26 : Pauvreté non monétaire et niveau d'instruction 159
Tableau 27 : Pauvreté non monétaire et Microfinance 160
Tableau 28 : Pauvreté non monétaire et Banque 160
Tableau 29 : Taux de Pauvreté Globale (FINSCOPE) 161
Tableau 30 : Pauvreté et Situation Matrimoniale du Chef de Ménage 162
Tableau 31 : Pauvreté et Part de Revenu Apportée par le Chef de Ménage 163
Tableau 32 : Pauvreté et Éducation 163
Tableau 33 : Pauvreté et catégorie socioprofessionnelle 164
Tableau 34 : Pauvreté et Zone de Résidence 165
Tableau 35 : Pauvreté et Région 166
Tableau 36 : Pauvreté et Mobile Money 167
Tableau 37 : Pauvreté et Système Bancaire 167
Tableau 38 : Pauvreté et Microfinance 168
Tableau 39 : Pauvreté et Indicateur de Consommation 169
Tableau 40 : Pauvreté et Indicateur de Santé 169
Tableau 41 : Pauvreté et Indicateur d'Education 170
Tableau 42 : Statistiques du groupe 171
Tableau 43 : Tests d'égalité des moyennes de groupes 172

Tableau 44 : Test de Box 173
Tableau 45 : Valeurs propres 173
Tableau 46 : Lambda de Wilks 174
Tableau 47 : Coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées 174
Tableau 48 : Résultats du classement 175
Tableau 49 : Moyennes et variances entre membres et non membres 176
Tableau 50 : Test d'égalité des moyennes des groupes 177
Tableau 51 : Résultats du test 178
Tableau 52 : Valeurs propres 178
Tableau 53 : : Lambda de Wilks 179
Tableau 54 : Coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées 179
Tableau 55 : Résultats du classement 180
Tableau 56 : Pourcentage des ménages qui sont inclus financièrement selon le milieu de résidence et par type d'institution (en pourcentage) 188
Tableau 57 : Taux d'inclusion financière selon quelques caractéristiques sociodémographiques et selon le niveau de vie (en pourcentage) 190
Tableau 58 : Pourcentage des ménages qui sont membres des Institutions financières à Madagascar 191
Tableau 59 : Satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions de microfinance ou bancaire en milieu urbain 194
Tableau 60 : Satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions de microfinance ou bancaire en milieu rural 194
Tableau 61 : Impact des services offerts par les banques ou les IMF sur le bien-être du ménage au cours des 12 derniers mois selon le milieu de résidence 195
Tableau 62 : Impact des services offerts par les banques ou les IMF sur le bien-être du ménage au cours des 12 derniers mois selon le quintile du bien-être 196
Tableau 63 : Dépenses annuelles moyennes des ménages selon le milieu de résidence 197
Tableau 64 : Résultat du test 199
Tableau 65 : Test d'indépendance 199
Tableau 66 : Variables de l'Equation 203
Tableau 67 : Variables de l'équation 207
Tableau 68 : Tableau croisé Accès IMF * Pauvre 212
Tableau 69 : Intensité de la relation entre les deux variables 213
Tableau 70 : Mesures symétriques 213
Tableau 71 : : Tableau croisé Éducation du chef de ménage * Pauvre oui 214
Tableau 72 : Tests du khi-deux 214
Tableau 73 : Pauvreté et éducation 215
Tableau 74 : Tableau croisé Rural/urbain * Pauvre oui 215
Tableau 75 : Relation entre la pauvreté et localité 216
Tableau 76 : Mesures symétriques 216
Tableau 77 : Variables de l'équation 218
Tableau 78 : Récapitulatif des modèles 219
Tableau 79 : Table de classificationa 220
Tableau 80 : Test de Hosmer et Lemeshow 220
Tableau 81 : Répartition des chefs de ménages selon la variable « Inclus du système financier» (en pourcentage) 224
Tableau 82 : Répartition de la population active occupée selon le secteur d'activité (%) 225
Tableau 83 : Significativité globale des paramètres 228

Tableau 84 : Résultat du test de rapport de vraisemblance (Test LR) 230
Tableau 85 : Résultat de la régression logistique 231
Tableau 86 : Modèle logit simple de l'accès (possession d'un compte) aux IMFs 232
Tableau 87 : estimations du modèle agriculture-banque 244
Tableau 88 : Estimation de la relation de long terme, Elevage, Pêche, Banque 245
Tableau 89 : Estimation de la relation de long terme, Sylviculture-Banque 246
Tableau 90 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Extractive-Banque 247
Tableau 91: Estimation de la relation de long terme, Alimentaire_Boisson_Tabac-Banque 248
Tableau 92 : Estimation de la relation de long terme, Textile_Cuir-Banque 249
Tableau 93 : Estimation de la relation de long terme, Bois_Papier-Banque 250
Tableau 94 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Pharmaceutique-Banque .. 251
Tableau 95 : Estimation de la relation de long terme, Matériaux_Construction-Banque 252
Tableau 96 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Métalique-Banque 253
Tableau 97 : Estimation de la relation de long terme, Machine_Matériel_Electrique-Banque 254
Tableau 98 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Diverse-Banque 255
Tableau 99 : Estimation de la relation de long terme, Electricité_Eau_Gaz-Banque 256
Tableau 100 : Estimation de la relation de long terme, BTP-Banque 257
Tableau 101 : Estimation de la relation de long terme, Commerce-Banque 258
Tableau 102 : Estimation de la relation de long terme, Transport_Voyageur-Banque 259
Tableau 103 : Estimation de la relation de long terme, Transport_Marchandise-Banque 260
Tableau 104 : Estimation de la relation de long terme, Auxiliaire_Transport-Banque 261
Tableau 105 : Estimation de la relation de long terme , Poste_Telecommunication-Banque 262
Tableau 106 : Estimation de la relation de long terme, Assurance-Banque 263
Tableau 107 : Estimation de la relation de long terme, Services_Entreprises-Banque 264
Tableau 108 : Estimation de la relation de long terme, Administration-Banque 265
Tableau 109 : Estimation de la relation de long terme, Banque_SIFIM 266
Tableau 110 : Poids, contribution, impacts des IMFs par secteurs d'activités (en pourcentage) 270
Tableau 111 : poids, contribution, impacts des IMFs sur la demande finale (en pourcentage) 271

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : La construction d'un seuil subjectif 20
Graphique 2 : La dominance stochastique de la variable X à celle de Y à l'ordre 1 34
Graphique 3 : la dominance stochastique de la variable X à celle de Y (qui ne se coupe pas) à l'ordre 1 35
Graphique 4 : le test de comparaison de courbes de déficit 36
Graphique 5 : Mesures de discrimination 157
Graphique 6 : Répartition des ménages « inclus financièrement » selon le milieu de résidence 189
Graphique 7 : Pourcentage des ménages ayant un compte auprès des Institutions financières selon le secteur institutionnel du chef de ménage 192
Graphique 8 : Répartition des ménages qui sont membres des IMFs selon le secteur Institutionnel 193
Graphique 9 : Graphique des résidus standardises et de Cook's statistic 229
Graphique 10 : Courbe Roc 230

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Les quatre éléments de la pauvreté selon Armatya Sen 22
Figure 2 : Représentation Simplifiée de Mesures de la Performance Sociale 120
Figure 3 : Dépenses moyennes mensuelles des ménages par type de poste (En Ariary) 198

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1- Contexte

Dans le cadre des politiques de réduction de la pauvreté élaborées et mises en œuvre à Madagascar, et dans la plupart des Pays En Développement (PED), l'accès à une diversité de produits financiers, d'une part, et l'efficacité des services financiers, d'autre part, figurent parmi les axes stratégiques, car ces produits et services sont souvent supposés avoir une influence positive sur le développement des activités économiques et sociales des pauvres. A priori, le système financier malagasy n'est pas apte à répondre aux demandes des micro-activités des populations rurales et urbaines, en termes de capitaux, de crédit de fonctionnement et de service financier de qualité.

En effet, le système bancaire y exerce un quasi-monopole. Les ménages pauvres n'y ont pas accès. Les facteurs principaux de ce non accès peuvent-être la peur d'entrer dans les bureaux, l'aversion aux risques induits par des taux d'intérêt trop élevés, la peur d'être traqué par les agents du fisc, la complexité de la fourniture et du remplissage des documents nécessaires de par leurs illettrismes, pour la plupart, le manque et/ou l'incapacité de fournir de garanties suffisantes, etc. Ainsi, ils s'excluent automatiquement du système financier, et n'auront pas de capital-argent suffisant pour développer leurs activités.

Cette auto-exclusion peut aussi s'expliquer par le fait que les agents économiques des micro-activités craignent d'être victimes de l'existence d'une forte asymétrie d'informations, entre eux et les agents des systèmes bancaires et/ou de microfinances. Cette asymétrie d'information augmente le manque de confiance des agents des micro-activités, qui deviennent plus averses aux risques. D'autre part, les banquiers se méfient aussi des agents de la micro-activité, qu'ils soupçonnent de fournir des informations insuffisantes, concernant leurs chiffres d'affaires, leurs capacités de garantir leurs emprunts, etc. Dans ces conditions, peu de transactions entre les deux parties seront conclues. Une telle situation constitue une perte pour l'économie, puisque cette dernière ne peut pas totalement profiter de la croissance possible des activités de ces petits agents économiques. Nous aurons à traiter un peu plus loin de ces questions théoriques d'asymétrie d'information.

Selon l'enquête NOPOOR en 2014-2015[1], seulement environ 35,1% des ménages sont inclus financièrement, où on observe une forte prolifération des ménages qui ont recours au

[1] Rapport sur la Finance inclusive/INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

service de la finance informelle (23,5%). Seulement 15,3% des ménages se trouvent dans la finance formelle. Le taux de bancarisation des ménages étant relativement très faible (seulement 6%). Par ailleurs, seulement 7,4% des ménages sont membres d'une Institution de Microfinance. Selon l'enquête FINSCOPE[2] 2015-2016, un taux d'exclusion financière des adultes est très élevé : 41,8%. Un individu est dit « exclu financièrement », s'il n'a utilisé aucun produit ou service financier, que ce soit formel ou informel. Une proportion qui pourrait s'expliquer par l'importance des ménages malgaches en milieu rural, où plus de 76% de la population y vivent.

Malgré tout cela, plusieurs questions relatives à l'importance et au rôle du secteur de la Microfinance, dans le système financier et économique national, et dans la lutte contre la pauvreté, restent d'actualité, et sont loin d'être épuisées. En effet, toutes les questions relatives à la résolution de la pauvreté monétaire des populations rurales des pays pauvres demeurent. Par ailleurs, la pauvreté urbaine s'accentue, à cause du manque de solution que l'on apporte pour réduire le chômage. L'augmentation de la migration des ruraux vers les centres urbains grossit les chiffres du chômage urbain. Le nombre de chômeurs urbains croît, puisque le système économique n'est pas capable de répondre à l'augmentation des demandeurs d'emplois.

Face à cette situation qui peut généreusement handicaper l'économie de la plupart des pays pauvres, nous nous proposons, de par la présente thèse d'apporter - à travers des analyses théoriques et empiriques - des éléments de réponses à des questions qui obstruent la fluidité des mécanismes économiques, liant la pauvreté et la microfinance. Nous nous proposons d'étudier notamment le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des agents des micro-activités du financement bancaire, en prenant comme exemple le cas de la difficulté que doivent surmonter les micro-activités que nous rencontrons à Madagascar. Plus précisément, cette thèse se propose de contribuer à une meilleure compréhension, aussi bien des situations qui bloquent le développement de la microfinance, que de celles qui accentuent la pauvreté à Madagascar, avec comme toile de fond, l'incertitude, quant à la soutenabilité du système actuel de microfinance, ainsi que l'incapacité de ce dernier à pénétrer dans les zones les plus reculées où se trouvent les paysans pauvres.

Par conséquent, nous allons apprécier, à travers un parcours des sentiers battus par les différentes pensées économiques, relatives aux relations entre la microfinance et la pauvreté,

[2] Enquête FINSCOPE 2015-2016

que nous rapporterons aux faits relatifs aux cas observés à Madagascar. Bien que la vision welfariste et la vision institutionnaliste partagent le même objectif de base : celui de réduire la pauvreté, sur le terrain, des débats, quant aux solutions appropriées à mettre en œuvre s'affrontent sur les aspects normatifs.

En effet, chacune défend sa vision de ce que devraient être les priorités et le rôle des Institutions de Microfinance. Un accord plus ou moins établi a été quand même trouvé sur l'action ou le potentiel de la microfinance sur la réduction de la pauvreté et la vulnérabilité des bénéficiaires[3]. Mais des désaccords persistent sur la manière de pratiquer les stratégies, malgré les difficultés méthodologiques en matière d'évaluation d'impact[4]. Cette dernière est fondamentale, puisqu'elle constitue la base de l'élaboration des politiques économiques sectorielles, en tenant compte des politiques monétaires et de crédits, sur lesquelles se basent le développement et les stratégies des institutions de la microfinance.

Par ailleurs, ce débat théorique qui touche aussi l'aspect opérationnel de la portée des allocations de crédits aux micro-activités, permet de vérifier la validité du modèle économétrique obtenu à partir de l'analyse multidimensionnelle. En effet, cette analyse nous a permis de dégager les facteurs principaux qui expliquent la pauvreté monétaire, par son lien fort – actuelle - avec la faible portée de la microfinance sur le développement des micro-activités. Cette pauvreté s'explique par ses composantes macro-économiques, de par la faiblesse de la part de ces micro-activités au PIB, notamment l'épargne, l'investissement, les impôts et taxes, les cotisations sociales, etc. Sur le plan micro-économique, nous observons l'incapacité des micro-activités à accroire leurs activités, soit par la mise en œuvre d'une stratégie d'économie d'échelle, soit par celle qui cherche à augmenter la productivité des facteurs.

Enfin, ils ouvrent sur les débats concernant les dispositions proposées par la nouvelle économie institutionnelle [R. COASE, O. WILLIAMSON, H. DEMSETZ, etc.] basée sur l'incertitude causée par les comportements des acteurs victimes des asymétries d'informations.

2-Intérêts du sujet

Cette thèse veut aussi contribuer à l'analyse et à l'évaluation des besoins financiers, à travers la demande de produits et de services de microfinance. En effet, peu d'études sur ces besoins ont été réalisées à Madagascar. Mais des analyses complémentaires seront nécessaires,

[3] Otero 1999, Adams 1998, Simanovitz 2003, Matin, Hulme & Rutherford 2002, Morduch & Haley 2002
[4] Morduch 1998

afin de mieux orienter l'offre vers la demande de la population, en termes de crédit, pour développer leurs activités économiques et sociales. Sans la contribution de plusieurs études y afférentes, il ne sera pas possible de faire une hiérarchisation des types de demandes par strate de population, ni de savoir dans quelle mesure précise la demande sera satisfaite.

Selon le Plan National de Développement (PND) de Madagascar, la difficulté d'accès aux crédits résulte de l'insuffisance de la couverture des réseaux d'institutions de microfinance. Peu de zones sont desservies, et l'inclusion financière reste faible, par rapport aux besoins évalués. La faiblesse de l'accès à l'information et l'absence d'une véritable culture entrepreneuriale chez les adeptes de la micro-activité, ont eu pour résultat le surendettement et l'insolvabilité des bénéficiaires au moment de l'échéance de paiement. Ce qui freine l'intensification ou l'extension de la production agricole[5].

Facteur d'inclusion financière, la microfinance peut devenir un levier de développement, dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. En favorisant l'accès aux services, dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'énergie et de l'habitat, le secteur confirme son rôle catalyseur pour un développement global. En 2015, la Conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement, l'adoption des 17 objectifs de développement durable, par l'Assemblée générale des Nations Unies, fixent, pour les 15 prochaines années l'orientation d'un développement responsable, solidaire et inclusif. Si étonnante qu'elle soit, la microfinance n'est pas mentionnée dans les textes solennellement adoptés par la communauté internationale.

Baromètre 2016 résume que, malgré les controverses, la microfinance contribue de par son rôle actuel, et son potentiel, au moins à la réalisation de six des Objectifs de développement durable (ODD)[6]. De ce fait, la microfinance pourrait être considérée comme un moyen qui permettrait d'aider Madagascar à atteindre un certain nombre de ces objectifs, notamment :

- contribuer à l'éradication de la pauvreté (ODD 1), en permettant aux plus démunis de développer des activités génératrices de revenus, et en les accompagnant par des actions de formation et de conseil ;
- L'accès des 450 à 500 millions de petits agriculteurs dans le monde (environ 372 400 ménages ruraux pour Madagascar[7]) à des services financiers adaptés, est une condition

[5] Plan National de Développement, Madagascar, 2015-2019
[6] Baromètre 2016 de la microfinance, Objectifs de développement durable : quels enjeux pour la microfinance ?
[7] Rapport sur la Finance inclusive/INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

essentielle pour l'atteinte de l'ODD 2 : contribuer à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire. Si le microcrédit, pris isolément, a montré ses limites, dans le financement de l'agriculture, la micro assurance agricole des récoltes et du bétail est appelée à jouer un rôle croissant de protection des exploitations familiales, contre les risques naturels, et d'incitation à produire davantage ;

- Les articles proposés dans ce Baromètre mettent également en valeur les produits et services développés par les institutions de microfinance (IMF), pour un meilleur accès aux services de santé (ODD 3) ;
- Améliorer l'accès aux services d'éducation (ODD 4), à un habitat de qualité, sûr et abordable, et à une énergie propre (ODD 7), dans le contexte des pays en développement, mais aussi dans ceux des pays développés ;
- Enfin, faut-il rappeler le rôle essentiel joué par la microfinance dans la promotion et l'autonomisation des femmes, contribuant ainsi directement à l'atteinte de l'ODD 5 ?

3- Raison de choix du thème

Par rapport à d'autres pays de l'Afrique[8], de l'Asie et de l'Amérique latine, le secteur de la microfinance s'est développé avec un certain retard à Madagascar. Même si le secteur a acquis une plus grande maturité, pour certains aspects, il reste fragile, et des consolidations sont encore nécessaires.

D'un point de vue plus général, il a été admis, depuis longtemps, que le développement d'un système financier national prospère est un objectif intermédiaire important, qui peut ensuite servir de catalyseur pour le développement économique national qui est l'objectif final[9]. Cependant, dans la réalité, nous observons que les responsables de la planification des États concernés, d'une part, et les experts internationaux, d'autre part, privilégient le développement du secteur bancaire commercial, spécialisé dans les opérations. Ils ont tout mis en œuvre pour mettre en jeu des sommes importantes, tout en négligeant souvent les institutions à même de fournir des services aux ménages disposant de moyens limités. Alors que ces catégories de ménage représentent la plus grande partie de la population. Le développement de ce type de microfinance est bien constaté pour le cas de Madagascar, la création de banques qui pratiquent

[8] Stratégie Nationale de Finance Inclusive 2013-2017

[9] Voir, par exemple Alexander Gerschenkron, Paul Rosenstein-Rodan, Joseph Schumpeter, Anne Krueger,

la microfinance et la transformation des IMF en statut de banque, le montrent, ces dernières années.

Toutefois, dans les économies en voie de développement, et en particulier dans les zones rurales, beaucoup d'activités qui pourraient-être considérées dans le monde développé comme relevant du secteur financier, ne font pas l'objet de transactions monétaires. C'est-à-dire que ces activités peuvent être menées à bien, sans recours au capital-argent. Mais il arrive souvent, qu'au cours de leur vie, des circonstances font apparaitre des besoins d'argent ou des opportunités qui s'offrent à eux, pour acheter des biens et des services utiles au développement de leurs activités. Les communautés sont de plus mal desservies par les banques (femmes, jeunes : facteur de risque…). Il y a une méfiance et des préjugés de la part des banquiers à prêter de l'argent à ces personnes pauvres, et vice-versa. En particulier, ces populations pauvres se disent qu'ils ont peu de chance d'obtenir du crédit, aussi abandonnent-elles l'idée d'aller voir les banquiers. Il existe un fossé entre la culture des familles rurales et/ou urbaines pauvres et celle des banquiers qui sont plutôt formalistes. Il est vrai que le sérieux des banques peut impressionner des personnes n'ayant pas fait des études etc. C'est la question de l'illettrisme financier [10] qui peut – être la cause de l'auto-exclusion. Mais il y a exception, puisque Mohammad Yunus, grâce à la Grameen bank et aux micro-prêts, a réussi à aider les pauvres sans les rendre dépendants.

4- Succincte revue

Afin de mieux comprendre l'importance de notre question de recherche, nous allons faire une brève revue des études concernant la relation entre microfinance et pauvreté.

Les travaux sur la microfinance et la réduction de la pauvreté se classifient en trois groupes : les travaux optimistes, les travaux pessimistes et enfin, les travaux nuancés :

- Primo, les tendances dites optimistes sont celles qui affirment l'effet positif de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. Les auteurs concentrent leurs analyses sur la pratique des Grameen Bank, et soutiennent que la microfinance est un moyen efficace de réduction de la pauvreté. Dans cette optique, on cite les travaux de Holcombe (1995), Khandker

10 Muhammad Yunus

(1998), Mosley et Hulme (1998), Zeller et Sharma[11] (1998), Khandker[12] (2003), Rosenberg (2010), Khandker et Samad[13] (2013) qui s'intéressent particulièrement, au cas du Bangladesh.

Dans un cadre plus général, Mosley et Hulme (1998) constatent, en étudiant treize structures de microfinance dans les pays en développement, que le revenu des ménages tend à croître, mais à taux décroissant. Par ailleurs, Zeller et Sharma[14] (1998) observent que la microfinance peut aider les entreprises familiales à s'établir et à prospérer. De manière un peu plus nuancée, Khandker[15] (2003) fournit l'évidence d'un effet positif de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. Il note cependant que ces effets se confinent au niveau des pauvres ayant accès aux services de la microfinance. Rosenberg[16] (2010) arrive à la même conclusion que Khandker[17] (2003). Dans une étude récente de Khandker et Samad[18] (2013), les auteurs trouvent des effets positifs du microcrédit sur les revenus et la consommation.

- La seconde vague de travaux, à défaut de fournir l'évidence d'un effet négatif de la microfinance, sur la réduction de la pauvreté, doute de l'existence d'un effet positif. C'est le cas notamment des travaux de Burger[19] (1989) qui montrent que la microfinance tend à stabiliser, plutôt qu'à accroître les revenus, et tend à préserver, plutôt qu'à créer des emplois. Dans le même temps, Buckley[20] (1997), constate, à la suite d'une étude faite respectivement au Ghana, au Kenya et au Malawi, que l'accès au microcrédit n'exerce pas d'effet significatif sur la réduction de la pauvreté. Coleman[21] (1999), quant à lui, effectue une étude sur 445 ménages en Thaïlande, et constate que la microfinance ne permet pas de réduire la pauvreté, mais maintient au contraire les bénéficiaires dans un cycle d'endettement. Par ailleurs, Diagne et Zeller[22] (2001) dans le

[11] Zeller, M. & Sharma, M. (1998), 'Rural Finance and Poverty Alleviation'. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
[12] Khandker, R. (2003), 'Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh'. Policy Research Working Paper N° 2945, The World Bank
[13] Khandker, S.R. & H.A. Samad (2013), 'Microfinance Growth and Poverty Reduction in Bangladesh: What does the Longitudinal Data Say?' Working Paper No. 16, Institute of Microfinance, Dhaka, Bangladesh.
[14] Zeller, M. & Sharma, M. (1998), 'Rural Finance and Poverty Alleviation'. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
[15] Khandker, R. (2003), Op. cit.
[16] Rosenberg, R. (2010) 'Does Microcredit Really Help Poor People?' CGAP Focus Note No. 59. CGAP: Washington, D.C.
[17] Khandker, R. (2003), Op. cit.
[18] Khandker, S.R. & H.A. Samad (2013), Op. cit.
[19] Burger, M. (1989), 'Giving Women Credit: The Strengths and Limitations of Credit as a Tool for Alleviating Poverty'. World Development 17(7):1017-1032.
[20] Buckley, G. (1997), 'Microfinance in Africa: Is it either the Problem or the Solution?' World Development 25(7):1081-1093
[21] Coleman, B.E. (1999), 'The Impact of Group Lending in Northeast Thailand', Journal of Development Economics 60:105-141.
[22] Diagne, A. & M. Zeller (2001), 'Access to Credit and Welfare in Malawi.' IFPRI Research Report N° 116

cadre d'une étude faite au Malawi relèvent que l'accès au crédit a un effet positif sur la pauvreté, cependant cet effet est statistiquement non significatif. Enfin, l'étude menée par Okurut et Bategeka[23] (2005) en Ouganda conclut au même résultat.

- Le dernier groupe d'analyses se trouve à cheval entre les deux précédentes vagues de travaux, en ce sens que l'effet de la microfinance sur la réduction de la pauvreté est nuancé, et est conditionné par un ensemble de préalables. De manière spécifique, ces analyses conditionnent les effets respectivement à la soutenabilité et à la profondeur de l'offre des services de microfinance. La soutenabilité renvoie à la capacité des institutions de microfinance à observer un rendement net des subventions reçues, qui est à même d'égaliser ou d'excéder les coûts engrangés par la structure (coûts d'octroi de crédits, coûts administratifs).

Selon des travaux de Navajas et al.[24] (2000), des taux d'intérêt sur prêts positifs, à même de couvrir les frais administratifs, et maintenir la valeur de l'équité, en terme réel, sont importants pour la soutenabilité. La profondeur, quant à elle, se réfère à la capacité des services offerts à atteindre une frange de plus en plus large des populations pauvres. Ainsi, la valeur et l'étendue des crédits et de l'épargne, le type de services financiers offerts, ainsi que le taux de croissance annuelle des bénéficiaires, sont autant d'indicateurs, dont la valorisation accroît la profondeur.

Selon les travaux de Rhyne et Otero[25] (1992), la combinaison de la profondeur et de la soutenabilité des services offerts améliore l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté[26]. En effet, comme le remarquent Yaron et al. [27](1997), lorsqu'une entreprise de microfinance satisfait aux exigences de soutenabilité et de profondeur, cela veut dire qu'elle élargit le marché financier de manière soutenable.

---

[23] Okurut, F. & L. Bategeka (2005), 'The Impact of Microfinance on the Welfare of Poor in Uganda'. AERC.

[24] Navajas, S., M. Schreiner, R. Meyer, C. Gonzalez-Vega & J. Rodriguez-Meza (2000), 'Microfinance and the Poorest of the Poor: Theory and Evidence from Bolivia'. World Development 28(2):333-346.

[25] Rhyne, E. & M. Otero (1992), 'Financial Services for Micro enterprises: Principles and Institutions'. World Development 20(11):1561-1571.

[26] Cet article plaide pour l'utilisation d'une approche fondée sur les systèmes financiers dans la fourniture de services financiers aux pauvres. L'expérience de la dernière décennie a produit une technologie efficace pour la prestation de crédit qui repose sur des principes financiers solides, à savoir: comprendre les besoins du client; accroître l'efficacité en réduisant les coûts administratifs; et en utilisant diverses techniques pour motiver le remboursement. L'épargne est considérée comme un service financier et plusieurs principes sont discutés. Les dimensions institutionnelles de cette approche mettent l'accent sur la nécessité d'atteindre l'autosuffisance, que l'article décrit comme un processus en quatre étapes. Enfin, l'article décrit divers facteurs liés à la création d'institutions financières qui atteignent les pauvres et les implications politiques qu'ils suggèrent.

[27] Yaron, J., B. McDonald & G. Piprek (1997), 'Rural Finance: Issues, Design and Best Practices'. Washington, D.C.: Agriculture and Natural Resources Department, The World Bank.

De manière spécifique, elle permet aux pauvres d'avoir accès, à moindre coût, à un éventail plus large de services d'épargne et de crédit. Parallèlement, des auteurs, à l'instar de Hicksson[28] (1999), montrent qu'il est difficile d'atteindre les plus pauvres, sans compromettre l'objectif de soutenabilité. Cette contrainte, associée à l'auto-exclusion des plus pauvres, fait que, comme le relèvent Simanowitz et Walter[29] (2002), en moyenne, moins de 50 % des clients de structures de microfinance sont pauvres. Cette réalité est encore plus frappante, lorsqu'on se réfère à la pauvreté non monétaire. Cette constatation est partiellement reprise par Shaw[30] (2004), dans le cas du Sri Lanka. Elle relève des gains obtenus par les micro-entrepreneurs, suite à un octroi de microcrédit fortement liés à leur revenu initial. En effet, les clients les plus pauvres font face à des contraintes géographiques, financières et socio culturelles, qui les empêchent de s'insérer dans les activités des micro-entreprises les plus prometteuses. Ils s'orientent alors vers des activités à faible valeur ajoutée et aux perspectives de croissance faible.

Il importe de noter, qu'au cœur de cette controverse, peu de cas est fait des caractéristiques individuelles du pauvre et de son environnement social. En effet, tout se passe comme si le simple fait d'allouer un crédit au pauvre se traduit par une augmentation des actifs possédés, et une réduction de son niveau de pauvreté.

Nombreux sont les auteurs qui remettent en cause l'effectivité d'une telle linéarité. Buckley[31] (1997) souligne ainsi que l'octroi d'un capital, sous la forme de crédit, ne suffit pas à observer un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Selon lui, il faut aller voir dans les conditions socioéconomiques et la psychologie du bénéficiaire du crédit. La qualité du réseau social, la forme de l'organisation, la disponibilité des infrastructures et des droits de propriété, la nature du facteur travail, entre autres éléments, sont de nature à affecter la rentabilité du

[28] Hickson, R. (1999), 'Reaching Extreme Poverty: Financial Services for Very Poor People'. Office of Development Studies UN, 1999.

[29] Simanowitz, A. & A. Walter (2002), 'Ensuring Impact: Reaching the Poorest while Building Financially Self-Sufficient Institutions, and Showing Improvements in the Lives of the Poorest Women and their Families'. Pathways out of Poverty: Innovations in Microfinance for the Poorest Families. S. Daley-Harris. Bloomfield, Kumarian Press: 1-73.

[30] Shaw, J. (2004), «Microfinance Occupation and Poverty Reduction in Microfinance Program: Evidence from Sri Lanka». World Development 7:1247-1264.

[31] Buckley, G. (1997), 'Microfinance in Africa: Is it either the Problem or the Solution?' World Development 25(7):1081-1093

capital investi, et de ce fait, limiter les performances sociales des services de microfinance (Zeller et al.[32] 1998; Yaron,[33] 1992).

Ces aspects font parties des propos développés par les économistes néo-institutionnalistes comme R. COASE, qui introduit la notion de Coûts de Transaction, dans l'analyse économique. Nous pouvons résumer ses propos par le fait que « sa théorie – contrairement à l'analyse économique dominée par un courant d'inspiration microéconomique abstrait - s'est développée et a trouvé toute sa force, grâce aux travaux de ses collègues en droit, en anthropologie, en sciences politiques, en sociobiologie et d'autre disciplines » [La nature de la Firme].

La présente thèse vise donc à enrichir les réflexions, par le biais d'une analyse d'impact de l'accès au microcrédit des micro-activités, qui va se focaliser, non pas uniquement sur les éléments finaux de la chaîne, mais aussi sur les caractéristiques même de ces éléments. Nous abordons ici toutes les questions liées à l'asymétrie d'informations. Une partie de ce travail contient l'existence de ces Coûts de Transaction, qui expliquent la faiblesse des impacts de la microfinance sur la réduction de la pauvreté.

5- Problématiques de la thèse :

La présente étude vise donc à enrichir la littérature, par une analyse d'impact, qui va se focaliser, non pas sur les éléments finaux de la chaîne, mais sur les caractéristiques même de ces éléments. En effet, beaucoup de structures de microfinance ignorent le profil de leurs clients et sont donc dans l'impossibilité d'offrir des services adéquats.

Les activités informelles accentuent le manque de confiance entre les agents économiques des micro-activités et ceux des banques. Ce manque de confiance est le résultat de l'existence d'Asymétrie d'Informations, d'une part, et celle d'un risque élevé, concernant la solvabilité des agents des micro-activités (voire des familles pauvres), à travers l'exercice de ces micro-activités, d'autre part. Nous savons aussi que le PIB [impôts et taxes (TVA), …] de l'économie malagasy provient aux environs de 60% du secteur informel. Le paysage financier malgache a-t-il changé, après l'introduction de la microfinance, et a-t-elle amélioré ou détérioré ce système financier ? La microfinance a-t-elle permis de lutter contre l'exclusion financière, ou a-t-elle amélioré le bien-être de la population bénéficiaire ? Est-ce que la microfinance

[32] Zeller, M. & Sharma, M. (1998), Op. cit.
[33] Yaron, J. (1992), 'Assessing Development Finance Institutions: A Public Interest Analysis'. World Bank Discussion Paper 174, Washington, D.C.

résout-elle le problème de l'exclusion financière, qui est considérée comme une certaine forme de pauvreté ? Est-ce que la microfinance est-elle adaptée aux cultures et aux besoins de la population ? (tontine, ankandray, etc.). L'analyse de la thèse est surtout focalisée sur la demande de crédits.

Sachant que la soutenabilité se rapporte à la pérennité du système, en terme de capacité des différents acteurs – sur une longue période - à participer au marché du microcrédit, non seulement en terme fourniture de service pour répondre aux besoins des agents économiques exerçant des micro-activités, mais aussi en terme de solvabilité des emprunteurs. Quant à la profondeur, elle se rapporte à la capacité des institutions de Microfinance à toucher les strates de la population pauvre dans toutes les zones. En d'autres termes, il s'agit d'inclusion financière des ménages pauvres.

Cette thèse répond à la question principale suivante :

Quels sont les impacts de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et l'inclusion financière des ménages – actuellement exclus (à cause d'une faible profondeur) – exerçant des micro-activités à Madagascar ?

6- Les objectifs

a. L'objectif général :

Conformément à la problématique et à la question principale posées, l'objectif général de cette thèse est d'analyser la relation existante entre la microfinance et la pauvreté, dans le contexte malagasy.

b. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Élaborer deux indices de pauvreté non monétaire, à partir de deux enquêtes – Nopoor et Finscope – qui seront utiles pour savoir :
    - si la microfinance a un impact réel sur les conditions de vie des ménages ;
    - si la réciproque est également vraie, c'est-à-dire que la pauvreté est un facteur déterminant de non accès à la microfinance.
- Démontrer les impacts de la microfinance dans la croissance du PIB.

Une hypothèse principale et cinq hypothèses sont retenues et testées pour atteindre ces objectifs.

7- Les hypothèses

L'hypothèse principale est : « L'accès au crédit de la microfinance contribue à la réduction de la pauvreté », déclinée en cinq hypothèses complémentaires.

H1 : « La pauvreté à Madagascar n'est pas seulement monétaire ».

H2 : « L'accès d'un ménage à une microfinance permet d'améliorer son bien-être (monétaire ou conditions de vie), même si cet impact est minime ».

H3 : « Inversement, l'accès à la microfinance influe positivement sur les conditions de vie des ménages ».

H4 : « Une contribution positive des IMFs à la réduction de la pauvreté conduit à une progression positive de la croissance économique, mesurée à travers les agrégats macroéconomiques »

H5 : « les IMFs contribuent positivement à l'inclusion financière à travers le service financier rendu aux ménages ».

8- Structure de la thèse :

La thèse comprend deux parties.

La première partie concerne la partie théorique et le cadre méthodologique de la thèse :

- L'intérêt du premier chapitre intitulé « Revue de littérature théorique et empirique de la pauvreté » réside dans la nécessité de comprendre la nature du problème à résoudre : nous avons commencé par une revue de littérature sur la pauvreté. Cette revue fait intervenir, non seulement l'aspect économique, mais aussi d'autres aspects. Ce chapitre est organisé en trois sections. La première traite l'évolution de l'analyse de la pauvreté dans la littérature. La seconde essaie de synthétiser les différentes mesures de pauvreté utilisées. Enfin, la dernière section développe l'état des lieux de la pauvreté dans le pays étudié. (Chapitre 1)

- Le deuxième chapitre intitulé « Applications Théorique et Empirique de la Microfinance » porte sur la compréhension, ainsi que les fondements du concept de la microfinance. Ce chapitre s'articule autour de quatre sections. Dans un premier temps, nous avons essayé de mieux cerner les différents concepts sur lesquels se fonde l'existence de la microfinance, plus particulièrement les intermédiaires financiers, puis dans un deuxième temps, il est question de se focaliser sur les concepts de base de la microfinance, ensuite l'intégration de la microfinance

dans la finance globale des pays en développement et enfin dans un dernier temps, on s'intéresse à l'état des lieux de ce secteur à Madagascar. (Chapitre 2)

- Le troisième chapitre expose le fondement théorique de la recherche. La revue de méthodes d'évaluation d'impact nous a permis de constater que ces outils ont évolué considérablement dans la littérature. Cette évolution peut être néanmoins synthétisée en trois types : les méthodes « quasi-expérimentales » (le modèle de discontinuité de la régression ou Regression Discontinuity Design (RDD), la double différence (Diff in diff), le pipeline approach, la variable instrumentale et la méthode d'appariement), les méthodes « minimalistes » (l'outil Social Performance Indicators (SPI) créé par le réseau CERISE, le Social Performance Task Force (STPF) par le CGAP et les Fondations Ford et Argidus, et le Social Performance Assessment (SPA), confectionné par Gary Woller, sous le financement de l'USAID), et les méthodes « repensées » (Deux nouvelles pistes ont été proposées pour refonder les techniques d'évaluation d'impact en microfinance, à savoir l'approche aléatoire et l'approche mixte). Les méthodologies à adopter pour les approches, dans la deuxième partie de la thèse, sont aussi abordées dans ce chapitre : quelques travaux antérieurs, méthodes adoptées pour ces travaux, la description de la méthode et la démarche à entreprendre. (Chapitre 3)

La seconde partie de la thèse, qui concerne la partie empirique, se focalise sur deux enquêtes menées par l'INSTAT, dans les 22 régions de Madagascar: auprès de 2 400 ménages dans le cadre du projet Nopoor du CEE en 2015, et 5040 ménages au début de 2016, avec FINSCOPE (Ministère des Finances et CNFI : Coordination Nationale de la Finance Inclusive), qui se sont portées sur l'habitat, la formation et l'emploi, le bien-être, les revenus, les dépenses, les investissements, le crédit, l'épargne, la banque, le recours au système de la microfinance formelle, l'entraide familiale et communautaire, la finance informelle, le mobile banking et la couverture sociale des ménages.

Pour cette partie, nous utilisons les logiciels SPSS 22, SPAD 8, STATA 14 et EVIEWS.

- Pour le quatrième chapitre « Analyses factorielles de la pauvreté et de la microfinance à Madagascar », à l'aide de SPAD 8, nous effectuons une analyse factorielle, qui est une technique statistique multidimensionnelle, qui consiste à réduire un ensemble de variables observées, en un ensemble de variables latentes. Elle a pour objectif de dépouiller les résultats de l'enquête, afin de faciliter la compréhension de l'ensemble volumineux de données multivariées. L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), nous permet de montrer la

liaison entre l'exclusion financière et la pauvreté, et de proposer un indice de pauvreté multidimensionnelle. (Chapitre 4)

- Pour le cinquième chapitre qui est focalisé sur une analyse économétrique, nous utilisons des modèles microéconométriques avec STATA 12, pour savoir si les différences constatées entre les clients et non clients des Institutions de Microfinance sont attribuables aux services de ces dernières. Cette démarche permet donc de déterminer l'impact de la microfinance sur les conditions de vie de la population étudiée. Compte tenu du type des variables d'étude (qualitatif), nous privilégions, dans la thèse, les modèles issus de l'économétrie qualitative, notamment le Logit. (Chapitre 5)

- Pour le sixième chapitre (Analyse macroéconomique), nous utilisons EVIEWS pour la modélisation macroéconométrique, on s'intéresse à l'impact de la microfinance sur l'économie globale, ou plus précisément, on cherche à déterminer la contribution du volume de l'encours de crédits des institutions de microfinance, sur les agrégats macroéconomiques du pays. Les canaux de transmission de l'impact de la microfinance sur l'économie globale sont multiples dans ce modèle macroéconométrique : par la valeur ajoutée, les DCFM et le SIFIM. (Chapitre 6)

PARTIE I : FONDEMENT THÉORIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

L'objectif de cette partie consiste à construire les fondements théoriques de notre recherche, ainsi que les techniques ou instruments qui seront utilisés pour étudier l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté et l'inclusion financière à Madagascar. Cette partie est divisée en trois chapitres. Le premier chapitre traite la revue théorique et empirique de la pauvreté. Le deuxième étudie les applications théoriques et empiriques de la microfinance. Enfin, le troisième chapitre élabore les fondements théoriques de cette étude.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA PAUVRETÉ

L'intérêt de ce chapitre réside dans la nécessite de comprendre la nature du problème à résoudre. La pauvreté est un thème qui a fait couler beaucoup d'encres dans la littérature économique. En effet, elle fait intervenir, non seulement l'aspect économique, mais aussi d'autres aspects : social, culturel, politique, anthropologique, juridique, etc. Il est donc naturel d'entreprendre le commencement de cette thèse, par une revue de la littérature se rapportant à ce fléau.

Ce chapitre est organisé en trois sections. La première traite l'évolution de l'analyse de la pauvreté dans la littérature. La seconde essaie de synthétiser les différentes mesures de la pauvreté utilisées. En fin, la dernière développe la décomposition et l'analyse de la dominance stochastique.

1.1 ÉVOLUTION DE L'APPRÉCIATION DE LA PAUVRETÉ DANS LA LITTÉRATURE

Au sens étymologique[34], le terme pauvre est dérivé du mot latin pauper. Dans le dictionnaire latin-français[35], ce dernier signifie celui qui produit peu ou qui possède peu. La notion de pauvreté fait donc référence à une situation de manque ou de privation de ressources. La littérature offre des appréciations très différenciées du phénomène. La revue de la pensée économique afférente permet de distinguer trois périodes.

La première se concentre sur la perception de l'école classique de ce fléau. Les deux périodes restantes exposeront les deux visions modernes de la pauvreté (welfariste et non welfariste).

1.1.1. Avant l'avènement de l'approche « welfariste »

Dans cette période, les analyses de la pauvreté et des inégalités sont confondues. L'école classique domine la pensée économique. Les économistes de cette école n'ont pas donné une définition explicite de l'individu considéré comme pauvre, mais, le sous-entendu de leur approche fait intervenir la notion de classe sociale (rentier, capitaliste, ouvrier et indigente) pour caractériser ce dernier. En fait, les indigentes qui sont visées par les « poor law » apparus au XVIIe siècle en Angleterre et les ouvriers sont ceux qu'ils ont classés comme pauvres. Deux

[34] Wiktionnaire.
[35] Félix Gaffiot, Dictionnaire latin français, Hachette 1934.

idées marquantes peuvent être citées à cette époque : la vision optimiste d'Adam Smith et celle pessimiste de Thomas Malthus et David Ricardo.

1.1.1.1. Vision optimiste d'Adam Smith

Avant Adam Smith, le problème de la pauvreté et des inégalités n'est pas un sujet propre à l'économie. Ce sont surtout des domaines de la politique, de la morale et de la religion qui ont cherché les causes et les remèdes à ces fléaux. De même, Adam Smith, dans l'article intitulé « Théorie des sentiments moraux » en 1759, a cherché à puiser dans la morale, les sources d'explication de ces derniers. Mais dans l'autre article, « Richesse des nations » en 1776, Adam Smith a dévié totalement vers l'économie politique pour soutenir ses idées. C'est à partir de cette période que la pauvreté et les inégalités sont devenues des objets d'étude propres aux économistes.

Dans le deuxième article, Adam Smith a essayé d'expliquer l'importance de la division du travail et l'accumulation du capital, dans la création de richesse d'un pays. De même, cet économiste a soutenu que l'inégalité est utile pour renforcer l'efficacité économique. Pour illustrer ses propos, il a comparé deux sociétés différentes : la première est une société primitive où les ressources sont réparties de façon plus égale, et la deuxième est une société civilisée, où les ressources sont réparties de façon inégale. Adam Smith a montré que les pauvres issus de la deuxième société sont plus riches que ceux de la première. En effet, la deuxième situation facilite l'accumulation de capital, et donc la création des emplois pour donner des revenus aux pauvres.

La position d'Adam Smith repose par conséquent sur l'acceptation de l'inégalité, pour soutenir l'accumulation du capital par les riches. Les pauvres profiteront, par la suite, des emplois créés par l'abstinence de ces derniers à la consommation présente.

1.1.1.2. Vision pessimiste de Thomas Malthus et David Ricardo

Ces deux économistes sont connus pour leurs approches pessimistes de la pauvreté. En effet, ils ont un point de vue commun sur l'avenir du capitalisme[36] et la considération du phénomène de pauvreté, comme une fatalité que la société devait accepter.

Pour Malthus, l'écart de croissance entre la population et la richesse rend la pauvreté comme un état permanent au sein d'une société. En effet, dans son œuvre « Essai sur le principe

[36] Convergence du capitalisme vers un équilibre stationnaire.

de population[37] », il a montré que la population croît de façon plus vite (exponentielle) que le produit. Ce fait est dû à la contrainte ou à la rareté des ressources disponibles d'un pays. Pour cet économiste, la réduction de la pauvreté est un objectif difficile à réaliser, ainsi ce fléau devait être admis par la société. Pour alléger l'impact de la pauvreté, celui-ci a conseillé de limiter le nombre des enfants à naître.

Pour Ricardo, les lois sur les pauvres perturbent le bon fonctionnement du marché du travail. En effet, le salaire ne s'ajuste pas à son niveau naturel[38], à cause du dysfonctionnement engendré par ces lois. Cet économiste a expliqué que les subventions données aux pauvres incitent les capitalistes à sous-payer les ouvriers. Ces derniers deviennent alors des indigents. Pour alléger la pauvreté, Ricardo a soutenu qu'il faut laisser fonctionner librement le marché du travail. Ainsi, les distorsions comme les lois sur les pauvres, qui entravent le bon fonctionnement de ce marché, devaient être éliminées. Mais, pour lui, même si le système capitaliste tourne normalement, l'économie n'arrive pas à octroyer des emplois à tous les ouvriers. Ainsi, il restera toujours des résidus qui seront indigents. La pauvreté est donc un phénomène inévitable pour cet économiste. Ce dernier a soutenu ce propos, sur la base de la loi inverse entre le profit et le salaire.

1.1.2. Ère dominée par l'école « welfariste »

Booth (1892) et Rowntree (1901) sont les premiers économistes qui ont étudié la pauvreté, sur la base du revenu, sans que la notion d'utilité figure dans leurs travaux. Toutefois, les approches de ces deux auteurs constituent les sources d'inspiration de l'école «welfariste » ou «utilitariste», qui prône l'analyse de la pauvreté, à travers le concept d'utilité. C'est à partir de ce moment que l'approche « welfariste » a occupé une position importante dans la conception de ce fléau.

1.1.2.1. Fondement théorique de l'approche « welfariste »

Les « welfaristes » fondent leur analyse sur la liaison qui lie la pauvreté et le bien-être. En effet, pour cette école, un individu qui n'atteint pas un niveau minimum de bien-être, jugé nécessaire pour vivre décemment, dans une société, est classé pauvre. Mais, le bien-être d'un individu dépend de la satisfaction de ses préférences. D'après la théorie microéconomique néoclassique, sur laquelle cette approche est fondée, ces préférences sont représentées par une

[37] An essay on the Principle of Population; or, a view of its past and present effects on human happiness; with an enquiry into our prospects respecting the future removal on mitigation of the evils which it occasions, 1803.

38 Selon Ricardo, le salaire naturel (n'est pas un minimum vital) est le revenu qui assurera une vie modérée aux salariés.

fonction d'utilité. Cette dernière constitue donc une mesure statistique du bien-être. Par conséquent, pour les utilitaristes, le pauvre est celui qui ne réalise pas un niveau minimum d'utilité, à travers ses consommations. Cette approche repose sur certaines hypothèses qui suscitent des controverses : la rationalité et l'homogénéité des individus.

Rawls (1970) et Sen (1977) sont les économistes qui ont critiqué vivement cette approche. Ces critiques sont nombreuses, mais les plus importantes peuvent être résumées en quatre points: (i) réduire l'existence humaine à un seul concept de bien-être est une erreur; (ii) mesurer le bien-être à travers la fonction d'utilité ne rend pas compte de toutes les formes de privations que peut subir un individu; (iii) le comportement égoïste (maximisation de la fonction d'utilité sous l'hypothèse de rationalité) ne tient pas compte de l'attitude altruiste; et enfin hétérogénéité des préférences.

L'utilité apportée par la consommation n'est pas observable, c'est pourquoi, la consommation ou le revenu est utilisé comme un indicateur de mesure du bien-être (pauvreté) d'un individu. À cet effet, le niveau de consommation (ou revenu) de l'individu détermine la classe (pauvre ou non) à laquelle il appartient. Ce classement dépend également du type de seuil adopté.

1.1.2.2. Ligne de pauvreté

L'identification des personnes qui se trouvent dans une situation de dénuement requiert la construction d'un seuil de pauvreté (ou ligne de pauvreté). Ce dernier existe sous divers aspects. Il y a, entre autres, les lignes de pauvreté basées sur les normes internationales, celles qui sont fonction de la distribution de l'indicateur utilisé, ou qui sont liées au minimum vital, et enfin d'autres qui dépendent de la perception des individus.

a- Seuils internationaux :

À titre de comparaison internationale, la Banque Mondiale a adopté les seuils de 1 ou 2 $ de PPA[39] par personne, par jour, pour évaluer la pauvreté dans le monde. À cet effet, selon cette institution, un individu qui reçoit un revenu en-deçà de 1 ou 2 $ de PPA, par jour, est classé pauvre. Ces seuils sont ajustés suivant les évolutions des prix dans le monde.

b- Seuils relatifs :

Sont qualifiés de seuils relatifs, ceux qui sont définis en fonction de la distribution de l'indicateur de pauvreté utilisé (consommation ou revenu). Dans la pratique, la ligne de

[39] Parité de Pouvoir d'Achat

pauvreté relative est fixée en pourcentage de la médiane ou de la moyenne du revenu ou de la consommation de la population étudiée. À cet effet, selon cette définition, une personne est classée pauvre si son revenu (ou consommation) se situe en dessous de la majorité de la population.

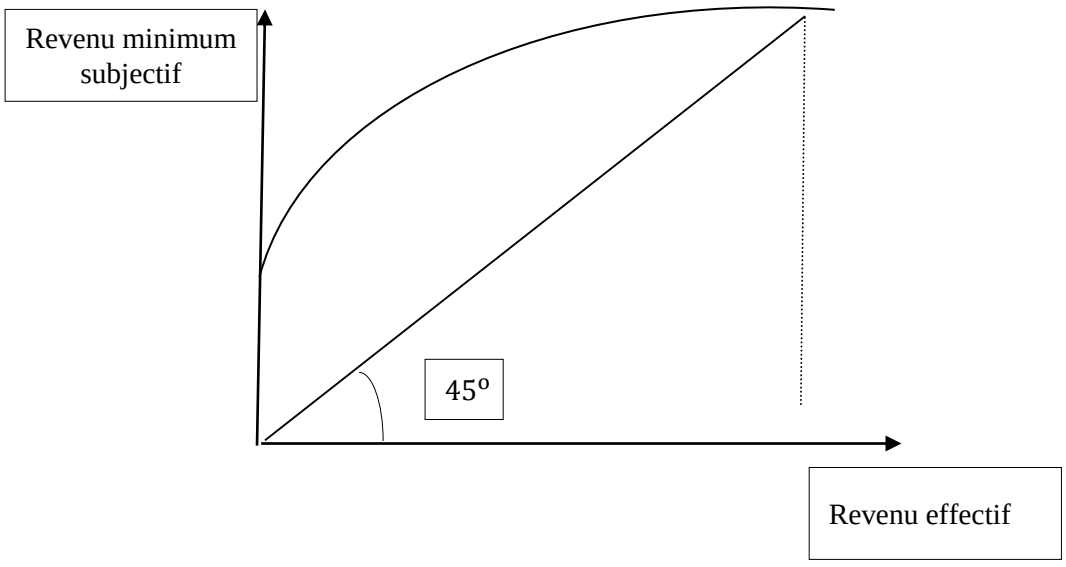
c- Seuils absolus :

Chaque individu a besoin d'un minimum de biens alimentaires et non alimentaires (minimum vital) pour vivre de manière décente dans une société. C'est sur cette base que le concept de pauvreté absolue a été fondé. Les seuils absolus sont ainsi indépendants de la distribution générale des revenus ou de la consommation de la population étudiée. Ces seuils sont définis plutôt sur des normes portant sur les biens dont les ménages ont besoin pour survivre. A cet effet, selon cette définition, un individu qui vit en dessous d'une norme relative aux biens fondamentaux (alimentaires ou non) est classifié comme pauvre.

d- Seuils subjectifs :

Ces seuils sont élaborés sur la base de la perception des individus de leur situation. Dans la pratique, on demande aux ménages le revenu nécessaire pour assurer leur strict minimum. La construction d'un seuil subjectif peut être représentée par le graphique suivant :

Graphique 1 : La construction d'un seuil subjectif



1.1.2.3. Méthode d'élaboration de la ligne de pauvreté absolue

Dans ce paragraphe, seront présentées les deux méthodes les plus utilisées dans l'élaboration du seuil de pauvreté absolue, notamment : l'apport en énergie nutritive et le coût

des besoins essentiels. Le seuil de pauvreté absolue est décomposé en composantes alimentaires et non alimentaires. Le point qui diffère les deux méthodes se trouve dans la détermination de ces deux composantes : .la première estime conjointement ces dernières, tandis que la deuxième les estime séparément.

a- Méthode de l'énergie nutritive :

Cette méthode peut être résumée en deux étapes : la première consiste à déterminer le nombre de calories de référence pour le pays. Pour le cas de Madagascar, ce seuil[40] a été estimé à 2133 cal par les nutritionnistes malgaches. La deuxième détermine les dépenses totales (ou revenu) qui permettent à l'individu d'atteindre ce nombre de calories retenu.

b- Méthode du coût des besoins essentiels :

Pour cette méthode, on détermine tout d'abord le seuil correspondant aux composantes alimentaires. Pour ce faire, les étapes suivantes devraient être entérinées: (i) la détermination du seuil calorique utilisé; (ii) l'identification[41] des items à intégrer dans le panier; (iii) l'adoption d'une table de conversion; et enfin (iv) la valorisation du panier. Ces étapes permettent de déterminer les dépenses alimentaires nécessaires pour atteindre le seuil calorique de référence.

Ensuite, on passe à la détermination du seuil correspondant aux composantes non alimentaires. De nombreuses méthodes peuvent être utilisées, mais les plus employées sont l'application du coefficient d'Engel, ainsi que les approches économétrique et paramétrique de Ravallion. La ligne de pauvreté, selon ce procédé, coïncide enfin avec la somme de ces deux seuils.

1.1.3. Ère dominée par l'école non « welfariste »

Au début des années 70, de nouvelles approches de la pauvreté sont apparus dans la littérature. Les tenants de ces approches ont prôné d'analyser la pauvreté sous plusieurs facettes, c'est-à-dire d'abandonner la vision restrictive monétaire de ce fléau, pour tenir compte de la diversité de la vie humaine. Les partisans de cette conception multidimensionnelle de la pauvreté constituent l'école non « welfariste ». Cette dernière est divisée en deux groupes: l'école de biens essentiels et l'école de capacités.

[40] Thèse doctorat de Razafindravonona
[41] Cette étape nécessite le choix d'un groupe de référence.

1.1.3.1. École de biens essentiels

L'école de besoins essentiels analyse la pauvreté, sous un angle de privation des besoins fondamentaux. Cette nouvelle approche a été introduite par le Bureau International du Travail (BIT), au début des années 70. Puis en 1981, P. Sreeten a approfondi l'analyse sous cette orientation. Pour cette école, le fait d'être bien passe avant le bien-être. À cet effet, c'est la condition de vie de l'individu qui le caractérise d'être pauvre ou non. C'est pourquoi, on parle également de la pauvreté de conditions de vie.

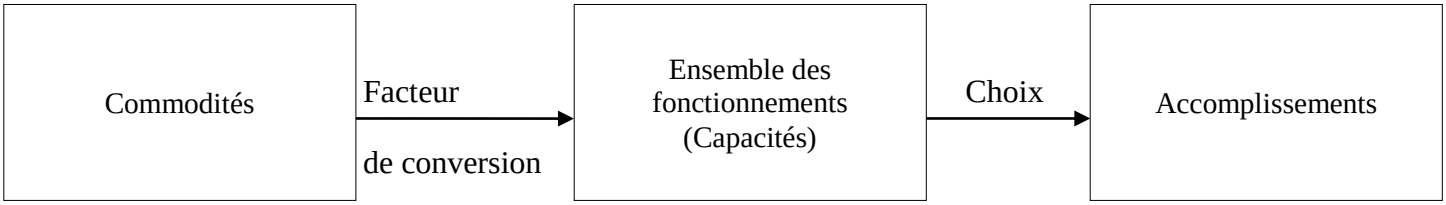
Selon cette nouvelle approche de la pauvreté, un individu doit avoir accès à certain nombre de besoins essentiels, pour mener une vie décente dans une société. Ces besoins peuvent être : la nourriture, l'éducation, la santé, l'eau potable, le transport, etc. À cet effet, les pauvres sont ceux qui sont privés du minimum des besoins fondamentaux jugés nécessaires pour vivre adéquatement. Les problèmes qui se heurtent à l'application de cette approche résident dans la détermination de la liste des besoins essentiels, et la fixation du minimum raisonnable à ceux-ci (seuil).

1.1.3.2. École de capacités

Le fondateur de cette école est l'économiste Amartya Sen. Pour ce dernier, la pauvreté ne peut pas être appréhendée en termes d'utilité ou d'accès à des besoins essentiels. Celui-ci a introduit, dans ses travaux, la notion de capabilités ou capacités. Pour cet économiste, la chose qui manque chez un individu pauvre n'est pas le revenu ou les besoins fondamentaux, mais ce sont les capacités.

Dans les travaux d'Amartya Sen (1985, 1987, 1992), les quatre éléments suivants constituent les pièces maîtresses de la représentation de la pauvreté : les capacités, les fonctionnements, les accomplissements et les commodités. Cette représentation peut être synthétisée par la figure ci-dessous :

Figure 1 : Les quatre éléments de la pauvreté selon Armatya Sen



Pour les utilitaristes, les biens procurent une utilité pour un individu. Mais pour l'école de capacités, en tenant compte de certains facteurs (personnels, sociaux, environnementaux,),

ces biens se transforment en fonctionnements. Ces derniers représentent les possibilités d'états et d'action. Ces fonctionnements peuvent aller des plus élémentaires : être nourri, être éduqué, être en bonne santé, …, aux plus complexes : pouvoir participer à la vie politique, pouvoir exprimer les opinions, ne pas avoir honte de se présenter devant un public, etc.

Les capabilities constituent la combinaison des fonctionnements, qui donnent la liberté à un individu de mener une vie qu'il souhaite. Dans cette définition, il existe deux notions importantes : les potentialités et les opportunités. Les potentialités définissent la capacité, le capital ou les attributs qu'un individu possède. Tandis que les opportunités sont les situations offertes par la société, celles-ci dépendent de l'environnement où l'individu vit. Enfin, les accomplissements sont les fonctionnements que la personne exerce réellement.

Dans cette approche, chaque individu a besoin de certains fonctionnements élémentaires pour mener la vie qu'il désire. Mais les problèmes qui se heurtent dans l'application de ce concept sont identiques à ceux de l'approche par les conditions de vie, notamment : la détermination des fonctionnements et la fixation du minimum raisonnable à ceux-ci.

1.1.3.3. Indicateurs de pauvreté multidimensionnelle »

Pour l'approche « welfariste », on utilise souvent la consommation ou le revenu comme indicateur de la pauvreté. En ce qui concerne l'analyse multidimensionnelle, il n'existe pas une liste exhaustive ou précise des besoins essentiels (pauvreté de conditions de vie) ou des fonctionnements (pauvreté de capacités). Néanmoins, les analystes de pauvreté sont d'accords sur le fait que les indicateurs basés sur les résultats et les accomplissements sont les mieux adaptés pour mesurer la pauvreté de conditions de vie, et les indicateurs basés sur les accès pour la pauvreté de capacités.

Pour Asselin et Dauphin (2000), l'approche basée sur les besoins essentiels s'orientent davantage vers les domaines relatifs à la nutrition, la santé, l'éducation, l'habitat, l'habillement, etc. tandis que l'approche par les capacités, elle s'intéresse plus aux droits et libertés, à la santé, à la dignité personnelle, à la relation sociale, à l'éducation, aux accès au crédit, etc.

1.2. MÉTHODES DE MESURE DE LA PAUVRETÉ

Dans la pratique, l'analyse de la pauvreté peut être effectuée en quatre étapes : (i) choix du concept adopté (monétaire, conditions de vie, capacités); (ii) définition des indicateurs (revenu ou consommation, besoins essentiels, fonctionnements); (iii) mesurer la pauvreté (agrégation); et enfin (iv) autres études (test de dominance stochastique, décomposition, détermination des facteurs, élaboration des stratégies, etc.). Les deux premières étapes ont été

déjà évoquées dans la première section de ce chapitre. Ainsi, dans cette deuxième section, seront présentées les différentes approches de mesure de la pauvreté et les autres études, pour bien approfondir l'analyse de cette dernière.

La littérature distingue deux approches pour mesurer la pauvreté. La première qui tire ses fondements dans la mécanique et la théorie des ensembles flous (approches non axiomatiques). Tandis que la deuxième approche est basée sur l'adoption des axiomes (approches axiomatiques).

1.2.1. Approches non axiomatiques

Les approches non axiomatiques sont essentiellement appliquées dans l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle. Dans ces approches[42], on doit différentier la méthode qui calcule un indicateur composite de pauvreté pour chaque individu de la population (méthodes d'entropie et d'inertie), avec celle qui offre un indice composite de pauvreté pour la population (théorie des ensembles flous).

1.2.1.1. Méthode d'entropie

La méthode d'entropie est une approche paramétrique issue de la mécanique dynamique. Elle est essentiellement employée dans la théorie de l'information. E. Maasoumi (1986) est le premier économiste qui utilise cette technique, dans la construction d'un indicateur composite de pauvreté.

L'idée de base de cette approche réside dans la recherche d'un indicateur composite optimal qui minimise une fonction d'entropie généralisée[43]. En principe, l'objectif est de minimiser la divergence entre deux distributions. Cette méthode est quasi-inappliquée dans la pratique, car elle souffre d'un problème lié au choix des poids associés aux attributs de la fonction d'entropie. Pour échapper au choix arbitraire de ces poids, les analystes de la pauvreté se sont tourné vers la méthode d'inertie.

1.2.1.2. Méthode d'inertie

La méthode d'inertie est une approche non paramétrique issue de la mécanique statique. À cet effet, les poids associés aux indicateurs primaires (paramètres) sont déterminés de manière non arbitraire. Cette propriété rend cette méthode comme celle qui est la plus utilisée dans l'élaboration d'un indicateur composite de bien-être. Cette méthode[44] qui est basée sur la

[42] E. Masoumi (1999)
[43] Maweki Batana (2006)
[44] Asselin, LM. (2002)

technique d'analyse factorielle, consiste à résumer l'information dans les variables préliminaires, à partir des variables latentes. Cette analyse factorielle se divise généralement en trois types : Analyse en Composantes Principales (ACP), Analyse Canonique Généralisée (ACG) et Analyse en Correspondances Multiples (ACM). Le choix du type utilisé dépend des caractéristiques des variables de l'enquête. Dans notre cas, toutes les variables sont qualitatives, elles peuvent être représentées en code binaire {0,1}. Ainsi, l'ACM est le type d'analyse factorielle qui sera utilisé dans la construction de notre indicateur composite de pauvreté.

Pour la méthode ACM, les étapes à suivre dans la construction d'un indicateur composite de pauvreté peuvent être résumées en quatre étapes :

a- Première ACM :

Cette étape permet de sélectionner les variables qui seront réellement utilisées pour construire l'ICP. Il existe plusieurs critères[45] pour baser la sélection des variables pertinentes, mais le critère de Consistance Ordinale sur le Premier Axe (COPA) sera celui qui est adopté dans notre cas. En effet, ce critère est nécessaire, pour avoir un indicateur composite qui permet d'ordonner les individus suivant leur bien-être.

b- Élimination des variables non pertinentes :

Les variables qui ne respectent pas le critère de COPA seront éliminées ou regroupées, pour former de nouvelles variables. On passe ensuite à la troisième étape.

c- Deuxième ACM :

Le pouvoir explicatif du premier axe augmente, suite à la sélection des variables pertinentes. À partir de cette deuxième ACM, on calcule les différents poids associés aux variables, dans la formule de l'ICP. Le poids relatif à une modalité est défini à partir du score[46] normalisé ($\frac{\text{score}}{\sqrt{\lambda}}$) de cette modalité.

d- Construction de l'ICP:

L'ICP associée à l'individu i est donnée par la formule suivante[47]:

$$\text{ICP}_i = \frac{\sum_{j=1}^{p} \sum_{k \in J_j} w_k^j \, x_k^j}{Q}$$

[45] Pouvoir discriminatoire, étalement sur le premier axe, fréquence élevée de non réponse, fréquence très faible de certaines modalités, etc.

[46] Le score est la coordonnée de la variable sur le premier axe, et λ est la valeur propre maximale.

[47] Eric Patrick Feubi Pamen et Al (2010)

J_j : Nombre de modalités de l'indicateur j;

w_k^j : Poids accordé à la modalité k;

x_k^j : Variable qui prend une valeur 1 si l'individu ait la modaliték, et 0 sinon;

Q : Nombre de questions dans l'enquête ?

1.2.1.3. Théorie des ensembles flous

La description de la pauvreté d'une population ne devrait pas être figée à une représentation dichotomique (pauvre et non pauvre). L'intensité de privation que subit chaque individu doit être considéré par les analystes. En effet, deux individus qui sont pauvres ne représentent pas forcement le même degré de privation ou de dénuement. La théorie des ensembles flous a apporté une nouvelle méthode de mesure de la pauvreté, pour pallier ce problème. Cerioli et Ziani (1990) sont les premiers économistes qui ont adopté cette théorie, dans la construction d'un indice de pauvreté multidimensionnelle.

Selon Costa (2002), la construction d'un indice composite de la pauvreté par la théorie des ensembles flous peut être résumée en quatre étapes :

a- Définition de l'ensemble des pauvres:

Un individu appartient à l'ensemble des pauvres, s'il subit au moins une privation d'un des attributs. Cet ensemble est appelé un ensemble flou.

b- Définition de la fonction d'appartenance:

La fonction d'appartenance définit la situation d'un individu, par rapport à un attribut. Cette situation peut être une privation totale, partielle, ou une possession de l'attribut. Dans la littérature, deux types de fonction d'appartenance existent, notamment : Totally Fuzzy (TF) et Totally Fuzzy and Relatively (TFR). Le TF dépend uniquement des valeurs extrêmes de l'indicateur, alors que le TFR est lié, en plus, à la distribution de ce dernier.

c- Détermination du ratio de pauvreté de chaque individu:

Le ratio de pauvreté d'un individu[48] est obtenu par la somme pondérée des fonctions d'appartenance, relatives à cet individu, aux attributs. Le choix des pondérations[49] résulte du contexte social et des jugements de l'analyste.

[48] Thèse de doctorat d'Oula Ben Hassine en 2008.
[49] Lelli (2001)

d- Détermination de l'indice composite de la pauvreté :

Après la détermination des ratios de pauvreté de chaque individu, l'indice composite de la pauvreté peut être, ensuite, par la moyenne pondérée de ces ratios, ou également des indices de pauvreté unidimensionnelle[50].

1.2.2. Approches axiomatiques

Pour les tenants de cette approche axiomatique, la mesure de la pauvreté devrait être fondée sur l'adoption de certains axiomes. Sen (1976) est le premier économiste qui a soutenu cette idée en évoquant les axiomes de monotonie[51] et de transfert[52]. Au début, cette approche était appliquée uniquement dans le cadre de la pauvreté unidimensionnelle, mais elle a été ensuite translatée dans un contexte de pauvreté multidimensionnelle. Cette translation n'est pas évidente dans la pratique. En effet, l'identification des pauvres pose un problème, dans un cadre multidimensionnel : est-ce qu'un individu est pauvre, s'il est privé de tous les attributs (approche d'intersection), ou au moins un des attributs ? (approche de l'union).

Plusieurs mesures de la pauvreté sont dérivées de cette approche. Il y a entres autres les indices[53] de Watts (1968), de Sen (1976), de Kakwani (1980), de Sen- Shorrocks- Thon (1995) et l'indice de Foster, Greer et Thorbeche (1984). Ce dernier est le plus utilisé dans la pratique, car celui-ci vérifie l'axiome de décomposabilité[54]. La formule générale de cet indice est donnée par :

$$P_\alpha = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\left[\frac{Z-y_i}{Z}\right]^\alpha \text{ avec } \alpha \geq 0.$$

α : Paramètre d'aversion à la pauvreté ;

n : Nombre de la population ;

q : Nombre des pauvres ;

y_i : Indicateur de pauvreté ;

Z : Seuil de pauvreté.

---

[50] Thèse de doctorat d'Oula Ben Hassine en 2008.

[51] Une réduction de l'indicateur de pauvreté d'un individu pauvre doit augmenter l'indice de la pauvreté et vice versa.

[52] Un transfert d'un individu pauvre vers un individu riche doit augmenter l'indice de la pauvreté et vice versa.

53 Pour plus de détails de ces mesures, voir la thèse de doctorat de Smahi Ahmed (2010).

54 L'indice de pauvreté de la population peut être exprimé comme une moyenne pondérée des indices sur les sous-groupes.

Plus le paramètre d'aversion à la pauvreté est grand, plus cet indice accorde de l'importance aux pauvres. Dans la suite, seront exposées l'incidence, l'intensité et la sévérité de la pauvreté, qui constituent les trois piliers de la mesure de la pauvreté :

1.2.2.1. Incidence de la pauvreté ($\alpha = 0$)

Pour $\alpha = 0$, l'indice P_α se réduit à un indice qui définit la proportion de la population touchée par la pauvreté:

$$P_0 = \frac{q}{n}$$

L'incidence de la pauvreté est facilement compréhensible par tout le monde. C'est la raison pour laquelle elle figure souvent dans les rapports publiés par les organismes internationaux ou nationaux (Banque Mondiale, PNUD, INSTAT, etc.). D'autres appellations sont également employées par les analystes de la pauvreté, pour définir cet indice, notamment : taux de pauvreté, ratio de pauvreté et risque de pauvreté.

Cependant, cet indice ne vérifie pas les deux axiomes de Sen cités précédemment. En effet, l'incidence de la pauvreté ne tient pas compte de l'amélioration ou de la détérioration de l'indicateur d'un pauvre, si celui-ci reste toujours sous le seuil de pauvreté, après le changement de sa situation (axiome de monotonie). De même, un transfert entre deux individus riche et pauvre ne se répercute pas sur cet indice, sauf si le pauvre passe au-dessus de la ligne de pauvreté, ou le riche au-dessous de la ligne (axiome de transfert).

1.2.2.2. Intensité de la pauvreté ($\alpha = 1$)

Pour compléter l'information apportée par l'incidence de la pauvreté, les analystes ont apporté un nouvel indice appelé intensité de la pauvreté[55], pour mesurer le déficit moyen des pauvres. Elle est définie comme la somme des écarts relatifs entre les valeurs de l'indicateur[56] de la population pauvre, et le seuil de pauvreté, rapportée au nombre de la population:

$$P_1 = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\frac{z-y_i}{z} \quad .$$

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier l'éloignement de la population pauvre, par rapport au seuil de pauvreté. En effet, celle-ci définit la distance moyenne qui sépare les

[55] Appelée également profondeur ou écart ou gap de la pauvreté.
[56] Consommation ou revenu ou indicateur composite de la pauvreté.

pauvres avec la ligne de pauvreté. Cet indice permet également d'évaluer les ressources financières que l'Etat doit débourser pour ramener les pauvres au-dessus du seuil de pauvreté.

L'intensité de la pauvreté capte la variation de la situation d'un pauvre, quand cette variation ne découle pas d'une détérioration ou de l'amélioration d'un autre pauvre. Cette mesure de la pauvreté n'est donc pas sensible aux inégalités entre les pauvres. Elle vérifie l'axiome de monotonie, mais pas l'axiome de transfert.

1.2.2.3. Sévérité de la pauvreté ($\alpha = 2$)

Pour détourner ce problème, les analystes de la pauvreté ont adopté une autre mesure de la pauvreté appelée sévérité de la pauvreté[57]. Elle est définie comme la somme des carrées des écarts relatifs entre les valeurs de l'indicateur[58] de la population pauvre, et le seuil de pauvreté, rapportée au nombre de la population:

$$P_2 = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\left[\frac{Z - y_i}{Z}\right]^2$$

La sévérité de la pauvreté vérifie les deux axiomes de Sen. Elle accorde plus d'importance aux personnes plus pauvres et informe en conséquence la gravité de la pauvreté. En résumé, cet indice tient compte de la distance moyenne qui sépare les pauvres de la ligne de pauvreté, ainsi que l'inégalité entre ces derniers.

Les informations offertes par ces trois mesures de la pauvreté (incidence, intensité et sévérité) sont complémentaires. C'est pourquoi, la plupart des analystes les interprètent collectivement dans les rapports ou études de la pauvreté.

1.2.3. Indices de pauvreté utilisés par le PNUD

En tant qu'institution internationale vouée à la promotion d'un développement humain durable, et à l'éradication des causes multiples de la pauvreté, le PNUD, depuis 1990, a élaboré quelques indicateurs synthétiques, afin d'évaluer l'évolution de chaque pays membre, surtout les pays pauvres en matière de réduction de la pauvreté. Sans compter ceux qui sont dérivés de certains ajustements, et de l'analyse de genre, les indicateurs de développement et de pauvreté construits par cette institution peuvent être groupés en trois classes, à savoir l'Indicateur de Développement Humain (IDH), l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) et l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM).

[57] Appelée également écart carré de la pauvreté.
[58] Consommation ou revenu ou indicateur composite de la pauvreté.

1.2.3.1. Indicateur de Développement Humain

Les travaux d'Amartya Sen (1985, 1987, 1992) sur les « capabilities » ont changé radicalement la conception des organismes internationaux, entre autre, le PNUD, du développement et de la pauvreté. En effet, suite à ces travaux, la communauté internationale est devenue unanime sur l'idée que l'existence humaine ou la qualité de vie de la population d'un pays donné ne peut pas être évaluée uniquement à l'aide de l'indicateur de Produit Intérieur Brut (PIB) de ce dernier. Le monde se détache ainsi de la vision exclusivement quantitative du développement, vers une vision plus qualitative, construite autour de l'homme, étant donné que ce dernier constitue la richesse d'une nation. C'est sur ce constat que l'IDH a été conçu, à la fin des années 1980.

L'IDH est un indicateur synthétique qui comporte trois dimensions[59], à savoir l'éducation, la santé et le niveau de vie. Il est égal à la moyenne géométrique des indices[60] normalisés provenant de ces trois composantes. L'indice d'éducation est évalué à partir du taux de scolarisation et du taux d'alphabétisation. Pour celui de la santé, il est défini à partir de l'espérance de vie à la naissance. Enfin, l'indice de niveau de vie est appréhendé à travers le PIB par habitant.

L'IDH n'est pas un indice de pauvreté. Toutefois, une valeur critique[61] de cet indicateur peut constituer un signal sur l'existence de situation de dénuement. De plus, on va voir, dans le paragraphe suivant, que l'IPH correspond à la version négative de cet indicateur. La valeur de l'IDH est comprise entre 0 et 1. Quand la valeur de cet indicateur tend vers 0, alors le niveau de développement est jugé faible.

1.2.3.2. Indicateur de Pauvreté Humaine

En fait, l'IDH définit les capacités en termes d'instruction, de longévité et d'accès aux ressources, que la population d'un pays donné possède, tandis que l'IPH mesure la déficience de ces mêmes types de capabilities, au niveau de cette population. L'IPH est ainsi un indicateur de pauvreté. Il existe deux versions de cet indicateur[62]: la première pour les pays en voie de développement (IPH-1), et la seconde pour les pays développés (IPH-2).

---

[59] Andrieu Kora (2013)

[60] La formule générale de ces indices s'écrit comme suit $\frac{valeur\ de\ l'indicateur - valeur\ min}{valeur\ max - valeur\ min}$.

[61] Proche de zéro.

[62] PNUD, Rapport sur le développement humain, 1997.

L'IPH-1 est obtenu par la moyenne géométrique de trois indicateurs[63]: longévité, savoir et niveau de vie décent. Le premier indicateur est mesuré par le pourcentage de décès avant 40 ans. Le second est évalué par le taux d'analphabétisme. Pour le dernier, il est lui-même exprimé comme la moyenne de trois sous-indicateurs, notamment : le pourcentage de personne sans accès à l'eau potable, le pourcentage de personnes privées d'accès aux services de santé, et enfin le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans touchés par l'insuffisance pondérale. Plus la valeur de l'IPH-1 est grande, plus la population considérée est touchée par la pauvreté humaine.

Le calcul de l'IPH-2 est identique à celui de l'IPH-1. Toutefois, les indicateurs ont été ajustés, pour être adaptés aux pays développés, et de plus, une autre dimension mesurant l'exclusion sociale a été ajoutée. Plus précisément, le seuil de longévité est allongé jusqu'à 60 ans, le taux d'analphabétisme est remplacé par le taux d'illettrisme de 15 à 65 ans, le niveau de vie est évalué par le taux de pauvreté relative[64], et enfin le taux d'exclusion est mesuré par le taux de chômage de longue durée (supérieur à 2 ans).

1.2.3.3. Indice de Pauvreté Multidimensionnelle

L'IPM a été développé par l'Oxford Poverty and Human Developpement Initiative (OPHI), avant d'être utilisé par le PNUD en 2010. Il remplace l'IPH publié en 1997, dans les rapports du PNUD. Cet indice retient les trois dimensions de l'IDH et adopte 10 indicateurs[65]. La santé est appréhendée à partir de deux indicateurs : la nutrition et la mortalité infantile. L'éducation est évaluée par les années de scolarité et le nombre d'enfants inscrits. Enfin, le niveau de vie inclut les 6 sous-indicateurs suivants : toilettes, eau potable, électricité, saleté des sols, possession de biens (radio, télévision, frigidaire, voiture,) et saleté des combustibles de cuisine.

Le calcul de l'IPM est différent de celui de l'IDH ou de l'IPH. L'IPM est construit sur des données individuelles[66]. Le mode de calcul de cet indice peut être résumé en quatre étapes : (i) Attribution de score 0 ou 1: un ménage considéré privé d'un item ou attribut (par exemple: il n'y a pas d'électricité ou d'eau potable ou de toilette adéquat, …) est attribué d'un score 1, dans le cas contraire, le score attribué est nul; (ii) Agrégation de score individuel : pour chaque individu, on effectue la somme pondérée des scores (les trois dimensions ont les mêmes poids

[63] «Notes techniques», Rapport sur le développement humain 2004, PNUD.
[64] Seuil = ½ du revenu médian.
[65] PNUD, Rapport sur le développement humain, 2010.
[66] Contrairement à l'IDH et l'IPH, ils correspondent à des indicateurs agrégés de bien-être.

égaux à 1/3 ; et à l'intérieur de chaque dimension, on répartit les poids de façon égale) ; (iii) Identification des pauvres : un ménage est classé pauvre, si son taux[67] de privation est au-dessus de 30%; et enfin (iv) Calcul de l'indice de pauvreté multidimensionnelle: cet indice correspond au produit du taux de pauvreté avec l'intensité[68].

L'IPM a été créé afin de tenir compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Malgré cela, plusieurs critiques ont été avancées à l'encontre de cet indice. Parmi ces critiques, les plus importantes sont celles liées à la sélection des indicateurs, ainsi qu'au choix du système de pondération.

1.3. APPORT DE LA THÉORIE DE LA DOMINANCE STOCHASTIQUE SUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ

1.3.1. Notion de dominance de stochastique

1.3.1.1. Origine

Au départ, le concept de dominance stochastique est conçu pour capturer les propriétés statistiques des distributions pour les loteries, pour faire sortir les classements de ces loteries (avec seulement des informations limitées à propos de la fonction d'utilité d'un consommateur particulier), c'est-à-dire que cette technique est un moyen de comparaison des différentes loteries ou des distributions de résultats.

Soit L1 une loterie avec une distribution cumulative F (x) et L2 une loterie avec distribution cumulative G (x). Une approche pour la comparaison de ces loteries (et donc l'examen de la dominance stochastique) est de poser les deux questions suivantes:
1) Quand peut-on dire que tout le monde préfère L1 à L2?
2) Quand peut-on dire que tous ceux qui sont réfractaires au risque préféreront L1 à L2?

Il y a beaucoup de situations dans l'économie, où il est utile de faire des comparaisons entre deux distributions. Tenir compte de deux variables aléatoires X et Y, et on suppose qu'ils représentent tous les deux la même cartographie, dans un même espace d'échantillon, mais que les lois de probabilité régissant X et Y sont différentes. Plus précisément, supposons que pour une raison quelconque, les réalisations de X sont généralement supérieures à celles de Y. Une façon de définir rigoureusement cette propriété est en termes de dominance stochastique.

[67] Egale à la pondérée des scores.
[68] Correspond au nombre moyen de privations.

Il existe plusieurs définitions de dominance stochastique qui sont utilisées dans les modèles économiques, et certaines formes de dominance stochastique sont plus fortes que d'autres. Nous allons discuter de certains des plus communs ordres de dominance stochastique, rencontrés dans la théorie économique.

Afin de déterminer si une relation de dominance stochastique détient, entre deux distributions, les distributions sont d'abord caractérisées par leur distribution cumulative fonctions ou DCF. Pour une variable aléatoire Y, la valeur de la CDF de la distribution de Y est la probabilité que Y ne doit pas être supérieure à y.

1.3.1.2. Contribution dans l'analyse de la pauvreté

Cette probabilité est le pourcentage d'individus dans la distribution, avec des revenus inférieurs (ou égale) à la ligne de pauvreté où la ligne de pauvreté est désignée par y.

Les mesures traditionnelles de la pauvreté (FGT, ACM,…) sont sensibles aux choix d'indices ou de seuils de pauvreté. Les comparaisons inter-temporelles ou intra-groupes ne sont donc pas viables. La dominance stochastique apporte une solution à ce problème.

1.3.2. Dominance stochastique unidimensionnel

La dominance stochastique unidimensionnelle se focalise sur l'analyse de deux distributions, avec un seul indicateur. Par exemple, on peut effecteur un test de dominance stochastique sur la distribution du revenu ou de la consommation pour la pauvreté monétaire, ou de l'indicateur de bien être, pour la pauvreté non monétaire.

Soient deux variables X et Y, avec deux distributions cumulatives respectives $F_X$et F_Y, la relation de dominance est donnée par l'équation suivante à l'ordre s :

$$\Delta_s = D_X^s - D_Y^s$$

Avec :

$$\begin{cases} D_X^1(z) = F_X(z) \\ D_X^s(z) = \int_0^z D_X^{(s-1)}(t)dt \ (s \geq 2) \end{cases}$$

Remarque :

Par itération, la fonction D_X^s peut être exprimée comme suit :

$$D_X^s(z) = \frac{1}{(s-1)!}\int_0^z (z-t)^{s-1} dF_X(t)$$

Pour la classe FGT, l'indice de pauvreté unidimensionnel s'écrit

$$\int_0^z (z-t)^{s-1} dF_X(t)$$

Par suite, nous pouvons définir une relation de dominance

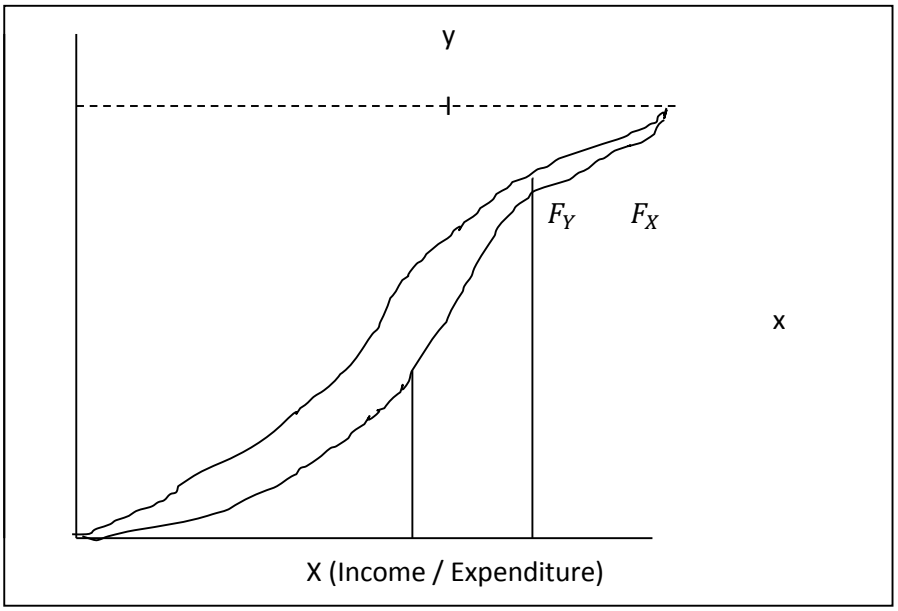
1.3.2.1. Dominance de premier ordre (s=1)

Soient deux variables X et Y, avec deux distributions cumulatives respectives $F_X$et F_Y. Ainsi, la variable X domine Y, à l'ordre 1, si et seulement si $\Delta_1 < 0$, autrement dit $F_X(z) < F_Y(z)$ pour tout seuil z dans [0 , +∞[.

Avec F : fonction de répartition.

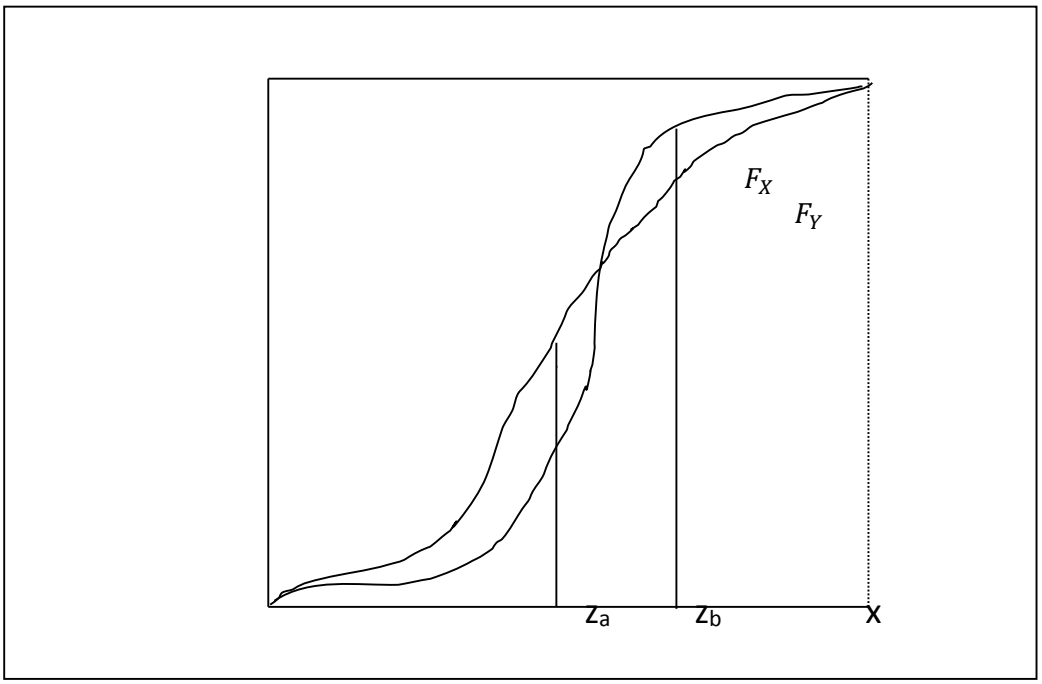
Donc si X domine Y, On a $F_X(z) < F_Y(z)$ donc, le ratio des effectifs de Y est supérieur à X pour tout seuil z. Graphiquement, la dominance stochastique de la variable X à celle de Y à l'ordre 1 peut être représentée par le graphique suivant:

Graphique 2 : La dominance stochastique de la variable X à celle de Y à l'ordre 1



Donc cette définition ne tient que ces deux distributions ne se coupent pas. Mais supposons maintenant que X et Y se coupent. Autrement dit X et Y ont la même moyenne, de sorte que l'un ne domine pas l'autre, dans le sens de premier ordre de dominance stochastique. Ce scénario peut être vu graphiquement comme suit :

Graphique 3 : la dominance stochastique de la variable X à celle de Y (qui ne se coupe pas) à l'ordre 1



Nous allons maintenant formaliser un autre type de dominance, et cela conduira à la notion de dominance stochastique de second ordre.

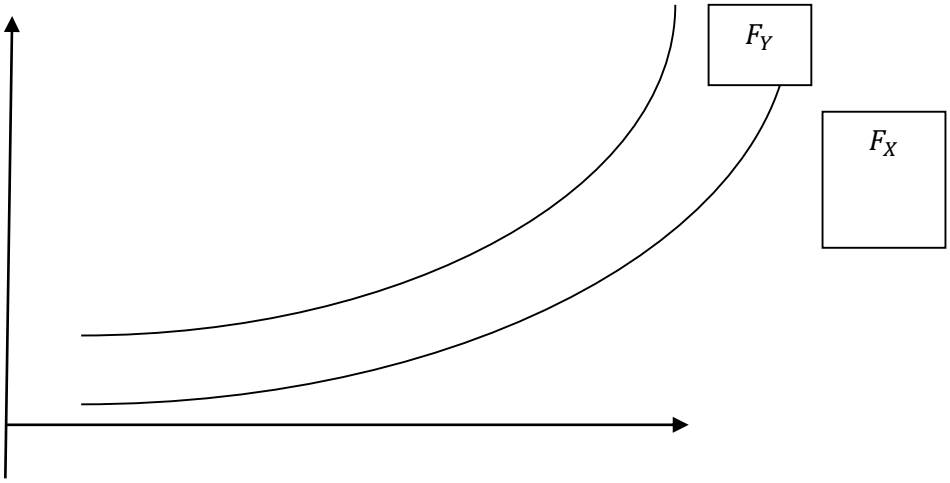
1.3.2.2. Dominance de second ordre (s=2)

La variable X domine Y à l'ordre 2 si et seulement si $\Delta_2 < 0$, autrement dit $\int_0^z F_X(t)\,dt < \int_0^z F_Y(t)\,dt$ pour tout seuil z dans [0 , +∞[.

Avec F : fonction de répartition.

La dominance stochastique de premier ordre est basée sur la comparaison de deux courbes FX et FY, pour tout valeur du seuil z dans [0 , +∞[, tandis que la dominance stochastique de second ordre est basée sur la comparaison de surface de ces deux courbes, pour tout valeur du seuil z dans [0 , +∞[. On appelle également ce test de dominance de second ordre, de test de comparaison de courbes de déficit. Graphiquement, le test peut être représenté comme suit :

Graphique 4 : le test de comparaison de courbes de déficit



Pour que les comparaisons restent valables à l'intérieur d'un intervalle plausible de variation du seuil z, et pour une famille de mesures de pauvreté, on va consacrer à entrer dans l'approche de dominance stochastique bidimensionnelle. La suite de l'étude analyse les relations de dominance de la pauvreté multidimensionnelle. Deux dimensions sont considérées, par exemple l'une est l'indice composite de bien-être, et l'autre, les dépenses.

1.3.3. Dominance stochastique bidimensionnelle

Soient un cadre de bien être dimensionnel où les deux dimensions sont représentées par t1 et t2. Les techniques présentées ici sont réalisés en faisant une extension de l'approche de la dominance stochastique unidimensionnelle se restreint à FGT. Son indice de pauvreté bidimensionnelle de la forme :

$P_s(z, F) = \int_0^{z_2} \int_0^{z_1} (z_1 - t_1)^{s_1 - 1} \quad (z_2 - t_2)^{s_2 - 1} dF(t_1, t_2)$

Donc à l'ordre s = (1,1), on a

$P_{(1,1)} = \int_0^{z_2} \int_0^{z_1} dF(t_1, t_2)$ *qui* représente le pourcentage de la population pauvre, selon les deux dimensions t_1 et t_2.

A l'ordre s = (2,1), on a

$P_{(2,1)} = \int_0^{z_2} \int_0^{z_1} (z_1 - t_1) dF(t_1, t_2)$ *qui* est la mesure agrégée du déficit de pauvreté de t_1 des individus pauvres au regard du t_2.

A l'ordre s = (2,2), on a

$P_{(2,2)}=\int_0^{z_2}\int_0^{z_1}(z_1-t_1)(z_2-t_2)dF(t_1,t_2)$ *qui est la mesure* agrégée du produit des déficits de pauvreté.

Considérons deux distributions de bien-être F et G. On dira que la distribution F domine la distribution G à l'ordre s = (s1,s2) si

$\Delta_s = P_s(z,F) - P_s(z,G) < 0$ pour tout couple z = (z_1,z_2) dans Ω

Où Ω est l'ensemble des combinaisons de seuils de pauvreté pour lesquelles la condition de dominance est respectée.

Donc, L'analyse de la dominance stochastique bidimensionnelle est effectuée en comparant les différentes valeurs de $\Delta_s$obtenues pour différents couples de seuils de pauvreté.

1.4. DÉCOMPOSITION DE LA VARIATION DE LA PAUVRETÉ

Dans cette section, nous allons présenter, sans entrer dans les détails, les différentes méthodes couramment utilisées dans la décomposition de la dynamique de la pauvreté (décomposition sectorielle, décomposition croissance-redistribution), à savoir la décomposition à la Shapley, la démarche axiomatique de Kakwani (1997), les deux approches standart (1992) et modifiée de Datt et Ravallion, et enfin l'approche de Shapley-Owen-Shorrocks.

1.4.1. Décomposition sectorielle de la pauvreté

1.4.1.1. Utilisation de la valeur Shapley

La valeur de Shapley est une technique initialement utilisée dans l'analyse des jeux coopératifs. Elle permet de déterminer la contribution d'un joueur dans une coalition. Mais son utilisation se propage dans différents domaines, notamment la décomposition de la pauvreté.

Selon Shapley (1953), la valeur de Shapley pour un joueur i , dans un jeu coopératif, composé de n joueurs, est définie comme la moyenne pondérée de la somme de contributions marginales du joueur i dans l'ensemble de coalitions possibles. Cette valeur est donnée par la formule suivante :

$$sh_i = \sum_{s=0}^{n-1} \frac{s!\,(n-s-1)!}{n!} \sum_{\substack{S\subset N-\{I\} \\ |S|=s}} [\varphi(S\cup\{i\}) - \varphi(S)]$$

$\varphi(S)$: Mesure la force de la coalition S ;

$\frac{s!(n-s-1)!}{n!}$: Pondération.

Pour appliquer ce concept dans la décomposition sectorielle de la pauvreté, nous devons définir la pauvreté globale (P_t), comme somme de l'indice de la pauvreté à l'intérieur de chaque groupe ($P_t(k)$), pondéré par leur taille respective ($\alpha_t(k)$), c'est-à-dire :

$$P_t = \sum_k \alpha_t(k) * P_t(k)$$

La variation de la pauvreté entre deux périodes ($t = 1,2$) s'écrit ainsi comme suit :

$$\Delta P = \sum_k [\alpha_2(\mathrm{k}) * P_2(k) - \alpha_1(\mathrm{k}) * P_1(k)]$$

En effectuant une simple modification de cette expression, nous pouvons obtenir que la variation globale de la pauvreté soit fonction de la variation de la taille de groupes (déplacement), et celle de l'état de pauvreté au sein des groupes :

$$\Delta P = F(\Delta\alpha(k), \Delta P(k))$$

En calculant les valeurs de Shapley de ces deux déterminants, nous obtenons les résultats suivants :

$$Sh(P) = \frac{1}{2}[F\big(\Delta\alpha(k), \Delta P(k) - F(\Delta\alpha(k), .) + F\big(., \Delta P(k)\big)\big]$$

$$= \frac{1}{2}\sum_k [\alpha_2(k)P_2(k) - \alpha_1(k)P_1(k) - \big(\alpha_2(k) - \alpha_1(k)\big)P_1(k) + \big(P_2(k) - P_1(k)\big)\alpha_1(k)]$$

$$Sh(\alpha) = \frac{1}{2}\sum_k [P_2(k) + P_1(k)]\Delta\alpha(k)$$

De la même manière :

$$Sh(\alpha) = \tfrac{1}{2}[F(\Delta\alpha(k), \Delta P(k) - F\big(., \Delta P(k)\big) + F(\Delta\alpha(k), .)]$$

$$Sh(\alpha) = \tfrac{1}{2}\textstyle\sum_k [\alpha_2(k) + \alpha_1(k)]\Delta P(k)$$

Ainsi, la décomposition sectorielle à la Shapley de la variation de la pauvreté s'écrit :

$$\Delta P = \frac{1}{2}\sum_k [P_2(k) + P_1(k)]\Delta\alpha(k) + \frac{1}{2}\sum_k [\alpha_2(k) + \alpha_1(k)]\Delta P(k)$$

1.4.1.2. Décomposition directe

Nous appelons « décomposition directe » cette deuxième procédure, de sorte que le résultat de cette décomposition dérive immédiatement du bricolage de l'expression de l'indice de pauvreté. En effet, l'indice de pauvreté (P_t) est obtenu par la somme de l'indice de pauvreté de chaque secteur ($P_t(k)$), pondéré par sa taille ($\theta(k)$). La variation de la pauvreté entre deux périodes s'exprime ainsi comme$\sum_k[\theta_t(k)P_t(k) - \theta_0(k)P_0(k)]$. En modifiant cette expression, nous obtenons la forme de la décomposition directe :

$$\Delta P = \sum_k \theta_0(k)\Delta P(k) + \sum_k P_0(k)\Delta\theta(k) + \sum_k \Delta\theta(k)\Delta P(k)$$

Trois effets sont impliqués par cette décomposition, à savoir :

- Les effets intra-sectoriels (1ère expression) qui captent la variation de la pauvreté à l'intérieur du groupe, pondéré par la taille initiale du groupe ;
- Les effets intersectoriels (2ème expression) qui captent l'impact de l'évolution du groupe, pondéré par son indice de pauvreté initial, sur la variation de la pauvreté globale ;
- Effets d'interaction (la dernière expression) qui captent l'impact de la corrélation entre les deux effets précédents.

1.4.2. Décomposition Croissance-Redistribution de la pauvreté

1.4.2.1. Utilisation de la valeur de Shapley

Nous adoptons la même démarche que dans la décomposition sectorielle, mais en utilisant les deux facteurs, à savoir la croissance et la redistribution. Pour ce faire, on définit la pauvreté comme une fonction du revenu moyen et de la courbe de Lorenz :

$$P_t = P(R_t, L_t)$$

En calculant la variation de la pauvreté entre deux périodes ($t = 1$ et $t = 2$), on obtient l'expression suivante :

$$\Delta P = P(R_1(1+\mu), L_1 + D) - P(R_1, L_1)$$

$$\Delta P = F(\mu, D)$$

La valeur de Shapley pour le facteur croissance est définie par :

$$sh(\mu) = \frac{1}{2}[F(\mu, D) - F(D) + F(\mu)]$$

C'est-à-dire $sh(\mu) = \frac{1}{2}[P(R_2, L_2) - P(R_1, L_2) + P(R_2, L_1) - P(R_1, L_1)]$

En adoptant le même chemin, la valeur de Shapley pour le facteur redistribution est :

$$sh(D) = \frac{1}{2}[P(R_2, L_2) - P(R_2, L_1) + P(R_1, L_2) - P(R_1, L_1)]$$

Selon la décomposition à la Shapley, la variation de la pauvreté est définie comme la somme de ces deux valeurs :

$$\Delta P = sh(\mu) + sh(D)$$

Kakwani (1997) a abouti au même résultat que la décomposition à la Shapley, en adoptant certains axiomes. C'est pourquoi, sa méthode est classée comme une approche axiomatique.

1.4.2.2. Méthode de Datt et Ravallion

Datt et Ravallion ont développé une méthode basée sur les indices de FGT. Rappelons que la formule de ces indices est donnée par :

$$FGT[y_t, z_t, \alpha] = \frac{1}{n}\sum_{i=\&}^{n}\left(1 - \frac{y_t}{z_t}\right)^{\alpha}$$

a- Version standard

La version standard de la méthode de Datt et Ravallion [1992] suppose que le seuil de pauvreté est constant tout au long de l'analyse. Selon cette méthode, la variation de la pauvreté est décomposable en trois composantes, à savoir :

- L'effet de la croissance (EC), qui est obtenu, en supposant que la courbe de Lorenz soit constante :

$EC = FGT(y_1 * (1 + \mu), z, \alpha) - FGT(y_1, z, \alpha)$, Avec comme année de référence, l'année initiale ($t = 1$), et μ est la croissance du revenu moyen.

- Effet redistribution (ER) qui est obtenu par la suppression de l'impact de la croissance :

$$ER = FGT\left(\frac{y_2}{1 + \mu}, z, \alpha\right) - FGT(y_1, z, \alpha)$$

- Enfin, le résidu (ε) qui est le reste de la décomposition de la variation de la pauvreté. Il est défini comme l'interaction entre les deux premiers facteurs.

Ainsi, l'équation de la décomposition de la dynamique de la pauvreté, selon la version standard de Datt et Ravallion peut s'écrire :

$$\Delta P = EC + ER + \varepsilon$$

b- Version modifiée

La version modifiée de la méthode Datt et Ravallion suppose que le seuil de pauvreté n'est pas constant. La dynamique de la pauvreté est décomposée ainsi en quatre facteurs, à savoir :

- L'effet de croissance (EC) est égal à $FGT(y_1(1+\mu), z_1, \alpha) - FGT(y_1, z_1, \alpha)$

- L'effet redistribution (ER) est égal à $FGT(y_2/(1+\mu), z_1, \alpha) - FGT(y_1, z_1, \alpha)$

- L'effet de seuil (ES) est égal à $FGT(y_1, z_2, \alpha) - FGT(y_1, z_1, \alpha)$

La dynamique de la pauvreté est décomposée comme la somme de ces trois facteurs, plus le résidu :

$$\Delta P = EC + ER + ES + \varepsilon$$

1.4.3. Approche de Shapley-Owen-Shorrocks

Shorrocks [1999] a évoqué le problème de la cohérence de la décomposition, si les facteurs sélectionnés (facteurs secondaires) peuvent être regroupés en différents facteurs primaires. En effet, rien ne garantit que la contribution du facteur primaire soit égale à la somme des contributions de facteurs secondaires qui le constituent.

Pour remédier au problème évoqué, ci-dessus, Shorrocks a effectué une décomposition à la Shapley en deux étapes, selon la démarche de Owen : d'où l'appellation de la méthode. La première étape de la méthode consiste à remplacer les facteurs secondaires par leur facteur primaire correspondant, et à calculer ensuite les valeurs de Shapley de ces facteurs primaires.

Une deuxième décomposition à la Shapley (deuxième étape) est effectuée pour partager les contributions de facteurs primaires entre leurs facteurs secondaires respectifs.

CONCLUSION PARTIELLE

La pauvreté est un phénomène complexe et difficile à appréhender. En effet, elle existe sous différentes formes. Dans la première section de ce chapitre, nous avons vu les différentes approches de la pauvreté les plus utilisées dans la littérature : la pauvreté subjective, la pauvreté monétaire, la pauvreté en conditions de vie et la pauvreté en capacités.

- L'approche de la pauvreté subjective, ou ressentie, repose sur la perception des individus interrogés, quant à leur situation et à la difficulté à équilibrer leur budget, quelles qu'en soient les causes ;
- L'approche monétaire est centrée sur l'analyse relative des ressources des ménages et de leur niveau de vie. Plus précisément, elle repose sur la détermination d'un revenu ou de la consommation qui permet aux ménages de vivre normalement, dans une société donnée ;
- L'approche en conditions de vie repose sur la définition de la pauvreté comme un déficit global de bien-être matériel, mesuré à l'échelle du ménage ;
- L'approche en capacités est une approche développée par Amartya Sen pour définir la pauvreté, non pas comme une insuffisance de revenu ou des besoins essentiels, mais comme un manque des fonctionnements.

En ce qui concerne la deuxième section, nous avons présenté les différentes mesures de la pauvreté. La littérature divise les méthodes de mesure de la pauvreté en deux approches : axiomatique et non axiomatique.

Les mesures de la pauvreté qui sont classées dans l'approche axiomatique sont celles qui sont fondées sur la construction des axiomes. L'indice de Foster, Greer et Thorbeche ou FGT qui est couramment utilisé, dans la pratique, appartient à cette approche.

La construction d'un indicateur de pauvreté basé sur l'approche non axiomatique ne se repose pas sur des hypothèses, elle tire ses fondements dans la mécanique et la théorie des ensembles flous. Trois types de méthodes de mesure de la pauvreté appartiennent à cette approche : la méthode d'entropie, la méthode d'inertie et la théorie des ensembles flous.

En tant qu'institution internationale vouée à la promotion d'un développement humain durable et à l'éradication des causes multiples de la pauvreté, le PNUD, depuis 1990, a élaboré quelques indicateurs synthétiques, afin d'évaluer l'évolution de chaque pays membre, surtout les pays pauvres en matière de réduction de la pauvreté. Les indicateurs de développement et de pauvreté construits par cette institution peuvent être groupés en trois classes, à savoir

l'Indicateur de Développement Humain (IDH), l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) et l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM).

En ce qui concerne la troisième section, la théorie de la dominance stochastique est conçue pour comparer deux distributions de probabilité. Cette théorie apporte beaucoup dans l'analyse de la pauvreté, car sans cette théorie, la comparaison inter temporelle des indicateurs de pauvreté n'est pas possible. La dominance stochastique peut être classée en deux groupes : la dominance stochastique unidimensionnelle, et la dominance stochastique bidimensionnelle.

La dominance stochastique unidimensionnelle se focalise sur l'analyse de deux distributions, avec un seul indicateur, tandis que l'analyse bidimensionnelle utilise deux indicateurs. Dans la pratique, on utilise souvent la dominance stochastique unidimensionnelle, qui est subdivisée en deux groupes : dominance du premier ordre et dominance du second ordre. La dominance du premier ordre est basée sur la comparaison de niveau des courbes de distribution, tandis que la dominance du second ordre compare les surfaces occupées par les distributions.

Quant à la quatrième et dernière section, la décomposition de la variation de la pauvreté est une technique très importante, dans la mesure où elle permet de décomposer la pauvreté entre différents groupes, ou également entre le revenu et la redistribution. Il existe deux types de décomposition de la pauvreté : la décomposition sectorielle et la décomposition revenu-redistribution.

La décomposition sectorielle essaye de décomposer la pauvreté en fonction de groupes socio-économiques, en utilisant soit la valeur Shapley, soit de bricoler directement l'indicateur de la pauvreté (méthode directe).

La décomposition revenu-redistribution s'intéresse à la source de variation de la pauvreté, ou plus précisément la part respective du revenu et de la croissance, dans la dynamique de la pauvreté. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour effectuer cette décomposition, à savoir la valeur de Shapley, les deux versions de la méthode Datt et Ravallion, et enfin la méthode de Shapley-Owen-Shorrocks.

CHAPITRE 2 : APPLICATIONS THEORIQUES ET EMPIRIQUES DE LA MICROFINANCE

La microfinance a été créée pour être un instrument de lutte contre la pauvreté. En effet, les pauvres ont été exclus du système financier traditionnel. La raison d'être de la microfinance est d'atteindre ces pauvres, afin qu'ils aient la capacité de sortir de la pauvreté. Dans ce chapitre, nous allons essayer d'analyser les concepts autours de la microfinance. Pour ce faire, trois points seront étudiés : (i) la raison d'être de la microfinance, l'état des lieux de la microfinance à Madagascar et les débats autour de la microfinance.

2.1. RAISON D'ÊTRE DE LA MICROFINANCE

Du fait de la qualité et de la catégorie des clients de ces institutions, beaucoup de risques seront liés à leurs activités. Ce qui nous amène donc à la notion d'imperfection de marché et de rationnement de crédit.

2.1.1. Approche traditionnaliste

2.1.1.1. Coût de transaction

Environ une dizaine de million de Malagasy en majorité ruraux se trouvent dans les zones d'accès difficiles, dont les principales sources de revenus sont l'agriculture, l'élevage ou la pêche. Les projets de la microfinance sont donc d'accompagner ces paysans, et de financer leur projet, afin de les faire sortir de la pauvreté. Leurs prêts et le coût de transaction seront payés à la phase de production, pour que les clients puissent s'investir, puis rembourser leurs coûts. En outre, la professionnalisation, en termes de réduction du coût de transaction est constatée au niveau de la microfinance. C'est un défi parce que c'est l'un des moyens pour aider les clients à diminuer ses dépenses et à dynamiser le remboursement.

D'abord, en terme simple, le coût de transaction est le coût de l'usage du temps de cette transaction. La transaction suppose d'abord d'identifier, ensuite de rencontrer, et enfin de négocier. Donc, atteindre les clients pauvres, demeurés dans les zones défavorisées, ou qui n'ont jamais recourt au service financier formel, augmente les temps de service personnels des institutions. Ce qui augmente ensuite le coût de transaction. Dans ce cas, pour réduire au maximum ces coûts, les IMFs utilisent souvent la technique de proximité.

En outre, les IMFs qui adoptent de nouvelles technologies démontrent qu'il était possible de diminuer le coût de transaction. À titre d'exemple, les solutions en matière de gestion des prêts et de gestion des paiements nécessitent un système d'information efficace sur

les clients. D'où, de nouvelles technologies d'informations s'imposent, si les IMFs veulent avoir des informations suffisantes, sur tous ses clients, en diminuant, au maximum, possible, le coût de transaction. Par exemple, élimination de la rencontre directe pour le paiement ou les renseignements, mais utilisation des téléphones mobiles, instauration de points de vente non bancaires installés dans toutes les zones ciblées à agir en tant que dépositaires, et à occuper toutes les restrictions à l'agrément des dépositaires, et le type de relations engagées. L'adoption de ces nouvelles technologies de distribution peut augmenter les gains (diminution des frais, des difficultés pour les clients) et permettre aussi de contacter facilement de nouveaux clients.

2.1.1.2. Asymétrie d'information

Le premier risque financier est que les bénéficiaires puissent ne pas être en mesure de rembourser son prêt, avec les intérêts, dans les délais prévus. Les IMFs n'ont pas d'informations complètes sur leurs clients. C'est pourquoi, en dehors des mesures exécutoires sur le remboursement d'un prêt (des coûts de sanctions pour non-paiement ou pour paiement tardif), l'IMF cherche des informations sur ces clients, en développant des relations étroites et durables avec leurs clients. Elles connaissent intimement leurs clients et peuvent ainsi répondre à leurs besoins, tout en gérant les risques qui peuvent être encourus. À titre exemple, elle propose à la fois des crédits et de l'épargne (pour la couverture). Les IMF peuvent procurer aussi des informations, du marketing, des facilités de transport ou d'autres services qui aident leurs clients à vendre leurs produits plus facilement, et à rembourser leurs prêts, à l'échéance, et ces services peuvent renforcer les liens existant entre l'IMF et ses membres.

Ainsi, tous les agents peuvent retirer des bénéfices du partage de l'information. En effet, pour les IMF : les informations sur les mauvais payeurs peuvent réduire leur prise de risques, diminuer leurs coûts de transaction, et augmenter leur rentabilité. Et pour les clients des IMF, le partage d'information permet d'éviter le surendettement, et permet d'améliorer la qualité des services financiers fournis, tels que le délai, la disponibilité des agents, les services complémentaires…

Le progrès en matière de développement des systèmes de gestion d'informations est constaté au niveau des IMF. Le système est amélioré, pour en faire un moyen pour collecter, archiver, rechercher et utiliser les informations. Il permet de vérifier la productivité d'actionnaire de prêts et de réaliser l'historique des échéanciers de remboursement et du solde. Il permet aussi de réaliser des vérifications en temps voulu, de la qualité du portefeuille de prêts, ainsi que d'autres variables qui affectent plus les coûts et les risques.

Le système d'identification des individus peut être envisagé. Tous les agents de MF peuvent être identifiés par un numéro unique et personnel, en mettant en place un système efficace de protection de la vie privée des agents. Cette nouvelle politique peut améliorer la maîtrise des mauvais comportements des agents.

2.1.2. Un outil de développement

Deux types d'activités peuvent être attribués à la microfinance, dont le but est d'en faire un instrument efficace pour le développement. L'un met l'accent sur son aspect économique et financier. Il se consacre au développement économique et social à long terme. Le système de ce type se consacre à l'étendue des espaces touchés, et vise comme client, les entreprises individuelles qui ont un manque de ressources financières. L'autre type a un aspect plus social. Elle se consacre à l'équité sociale, en visant les très pauvres, en bas du seuil de pauvreté. D'une manière plus générale, la microfinance se rapporte à toute activité liée aux services financiers et sociaux au profit des exclus financiers, tels que le microcrédit, l'assurance vie, la formation, l'éducation, etc. Le but est d'améliorer leurs conditions de vie.

2.1.3. Nouvelle approche

2.1.3.1. Gestion des risques

Afin de gérer les risques imprévus, et les coûts y afférents, une IMF pourra identifier les risques les plus courants et les plus coûteux, et se préparer ainsi à y faire face. Les risques les plus manifestés se perçoivent dans trois catégories : risques financiers, opérationnels, et risques liés aux producteurs, et peuvent être internes, qu'externes à l'institution.

a- Risque financier

- Risque lié au crédit

Les risques financiers peuvent naitre, si un emprunteur n'est pas en mesure de rembourser son prêt, dans le délai du contrat. Elle peut survenir d'une étude insuffisante des dossiers d'un client, Il peut arriver qu'une IMF accepte de prêter des fonds à un client à risque. L'anti-sélection peut diminuer le crédit d'IMF, dans la mesure où les clients à haut risque ne peuvent pas rembourser, ou ne rembourseront pas leurs prêts.

Afin de garantir la lutte contre de tels risques, une IMF prend des mesures exécutoires, en vue du remboursement d'un prêt ; cela montre à ses clients qu'un contrat de prêt est un engagement sérieux, et ils s'exposent à des conséquences précises, en cas de non-remboursement. Par exemple, l'alourdissement des charges et des taux d'intérêts, en cas de non

remboursement en temps et en heure. Les pénalités pour non-paiement ou pour paiement tardif peuvent aussi être appliquées.

L'IMF fait attention aux crédits utilisés ou à ses sources. Avant d'utiliser le crédit, l'IMF devrait identifie les risques définis. Pour cela, l'IMF établit les limites du crédit et les critères de sélection, tout en apprenant à reconnaître les signes de difficultés. Il est possible, par exemple, d'imaginer un système d'information sur le crédit, conçu dans le but d'identifier les caractéristiques des partenaires peu performants, et de minimiser les risques pris par l'IMF, sur la durée.

- Risque lié à la liquidité

Compte tenu de la rapidité avec laquelle progressent les demandes de financement, les IMF sont pleinement conscientes du risque lié aux liquidités (absence ou pénurie de fonds pour couvrir les dépenses ou les prêts en cours ou à venir). Les risques de liquidité peuvent résulter d'une stratégie de prêt beaucoup trop offensive, d'une proportion trop faible des remboursements à l'échéance, des variations saisonnières de la demande (par ex., fêtes de Noël, cycle des semailles et de récolte), ou d'un manque d'anticipation des dépenses.

Afin de garantir la lutte contre de tels risques, les IMF détiennent des réserves en liquidités et en actifs à court terme. Grâce à la création de l'épargne par l'IF, qui consiste à centraliser l'épargne des déposants, et assurer sa reconversion en fonds d'investissement, cette réserve peut s'établir. Cette réserve permet d'améliorer la gestion des risques liés aux liquidités et aux liquidations prématurées (couverture des dépenses ou les prêts en cours ou à venir).

- Risque lié au marché

Elle peut naitre de la difficulté des relations entre les principaux acteurs des chaînes de valeur et les paysans. Pour gérer l'exposition à ces risques,

- les exploitants de l'IMF avec des microentreprises se concentrent sur les facteurs qu'ils sont en mesure de contrôler. Ainsi, une IMF disposant d'une base de clientèle rurale peut, notamment, relier ses emprunteurs à une base de données régulièrement mise à jour sur les prix des matières premières et des produits finis ;
- Une IMF peut aussi faciliter la mise en place de relations stratégiques entre ses clients et des supermarchés, des acheteurs de l'industrie agroalimentaire et des exportateurs ;

o Les IMF peuvent pérenniser les nouveaux liens entre les offreurs et les demandeurs (local ou étranger). Les microentreprises urbaines, mais aussi les agriculteurs, doivent se montrer capables de respecter les normes en matière de conception des produits, de manutention, d'emballage, d'étiquetage et, enfin, de ponctualité des livraisons. L'IMF peut offrir une aide à un petit producteur, pour développer une production et mettre en œuvre des plans de commercialisation capables de répondre aux nouvelles demandes.

b- Risque opérationnel

Les risques opérationnels incluent le risque de pertes lié à des procédures internes défaillantes, à un personnel insuffisamment formé et à des systèmes d'informations inadéquats. Ils comportent le risque de crédit, et le risque de fraudes et de vols. Des manuels opérationnels, une définition claire des postes-clé, le renouvèlement régulier des gestionnaires de crédit, la mise en place de systèmes de vérifications croisées (tels que la séparation de certaines responsabilités), mais aussi des audits internes et externes réguliers, sont autant d'éléments susceptibles de participer à des systèmes opérationnels sains, et à la gestion du risque.

c- Risques liés aux producteurs

Les risques qui touchent les micro-entreprises sont en grande partie la conséquence d'activités commerciales informelles. Beaucoup de micro-entreprises utilisent des méthodes dépassées et des matériels de mauvaise qualité. Ce qui provoque l'incapacité de répondre aux demandes des preneurs de produits. Par conséquent, elles n'ont que d'insuffisants fournisseurs locaux. Mais grâce à l'investissement et des conseils de l'IMF sur les micro-entreprises, les produits des micro-entreprises investis deviennent qualifiés, et en plus, l'IMF peut faciliter le lien direct entre les preneurs des produits (acheteurs locaux ou internationaux) et les micro-entreprises (par exemple, lien entre les clients dans l'association, ou lien entre clients inter-microfinance, etc.).

2.1.3.2. Fourniture de service de participation

En plus des services financiers offerts par l'IMF, il propose aussi, le plus souvent, de nombreux services, comprenant aide de service non financier à ces clients, la gestion de portefeuille, la formation des compétences techniques et commerciales, ... Ainsi, les IMF ne présentent pas que des entités qui s'occupent du financement, seulement, mais s'occupent aussi de l'encadrement des activités productives (une gamme de services non financiers). L'encadrement concerne à la fois les microprojets ainsi que leurs initiateurs. Ainsi la

diversification de l'offre des IMF autres que crédit, est donc aujourd'hui au premier plan. À titre d'exemples :

- il offre des informations, du marketing, des facilités de transport ou d'autres services qui aident leurs membres à vendre leurs produits, plus facilement, et à rembourser leurs prêts en temps voulu. Une IMF peut aussi faciliter la mise en place de relations stratégiques entre ses clients et des supermarchés, des acheteurs de l'industrie agroalimentaire et des exportateurs ;

- pour pérenniser les nouvelles relations commerciales, les micro entreprises urbaines mais aussi les agriculteurs, doivent se montrer capables de respecter les normes en matière de conception des produits, de manutention, d'emballage, d'étiquetage, et enfin, de ponctualité des livraisons. L'IMF offre une assistance technique appropriée, qui permettra à un petit producteur de développer une production et de mettre en œuvre des plans de commercialisation capables de répondre aux nouvelles demandes ;

- il offre aussi des formations techniques à l'intention de la population la plus défavorisée en vue de les aider à couvrir leur dette et à s'investir ; Il montre, par-là, l'importance de l'épargne (par exemple, le remboursement de la dette, l'épargne) et les inconvénients de gaspillage de crédit pour la consommation (commençant par le non remboursement de la dette, puis son augmentation, à cause du retard).

2.1.4. Particularités de la microfinance

2.1.4.1. Exclusion financière

D'une part, les populations cibles de la microfinance vivent en dehors de service de financier pour des raisons socio-économiques et on les qualifie couramment les « exclus financiers ». L'inexistence de l'offre et des difficultés dans la capacité réelle d'accès expliquent les causes de cette exclusion. A titres exemples illustratifs :

- difficultés d'accès aux produits et services bancaires permettant de disposer de ressources immédiates tels que l'ouverture d'un compte ou l'utilisation de moyens de paiement ;

- exclus sociaux, comme l'ensemble des pauvres, montrent une version fondée sur une incompréhension des systèmes bancaires. Cette incompréhension est mutuelle et à l'origine d'un manque de confiance : d'un côté, les banquiers accusent les pauvres d'imprévoyance et

de mauvaise gestion de leurs budgets ; d'autre coté, les exclus accusent le système bancaire d'injustice.

Dans ce cas, des institutions de microfinance se sont construites comme outil d'inclusion de ces gens non desservis par le système bancaire classique, pour contribuer à la diminution de certaines de ces formes d'exclusion. En effet, souvent inactifs depuis de longues périodes, la reconnaissance sociale des exclus passe par le travail et l'amélioration de leurs conditions de vie. Le financement de microprojets individuels, grâce aux mécanismes de microfinance, permet de générer de l'auto-emploi et de garantir la réinsertion économique et sociale des personnes à faible revenu.

D'autre part, beaucoup des pauvres du monde sont des femmes. Or, les femmes ont été désavantagées en matière d'accès au crédit et autres services financiers offert par les banques qui sont souvent bénéficie par les hommes et les entreprises formelles. Par conséquent, des MF ciblent souvent les femmes, parfois exclusivement. Les crédits peuvent permettre aux femmes d'obtenir plus facilement des emplois de meilleure qualité et des possibilités de gains et constituent peut-être le moyen le plus efficace de promouvoir l'égalité entre les sexes. De plus, les services de microfinance contribuent à l'autonomisation des femmes en exerçant une influence positive sur leur pouvoir de décision et en renforçant leur statut socioéconomique global. L'autonomisation des femmes par la microfinance est essentielle pour promouvoir l'Agenda du travail décent de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui reconnaît le rôle central du travail dans la vie des gens comme moyen de réaliser un développement équitable, n'excluant personne et durable. En développant l'accès des femmes aux services financiers, la microfinance contribue en définitive aux valeurs essentielles de l'OIT que sont l'égalité renforcée entre les hommes et les femmes et la non-discrimination. Elles consacrent aussi une plus grande part de leur revenu à la consommation du ménage comparé à leurs homologues masculins. Autant du point de vue commercial qu'en terme de politique publique les arguments sont solides en faveur d'une focalisation sur les femmes pour l'offre de prêts.

2.1.4.2. Absence de collatéral

Les collatéraux permettent à la banque de recouvrer leur fonds en cas de défaut de paiement du client qui peuvent être les cautions, hypothèques, gages, apports personnels…

L'absence de collatéral est constatée au niveau de MF. D'un côté, pour l'IMF, elle permet de discriminer les agents pour lutter contre l'anti sélection et d'obtenir le portefeuille qui est exclusivement composé de bons risques, et autre part, pour les clients surtout les pauvres, elle

facilite d'octroyer le service de MF. En effet, grâce au rationnement du crédit des banques qui a permis aux IMF de trouver leur existence, la discrimination des agents est obtenue. Ce rationnement du crédit est basé sur les taux d'intérêt et sur les collatéraux. En effet, les banques fixent souvent des taux d'intérêt élevés avec des collatéraux faibles pour les mauvais risques. En revanche, elles fixent aux bons risques des taux d'intérêt faibles pour des collatéraux élevés. Or, ces deux facteurs sont souvent avancés pour expliquer l'exclusion des agents du secteur bancaire.

Cependant, les taux d'intérêts appliqués dans les IMF dépassent largement ceux affichés par les banques. Par conséquent, on aurait dû avoir un rationnement du crédit dans ce secteur. Or, il semblerait que les taux d'intérêt ne soient pas un facteur discriminant dans les IMF. Donc pour lutter contre l'anti sélection, le taux d'intérêt ne fait pas de parti de facteur. L'IMF utilise les contrats dynamiques associé par l'absence de collatéral. Le collatéral empêche les bons risques des IMF de pénétrer ce secteur. Les personnes relativement « très pauvres » ne disposent généralement pas de collatéraux. Ils ne disposent que d'une garantie morale ou une garantie d'un autre crédit après le remboursement. C'est le politique du contrat dynamique. Le crédit futur est conditionné par le remboursement du crédit antérieur. Ce qui presse les agents à rembourser les crédits octroyés. Grâce à la contrainte d'auto pression, les agents honorent leur engagement pour prétendre à un financement futur.

2.2. NOTION DE LA MICROFINANCE

2.2.1. Définitions

Au début, la microfinance est un instrument qui consiste à offrir aux familles pauvres, définis-en bas du seuil de pauvreté, un crédit de faible montant pour créer leur auto emploi. En particulier, un octroi de microcrédit aux pauvres. Puis elle est évoluée peu à peu et elle peut servir aussi non seulement les pauvres mais aussi les personnes qui n'ont pas accès au secteur financier traditionnel, en particulier la banque. Dans ce cas, la microfinance n'est pas aussi une banque classique, elle se diffère par son groupe de bénéficiaires.

Aujourd'hui, le concept de la microfinance s'est développé davantage comme un secteur de promotion du développement. La microfinance ne se charge qu'une proposition de microcrédit mais aussi à la fourniture d'un ensemble de produits (crédit, épargne, service, transfert d'argent, assurance, …). Ces produits ont pour objectif de mettre davantage d'argent à la disposition des clients ainsi que de leur offrir une certaine sécurité. Ainsi, la MF ne se réduit plus au microcrédit, elle peut aussi offrir une gamme de produit à ce client. Pour cela, nous

pouvons dégager les caractéristiques principales qui peuvent nous permettre de définir les contours de la microfinance actuellement. La microfinance est la fourniture de services de prêts, d'épargne, de transfert d'argent, d'assurance et d'autres services financiers aux populations exclues du système financier traditionnel. De manière générale, la microfinance recouvre toutes les activités ayant pour but d'accroitre les accès ou d'améliorer la qualité des services financiers auxquels les plus pauvres ou les exclus financiers traditionnels peuvent recourir.

Selon Michel SERVET, il existe deux définitions. Il y a la définition initiale qui est un instrument de lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire permettre de créer des ressources par des activités pour des populations à faible ou à très faible revenu. La deuxième définition, de plus en plus acceptée, et qui fait qu'on parle moins de microfinance mais plus d'inclusion financière, est que se sont des institutions qui donnent la capacité à des populations qui sont exclues du système bancaire, notamment du service de crédit, mais pas seulement, de pouvoir emprunter, épargner, s'assurer, transférer des fonds. Selon les pays, la définition des services offerts est plus ou moins large.

Les institutions de microfinance ou IMF sont des « intermédiaires financiers » ou « organisations de microfinance » ou « associations de microfinance » qui offrent des services de microfinance à des personnes qui n'ont pas accès ou difficilement accès au secteur bancaire. Il existe plusieurs IMF fonctionnent qui montrent sous différentes formes dans le monde. Elles peuvent spécifier par leur taille, leur degré de structuration et leur statut juridique (ONG, coopératives d'épargne et de crédit, banques publiques, assurances, …). On peut classer sous trois formes ces IMF.

2.2.2. Types d'institutions

Les formes de l'institution sont les institutions mutualistes, les institutions non mutualistes, les prestataires informels de service financiers, les ONG et les mobile-banking.

2.2.2.1. Les institutions mutualistes

Ce sont des institutions "à base de membres". Le capital de ces institutions est constitué par des caisses primaires, rurales ou villageoises et qui ne pratiquent la collecte de l'épargne et l'octroi des crédits qu'à ses membres. En général, les épargnes collectées sont transformées en crédit pour ses membres, et ses caisses de base sont gérées par les membres eux-mêmes. Leurs excédents d'exploitation ne sont pas distribués mais renforcent le capital. On inclut des groupes d'entraide, des coopératives de crédit et une combinaison mixte de structures : les associations de services financiers, les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées.

2.2.2.2. Les institutions non mutualistes

Ce sont toutes les institutions qui ont choisi une forme juridique autre que mutualiste, qui ont un statut particulier ou qui, à travers leurs activités financières classiques, ont un volet microfinance. Ils sont des organisations de "crédit direct" qui sont des expériences ayant comme activité principale la distribution de crédit et qui ne lient pas le bénéfice de leur prêt à la constitution d'une épargne préalable. Elles peuvent se former en deux catégories qui se distinguent par leurs objectifs :

2.2.2.3. Des institutions de type commercial

Ces institutions sont constituées en sociétés, qui se trouvent surtout dans les zones urbaines et ont pour objectif la réalisation de profits et non la promotion des bénéficiaires. Elles opèrent sur la base de capital assez conséquent et des structures institutionnalisées, et qui visent particulièrement les riches ou les personnes de revenu modeste. Elles sont gérées et dirigées classiquement, offrent une large gamme de services financiers et contrôlent des réseaux d'agences qui peuvent s'étendre au-delà des frontières de leur pays d'origine. On inclut les banques commerciales, les banques d'Etat, les banques de développement agricole, les banques d'épargne, les banques rurales et les sociétés commerciales non bancaires (assurances, caisse d'épargne de Madagascar…).

2.2.2.4. Des institutions de type social

Ces institutions sont formées en association, s'assignent une mission d'ordre social et distribuent des petits crédits en fonction des fonds dont elles sont dotées et offre aussi des formations à l'intention de la population la plus défavorisée en vue de les aider à la création de micro entreprises individuelles.

2.2.2.5. Les prestataires informels de services financiers, les ONG et les mobile-banking

a- ONG

Elles ne disposent pas de propriétaires dans le sens conventionnel du terme. Ce sont des projets subventionnés par le bailleur de fond dans le but est d'offrir des biens et services à ceux qui deviendront membres de l'organisation ou de la collectivité. Elles se sont développées a travers le monde et spécialisés de servir des populations les plus pauvres. Elles se sont montrées très innovantes dans des formules bancaires comme le crédit solidaire, la banque villageoise et les services bancaires mobiles commerciales servant leur objectif social, mais personne n'a le

droit de recevoir de bénéfice : celui-ci doit rester au sein de l'ONG pour lui permettre de poursuivre son activité de transformation de ses ressources sous forme de petits crédits destinés aux plus pauvres, ou il peut être reversé à des ONG ayant un but similaire.

b- Les prestataires informels de services financiers

Elles font partie des associations ou ONG appelés les Organisations Financières de Proximité (OFP). Ce sont des organisations qui, ne font pas du crédit à leur activité principale, le projettent d'exercer les services issues Institutions de Microfinance, et ont pour base un ensemble de liens sociaux. Le service couvre des opérations entre les agents à capacité de financement et agents à besoin de financement dont les relations sont prédéterminées par l'appartenance à un même espace qui peut être non seulement géographique (financement local) mais aussi ethnique, religieux ou professionnel. Les prestataires connaissent bien les gens de leur communauté ou, ils vivent ces prestataires qui comprennent bien le contexte financier de leurs interlocuteurs et peuvent leur offrir des services flexibles, rapides et personnalisés. On inclut dans cette catégorie les préteurs traditionnels, les préteurs sur gage, les collecteurs d'épargne, les garde-monnaie, etc.

c- Mobile banking

Le téléphone comme une banque est l'une de meilleure innovation technologie sur les histoires des MF. Avec une gestion adéquate et un bon encadrement, cet instrument peut résoudre certains problèmes de la microfinance comme les services de transferts d'argent. Ces services de transfert sont efficaces et peu couteux pour les clients de la téléphonie mobile.

2.2.3. Produits de la microfinance

Au fur et à mesure que se développe l'industrie de la micro finance et les services offerts à la clientèle, se pose la question sur la qualité de ces produits. Ce sont des crédits, caution solidaire ou banque villageoise, formation, épargne, assurance.

2.2.3.1. Le crédit

En règle générale, le crédit est une attribution de prêts accordé aux emprunteurs pour les investissements et qui sont remboursables avec des intérêts y compris. Le microcrédit est un crédit d'un montant faible inférieur au crédit octroyé d'un client bancaire classique.

L'offre des crédits est souvent la première proposition la plupart des IMF. Les crédits offerts des IMF n'exigent pas un collatéral, car c'est une des raisons principales pour laquelle

la population pauvre est exclue des banques ordinaires. Les autres natures de crédit des IMF sont :

- un crédit de faible durée associé au coût de transaction faible ;
- un crédit à remboursements fréquent ;
- un crédit accessible à tous même dans les zones d'accès difficiles.
- Un crédit à n'importe quelle somme ; etc.

Les IMF offrent aux clients deux types du crédit :

a- Crédit solidaire

C'est un crédit offert à un des membres. Le système est que tout le groupe d'emprunteurs (de 3 à 20 personnes) est responsable du remboursement des prêts accordés à un des membres.

b- Crédit individuel

C'est un crédit, sous une garantie matérielle ou la caution d'une autre personne, accordé à une seule personne. Ces institutions servent en général les plus riches parmi les pauvres, avec des montants plus élevés que dans le cas des crédits solidaires.

c- La banque villageoise

Une banque villageoise est un système d'épargne crédit, géré par ses membres avec l'aide d'une ONG ou une IMF. Les crédits sont une forme d'épargne forcée et sont utilisés de court terme pour financer en général des fonds de roulement ou des petits investissements pour démarrer des micro-entreprises.

2.2.3.2. L'épargne

L'épargne est la partie des revenus qui n'est pas utilisée immédiatement et qui est réservée pour les besoins futurs. Elle peut être destinée soit à des investissements, soit comme sécurité pour des besoins imprévus. L'épargne prend diverses formes. Elle peut avoir une forme individuelle ou collective. L'épargne peut aussi apparaître sous d'autres formes, soit en argent, soit en nature, soit en travail. Les promoteurs des IMF ont mis l'accent sur l'existence d'une importante épargne non mobilisée au sein des nombres importants de la population tant rurale qu'urbaine et qui est investie faiblement dans le secteur productif.

Actuellement, l'épargne est le service des IMF le plus demandé même si le volume total des microcrédits est plus haut que celui de l'épargne. De nombreux IMF ne peuvent pas offrir ce service à cause de leur statut juridique d'organisme à but non lucratif. À partir du moment

où ils collectent l'épargne ils deviennent des organismes à but lucratif et sont soumis aux impôts.

Normalement, les IMF n'offrent pas ou peu d'intérêts sur l'épargne et n'exigent pas de montant minimum à épargner. Pour les clients, il s'agit plutôt de sécuriser leur argent face aux risques tels que le vol ou les incendies. En outre, le risque de gaspillage est élevé si l'argent est gardé à la maison.

À côté de l'épargne monétaire, de nombreuses personnes épargnent en nature, par exemple en stockant leur récolte ou en achetant des animaux pour pouvoir les vendre s'ils ont besoin d'argent.

2.2.3.3. Le transfert rapide d'argent

Il est l'un de service particulièrement pertinent dans les zones rurales et important pour eux. En effet, souvent quelques membres d'une famille travaillent en ville et versent régulièrement de l'argent à la famille au village pour le soutien.

2.2.3.4. La formation

De nombreuses IMF offrent aussi des services non-financiers comme la formation (par exemple la gestion de l'argent, le montage et la gestion de projets) ou le conseil pour les clients. L'utilisation de ces services non-financiers est parfois obligatoire pour avoir accès aux services financiers. Comme la plupart des clients des IMF n'a pas été scolarisée ou a un niveau scolaire limité, la formation et le conseil sont souvent primordiaux pour ces clients et la réussite de leur projet.

2.2.3.5. L'assurance

Une assurance, est définie comme un contrat constituant un engagement à payer une somme ou à fournir un avantage convenu au cas où un événement convenu surviendrait, contre le paiement d'une prime convenue.

La micro-assurance est une forme d'assurance destinée à la population (ou au marché) des faibles revenus. Le risque assuré dans le cadre d'un contrat de micro-assurance est géré sur la base des principes de l'assurance et financé par des primes. Cela implique que les dispositifs de sécurité sociale et d'aide sociale qui ne sont pas financés par des primes ni gérés conformément aux principes de l'assurance n'entrent pas dans le périmètre de la micro-assurance. La micro-assurance est un produit que les IMF proposent à leurs clients en vue de couvrir les risques inhérents aux évènements imprévisibles qui touchent un grand nombre de

populations pauvres. Ce type de service est activement proposé dans des régions exposées aux risques de catastrophes naturelles et de famine. Il peut couvrir les frais médicaux, la retraite et peut servir en cas de décès.

Il y a plusieurs types d'assurances qui sont les assurances crédit, les assurances obsèques, les assurances individuelles contre les accidents, les assurances santé, les assurances biens et les assurances agricoles.

- L'assurance-crédit couvre la valeur du solde de la dette en cas de décès ou d'invalidité de l'assuré. Ce type de contrat peut comporter des garanties complémentaires de type assurance obsèques pour l'acheteur ou assurance sur la valeur du produit acheté à crédit en cas de perte ou de dommages. La pénétration élevée qui caractérise l'assurance-crédit sur la population des faibles revenus s'explique par le fait que, pour s'assurer contre les défauts de paiement, les prestataires de crédit imposent souvent l'achat d'une assurance-crédit comme condition préalable à l'octroi d'un prêt. Dans le même temps, cette assurance protège la famille de l'emprunteur décédé en garantissant le remboursement du solde restant dû.

- L'assurance obsèques est une assurance-vie temporaire dont le paiement – en espèces ou en nature – prévoit d'assurer le remboursement des frais d'obsèques.

- Les assurances individuelles contre les accidents assurent le versement d'argent en cas de décès ou d'invalidité suite à un accident. Ce type d'assurance est intéressant pour les personnes à faible revenu exposées à un risque élevé d'accident de transport ou travaillant dans un environnement professionnel dangereux.

- L'assurance santé couvre très souvent et est limitée aux frais d'hospitalisation.

- L'assurance de biens est une assurance dommage qui consiste à assurer des biens de production et le bétail.

- L'assurance agricole : il s'agit d'une assurance destinée à protéger les agriculteurs des risques susceptibles de compromettre la récolte, par exemples : de la sécheresse, des invasions de sauterelles, du parasitisme, des pluies hors-saison, l'invasion aviaire, des inondations et des invasions de criquets.

2.2.3.6. Les services connexes

En tant qu'activités de microfinance, l'octroi de crédit et la collecte de l'épargne constituent les services financiers. Alors, il y a aussi des services de microfinance non financiers comme les services connexes.

Les services connexes à la microfinance sont constitués des activités ci-après :

- les opérations de virement interne, pour le compte de la clientèle, effectuées au sein d'une même institution de microfinance ou au sein d'un réseau mutualiste ;
- la location de coffre-fort ;
- les prestations de conseil et de formation ;
- les virements de fonds, non libellés en devises, avec les établissements de crédit habilités à effectuer ces opérations à Madagascar[69] ».

2.3. LES IMFS PARTIE INTÉGRANTE DE LA FINANCE GLOBALE DES PED

Il s'agira de démontrer que la microfinance fait partie intégrante de la finance globale dans les Pays En Développement. On constate une prolifération d'IMF qui occupe une part importante du système financier jusqu'i a été délaissé par les banques. Aujourd'hui, dans une perspective de développement économique, il nous parait indispensable d'approfondir l'articulation entre le secteur bancaire et les IMF dans les Pays En Développement. Il s'agira de présenter les raisons d'une l'articulation entre les banques et les institutions de microfinance compte tenu du dualisme financier qui prévaut dans la plupart des Pays En Développement.

Lelart [2000] souligne que les IMF ont naturellement leur place dans les systèmes financiers nationaux. Ceci dans la mesure où il existe des liens entre les banques et ces institutions. Bien avant d'avancer des arguments qui militent en faveur de cette approche, nous proposons de faire un bref rappel de l'architecture financière des Pays En Développement qui constitue de notre point vue un second argument pour la prise en compte des IMF comme faisant partie à part entière des systèmes financier nationaux.

2.3.1. Brève architecture financière des Pays En Développement

Dans les Pays En Développement, le secteur financier est caractérisé très fréquemment par un dualisme financier et imparfait avec la coexistence du secteur formel et des secteurs informels. Cette situation est moins vraie dans les pays développés mais il faut aujourd'hui constater que la ligne de démarcation entre les deux secteurs n'est plus aussi nette qu'auparavant

[69] LOI n° 2005 – 016 relative à l'activité et au contrôle des institutions de microfinance, Article 7

ceci à cause des interpénétrations des opérations et des participants. En effet, Venet [1997] nous fait remarquer que « les banques africaines et le secteur informel sont complémentaires » ceci dans la mesure où les banques limitent leur soutien aux moyennes et grandes sociétés, tandis que la finance informelle répond aux besoins des petits et micro-entreprises. Cette complémentarité est aussi valable avec le secteur de la microfinance. En outre, on a une démarcation de plus en plus réduite entre microfinance et le secteur financier formel. De plus, la microfinance permet à une catégorie de personnes qui étaient jusqu'à présent exclus du système financier, d'amasser des actifs et d'augmenter leur revenu.

2.3.2. Les raisons qui justifient cette intégration dans le système financier globale

Nous avons vu que pour contourner les défaillances du marché du crédit bancaire et l'exclusion d'un nombre considérable d'entrepreneurs potentiels, divers systèmes de crédit ont été mis en place dans les Pays en développement. Or, nous avons démontré au chapitre précédent que le problème fondamental du développement financier dans la plupart des PED reste la mise à contribution de manière institutionnalisée des pratiques de microfinancement pour remédier à la pénurie de crédit à laquelle se trouvent confrontées les PME. Compte tenu du fait qu'elles n'ont pas accès au crédit bancaire et d'autre part qu'elles ont des besoins en financement excédant les plafonds des agents informels et d'un grand nombre de programmes de microfinancement. Par conséquent, il existe aujourd'hui peu de possibilités d'amélioration de l'allocation du crédit de notre point de vue si ce n'est un resserrement des liens entre le secteur bancaire et celui des IMF.

De ce fait pour résoudre le manque de crédit, il faudrait encourager les banques à établir des rapports plus étroits avec les programmes de microcrédit qui ont la possibilité de mobiliser des dépôts et de distribuer du crédit. A ce titre, l'exemple de la Banque Africaine de Développement s'avère intéressant dans la mesure où elle s'est proposée en 1997 d'encourager les banques africaines à offrir des taux préférentiels aux institutions de microcrédit et même aux agents financiers informels pour inciter ces derniers à être des clients réguliers et des partenaires en matière de mobilisation de l'épargne. En effet, ils sont susceptibles de rassembler les petites épargnes à coût relativement faible et de distribuer davantage de crédit s'ils ont accès au crédit bancaire.

Nous savons que selon la théorie, en matière d'allocation de crédit, le meilleur moyen est de développer une relation d'agence. Par conséquent, cela est aussi vrai dans la relation des

prêts entre le secteur bancaire et les IMF. Ainsi donc, la banque alloue des crédits aux IMF en fonction des dépôts mobilisés qui les rétrocèdent aux petits entrepreneurs. Cette politique d'acheminement du crédit bancaire vers les IMF ou encore aux prêteurs informels est acceptable que sur la base de l'efficacité et d'une intégration financière plus renforcée.

Auparavant cette absence de liaisons entre le secteur bancaire et les IMF pouvait s'expliquer par la méfiance, ainsi que les préjugés négatifs des banques vis-à-vis de ce secteur qui leur semblait trop risqué. Pourtant nous avons pu voir que ces institutions sont en mesure d'établir avec leurs emprunteurs des relations personnelles qui leur assurent des taux de non remboursement extrêmement faibles. Cette réduction des risques comme nous l'avons vu passe par des garanties coopératives et des mécanismes de contrats innovants, ainsi que d'un suivi systématique des projets et de remboursement des prêts. De plus, nous devons préciser que les IMF ont fondé leur stratégie de réduction de risques sur une analyse minutieuse des capacités de l'entreprise en mettant l'accent sur les aspects immatériels de l'endettement tels que la caractéristique de l'entrepreneur, les antécédents de celui-ci en matière de remboursement et pour finir ses aspirations au succès.

Par conséquent pour réduire leur risque dans le domaine du microfinancement, les banques gagneraient à partager les risques avec ces institutions en s'appuyant sur leurs expériences. De ce fait, il est recommandable aux pouvoirs publics d'apporter leur soutien à ce rapprochement. Il s'agira, entre autre, d'utiliser des mesures incitatives telles que la fiscalité, les systèmes de réglementation et de surveillance pour encourager les banques à traiter avec des intermédiaires crédibles du secteur de la microfinance afin que celles-ci perçoivent une réduction des risques encourus. Toutefois, les réglementations devraient éviter des dispositions restrictives et supprimer les dispositions constituantes des obstacles à l'approfondissement financier entre les deux secteurs. L'objectif pour les pouvoirs publics devrait être d'encourager les institutions bancaires à investir dans les programmes de microfinancement pour permettre que des fonds bancaires subsistants puissent être utilisés dans le but d'encourager le potentiel des entrepreneurs dans les PED.

2.3.1. Relations entre banques et microfinance

On dénombre aujourd'hui cinq grands types de relation entre les banques et la microfinance à savoir :

• la banque soutient l'IMF sous forme de mécénat ;

• la banque met à disposition son infrastructure à l'institution ;

• la banque refinance l'institution de microfinance ;

• La banque prend une participation dans l'institution de microfinance ;

• la banque met en place un fonds d'investissement en microfinance.

2.3.2.2. Des institutions de microcrédit aux banques spécialisées

Depuis quelques années, entraînées par l'expérience de la Grameen Bank du Bengladesh, les grandes fondations et ONG du micro crédit de plusieurs pays du sud ont leur propre banque.

Limitées dans leur financement et souvent par des règles administratives nationales, ces organisations, face à une demande en progression de crédit émanant des petits producteurs et commerçants du secteur informel, mais aussi des petites entreprises naissantes ou en développement, ont développé des instruments financiers qui ont évolués, avec l'accord des pouvoirs publics, vers la création d'institutions financières formelles et de banques spécialisées dans le financement du microcrédit.

Aujourd'hui plusieurs d'entre elles gèrent des portefeuilles de microcrédit supérieurs à 10 millions de dollars à l'image de BancoSol en Bolivie, de Pro Empressa au Pérou, de la Grameen Bank au Bangladesh, de la BRI Bank en Indonésie, de K-REP au Kenya, de Rural Credit Facility d'Afrique du Sud, etc. Ainsi, les promoteurs de la microfinance se sont dotés d'instruments financiers et des banques nécessaires pour attirer et gérer l'épargne des populations et souvent des clients auxquels ils accordent du crédit. En plus, pour bénéficier des lignes de crédit accordées par les banques internationales de développement ou les agences bilatérales de coopération. Il s'agit d'un progrès important vers l'intégration dans le système financier global. Cependant, la problématique du financement demeure une question cruciale pour une intégration parfaite.

2.3.3. Un besoin de financement croissant des IMF

Il est possible de se référer à la théorie du cycle de vie comme cadre d'analyse décrivant à la fois les besoins théoriques et réels des IMF au cours de leur développement. En effet, la théorie du cycle de vie est un concept simple qui décrit l'évolution d'une industrie pendant sa période de croissance et son évolution à la maturité. A chaque stade de leur vie, les entreprises traversent diverses étapes similaires à la vie humaine. Ainsi, à chaque stade de leur vie, les entreprises restent ou disparaissent en fonction de leur capacité à se procurer des ressources adéquates. L'intérêt de la théorie du cycle de vie appliquée à la microfinance est qu'elle permet

de décrire les différents stades de développement des IMF auxquelles correspondent différentes sources de financement. Cette théorie suggère que les IMF en voie de développement doivent passer par des ressources en capital à haut risque à une gamme de ressource à moindre risque.

Les besoins en financement dans la phase de jeunesse sont relativement modestes bien que cela dépende du type d'entreprise mais les risques demeurent élevés et difficile à maîtriser c'est la raison pour laquelle la plupart des entreprises ont recours aux amis, la famille et à l'épargne. Pendant la phase de croissance les besoins dépassent ce qui peut être apporté par les liens personnels. A la phase adulte, la croissance tend à plafonner et l'entreprise est plus axée sur la réduction des coûts.

Si l'on applique ce raisonnement à l'IMF alors on a dans sa phase de démarrage un besoin de ressources en capital acceptant des prises de risques élevés. Ces ressources proviennent en premier lieu de sources à but non lucratif comme les dons ou les prêts bonifiés apportés par les bailleurs de fonds ou agences de développement. Au cours de la phase de jeunesse, l'IMF a également besoin de ressources financières pour augmenter sa part de marché et réaliser des économies d'échelle. C'est lors de cette phase, que les IMF entrent souvent dans la phase de réglementation bancaire. Ce qui demande en général, l'arrivée de capitaux du type dette mezzanine.

Enfin, en phase adulte les IMF sont semblables aux autres catégories d'institutions financières. Leur financement doit mettre l'accent sur le volume de fonds collectés mais aussi sur leur coût et sur leur flexibilité. Ces ressources proviennent en général des dépôts, des emprunts à moyen terme, des dividendes, et prêts accordés par les banques commerciales ou les organismes nationaux et internationaux. De fait on peut dire que les IMF ont besoin d'un montant significatif pour financer leur croissance. Par conséquent, examinons les outils de financement des IMF.

2.3.3.1. Outils de financement des IMF

Le secteur de la microfinance a déjà amorcé la commercialisation, et l'inclusion dans le secteur financier est aujourd'hui une réalité dans certains PED. De plus, un lien de financement se crée entre les IMF, les banques. Les besoins financement des IMF ont beaucoup évolué. Si les subventions restent toujours nécessaires surtout dans la phase de construction des institutions en référence à la théorie du cycle de vie, la structuration des IMF plus matures et rentables suscitent l'apparition de nouveaux modes de financement tels que: la prise de

participation au capital des IMF sous statut de société ; les prêts commerciaux aux IMF et garanties facilitant ces prêts ; outils de gestion du risque de change, etc.

Ainsi, de nouvelles catégories de financiers sont apparues en parallèle, aux cotés ou en relais des bailleurs de fonds qui avaient dominé la phase de développement du secteur : banques commerciales, investisseurs privés, fonds spécialisés en prêts ou investissements aux IMF. Plus récemment, on a même pu parler de l'émergence d'un marché de capitaux du secteur de la microfinance, au fur et à mesure que se créent des fonds spécialisés et des montages financiers plus complexes. En effet, on assiste à l'émission d'obligations et d'opération de titrisation, ainsi qu'à l'entrée en bourse de « succes stories » du secteur.

Nous avons vu que plusieurs sources de financement peuvent être envisagées en micro finance. Étudions dans le détail en quoi consistent ces différentes techniques :

2.3.3.2. Financement par endettement :

Avec les instruments de garantie qu'offrent les bailleurs de fonds, l'IMF peut être en capacité de faire levier sur les ressources des bailleurs et obtenir des emprunts commerciaux d'un montant au moins équivalent à celui des fonds des bailleurs. Les IMF ont deux possibilités pour se financer par endettement, soit elles empruntent directement aux banques commerciales, soit elles émettent des titres sur le marché.

Nous verrons plus loin le rôle joué par les fonds de garantie pour faciliter l'accès des IMF aux capitaux sur les marchés.

2.3.3.3. L'accès aux marchés de capitaux par l'émission de titres

Cette pratique consiste pour l'institution à remettre aux investisseurs des reconnaissances de dettes en l'échange de leurs fonds. Cette reconnaissance de dette est un titre formel où sont précisés l'échéance et le taux de rendement. Ainsi pour avoir un résultat, l'IMF doit être en mesure de proposer un rendement au moins égal aux autres titres à niveau de risque comparable.

Pour émettre des titres, il n'est pas nécessaire de disposer absolument du statut d'institution financière réglementée. En effet, en 1995, la Fundaction Paraguay de Cooperacion y Desarollo, qui est une ONG a émise des titres à hauteur de 350 millions de gurantis par l'intermédiaire d'une société de bourse nommée Asucion. De plus, il n'est pas recommandé pour les institutions qui souhaitent émettre des titres qu'elles soient autonomes financièrement à 100% bien que cela soit souhaitable. En effet, compte tenu du fait qu'il soit possible de trouver

des acheteurs sur les marchés financiers cela risque de poser problème lors du remboursement de la dette si le flux de trésorerie attendu n'est pas au rendez-vous.

2.3.3.4. Participation au capital

Une possibilité qui s'offre à l'IMF est la vente de titre de propriété sur les marchés financiers. Cela consiste pour l'institution à ouvrir son capital à la participation ce qui nécessite toutefois au préalable qu'elle soit une entité formelle et qu'elle ait des actionnaires. A contrario des titres de créance, la participation au capital ne produit pas de rendement fixe et n'a pas d'échéance préétablie. L'objectif consiste pour l'actionnaire à investir dans l'avenir de l'institution en permettant à celle-ci de disposer de fonds tout en permettant à l'actionnaire de percevoir une part sur les bénéfices futurs. C'est-à-dire recevoir des dividendes. Toutefois compte tenu du fait que ce secteur ne soit encore suffisamment développé bon nombre d'investisseurs rechignent encore à s'y aventurer et n'ont pas encore conscience du potentiel des IMF. Pour cela il faudra encore attendre un certain temps afin que ceux-ci jouent un rôle important dans le financement des IMF.

2.3.3.5. Fonds éthiques et fonds de partage

Les institutions dans le cadre des fonds éthiques sont répertoriées par les responsables des fonds sur la base de critères sociaux. Ainsi, les actionnaires qui ont investir dans ses fonds perçoivent les bénéfices compte tenu du fait qu'ils soutiennent des institutions à caractère social.

Comme exemple nous pouvons évoquer le cas du groupe Calvert où un à trois pourcent des actifs sont investis dans des instruments à fort impact social.

Les fonds de partage sont essentiellement des FCP dont les membres acceptent verser des dividendes aux organisations participantes. Comme exemple on peut citer le cas de la DEVCAP (Development Capital Fund) dans lequel est réunir un consortium d'IMF qui a réuni des capitaux pour constituer la base d'actif du fonds. Les capitaux supplémentaires sont apportés par des investisseurs publics. Les actifs du fonds sont investis dans un portefeuille éthique. Le retour sur investissement est partagé entre l'investisseur et l'institution.

2.3.3.6. Fonds d'investissement

Ces fonds assurent une prise de participation en fonds propres ou quasi fonds propres (dette de second rang) dans les IMF choisies. On a l'exemple de ProFund pour l'Amérique latine qui a été créé pour faciliter l'investissement des IMF en forte croissance. En Europe, la banque

internationale du Luxembourg (BIL) a décidé de créer un fonds spécifique à l'investissement en microfinance, qui offre des prêts à long terme et des investissements en capital.

2.4. SECTEUR DE LA MICROFINANCE À MADAGASCAR

2.4.1. Les institutions qui fonctionnent à Madagascar

Les premières institutions de microfinance (IMF) sont apparues dans les années 90 à Madagascar. Les émergences sont favorisées par la défaillance de système bancaire surtout dans la zone rurale. Au départ intégré dans des projets subventionnés par le bailleur de fonds et mises en œuvre par des ONG, elles se sont peu à peu institutionnalisées. À partir de l'année 1996 marque la phase de développement de MF. L'espace d'opération de MF s'étend dans la zone rurale et urbaine non desservis, et des nombreuses sociétés d'investissement sont changées en microfinance, principalement dans les zones urbaines. Aujourd'hui, la majorité des IMF sont présentes en ville où le secteur est devenu fortement concurrentiel.

2.4.1.1. IMF Mutualiste :

Les réseaux à base de membres et/ou autogérées actuellement en activité sont au nombre de cinq :

- L'ADeFi (Action pour le Développement et le Financement des microentreprises), Programme initié en 1995 à Antsirabe par la coopération française, fut la première IMF mutualiste d'épargne et de crédit agréée en 1999. Elle bénéficie de l'appui de l'ACEP-Développement () et compte huit antennes régionales implantées dans quatre chefs-lieux de province (Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Mahajanga) et quatre autres grandes villes (Antsirabe, Ambatolampy, Ambositra, Moramanga). ADéFi s'est spécialisé dans le financement des microentreprises urbaines. Elle distribue du crédit à ses clients à travers 31 bureaux de crédit. Ses financements se font à travers deux types de crédits :

- un crédit à court terme, d'objectif de productions : fonds de roulement, extension / aménagement atelier, achat / complément d'achat de matériels d'exploitation, etc. ; avec des montants de crédits plafonnés à 30 millions de Fmg sur une durée de 3 à 18 mois,

- un crédit à moyen terme, d'objectif d'investissements (achat de matériels d'exploitation, construction atelier, etc.) ; pour des montants de crédits se situant dans la fourchette de 30 millions et 100 millions de Fmg pour des périodes de 18 à 36 mois.

En termes d'activité, cette institution peut être classée au troisième rang des IMF avec un encours de crédit de l'ordre de 21,5 milliards de Fmg au 31 décembre 2003. La qualité du portefeuille d'ADéFi reste appréciable avec un taux de portefeuille à risque de 4,4 %. Depuis 1998, ADéFi a atteint son autonomie opérationnelle. Cette institution prévoit de changer de statut dès que le permettra la loi :

- Le réseau AECA (Association des caisses d'Epargne et de Crédit Autogérées), crée en 1990 dans la région de Marovoay. Il est constitué de deux unions implantées dans la seule province de Mahajanga. Avec l'appui du CIDR, ce réseau a introduit le système d'autogestion auprès de ses membres. Cependant, les performances des deux unions demeurent modestes et la viabilité de leurs opérations très aléatoire. . Le projet FENU qui a financé une des unions – Ambato-Boeni – a été clos en avril 2003. Dans l'ensemble, l'épargne collectée par ce réseau, tributaire du développement économique de la région, reste à un niveau faible et ne représente que 0,3 % du total de l'encours de crédit au 31 décembre 2003. L'accès des membres du réseau au crédit est essentiellement favorisé par le refinancement bancaire.

- Le réseau CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel), crée en 1993 dans la région de Vakinakaratra. Le réseau est composé de huit Unions régionales, se caractérise par une architecture à trois niveaux : caisses de base, unions régionales et l'union inter régionale qui constitue la caisse centrale du réseau. Cette dernière a opté pour un statut d'établissement financier. Au 31 décembre 2003, ce réseau comptait 169 caisses de base avec 57 783 adhérents. Il occupe la première place en termes d'octroi de crédit avec un encours de 42 milliards Fmg du 14 au 31 décembre 2003, soit 43 % des risques totaux des IMF à base de membres. En matière de collecte de l'épargne, le réseau CECAM s'oriente vers la collecte des dépôts auprès de grandes entreprises et particuliers selon la formule de l'appel public à l'épargne. Ces dépôts sont bloqués sous forme de dépôts à terme et rémunérés à des taux créditeurs largement supérieurs aux taux pratiqués par les banques. La qualité du portefeuille reste appréciable avec un taux de portefeuille à risque ne dépassant pas 10 % de l'encours de crédit à 30 jours et plus. Le réseau CECAM est appuyé par ICAR, un organisme résultant de la coopération de l'ONG FERT avec le Crédit Agricole français.

- Le réseau OTIV (Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola), crée en 1994 dans la région de Toamasina et du Lac Alaotra. Appuyés techniquement par DID (Développement International Desjardins), les réseaux des OTIV interviennent dans trois provinces de

Madagascar (Diego Suarez, Toamasina et Antananarivo). Ils couvrent le littoral Est (Tamatave, Sambava et Antalaha), le Centre Est (Lac Alaotra) et la périphérie de la capitale Antananarivo. Ils comptent cinq réseaux distincts et indépendants. Au 31 décembre 2003, les OTIV comptaient 112 caisses et regroupaient 100 435 membres, soit plus de la moitié de l'effectif total d'adhérents des IMF à base de membres. Avec un encours de dépôts de l'ordre de 76 milliards de Fmg à cette même date, les OTIV brassent environ 77 % du total des dépôts du secteur. En ce qui concerne la distribution de crédit, les OTIV se trouvent en deuxième position avec un encours de30 milliards Fmg à la fin de l'exercice 2003. La faiblesse des OTIV demeure cependant l'ampleur de leur portefeuille à risque qui représentait, à cette période, 22 % de leur encours de crédit et 82,5 % des créances en souffrance du secteur.

- Le réseau TIAVO (Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola), crée en 1995 à Fianaratsoa. Le réseau couvre plusieurs communes autour de la capitale régionale de Fianaratsoa et du littoral Sud-Est. Ce réseau, appuyé par l'IRAM qui a relayé le WOCCU (), comptait 36 caisses de 24 mutuelles regroupant environ 13 954 membres au 31 décembre 2003. TIAVO affiche une attitude plutôt prudente en matière de crédit : 4,4 milliards de Fmg contre un volume de dépôts de 6 milliards de Fmg à fin 2003.Ce réseau a reçu des financements du PNUD à travers les programmes MicroStart pour le "Crédit avec Éducation" et RPPMED.

2.4.1.2. IMF non Mutualiste

a- IMF de type commercial :

Quelques institutions les plus importantes :

- La Caisse d'Épargne de Madagascar (CEM), la plus ancien IMF, organisée sous la forme d'une société anonyme et pratique le volet épargne orienté vers les populations ayant des basses revenues, se présente comme une source de service d'épargne pour les familles modestes et pour les micros entrepreneurs. Elle accapare les 6. 8% de la population adulte comme clients.

- La Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar (SIPEM), créé en 1990 à Antananarivo. La SIPEM SA a une structure à capitaux privés, intervient à Antananarivo et dans ses environs dans un rayon de 30 km. Cette institution s'est spécialisée dans l'octroi de crédit aux petits et micro-entrepreneurs. La SIPEM reçoit des appuis ponctuels de l'APEM et la Société d'Investissement et de Développement

International (SIDI), tous les deux actionnaires de l'institution. Avec l'ouverture d'un bureau à Mahajanga, la SIPEM compte actuellement six bureaux permanents. En 2003, la SIPEM a octroyé 12,5 milliards Fmg de crédits à 753 clients. Avec un taux de remboursement à l'échéance de l'ordre de 98,7 %, elle a su préserver la qualité de son portefeuille. Depuis 1998, cette institution affiche un résultat net bénéficiaire.

- Entreprendre à Madagascar (EAM), qui est démarré sous forme de projet en 1990 puis transformé en association de droit malgache en 1996 et acquis la pérennisation financière depuis la fin des années 98. La société intervient dans toutes les régions du pays à travers ses directions régionales basées à Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, Antsiranana, Toamasina, Mahajanga et Toliara, l'encours de crédit était de 29 milliards Fmg de crédit pour 32 000 clients de 1997 à 2003. Au 31 décembre 2003, l'encours de crédit est à 3,05 milliards Fmg.

b- IMF sociale

Quelques institutions de type social le plus important :

- Vola Mahasoa, mis en œuvre à partir de 1993, implantée à Tuléar et sur financement de l'AFD (Agence Française de Développement) et de l'Union Européenne avec l'appui technique de l'APEM () et du CIDR (), demeure la seule IMF intervenant dans la province de Tuléar. De 2000 à 2002, dans le cadre du programme MicroStart, Vola Mahasoa a bénéficié de l'appui financier du PNUD. En 2003, le volume de crédit octroyé par cette institution à sa clientèle s'élève à 4,8 milliards Fmg pour quelque 7 900 clients.

- L'Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar (APEM), en 1987 qui intervient par système de partenariat sur Antananarivo et Tuléar. APEM, Cofondateur de référence de la SIPEM et maître d'ouvrage de Vola Mahasoa, intervient directement dans le financement des groupes vulnérables principalement à travers PAIQ, l'Association Foi et Progrès, Avitech. Fin 2003, l'APEM a octroyé 995 millions Fmg au profit de 2 238 bénéficiaires.

2.4.1.3. Les prestataires informels de services financiers et ONG :

Une quinzaine d'ONG et d'associations opèrent dans le secteur de la microfinance malgache qu'un volet crédit. On retiendra essentiellement :

- Le PSDR sur financement Banque Mondiale (106 millions de dollars US), sur une période de 6 ans à partir de 2002, est l'exemple de projet qui a introduit sur l'étendue

du territoire des perturbations au sein du secteur en cherchant à subventionner des objets que les IMF financent à crédit. Les réformes apportées depuis le début de l'année sur l'approche du projet semblent mettre l'accent sur des collaboration et synergies avec des institutions de microfinance.

- Le FIDA demeure actif dans l'appui au financement des activités rurales à travers des volets crédit qui sont tous exécutés par des opérateurs professionnels. C'est le cas du Projet d'Amélioration et de Développement Agricole dans le Nord – Est (PADANE) dont la composante finance rurale est exécutée par DID à travers le réseau OTIV de la Sava. Le nouveau projet du FIDA en cours de formulation – Programme de Promotion des Revenus Ruraux (PPRR) dans la province de Toamasina d'un coût estimé à 24 millions dollars US – a prévu de recruter un opérateur financier professionnel pour l'exécution de la composante finance rurale.

- La Banque Africaine de Développement (BAD) finance le Projet de Réhabilitation du Périmètre du Bas-Mangoky (PRBM) dont le composant crédit est confiée au CIDR (Centre International de Développement et de Recherche) ;

- Le PNUD finance le volet crédit du Programme "Réduction de la Pauvreté et Promotion des Modes d'Existence Durables" (RPPMED), axé sur la lutte contre la pauvreté et intervenant dans la zone Sud de Madagascar (Provinces de Fianarantsoa et de Tuléar). Ce volet qui s'exécute à travers le "Fonds d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus" (FAGR) dispose d'une ligne de refinancement d'un montant de 500.000 dollars US visant à financer 3 types de crédit : crédit de campagne, fonds de roulement et crédit d'équipement. Le FAGR s'appuie sur les services d'IMF sous convention avec le PNU pour distribuer les crédits aux populations concernées. Les IMF appuyées sont a nombre de trois : CECAM, Haingonola (ONG) et TIAVO.

- Créée en 1995, Haingonala est une ONG qui exerce deux types d'activité : micro – crédit et protection de l'environnement. Grâce au dynamisme de son équipe, cette ONG a su tisser des relations qui ont lui permis de devenir dans sa zone d'intervention (provinces de Fianarantsoa et de Toliary) un opérateur crédible. À partir de 1999, la participation au programme MicroStart du PNUD, les subventions obtenues du Gouvernement, les emprunts auprès des projets et institutions bancaires ont amené Haingonala à se spécialiser de plus en plus en microfinance. Dans cette perspective, elle a, grâce aux appuis du PNUD notamment, un plan de développement institutionnel et de pérennisation financière. Sur la

période 2000 à 2002, le montant moyen annuel des prêts accordés par Haingonala se situe entre 400 et 500 millions fmg pour environ 1275 clients. Mais la gestion du portefeuille de crédit devrait mériter une plus grande attention. Au 31 décembre 2002, le PAR à 30 jours était de 33%.

- VATSY :VAkinakaratra TSY misara-mianakavy (Antsirabe), crée en 2001. Une Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit "V dont la demande d'agrément a été déposée à la CSBF (Commission de Supervision Bancaire et Financière), intervient dans la Vakinankaratra (Antsirabe). Cette mutuelle est appuyée financièrement par le Caritas Diocésaine d'Antsirabe et le Secours Catholique de Paris. Les opérations qu'elle mène sont très modestes. Au cours de l'exercice 2002, VATSY a déboursé un total de prêts d'un montant de 262 millions fmg pour 811 clients. La viabilité d'une institution ainsi isolée (sans perspectives de développement) et sans aucune capacité technique est illusoire.

- Autres ONG :

  - CDA : Conseil de Développement d'Andohatapenaka 5antananarivo), implantée en 1987 sous forme d'association.

  - CEFOR : Crédit Epargne et Formation (Antananarivo), en 2001 sous forme d'association dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie des familles pauvres habitants dans les bas quartiers.

  - HARDI : Harmonisation des Actions pour la Réalisation d'un Développement Intégré (Tana) : ONG crée en 1993.

  - TITEM : Tahiry Iombonan'nyTantsaha Eto Madagasikara (Antananarivo, Moyen Ouest), Association creé en 1993.

  - Programme TSINJO AINA (National) en 2000.

2.4.1.4. Le mobile banking à Madagascar

a- Airtel de Madagascar

Le Mobile Banking ou M-Banking effectué par Airtel est un système permettant entre clients d'Airtel et la BANK OF AFRICA à Madagascar d'effectuer des transactions financières via son téléphone mobile. Le Mobile Banking permet au client abonné au service de : approvisionner en monnaie électronique un compte Airtel money par débit de son compte bancaire BOA rattaché au service ; transférer de l'argent dans le compte Airtel money rattaché au service vers son compte bancaire BOA ou transférer de l'argent à un compte Airtel money ;

demander le solde sur le compte domicilié à la banque ; demander les 2 dernières opérations sur le compte domicilié à la banque.

b- Orange money

C'est un système permettant aux clients orange money d'effectuer d'épargne dans le compte orange money et de transferts d'argent vers clients Orange Money. Les Services de m-paiement Orange Money déployés depuis septembre 2010. L'Enquête Orange/Madagascar 2012 nous montre que parmi les client orange money, 0,6% Agriculture ou élevage, 4,6% Artisanat, 26,1% Commerce 62 ,8% Services et 5 ,9% autres secteurs.

c- Mvola

C'est un système permettant aux clients Telma d'effectuer d'épargne dans le compte Mvola effectué par Telma et de transferts d'argent vers clients Mvola.

2.4.2. Les interventions des différents acteurs opérant dans le secteur

2.4.2.1. IMF :

- les Institutions de Microfinance et leurs associations s'engagent à promouvoir une intermédiation financière viable et pérenne ;
- les autres intermédiaires financiers tels que les banques et établissements financiers agissent en tant que grossistes envers les IMF ou mettent en œuvre directement des programmes de microfinance conformément à la réglementation en vigueur ;
- les ONG et autres structures d'appui apportent une assistance technique en favorisant les relations entre la clientèle et les IMF.

2.4.2.2. Gouvernement

Le Gouvernement de Madagascar met une politique favorisant l'efficacité des marchés financiers et aidant les Institutions de Microfinance à développer leurs offres. Des politiques de réforme du secteur financier (politique monétaire et fiscale), la modernisation de la législation bancaire, la privatisation des banques d'Etat, la coordination du développement de la Microfinance avec les intervenants sous la responsabilité du Ministère des Finances et du Budget (Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) 2013 – 2017), ont été engagées. Dans la dernière, le Gouvernement a approuvé en décembre 2012 la version finale de Document de Stratégie Nationale de Microfinance qui fait suite à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Microfinance (SNMF) 2008 – 2012 qui elle-même était la continuité de la

SNMF 2004 - 2007. Elle a pour objectif ultime de permettre un meilleur accès à une diversité de produits et services financiers pour la population. Elle marque un tournant dans le développement de ce secteur, puisqu'elle cherche prioritairement à répondre aux besoins de services financiers de la population, plutôt que de se concentrer sur la structuration des institutions.

Il met aussi un cadre de libre marché : Le Gouvernement a décidé de permettre le développement des Institutions de Microfinance dans un cadre de libre marché sans imposer de contraintes particulières sur la fixation des taux d'intérêt. Les programmes d'assistance des Bailleurs sont harmonisés afin d'éviter les dédoublements et assurer la présence des divers éléments nécessaires au développement de la Microfinance.

Enfin, le Gouvernement joue pleinement ses prérogatives absolues de garant institutionnel dans le développement des équilibres macro-économiques, de la sécurisation des dépôts, des voies de recours juridiques et du développement ainsi que de l'expansion de la microfinance.

2.4.2.3. Bailleurs de fonds

Les bailleurs de fonds fournissent davantage d'appui technique aux IMF et en cas de besoin, des ressources financières, sur la base des plans d'affaire des IMF notamment.

Les interventions les plus significatives sont :

- le Projet microfinance de la Banque Mondiale exécuté par l'Agence d'Exécution du Projet Microfinance (AGEPMF) est un Prêt Programme Evolutif qui comprend trois phases s'étendant sur une période de 15 ans et visant : l'amélioration du cadre juridique, judiciaire et réglementaire des IMF ; la mise en place de six réseaux régionaux d'IMF ; le renforcement des capacités de microfinance, dont la formation ; L'actuelle phase a bénéficié plus d'un montant de 16,4 millions de dollars US.

- les appuis financiers de l'Agence Française de Développement (AFD) au secteur concernent trois institutions CECAM, ADéFi et Vola Mahasoa. Le budget total de cet appui est de 6,8 millions d'Euros répartis à raison de 3,6 millions pour le réseau CECAM et 1,6 million pour chacun des deux autres réseaux.

- les appuis de l'Union Européenne à travers des lignes de refinancement au réseau CECAM (8 millions d'Euros) et à Vola Mahasoa (85 000 Euros).

- les interventions du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) en matière de finance rurale se font à travers ses projets de développement. Exemples :

    - Projet d'Amélioration et de Développement Agricole dans le Nord-Est (PADANE) de 1996 à 2004, d'un montant de 16,9 millions de dollars US. Le volet microfinance de ce projet est exécuté par DID (Développement International Desjardins) qui a aidé à la mise en place dans la zone du projet, d'un réseau de caisses OTIV ;
    - Projet de Mise en Valeur du Haut Bassin du Mandare du 31 janvier 2001 au 31 décembre 2007, d'un montant de 23 millions de dollars US.

- Le projet de réhabilitation du Périmètre du Bas-Mangoky de la Banque Africaine de Développement (BAD) doté d'un volet microfinance exécuté par le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche).

Derrière plusieurs de ces études se trouvent un autre fondement théorique de cette étude, un débat qui oppose les partisans des approches institutionnalistes à celui de Welfariste qui produit un impact crucial pour le futur de la MF.

Les bailleurs de fonds interviennent intensivement à Madagascar pour le développement des Institutions de Microfinance. Plusieurs réseaux bénéficient de leurs appuis et aideront à créer d'autres réseaux dans des zones non encore couvertes.

Les principaux Bailleurs de Fonds de la microfinance sont :

- La Banque Mondiale
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU)
- L'Union Européenne
- L'Agence Française de développement (AFD)
- L'United States Agency for International Development (USAID)

2.4.2.4. Les organismes techniques spécialisés :

À part les moyens financiers, la mise en place de caisses de base et des structures de fonctionnement d'Institutions de Microfinance requiert une expertise technique appropriée. Raison pour laquelle, chaque institution est généralement assistée par un organisme technique spécialisé en matière d'implantation et de développement de structure micro-financière. Les

appuis concernent notamment la mise en place des instruments de gestion et de contrôle en vue de rechercher viabilité et pérennité à terme.

Quatre organismes interviennent actuellement à Madagascar :

- Centre International de Développement et de Recherche (CIDR)
- Développement International Desjardins (DID)
- Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre (FERT) et International de Crédit Agricole et Rural (ICAR)
- Institut de Recherche Appliquée au Management (IRAM)

2.4.2.5. Les associations professionnelles

Il s'agit de :

- l'Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes (APIFM)
- l'Association des Institutions de Microfinance Non Mutualistes (AIM)

2.4.3. La politique nationale de la microfinance à Madagascar :

En 1999, avec l'appui de la Banque Mondiale, le Gouvernement malgache s'est engagé, dans une "Déclaration de politique de développement de la microfinance" (DPDM), à maintenir un environnement macroéconomique stable, un cadre légal, réglementaire et institutionnel favorable au développement du secteur. Un objectif prioritaire de cette politique vise à étendre les services de microfinance à l'ensemble du territoire. Les grands principes de cette politique concernent entre autres les domaines suivants : libre fixation des taux d'intérêt (absence de plafonnement), formation, réglementation, assistance technique, refinancement et coordination nationale.

Ensuite, le Programme de mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat (PGE) en 2002 préconise des mesures d'appui au secteur financier ainsi que le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de 2003 reconnaît le rôle des IMF dans le financement rural et dans le cadre de la réduction de la pauvreté.

Tableau 1 : **Quelque points de repère de la Stratégie Nationale de la Microfinance**

Août 2003	Diagnostic et état des lieux du secteur de la microfinance
Juin 2004	Document de la SNMF (2004-2009) approuvé par le Gouvernement
Oct. 2004	Mise en place du Comité de Pilotage de la mise en œuvre de la SNMF
Mars 2005	Table ronde des Bailleurs de Fonds du secteur
Sept 2005	Nouvelle loi de la microfinance (2005 – 016 du 29/09/2005)
Déc. 2006	Décret d'application de la nouvelle loi
Oct. 2007	Evaluation à mi-parcours et alignement au MAP
Nov. 2008	Document de la SNMF (2008-2012) approuvé par le Gouvernement
2008-2012	Mise en œuvre du plan d'actions de la SNMF
Juil. 2012	Evaluation finale de la SNMF
Sept. 2012	Formulation de la nouvelle Stratégie Nationale de la Finance Inclusive – SNFI/2013-2017

Source : Rapport de la mission d'évaluation finale de la Stratégie nationale de microfinance SNMF 2008-2012 de Madagascar

2.4.3.1. Le regard de la Stratégie nationale de microfinance selon les acteurs

La stratégie constitue un "ensemble d'objectifs opérationnels choisis pour mettre en place une politique préalablement définie". Ainsi, sur la base de la politique nationale de microfinance, la stratégie nationale de microfinance (SNMF) définit les objectifs opérationnels, les modalités de mise en œuvre, et de mesure des performances et des impacts.

Les aspects opérationnels ainsi que le chronogramme sont traduits dans un plan d'actions avec les engagements des différents acteurs. La SNMF doit en outre être articulée notamment avec les stratégies suivantes visant : la promotion du secteur financier, le développement rural, le développement urbain, la promotion des micro et petites entreprises, la réduction de la pauvreté.

La SNMF devrait répondre aux attentes des différents acteurs :

- pour les Institutions de Microfinance et leur clientèle : il s'agit, de la reconnaissance de leur profession, de la professionnalisation du secteur, de l'application des bonnes pratiques, de la mise en œuvre d'un cadre politique et réglementaire adéquat, afin de développer une offre pérenne, viable et en expansion des produits et services financiers ;

- le Gouvernement et ses ministères concernés voient dans la SNMF un cadre concret d'appui à la stratégie de promotion des micro et petites entreprises, d'appui au développement et de réduction de la pauvreté et de mobilisation des ressources internes et externes pour le développement ;

- la Banque Centrale, voit dans la SNMF une approche concertée des acteurs visant au développement d'un secteur réglementé avec des institutions s'insérant dans le paysage bancaire et financier, contribuant ainsi à l'intégration des marchés financiers nationaux voire sous – régionaux ;

- les bailleurs de fonds considèrent la SNMF comme un cadre de mise en cohérence et d'augmentation de l'efficacité de leurs interventions et d'application des bonnes pratiques internationalement reconnues visant à la promotion d'IMF viables et pérennes.

2.4.3.2. Les stratégies nationales à travers le temps

a- Le Document de Stratégie Nationale de la Microfinance 2004-2009 :

Les années qui suivent ont vu les efforts du gouvernement s'affermir davantage pour permettre à la microfinance d'accomplir la mission d'offrir des services financiers à la population déshéritée. En 2004, le Document de Stratégie nationale de la microfinance (SNMF) a été définie (2004-2009). Le DSNMF se propose notamment de « rassembler les acteurs autour d'actions aptes à renforcer le secteur et à le développer. Son objectif est de disposer d'un secteur de la microfinance professionnel, viable et pérenne, intégré au secteur financier, diversifié et innovant, assurant une couverture satisfaisante de la demande du territoire et opérant dans un cadre légal, réglementaire, fiscal et institutionnel adapté et favorable ». Elle précise le rôle des différents intervenants, les activités à entreprendre et le budget y afférent.

Pour l'atteinte de cet objectif, la Coordination nationale de la microfinance (CNMF) a été instituée au Ministère des Finances. Elle s'est vu confier la mission d'assurer la coordination de la politique générale du gouvernement en matière de microfinance, la promotion du secteur et le suivi des activités de ses intervenants. Au sein de la CNMF, est constitué un comité de pilotage qui est une plateforme d'observations et de débats pour améliorer les conditions de développement de la microfinance. Les représentants des institutions de microfinance (IMF), à travers leurs associations professionnelles, le ministère chargé de l'agriculture et de l'élevage, le ministère chargé des finances, les bailleurs de fonds et la CSBF constituent les membres du comité de pilotage.

b- La Stratégie Nationale de la Microfinance 2008-2012

Cette stratégie a pour vision de « disposer d'un secteur de microfinance professionnelle, viable et pérenne, intégré au secteur financier malagasy, offrant des produits et services financiers diversifiés et innovants à la population urbaine et rurale, tout en assurant une couverture satisfaisante de la demande sur l'ensemble du territoire et opérant dans un cadre légal, réglementaire, fiscal et institutionnel adapté et favorable »[70].

Tableau 2 : **Les grands objectifs visés par la SNMF 2008-2012**

Indicateurs	**Année 2012**
Nombre de ménages	4 280 834
Nombre de clients/membres	856 000
Taux de pénétration	13%
Crédits octroyés (milliards MGA)	227,5
Encours de crédit (milliards MGA)	162,4
Encours de dépôts (milliards MGA)	98,6

Source : Rapport de la mission d'évaluation finale de la Stratégie nationale de microfinance SNMF 2008-2012 de Madagascar

Selon ce rapport d'évaluation, des efforts ont été réalisés pour sa mise en œuvre mais la crise a eu des répercussions sur la mobilisation des ressources et la réalisation des activités prévues. En effet, le financement du projet MCA qui aurait dû couvrir plus de la moitié du budget de SNMF n'a pas été octroyé, les partenaires ont arrêté leurs interventions. Toutefois, le marché de la microfinance a été très dynamique et les réalisations étaient largement au-dessus des attentes.

c- Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) 2013 – 2017

La stratégie a inclus la notion de la finance inclusive. Les principes qui guident la finance inclusive ont été les suivants :

- Considération de tous les besoins de services financiers de la population ;

[70] SNMF 2008-2012

- Établissement de la stratégie en fonction d'une réponse aux besoins de la demande ;
- Considération de tous les acteurs qui peuvent offrir ces services ;
- Appui aux structures pouvant répondre à la demande.

Dans le contexte malagasy, l'application de ces orientations ont été faite progressivement. En effet, le secteur de la microfinance s'est développé avec un certain retard par rapport à bien d'autres pays du continent. Même si le secteur a acquis une plus grande maturité, pour certains aspects, il reste fragile et des consolidations sont encore nécessaires. Cette stratégie nationale de la finance inclusive devait donc constituer un passage d'une approche basée sur la structuration du secteur (de l'offre) à celle axée sur le développement des marchés pour satisfaire la demande. On retrouverait donc dans cette stratégie des mesures qui cherchent à exécuter ce virage, tout en préservant les acquis. Ceci implique que les institutions de microfinance devaient prendre conscience de la nécessité dans les prochaines années de se consolider et de procéder à des modernisations et des transformations. Elles devaient également se responsabiliser davantage par rapport à leur consolidation et leur professionnalisation.

d- Stratégie Nationale de l'Inclusion financière à Madagascar 2018-2022

Une nouvelle Stratégie Nationale d'Inclusion Financière à Madagascar[71] (SNIM, 2018-2022) vient d'être validée cette année 2018. Celle-ci vient se rajouter aux différentes stratégies mises en œuvre pour un meilleur accès de la population aux services financiers. Conçue d'une manière inclusive, la SNMI a été présentée le 22 février 2018 aux acteurs financiers constitués, entre autres, d'associations professionnelles, de représentants des Partenaires Techniques et Financiers, de représentants des institutions financières et de hauts responsables de différents ministères. Une rencontre organisée par le MFB à travers le Service de la Coordination Nationale de la Finance Inclusive - rattachée à la Direction des Opérations Financières du Trésor Public - afin de recueillir les dernières observations des acteurs financiers avant que le document ne soit publié. Une période qui a par exemple été marquée par le développement de l'offre de produits et de services financiers, par l'adoption de la loi 2016-056 sur la monnaie électronique et les établissements de monnaie électronique et par une meilleure coordination et un plaidoyer efficace du secteur de la finance inclusive à Madagascar.

[71] Direction Générale du Trésor, 2018

2.4.3.2. L'IMF et la réduction de la pauvreté

À Madagascar comme 70 % de la population qui vivent de l'agriculture dont les cultures vivrières, recouvrent la grande partie de l'exploitation. Par conséquent, la promotion dans les financements ruraux à travers la microfinance est l'un des outils importants pouvant contribuer à :

- l'atteinte des objectifs de Développement durable ;
- la réduction des démunis ;
- l'augmentation de l'épargne et de la valeur nette ;
- l'expansion de l'activité entrepreneuriale ;
- l'amélioration de situation des femmes et des qualités de vie des familles telle que : leur revenu monétaire augmente, une meilleure nutrition, l'augmentation des taux de scolarisation ;
- la création d'emploi ; etc.

De plus, les IMF à Madagascar disposent des nombreux forces et opportunités à motiver qui facilitent les actions à l'atteinte de ces objectifs :

- Le gouvernement qui est conscient l'importance du secteur ;
- La décision du gouvernement de faire de la microfinance un instrument pour réduire la pauvreté ;
- Des zones réclament des services de microfinance et des investisseurs et des banques motivées par l'intérêt croissant pour le financement du secteur ;
- Un secteur bénéficiant d'une subvention du bailleur de fond ;
- un fort potentiel de croissance : demande saturé et peu couverture des zones rurales ;
- diversité des approches et méthodologies d'intervention ;
- L'effort constaté dans la microfinance sur la formation des agents pour que ses clients sachent de faire face aux crédits que le secteur offre.
- Le progrès constaté sur l'ajustement du secteur dans le cadre légal et de normes institutionnels ;
- Renforcement de la sécurité du secteur ; etc.

2.4.4. Cadre légal, réglementaire, organisationnel et institutionnel :

2.4.4.1. Cadres légal et réglementaire

Conformément à la loi n° 95-030 du 22 février 1996 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit dite « loi bancaire », la présente loi vise en premier lieu à définir les « activités de microfinance » (articles 3 à 7). En deuxième lieu, elle vise à préciser les caractéristiques des opérations que peuvent effectuer les « institutions de microfinance », une nouvelle catégorie d'établissement de crédit à insérer dans la loi bancaire en englobant les IMFs mutualistes (IFM) et institutions financières non mutualistes (IFNM). Ces opérations, dites « activités de microfinance » comprennent : l'octroi de microcrédits, la collecte de l'épargne et les services connexes à la microfinance.

Le cadre légal et réglementaire des IMF s'intègre dans le dispositif global applicable aux banques et établissements financiers à Madagascar. Ce dispositif fait référence à la loi bancaire n°95-030 du 25 février 1995 qui a institué 5 catégories d'établissements de crédits selon les activités exercées :

- les banques territoriales ;
- les banques extraterritoriales ;
- les établissements financiers ;
- les Institutions Financières Mutualistes (IFM) ;
- les Institutions Financières Spécialisées.

Créée dans le cadre de la loi bancaire, la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) est un organisme indépendant ayant pour mandat de veiller au bon fonctionnement des établissements de crédit, de vérifier le respect par ces établissements de crédit des dispositions qui leurs sont applicables et de sanctionner les manquements constatés.

En particulier, la CSBF examine les conditions d'exploitation des établissements de crédit, s'assure de la qualité de leur situation financière et contrôle le respect des règles de bonne conduite de la profession. Le 04 septembre 1996 fut adoptée une deuxième loi (loi 96-020) portant activités et contrôle des institutions Financières Mutualistes (IFM). Deux décrets de 1998 (n°98-085 et n°98-127 de février 1998) viendront compléter le dispositif. Ils ont trait respectivement à la réglementation des établissements de crédit autres que les IMF et au capital minimum des établissements de crédit.

2.4.4.2. Cadres organisationnel

Soumettre les institutions à un même régime en matière du suivi et de contrôle constitue une entrave à l'activité et à l'épanouissement des plus petites initiatives.

La microfinance à Madagascar présente trois catégories d'Etablissements de crédits : les institutions de microfinance (IMF) proprement dites, les banques territoriales et la catégorie établissement financier. Plus précisément, le secteur se constitue par :

- trente (30) IMF autorisées, au sens de la loi 2005-016, dont :

  - quatorze (14) IMF 1 non mutualistes : MAMELASOA, CEFOR, VAHATRA, MAMPITA, SOAHITA, HARDI-FINANCE, MUTUA FIDE MICROFINANCE, TITEM, ORDIMIC, AGRICRED, VATSY, ODRD, APEM PAIQ S.A., PAPM/CDA ;

  - huit (8) IMF 2 mutualistes : MECI, OTIV DIANA, OTIV TANA, OTIV SAVA, OTIV Alaotra Mangoro, FIVOY, OTIV ZONE « LITTORAL », TIAVO ;

  - quatre (4) IMF 2 non mutualistes : FI, EAM FINANCES Sarl, VOLAMAHASOA, MADA CREDITO ;

  - trois (3) IMF 3 non mutualistes : SIPEM, ACEP Madagascar, PAMF ;

  - une (1) IMF 3 mutualiste : CECAM ;

- trois (3) banques territoriales : BOA Madagascar, Accès Banque Madagascar (ABM), MICROCRED ; et

- un (1) établissement financier : IFRA.

La loi n°16-2005 est basée sur une classification des institutions de microfinance (articles 14 à 17) selon leurs niveaux. La loi distingue trois niveaux progressifs d'IMFs (IMFs 1 à 3) que ces institutions soient à caractère mutualiste ou non. Plus le niveau d'un IMF est élevé plus ses opérations sont complexes, c'est-à-dire les institutions de plus haut niveau ont des ressources, d'organisation, de degré d'institutionnalisation et de contrôle développés.

Aussi, le niveau de contrôle des établissements de crédits par les autorités compétentes est aussi fonction de ce niveau d'institution. En effet, plus le niveau d'un IMF est élevé plus ses activités complexes sont ses activités, elles peuvent par exemple collecter des épargnes. Donc un contrôle assez strict lui est assigné pour la sécurisation du secteur financier et la protection des déposants.

Concernant la collecte de l'épargne, une distinction est faite entre les IMFs à caractère mutualiste qui ne peuvent pas collecter les dépôts du public, et les IMFs non mutualistes qui le peuvent sous certaines conditions. Ces dernières peuvent recevoir des dépôts du public si elles bénéficient d'un agrément au niveau le plus élevé (IMF 3) ou, lorsqu'elles sont au moins en niveau 2 et qu'elles sont constituées sous forme de société anonyme à capital fixe comportant plusieurs actionnaires.

Seront analysés ici, les articles 14, 15 et 16 de la loi n°16-2005 portant la règlementation d'accès aux niveaux.

Aux IMF de niveau 1 qui sont considérées comme à risques mineurs, étant donné la taille réduite de leurs opérations, une « licence » est accordée et l'intervention de la CSBF se limite à s'assurer de l'existence d'une structure légère de gouvernance et de la régularité des opérations bancaires. En raison de la faiblesse de leur taille et de la limitation de leur activité à certains types de dépôts à leurs membres, les IMFs 1 doivent prévoir un système de contrôle satisfaisant en vue de l'obtention d'une « licence » par l'autorité de supervision des établissements de crédit, acte qui leur permet de se livrer à leurs premières activités.

Selon l'article 14 de cette Loi, les IMF 1, à caractère mutualiste ou non mutualiste, octroient des microcrédits à court et moyen termes dans la limite du plafond fixé par instruction de l'autorité de supervision des établissements de crédit. Elles ne peuvent pas collecter de dépôt du public. Elles peuvent effectuer des prestations de conseil et de formation à leur clientèle. Elles opèrent selon une structure de fonctionnement et de contrôle simplifiée avec un dispositif de contrôle.

Pour les IMF 2 et IMF 3, elles doivent obtenir l'« agrément » de la CSBF préalablement à l'exercice de l'activité et sont soumises à la supervision de celle-ci. Les IMF classées dans ces deux niveaux se distinguent par la taille respective de leurs opérations ainsi que par la structure de leur gouvernance et le degré de professionnalisme de leur gouvernant. Toutefois, les IMFs de niveau 2 sont à compétences et risques moyens alors que les IMFs de niveau 3 sont dotées d'une assise financière et de compétences techniques avérées, proches de celles des banques traditionnelles. La nature de leurs opérations les classe dans la tranche supérieure de la microfinance.

Au-delà d'un certain seuil fixé par instruction, l'autorité de supervision des établissements de crédit, actuellement CSBF, peut exiger le passage dans la catégorie supérieure afin de mettre les contraintes réglementaires en adéquation avec les risques auxquels

s'expose l'institution. Pour cela, le texte prévoit un régime adapté pour l'accès à la profession (c'est à-dire accès à la création d'une institution) et pour le contrôle.

- Ainsi, selon l'article 15 de ladite loi les IMF 2, à caractère mutualiste ou non mutualiste, octroient des crédits à court et moyen termes dans la limite des plafonds fixés par instruction de l'autorité de supervision des établissements de crédit. Les IMF 2 mutualistes ne peuvent pas collecter de dépôt du public tandis que les IMF 2 non mutualistes peuvent recevoir des fonds du public lorsqu'elles sont constituées sous forme de société anonyme à capital fixe à plusieurs actionnaires.

Les IMF 2, à caractère mutualiste ou non mutualiste, peuvent effectuer toutes les opérations connexes à la microfinance prévues à l'article ci-dessus. Elles sont dotées d'un dispositif de contrôle interne et externe. Elles sont tenues de respecter les règles de gestion et les normes prudentielles définies par l'autorité de supervision des établissements de crédit correspondant à leur niveau de classification.

- Selon l'article 16, les IMF 3, à caractère mutualiste ou non mutualiste octroient des crédits à court, moyen, et long termes dans la limite des plafonds fixés par l'autorité de supervision des établissements de crédit. Les IMF 3 mutualistes ne peuvent pas collecter de dépôts du public tandis que les IMF 3 non mutualistes peuvent recevoir des fonds du public lorsqu'elles sont constituées sous forme de société anonyme à capital fixe à plusieurs actionnaires. Elles peuvent effectuer toutes les opérations connexes à la microfinance prévues à l'article 6 de la loi des finances 2008 et opèrent avec une structure de fonctionnement et de contrôle développé. Elles sont aussi tenues de respecter les règles de gestion et les normes prudentielles correspondantes à leur niveau de classification définies par l'autorité de supervision des établissements de crédit.

Le tableau ci-après synthétise les opérations autorisées selon les trois niveaux d'IMF prévus par la loi.

Tableau 3 : Opérations autorisées selon les niveaux d'IMF

Opérations autorisées	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
EPARGNE			
Mutualistes	Limitée aux sociétaires pour les IMF 1 mutualistes Max : 500 000 MGA	Restreinte aux membres pour les IMF 2 mutualistes Pas de plafond	Restreinte aux membres pour les IMF 3 mutualistes
Non mutualistes	Interdite pour les IMF 1 non mutualistes à l'exception de l'épargne obligatoire liée aux crédits	Autorisée pour les IMF 2 non mutualistes constituées sous forme de SA Pas de plafond	Autorisée pour les IMF 3 non mutualistes constituées sous forme de SA
CREDIT			
Mutualistes	Micro crédit à court terme uniquement Individuel Max 1 500 000 MGA pour les IMF1 mutualistes Groupe Max 6 000 000 MGA pour les IMF1 mutualistes	Autorisé Crédit à court et moyen terme Max 5 000 000 MGA pour 30% du portefeuille > 15 000 000 MGA pour 10% du portefeuille	Autorisé Crédit à court, moyen et long terme Max 15 000 000 MGA pour 30% du portefeuille > 60 000 000 MGA pour 10% du portefeuille
Non mutualistes	Individuel Max 3 000 000 MGA pour les IMF1 non mutualistes Groupe Max 12 000 000 MGA pour les IMF1 non mutualistes		
SERVICES CONNEXES			
Mutualistes et non mutualistes	Limités aux prestations de conseil et formation à leur clientèle	virement interne pour le compte des clients, location de coffre fort, prestations de conseil et de formation, virements de fonds non libellés en devises avec les établissements de crédit habilités à effectuer ces opérations à Madagascar	

Source : Rapport de la mission d'évaluation finale de la Stratégie nationale de microfinance SNMF 2008-2012 de Madagascar

2.4.4.3. Cadre institutionnel [72] :

a- La Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) :

Organe de Contrôle et de supervision, la CSBF est instituée pour veiller au bon fonctionnement des établissements de crédit et vérifier le respect par ces établissements des dispositions qui leurs sont applicables et ainsi que pour sanctionner les manquements constatés.

b- Le Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Le MFB assure la tutelle globale et exclusive de la gestion des projets et programmes en microfinance. Il est chargé de la régulation, de la surveillance et de la promotion du secteur

[72] Source : Rapport de la mission d'évaluation finale de la Stratégie nationale de microfinance SNMF 2008-2012 de Madagascar

en utilisant la stratégie nationale de la microfinance comme seul cadre de référence et de pilotage du secteur de la microfinance, tant lors de la conclusion des partenariats bilatéraux ou multilatéraux que lors de l'appréciation qui est faite de l'accès des populations démunies aux services financiers de base.

c- La Coordination Nationale de la Finance Inclusive (CNFI) :

Appelée auparavant CNMF, c'est un organe de tutelle, mise en place depuis 2004 au sein du Ministère des Finances et du Budget et rattachée à la Direction Générale du Trésor, la CNFI assure la coordination de la politique générale du Gouvernement en matière de microfinance et de promotion du secteur, le suivi des activités et des opérations des intervenants et l'évaluation des performances des programmes tout en apportant une attention particulière à la réflexion générale sur le secteur.

d- Le Comité de Pilotage :

En veilleuse depuis l'avènement de la crise en 2009, son rôle aurait consisté à assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'actions de la SNMF, de proposer des mesures d'adaptation et de conduire des réflexions thématiques.

e- Le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI) :

Le MINAGRI a surtout un rôle d'appui technique dans la réflexion sur la mise en place des produits et services adaptés aux besoins des populations rurales, la recherche et la mise à disposition du secteur des financements appropriés pour l'extension des Institutions, l'expérimentation et la mise en œuvre de mécanismes innovants de la maîtrise des risques, notamment des produits financiers liés à l'agriculture, la mise en relation des IMF avec des grands projets et programmes et la mise en place concertée de fonds de garantie pour les institutions.

f- Les Partenaires Techniques et Financiers

Qui apportent leur soutien au secteur de la microfinance sont, par ordre alphabétique, les suivants : l'AFD, la Banque Mondiale, la Banque Africaine du Développement, le FIDA, le PNUD, l'UNCDF et l'Union Européenne. Il convient de souligner cependant qu'en raison de la crise, les PTF n'ont pas pu fonctionner normalement et certains d'entre eux ont dû moduler leurs appuis en conséquence.

CONCLUSION PARTIELLE

Dans la première section de ce deuxième chapitre, nous avons essayé de répondre à la question : « quelle est la raison d'être de la microfinance, compte tenu de l'existence des banques traditionnelles ? ».

L'approche traditionnelle évoque la notion de coûts de transaction, l'asymétrie d'information et un outil de développement pour justifier la raison d'être de la microfinance :

- Les coûts de transaction sont élevés pour les individus défavorisés, c'est pourquoi la finance formelle les exclut de ses sphères d'intervention. Les IMF utilisent souvent la technique de proximité pour réduire ces coûts.
- La collecte des informations auprès des individus défavorisés est souvent difficile, ce qui conduit à l'asymétrie d'information et à l'abandon de ce groupe par les banques traditionnelles. Les approches adoptées par les IMF permettent de réduire cette asymétrie d'information.
- Enfin, la microfinance est un instrument de développement. L'objectif principal de la microfinance pour ses services financiers ou non financiers est d'améliorer les conditions de vie matérielle et sociale de ses clients pour atteindre les objectifs de l'OMD.

Une nouvelle approche évoque la gestion des risques (risques financiers, risques opérationnels, risques liés aux producteurs) et la fourniture de service de participation pour justifier la raison d'être de la microfinance ;

- Il faut avoir une structure financière adéquate : afin de gérer les risques imprévus et les coûts y afférents, une IMF pourra identifier les risques les plus courants et les plus coûteux, et se préparer ainsi à y faire face ;
- Les IMF ne se présentent que des entités qui s'occupent le financement seulement mais s'occupent également de l'encadrement des activités productives (une gamme de service non financier).

La particularité des IMF qui s'intéresse aux individus qui sont exclus du système financier traditionnel est également une raison pour justifier l'existence des IMF. La plupart de ces individus sont en général ceux qui n'ont pas des collatéraux.

En ce qui concerne la deuxième section, la microfinance est un intermédiaire financier qui s'occupe non seulement les individus défavorisés, mais également à tous ceux qui sont exclus du système financier traditionnel. Les produits offerts par les IMF ne se limitent pas au

crédit, des produits comme l'assurance, l'épargne, le transfert et la formation peuvent être octroyés par les IMF à leurs clients. Les IMF peuvent être mutualistes on non mutualistes. Les mutualistes sont des institutions "à base de membres". Le capital de ces institutions est constitué par des caisses primaires, rurales ou villageoises et qui ne pratiquent la collecte de l'épargne et l'octroi des crédits qu'à ses membres. Les non mutualistes sont toutes les institutions qui ont choisi une forme juridique autre que mutualiste, qui ont un statut particulier ou qui, à travers leurs activités financières classiques, ont un volet microfinance.

Quant à troisième section, nous avons effectué un état des lieux du secteur de la microfinance à Madagascar. Le secteur de la microfinance du pays est actuellement en plein essor. Selon les données de la « Coordination Nationale de la Microfinance », le nombre des clients des IMF augmente de 530 000 à 1 100 000 entre 2008 et 2013.

Les IMF mutualistes en activité actuellement sont au nombre de cinq. Elles sont implantées dans cinq provinces sur les six que compte le pays.

Les IMF non mutualistes sont nombreuses dans le pays, on compte 11 IMF non mutualistes dans le niveau 1, 3 dans le niveau 2 et enfin 2 dans le niveau 3.

Comme la microfinance est considérée comme un instrument de réduction de la pauvreté, d'autres acteurs comme le gouvernement et les bailleurs de fonds ont intervenu dans ce secteur.

Le dernier suivant se focalise sur les débats autour de la microfinance. Ces débats tournent autour de l'objectif que devrait fixer la microfinance : social ou stabilité ?

CHAPITRE 3 : FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE

Ce chapitre est le noyau théorique de cette étude, c'est dans ce chapitre que les fondements théoriques de cette étude sont construits. Nous essayons ainsi dans ce chapitre de justifier si notre objectif principal dans cette thèse a une raison d'être sur le plan théorique et empirique. Derrière la microfinance, il y a toujours la question d'instrument de réduction de la pauvreté. En ce moment, la microfinance a-t-elle atteint son objectif de réduire la pauvreté ? De débats théoriques et empiriques sont nées pour répondre à cette question. L'objectif de ce chapitre est de présenter ces débats et d'en faire sortir ensuite notre méthodologie pour savoir si, à Madagascar, la microfinance est-elle vraiment un outil de réduction de la pauvreté, ou plutôt elle est seulement un instrument d'inclusion financière.

3.1. FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE SELON LES POINTS DE VUE

3.1.1. Le point de vue de la microfinance selon l'approche adoptée : Débat entre « institutionnalistes » et « welfaristes »

Suite aux échecs des politiques macroéconomiques du type « top-down » du genre programmes d'ajustements structurels dans les pays en développement dans les années 80, Le mécanisme de microcrédit conçu par M. Yunus a pour objectif de renverser ces barrières par des solutions au niveau microéconomique (de proximité) tout en finançant des pauvres par des projets d'autofinancement qui génèrent des revenus (Snow et Buss, 2001), redonnent de la dignité aux pauvres et les autonomise à travers leur propre succès (Yunus, 1997). Les études et les débats qui opposent l'approche welfariste (dite aussi de bien-être social) de l'approche institutionnaliste sont d'une importance capitale du fait que ils constituent « un impact crucial pour le futur de la microfinance -les principes qui la guident, ses objectifs, ses clients et son impact sur les pauvres et la pauvreté en général (Woller, Dunford et Woorworth, 1999).

Le terme microfinance fait référence aussi bien sur le types d'institutions (ONG, coopérative, programmes, banques commerciales), sur le type de bénéficiaires (exploitants agricoles, entrepreneurs, pauvres à la limite de la survie, etc.) que sur la pratique (prêts individuels, prêts solidaires, caisses villageoises).

Les IMF œuvrent dans des contextes variés. Ainsi, Quelle est l'approche et philosophie pratiquée pour le cas de Madagascar ?

3.1.1.1. L'approche welfariste (ou de bien-être social)

Pour l'approche welfariste (ou de bien-être social), c'était vers 1998 que les adeptes répliquent par rapport à cette approche qui était contraire aux mouvements de départ de la microfinance. Cette approche est surtout focalisée sur les bénéficiaires c'est-à-dire les plus pauvres et non sur les institutions et leur objectif est surtout la sortie de la pauvreté.

Leur position s'articule autour des écrits de Jonathan Morduch (1998, 1999, 2000) et de Gary Woller, Christopher Dunford et Warner Woodworth (1999), plus tard suivi par d'autres tel John Hatch, fondateur de FINCA International ou Anton Simanowitz (2002) directeur de Imp-Act, un consortium visant la promotion de la performance sociale des IMF, ainsi que Dunford (1998).

Ainsi, cette commercialisation de la microfinance risque de marginaliser les plus pauvres, d'abandonner les zones rurales au profit des zones urbaines. Grameen Bank, BRAC et FINCA sont de types social et fortement subventionnée, mais aussi, CARE, la Croix rouge ou United Ways.

Les hypothèses des institutionnalistes qui se basent sur la viabilité financière affirment que : « l'autosuffisance financière est atteignable pour plusieurs ou la plupart des IMFs et que ces dernières peuvent maintenir leur engagement à servir les très pauvres tout en dégageant les retours sur investissement nécessaire pour satisfaire leurs investisseurs ». Toutefois, des preuves avancées pour les démontrer sont peu convaincantes.

Les welfaristes se fondent sur la théorie de responsabilité sociale vis-à-vis de la clientèle afin de répondre à ses attentes. Cette école de pensée évalue la performance de l'IMF du point de vue du client à travers la portée sociale et l'analyse d'impact : elle cible les plus pauvres abandonnés par les Institutionnalistes qui ne préoccupent que l'étendue de leur opération. Leur prêt donné à ces pauvres n'a pas de conséquence à leurs vies. Donc le but de cette approche est que les très pauvres, non desservis à cause du cout de transaction trop chère pour eux, ou servis mais petit prêt, échappent à la pauvreté à long terme en prêtant des petites sommes suffisantes à petites intérêts à eux afin de donner à eux une auto emploi.

Pour l'Institutionnaliste, la viabilité de l'IMF découle de l'autosuffisance financière. Mais pour le Welfariste, la viabilité serait la conséquence de la capacité d'un programme à produire un résultat suffisamment valorisé par ses bénéficiaires et ses comandataires de telle façon qu'il reçoit assez des ressources pour continuer leur production. L'autosuffisance financière n'est pas nécessaire pour eux. Ils mettent en doute sur son atteignable et son existence

(elle peut être servie pour tirer des profits par les institutionnalistes). De plus, elle peut entrainer un risque de ne pas toucher les zones démunis. Le cout de transaction risque d'être chère, plus particulièrement pour les démunis, à cause des profits tirés pour satisfaire les donneurs qui doivent couvrir par les IMF qui couvrent à son tour ses couts et ses intérêts qui augmentent aussi à cause de la difficulté d'accès à ces zones. De plus, l'autosuffisance financière n'est pas un moyen mais une fin qui étant l'amélioration de bien-être des populations.

Donc, cette école de pensée prône une offre des services financiers à des taux d'intérêt relativement faibles et un large recours aux subventions. Les tenants de l'approche welfariste s'appuient sur un argument relatif à la qualité des donateurs et la capacité à dégager des profits qui peuvent attirer le capital privé, et à continuer peu à peu à leur production, que de penser à l'autosuffisance financière, pour que le cout de transaction est léger aux démunis et ils sont bénéficient l'accès au crédit ce qu'il faut.

L'IMF réponde aux visions Welfariste sont des institutions de type familiale (ou social), basée sur l'offre de crédit « bon marché » c'est à dire du crédit basé sur les subventions de l'Etat, d'organismes et de pays donateurs. Elle vise à proprement l'équité sociale et tente de soulager immédiatement le fardeau quotidien de la pauvreté, comme premier pas aidant les gens à échapper à la pauvreté à long terme. À ceux qui feraient de viser des clients composés des plus pauvres des pauvres et le but visé est leur auto emploi. Or bien qu'ils insistent sur la rationalité de la gestion des ressources, ils n'éliminent pas les IMF produisent plus de résultat que l'institution social et on le subventionne en fonction du cout et des bénéfices que cela implique et des études suggèrent que la MF subventionnée se compare avantagées aux autres programmes de réduction de la pauvreté. Elles sont composées essentiellement d'institutions solidaires, ONG ou coopératives.

Selon Morduch (2000), seuls 1% des IMFs seraient financièrement suffisantes. De ce fait, elles ont besoin des subventions des gouvernements et d'autres donateurs pour couvrir leurs charges.

Ils pourraient en effet conduire à une redéfinition des modes de lutte contre l'exclusion et d'aide au développement. Cette question a ainsi suscité une polémique au Canada, suite à la publication, au printemps 2007, d'un rapport du comité des affaires étrangères, révélant l'échec de la politique d'aide du Canada en Afrique. Selon ce rapport, alors que 12,4 milliards de dollars ont été accordés par le Canada en soutien aux pays d'Afrique, au cours des quarante dernières années, très peu de choses auraient été réellement accompli. Dans ce contexte, la microfinance

parce qu'elle nous livre la promesse d'une meilleure utilisation des fonds accordés à la lutte contre la pauvreté, mérite de susciter l'attention des chercheurs internationaux.

3.1.1.2. L'approche institutionnaliste

Pour l'approche institutionnaliste, elle vise à créer des institutions financières qui financent les bénéficiaires qui ne sont pas servis et ne le sont pas assez financés par le système financier formel (Woller, Dunford, 1999). La raison se base sur la viabilité du système qui finance les pauvres. Ainsi, les IMF devraient couvrir leurs coûts de production, être rentable pour pouvoir s'autofinancer. Ainsi la priorité est d'atteindre le plus grand nombre de pauvres et non les plus pauvres pour permettre d'avoir une économie d'échelles. Cette approche ne prime pas le ciblage des bénéficiaires pauvres ni l'étude d'impact qu'elle considère comme couteux aux institutions.

Cette approche se focalise : « (…) qu'un des objectifs primaires de la microfinance est l'approfondissement financier, la création d'un système séparé et viable d'intermédiation financière pour les pauvres. Leur approche de la microfinance en est une de « système financier », dans laquelle le futur de la microfinance est dominé par de nombreuses institutions œuvrant à grande échelle, à la recherche de profits, qui fournissent des services financiers de grande qualité à un grand nombre de clients pauvres ».

Cette approche évoluait surtout dans le milieu des années 90 et devenait un outil de développement. Elle était défendue par des écrits du Ohio State University Rural Finance Program (OSURFP), de la Banque Mondiale, de USAID, et du CGAP. On les reconnait surtout par les « meilleures pratiques » de la Microfinance. Des auteurs des écrits tels que Maria Otero (1999), présidente et CEO de Accion international, Elysabeth Rhyne (1998) ancienne USAID, actuellement chez Accion International, Margaret Robinson (2001) de la Banque mondiale, Elizabeth Littlefield (Littlefield et Rosenberg, 2004) du CGAP défendaient cette approche institutionnaliste. Ainsi, elle est devenue dominante du fait que les défenseurs se trouvaient dans les sites du pouvoir (USAID, BM, CGAP, Accion international, etc.)

Beaucoup des entreprises sont délaissées à cause, de l'insuffisance des capitaux des IMF subventionnées qui dépendent des donneurs avant de bouger et à leurs surnombres aussi. À telle attitude et à telle situation, l'IMF ne fait jamais une différence sur le développement. Soutenue par les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale et les Nations Unies, les institutionnalistes considèrent que la manière unique d'atteindre la grande majorité des pauvres est d'augmenter le mouvement de la microfinance à travers son intégration dans le système

financier formel. Ainsi, ils cherchent à inscrire les IMF à l'intérieur d'une logique de marché en insistant sur la volonté de la mise en place des systèmes de microfinance pérennes ainsi que sur la volonté de massification du crédit. Selon eux, une IMF qui veut s'inscrire dans la durée, en devenant structurellement dépendante de la subvention, risquerait d'être un programme sans lendemain mais le seul moyen est d'avoir les ressources financières dont on a besoin pour se concentrer sur l'efficacité économique et financière pour produire ce qui serait un développement économique et social.

De plus, les IMFs doivent non seulement être capables de couvrir leurs frais opérationnels et financiers grâce à leurs propres revenus d'activité mais elles doivent également être capables de dégager des profits, afin d'assurer leur viabilité financière et leur pérennité. En effet, les institutions de microfinance sont des structures capitalistes comme les autres, dont l'une des finalités est la recherche de la rentabilité. A l'appui de cette thèse, les sources de financement des institutions de microfinance subventionnées sont à la fois rares, limitées et instables. Elles mettaient les bénéficiaires dans une situation de dépendance à l'égard des financements extérieurs, ce qui est problématique car cette dépendance à l'égard des donateurs est considérée comme un obstacle à l'innovation des IMFs et à leur contribution à la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, les IMFs doivent nécessairement faire appel à des sources privées de capitaux pour satisfaire leurs besoins de financement.

Donc les Institutionnalistes veulent que les IMF, se multiplient et répandent sur tout coin des zones qui n'ont pas des zones de système financier, et sont de type pérennes qui visent objectivement l'atteint des nombreux clients dont les micro-entreprises sont les priorités, ce qui à terme, créera de l'emploi aux pauvres. En plus, les très pauvres sont également dans le projet des institutionnalistes, mais le mode de financement fonctionne d'une autre façon : il s'agit de partager des plus petits prêts à ces gens, d'un côté pour une gestion de risque et d'autre coté, pour atteindre des plus grands nombres.

Pour atteindre la pérennité des IMF, ils doivent aspirer à l'autosuffisance financière ou doivent, couvrir le coût de leur opération avec les revenus qu'ils produisent, de recourir aux sources privées (épargne, dettes commerciales, fonds propres et capital-risque) mais ne pas faire attendre que des aides pour bouger, ni dépendre aux donneurs qui retirent leur soutien en fonction de leurs intérêts changeants.

Pour stabiliser le coût de transaction, les institutions utilisent la technique de proximité. Les zones d'accès difficiles de population pauvre risquée et incertaine sont laissées. Atteindre

ces zones, demande plus de temps au personnel de l'institution financière et plus d'interaction avec les clients, ce qui implique des coûts supplémentaires qui peuvent augmenter le cout de transaction.

Grace à cette vision, Beaucoup des entreprises sont relancés et crées, beaucoup des gens ont des travails, les espaces touchés s'étendent grâce à la motivation des investisseurs motivés par qualité du portefeuille, le PIB d'une nation augmente, etc.

Selon Hulme (2000), les travaux sur la microfinance et la réduction de la pauvreté se classifient en trois groupes : les travaux optimistes, les travaux pessimistes et enfin, les travaux nuancés :

3.1.2. Le point de vue de la microfinance selon l'impact

3.1.2.1. Les optimistes

Les analyses dites optimistes sont celles qui concluent en un effet positif de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. Dans cette tendance, on relève, sans exhaustivité, les travaux de Holcombe (1995), Khandker (1998), Mosley et Hulme (1998), Zeller et Sharma (2000), Khandker (2003), Rosenberg (2010), Khandker et Samad (2013). Les analyses de Holcombe et Khandker s'intéressent principalement au cas du Bangladesh. Ces auteurs soutiennent au regard de l'expérience des Grameen Bank que la microfinance est un moyen efficace de réduction de la pauvreté.

Dans un cadre plus général, Mosley et Hulme (1998) constatent, en étudiant treize structures de microfinance dans les pays en développement que le revenu des ménages tend à croître, mais à taux décroissant. Par ailleurs, Zeller et Sharma (1998) observent que la microfinance peut aider les entreprises familiales à s'établir et à prospérer. De manière un peu plus nuancée, Khandker (2003) fournit l'évidence d'un effet positif de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. Il note cependant que ces effets se confinent au niveau des pauvres ayant accès aux services de la microfinance. Rosenberg (2010) arrive à la même conclusion que Khandker (2003). Dans une étude récente de Khandker et Samad (2013), les auteurs trouvent des effets positifs du microcrédit sur les revenues et la consommation.

3.1.2.2. Les pessimistes

La seconde vague de travaux, à défaut de fournir l'évidence d'un effet négatif de la microfinance sur la réduction de la pauvreté, doute de l'existence d'un effet positif. C'est le cas notamment des travaux de Burger (1989) qui montrent que la microfinance tend à stabiliser,

plutôt qu'à accroître les revenus et tend à préserver, plutôt qu'à créer des emplois. Dans le même temps, Buckley (1997), constate, à la suite d'une étude faite respectivement au Ghana, au Kenya et au Malawi, que l'accès au microcrédit n'exerce pas d'effet significatif sur la réduction de la pauvreté. Coleman (1999) quant à lui, effectue une étude sur 445 ménages en Thaïlande et constate que la microfinance ne permet pas de réduire la pauvreté, mais maintient au contraire les bénéficiaires dans un cycle d'endettement. Par ailleurs, Diagne et Zeller (2001) dans le cadre d'une étude faite au Malawi relèvent que l'accès au crédit a un effet positif sur la pauvreté, cependant cet effet est statistiquement non significatif. Enfin, l'étude menée par Okurut et Bategeka (2005) en Ouganda conclut au même résultat.

3.1.2.3. Les nuancés

Le dernier groupe d'analyses se trouve à cheval entre les deux précédentes vagues de travaux en ce sens que l'effet de la microfinance sur la réduction de la pauvreté est nuancé et conditionné par un ensemble de préalables. De manière spécifique ces analyses conditionnent les effets respectivement à la soutenabilité et à la profondeur de l'offre des services de microfinance. La soutenabilité renvoie à la capacité des institutions de microfinance à observer un rendement net des subventions reçues qui est à même d'égaliser ou d'excéder les coûts engrangés par la structure (coûts d'octroi de crédits, coûts administratifs). Selon des travaux de Navajas et al. (2000), des taux d'intérêt sur prêts positifs, à même de couvrir les frais administratifs et maintenir la valeur de l'équité en terme réel sont importants pour la soutenabilité. La profondeur quant à elle réfère à la capacité des services offerts à atteindre une frange de plus en plus large de la population des pauvres. Ainsi, la valeur et l'étendue des crédits et de l'épargne, le type de services financiers offerts, ainsi que le taux de croissance annuel des bénéficiaires sont autant d'indicateurs dont la valorisation accroît la profondeur.

Selon les travaux de Rhyne et Otero (1992), la combinaison de la profondeur et de la soutenabilité des services offerts améliore l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. En effet, comme le remarquent Yaron et al. (1997), lorsqu'une entreprise de microfinance satisfait aux exigences de soutenabilité et de profondeur, cela veut dire qu'elle élargit le marché financier de manière soutenable.

De manière spécifique, elle permet aux pauvres d'avoir accès à moindre coût à un éventail plus large de services d'épargne et de crédit. Parallèlement, des auteurs à l'instar de Hicksson (1999), montrent qu'il est difficile d'atteindre les plus pauvres, sans compromettre l'objectif de soutenabilité. Cette contrainte, associée à l'auto exclusion des plus pauvres, fait

que, comme le relèvent Simanowitz et Walter (2002), en moyenne, moins de 50 % des clients de structures de microfinance sont pauvres. Cette réalité est encore plus frappante lorsqu'on se réfère à la pauvreté non monétaire. Cette constatation est partiellement reprise par Shaw (2004) dans le cas du Sri Lanka. Elle relève ainsi que les gains des micro-entrepreneurs suite à un octroi de microcrédit sont fortement liés à leur revenu initial. En effet, les clients les plus pauvres font face à des contraintes géographiques, financières et socio culturelles qui les empêchent de s'insérer dans les activités de microentreprises les plus prometteuses. Ils s'orientent alors vers des activités à faible valeur ajoutée et aux perspectives de croissance faible.

Il importe de noter qu'au cœur de cette controverse, peu de cas est fait des caractéristiques individuelles du pauvre et de son environnement social. En effet, tout se passe comme si le simple fait d'allouer un crédit au pauvre traduit de fait une augmentation des actifs possédés et une réduction de son niveau de pauvreté

Nombreux sont les auteurs qui remettent en cause l'effectivité d'une telle linéarité. Buckley (1997) souligne ainsi que l'octroi d'un capital sous la forme de crédit ne suffit pas à observer un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Selon lui, il faut aller voir dans les conditions socioéconomiques et la psychologie du bénéficiaire du crédit. La qualité du réseau social, la forme de l'organisation, la disponibilité des infrastructures et des droits de propriété, la nature du facteur travail, entre autres éléments, sont de nature à affecter la rentabilité du capital investi et de fait limiter les performances sociales des services de microfinance (Zeller et al., 2003 ; Yaron, 1992).

3.1.3. Le point de vue de la microfinance selon les théories économiques

3.1.3.1. Fondements analytique du rationnement du crédit : La microfinance une réponse aux rationnements du crédit

La littérature économique présente le rationnement du crédit sous plusieurs angles. Sans choisir une exclusivement, nous retiendrons deux qui seront exposés à partir des modèles néolibéraux de la répression financière et du comportement de la firme bancaire en situation d'asymétrie informationnel.

a- Libération financière versus répression financière et l'exclusion du marché du crédit

Dans la littérature économique, les travaux sur l'impact du développement financier sur le développement économique par le canal de la croissance sont abondants. A cet effet, on peut dire que Schumpeter [1911,1959] est sans doute l'auteur précurseur dans la mesure où il avançait que les services financiers étaient indispensables à la croissance où ils améliorent la productivité en encourageant l'innovation technologique et en identifiant les entrepreneurs par son processus de sélection des meilleurs projets à financer. On trouve déjà chez lui une analyse substantielle du rôle du crédit dans la mesure où il y a une liaison entre production et crédit. Car la production nécessite du crédit, et son accès n'est pas chose évidente surtout dans les PED. Il déclarait : « ... Can only become an entrepreneur by previously becoming a debtor... W7hat (the entrepreneur) first wants is credit. Before he requires any goods, whatever, he requires purchasing power. He is the typical debtor in capitalist society.».

Il faut préciser qu'il place l'activité bancaire au centre de ce processus en déclarant que: «. The banker is not so much primarily the middleman in the commodity (purchasing power) as a producer of this commodity... He is the ephor of the exchange economy.» (p.74). De plus, Schumpeter considérait en effet que l'entrepreneur et le banquier représentaient les deux acteurs clé du processus d'innovation dans la mesure où ils sont complémentaires.

Après lui, il faut dire que les travaux se sont plutôt concentrés sur le rôle de l'entrepreneur. La littérature sur le système financier connaît un renouveau dans la seconde moitié du 20eme siècle, avec d'autres auteurs qui ont tenté de mettre en évidence la relation positive entre le secteur financier et le secteur réel.

À ce sujet on peut évoquer les travaux de Shaw [1960] qui traite du rôle de l'activité d'intermédiation sur la croissance. Il nous explique que l'activité d'intermédiation permet de résoudre la double coïncidence des besoins comme dans une économie de troc. En effet, en absence d'intermédiaire financier, il faudrait que le prêteur rencontre le demandeur de crédit qui puisse être d'accord pour emprunter le montant proposé par le prêteur, au taux d'intérêt et pour la durée qu'il souhaite ; ce qui n'est toutefois pas évident. Les intermédiaires financiers par contre permettent de régler ce problème, en collectant et en centralisant l'épargne des agents excédentaires et en octroyant des crédits aux agents déficitaires.

Goldsmith [1969] consacre une étude importante au rôle de la structure financière dans les PED. Ces pays sont caractérisés par un sous-développement financier. AKerlof [1970]

estime que le marché du crédit dans les PED est semblable au marché des « lemons ». Il pense que le développement des intermédiaires financiers pourrait par le biais des contrats révélateurs qu'ils auront proposés aux agents les amèneraient à déclarer les vraies informations sur leur type. Puis arrive Mac Kinnon [1973] et Shaw [1973] qui eux ont travaillés sur la question du développement financier en préconisant avec leur paradigme de « répression financière » que la libéralisation du secteur financier est un moyen efficace pour accélérer la croissance. Cette approche a reçu un écho très favorable auprès de grands organismes internationaux comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International qui les prescrivaient pour régler les problèmes de croissance faible dans les PED au début des années 80.

Pourtant à cette même époque déjà, des auteurs tels que L. Taylor [1983] et Van Winjbergen [1983] commencent à contester le bien-fondé de la libéralisation financière en s'appuyant sur une vision structurelle de l'économie. Tout en estimant que cette politique conduirait à un ralentissement de la croissance économique.

C'est dans ce contexte intellectuelle que les modèles beaucoup plus récents de N. Roubini et Sala-i-Martin [1992] [73]viennent enrichi l'approche initiale de Mac Kinnon et Shaw. L'objectif de leur modèle est de montrer les distorsions exogènes sur les marchés financiers avec pour eux « l'existence d'une répression financière » sur la croissance. En effet, la répression financière se caractérise par la fixation des taux réels en dessous de leur niveau d'équilibre (plafonnement des taux), politique d'allocation sélective du crédit avec obligation faite prioritairement de financer les projets gouvernementaux, très peu rentables. On a un protectionnisme financier et le gouvernement y voit un moyen privilégié d'avoir accès à des ressources bon marché, donc peut avoir un intérêt a empêché le développement du secteur financier dans la mesure rend la perception de l'impôt de l'inflation plus difficile. Donc en somme la répression réduit la formation du capital, biaise les choix techniques au détriment des activités intensives en main d'œuvre et conduit à des investissements intensifs en capital et de mauvaise qualité.

Selon ces auteurs, c'est ce qui expliquerait les écarts de développement entre les différents pays. De plus, la répression financière va de main mise de l'État sur le système financier à la pure nationalisation des Banques. Une économie réprimée financièrement comme se fut le cas dans les PED avant les libéralisations se caractérisaient par le fait que les « canaux d'épargne » sont souvent sous-développés où l'épargne n'assure pas une allocation optimale de

[73] Roubini N. et Sala-i-Martin X. [1992], « Financial Repression and Economic Growth », Journal of Development Economics, vol.39, p5-30.

celle-ci grâce à des moyens compétitifs ; les entreprises sont découragées à investir parce que de mauvaises politiques financières réduisent ou les rendent excessivement instables » comme le souligne Dornbush et Reynoso [1989]. Alors libérer les marchés financiers va permettre la croissance de l'investissement et donc favoriser le développement. Il faut remarquer que l'ensemble de cette théorie de libéralisation suppose une croissance entre taux d'intérêt réel et épargne. Cette approche prend uniquement en compte que l'effet de substitution qui implique qu'un accroissement de l'épargne lorsque sa rémunération s'accroît. Il faudra ajouter l'effet revenu qui agit en sens inverse et implique une relation plutôt décroissante entre épargne et taux d'intérêt réel. Du coup on arrive à un résultat ambigu, sauf à considérer comme Mac Kinnon que l'épargne est initialement faible dans les PED que l'augmentation de sa rémunération ne peut qu'avoir un effet positif.

Cependant, l'approche de Mac Kinnon et Shaw est fondé sur l'hypothèse implicite que le marché financier est un marché parfait ce qui est loin d'être réaliste. Stiglitz et Weiss [1981] ont montré qu'il pouvait exister un rationnement de crédit, même sur les marchés de crédit compétitifs du crédit. Ce qui induit que la libéralisation peut s'avérer inefficace compte tenu des imperfections du marché de crédit. Stiglitz et Weiss [1981] furent les premiers auteurs à montrer que les déséquilibres des marchés financiers sont la cause de l'échec des politiques de libéralisation financière.

Bien avant, de développer le modèle de Stiglitz et Weiss, il faut rappeler que d'autres auteurs se sont aussi intéressés à l'échec des politiques de libéralisation financière. Cho [1986] souligne que « les régimes seuls d'intérêt libres ne sont pas suffisants pour assurer une allocation optimale complète du capital lorsqu'il existe des imperfections d'information. Les banques vont éviter de financer de nouveaux groupes d'emprunteurs productifs parce qu'ils seront perçus comme trop risqués, et cela même si les banques sont neutres au risque ou qu'il n'existe pas d'administration des taux d'intérêt »[74]. Ce qui pose le problème du fonctionnement des banques privées sur un marché libre et justifie l'intervention de l'État comme une réponse aux imperfections des marchés.

Mankiw [1986], considère que l'inefficience dans les mécanismes d'allocation du crédit sur le marché financier due au fait que les emprunteurs disposent de plus information sur leur risque que les prêteurs, peut être améliorée grâce à une intervention étatique.

[74] Cho Yoon Je [1986], « Inefficiencies from Financial Liberalization in the Absence of Well-Functioning Equity Markets », Journal of Money, Credit Banking, Vol. 18, n°2, Mai, pp. 196-197

Enfin, le courant de pensée néo structuralistes, attribue l'échec des politiques de libéralisation financière dans les PED au fait qu'il néglige un des aspects structurels les plus caractéristiques de ces économies qui est l'existence d'un secteur informel. Pour les tenants de l'approche Mac Kinnon /Shaw, ce dualisme financier n'est qu' « avatar de la répression financière et de la fragmentation de l'économie »[75]. De plus la Banque Mondiale [1989] a adhérée à cette approche en stipulant à cet effet que : « l'existence de marchés informels est souvent un signe de la répression financière ». Shaw renchérit en disant : « le secteur informel qui ne constitue qu'un substitut imparfait aux actifs financiers va devoir faire face à la concurrence accrue d'un secteur financier organisé plus libéralisé ». Ainsi, il suggère une disparition à terme du secteur informel compte tenu de la substituabilité et la croissance du secteur officiel suite à la libéralisation. Cependant, Jensen [1989] souligne que « l'existence de marché financier non officiel n'est pas forcement la preuve nécessaire de la répression financière, mais plutôt la manifestation d'une organisation particulière de production et de marketing ». En effet, le courant néo structuraliste critique la libéralisation financière en intégrant le secteur informel dans le système financier global.

b- Le courant de pensée néo structuralistes et l'importance des marchés financiers informels

Le courant néo structuralistes, avec pour chef de fil Taylor [1983] rejettent l'argument souvent avancé selon lequel la structure financière des PED serait la cause de leur sous-développement. Pour eux, les marchés informels (caractéristiques de sous-développement financier) déterminent le taux d'intérêt nominal qui provient de l'égalisation entre l'offre et la demande de crédit serait un facteur de croissance économique, et loin d'être un handicap au développement économique. Ainsi, Fry [1988] stipule formellement les fondements théoriques du courant néo structuraliste en ces termes :

« Les modèles structuralistes reposent sur cinq assertions radicalement différentes de celles de Mac Kinnon :(1)Les salaires sont déterminés d'une manière exogène (ou institutionnelle) au travers de conflits entre les classes sociales ;(2)l'inflation est déterminée par les poids relatifs des capitalistes et des travailleurs(qui sont eux-mêmes influencés par l'état de l'économie) ;(3)l'épargne se détermine comme une fraction des profits et non des salaires ;(4)le niveau général des prix est déterminé par des marges fixes sur les coûts du travail, les importations et le financement du capital productif (taux d'intérêt) ;(5)les pays en voie de

[75] Venet B. [2000], « Libéralisation Financière et Développement Économique : Une revue Critique de la littérature » CREFED-CERPREM, Université Paris IX Dauphine.

développement dépendent de façon critique de leurs importations de matières premières, des biens d'équipement et des biens intermédiaires ».

Taylor [1983], souligne le caractère compétitif du secteur informel en expliquant que sur ces marchés, les détenteurs de monnaie servent de banques et jouent le rôle d'intermédiaires financiers entre les épargnants et investisseurs. En effet, dans les modèles néo-structuralistes [inspiré de l'analyse de Tobin] les ménages ont accès à trois types d'actifs financiers : l'or ou la monnaie,

Tobin. J [1947]. Son analyse traite des marchés financiers et de leurs liens avec les décisions des agents économiques en matière de consommation, d'emploi, de productive et des prix. Sa théorie de sélection du portefeuille a pour objectif d'analyser les décisions des agents détenant des actifs réels et financiers et contractants simultanément des emprunts. À la différence du modèle keynésien, Tobin ne considère pas seulement la monnaie mais l'ensemble des actifs et des dettes. En montrant comment les décisions résultent d'un arbitrage entre la prise de risque et le taux de rendement anticipé, il énonce son théorème de séparation :

• les dépôts bancaires ;

• les prêts sur les marchés informels.

Par conséquent, les prêts sur ces marchés apparaissent comme une alternative aux, dépôts bancaires dans la mesure où les capitaux sont supposés circuler librement entre les deux secteurs. En terme d'efficacité du secteur non officiel sur le secteur bancaire pour les néo structuralistes, Taylor [1983] et Wijnbergen [1983] avancent trois arguments qui sont spécifiques consécutive à l'échec des politiques de libéralisations financière dans les PED en montrant les avantages que peuvent procurer les économies non organisées :

• L'existence des normes réglementaires en matière de réserves obligatoires peut entraîner une baisse de l'intermédiation financière ; par contre, sur le marché financier non organisé, il n'existe pas d'obligation de réserve. Les réserves obligatoires constituées par les banques sont, dans les modèles néo structuralistes, un obstacle à la l'intermédiation financière. En effet, elles réduisent l'offre réelle totale de crédit pour les entreprises.

• L'augmentation du taux d'intérêt sur les dépôts entraîne un changement des actifs du secteur financier informel vers le secteur financier structuré de crédit, elle peut réduire la demande d'encaisses monétaires, ce qui affecterait de fait l'offre de prêts sur les marchés financiers informel, provoquant ainsi une augmentation du taux d'intérêt nominal sur le marché informel.

• La hausse des taux d'intérêt accroît le coût du capital du capital productif, ce qui conduit, à une augmentation du niveau général des prix (inflation par les coûts) et à une baisse de l'investissement et de la demande réelle. De plus, une augmentation de la progression à épargner peut faire baisser davantage la demande effective. Ce qui réduit le taux de croissance de l'économie.

Ainsi, si nous nous referons à Mac Kinnon qui suppose que la libéralisation financière se traduira par une augmentation des taux sur les dépôts, elle aura des effets nocifs sur la croissance selon les néo structuralistes. Ils soulignent le fait qu'un niveau élevé des taux d'intérêt qui vise la rémunération réelle des dépôts bancaires accroît l'inflation à court terme à travers la hausse coûts de production et ralentit la croissance, qui à son tour réduirait le volume de crédit à l'économie.

Par ailleurs pour, les néo structuralistes, c'est l'effet de substitution qui l'emporte sur l'effet revenu puisque l'augmentation des taux d'intérêt servis sur les dépôts consécutifs à la libéralisation financière entraînerait une hausse de la demande de biens de consommation, qui à son tour fera monter l'inflation qui affecterait négative la croissance économique.

Bien que Taylor [1983] signale le caractère compétitif des marchés informels : ces marchés sont souvent « complétifs et agiles », car les modèles structuralistes restent basés sur cette hypothèse ; ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité. En effet, un certain nombre de problèmes se pose vu qu'une autre caractéristique des modèles néo structuralistes est qu'ils ne font pas de différence entre les investissements productifs et les investissements non efficients (non productifs) qui eux accroissent les coûts du crédit. De plus en ce qui concerne l'hypothèse d'efficacité du secteur informel dans l'allocation des ressources et la constitution systématique de réserves obligatoires par le système bancaire elles paraissent peu satisfaisantes. Même si nous convenons avec eux que la contribution du secteur informel à l'augmentation du revenu national reste indéniable dans beaucoup de PED. Il est estimé à près de 40% du PIB du Burkina-Faso par exemple, cependant il n'y pas de secteur financier informel homogène. On parle plutôt d'une multitude de micro-marchés qui force est de le reconnaître on peut de rapport entre eux et prennent diverses formes (tontines, préteurs individuels…). Par conséquent, il parait compliqué de parler de taux d'intérêt unique d'équilibre sur ce secteur non officiel car il n'est pas homogène. G. Christensen [1993] qui tente de montrer que le secteur financier informel n'exerce pas réellement d'activité d'intermédiation financière. Par ailleurs, pour ce qui est de l'intermédiation bancaire, il faut noter qu'elle exerce par le canal de deux fonctions que sont : la mobilisation de l'épargne et le financement de l'activité (prêts d'investissement.). En effet,

elle transforme les ressources courtes en emplois long tandis que les intermédiaires du marché informel ne remplissent pas cette condition car les prêts du secteur informel ont une maturité courte et sont d'un faible montant ce qui induirait des coûts de transactions élevés. Cependant, on constate toutefois une relative spécialisation de leur part dans l'activité de collecte de l'épargne et de l'activité de prêts.

Kapur [1992] estime que les réserves détenues par le secteur formel, contrairement aux conclusions des néo structuralistes sont un gage de liquidité à court terme et donc sources de sécurité supplémentaire pour le système officiel. Car lui procurant un avantage de liquidité, et que si le secteur informel souhaite accroître sa sécurité, il doit lui aussi constituer des réserves. Il rajoute qu'en l'absence de réserve, les agents courraient un risquent d'illiquidité élevé qui expliquerait le haut niveau des taux d'intérêt sur le marché informel. Ce qui le conduit à penser que dans une économie où le secteur financier formel est déchargé de ses contraintes, les agents vont posséder à la fois des actifs du secteur non officiel (moins liquides mais mieux rémunérés) et des dépôts bancaires. Les idées de Kapur nous semblent judicieuses dans la mesure où elles mettent en évidence la complémentarité entre les secteurs financiers officiels et informels.

Kapur avance trois arguments en faveur du secteur informel qui constitue ses principaux avantages :

• sa bonne implantation géographique dans les zones où il est difficile au secteur bancaire officiel de s'implanter compte tenu des coûts ;

• L'absence d'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs dans la mesure où les prêts ne sont accordés qu'aux individus membres de la communauté (village, quartier...) où l'information circule très vite ;

• Enfin, la faiblesse du risque d'aléa de moralité car les mauvais débiteurs risquent l'exclusion pure et simple de la communauté.

En définitive, au-delà des oppositions d'approche entre le courant néolibérale et celui des néo structuralistes sur le bien-fondé ou non de la libéralisation financière en tant que facteur accélération de la croissance, il faut convenir avec Cho [1990], que « les deux approches ne s'affrontent pas sur la libéralisation, mais sur l'approche de celle-ci ». Mais plutôt sur le secteur à favoriser le développement compte tenu de l'efficacité qu'ils accordent de manière différente à chaque secteur financier. Les « Mac Kinnoniens » veulent qu'en à eux permettre le développement du secteur bancaire tandis que les néo-structuralistes veulent qu'ils en soient du secteur non-officiel.

Compte tenu de l'application effective de la libéralisation financière, nous aurons ultérieurement l'occasion d'apprécier son impact réel du développement de cette politique dans les pays où elles été mise en place. Car comme nous le signalions, les recommandations de Mac Kinnon et Shaw ont reçu un écho très favorable aux près des institutions internationales tels que le Fmi et la Banque mondiale qui ont vu un moyen efficace de sortir un certain nombre d'économies du sous-développement. (Exemple l'argentine dans le milieu des années 70, suivie de la Chili pour ne citer que cela).

Cependant, il faut souligner que les nouvelles approches de la libéralisation financière tiennent compte maintenant des imperfections qui règnent sur les marchés financiers (Asymétrie d'information, sélection adverse...), Mac Kinnon « admet donc que l'administration des taux peut avoir lieu même si les taux peuvent se justifier dans certaines conditions et que le développement économique peut avoir lieu même si les taux sont régulés ».

King et Levine [1992,1993] à partir d'un modèle de croissance endogène « schumpétérien »13d'intermédiation financière, soulignent l'importance du facteur financier sur la croissance et le développement.14En somme, avec la libéralisation, on a le principe que le développement financier peut conduit au développement et contrairement à l'approche traditionnelle de celle-ci, la monnaie et le capital puissent être complémentaire que substituables dans une économie peu monétarisée. De plus que le développement du secteur financier puisse accroître le bien être des agents.

Du coup, comment expliquer, sans se référer à la répression financière, la concomitance d'une épargne bancaire nette et d'un rationnement du crédit ?

c- Le modèle de Stiglitz et Weiss et le rationnement du crédit

L'approche de l'école de la répression financière est fondée sur l'hypothèse implicite d'un marché parfait. Et pourtant, avec Stiglitz et Weiss [1981], le rationnement du crédit peut coexister dans un marché du crédit compétitif (Cf. Venet B.1994, p94). L'explication du rationnement du crédit réside dans l'introduction de l'hypothèse de l'asymétrie de l'information dans la théorie de l'équilibre [Arrow G.A, 1970]. Bien avant d'illustrer cette hypothèse, il convient de définir le rationnement du crédit qui désigne le fait que parmi des demandeurs de crédit supposés identiques, certains obtiennent le crédit et d'autres ne l'obtiennent pas, bien que ces derniers soient prêts à payer des taux d'intérêt plus élevés. Le rationnement du crédit fait aussi référence à une situation où certaine catégorie d'individus soient incapables d'accéder au marché du crédit compte tenu du taux d'équilibre du marché. Comme nous l'avons déjà

souligné, l'explication pertinente de la persistance du rationnement du crédit réside dans l'asymétrie informationnelle, cette hypothèse s'illustre bien par l'exemple du marché des voitures d'occasion d'AKerlof. Sur ce marché, les prix ne véhiculent pas une information parfaite de l'état ou de la qualité réelle de la voiture vendue. Ils sont le reflet, pour les acheteurs, de la perception de la qualité moyenne des automobiles vendues. Les vendeurs de voitures d'occasion perçoivent une prime aux dépens des offreurs de biens de qualité supérieure à la qualité moyenne et qui progressivement seront évincés du marché. Dans le cas extrême de ce processus, « les mauvaises transactions, chassent les bonnes transactions » et d'autres termes, «les mauvais projets, chassent les bons projets » et conduisent à l'effondrement du marché.

Cette hypothèse d'asymétrie d'information trouve toute sa justification dans le marché du crédit, surtout par le fait que les bailleurs de fonds n'ont qu'un droit de regard ex-post sur les résultats des investissements réalisés par leurs clients grâce à leur concours. Si nous nous situons de manière à priori, rien ne permet à un bailleur de fonds d'opérer une distinction entre les bons et mauvais emprunteurs. Par conséquent, de manière générale, celui-ci propose un prix moyen des fonds à l'ensemble des clients.

S'agissant du comportement des banques face à cette situation d'asymétrie d'information qui a été décrit par Stiglitz et Weiss [1981] 15, le problème d'asymétrie d'information sur le marché du crédit est à l'origine des phénomènes de sélection adverse et d'incitations adverses. Lorsque le taux d'intérêt augmente, les projets les moins risqués, c'est-à-dire ceux ayant le plus de chance d'aboutir et de supporter des charges accrues d'intérêt, voient leur rentabilité espérée diminuer fortement. Les investisseurs les moins risqués se retirent donc au plus vite du marché et il y a entrée des investisseurs plus risqués insensibles aux variations des taux (sélection adverse), tandis que les investisseurs qui ne quittent pas le marché sont plus incités à choisir des projets risqués (incitation adverse). Alors, l'accroissement des taux va entraîner ainsi un accroissement de la proportion des projets risqués dans le portefeuille de prêts bancaires et une baisse de l'espérance de rentabilité des banques. Cela accroît la fragilité bancaire et donc les risques de faillite. Il existe donc un seuil maximum de taux d'intérêt qui correspond à une meilleure diversification du portefeuille de prêts des banques et à une rentabilité espérée maximale. Du coup, au-delà de ce seuil, il y a une baisse de l'espérance de rentabilité du fait de la détérioration de la qualité des emprunteurs. De plus il faut noter que de plus en plus de projets ne sont pas rentable au-delà d'un certain niveau de taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt se fixe au-dessous de ce seuil maximum, toute augmentation des taux fait augmenter le profit espéré des banques (effet revenu > effet risque). Or on sait que la politique d'augmentation des taux

d'intérêt conduit aussi à une modification de la configuration de la structure qualitative des groupes débiteurs. De plus, les acteurs du marché du crédit sont donc sensibles aux taux d'intérêt. Par conséquent, une hausse des taux débiteurs est susceptible de conduire à la dégradation de la situation de l'ensemble des acteurs du marché du crédit.

Cependant, les banquiers ne sont pas des acteurs passifs dans l'acte de crédit et l'explication du rationnement du crédit par exclusion de certains candidats du crédit peut trouver leur explication dans la stratégie bancaire de maximisation du profit. En effet, le banquier est un preneur de risque qu'il essaye de minimiser en réduisant les asymétries d'information, par conséquent, cela nous conduit à nous interroger de savoir comment les banques réussissent elles à réduire des asymétries information afin de réduire le rationnement du crédit. Avec l'asymétrie d'information, l'agent (l'emprunteur) a des informations sur le niveau du risque de son projet et la rentabilité de celui-ci que le principal ne dispose pas (le préteur). L'agent est incité à profiter de cette avantage informationnel pour mener des actions qui sont contraires aux intérêts du principal et qui maximise son bien-être. Dans le cas de relation de prêts, l'emprunteur est incité à tricher sur le niveau des résultats réalisés par son projet en déclarant qu'ils sont faibles afin de ne pas payer les intérêts. L'emprunteur est aussi incité à choisir des projets risqués mais à forte rentabilité en cas de succès parce qu'en cas de mauvais résultat, les pertes sont subies par le prêteur. Comme nous l'avons déjà souligné c'est ce qui engendre la sélection adverse (avant l'octroi du prêt) car les agents sont plus incités à mentir pour être sélectionnés pour l'octroi du prêt. Or on sait que tout accroissement du risque de sélection adverse amène les banques à être plus frileuses dans l'octroi du crédit. Du coup l'impossibilité de discriminer les emprunteurs conduit au rationnement du crédit.

Le second effet est l'aléa moral, se manifeste après l'octroi du prêt, le principal est confronté à cet aléa (hasard) si l'agent modifie les termes du contrat signé ex-ante en menant ex-post des actions qui ne vont pas dans l'intérêt du principal. Il peut s'agit pour l'emprunteur de s'engager par exemple dans des activités risquées qui réduisent la probabilité du remboursement du prêt.

Toutefois, l'aléa moral ne saurait être associé à l'asymétrie d'information dans la mesure où, le prêteur peut bien être informé sur les agissements de l'emprunteur, mais n'ayant pas les moyens où s'il est coûteux d'empêcher l'emprunteur de nuire à ses intérêts l'agent aura un comportement d'aléa moral qui lui-même dépendra des procédures de faillite.

Les banques ne sont pas soumises au problème de free rider16[76] parce que une seule banque peut participer toute seule à l'octroi d'un crédit à un client. Elle peut alors profiter pleinement des retombées de l'activité d'information et de monitoring. De fait, cette activité d'inscrit dans un cadre de bien privé. Ce qui permet à la banque de disposer d'information confidentielle sur les entreprises. De plus les banques sont plus aptes à entrer dans une relation de long terme avec des entreprises en leur offrant tout une gamme de services afin de les fidéliser (dépôts, assurance, moyens de paiement, conseil, crédit, ligne de crédit…). Cette relation de long terme réduit les asymétries d'information. Ainsi, la banque connaît le passé du client et ce dernier n'a pas intérêt à avoir un comportement d'aléa moral au prix de perdre la confiance des banques ainsi que les services de celles-ci. Donc, la détention des comptes clients fournir des informations sur la rentabilité des activités des entreprises. Du coup, en cas de problème ou d'aléa moral cela est visible sur le compte il s'agit entre autres : de découvert, hausse des flux de liquidité etc.

Les banques peuvent aussi offrir une multiplicité de contrats de crédit qui ne se différencient pas que par le taux d'intérêt, mais aussi par d'autres caractéristiques telles que le montant des garanties hypothécaires. Par ce mécanisme, les banques permettent aux emprunteurs de révéler leur type, les bons investisseurs accepterons de donner plus de garanties parce qu'ils sont persuadés qu'il y a une forte probabilité que leurs projets réussiront et par conséquent récupérons leurs sûretés tandis que les mauvais n'ont pas intérêt à hypothéquer un montant élevé de garantie parce qu'ils savent qu'il y a une forte chance de perte.

Dans les Pays en Développement, la difficulté de collecte de l'information sur la qualité des emprunteurs reste médiocre, car beaucoup d'entreprises notamment les PME ne tiennent pas de comptabilité et on a une réglementation laxiste etc.…Ce qui donne aux banques une place importante dans le système financier. Dans ces pays, le contrat de crédit bancaire permet de mieux gérer les problèmes d'asymétrie d'information. Néanmoins, des situations d'incertitudes et de manque de garantie de la part des micro-entrepreneurs ne permettent pas aux banques d'élargir l'offre de crédit c'est ce qui expliquerait le désintéressement des banques classiques pour une telle clientèle dans les Pays en Développement et c'est justement pour combler à ce besoin que les IMF ont supplées les banques classiques. En effet, le contrat de crédit peut s'interprété de deux manière soit le taux d'intérêt englobe tout, soit il n'est qu'une

[76] Le problème de free-rider: la collecte d'information sur la qualité des projets ou la surveillance des emprunteurs sont un bien public; tout le monde en profite des effets positifs (réduire le risque de sélection adverse et d'aléa moral), il y a un problème de free-rider si certains agents ne subissent pas les coûts de collecte d'information et de monitoring et ils profitent de cet investissement.

composante avec d'autres éléments tels que la caution, les fonds propres apportés par le souscripteur ce qui permettent de réduire les défaillances de celui-ci en cas de perte pour la banque. Cette réponse standard au problème d'asymétrie d'information sur le marché de crédit consistant à avoir recours à diverses formes de garanties ne constitue pas une réponse possible en microfinance dans la mesure où les micro-entrepreneurs ne disposent pas de ces garanties. D'où ce secteur a dû développer toute une technologie de crédit différentes contrats standards que nous présenterons par la suite.

Donc, pour revenir au rationnement de crédit, le red-lining terme utilisé par la littérature anglo-saxonne correspond beaucoup plus à la réalité observée dans les Pays en Développement. Le red-lining consiste à écarter un groupe d'emprunteurs du crédit, quel que soit le taux en vigueur car supposé très risqué par la banque. Dans ce cas, le rationnement ne s'explique pas en termes d'adéquation de l'offre et de la demande par les quantités. C'est tout simplement un refus de prêter à une catégorie d'emprunteur en l'occurrence ici les pauvres, même si les banques disposent de suffisamment de ressources. Le red-lining correspond exactement à ce qui se passe dans les PED.

Ainsi, le rationnement en vigueur dans les PED ne correspond pas à celui décrit par le modèle de Stiglitz et Weiss [1981] mais plutôt à du red-lining. En effet, les banques africaines connaissent une situation de surliquidité du fait notamment des dépôts à vue et des revenus des États liés aux matières premières [Hugon, 2007]. Ce sont ces différents problèmes d'asymétrie d'information, source des imperfections de marché sur lesquelles repose la théorie de la microfinance. Cette théorie considère l'existence des intermédiaires financiers, en particuliers des institutions de microfinance comme l'arrangement institutionnel optimal pour surmonter ou résoudre les divers types d'asymétrie d'informations.

Ainsi, partant de ce constat d'exclusion du système bancaire d'une part importante de la population dans les PED, la microfinance semble jouer un rôle important.

3.1.3.2. Approfondissement financier dans les Pays en Développement et l'apport des institutions de microfinance : fondements théoriques

On a vu que d'après Mac Kinnon [1973], la répression financière, est entendue comme : « un interventionnisme étatique sur le système financier qui entraverait le développement » [Adisson. E 1996] [77]tient de thèse au modèle néoclassique. Cette approche libérale en matière

[77] Voir son article l'approfondissement financier : épargne et crédit bancaire paru dans la revue tiers monde, t.XXXVII, n°145 janvier-mars 1996

de stimulation de la croissance mérite d'être rejetée dans la mesure où il n'est pas conforme aux caractéristiques financières des PED. Comme caractéristique nous pouvons évoquer entre autres les faiblesses de la structure financière des PED avec un système financier peu développé et éclaté. De principe ce processus de libération financière devrait conduit à un accroissement de l'épargne intermédiée, et d'autre part celle de l'investissement induite par la précédente, tout ceci grâce à l'accroissement de l'offre de fonds prêtable. Cependant, contrairement aux pays occidentaux, les PED en grande majorité disposent d'un actif unique, la monnaie. Ce qui réduirait par exemple la portée de l'hypothèse de substitution des actifs. La fragmentation des marchés induirait un isolement des agents économiques. Pour ceux qui sont de la pratique des prix indifférenciés, elle est très répandue. Dans ces conditions, il apparaît difficile d'admettre le postulat néoclassique de marchés parfaits. De fait le cloisonnement rigide des marchés des biens et services induirait d'énormes difficultés de comparaison des rendements des actifs distincts. Ainsi nous pouvons nous interroger sur pertinence de l'hypothèse de substitution des actifs dans les PED. En tenant compte des caractéristiques structurelles spécifiques aux PED, Mac Kinnon introduit, dans son modèle, la notion de complémentarité entre les actifs. Cependant, dans un environnement économique où l'accès au crédit est difficile, où il n'y pas de nette distinction entre les épargnants et investisseurs. Sur ce point, on peut se référer à l'expression « entreprise-ménage » de B. Venet [1994] pour expliciter ce processus. C'est à dire « l'entreprise-ménage » pour réaliser une dépense, devra nécessairement épargner une partie de ses revenus. La monnaie étant l'unique actif, il devra soit l'accumuler les encaisses monétaires, soit accumuler sa propre production du bien désiré. Le niveau d'encaisse monétaire a accumulé sera une fonction croissante du prix du bien, plus la valeur du bien sera grande, plus d'autofinancement. Or dans un contexte d'économie fragmentée comme celle des PED, le ratio des encaisses monétaires est une fonction croissante du taux désiré d'accumulation du capital, ce qui correspond à considérer que l'autofinancement est une condition nécessaire à la réalisation des investissements dans les PED. Du coup, le facteur de l'investissement justifie la demande croissante d'encaisse monétaire réelle. Qu'il s'agisse de la construction d'une maison ou de l'achat d'une voiture le niveau d'encaisse ne sera pas le même.

Concernant le taux d'intérêt, on constate qu'une hausse de celui-ci suffirait à enclencher le processus de monétarisation. De fait la productivité de bien d'équipement par exemple devrait augmenter à la suite de décisions tendant à accroître la demande de monnaie. En ce sens qu'une hausse de rendement de la monnaie aura pour effet de ne pas décourager les investissements mais plutôt de les faciliter. Par conséquent, l'accumulation de l'épargne pourrait donc coïncider

avec l'accroissement du capital. Les actifs réels et les actifs financiers, essentiellement représentés par la monnaie, celui-ci devient le canal obligatoire de l'accumulation du capital. On parle e~~et conduit. Dans la même suite d'idée on peut évoquer, Shaw [1973], qui lui raisonne dans le cadre d'une économie monétarisé19. Dans son modèle, il s'intéresse plus au marché du crédit, avec comme indicateur pour appréhender la répression la mauvaise rémunération de l'épargne. Shaw estime que le faible niveau des taux intérêt (fixation administré en dessous de leur niveau d'équilibre) servis par les banques découragent l'épargne, réduit la base de fonds prêtable. C'est ce qui expliquerait la faiblesse du volume d'épargne drainée par les intermédiaires financiers par rapport aux demandes de fonds prêtables. Cela pénaliserait l'investissement et la croissance. Shaw dans son analyse insiste sur les coûts d'opportunités des investissements dans les PED et met l'accent sur le rôle des intermédiaires financiers, en termes de maximisation du bien-être. Il souligne la réduction des coûts avec les économies d'échelle, diversification des risques, meilleur rendement de l'épargne et réduction des coûts du crédit. Son approche sera reprise plus tard par les théoriciens de la croissance endogène que sont : Greenwood et Jovanovik [1990], Bencivenga et Smith [1991]. Ces auteurs expliquent que, les intermédiaires financiers centralisent les liquidités ce qui réduiraient le coût de gestion du risque d'illiquidité. King et Levine [1992,1993] mettent l'accent sur le rôle du banquier dans la réalisation du projet mais présentent surtout le secteur financier à travers les services qu'il rend ceci indépendamment de sa structure en relevant les profits potentiels aux agents souhaitant prendre part aux projets. Et que c'est par ces effets d'externalités que l'intermédiation financière affecterait l'activité économique.

a- La libéralisation financière et les PED

Dans les PED, la libéralisation financière a eu pour principal avantage de restaurer et de privatiser le système bancaire ainsi que d'éliminer l'allocation sectorielle des crédits. De ce fait, l'état n'est plus le seul bénéficiaire des crédits bancaires et n'intervient plus pour créer une classe privilégiée d'entrepreneurs ce qui devait conduit à terme, à un élargissent du crédit à l'ensemble des agents économiques.

Toutefois, même s'il est reconnu que le secteur bancaire est crucial pour les entreprises, les ménages africains ont prouvé eux qu'ils pouvaient se passer du crédit bancaire en s'appuyant sur le réseau de solidarité financière au sein de la famille et des proches. Ces mécanismes d'entraide semblent convenir aux ménages pour subvenir à leur besoin primaire. Cependant, en cas de difficulté, ils trouvent toujours des partenaires pour créer la tontine par conséquent, le crédit bancaire est être prioritairement orientés vers les entrepreneurs.

La forme la élémentaire de la tontine[78] consiste en une formule mixte d'épargne et de crédit qui fonctionne comme suit. Les participants versent régulièrement des cotisations de montant fixe à un fonds commun qui est distribué tour à tour à chacun des membres, désigné en général par tirage au sort. Quand chaque membre a reçu le fonds une fois, le cycle doit normalement recommencer. Il faut noter que le premier membre à recevoir le fonds bénéficie d'un prêt sans intérêt, tandis que le dernier à recevoir épargne tout au long du cycle sans être rémunéré (voire même un taux d'intérêt négatif si l'inflation est forte) pour toucher à la fin le même montant qu'il aurait accumulé en épargnant régulièrement à titre individuel. Les autres membres se trouvent, selon leur rang d'accès au fonds, en position de débiteur ou de créditeur: leur participation leur permet néanmoins de bénéficier de la somme totale plutôt que s'ils avaient épargné par eux-mêmes.

b- La libéralisation financière et secteur informel

Dans certains PED, le secteur financier informel (tontines en Afrique) s'est développé en réaction aux pratiques de répression financière. Pour certains courants de pensée économique (les néo structuralistes), les marchés financiers informels sont plus efficaces en termes d'allocation des ressources que le secteur formel. Les liens sociaux et la proximité des opérateurs permettent de réduire les problèmes d'information et incitent les agents à respecter leurs engagements. De principe, la libéralisation et le développement financier officiels sont censés faire disparaître à terme l'informel, toutefois juste que là, cela ne s'est pas encore produit et celui-ci persiste.

c- La structure financière et développement

Toute la réflexion sur les déterminants du développement des systèmes financiers prend tout son sens dans les PED, où, précisément, ils sont souvent « rudimentaires ». Ceci s'explique par le fait que dans la plupart des PED, il y a une absence de cadre légal suffisamment établi, par conséquent le financement s'organise localement et cela autour de pratiques et coutumes que la littérature économique qualifie de secteur informel. Elles coexistent avec un système formel qui se compose le plus souvent d'une banque centrale, de banques commerciales, et d'un trésor public, dans la plupart des PED. On a un dualisme financier dans lequel les intermédiaires financiers informels et les institutions formelles jouent souvent un rôle complémentaire en fournissant des services financiers différents à des groupes socioéconomiques différents. Dans

[78] La tontine est une association de personnes qui, unies par les liens familiaux, d'amitiés, de profession, de clan ou de région, se retrouvent à des périodes d'intervalles plus ou moins variables afin de mettre en commun leur épargne en vue de la solution des problèmes particuliers ou collectifs.

ce dualisme financier, les intermédiaires informels disposent d'un avantage comparatif dans l'acquisition de l'information concernant les « petits » emprunteurs qui sont vulnérable aux chocs de revenu qui sont difficilement observable. Alors que, le secteur formel lui s'appuie sur un système légal et institutionnel qui fait défaut au premier.

Un développement financier basé uniquement sur le secteur formel ne prendrait pas en compte l'ensemble du système financier des PED d'où l'importance d'y associer le secteur informel. Toutefois, le secteur informel qui constitue une réponse endogène aux problèmes d'information n'est pas à même lui seul de déclencher un processus de croissance durable reposant sur l'entreprise et le financement de l'innovation. Le sous-développement financier se traduit par un accès compliqué et coûteux aux financements. À ce stade il faut souligner les progrès notables réalisés par le développement de la microfinance pour répondre aux besoins des ménages notamment ceux à faible revenu. Le constat est que plusieurs activités financées par la microfinance grâce aux soutiens des bailleurs de fonds deviennent viables et permettent à leur promoteur d'accéder au secteur bancaire. En ce sens où la microfinance contribue au développement financier des PED.

d- Microfinance et développement financier

Les institutions de microfinance composée essentiellement des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que les mutuelles de crédit se situent dans la catégorie institution financière que nous pouvons classer dans le secteur semi « semi formel ». Cela dans la mesure où parfois dans certains PED, sauf des exceptions, ces organismes ne peuvent être considérés comme faisant partie du secteur formel parce qu'ils ne sont pas soumis ni à la législation de l'État ni à la tutelle des autorités réglementaires [Ledgerwood, 1999]. Mais il faut dire qu'ils ne font pas partie aussi du secteur informel et ces mutuelles de crédit qui contribuent énormément aux développements de l'intermédiation financière sont une sorte d'intermédiaire entre le secteur formel et informel, combinant les certains aspects des deux secteurs: comme l'idée de se regrouper pour s'ouvrir l'accès à certains services financiers ce qui trouve son origine dans les pratiques traditionnelles de solidarité[79]. Ces groupements ainsi constitués sont progressivement entraînés dans le courant des circuits plus « officiels » ou plutôt « semi officiel ». Ces IMF permettent comme le dit Doligez [2002][80] la «densification » du système financier, sa

[79] Soulama .S (2000) «Economie des organismes coopératives et de type coopératif», Publications du CEDRES

[80] Doligez. (2002) « Microfinance et dynamiques économiques : quels effets après dix ans d'innovations financières ? »CERED-Forum, Université de Paris X Publications dans la revue du tiers Monde, n°172, octobre-décembre 2002

profondeur financière, ainsi que la portée (oufreach) en termes démographique. Ces coopératives jouent un rôle important dans la fourniture de services bancaires de proximité notamment en milieu rural, ainsi assurent la couverture bien que partielle des territoires.

Pour mesurer l'impact sur le développement financier, nous nous appuyons sur trois études de cas menés auprès de trois réseaux de Microfinance rurale au Bénin, en Guinée et au Nicaragua. Ce travail a été mené de 1992 à1 999 dans le cadre du travail de thèse de Doligez [2002] sur trois réseaux de microfinance rurale : la FECECAM-Bénin, le Crédit rural de Guinée et le fond de développement local de Nitlapan au Nicaragua. Les trois institutions couvrent la diversité des grandes familles existantes au sein de la microfinance : les coopératives d'épargne et de crédit (FECECAM-Bénin), crédit solidaire inspiré de la Grameen Bank (Crédit rural de Guinée), et des caisses villageoises (Nitlapan au Nicaragua). Il ressort de cette étude que, la microfinance grâce à sa proximité aux populations permet la fourniture de services bancaires, notamment à un maillage plus dense du territoire. Les chiffres sont encore plus édifiants pour le Bénin où les caisses villageoises de petite taille permettent de satisfaire en milieu rural cinq ou dix fois les agents économiques par rapport aux banques. Dans les trois pays étudiés, le nombre de guichets de la microfinance en pourcentage d'habitant est largement supérieur à celui du secteur bancaire.

Globalement les montants alloués sont modestes dans la mesure où on a 6% de l'épargne intérieure privée et autour de 10% du crédit à l'économie. Cependant, si on considère les zones rurales ou l'agriculture la proportion augmente. Au niveau des transactions, on observe que le rapport microfinance et le secteur bancaire varie de 1 à 5 suivant les types d'institutions de microfinance, ce qui démontre leur diversité. En Guinée, les coopératives d'épargne crédit ont en moyenne, des niveaux de transactions supérieurs au crédit solidaire et cela en proportion très importante comme l'indique le rapport de 1 à 10 du volume des transactions du Crédit rural et celui du Crédit mutuel de Guinée. Pour ce qui est du ratio d'endettement, pour la plupart des institutions de microfinance il est de l'ordre de 20 à 100% ce qui est raisonnable compte tenu du rapport au revenu moyen par habitant.

3.1.4. La soutenabilité et la profondeur de la microfinance

Actuellement, beaucoup d’articles scientifiques des sciences sociales se réfèrent à un certain nombre de concepts liés à l’Equité Sociale et/ou l’Ethique, notamment l’Inclusivité et la Soutenabilité, dans le partage des richesses produites par l’Economie Nationale. Même si elles ont été surtout utilisées dans les questions relatives à la préservation de la qualité de

l'environnement au sens strict, progressivement, elles ont pris place dans l'élaboration et le développement des stratégies de différents Projets de Politiques Economiques et Sectorielles.

L'Inclusivité a trait aux critères d'éligibilité d'un agent économique pour bénéficier d'une mesure donnée. Il s'agit de faire figurer cet agent de caractère X donné dans la population cible bénéficiaire potentiels d'une mesure bien déterminée à l'instant t. En particulier, dans la question de réduction de la pauvreté, les jeunes, les femmes seules pauvres, etc. sont les premiers concernés. Mais comme la portée des effets d'une mesure donnée peuvent influer sur le bien-être des générations futures, il est inconcevable de les exclure du probable changement à moyen et long termes qui va affecter indirectement et/ou directement leurs activités. Aussi, même si elles ne sont pas présentes au moment de la prise de la décision, nous devrons nous préoccuper des mutations probables qui pourraient affecter leurs activités économiques et sociales.

Quant à la Soutenabilité, elle concerne la pérennité des activités économiques et sociales d'une société donnée. Ainsi, la mise en œuvre d'une mesure t/ou d'un projet donné ne doit pas entrainer des Coûts Sociaux trop importants. Ces Coûts Sociaux proviennent évidemment des mutations dommageables soit dans l'apparition de risques élevés induits par les changements de comportement des agents soit dans les modifications des divers paramètres de l'environnement des différentes activités économiques et sociales.

Pour mieux appréhender la Soutenabilité d'une mesure et/ou d'un projet, nous dirons qu'elle admet plusieurs facettes. Nous n'en retiendrons ici que cinq à savoir :

la Soutenabilité Economique et Financière,
la Soutenabilité Juridique et Politique,
la Soutenabilité Socio-Culturelle,
la Soutenabilité Bio-Eco systémique,
la Soutenabilité Technique et Technologique

Premièrement, la Soutenabilité Economique et Financière d'une mesure et/ou d'un projet signifie que les impacts de sa mise en œuvre ne cause pas de dommages qui affectent l'environnement économique et financière des agents économiques et de leurs activités. Ainsi, le fait d'accorder du crédit aux agents des petites activités n'affecte ni :

la libre concurrence entre les agents économiques
la complémentarité entre les activités dans la création des chaînes de valeur dans les différents secteurs d'activités,
la réduction des crédits qui devraient être alloués aux différentes catégories d'entreprise,
la portée des projets de développement, etc.

Tout d'abord, la libre concurrence est un élément essentiel de toute activité économique et sociale. Elle concerne la sécurité des investissements et la capacité des marchés à réguler les

comportements des agents économiques à travers l'évolution des coûts et des prix des biens et services.

Ensuite, le fait d'accorder des crédits à des plus petites unités de production pourrait affecter la complémentarité établie entre les entreprises. En effet, les demandes de complémentarité pourraient-être déviées vers des plus petites unités qui pourraient offrir des biens et services moins cher. La baisse des effets de complémentarité des diverses - moyennes et/ou grandes - capacités des différentes conduit à réduire le volume des valeurs ajoutées, puisque des entreprises formelles pourraient faire faillite. Cela compromet la réalisation des objectifs de croissance économiques.

Par ailleurs, les ressources étant finies, le fait que l'Etat et/ou les Bailleurs de Fonds allouent un volume de ressource destiné au crédit à octroyer aux petites activités peut entrainer une baisse conséquente des allocations et affectations des ressources destinées aux fonctionnements et aux investissements des secteurs d'activités formelles ainsi qu'aux différentes entreprises.

Enfin, il se peut que la priorité à la réduction de la pauvreté monétaire des agents des petites activités puisse occulter les projets de développement.

Deuxièmement, la Soutenabilité Juridique et Politique d'une mesure et/ou d'un projet signifie que leurs mis en œuvre n'entrainent pas un besoin de bouleversement du système juridico-politique en vigueur. En effet, une progression alarmante de la pauvreté et de la prolifération des activités informelles peut être à l'origine d'une demande d'Action Publique et/ou de Politique Publique venant des entreprises formelles. Ainsi, l'objectif politique de réduction de la pauvreté monétaire des agents économiques des petites activités devrait modifier un certain nombre de dispositions juridiques relatives à la formalisation des petites activités. Ces modifications ne doivent pas être trop importantes. Puisque dans le cas contraire, on pourrait envisager l'apparition de comportements imprévisibles des agents économiques qui pourraient basculer du formel vers l'informel voire même vers le souterrain.

Troisièmement, la Soutenabilité Socio-Culturelle d'une mesure et/ou d'un projet a trait à la capacité des dispositifs socio-culturels à résister à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'octroi de crédits aux agents des petites activités informelles afin de réduire leur pauvreté monétaire. C'est-à-dire que les agents bénéficiaires de ces crédits ne vont pas adopter subitement de nouvelles valeurs après l'obtention de ces microcrédits. Il en résulte alors l'abandon des us et coutumes de référence modifiant complètement les rapports sociaux et les organisations sociales. Dans ces conditions, le risque de pertes de repères pourrait conduire à des modifications dommageables de l'environnement socio-culturel.

Quatrièmement, la Soutenabilité Bio-Eco systémique fait référence aux pertes en matière de biodiversité et à la destruction des milieux naturels. En effet, le fait d'obtenir des crédits conduit les agents des petites activités à accroitre la pression exercée par ces dernières sur les ressources naturelles. Il se pourrait que l'accroissement des moyens financiers des agents économiques des petites activités les conduise à polluer et/ou à augmenter leur capacité d'exploiter les stocks de ressource. Ces actes pourraient conduire soit à la dégradation de la qualité de l'environnement soit à la réduction de la capacité des stocks de ressource à se régénérer.

Cinquièmement, la Soutenabilité Technique et Technologique concerne les faibles demandes de mutation technique et/ou de changement notable de technologies dans l'exploitation des opportunités qui s'offrent aux agents des petites activités bénéficiaires de crédits financiers. En effet, le fait de se voir octroyer des volumes de crédit pourrait conduire les agents économiques à investir dans des activités ayant des besoins énergétiques importants et/ou ou technologiques sophistiquées entrainent des coûts sociaux trop importants.

Concernant en particulièrement les activités de la microfinance leur Soutenabilité et leur Inclusivité touche tout d'abord les bailleurs. Ces derniers peuvent observer les critères à travers la solvabilité des emprunteurs et la volonté des Institutions de microfinance à contribuer au développement des petites activités des agents monétairement pauvres. La Soutenabilité signifie que les Institutions qui financent ces activités de microfinance continuent à contribuer du fait qu'ils ne sentent pas lésés. Par ailleurs, l'Inclusivité signifie qu'aucun acteur potentiel [prêteur et emprunteur] n'est exclu. L'obtention de ces microcrédits signifie accompagnement des agents opérant dans les petites activités dans le processus de développement de leurs affaires afin de les soustraire du joug de la pauvreté monétaire.

En effet, les concepts nous permettent par la suite de définir les critères de Soutenabilité et d'Inclusivité de l'attribution de moyens financiers aux agents des micro-activités. Ils constituent la base du motif de précaution d'octroi d'aides que nous observons à travers les comportements des bailleurs et/ou de l'Etat qui financent ces opérations sous forme d'injection de capitaux à risque sur une moyenne et/ou longue période. Il est évident que quand les pourvoyeurs de fonds destinés aux microcrédits doivent observer ces critères de soutenabilité et d'inclusivité dans leurs stratégies puisqu'ils veulent agir sans causer des dommages aussi bien sur le plan macroéconomique que microéconomique. Il en est de même que le fait d'aider financièrement ces agents économiques des micro-activités ne nuisent pas les intérêts des différents acteurs opérant dans tous les secteurs de l'économie.

La question suivante concerne le concept de Profondeur. Cette dernière signifie le degré de pénétration des activités de la microfinance pour atteindre toutes petites activités des diverses régions les plus reculées et/ou des acteurs monétairement pauvres qui sont demandeurs de crédits pour développer leurs affaires. Il s'agit d'apprécier le degré de pénétration des Institutions de microfinance dans le milieu des acteurs demandeurs de crédit pour développer leurs petites activités. Il s'agit de savoir si ces institutions arrivent à satisfaire les demandes d'une part, et de convaincre les acteurs monétairement pauvres exerçant des petites activités à emprunter.

3.2. PRÉSENTATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION D'IMPACT

En se basant sur la définition utilisée par Claire Le Ster [2011], l'évaluation d'impact peut être définie comme une étude qui cherche à identifier et à quantifier les effets à long terme générés par un projet de développement, par exemple programme de microcrédit aux pauvres, sur les bénéficiaires et leurs environnements (social, économique, etc.). Ces effets peuvent être positifs ou négatifs, primaires ou secondaires, directs ou indirects et enfin intentionnels ou non. On cherche donc une relation de cause à effet entre le projet et les mutations socio-économiques.

L'étude d'impact peut être menée au niveau de différentes échelles : ménage, individu, entreprise, mésoéconomie et macroéconomie (Frédéric Lefebvre-Naré et al [2002]). Le choix de l'échelle d'impact dépend de l'objectif de l'étude. Dans la plupart des travaux d'évaluation d'impact effectués dans différents pays, c'est l'échelle microéconomique qui est souvent privilégiée. C'est pourquoi, les outils d'évaluation qui sont basés sur les échelles méso-économique et macroéconomique sont rares dans la littérature.

Dans cette revue de méthodes d'évaluation d'impact, la présentation se limitera uniquement aux outils couramment utilisés dans la pratique. Même, si ces outils ont évolué considérablement dans la littérature, cette évolution peut être néanmoins synthétisée en trois types.

3.2.1. Méthodes « quasi-expérimentales »

Entre 1980 et 1990, les méthodologies d'évaluation d'impact de la microfinance ont été dominées par des recherches rigoureuses, voir le recensement effectué par Bédécarrats [2011] sur les travaux d'étude d'impact réalisés entre 1981 et 2010. En général, ce sont les chercheurs universitaires qui ont entamées les études en se basant sur des enquêtes lourdes et coûteuses

(CRERISE [2003] p. 1). L'objectif était de trouver des résultats scientifiquement acceptables. Ces chercheurs ont utilisé les méthodes connues sous le nom « quasi-expérimentales ».

3.2.1.1. Description

L'approche quasi-expérimentale repose sur une construction d'un échantillon composé d'un groupe de traitement incluant les bénéficiaires du programme et d'un groupe de contrôle incluant les non bénéficiaires en utilisant des méthodes autres que la répartition aléatoire (Commission Européenne [2013] p. 75). Pour cette approche, la période qui sépare la date de la mise en place du projet et celle de l'enquête doit être étendue pour que les effets induits par le projet soient visibles. L'idée de base de cette approche consiste à comparer les deux groupes constitués à l'aide des techniques économétriques plus ou moins sophistiquées (François Doligez et al [2013] p. 164).

Le problème qui se heurte dans la mise en œuvre de la méthode quasi-expérimentale ou non randomisée demeure dans la constitution du groupe de contrôle. En effet, pour prendre en compte les deux prémisses énumérées par Claire Le Ster [2011][81], il faut que les deux groupes aient des caractéristiques similaires. Dans la pratique, il existe plusieurs façons de construire ce groupe de contrôle, mais le choix d'un type de méthode dépend des ressources disponibles (matérielles, financières, temps, etc.).

3.2.1.2. Variantes

Les méthodes quasi-expérimentales d'évaluation d'impact existent sous différentes variantes. Il existe entre autres le modèle de discontinuité de la régression ou Regression Discontinuity Design (RDD), la double différence (Diff in diff), le pipeline approach, la variable instrumentale (VI), et la méthode d'appariement (Khandker et al [2010], Denis Fougère [2007]).

La méthode RDD est utilisée quand il existe un indice ou un indicateur d'éligibilité continu qui permet de classer les bénéficiaires des non bénéficiaires (World Bank [2011]). L'objectif est de construire au voisinage du seuil d'éligibilité82 le groupe de traitement et le groupe de contrôle, car les bénéficiaires du programme juste en dessous de ce seuil sont très semblables au non bénéficiaires juste au-dessus de ce même seuil. Par exemple, un maire d'une

[81] Les deux prémisses sont l'attribution et le «contrefactuel». La première consiste à détecter les origines des effets. La deuxième prémisse est de comparer les scénarios entre sans projet (qu'est ce qui se passe si le projet n'a pas eu lieu) et avec projet.

[82] Ce seuil est le minimum ou le maximum qu'un individu doit se situer (en dessous ou au-dessus) pour être sélectionné par le programme.

commune a décidé d'octroyer des subventions aux individus de sa commune qui ont un score de pauvreté inférieur à 50 (le score est compris entre 0 et 100, un individu qui a un score faible est classé pauvre). Ainsi, le seuil d'éligibilité ou de participation est égal à 50. A cet effet, le groupe de traitement peut être construit à partir des individus qui ont un score de pauvreté entre 48 et 50, et le groupe de contrôle à partir de ceux qui ont un score compris entre $50+\varepsilon$ ($0<\varepsilon<1$) et 52. La force de cette méthode repose sur la précision de l'estimation du contrefactuel au voisinage du point de discontinuité. Cependant, elle souffre d'un problème de généralisation du résultat sur l'ensemble de l'échantillon (Hahn, J et al [2001], Lemieux, T. et al [2007]). De plus, le résultat de l'estimation peut être très sensible à la forme fonctionnelle adoptée (linéaire ou non).

La méthode Diff in diff requiert des informations collectées avant la mise en œuvre du programme. En effet, cette méthode, comme son nom l'indique, vise à comparer entre deux dates définies (avant et après programme) la différence de résultats du groupe de traitement avec celle du groupe de contrôle (Baker J.L [2000] p. 7). Pour appliquer cette méthode, il faut que la tendance de la courbe du groupe exposé au programme soit identique à celle du groupe de témoin, sinon il existe un biais d'estimation. L'approche Diff in diff présente beaucoup des limites dont la plus importante est que celle-ci concède au programme toute différence de tendances entre le groupe de participant et celui de contrôle, même s'il y a d'autres facteurs qui peuvent influencer cette différence. Malgré toutes ces limites, cette approche reste l'une de plus appliquée dans la pratique (Gertler, P. et al [2011] p. 103).

Le pipeline approach ou la méthode échelonnée consiste à choisir uniquement comme groupe de contrôle les individus qui sont sélectionnés par le programme (exemple un programme de finance inclusive) mais qui n'ont pas encore reçu les activités de ce programme (microcrédit) (Arrassen, W. [2013], p.83). Cette approche est quasi-inappliquée dans la pratique.

L'idée de base de la méthode réside sur la recherche d'une variable dite instrumentale qui ait une influence sur l'indicateur de sélection mais non corrélée avec les caractéristiques non observées (Commission Européenne [2013] p. 22). Cette variable instrumentale n'a pas d'effet direct sur l'indicateur de résultat. La difficulté liée au choix de cette variable instrumentale est l'un des limites principales de cette méthode.

La méthode d'appariement nécessite une base de données préalable du groupe de traitement. En effet, c'est à partir des caractéristiques observées et pertinentes tirées dans cette

base de données que le groupe de contrôle sera construit (Claire Le Ster [2011] p. 4). Plus précisément, chaque bénéficiaire du programme est apparié avec un ou plusieurs non bénéficiaires en utilisant les caractéristiques observables. Cet appariement est souvent effectué à partir du score de propension qui désigne la probabilité, pour un individu ayant des caractéristiques données, d'être sélectionnée au programme (Rosenbaum, P. et al [2003]). La limite principale de cette méthode demeure sur le fait qu'elle accapare une base de données énorme. De plus, même si la base de données est disponible, il reste toujours de caractéristiques non observables qui ne seront pas intégrées dans le score de propension. Ce qui peut entraîner ainsi une estimation biaisée de l'impact du programme.

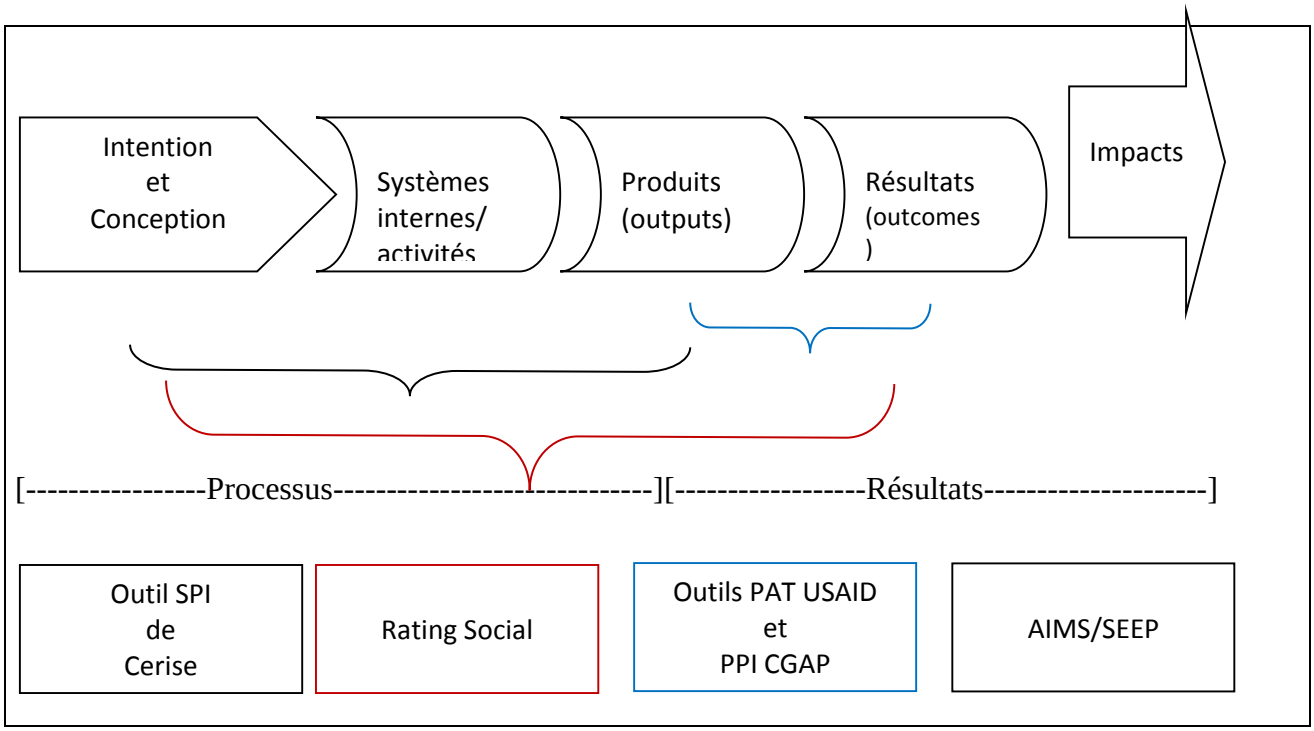
3.2.2. Méthodes «minimalistes»[83]

Globalement, les méthodes quasi-expérimentales ont toutes la capacité de s'échapper au problème de contrefactuel ou à l'obstacle lié à l'estimation de la situation du groupe de traitement quand on suppose que le programme n'a pas été réalisé. Mais beaucoup des praticiens de la microfinance ont estimé que ces méthodes sont lourdes, coûteuses, et ne suscitent pas des intérêts à l'encontre des institutions de microfinance. C'est pourquoi ces praticiens ont recommandé des outils simples et adaptables au secteur.

Depuis les années 90, les praticiens de la microfinance ont donc cherché des outils simples, sans recourir à évaluer le contrefactuel, pour estimer l'impact ou l'effet du crédit accordé aux bénéficiaires. Plus précisément, ces praticiens ne se dirigeaient pas à pas vers le développement des outils, des approches, et des réseaux novateurs pour renforcer les performances sociales de la microfinance (Lapenu, C. et al [2009]). La performance sociale d'une IMF est définie comme « la traduction effective de sa mission sociale en pratique (actions, mesures correctives, suivi des résultats) » (Lapenu, C. et al [2006] p. 3). Cette mission sociale d'une IMF comprend généralement les quatre dimensions suivantes : (i) améliorer de manière pérenne les conditions de vie des clients pauvres et leurs familles; (ii) adapter les services et produits offerts aux clients; (iii) augmenter les bénéfices économiques et sociaux pour les clients; et enfin (iv) renforcer la responsabilité sociale de l'IMF (Koloma, Y. [2010] p. 5). Suite à la constitution d'un groupe de travail sur la performance sociale composé par le CGAP, les Fondations Ford et Argiduis en 2005, un consensus a été adopté concernant la représentation standardisée de mesures de la performance sociale. Cette représentation est résumée par cette figure.

[83] Ce type de méthode d'évaluation d'impact est propre pour la microfinance.

Figure 2 : Représentation Simplifiée de Mesures de la Performance Sociale



Source : CERISE, 2004

3.2.2.1. Outils d'évaluation du processus

L'outil Social Performance Indicators (SPI) est indicateur, crée par le réseau CERISE depuis 2001, pour évaluer la performance sociale d'une institution de microfinance (Lapenu, C. et al [2009] p.44). Cet outil reprend dans un questionnaire les quatre dimensions des objectifs sociaux de la microfinance citée précédemment. La première dimension se concentre plus sur les zones d'intervention de l'IMF, les individus ciblés, et les mesures prises pour faciliter l'accès des pauvres et des exclus aux crédits. La deuxième dimension s'intéresse à la diversité (crédits, épargne) et la qualité (transparence, rapidité, …) de services financiers offerts, et également aux autres services (formation, transferts, …). La troisième dimension traite l'amélioration du capital social et du capital politique des clients de l'IMF ainsi que le suivi des changements des conditions de vie de ces derniers (étude d'impact). La dernière dimension s'interroge sur la relation de l'IMF avec ses employés (salaires, traitements, …), avec ses clients (protection du consommateur) et enfin avec la communauté servie (respect de l'environnement, de la culture…) (CERISE [2005]). D'autres outils d'audit social existent également dans l'évaluation de la performance sociale d'une IMF, notamment : la Social Performance Task Force (STPF) créée à partir de 2005 par le CGAP et les Fondations Ford et Argidus, et le Social Performance Assessment (SPA) confectionné par Gary Woller sous le financement de l'USAID.

Le rating social ou notation sociale est une évaluation externe,84 donc indépendante et systématique, de la performance sociale d'une institution de microfinance (Lapenu, C. [2011]). La démarche est identique à celle d'audit social, mais le rating social effectue quelquefois une enquête auprès des clients de l'IMF (MF Rating [2009] p. 3). Cette évaluation externe est plus coûteuse que l'audit social réalisé par l'IMF elle-même.

3.2.2.2. Outils d'évaluation des résultats

Pour faciliter le suivi par l'IMF de l'évolution des conditions de vie (niveau de pauvreté) de ses clients, des indices de pauvreté ont été conçus par le CGAP & Fondations Grameen-Ford (Progress out of Poverty Index, PPI), et l'agence de développement USAID (Povery Assessment Tools, PAT). Ces indices sont faciles à manier par les IMF, car ils sont construits à partir d'un nombre réduit d'indicateurs simples non monétaires (Lapenu, C [2009] p. 44).

L'indice de progression de sortie de pauvreté PPI mesure la probabilité qu'un client d'une IMF vive en dessous des seuils de pauvreté nationaux ou internationaux (1 ou 2 $/ jour/PPA). Cet indice est construit à partir de dix indicateurs les plus corrélés avec le taux de pauvreté estimé sur la base d'une enquête nationale sur les conditions de vie des ménages « Living Standards Measurement Survey, LSMS » (Grameen Foundation [2012]). Ces indicateurs, qui peuvent être le niveau d'éducation du chef de ménage, le type de sol, le mode d'éclairage, le nombre d'enfants scolarisés …, doivent être faciles à observer et à évaluer, car ce sont les IMF elles-mêmes qui collecteront les données. À partir des données de l'enquête effectuée par l'IMF, les agents de cette institution compare le total des scores[85] obtenus par chaque client au taux de pauvreté afin d'évaluer la probabilité de pauvreté des clients.

L'outil d'évaluation de la pauvreté PAT est construit à partir d'une enquête courte spécifique à chaque pays (USAID [2013]). Cette enquête comporte 10 à 25 questions administrées auprès des clients de l'IMF. Comme l'indice PPI, l'outil PAT requiert également la disponibilité de données statistiques nationales. Il inclut 6 dimensions, notamment l'habitat, la santé, l'alimentation, l'éducation, l'information et la finance. Pour chaque dimension, deux à cinq questions sont posées aux clients avec trois choix de réponse en moyenne (Entrepreneur du Monde [2011]). À chaque réponse, on attribue une note afin d'évaluer le niveau de pauvreté des clients.

[84] Souvent par des agences de notation spécialisées en microfinance.

[85] À chaque indicateur, on attribue une note ou un score en fonction de réponse des clients.

3.2.2.3. Outil d'évaluation d'impact

Face à la demande des IMF de disposer des outils d'évaluation d'impact simples et opérationnels, le réseau Small Entreprise Éducation and Promotion (SEEP) sous le financement de l'USAID a conçu en 1995 l'outil Assessing the Impact of Microenterprise Services (AIMS). Les points qui diffèrent cet outil par rapport aux méthodes standards d'évaluation d'impact sont (i) la «simplicité», l'IMF n'a pas besoin des experts externes (équipes universitaires) pour mettre en œuvre l'étude; (ii) le «coût» de l'étude est raisonnable; (iii) l' «objectif» n'est pas uniquement une étude d'impact, mais également une analyse de marché pour permettre à l'IMF d'améliorer ses programmes (étude de la clientèle); (iv) les «méthodes» sont à la fois quantitatives et qualitatives; et enfin (v) les «niveaux et domaines d'impact» sont le ménage, l'individu, l'entreprise et la communauté (SEEP [2001]).

L'AIMS-SEEP est composé de cinq outils : le premier outil est l'étude d'impact (outil 1 quantitatif), le deuxième est l'étude des pertes de clients (outil 2 quantitatif), le troisième est l'utilisation du crédit, des bénéfices et de l'épargne dans le temps (outil 3 qualitatif), le quatrième est la satisfaction de la clientèle (outil 4 qualitatif) enfin le dernier est l'émancipation des femmes (outil 5 qualitatif) (SEEP [2001] p. 8-9). L'outil 1 comporte trente-sept questions, son objectif est de tester les hypothèses proposées par le réseau SEEP à travers une analyse du groupe de participant incluant les clients de l'IMF et du groupe de contrôle incluant aléatoirement les nouveaux adhérents qui n'ont pas encore reçu les crédits. Les outils 2, 3, et 4 ont pour but d'améliorer le système de suivi-évaluation de l'IMF et d'adapter les services aux besoins des clients. L'outil 5 est réservé à l'analyse des clients de sexe féminin afin de promouvoir l'émancipation des femmes.

3.2.3. Méthodes « repensées »

Ces dix dernières années, les chercheurs et praticiens de la microfinance sont convaincus qu'il faut repenser[86] les démarches utilisées dans l'évaluation d'impact de la microfinance. Deux nouvelles pistes ont été proposées pour refonder les techniques d'évaluation d'impact en microfinance, à savoir l'approche aléatoire et l'approche mixte.

3.2.3.1. Approche aléatoire ou expérimentale

[86] Le terme «repenser les démarches» est employé par les auteurs comme François Doligez (François Doligez et al [2013] p. 169).

L'approche aléatoire a été apparue dans les travaux d'étude d'impact de la microfinance à partir de 2006. Elle est également appelée Assignation Aléatoire Contrôlée (*Randomised Control Trial*, RCT). Cette approche est considérée comme celle qui estime idéalement le contrefactuel. En effet, l'expérience ou l'assignation aléatoire permet d'obtenir deux groupes (traitement et comparaison) statistiquement équivalents au niveau des caractéristiques observables et non observables, contrairement aux méthodes quasi-expérimentales qui ne contrôlent que les variables observables. Cette approche offre donc à la disposition des évaluateurs de programme un outil qui produit une estimation efficace du contrefactuel. Il existe quatre variations de la méthode RCT, à savoir la procédure par tirage au sort, la procédure randomisée par étapes, l'offre aléatoire et la promotion aléatoire (YEN [2012] p.85, Gertler, P. et al [2011]).

La procédure par tirage au sort est réalisable si les conditions suivantes sont réunies : (i) le nombre de population éligible au programme est abondant ; (ii) la sélection des bénéficiaires peut être effectuée au hasard ; et enfin (iii) le programme s'opère en une seule fois (Duflo et al [2006]; GAO [1991]; et Gertler, P. et al [2011]). Cette procédure débute par la constitution de façon aléatoire d'un échantillon représentatif de la population d'unités éligibles (Validité externe). Ensuite, on répartit au hasard cet échantillon en groupes de traitement et de témoin (Validité interne). L'évaluation par tirage au sort est simple et estime efficacement le contrefactuel. Mais sur le plan éthique, elle est réfutable, car il existe un groupe de personne qui sera exclu du programme pendant la durée d'études.

La procédure randomisée par étapes est appropriée pour les programmes qui sont réalisés en plusieurs phases. Elle est identique à la procédure par tirage au sort, mais le point essentiel qui distingue les deux procédures réside sur la constitution des groupes. En effet, pour l'évaluation aléatoire par étapes, on répartit au hasard en plusieurs groupes[87] l'échantillon étudié. Pour la première année, c'est le premier groupe qui constitue le groupe de participant, les autres groupes peuvent être utilisés comme un groupe de témoin. Pour la deuxième année, le deuxième groupe est intégré dans le programme (groupe de participant), les autres groupes (groupes No 3 et plus) peuvent être servis comme un groupe de témoin, et ainsi de suite. Cette procédure résout en partie le problème d'éthique de l'expérience aléatoire, mais elle ne peut pas être utilisée pour estimer l'impact à long terme d'un programme.

[87] Le nombre de groupe est défini en fonction du nombre d'années du projet.

Dans les deux procédures aléatoires précédentes, on suppose que les individus adhèrent à leur affectation. Or, cette hypothèse d'adhérence totale n'est pas réaliste pour la plupart des programmes sociaux. En effet, dans la population d'unités éligibles, il existe toujours trois types d'individus, notamment : (i) le type « toujours » : celui qui voulait participer au programme, même si on l'affecte dans le groupe de témoin; (ii) le type «jamais»: celui qui ne voulait pas participer au programme, même si on l'affecte dans le groupe de traitement; et enfin (iii) le type neutre: celui qui adhère à son affectation. Dans cette situation, deux procédures aléatoires sont à la portée de l'évaluateur du programme, à savoir l'offre aléatoire et la promotion aléatoire.

Les étapes de deux procédures (offre aléatoire et promotion aléatoire) sont similaires, mais seulement dans la promotion aléatoire, les individus qui seront choisis pour former le groupe de traitement sont encouragés à participer au programme. La première étape consiste à sélectionner aléatoirement les groupes de traitement et de contrôle. Statistiquement, les deux groupes présentent des caractéristiques similaires et sont composés par des proportions identiques de trois types d'individus. Dans la deuxième étape, on estime les résultats pour les deux groupes. La différence de deux résultats est appelée « l'intention de traiter ou IDT ». Pour estimer l'impact réel du programme, il faut déduire de l'IDT la valeur du « traitement sur les traités ou TT ». Cette valeur correspond à la différence des résultats des individus de type neutre, on enlève donc l'impact des types « toujours » et « jamais » dans l'IDT. Pour ce faire, dans la troisième étape, on divise par la variation de pourcentage de participants de deux groupes la valeur de l'IDT ($TT = {\text{IDT}}/{\Delta\% \text{ de participants}}$).

3.2.3.2. Approche mixte

Même si l'approche aléatoire est jugée comme l'outil d'évaluation d'impact qui estime sans biais le contrefactuel, elle présente également des faiblesses non négligeables, surtout pour l'évaluation d'impact des programmes de développement. Par exemple, pour Bernard, T. et al [2011], les méthodes RCT sont efficaces pour évaluer les programmes dont les relations de cause à effet sont simples et courtes, mais quand ces relations sont devenues complexes et longues alors les efficacités de ces méthodes se réduisent. Pour Labrousse [2010], ces méthodes offrent des résultats non pertinents quand elles effectuent une étude isolée de la relation de cause à effet entre le programme et l'indicateur de résultat sans considérer les autres interactions existantes. Les méthodes quantitatives (expérimentale et quasi-expérimentale) présentent donc des forces et des faiblesses que les évaluateurs d'impact de programme devraient connaître.

Pour répondre aux faiblesses des méthodes quantitatives, certains auteurs comme François Doligez, Florent Bédécarrats, Emmanuelle Bouquet, Cecile Laapenu et Betty Wampfier ont recommandé de combiner les méthodes quantitatives et qualitatives pour améliorer les résultats de l'étude d'impact en microfinance (François Doligez et al [2013]). Beaucoup de termes sont utilisés pour dénommer cette combinaison, il y a entre autres les méthodes mixtes, les études triangulées ou multi-méthodes, les méthodes mélangées ou intégrées, et les méthodes multiples (Johnson [2007]). Pour Green [2005],[88] il existe cinq raisons essentiels pour adopter les méthodes mixtes dans une évaluation d'impact à savoir (i) la crédibilité des résultats: la comparaison des informations issues de l'analyse des données quantitatives et qualitatives augmente la qualité de l'estimation de la relation de cause à effet; (ii) l'élargissement du cadre de réflexion: les résultats divergents de deux méthodes engendrent des nouvelles pistes d'analyse et de réflexion; (iii) l'exhaustivité des résultats; (iv) la prise en compte de la diversité des valeurs (morale, politique, ethnique,…) dans l'évaluation d'impact; et enfin (v) la complémentarité de deux méthodes dans le choix des instruments utilisés et l'élaboration de l'échantillon.

3.3. PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE

Selon Gertler et al [2011], avant d'effectuer le choix sur les différents outils disponibles pour procéder à une évaluation d'impact, il faut prendre en considération les différents points suivant: (i) le moment: est-ce que l'évaluation commence dès le début ou non du programme? ; (ii) la couverture: est-ce que ce tout le monde ou seulement une partie qui peut bénéficier le programme? ; (iii) le ciblage: s'il est impossible dans le programme de viser tout le monde, il faut donc sélectionner les bénéficiaires selon trois moyens: répartition aléatoire, sélection basée sur des critères admissibilités et ciblage sélectif; et enfin (iv) les ressources (financières, humaines, etc.). Dans cette thèse, plusieurs contraintes ont limité notre choix sur la méthodologie adoptée dans l'évaluation d'impact de la microfinance sur la pauvreté, à savoir les contraintes financière et temporelle. Cette situation nous pousse à exploiter de manière optimale les données et informations dont nous disposons.

Les données qui seront exploitées dans cette thèse ne permettent pas d'entamer une démarche rigoureuse (expérimentale ou non) de l'évaluation d'impact de la microfinance. En fait, l'enquête menée par le CEE, qui est la source de nos données, n'est pas destinée à une étude d'impact : il est impossible de construire des groupes de contrôle et de traitement à partir

[88] Michael Bamberger [2012]

de cette enquête. Plus précisément, cette dernière a été destinée pour une étude de la relation entre la pauvreté et l'exclusion sociale et financière. Rien ne garantit ainsi sur la similarité des caractéristiques des clients des IMF aux non clients, ce qui engendre une estimation biaisée du contrefactuel si nous utilisons les non clients comme groupe de contrôle. Nous devrons donc adopter d'autres approches pour savoir l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, nous utilisons en premier lieu les techniques d'analyse des données multidimensionnelles pour caractériser les bénéficiaires du secteur de la microfinance (approche factorielle). En deuxième lieu, une analyse économétrique sera effectuée pour déterminer l'impact de la microfinance sur les conditions de vie des individus (approche économétrique). Enfin, nous estimons l'impact du volume de crédit des IMF sur les agrégats macroéconomiques (approche macroéconomique). En un mot, notre méthodologie réside sur l'utilisation de tous les outils disponibles et adéquats pour exploiter au maximum les informations micro et macro dont nous disposons.

3.3.1. Approche factorielle

Selon le dictionnaire wikipédia, l'analyse factorielle est une technique statistique multidimensionnelle qui consiste à réduire un ensemble de variables observées en un ensemble de variables latentes. Elle a pour objectif de dépouiller les résultats d'une enquête afin de faciliter la compréhension d'un ensemble volumineux de données multi-variées (Philippe Cibois [2006]). Cette technique est souvent complétée par une analyse par classification et une analyse discriminante afin de construire un groupe homogène.

3.3.1.1. Description de la méthode

Les informations que nous exploitons sont de données multidimensionnelles. Derrière ces données, il y a des informations cachées que nous allons explorer au moyen des techniques statistiques multi-variées. Ces dernières peuvent être classées en deux groupes : le premier s'intéresse à une représentation sous forme réduite « graphique » des informations volumineuses (analyse factorielle), et le deuxième groupe a pour objectif de regrouper les données de façon homogène (classification et analyse discriminante).

Les types d'analyse factorielle les plus fréquemment employés dans la pratique sont l'Analyse en Composantes Principales (ACP), l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) et l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM). L'ACP est un outil qui permet de réduire la dimension d'un ensemble des variables quantitatives sans perdre trop d'informations, c'est-à-dire que cet outil préserve les distances entre les individus. L'objectif de cet outil consiste à construire des composantes principales ou des axes factoriels à partir des combinaisons linéaires des variables originelles. L'AFC est destinée à explorer les tableaux de type croisé ou de contingence, c'est-à-dire des tableaux qui font croiser les modalités de deux variables qualitatives. Enfin, l'ACM est une généralisation de l'AFC dans une dimension supérieure à deux, elle traite ainsi un ensemble d'individus décrits par des variables qualitatives. L'objectif de l'ACM est le même que celui de l'ACP, c'est-à-dire de trouver un système de présentation qui minimise la perte d'informations.

L'objectif de l'analyse par classification est de regrouper en classes homogènes un ensemble d'individus. La classification existe en deux classes, à savoir la classification non hiérarchique et la classification hiérarchique. La première définit préalablement le nombre de partitions ou de groupes. Les méthodes centres mobiles et nuées dynamiques appartiennent à cette classe. La deuxième classe est différente de la première car celle-ci laisse au programme de choisir librement le nombre optimal de partitions. Cette méthode est coûteuse si on est en

présence d'un nombre considérable d'individus. Selon le dictionnaire wikipédia, l'analyse discriminante est une technique statistique qui consiste à décrire et à prédire l'affectation ou le classement d'individus à des groupes prédéfinis en se basant sur un ensemble des variables quantitatives appelées descripteurs ou variables prédictives. Cet outil est à la fois descriptif et prédictif. L'analyse discriminante descriptive appartient à la famille des méthodes factorielles, mais l'autre appartient à l'approche par classement.

3.3.1.2. Quelques travaux antérieurs

La plupart des travaux d'étude d'impact utilisent souvent les techniques d'analyse factorielle pour décrire le profil des individus qui ont bénéficié des services des IMF. Il y a entre autres les études de Sossou, H. et al [2013], et de Sandrine Michel et Holimalala Randriamanampisoa [2012]. La première étude a employé une démarche en six étapes pour effectuer un essai de typologie des exploitants agricoles de Bénin : (i) constitution des modules (ménages, facteur de production, output,…); (ii) sélection des variables d'études; (iii) réduction des variables par ACP; (iv) constitution des classes; (v) identification des variables plus discriminants; et enfin (vi) la validation par une analyse discriminante pas-à-pas sur les classes. La deuxième étude a utilisé les outils ACM et Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) pour déterminer les typologies des ménages en fonction de leurs capabilities (entre autre la capabilitié financière).

Kevin Nguza [2013] a effectué une étude d'impact de la microfinance sur les conditions de vie des ménages Kinois (Congo Kinshasa) en adoptant une approche par l'analyse factorielle discriminante de type descriptif. L'objectif principal de ce travail était de décrire et d'expliquer les différences entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires des services des IMF. L'idée de base est donc de chercher des variables qui discriminent plus les différents groupes.

3.3.1.3. Démarche

Nous utilisons les différents types d'outil de l'approche factorielle pour mener une analyse descriptive de l'enquête du CEE. L'objectif que nous attendons de cette approche est de faire apparaître la différence entre les individus qui bénéficient des services du secteur de la microfinance et les individus qui ne bénéficient pas. La question que nous essayons de répondre dans cette approche est donc de la forme suivante : Est-ce que les clients des IMF présentent les mêmes caractéristiques que les non clients ? Si la réponse est non, alors nous allons savoir si cette différence profite aux clients des IMF.

La démarche de l'approche factorielle adoptée dans cette thèse sera divisée en trois étapes, à savoir (i) la caractérisation des bénéficiaires des services des IMF par l'outil ACM; (ii) la construction des groupes par l'analyse par classification et enfin (iii) la détermination des facteurs qui discriminent les groupes à partir de l'analyse discriminante descriptive.

3.3.2. Approche descriptive

La conception descriptive de la recherche est une méthode scientifique consistant à observer et à décrire le comportement d'un sujet sans l'influencer d'aucune façon. De nombreuses disciplines scientifiques utilisent cette approche pour obtenir une vue d'ensemble du sujet, en particulier les sciences sociales et la psychologie. Cette approche est également utile lorsqu'il n'est pas possible de tester et de mesurer le grand nombre d'échantillons dont ont besoin les approches économétriques et factorielles.

Les résultats d'une recherche descriptive ne peuvent en aucun cas être utilisés comme réponse définitive ou pour infirmer une hypothèse. Mais si les limites sont comprises, elles peuvent former un outil utile dans de nombreux domaines de la recherche scientifique.

3.3.2.1 Avantages de la méthode

Le sujet est observé dans un environnement complètement naturel et vierge. Un bon exemple serait un anthropologue souhaitant étudier une tribu sans affecter le comportement normal de ses membres. Les expériences véritables, tout en fournissant des données analysables, influencent souvent négativement le comportement normal du sujet.

La recherche descriptive est souvent utilisée comme précurseur des modèles de recherche quantitatifs : l'aperçu donne des indications précieuses sur les variables qui valent la peine d'être testées quantitativement. Les expériences quantitatives sont souvent coûteuses et chronophages, il est donc de bon aloi se savoir quelles hypothèses méritent d'être testées.

3.3.2.2. Inconvénients de la méthode

Puisque aucune variable n'est manipulée, il est impossible d'analyser les résultats statistiquement. De nombreux scientifiques considèrent ce type d'études comme très peu fiables et non scientifiques. De plus, les résultats des études d'observation ne sont pas reproductibles, il ne peut donc y avoir ni réplication de l'expérience ni examen des résultats. Dans plusieurs cas, les résultats des études descriptives permettent de générer des hypothèses, qui seront explorées dans d'autres types d'études (corrélationnelle, analyse de la variance).

3.3.2.3. Description des outils utilisés

Quatre outils seront utilisés dans cette approche descriptive, à savoir la statistique descriptive, la corrélation, l'analyse de variance et le test d'indépendances :

- Statistique descriptive : le but de la statistique descriptive est de structurer et de présenter l'information contenue dans les données sous forme graphique, de tableau de fréquence ou effectif et d'indicateurs ;

- Corrélation : la corrélation mesure le degré de lien de dépendance entre deux variables statistiques ;

- Analyse de la variance : l'objectif d'une analyse de variance vise à tester les différences significatives entre les moyennes ;

- Test d'indépendances : ce test s'applique lorsqu'on souhaite démontrer l'indépendance ou la dépendance de deux variables.

3.3.3. Approche économétrique

Dans cette approche économétrique, nous allons utiliser des modèles économétriques pour savoir si les différences constatées entre les clients et non clients des IMF sont attribuables aux services de ces dernières. Cette démarche permet donc de déterminer l'impact des IMF sur les conditions de vie de la population étudiée. Compte tenu du type des variables d'étude (qualitatif), nous privilégiions dans cette thèse les modèles issus de l'économétrie qualitative, notamment : Logit, Probit, Tobit et Gombit. Dans cette approche, les modèles de régression usuels (moindres carrés ordinaires, moindres carrés généralisés, …) ne sont pas donc adaptés à notre étude.

3.3.3.1. Description de la méthode

Dans ce travail, nous sommes confrontés à de données qualitatives. Plus précisément, la variable expliquée de notre modèle ne peut prendre que deux modalités. On a donc affaire à des modèles dichotomiques. Selon Christophe Hurlin [2003], l'objectif de ces modèles est de chercher les explications de la survenance d'un événement en fonction d'un certain nombre de caractéristiques observées pour les individus de l'échantillon.

Les modèles dichotomiques sont définis généralement à partir de la probabilité (p_i) de la survenance de l'événement (y_i) conditionnellement aux variables explicatives ou exogènes (x_i). La formulation mathématique des modèles est donnée par l'équation suivante :

$$p_i = Prob(y_i = 1|x_i) = F(x_i\beta)$$

La fonction $F(.)$ désigne une fonction de répartition et les coefficients β (vecteur) sont les paramètres à estimer. Les modèles Logit, Probit, Tobit et Gombit différent notamment par la forme de leur fonction de répartition. Pour le premier modèle, sa fonction de répartition suit une loi logistique, la loi normale centrée réduite pour le probit, la loi normale centrée pour le Tobit, et enfin la loi gumbel pour le Gombit.

3.3.3.2. Quelques travaux antérieurs

Une étude menée par Holimalala Randriamanampisoa [2011] a analysé la liaison entre le microcrédit et la pauvreté multidimensionnelle (approche par capabilities de Sen) des ménages ruraux malgaches à partir de la régression économétrique. L'objectif de cette étude est de savoir si le montant de crédit octroyé au client a une influence sur la diminution de la probabilité d'être pauvre de ce dernier. L'auteur a utilisé de nombreuses variables de contrôle à savoir entre autres le nombre d'année d'adhésion, les chocs de production et le niveau d'instruction du chef de ménage.

Une étude menée par Tarek Sadraoui et Hafedh Alimi [] a évalué l'impact des microcrédits sur le secteur d'artisanat en Tunisie en utilisant le modèle Logit. L'objectif de cette étude consiste à savoir si le crédit octroyé est rentable. Les variables explicatives de ce modèle sont l'âge, le sexe, le montant du microcrédit, le type et le niveau d'instruction.

3.3.3.3. Démarche

L'objectif de l'approche économétrique consiste à savoir l'impact de la participation des individus aux services des IMF sur les conditions de vie de ces derniers. Nous allons donc définir un modèle économétrique pour analyser la contribution du microcrédit sur les clients des institutions de microfinance. La forme fonctionnelle du modèle est définie comme suit :

$$p_i = Prob(y_i = 1|x_i) = F(x_i\beta)$$

p_i: la probabilité d'être pauvre ;

y_i est la variable à expliquer du modèle. Celle-ci prend une valeur nulle si l'individu est non pauvre et 1 sinon ;

x_i (Vecteur) sont les variables explicatives du modèle. Elles peuvent être l'âge, le sexe, le niveau d'éducation du chef de ménage, le type (client ou non d'une IMF), etc.

Dans cette approche, nous privilégions le modèle Logit, car il existe de nombreuses études qui ont justifié la bonne qualité de ce modèle par rapport aux autres (Probit, Tobit, Gombit). On peut citer entre autre le travail de Huber [1993].

3.3.4. Approche macroéconomique

Les approches précédentes sont axées sur la recherche de l'impact de l'intervention des IMF à l'échelle individuelle ou microéconomique. Dans cette nouvelle approche dite « macroéconomique », on s'intéresse à l'impact des IMF sur l'économie globale, ou plus précisément, on cherche à déterminer la contribution du volume de l'encours de crédits des institutions de microfinance sur les agrégats macroéconomiques du pays.

3.3.4.1. Fondement théorique de l'approche

Les institutions de microfinance font partie des éléments qui constituent le système financier, mais elles ont des missions spécifiques par rapport aux autres (banques primaires, assurances, banque centrale, etc.). L'une de ces missions spécifiques, mais qui est considérée comme la principale, consiste à octroyer des services financiers aux individus qui sont exclus par le système bancaire notamment les pauvres. Le secteur de la microfinance contribue ainsi au développement du système financier d'un pays. Le fondement théorique de cette approche repose donc sur la liaison qui existe entre le développement financier et le développement économique d'un pays ou la croissance économique.

Dans la littérature, beaucoup de travaux ont justifié les effets positifs du développement financier sur la croissance économique d'un pays. Ces travaux reposent souvent sur l'idée que le développement financier permet d'aboutir à une allocation optimale des ressources économiques, à une gestion efficace des risques et améliore par suite le rendement du capital (Eggoh, J; Villieu P, [2011]).

3.3.4.2. Quelques travaux antérieurs

Les travaux qui ont étudié l'impact macroéconomique de la microfinance sont rares dans la littérature. La plupart de ces travaux ont effectué une régression économétrique entre la variable PIB et le volume de crédits des IMF, en ajoutant quelques variables de contrôle. Ces dernières regroupent les autres déterminants de la croissance économique du pays (ouverture financière, investissement privé ou public, etc.). Les résultats de ces travaux sont divergents. En effet, certains auteurs ont trouvé des impacts positifs, alors que d'autres ont abouti à une conclusion contraire.

Parmi les travaux qui ont conclu des impacts négatifs, on peut citer entre autres l'étude de Mbaye S. et al [2012]. Cette étude a estimé à partir d'un modèle à correction d'erreur de type multi-varié (*Vector Error of Correction Model* ou VECM) la relation entre le taux de croissance du PIB (variable expliquée), le taux de croissance du PIB par habitant, l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB, les crédits au secteur privé sur le PIB, la formation brute de capital fixe rapportée au PIB, le volume de crédit des banques primaires, la population totale, et enfin l'encours de crédit des IMF. D'après les résultats de l'estimation, la masse monétaire et le volume de crédit du système bancaire ont un impact positif sur la croissance économique, tandis que le volume du crédit des IMF a au contraire un effet négatif sur le PIB. Pour ces auteurs, la microfinance a impact indirect positif sur la croissance, via à l'augmentation de la masse monétaire.

Une étude menée par Kamala, E. [2006] a essayé de mesurer l'impact de la microfinance sur le développement économique du pays du sud. Cet auteur a également employé une régression économétrique pour déterminer la relation. Toutefois, celui-ci n'a pas utilisé directement le volume du crédit des institutions de microfinance comme une variable explicative. Mais, sa démarche se repose sur l'hypothèse suivante : «le secteur de la microfinance au développement financier du pays». Par suite, le développement financier mesuré par l'agrégat monétaire rapporté au PIB a un impact sur la croissance économique. Les résultats de cette étude ne sont pas très convaincants, car la démarche adoptée par l'auteur ne permet d'attribuer les sources de l'augmentation du PIB entre les différents acteurs du secteur financier (institutions de microfinance, banques, etc.).

3.3.4.3. Démarche

La démarche adoptée dans cette approche macroéconomique sera différente de celle qui est communément utilisée dans la pratique (régression économétrique). Pour mettre en évidence l'importance des IMFs sur le plan macroéconomique à Madagascar, la démarche adoptée consiste à compiler des estimations des agrégats des comptes nationaux pour disposer de la situation économique du pays en l'absence des institutions de micro-finance ; les écarts des estimations des agrégats ainsi obtenus par rapport à leurs vraies valeurs – c.-à-d. en présence des IMFs – servent à mesurer l'impact macroéconomique de ces dernières.

L'on utilise un modèle statique du Tableau Ressources-Emplois (TRE) à partir des données des nouveaux comptes nationaux de 2007. L'énoncé de l'hypothèse d'absence de la micro-finance étant traduit en chocs de demande qui, à travers plusieurs canaux de

transmissions, affectent les niveaux des principaux agrégats des comptes nationaux tels que le PIB, les Dépenses de Consommation Finale des Ménages (DCFM), et le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM[89]) rendu aux ménages ; il s'agit d'un choc de demande de SIFIM – une baisse de 7,7% [90] de la demande de SIFIM – en l'absence des IMFs.

[89] Le SIFIM mesure le service de crédit ou de dépôt rendue par les institutions financières aux emprunteurs et aux déposants.

[90] 7,7% représente la part de SIFIM produit par les IMFs pour 2007, selon les données de la BFM et nos propres calculs.

CONCLUSION PARTIELLE

La première section nous a montré que le débat autour de l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté n'est pas un sujet récent. Contrairement, il a fait couler beaucoup d'encres dans la littérature théorique et empirique. Le débat théorique peut être synthétisé en trois approches : welfariste, institutionnaliste et mixte.

Les welfaristes pensent que les IMF doivent focaliser leurs interventions sur les pauvres pour que ces institutions deviennent vraiment un instrument de réduction de la pauvreté. Pour eux, l'autosuffisance financière n'est pas un moyen mais plutôt une fin, le moyen étant l'amélioration de bien-être des populations.

Pour les institutionnalistes, il faut avoir une institution forte et viable afin de pouvoir servir les bénéficiaires des IMF. Ainsi la priorité est d'atteindre le plus grand nombre de pauvres et non les plus pauvres pour permettre d'avoir une économie d'échelles. Cette approche ne prime pas le ciblage des bénéficiaires pauvres ni l'étude d'impact qu'elle considère comme couteux aux institutions.

L'approche mixte essaye de composer les forces de deux positions.

La deuxième section nous a permis voir les différentes méthodes d'évaluation d'impact de la microfinance. Après l'apparition des IMF dans les années 70, beaucoup d'entités comme les bailleurs de fonds, les chercheurs et les agents de microfinance se sont s'intéressés sur le réel impact du projet de microfinance sur le développement économique et/ou sur la réduction de la pauvreté.

Les méthodes quasi-expérimentales reposent sur une construction d'un échantillon composé d'un groupe de traitement incluant les bénéficiaires du programme et d'un groupe de contrôle incluant les non bénéficiaires. Ensuite, on compare les deux groupes constitués à l'aide des techniques économétriques plus ou moins sophistiquées. Ces méthodes sont jugées lourdes, coûteuses, et ne suscitent pas des intérêts à l'encontre des institutions de microfinance.

Les praticiens de la microfinance ont ainsi cherché des outils simples, sans recourir à évaluer le contrefactuel, pour estimer l'impact ou l'effet du crédit accordé aux bénéficiaires : ce sont les méthodes minimalistes. Ces méthodes sont propres à la microfinance. Cette dernière n'a pas besoin des chercheurs pour évaluer l'impact de leur intervention. Elle suit seulement avec des indicateurs simples l'évolution de conditions de vie de leur client.

Malgré le développement des méthodes minimalistes, les chercheurs et praticiens de la microfinance sont convaincus qu'il faut repenser les démarches utilisées dans l'évaluation d'impact de la microfinance, c'est-à-dire qu'il faut trouver des méthodes rigoureuses pour évaluer l'impact réel de la microfinance. Deux nouvelles pistes ont été proposées, à savoir l'approche aléatoire et l'approche mixte.

La troisième section nous détaille les quatre approches utilisées dans la thèse : factorielle, économétrique descriptive et macroéconomique.

La démarche de l'approche factorielle adoptée dans cette thèse sera divisée en trois étapes, à savoir (a) la caractérisation des bénéficiaires des services des IMF par l'outil ACM; (b) la construction des groupes par l'analyse par classification et enfin (c) la détermination des facteurs qui discriminent les groupes à partir de l'analyse discriminante descriptive.

L'approche économétrique adoptée essaye d'utiliser des modèles économétriques pour savoir si les différences constatées entre les clients et non clients des IMF sont attribuables aux services de ces dernières. Cette démarche permet donc de déterminer l'impact des IMF sur les conditions de vie de la population étudiée. Nous utilisons la régression logistique pour atteindre notre objectif.

L'approche descriptive est complémentaire aux deux approches ci-dessus. Elle est simple à réaliser et facile à interpréter. Trois formes d'outils seront utilisées dans cette thèse : la représentation sous forme de tableaux, l'étude de la corrélation et l'analyse de la variance.

L'approche macroéconomique : Le modèle TRE permet de capter plusieurs canaux de transmissions, affectent les niveaux des principaux agrégats des comptes nationaux tels que le PIB, les Dépenses de Consommation Finale des Ménages (DCFM), et le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) rendu aux ménages. Le modèle reproduit fidèlement les effets des chocs sur l'ensemble des unités institutionnelles de l'économie Malagasy.

PARTIE II : APPROCHE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ

Dans cette partie, notre objectif est d'évaluer empiriquement l'impact de la microfinance sur la pauvreté et l'inclusion financière. Pour la partie microéconomie, deux enquêtes seront utilisées pour atteindre cet objectif : Enquête NOPOOR effectuée par l'INSTAT et la CEE et celle de FINSCOPE réalisée par l'INSTAT et la CNFI. Quant à la partie macroéconomie, on a utilisé le Tableau Ressources-Emplois (TRE) à partir des données des nouveaux comptes nationaux de 2007 de l'INSTAT.

CHAPITRE 4. ANALYSES FACTORIELLES DE LA PAUVRETE ET DE LA MICROFINANCE A MADAGASCAR

Sur la base de l'enquête effectuée conjointement par l'INSTAT et le Centre d'Études Économiques de l'Université d'Antananarivo, nous allons évaluer la situation de la pauvreté à Madagascar selon les deux approches de la pauvreté : non monétaire et monétaire. Cette enquête d'envergure nationale a pour objectif de déterminer la relation entre la pauvreté et la microfinance.

4.1. ELABORATION DE L'INDICE DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE

4.1.1. Enquête NO POOR

À Madagascar, les travaux qui traitent la pauvreté multidimensionnelle à l'échelle nationale sont rares. Suite à l'enquête nationale effectuée par l'INSTAT et le CEE, nous avons eu l'opportunité de mener une analyse multidimensionnelle de la pauvreté à Madagascar.

4.1.1.1. Dimensions et variables utilisées

Le choix des dimensions et des variables à l'intérieur de chaque dimension repose sur la disponibilité de données dans l'enquête. Pour construire notre Indice Composite de Pauvreté (ICP), nous avons utilisé 20 variables classées selon 8 dimensions : habitat, éducation, équipement, énergie, confort, information, transport, et communication.

a- Habitat

Avoir un habitat approprié constitue un élément essentiel dans la vie d'un homme, cette dimension constitue donc un aspect important du bien-être d'un individu. Dans cette dimension, l'indicateur de bien être utilisé est le nombre de pièces de l'habitat du ménage.

b- Équipement

Avoir des équipements essentiels pour la maison ont été considérés comme une importante cible pour évaluer la condition de vie d'une personne ou des groupes de personnes, c'est-à-dire que ces équipements font partie des conditions nécessaires pour l'atteinte d'un niveau de bien-être économique et social. Cette dimension peut être mesurée par : les chaises, les lits et les tables.

c- Énergie

L'accès à l'énergie constitue l'un des besoins de base dont la satisfaction est une condition préalable à l'atteinte d'un niveau de bien-être. Il constitue ainsi une importante cible à atteindre pour avoir une certaine qualité de vie. Plusieurs indicateurs permettent de mesurer l'accès à l'énergie. Mais dans cette dimension, les deux variables suivantes peuvent nous servir de mesurer à l'accès de l'énergie : Lampe traditionnel ; Lampe moderne.

d- Confort

La dimension confort est considérée aujourd'hui comme un point incontournable dans la classification des pauvres aux non pauvres et constitue l'un de symbole de standing de vie. Plusieurs indicateurs permettent de cerner cette dimension. Dans le cadre de cette étude, nous avons retenu les trois types de confort suivant : Cuisine à gaz ; Réfrigérateur ; Congélateur.

e- Information

Le secteur de l'information est largement pris en compte au niveau des Objectifs de Développement Durable (ODD) et figure également au premier plan des Stratégies de réduction de la pauvreté. Une maison doit avoir des instruments d'informations qui sont des biens fondamentaux pour sortir dans l'obscurité sans nouvelles, sans évolutions. Dans cette dimension, nous énumérons six indicateurs : Poste radio ; Radio K7 ; Chaine ; Lecteur ; Poste TV ; Ordinateur.

f- Communication

La communication constitue l'un des principaux domaines privilégiés par l'approche non monétaire. Une famille doit avoir une poste de communication, si elle ne veut pas être classée comme une famille non pauvre. Nous pouvons tirer les deux variables suivantes : Téléphone fixe ; Téléphone portable.

g- Transport

L'approche non monétaire de la pauvreté ou plus précisément l'approche par besoins de base considère le domaine de transport comme un élément essentiel pour atteindre un certain standing de vie. Citons dans cette dimension trois variables : Voiture ; Cyclomoteur ; Bicyclette.

4.1.1.2. Élaboration d'un Indicateur Composite de Pauvreté

L'Indicateur Composite de Pauvreté ou ICP est construit au niveau de l'unité de la population, c'est-à-dire qu'il est calculé pour chaque individu. Cet indicateur est obtenu par

l'agrégation des variables définies à l'intérieur de huit dimensions. Pour élaborer l'ICP, nous avons utilisé la technique d'analyse factorielle. Pour ce faire, nous avons appliqué une Analyse des Composantes Multiples sur les variables d'études. Cette méthode a été choisie parmi les autres parce que celle-ci présente moins d'arbitraire dans la construction de la forme fonctionnelle de l'ICP. Elle permet aussi de choisir de manière optimale les variables qui sont utilisées pour élaborer l'ICP.

Une condition doit être satisfaite pour que l'indicateur construit représente bien un indicateur de pauvreté ou de bien-être de l'individu. En effet, les variables choisies doivent avoir la structure ordinale de bien-être respectée par la structure ordinale des cordonnées de leurs modalités sur le premier axe factoriel. Cette condition est appelée la Consistance Ordinale sur le Premier Axe (COPA). Elle est nécessaire pour ordonner les individus en fonction de leur niveau de bien-être.

L'élaboration de notre ICP se réalise en deux étapes :

- La première étape consiste à réaliser une première ACM sur les variables études, on sélectionne ensuite les variables qui valident le critère de COPA. Certaines variables seront ré-codifiées en effectuant de regroupement des modalités par exemple ;
- Dans la deuxième étape, on effectue une deuxième ACM sur variables sélectionnées. Dans cette étape, le pouvoir explicatif du premier axe factoriel sera amélioré.

Enfin, on calcule l'ICP du ménage i par la formule suivante :

$$ICP_i = \frac{\sum_{j=1}^{p} \sum_{k \in J_j} w_k^j \, x_k^j}{Q}$$

Le poids w_k^j est la coordonnée factorielle sur le premier axe de la modalité x^j normalisée par la valeur propre maximale ($score/\lambda$).

a- Résultat de l'ACM préliminaire

Deux analyses seront entamées dans cette ACM préliminaire à savoir les mesures de discrimination et les coordonnées de modalités de variables sur les axes principaux. La première analyse nous renseigne sur la contribution des variables sur la construction des axes principaux, tandis que la seconde nous informe si les variables ont respectées le critère de COPA. La seconde est la plus importante dans cette ACM préliminaire, car celle-ci nous informe si la variable du modèle respecte bien l'axe de bien-être (critère de COPA).

Le résultat de l'ACM préliminaire est résumé dans ce tableau (voir ACM PRELIM.doc) :

Tableau 4 : Matrice des composantes de l'ACM préliminaire

	Composante	
	1	2
Chaise	,510	,210
Lit	,328	,185
Table	,477	,203
Lampe à pétrole	-,545	,223
Lampe moderne	,058	,069
Cuisinière à gaz	,222	-,005
Réfrigérateur	,577	,027
Congélateur	,368	,026
Poste radio	,275	,155
Radio cassette	,420	,090
Chaine Hifi	,542	,052
Lecteur CD-DVD	,782	-,061
Poste téléviseur	,772	-,097
Ordinateur	,489	,092
Voiture privée	,379	,035
Cyclomoteur	,328	,129
Bicyclette	,168	,276
Téléphone fixe	,306	-,026
Téléphone portable	,607	,001
Charrette à taction animale	-,149	,658
Charrue à traction animale	-,153	,710
Appereil photo	,495	,104
Autres biens durables	,273	,168
Autres meubles	,443	,217
Autre équipement à traction animale	,097	,245
Autres équipements ou instruments agricoles	-,291	,177
Caméra	,337	,247
Equipement tiré par tracteur	-,023	,109
Herse à traction animalee	-,158	,736
Immeubles agricoles	-,002	,247
Instruments de musique	,137	,015
Machine à coudre	,455	,153
Magnétoscope	,033	-,027
Natte	-,199	,313
Outils manuels	-,465	,315
Pulvérisateur	-,071	,462
Stockage agricole	-,169	,265
Terrain	-,201	,404
Tracteur/kibota	-,053	,018
Membre d'une IMF Mutualiste: Oui ou Non?	,190	,097
Membre d'une IMF Non Mutualiste: Oui ou Non?	,105	,100
Membre d'une banque traditionnelle	,454	-,010
Niveau d'instruction (Bacc+)	,594	-,056
nombre de pièces de logement	,316	,274

Source : Enquête Nopoor 2014-2015

Les deux axes de la première ACP cumulent 22,2% de l'inertie total dont le premier axe est de 15%. L'indice de richesse est la moyenne pondérée des variables indicatrices centrées et réduites correspondant aux variables. Comme les variables indicatrices prennent la valeur 1

ou 0 selon que le ménage dispose ou non du bien considéré, on en déduit que la non possession réduit l'indice composite.

Pour que le premier axe factoriel puisse être utilisé comme un axe de bien-être, il faudrait que toutes les variables utilisées pour sa détermination classent les ménages de la même façon. C'est le principe COPA « Cohérence ordinale par rapport au premier axe ». Dans ce tableau, les variables qui ne respectent pas le critère de COPA sont à enlever de l'analyse. Il s'agit notamment de LAMPE TRAD, CHARRETTE, CHARRUE, AP PHOTO, AUTRE EQUIPEMENT TIRE PAR TRACTEUR, HERSE, NATTE, OUTIL MANUEL, PULVERISATEUR, STOCKAGE AGRICOLE, TERRAIN, et de TRACTEUR.

b- Résultat de l'ACM définitive

Après l'élimination des variables non pertinentes au sens du critère COPA, nous avons effectué une deuxième ACM sur les variables restantes. Cette réduction des variables nous a permis d'augmenter le pouvoir explicatif de l'ACM. En effet, le pouvoir explicatif du premier facteur a passé de 14,60% à 18,30%, tandis que le deuxième axe est de 6,60% à 8,11%.

Tableau 5 : Matrice des composantes de l'ACM définitive

	Composante	
	1	2
Chaise	,565	-,484
Lit	,344	-,485
Table	,514	-,541
Cuisinière à gaz	,231	,542
Réfrigérateur	,584	,307
Congélateur	,364	,300
Poste radio	,248	-,183
Radio cassette	,349	,030
Chaine Hifi	,542	,167
Lecteur CD-DVD	,745	-,173
Poste téléviseur	,714	-,227
Ordinateur	,493	,307
Voiture privée	,357	,260
Cyclomoteur	,308	,100
Bicyclette	,097	-,168
Téléphone fixe	,266	,230
Téléphone portable	,556	-,196
Appereil photo	,506	,337
Autres biens durables	,255	,231
Autres meubles	,452	-,175
Autre équipement à traction animale	,056	,157
Caméra	,338	,417
Instruments de musique	,109	,462
Machine à coudre	,428	,003
Membre d'une IMF Mutualiste: Oui ou Non?	,113	-,193
Membre d'une IMF Non Mutualiste: Oui ou Non?	,061	,022
Membre d'une banque traditionnelle	,422	,134
Niveau d'instruction (Bacc+)	,543	-,027
nombre de pièces de logement	,399	-,107

Source : Enquête Nopoor 2014-2015

Le principe COPA est respecté par toutes les variables, la contribution de chacune de ces variables à la formation du premier axe est relativement bonne. Le premier facteur différencie bien ainsi les variables retenues pour la construction de l'ICP.

4.1.1.3. Calcul de seuils et mesure de la pauvreté multidimensionnelle à Madagascar

Après avoir calculé les indicateurs composites de pauvreté pour chaque ménage, nous allons maintenant élaborer un indice composite de pauvreté pour la population étudiée. Pour ce faire, un seuil de pauvreté sera déterminé pour classer les pauvres à ceux de non pauvres.

Dans la pratique, deux méthodes sont utilisées pour déterminer le seuil de pauvreté non monétaire : utilisation d'un ménage de référence et application de la méthode de Classification Ascendante Hiérarchisée (CAH). La première méthode consiste à définir un ménage de référence non pauvre et que tous les ménages qui ont un indice en dessous de celui de ménage de référence sont classés pauvres. La deuxième méthode consiste à déterminer le nombre optimal de groupes de ménage homogènes. Dans notre cas, nous allons utiliser un ménage de référence.

4.1.2. Enquête FINSCOPE

L'enquête FINSCOPE est une enquête nationale « concerne toutes les 22 régions » réalisée par l'INSTAT en collaboration avec le CNFI et les partenaires financiers du pays. Elle a pour objectif principal d'étudier l'inclusion financière à Madagascar et d'en tirer la bonne stratégie pour intégrer tous les classes de ménage dans le système financier du pays. Cette enquête sera utilisée dans notre étude pour élucider la relation entre la pauvreté et la microfinance.

4.1.2.1. Variables d'analyse

L'enquête FINSCOPE est très large, c'est pourquoi les variables d'analyse utilisées dans cette section sont nombreuses. Il s'agit notamment :

a- Éducation

L'éducation constitue une dimension importante dans la construction de l'indice de pauvreté multidimensionnelle. En effet, un individu sans éducation n'aura pas les mêmes capacités à sortir de la pauvreté qu'un individu avec éducation. En se basant sur l'enquête FINSCOPE, 43% de la population malgache n'ont pas pu finir l'école primaire. Seul 5,4% de la population arrive à décrocher un diplôme universitaire. Globalement, le niveau d'éducation des ménages malgaches reste encore assez faible.

Pour intégrer la dimension éducation dans le modèle ACM, nous avons transformé ses catégories en variable qui prend la valeur 2 si l'individu répond « Oui » à la question et 1 sinon.

Tableau 6 : Quelle est la dernière classe fréquentée par le chef de ménage ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	0	2	,1	,1
	1. pas de scolarisation formelle	340	15,4	15,5
	2. préscolaire	20	,9	16,4
	3. primaire	806	36,6	53,0
	4. secondaire 1er cycle	502	22,8	75,8
	5. secondaire 2eme cycle	282	12,8	88,6
	6. formation professionnelle	52	2,4	90,9
	7. universitaire (licence, masters, doctorat)	120	5,4	96,4
	96. autres	17	,8	97,1
	99. ne sait pas	63	2,9	100,0
	Total	2204	100,0	

Source :

Le résultat du premier ACM pour la dimension éducation est résumé dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Résultat du Premier ACM de la Dimension Education

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Pas de scolarité	1,00	4385	,060	,037
	2,00	340	-,768	-,481
Pré-scolaire	1,00	4705	,002	,000
	2,00	20	-,405	-,093
Primaire	1,00	3919	,048	-,032
	2,00	806	-,232	,155
Secondaire 1er cycle	1,00	4223	-,039	-,043
	2,00	502	,324	,360
Secondaire 2 eme cycle	1,00	4443	-,063	-,015
	2,00	282	,986	,241
Formation professionnelle	1,00	4673	-,014	,006
	2,00	52	1,228	-,573
Universitaire	1,00	4605	-,044	,027
	2,00	120	1,677	-1,030
Autre	1,00	4708	,003	,002
	2,00	17	-,752	-,497
Ne sait pas	1,00	4662	,002	,002
	2,00	63	-,167	-,167

Dans ce Tableau, toutes les variables de la dimension éducation ont respecté le critère de COPA, c'est-à-dire que ces variables sont conformes avec le critère de bien-être. Un ménage ayant fait plus d'éducation aura un niveau de bien-être élevé que celui ayant fait moins d'éducation. Les variables « Autre » et « Ne sait pas » seront classées dans la variable «Pas de scolarité».

b- Structure de l'habitation

L'habitation du ménage conditionne également son bien-être. En effet, un ménage habité dans une maison bien structurée aura plus de sensation de vivre qu'un ménage habité dans une maison non structurée.

- Nature de la toiture

Beaucoup de ménages malgaches vivent encore dans une maison avec une toiture traditionnelle (palmes, feuilles, mottes, terre,…). Les chiffres du tableau confirment que la pauvreté de condition de vie existe à Madagascar.

Tableau 8 : Quel est la nature de la toiture de cette habitation ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	1. palmes, feuilles, mottes d'herbes, bambous	2185	46,2	46,2
	2. planches en bois	92	1,9	48,2
	3. tôle	2275	48,1	96,3
	4. ciment	31	,7	97,0
	5. terres	109	2,3	99,3
	96. autres	33	,7	100,0
	Total	4725	100,0	

Les catégories de la variable Nature de la toiture sont transformées également en variables binaires. Le résultat du premier ACM pour la variable Toiture est résumé dans ce tableau :

Tableau 9 : Résultat du Premier ACM de la Variable de la Nature de Toiture

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Palmes, feuilles,...	1,00	2540	,640	,273
	2,00	2185	-,744	-,317
Planches en bois	1,00	4633	-,002	-,010
	2,00	92	,100	,511
Tôle	1,00	2450	-,635	-,251
	2,00	2275	,683	,270
Ciment	1,00	4694	-,010	,008
	2,00	31	1,455	-1,227
Terre	1,00	4616	-,003	-,010
	2,00	109	,110	,410
Autre	1,00	4692	-,001	-,005
	2,00	33	,107	,752

Les catégories de la variable Nature de toiture respectent le critère de COPA (Tableau), sauf pour la catégorie Terre. À cet effet, nous allons éliminer cette catégorie dans l'ACM finale.

- Structure extérieure de l'habitation

La variable Structure extérieure du mur de la maison du ménage a été également intégrée dans le premier ACM. Dans ce tableau, 35% seulement de ménages malgaches vivent dans une maison en dur (briques et ciment).

Tableau 10 : Quel est le matériel principal utilisé pour les murs extérieurs de l'habitation?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	1. palmes, feuilles, mottes d'herbes, bambous	805	17,0	17,0
	2. planches en bois	673	14,2	31,3
	3. tôles	329	7,0	38,3
	4. terres	1239	26,2	64,5
	5. briques	1312	27,8	92,3
	6. ciment	328	6,9	99,2
	96. autres	38	,8	100,0
	Total	4724	100,0	

Les coordonnées de centroïde des catégories de la variable Structure extérieure du mur sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Résultat du Premier ACM de la Variable Structure Extérieure

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Palmes, feuilles...	1,00	3920	,143	,062
	2,00	805	-,697	-,304
Planches en bois	1,00	4052	-,014	-,030
	2,00	673	,081	,183
Tôle	1,00	4396	-,048	-,051
	2,00	329	,637	,684
Terre	1,00	3486	,238	,101
	2,00	1239	-,670	-,286
Briques	1,00	3413	-,204	-,143
	2,00	1312	,532	,371
Ciment	1,00	4397	-,100	,052
	2,00	328	1,340	-,698
Autre	1,00	4687	,002	,001
	2,00	38	-,238	-,183

Les coordonnées de centroïde des catégories de la variable Structure extérieure sont conformes à nos attentes, c'est-à-dire qu'une maison ayant une mauvaise structure extérieure (Palmes, feuilles..., Terre, autre) affecte négativement le bien-être du ménage.

- Nombre de chambre à coucher

Le nombre de chambre à coucher est également un facteur important dans la détermination du bien-être du ménage. Dans le tableau 6, 56% de manages malgaches ne dispose qu'une seule chambre à coucher.

Tableau 12 : Nombre de chambres à coucher

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	0	3	,1	,1
	1	2648	56,0	56,1
	2	1473	31,2	87,3
	3	384	8,1	95,4
	4	149	3,2	98,6
	5	35	,7	99,3
	6	23	,5	99,8
	7	4	,1	99,9
	8	4	,1	100,0
	11	1	,0	100,0
	12	1	,0	100,0
	Total	4725	100,0	

Nous avons transformé la variable Nombre de pièce en une seule avec deux catégories. Cette variable prend la valeur 2 si le nombre de chambre est supérieur à 3 et sinon.

Tableau 13 : Nombre de pièce (Plus de 3 chambres)

Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
		1	2
1,00	4124	-,114	,082
2,00	601	,781	-,561

D'après ce tableau, la variable « Nombre de pièce » respecte le critère COPA. Un ménage ayant une maison avec plus de chambre a un niveau de bien-être élevé qu'un ménage ayant une maison moins de chambre.

- Type de toilette

La toilette fait partie des éléments de besoins fondamentaux d'un ménage, Disposez une toilette digne procure une satisfaction supplémentaire pour le ménage. Dans le tableau XX, on constate que 33% de ménages ne disposent pas d'une toilette. Ce qui traduit encore que la pauvreté en termes de condition de vie touche presque la majorité de la population malgache.

Tableau 14 : Quel est le type de toilette utilisé dans votre ménage ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	1. fosses / latrine	2722	57,6	57,6
	2. fosse septique avec chasse d'eau anglaise	85	1,8	59,4
	3. fosse septique sans chasse d'eau anglaise	122	2,6	62,0
	4. fosse septique avec chasse d'eau a la turc	24	,5	62,5
	5. fosse septique sans chasse d'eau a la turc	166	3,5	66,0
	6. wc public	62	1,3	67,3
	7. pas de toilettes	1535	32,5	99,8
	96. autres	9	,2	100,0
	Total	4725	100,0	

Certaines catégories de la variable Type de toilette ont été également regroupées pour être intégré dans le premier ACM. Les coordonnées de centroïde des nouvelles catégories de la variable Type de toilette sont résumées dans le tableau suivant:

Tableau 15 : Résultat du Premier ACM de la Variable Type de Toilette

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Fosses/Latrines	1,00	2003	-,325	-,595
	2,00	2722	,239	,438
Fosse sceptique	1,00	4328	-,134	,103
	2,00	397	1,460	-1,128
WC public	1,00	4663	,001	-,006
	2,00	62	-,104	,485
Pas de toilette	1,00	3181	,385	,243
	2,00	1544	-,793	-,501

La variable Type de toilette respecte le critère de COPA. En effet, un ménage qui ne dispose pas de toilette (WC public ou pas de toilette) se trouve à gauche du premier axe factoriel alors que celui qui dispose se trouve à droite.

c- Source d'approvisionnement en eau

L'eau constitue un élément fondamental dans la vie quotidienne d'un ménage. D'après le Tableau, 13,3% seulement de la population malgache ont des accès à de l'eau venant de robinet.

Tableau 16 : Quelle est la source d'approvisionnement en eau de votre ménage actuellement ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	1. robinet intérieur	238	5,0	5,0
	2. robinet extérieur	389	8,2	13,3
	3. fontaine publique	1252	26,5	39,8
	4. forage / puits	1366	28,9	68,7
	5. eau de source	1169	24,7	93,4
	96. autres	311	6,6	100,0
	Total	4725	100,0	

Les ménages qui s'approvisionnent l'eau provenant de sources traditionnelles (Forage, eau de source, autre) sont classés à gauche du premier axe factoriel, ceux qui ont des sources modernes sont classés à droite de cet axe. Ce résultat est conforme à nos attentes.

Tableau 17 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Approvisionnement en Eau

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Robinet intérieur	1,00	4487	-,103	,097
	2,00	238	1,936	-1,834
Robinet extérieur	1,00	4336	-,082	-,022
	2,00	389	,915	,246
Fontaine Publique	1,00	3473	-,160	-,261
	2,00	1252	,444	,723
Forage	1,00	3359	,099	-,007
	2,00	1366	-,243	,018
Eau de source	1,00	3556	,253	,140
	2,00	1169	-,769	-,427
Autre	1,00	4414	,032	,020
	2,00	311	-,454	-,286

d- Accès à l'électricité

Un habitat moderne doit être équipé d'une électricité. L'accès à l'électricité est devenu actuellement un déterminant important du bien-être d'un ménage. Dans le tableau 12, 37,2% seulement des ménages enquêtés disposent de l'électricité dans leur habitat.

Tableau 18 : Est-ce que vous disposez de l'électricité dans votre maison ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	2. oui	1759	37,2	37,2
	1. non	2966	62,8	100,0
	Total	4725	100,0	

Les coordonnées de centroïde de la variable Electricité sont conformes à nos attentes. En effet, l'accès à l'électricité fait augmenter le bien-être du ménage.

Tableau 19 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Electricité

Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
		1	2
1,00	4699	-,010	,010
2,00	26	1,860	-1,885

e- Source d'énergie de la cuisine

Nous avons intégré également dans l'analyse la source d'énergie de cuisine que le ménage utilise. Selon le résultat, 54,6% de ménages enquêtés utilisent encore de bois de chauffe pour la cuisine quotidienne. De plus, 2% environ seulement emploi de source moderne.

Tableau 20 : Quelle est la principale source d'énergie de cuisine qu'utilise votre ménage ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	1. bois de chauffe	2578	54,6	54,6
	2. gaz	54	1,1	55,7
	3. électricité	26	,6	56,3
	4. charbon de bois	2049	43,4	99,6
	96. autres	18	,4	100,0
	Total	4725	100,0	

Dans le résultat du premier ACM pour la variable Source d'énergie de cuisine, seules les catégories Bois de chauffe et autre ont un effet négatif sur le bien-être du ménage. Nous acceptons ce résultat, car beaucoup de ménages malgaches non pauvres utilisent encore actuellement du charbon pour compléter les nouvelles sources d'énergie de cuisine.

Tableau 21 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Source

Variable	Catégorie	Fréquence	Coordonnées de centroïde Dimension	
			1	2
Bois de chauffe	1,00	2147	,781	,313
	2,00	2578	-,650	-,261
Gaz	1,00	4671	-,015	,029
	2,00	54	1,337	-2,482
Electricité	1,00	4699	-,010	,010
	2,00	26	1,860	-1,885
Charbon	1,00	2676	-,583	-,319
	2,00	2049	,762	,417
Autre	1,00	4707	,001	,000
	2,00	18	-,282	,083

f- Accès aux infrastructures de base

Les infrastructures comme épicerie, marché, école, centre de soins et pharmacie devraient être à la portée de chaque ménage pour vivre dignement dans une société. Dans le Tableau XX, l'exclusion à ces infrastructures font diminuer le bien-être du ménage. Ce résultat est conforme à nos attentes.

Tableau 22 : Résultat du Premier ACM pour la Variable Accès aux Infrastructures de Base

Variable	**Catégorie**	**Fréquence**	**Coordonnées de centroïde Dimension**	
			1	**2**
Trajet Epicerie "moins d'1 heure"	1,00	452	-,959	-,924
	2,00	4273	,101	,098
Trajet Ecole "moins d'1 heure"	1,00	2007	-,173	-,106
	2,00	2718	,128	,078
Trajet CSB "moins d'1 heure"	1,00	1655	-,656	-,450
	2,00	3070	,354	,243
Trajet Marché "moins d'1 heure"	1,00	1513	-,799	-,527
	2,00	3212	,376	,248
Trajet Pharmacie "moins d'1 heure"	1,00	1960	-,636	-,360
	2,00	2765	,451	,255

g- Possession d'actifs

La possession de certains actifs ou matériels (TV, radio, ordinateur, lampe,…) procure un surplus de bien-être pour le ménage. Dans l'enquête FINSCOPE, les questions relatives aux actifs possédés par le ménage sont nombreuses. Nous avons intégré tous ces actifs dans le premier ACM. Tous ces actifs respectent le critère de COPA, sauf pour la possession de pirogue et de charrue pour traction animale. Nous avons donc éliminé ces deux variables dans l'ACM final. Le résultat du premier ACM se trouve à l'Annexe.

4.1.2.2. Mesures de discrimination

Avant d'entamer l'analyse des mesures de discrimination de chaque variable de l'ACM, nous allons s'intéresser tout d'abord au pouvoir explicatif des deux axes principaux. En éliminant les variables qui ne respectent pas le critère COPA, Le pouvoir explicatif du premier axe factoriel a passé de 13,80% à 14,4%, tandis que le deuxième axe factoriel a passé de 5,12% à 5,32%. Globalement, le modèle s'améliore.

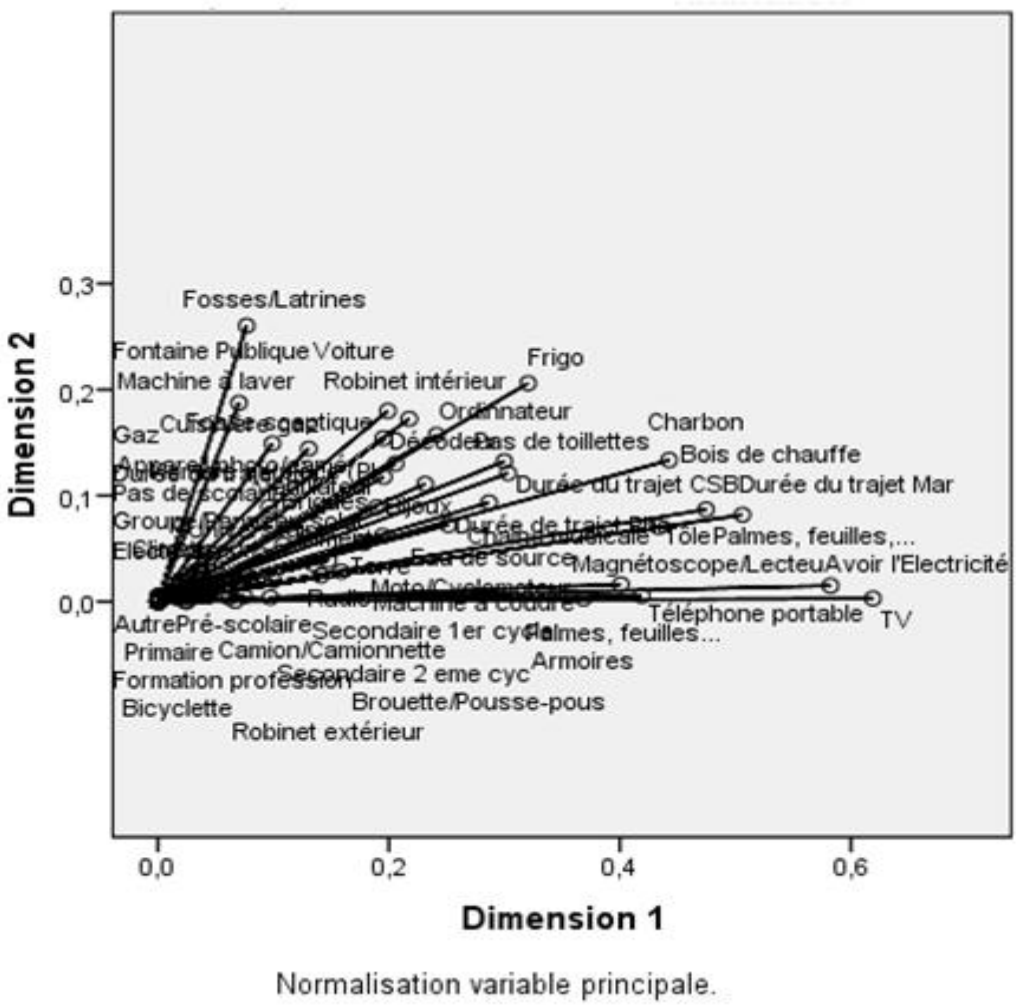
Tableau 23 : Récapitulatif des modèles

Dimension	Alpha de Cronbach	Variance représentée		
		Total (Valeur propre)	Inertie	% de la variance
1	,914	10,054	,144	14,363
2	,742	3,725	,053	5,322
Total		13,779	,197	
Moyenne	,867[a]	6,890	,098	9,842

a. La moyenne alpha de Cronbach est basée sur la valeur propre moyenne.

Les mesures de discrimination permettent de différentier les variables qui déterminent plus le premier axe factoriel (axe de bien-être) et le deuxième axe (orthogonal au premier axe). Nous obtenons les mesures de discrimination après la réalisation de l'ACM final (Application de l'ACM sur les variables restantes qui respectent le critère de COPA).

Graphique 5 : Mesures de discrimination



En analysant le graphique ci-dessus, on constate que la possession des actifs (téléphone, une TV, lecteur, Frigo,…) a un impact significatif sur l'axe de bien-être. L'accès aux infrastructures comme le marché et le centre de soins (CSB) est également un déterminant principal de l'axe de bien-être. De même, la source d'énergie de cuisine ainsi que la structure de l'habitat ont de poids importants sur le premier axe factoriel. Les autres variables ont des impacts sensiblement similaires.

4.1.2.3. Construction de l'indice de pauvreté non monétaire

Pour la construction de l'indice de pauvreté non monétaire, nous avons adopté les mêmes démarches que celles appliquées pour l'enquête NOPOOR. Les scores des individus ou les coordonnées des individus sur le premier axe factoriel seront utilisés pour construire les

indices de pauvreté. Avant d'utiliser les indices FGT, nous avons transformé les scores en nombres positifs en ajoutant 1 pour chaque score.

Pour le seuil de pauvreté, nous avons défini un ménage de référence selon lequel tout individu possédant le score inférieur à celui du ménage de référence est classé pauvre.

4.2. PROFIL DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE

Dans la suite, le profil des pauvres est présenté suivant quelques dimensions de la pauvreté. Cette étape est importante pour caractériser la situation des pauvres

4.2.1. Enquête NO POOR

4.2.1.1. Pauvreté globale

Les indices de pauvreté multidimensionnelle ont été calculés en affectant un poids identique à chaque dimension. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 24 : Incidence et Sévérité de la Pauvreté non monétaire à Madagascar

Index	Estimated value	Standard error	Lower bound	Upper bound	Confidence Level
Très Pauvre					
Proportion	0.1745235	0.0120267	0.1509515	0.1980956	95.000000
Sévérité	0.0383535	0.0038772	0.0307542	0.0459528	95.0000000
Pauvre					
Proportion	0.8415246	0.0115713	0.8188451	0.8642040	95.000000
Sévérité	0.2375724	0.0076808	0.2225183	0.2526266	95.0000000

Le taux de pauvreté non monétaire au niveau national est estimé à 17,5% lorsque le seuil est fixé à un seuil plus bas (seuil = 0,82) qui caractérise le ménage vivant dans la pauvreté extrême. Les inégalités entre les plus pauvres sont faibles. En effet, la valeur de l'indice de sévérité est seulement de 3,8%.

Lorsqu'on augmente le seuil de 0,82 à 2,740, le taux de pauvreté non monétaire accroît jusqu'à 84,2%. On constate également qu'il existe des inégalités significatives entre les pauvres.

4.2.1.2. Pauvreté et milieu de résidence

Une des caractéristiques de la pauvreté est que ce phénomène touche davantage les ménages ruraux que ceux d'urbains. Dans le tableau suivant, nous analysons la pauvreté selon le milieu de résidence :

Tableau 25 : Pauvreté non monétaire et milieu de résidence

Group	Estimate	Population Share	Relative Contribution	Absolute Contribution
Urbain	0.7682119	0.6058174	0.5530393	0.4653962
Rural	0.9541984	0.3941825	0.4469606	0.3761283

La décomposition de la pauvreté selon le milieu de résidence révèle que la pauvreté non monétaire est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. En milieu urbain, 77 personnes sur cent sont pauvres contre 95 personnes sur cent en milieu rural.

4.2.1.3. Pauvreté et niveau d'instruction

Le niveau d'instruction est une variable importante dans l'analyse du bien-être d'un individu. En effet, il peut être à la fois considéré comme un moyen ou un résultat dans l'évaluation de la situation d'un individu. Dans le tableau suivant, nous analysons la décomposition de pauvreté non monétaire selon le niveau d'instruction :

Tableau 26 : Pauvreté non monétaire et niveau d'instruction

Group	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Sans instruction	0.9905660	0.1063189	0.1053159	0.1251489
Primaire	0.9649681	0.3149448	0.3039117	0.3611442
Secondaire 1er Cycle	0.9345794	0.2146439	0.2006018	0.2383790
Secondaire 2 ème Cycle	0.7159532	0.2577733	0.1845536	0.2193087
Supérieur	0.4433962	0.1063189	0.0471414	0.0560190

On observe que l'individu ayant un niveau d'instruction plus bas possède une forte probabilité d'être en situation de pauvreté. En effet, seulement 4 sur 10 des individus effectuant des études supérieures sont pauvres, contre 10 sur 10 des individus sans instruction.

4.2.1.4. Pauvreté et Microfinance

Dans ce paragraphe, on interroge si l'appartenance ou pas d'un individu à un système de microfinance le différencie-t-il des autres. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 27 : Pauvreté non monétaire et Microfinance

Group	Estimate	Population Share	Relative Contribution	Absolute Contribution
Non membre	0.8497806	0.8491619	0.8592017	0.7216014
Membre	0.7888198	0.1499068	0.1407982	0.1182495

Même, s'il y a une différence en termes d'incidence de la pauvreté entre les membres de l'IMF et les non membres, on constate que l'apport de l'IMF est assez faible.

4.2.1.5. Pauvreté et Banque

De même, on va analyser également la décomposition de la pauvreté non monétaire selon l'appartenance ou non d'un individu à une institution bancaire. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 28 : Pauvreté non monétaire et Banque

Group	Estimate	Population Share	Relative Contribution	Absolute Contribution
Non membre	0.8900634	0.8808193	0.9334811	0.7839850
Membre	0.4687500	0.11918063	0.06651885	0.05586592

Dans ce tableau, on constate que l'inclusion ou non dans une banque caractérise bien les pauvres de non pauvres. En effet, 47% seulement des individus appartenant à une institution bancaire sont affectés par la pauvreté, contre 89% pour les non membres.

4.2.2. Enquête FINSCOPE

L'enquête FINSCOPE est riche, elle recouvre l'aspect multidimensionnel de la pauvreté à Madagascar. C'est pour cette raison que nous l'utilisons pour compléter les résultats obtenus par l'enquête NOPOOR.

4.2.2.1. Pauvreté globale

Le ménage de référence est défini comme suit: dernière classe effectuée est le secondaire de 2ème cycle, le type de toiture est tôle, le nombre de pièces de l'habitat est supérieur à trois, le type de toilette est fosse/latrine, avoir de l'électricité, la source d'énergie de cuisine est le charbon, avoir les actifs (télévision, radio, armoire, téléphone portable, lit ou matelas), la durée de trajet vers les infrastructures (marché, pharmacie, CSP, école, épicerie) est moins d'une heure, et enfin la source d'approvisionnement en eau est la fontaine publique. Le score associé à ce ménage de référence est de 2,45.

Les résultats de l'estimation des taux de pauvreté globale (Incidence et sévérité) sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 29 : Taux de Pauvreté Globale (FINSCOPE)

Index	Estimated value	Standard error	Lower bound	Upper bound	Confidence Level in (%)
Incidence	82%	0,0056	81%	83%	95,000
Sévérité	29%	0,0040	28%	30%	95,000

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Les résultats sont sensiblement égaux aux taux donnés par l'enquête NOPOOR. A cet effet, d'après ces deux enquêtes, le taux d'incidence de la pauvreté selon approche multidimensionnelle s'avoisine de 80%, et que le taux de sévérité de la pauvreté est de 30%. Suite aux résultats de ces deux enquêtes, nous pouvons confirmer que la pauvreté multidimensionnelle existe avec une intensité forte à Madagascar.

4.2.2.2. Pauvreté et situation matrimoniale du chef de ménage

Nous allons voir la décomposition de la pauvreté multidimensionnelle en fonction de la situation matrimoniale du chef de ménage. Le tableau suivant résume cette décomposition.

Tableau 30 : Pauvreté et Situation Matrimoniale du Chef de Ménage

Group #	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Marié légalement	55%	13%	7%	9%
Marié coutumièrement/monogame	88%	25%	22%	26%
Marié coutumièrement/polygame	97%	1%	1%	1%
Union libre/monogame	90%	2%	2%	3%
Union libre/polygame	71%	0,1%	0,1%	0,1%
Divorcé	75%	0,3%	0,3%	0,3%
Séparé	77%	2%	1%	2%
Veuf	81%	3%	3%	3%
Célibataire	68%	1%	1%	1%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Ce tableau montre que les ménages dirigés par un chef de ménage marié coutumièrement et librement (monogame, polygame,) sont les plus exposés à la pauvreté. Presque la moitié des individus questionnés n'ont pas répondu à la question relative à ce paragraphe, c'est pourquoi la somme de la colonne « population share » est loin de 100%.

4.2.2.3. Pauvreté et revenu du chef de ménage

Dans la société moderne actuelle ce n'est pas uniquement l'homme qui apporte le revenu dans le foyer, la femme peut contribuer également dans les dépenses du ménage. Dans le tableau suivant, nous allons voir la décomposition de la pauvreté en fonction de la part apportée par le chef de ménage dans le revenu total du foyer :

Tableau 31 : Pauvreté et Part de Revenu Apportée par le Chef de Ménage

Le chef de ménage gagne le revenu principal du foyer	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Oui	82%	92%	75%	92%
Non	78%	7%	6%	7%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Le foyer où seul le chef de ménage gagne le revenu principal est le plus exposé à la pauvreté non monétaire. De plus, 92% de ménages enquêtés sont classés dans ce type de foyer, c'est pourquoi les contributions sur la pauvreté globale sont élevées.

4.2.2.4 Pauvreté et éducation

La décomposition de la pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage permet de savoir lequel entre le ménage dirigé par un chef de ménage éduqué et celui dirigé par non éduqué est plus vulnérable par rapport à la pauvreté. Le résultat est résumé dans le tableau suivant :

Tableau 32 : Pauvreté et Éducation

Group #	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Pas de scolarité	97%	18%	17%	21%
Pré-scolaire	97%	2%	2%	2%
Primaire	93%	35%	33%	40%
Secondaire 1er Cycle	80%	25%	20%	25%
Secondaire 2è Cycle	60%	13%	8%	10%
Formation Prof	48%	2%	1%	1%
Universitaire	32%	5%	2%	2%
Autre	20%	0%	0%	0%
Ne sait pas	100%	0%	0%	0%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Ce résultat montre que la pauvreté attaque davantage le ménage dirigé par un chef de ménage non instruit que celui dirigé par un instruit. Ainsi, la stratégie de réduction de la pauvreté à Madagascar doit inclure le volet éducation.

Les contributions (relative ou absolue) de différents groupes dans la pauvreté globale nous permettent d'informer lequel de ce groupe qui contribue plus à la formation du taux de pauvreté globale. Dans notre cas, ce sont les ménages appartenant aux groupes « primaire, secondaire 1er cycle et pas de scolarité » qui contribuent plus à ce taux de pauvreté global.

4.2.2.5. Pauvreté et catégorie socioprofessionnelle

Nous avons effectué également la décomposition de la pauvreté selon la catégorie socioprofessionnelle que le chef de ménage appartient. Le résultat est résumé comme suit :

Tableau 33 : Pauvreté et catégorie socioprofessionnelle

Groupe	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Cadre	17%	1%	0%	0%
Ouvrier qualifié	63%	2%	1%	1%
Ouvrier non qualifié	84%	4%	3%	4%
Salarié	69%	10%	7%	8%
Transporteur	49%	2%	1%	1%
H/F de ménage	81%	1%	0%	1%
Travail indépendant	78%	11%	9%	11%
Fonctionnaire	39%	5%	2%	2%
Commerçant	70%	11%	8%	9%
H/F au foyer	72%	1%	1%	1%
Chômeur	86%	2%	2%	2%
Agriculteur	98%	46%	45%	55%
Autre	68%	5%	4%	4%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Sans surprise, la pauvreté multidimensionnelle touche davantage les ménages agriculteurs que les autres groupes de ménage, ils sont en plus vulnérables que les sans-emplois. De même, ce sont ces ménages qui contribuent plus au taux de pauvreté global. La stratégie de réduction de la pauvreté du pays doit cibler ce groupe de ménage.

4.2.2.6. Pauvreté et zone de résidence

La décomposition de la pauvreté selon le zone de résidence du ménage nous permet de savoir où se localise plus la pauvreté. Cette décomposition est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 34 : Pauvreté et Zone de Résidence

Zone	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Urbain	66%	45%	30%	36%
Rural	96%	55%	52%	64%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Sans surprise, les ménages ruraux sont les plus exposés à la pauvreté multidimensionnelle que ceux d'urbains. De plus, ces ménages sont les représentés dans le taux de pauvreté global. La stratégie de réduction axée davantage dans le milieu rural est donc à conseiller selon ce résultat.

4.2.2.7. Pauvreté et Région

La décomposition de la pauvreté entre les 22 régions permet de voir les régions les plus exposés à la pauvreté afin d'axer davantage à ces région la stratégie de réduction de la pauvreté. Le tableau suivant résume cette décomposition :

Tableau 35 : Pauvreté et Région

Group #	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Analamanga	62%	10%	6%	8%
Vakinankaratra	75%	4%	3%	3%
Itasy	86%	3%	3%	3%
Bongolava	83%	4%	3%	4%
matsiatra ambony	87%	5%	4%	5%
amoron'i mania	83%	3%	3%	3%
vatovavy fitovinany	93%	3%	3%	4%
Ihorombe	81%	4%	3%	4%
atsimo atsinanana	97%	3%	3%	4%
Atsinanana	71%	5%	4%	4%
Analanjirofo	91%	5%	4%	5%
alaotra mangoro	89%	6%	5%	6%
Boeny	72%	8%	6%	7%
Sofia	82%	3%	2%	3%
Betsiboka	88%	5%	4%	5%
Melaky	93%	5%	5%	6%
atsimo andrefana	80%	7%	5%	6%
Androy	100%	3%	3%	4%
Anosy	79%	2%	1%	2%
Menabe	93%	4%	4%	5%
Diana	76%	5%	4%	5%
Sava	91%	4%	4%	5%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Ce tableau montre qu'il existe une disparité interrégionale en termes de pauvreté non monétaire. Les régions Androy, atsimo atsinanana,Menabe, vatovavy fitovinany, Melaky et Sava sont les plus exposées à la pauvreté multidimensionnelle. Les moins exposées sont les régions Analamanga, Vakinakaratra, Antsinana et Boeny.

4.2.2.8. Pauvreté et système financier

Dans ce paragraphe, nous allons voir la relation entre le système financier (banque, microfinance et mobile money) et la pauvreté multidimensionnelle. Plus précisément, nous allons vérifier si les exclus du système financier sont les plus exposés à la pauvreté multidimensionnelle. Si c'est le cas, on peut dire qu'il existe une relation entre la pauvreté

multidimensionnelle et le système financier, sans savoir le sens de la relation (système financier vers pauvreté ou vice-versa). C'est dans le chapitre suivant que nous pouvons savoir le sens de cette relation.

a- Pauvreté et Mobile money

Nous avons également décomposé la pauvreté selon lequel le ménage utilise ou non le Money mobile. Le résultat est :

Tableau 36 : Pauvreté et Mobile Money

Utilise Mobile Money	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Non	90%	81%	72%	88%
Oui	52%	19%	10%	12%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Ce résultat nous montre que ce sont les pauvres qui sont en général les plus exclus du système mobile money. En effet 90% des individus exclus du système money mobile sont classés pauvres contre 52% pour les non exclus.

b- Pauvreté et système bancaire

La décomposition de la pauvreté selon lequel le chef de ménage a contracté ou non un prêt au près d'une banque est résumée dans le tableau suivant :

Tableau 37 : Pauvreté et Système Bancaire

Prêt Bancaire	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Oui	28%	1%	0%	0%
6 derniers mois	78%	2%	1%	1%
Jamais	83%	97%	81%	98%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Dans le tableau ci-dessus, ce sont les ménages pauvres qui sont les plus exclus du système bancaire (83%). De plus, ce sont ces exclus qui contribuent plus à la formation du taux de pauvreté global. Une autre remarque importante est que le taux d'utilisation de crédits bancaires est faible.

c- Pauvreté et microfinance

L'objectif principal de la microfinance est de lutter contre la pauvreté en offrant des services financiers aux exclus du système bancaire. La question que tout le monde se préoccupe actuellement est de savoir si la microfinance est un outil efficace de réduction de la pauvreté.

Tableau 38 : Pauvreté et Microfinance

Prêt IMF	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Oui	68%	3%	2%	2%
6 derniers mois	75%	2%	1%	1%
Jamais	83%	96%	79%	96%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Ce résultat montre que le taux d'utilisation de crédits de la microfinance est faible à Madagascar. Les pauvres restent encore exclus du système de la microfinance. (à mettre dans la conclusion et contribution de la thèse)

4.2.2.9. Relation entre la pauvreté non monétaire et d'autres indicateurs de pauvreté

Quand on a plusieurs indices de pauvreté (multidimensionnelle, monétaire, subjective), nous pouvons calculer le noyau dur de la pauvreté. Ce dernier est un ensemble des ménages ayant les différentes formes de pauvreté. Dans cette étude, nous n'avons élaboré qu'un seul type de pauvreté. C'est pour cette raison, nous essayons uniquement de comparer notre indice IPM avec d'autres indicateurs de bien-être. Le choix de ces indicateurs dépend de la disponibilité des données.

a- Par rapport à l'indicateur de consommation

La consommation est un indicateur de pauvreté monétaire. Dans ce paragraphe, nous allons voir si les deux indicateurs se coïncident, c'est-à-dire que le ménage pauvre selon l'approche monétaire « niveau de consommation inférieur à un seuil » est également pauvre selon l'approche multidimensionnelle. Le tableau suivant résume cette coïncidence :

Tableau 39 : Pauvreté et Indicateur de Consommation

Sauté un repas pour faute d'absence de nourriture:	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Souvent	97%	7%	6%	8%
Quelquefois	96%	7%	7%	8%
Rarement	93%	16%	15%	18%
Jamais	77%	70%	54%	65%
Ne sait pas	83%	0,1%	0,1%	0,1%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

D'après ce tableau, les ménages qui rencontrent des problèmes de nourriture (souvent, quelquefois, rarement) sont presque également exposés à la pauvreté multidimensionnelle.

b- Par rapport à l'indicateur de santé

Nous avons également confronté notre indice IPM à un indicateur de santé. Le résultat de cette confrontation est résumé dans le tableau suivant :

Tableau 40 : Pauvreté et Indicateur de Santé

Manqué de traitement médical pour faute d'argent:	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Souvent	96,5%	6,0%	5,8%	7,1%
Quelquefois	92,6%	10,2%	9,5%	11,5%
Rarement	89,2%	21,5%	19,2%	23,4%
Jamais	76,6%	61,8%	47,4%	57,6%
Ne sait pas	94,1%	0,4%	0,3%	0,4%

Source : Enquête FINSCOPE, 2015-2016

Comme nous nous intéressons à vérifier si notre indice IPM est vraiment un indicateur de bien-être, c'est-à-dire que cet indicateur tend vers le haut quand le bien-être de l'individu s'améliore et tend à la baisse sinon. Alors, on vérifie dans le tableau ci-dessus si les exclus du système médical pour faute d'argent sont classés dans le groupe de pauvre selon l'approche multidimensionnelle. Dans ce tableau, les exclus (souvent, quelquefois, rarement) sont presque classés comme pauvres selon l'approche multidimensionnelle.

c- Par rapport à l'indicateur d'éducation

Pour finir notre confrontation, nous avons également comparé notre indice IPM avec l'indicateur d'éducation. Le résultat est résumé dans le tableau suivant :

Tableau 41 : Pauvreté et Indicateur d'Education

N'aviez pas été capable d'envoyer les enfants à l'école pour faute d'argent:	Estimate	Population Share	Absolute Contribution	Relative Contribution
Souvent	97%	4%	4%	5%
Quelquefois	93%	4%	4%	5%
Rarement	89%	8%	7%	9%
Jamais	80%	77%	62%	75%
Ne sait pas	87%	6%	5%	6%

Les exclus du système éducatif pour faute d'argent (souvent, quelquefois, rarement) sont également presque classés dans le groupe de pauvre selon l'approche multidimensionnelle.

4.3. ANALYSE FACTORIELLE DISCRIMINANTE

Dans l'étude d'impact de la microfinance sur les conditions de vie du ménage, nous allons construire un indice de pauvreté. Ensuite, un modèle Logit sera estimé pour savoir si la microfinance a un impact positif sur la pauvreté non monétaire. Mais pour la pauvreté monétaire, nous ne pouvons pas construire un indice de pauvreté monétaire car nous avons heurté à des problèmes dans la construction du seuil de pauvreté ainsi que le calcul des dépenses totales de chaque ménage (l'enquête n'a pas inclus l'autoconsommation).

À cet effet, nous adoptons une autre méthode basée sur l'analyse discriminante pour compléter notre connaissance sur la relation entre la pauvreté monétaire et la microfinance à Madagascar. Pour ce faire, nous allons utiliser les différentes catégories de dépense du ménage comme variables explicatives du modèle AFD « Analyse Factorielle Discriminante »

4.3.1. Enquête NO POOR

Le modèle AFD de l'enquête NOPOOR s'écrit comme suit :

$$IF_i = \sum_{j=1}^{J} a^{(j)} X_i^{(j)}$$

Avec les variables $X^{(j)}$ définies comme les dépenses du ménage en loyer, jirama, téléphone, transport, éducation, cotisation, nourriture, sante, vêtement, loisir, remboursement, et autres.

Et IF est une variable qualitative ayant trois modalités, à savoir 0 si le ménage n'est pas inclus dans aucune institution financière, 1 s'il appartient dans une IMF, et enfin 2 si dans une banque.

4.3.1.1. Existence des différences entre les sous-groupes

- Comparaison des moyennes et variances

On observe dans le Tableau suivant que les moyennes et les écarts-types de trois groupes révèlent des différences assez significatives. Ce qui montre que les variables explicatives « les indicateurs pour construire l'indice de pauvreté monétaire » sont capables de séparer les trois groupes. À cet effet, les niveaux de pauvreté « monétaire » de trois groupes sont différents.

Tableau 42 : Statistiques du groupe

Variable IF	NON INCLUS		IMF		BANQUE	
	Moyenne	Ecart type	Moyenne	Ecart type	Moyenne	Ecart type
Loyer	4137,95315	13497,317	6226,66667	17349,9886	20279,1667	39125,1921
Jirama	10717,1729	14941,346	19311,6667	24627,8682	34931,6667	33215,497
Telephone	3663,46905	9444,94746	11808,6667	18363,1815	20162,5	24831,6316
Transport	3146,29113	10729,081	10940	21477,6269	10747,5	20572,7239
Education	10000,9632	19292,7684	18251,1667	22599,4804	27215	33721,1493
Cotisation	1192,33129	5462,78818	2323,66667	8477,03114	2654,58333	6503,6415
Nourriture	79910,039	36086,2252	93113,3333	38636,3682	107255	33464,1106
Sante	5127,27273	14068,8655	9531,33333	25215,5437	10458,3333	25216,6731
Vetement	6138,2599	13621,8589	6133,33333	15893,3808	14454,1667	30268,7539
Loisir	1689,0686	6037,75698	4003,33333	10187,5857	10108,3333	22475,6809
remboursement	2625,85053	11739,579	19392,1067	39650,218	12854,0833	33118,9505
Autres	940,128277	7511,34355	2333,33333	12500,5593	2829,16667	13647,6513

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

- Test de Lambda de Wilks et Test de Fisher

Les tests de Lambda de Wilks et de Fisher permettent de savoir lesquelles de variables explicatives du modèle ont les plus de pouvoirs discriminatoires. Ces tests sont obtenus par l'application de l'ANOVA sur chaque variable indépendante. Pour le test de Fisher, seule la variable « autre dépense » n'est pas significative. Selon les valeurs de Lambda de Wilks, les variables Téléphone, Jirama, Remboursement, Loisir et Loyer sont les plus déterminantes de la classification de trois groupes.

Tableau 43 : Tests d'égalité des moyennes de groupes

	Lambda de Wilks	F	ddl1	ddl2	Sig.
Loyer	,949	54,832	2	2060	,000
Jirama	,895	120,792	2	2060	,000
Téléphone	,883	136,795	2	2060	,000
Transport	,959	44,144	2	2060	,000
Education	,956	47,465	2	2060	,000
Cotisation	,994	5,816	2	2060	,003
Nourriture	,963	39,242	2	2060	,000
Sante	,990	10,789	2	2060	,000
Vêtement	,984	16,802	2	2060	,000
Loisir	,944	61,522	2	2060	,000
Remboursement	,927	80,703	2	2060	,000
Autre	,996	4,409	2	2060	,012

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

4.3.1.2. Validité de l'étude

a- Test de Box

Le test de Box teste l'hypothèse d'homogénéité des matrices de covariance. Ce test est très sensible basé sur l'hypothèse de normalité multi-variée des variables. Si la probabilité du test est supérieure à 0,05, alors le modèle n'est pas validé à 5% de risque. Le résultat du test de Box nous révèle que le modèle est validé.

Tableau 44 : Test de Box

Test de Box		3364,929
F	Approx.	58,956
	ddl1	56
	ddl2	336580,041
	Sig.	,000

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

b- Corrélation globale

Les valeurs propres relatives aux fonctions linéaires discriminantes sont utilisées pour juger le pouvoir discriminant de ces fonctions, en effet chaque valeur propre est égale à la variance interclasse de la fonction linéaire discriminante. La valeur propre indique ainsi la proportion de la variance expliquée (Somme des carrés intergroupe divisée par somme des carrés intra-groupe). Une grande valeur propre est associée à une fonction discriminante forte.

Le tableau fournit les valeurs propres et le pourcentage de variance correspondant. On constate que 86% de la variance sont représentés par la première fonction discriminante, ainsi 86% de la variance interclasse est expliquée par cette fonction discriminante. La deuxième fonction discriminante orthogonale à la première fonction n'explique que 14% de la variance intergroupe.

Tableau 45 : Valeurs propres

Fonction	Valeur propre	% de la variance	% cumulé	Corrélation canonique
1	,263	85,7	85,7	,456
2	,044	14,3	100,0	,205

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

Le coefficient de corrélation canonique est une mesure de la liaison entre les coordonnées factorielles discriminantes et la variable à expliquer.

- Le Lambda de Wilks

Le Lambda de Wilks est le rapport des sommes des carrés intra-groupes aux sommes totales des carrés. C'est la proportion de la variance totale des fonctions discriminantes qui n'est pas expliquée par les différences intra-groupes. Une valeur de lambda égale à 1 se produit

lorsque les moyens de groupe observé sont égaux, c'est-à-dire que toute la variance est expliquée par des facteurs autres que la différence entre ces moyens, tandis qu'une valeur faible de lambda se produit lorsque la variabilité intra-groupe est faible par rapport à la variabilité totale.

Dans ce Tableau, la valeur de lambda de Wilks n'est pas trop élevée et le p-value est bien inférieure à 0,05 pour le premier axe factoriel. Les barycentres des trois groupes sont donc suffisamment éloignés pour que le modèle AFD soit validé, ce qui traduit que le groupe des moyens semblent différer.

Tableau 46 : Lambda de Wilks

Test de la ou des fonctions	Lambda de Wilks	Khi-deux	Ddl	Sig.
1	,759	568,485	14	,000
2	,958	88,579	6	,000

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

4.3.1.3. Vérification du pouvoir discriminant des axes

Les coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées indiquent les scores non normalisés des variables explicatives. Plus précisément, ce sont la liste des coefficients des équations discriminantes non normalisées. Le score discriminant de chaque individu est obtenu en entrant ses valeurs pour chacune des variables dans l'équation.

Le résultat de l'estimation des coefficients de la fonction discriminante est figuré dans le Tableau 40. Cette fonction est utilisée pour classifier les individus dans leur groupe respectif.

Tableau 47 : Coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées

	Fonction	
	1	2
Loyer	,182	-,420
Jirama	,377	-,285
Téléphone	,357	,034
Transport	,180	,375
Nourriture	,144	-,046
Loisir	,275	-,291
Remboursement	,376	,739

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

Avec la fonction discriminante 1, on constate que les variables Remboursement, Jirama, Téléphone et Loisir peuvent avoir des impacts importants au sein de notre analyse. Cependant, l'une des faiblesses de l'analyse discriminante est le fait qu'il n'existe pas de test de signification pour les coefficients. Ainsi, nous avons simplement cherché la valeur la plus élevée pour savoir la variable la plus importante.

4.3.1.4. Qualité représentative du modèle

Le tableau « Résultats du classement » est un résumé simple du nombre et du pourcentage des sujets classés correctement et incorrectement. 79,5% des observations originales sont classées correctement.

Tableau 48 : Résultats du classement

			Appartenance au groupe prévu			Total
		FINANC	NON INCLU	IMF	BANQUE	
Original	Effectif	NON INCLUS	1535	126	132	1793
		IMF	76	46	28	150
		BANQUE	39	21	60	120
	%	NON INCLUS	85,6	7,0	7,4	100,0
		IMF	50,7	30,7	18,7	100,0
		BANQUE	32,5	17,5	50,0	100,0
Validé-croisé	Effectif	NON INCLUS	1532	126	135	1793
		IMF	77	41	32	150
		BANQUE	39	22	59	120
	%	NON INCLUS	85,4	7,0	7,5	100,0
		IMF	51,3	27,3	21,3	100,0
		BANQUE	32,5	18,3	49,2	100,0

Source : Enquête NOPOOR, 2014-2015

Globalement, le modèle AFD est validé. Les variables explicatives que nous avons choisies sont donc discriminantes vis-à-vis de ces trois groupes. Plus précisément, les trois groupes ont des caractéristiques différentes en termes de dépenses « pauvreté monétaire ». Nous pouvons donc dire qu'il existe une relation entre la microfinance et la pauvreté, sans savoir la nature de la relation.

4.3.2. Enquête FINSCOPE

Les démarches précédentes seront reconduites dans l'application de la méthode discriminante sur les données de consommation des ménages de l'enquête FINSCOPE pour

obtenir le même objectif que précédent « Détecter l'existence de la relation entre la microfinance et la pauvreté ».

4.3.2.1. Existence des différences entre les sous-groupes

a- Comparaison des moyennes et variances

On observe pour chacune des variables explicatives des différences remarquables entre les moyennes des deux groupes mais également des valeurs sensiblement distinctes des écarts-types.

Tableau 49 : Moyennes et variances entre membres et non membres

Variables	Non membre		Membre	
	Moyenne	Ecart type	Moyenne	Ecart type
Viande	3115,6594	3794,62040	3782,43902	4955,1074
Poisson	1642,2711	2591,05545	2125,36585	2050,71172
Riz	11322,2762	34748,34448	19430,4293	48567,555
substitut du riz (manioc, mais,..)	1134,9230	7932,55921	824,770732	2486,08419
produits laitiers	602,1429	2427,54156	814,843902	1191,59495
boissons non alcoolisées	1385,2331	3421,03582	1810,97561	3942,29173
boissons alcoolisées ou tabacs	931,7272	5089,97251	1013,41463	4269,52332
articles d'habillement et chaussures	15169,1350	37635,13309	17811,6	35675,6484
dépenses d'entretien et/ou réparation	11021,1317	52245,90929	19880,4976	76448,7297
meubles, articles de ménage	9262,1345	34415,49027	19281,5854	57772,5257
Loyer	5671,9359	19893,60565	8268,29268	25556,1364
Eau	955,7291	5041,80301	1478,2439	7776,72371
Gaz	368,5714	4807,12305	379,268293	4386,09544
Electricité	3586,9832	12029,37631	7873,79756	15291,2456
autres combustibles (pétrole,...)	2932,2832	7190,74055	4800,14634	11586,6459
Santé	11238,6720	41143,37246	15119,7561	42632,1757
transport (public et/ou personnelle)	4807,1157	19324,70382	7696,34146	26165,1929
communication (crédits, taxiphones)	560,5322	2199,85538	860,487805	1875,05821
loisirs et cultures	1565,3938	12022,38850	1772,92683	7021,59601
Enseignement	17722,8916	43336,50680	31055,6098	57986,1469
restaurants et hotels	663,7832	3750,04470	1044,14634	6762,86259

Source : Enquête Finscope 2015-2016

b- Test de Lambda de Wilks et Test de Fisher

Pour le test de Fisher avec un risque $\alpha = 0{,}05$, beaucoup des variables du modèle n'arrivent pas à rejeter l'hypothèse nulle d'égalité des moyennes des deux groupes.

Dans le tableau ANOVA, la variable explicative ayant la valeur de lambda de Wilks la plus petite est la plus importante sur la fonction discriminante. Beaucoup des variables explicatives du modèle AFD ont des valeurs de Lamba de Wilks très proches de 1. Or, la valeur 1 signifie l'égalité des moyennes pour l'ensemble des groupes. Une valeur quasi-nulle est associée à de très faibles variabilités intra-classes donc à de très fortes variabilités interclasses et des moyennes de groupes manifestement différentes.

Tableau 50 : Test d'égalité des moyennes des groupes

Variable	Lambda de Wilks	F	ddl1	ddl2	Sig.
Viande	,997	10,588	1	3978	,001
Poisson	,997	13,295	1	3978	,000
Riz	,995	18,236	1	3978	,000
substitut du riz (manioc, mais,..)	1,000	,620	1	3978	,431
produits laitiers	,999	3,062	1	3978	,080
boissons non alcoolisées	,999	5,510	1	3978	,019
boissons alcoolisées ou tabacs	1,000	,098	1	3978	,755
articles d'habillement et chaussures	1,000	1,832	1	3978	,176
dépenses d'entretien et/ou réparation	,998	9,464	1	3978	,002
meubles, articles de ménage	,993	26,262	1	3978	,000
Loyer	,999	5,872	1	3978	,015
Eau	,999	3,459	1	3978	,063
Gaz	1,000	,002	1	3978	,966
Électricité	,989	43,923	1	3978	,000
autres combustibles (pétrole,...)	,995	21,316	1	3978	,000
Santé	,999	3,248	1	3978	,072
transport (public et/ou personnelle)	,998	7,572	1	3978	,006
communication (crédits, taxi-phone)	,998	7,035	1	3978	,008
loisirs et cultures	1,000	,118	1	3978	,732
Enseignement	,992	32,193	1	3978	,000
restaurants et hôtels	,999	3,072	1	3978	,080

Source : Enquête Finscope 2015-2016

Ces deux résultats nous informent que la différence entre les deux groupes pour les variables explicatives ne soit pas très convaincante.

4.3.2.2. Validité de l'étude

a- Test de Box

Le M doit être le plus élevé possible. La significativité du test de F doit tendre vers 0. Ici sa valeur est inférieure à 0,05, l'analyse est validée.

Tableau 51 : Résultats du test

Test de Box		488,628
F	Approx.	48,689
	ddl1	10
	ddl2	2219212,266
	Sig.	,000

b- Corrélation globale

Quand il y a deux groupes, la corrélation canonique est la mesure la plus utile dans la table, et il est équivalent à la corrélation de Pearson entre les scores discriminants et les groupes. La corrélation entre la fonction discriminante et la variable dépendante est de 0,148. Cette corrélation est faible pour vérifier avec certitude la relation des dépenses du ménage et son appartenance dans les deux groupes. La faiblesse de la valeur propre confirme encore ce résultat.

Tableau 52 : Valeurs propres

Fonction	Valeur propre	% de la variance	% cumulé	Corrélation canonique
1	,022[a]	100,0	100,0	,148

Le Lambda de Wilks

Source : Enquête Finscope 2015-2016

Nous utilisons maintenant la valeur de Lambda de Wilks pour tester la significativité des différences entre les deux groupes.

Tableau 53 : : Lambda de Wilks

Test de la ou des fonctions	Lambda de Wilks	Khi-deux	Ddl	Sig.
1	0,978	87,830	4	,000

La valeur de Lambda de Wilks est proche de 1. Les variables prédictives de ce modèle ont ainsi un pouvoir discriminant très faible.

c- Coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées

Beaucoup des variables explicatives ont été écartées dans l'analyse, à cause leurs faiblesses en terme de pouvoir prédictif. Les variables restantes qui sont déterminantes dans la discrimination sont donc les dépenses en électricité, enseignement, meubles et articles du foyer, et enfin les dépenses en riz.

Tableau 54 : Coefficients des fonctions discriminantes canoniques standardisées

	Fonction
	1
Riz	,288
meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	,374
Électricité	,557
Enseignement	,455

4.3.2.3. Qualité représentative du modèle

Selon le résultat du classement, 76,3% des observations sont classés correctement. Ce pourcentage de classement est légèrement inférieur au modèle AFD précédent.

Tableau 55 : Résultats du classement

			Appartenance au groupe prévu		
Microfinance			Non membre	Membre	Total
Original	Effectif	Non membre	2864	706	3570
		Membre	237	173	410
	%	Non membre	80,2	19,8	100,0
		Membre	57,8	42,2	100,0
Validé-croisé	Effectif	Non membre	2864	706	3570
		Membre	238	172	410
	%	Non membre	80,2	19,8	100,0
		Membre	58,0	42,0	100,0

Source : Enquête Finscope 2015-2016

Même si ce modèle AFD fondé sur les données du FINSCOPE n'est pas très pertinent par rapport au premier modèle AFD, nous pouvons encore conclure à partir des données de l'enquête FINSCOPE qu'il existe bien des différences entre les ménages (même si ces différences ne sont pas très conséquentes) en termes de dépenses.

Cette analyse à partir de la méthode discriminante nous permet de dire qu'il existe bien de la relation entre la pauvreté (monétaire) et la microfinance. Toutefois, cette relation n'est pas très visible. L'autre souci qui nous préoccupe dans cette étude est de savoir la nature de cette relation : Est-ce que la microfinance a un impact positif ou négatif sur la situation de l'individu? La méthode AFD ne permet pas de répondre à cette question, d'où la nécessité de l'analyse économétrique (Modèle Logit-Probit).

4.4. DISCUSSION SUR LES APPROCHES FACTORIELLES ADOPTÉES :

4.4.1. Pour l'élaboration de deux indices de pauvreté Nopoor- Finscope

Deux indices basés sur les conditions de vie des ménages malgaches ont été élaborés dans cette étude : l'un à partir de données de l'enquête Nopoor et l'autre à partir de l'enquête Finscope. Les variables concernant l'état de vie et les actifs possédés des ménages ont été

agrégés à partir de l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) pour former deux axes principaux. Le premier axe factoriel est considéré comme l'axe de bien-être. Cette considération est possible, on a retenu dans l'ACM finale que les variables qui respectent le critère de COPA. Les coordonnées des ménages sur ce premier axe factoriel constituent leurs scores. Plus le score associé à un ménage est grand, plus son niveau de bien-être est élevé. Pour classifier le groupe des pauvres au groupe de non pauvres, nous avons défini un ménage de référence.

Holimalala Randriamanampisoa dans son article intitulé *« Microcrédit et lutte contre la pauvreté en milieu rural malgache : une analyse par les capabilités »* a élaboré pour Madagascar un indice de pauvreté selon l'approche par capabilities. Les données sont issues d'une base de données du réseau Cecam (2007). Pour élaborer cet indice, l'auteur pense que le renforcement des capabilités des ménages ruraux malgaches revient à privilégier quatre (4) dimensions composées de onze variables qui sont: la capabilité humaine qui comporte des variables relatives aux caractéristiques du chef de ménage ainsi qu'à l'ensemble des membres (âge du chef de ménage, taille du ménage); la capabilité financière qui exprime les revenus issus des activités productives (épargne disponible, revenu disponible); la capabilité sécurité qui est composée des variables qui jouent un rôle clé dans la gestion des risques et des chocs réguliers auxquels les ménages ruraux malgaches doivent faire face. À la différence de la capabilité financière qui exprime le flux des ressources des ménages, cette dimension sécurité représente le stock des ressources à la disposition des ménages (système d'activité, auto-suffissance en riz, patrimoine); Enfin, la capabilité de production qui composent les variables jugées déterminantes dans la détermination du niveau de production et la performance de l'unité de production (surfaces exploitées, main d'œuvre agricole, salaire temporaire, utilisation d'engrais).

L'auteur a construit l'indicateur des capabilités des ménages avec l'ACM à partir des différentes variables retenues. Son objectif est de réduire un ensemble de variables qui sont liées entre elles en un nombre restreint de facteurs. Cette technique est très utile dans l'évaluation du niveau de vie au niveau individuel car elle permet de retenir un certain nombre de variables pour interpréter et définir le bien-être et surtout montrer la complémentarité et le chevauchement des différentes dimensions entre elles (Escofier et Pagès, 2002). Ensuite, il a réalisé la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) par la méthode des Nuées Dynamiques sur les cinq premiers axes des variables introduites dans l'ACM. L'algorithme sous-jacent à la CAH procède par agrégations successives des individus en comparant leurs ressemblances et dissemblances au vu des variables introduites et de choisir le nombre de

classes pertinent. La CAH au final, permet d'identifier une typologie des ménages selon le niveau de leur capabilité. Cet indicateur de ménage sera de type qualitatif : élevé, moyen et faible. L'auteur constate ensuite que quelle que soit la définition retenue (pauvreté absolue, relative, subjective), la fixation du seuil de pauvreté souffre toujours d'un caractère arbitraire, lié à l'absence d'un consensus sur la définition et la mesure de la pauvreté. L'AFCM et la CAH aident à assouplir cette division abrupte de la population tout en restant ancrées dans les approches multidimensionnelles.

Deux points différencient les démarches de Holimalala Randriamanampisoa par rapport à celles que nous avons adoptées. Tout d'abord, l'approche de pauvreté utilisée dans notre étude est l'approche par conditions de vie. Pour Holimalala Randriamanampisoa, il a privilégié l'approche par capabilities de Sen. Ensuite, cet auteur a utilisé la Classification Ascendante Hiérarchique pour séparer trois typologies des ménages à savoir les ménages à faibles capabilities, les ménages à capabilities moyennes, et enfin les ménages à capabilities élevées. Dans notre cas, nous avons utilisé un ménage de référence pour séparer en deux groupes la population étudiée à savoir les ménages pauvres et les ménages non pauvres.

4.4.2. Pour l'analyse de la relation entre la pauvreté et la microfinance (AFD)

Les travaux qui utilisent l'analyse discriminante dans l'analyse de la relation entre la pauvreté et la microfinance sont moins nombreux tant au niveau national qu'au niveau international. En effet, l'application de cette approche dans l'analyse de la relation entre la pauvreté et la microfinance est récente.

Cette méthode a pour objectif de discriminer ou séparer deux groupes (adhérant ou non à une institution de microfinance), décrits par les variables de consommation des ménages. La méthode cherche, ainsi, des combinaisons linéaires de ces variables de consommation (des axes discriminants) qui permettent de séparer aux mieux les deux groupes. Si les variables de consommation discriminent les deux groupes, alors le niveau de pauvreté (monétaire) entre les ménages adhérés dans une institution de microfinance est faible que ceux qui ne sont pas adhérés.

La force de cette approche repose sur sa capacité à étudier la différence entre les ménages inclus dans le système financier et ceux qui sont exclus. Donc, cette approche nous permet de confirmer que les niveaux de pauvreté entre les deux groupes sont différents.

Néanmoins, cette approche ne nous permet pas d'affirmer ou infirmer l'impact réel de la microfinance sur la réduction de la pauvreté (Faiblesse de la méthode).

Pour les deux enquêtes (Nopoor, Finscope), l'application de l'approche factorielle confirme les variables de consommation des ménages discriminent bien les ménages adhérés à une microfinance avec ceux qui ne sont pas adhérés. D'après cette approche, on peut dire ainsi que les ménages inclus dans le secteur de la microfinance sont différents de ceux qui sont exclus en termes de niveau de pauvreté (monétaire).

Pour les travaux internationaux, nous n'avons trouvé que les travaux Kevin Ngunza Maniata qui étudient la relation entre la pauvreté et la microfinance en utilisant l'analyse discriminante. Son étude constitue une définition des variables qui influencent la situation économique de l'exclu. Il s'agit d'une méthode factorielle proche de l'analyse en composantes principales. Sa modélisation de la discrimination présente une variable dépendante qualitative et des variables explicatives quantitatives. Elle permet de décrire et d'expliquer, en partie, la différence d'accès aux systèmes de la microfinance entre les unités de plusieurs sous-groupes (bénéficiaires et non bénéficiaires des services des IMF) ; et aussi d'identifier, parmi plusieurs variables, celles qui ont l'effet le plus important dans cet état des choses.

Dans son article, Kevin Ngunza Maniata a conclu que l'application l'approche factorielle sur les données de consommation des ménages révèle que la pauvreté est donc liée à l'exclusion du système financier classique et la microfinance permet aux ménages pauvres de ne plus avoir à lutter au quotidien pour simplement survivre mais de faire des plans pour l'avenir et d'investir afin d'améliorer leur nutrition, leurs conditions de vie, et la santé et l'éducation de leurs enfants.

CONCLUSION PARTIELLE

Nous avons abordé dans ce chapitre la construction de deux indices de pauvreté non monétaire basés sur les deux enquêtes Finscope et Nopoor afin d'établir le profil de la pauvreté multidimensionnelle à Madagascar.

Pour la construction de deux indices de pauvreté non monétaire

Nous avons utilisé la méthode d'inertie dans l'élaboration de notre indice de pauvreté non monétaire. L'approche en conditions de vie est l'approche que nous avons utilisée pour définir la pauvreté des ménages issus de deux enquêtes (NOPOOR et FINSCOPE).

Pour l'enquête NOPOOR, nous avons utilisé 20 variables classées selon 8 dimensions : habitat, éducation, équipement, énergie, confort, information, transport, et communication.

Pour l'enquête FINSCOPE, les variables sont nombreuses et sont classées dans les 7 dimensions suivant : éducation, structure de l'habitation, approvisionnement en eau, électricité, source d'énergie de la cuisine, accès aux infrastructures de base et possession d'actifs.

Après l'application de la première ACM sur les variables de deux enquêtes, on a éliminé les variables qui ne respectent pas le critère de COPA. Ce critère est nécessaire pour que le premier axe factoriel soit un axe de bien-être ou un axe de pauvreté.Les deux indices de pauvreté sont donc construits à partir des variables restantes de chaque enquête qui respectent le critère de COPA. Après l'application de la deuxième ACM sur les variables restantes de deux enquêtes, les deux premiers axes factoriels cumulent chacun 15% environ de l'information.

Pour le Profil de la pauvreté multidimensionnelle

Après avoir construit les deux indices de pauvreté non monétaire à partir de deux enquêtes, il est naturel d'établir un profil de pauvreté pour chaque enquête. Ce profil permet de voir l'état des lieux de la pauvreté non monétaire à Madagascar.

Pour les deux enquêtes, le taux de pauvreté global est le même et avoisine de 80%.

Les caractéristiques de la pauvreté suivantes sont les mêmes pour les deux enquêtes mais à de degré différente :

- Le phénomène de la pauvreté affecte plus le monde rural et les ménages dirigés par des chefs de ménage moins instruits ;
- les clients des IFM sont moins affectés par la pauvreté non monétaire que les non clients, de même pour les clients de la banque.

Comme l'enquête FINSCOPE est riche, d'autres caractéristiques de la pauvreté en conditions de vie ont été aussi constatées à partir de cette enquête :

- les ménages dirigés par un chef de ménage marié coutumièrement et librement (monogame, polygame,) sont les plus exposés à la pauvreté ;
- le foyer où seul le chef de ménage gagne le revenu principal est le plus exposé à la pauvreté non monétaire ;
- la pauvreté multidimensionnelle touche davantage les ménages agriculteurs que les autres groupes de ménage ;
- il existe une disparité interrégionale en termes de pauvreté non monétaire.

La démarche de l'approche factorielle adoptée dans cette thèse a été divisée en trois étapes, à savoir (i) la caractérisation des bénéficiaires des services des IMF par l'outil ACM; (ii) la construction des groupes par l'analyse par classification et enfin (iii) la détermination des facteurs qui discriminent les groupes à partir de l'analyse discriminante descriptive.

Afin d'évaluer l'impact de la microfinance sur la pauvreté, il a été nécessaire de disposer des indicateurs qui mesurent la pauvreté : c'était l'objectif du chapitre.

Dans ce chapitre, notre objectif est d'évaluer l'impact de la microfinance « s'il existe » sur la réduction de la pauvreté à partir de trois méthodes : factorielle, économétrique et descriptive.

Pour l'approche factorielle AFD

L'analyse discriminante est utilisée souvent dans l'étude de scoring. Le scoring est une technique employée par les institutions financières (banque, microfinance) pour différencier le bon client au mauvais client. Dans cette étude, cette technique sera utilisée pour savoir si les consommations de ménages permettent de différencier les clients des IMF aux non clients. Si le résultat est positif alors on peut supposer que la microfinance a un impact la pauvreté monétaire.

Nous avons utilisé 12 variables de consommation pour l'AFD Nopoor et 21 variables pour l'AFD Finscope, compte tenu que l'enquête Finscope est riche.

Le résultat est conséquent pour l'AFD Nopoor car les 12 variables explicatives que nous avons choisies sont donc discriminantes vis-à-vis de l'inclusion financière (IMF, banque). On

a constaté dans le résultat que les variables Remboursement, Jirama, Téléphone et Loisir peuvent avoir des impacts importants au sein de la discrimination.

De même pour l'AFD Finscope, la méthode est validée, c'est-à-dire que les 21 variables choisies sont de facteurs discriminants de la variable inclusion financière. Mais, la relation n'est pas aussi visible que celle dans l'AFD Nopoor. Les variables dépenses en électricité, enseignement, meubles et articles du foyer, et enfin dépenses en rizsont les plus déterminantes dans la discrimination.

Cette analyse à partir de la méthode discriminante nous permet de dire qu'il existe bien de la relation entre la pauvreté (monétaire) et la microfinance. Mais la question qui nous préoccupe principalement dans cette étude est de savoir la nature de cette relation : Est-ce que la microfinance a un impact positif ou négatif sur la situation de l'individu ?

CHAPITRE 5 : APPROCHE MICROÉCONOMIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ : METHODES DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUES

La microfinance a apporté beaucoup d'espoir aux millions des ruraux pauvres qui sont exclus du système bancaire conventionnel. L'expérience du Bangladesh introduite par Muhammed Yunus a montré que l'intermédiation financière par les institutions de microfinance (IMF) pourrait jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté et renforcer la croissance économique. Dans cette thèse, trois approches seront utilisées pour si la microfinance a vraiment joué un rôle dans la réduction de la pauvreté. Nous basons encore notre analyse sur les deux enquêtes Nopoor et Finscope.

5.1. ÉTUDE D'IMPACTS DE L'ACCÈS AUX MICROFINANCES DES MÉNAGES SUR LA PAUVRETÉ : APPROCHE DESCRIPTIVE

Cette partie se donne comme objectif principal de faire une analyse descriptive de la micro finance sur la pauvreté au niveau des ménages à partir des données d'enquête récentes sur la micro finance et la pauvreté menée à Madagascar. C'est une enquête qui rentre dans le cadre du projet « No Poor » en collaboration avec l'Université d'Antananarivo (Centre d'Etudes Economiques), l'Institut National de la Statistique, et financée par l'Union Européenne. Il s'agit de voir l'impact des services offerts par les IMFs (qu'elles soient mutualistes ou non mutualistes) sur le niveau de vie des ménages en général et de tester la validité de nos hypothèses qu'on a formulées préalablement en introduction. Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont représentatives au niveau national.

L'objet de ce paragraphe consiste à faire un état des lieux sur la situation de MicroFinance à Madagascar du côté de la demande et d'évaluer ainsi l'offre à partir de cette dernière. Il s'agit de décrire en général la situation des ménages vis-à-vis des Institutions de Micro-Finances en 2015.

5.1.1. Finance Inclusive

Selon le rapport principal sur la Finance inclusive du projet « No Poor-2014-2015 », *la notion de « Finance inclusive » prend en considération les ménages utilisant toutes sortes de services financiers formels ou informels dans la vie quotidienne ou professionnelle. Nous les appelons « les inclus financièrement » ou « les financièrement servis ». Ceux qui ne font pas parties des « inclus financièrement » sont cependant classés parmi les « exclus*

financièrement ». Autrement dit, les ménages qui n'utilisent aucun des services financiers formels ni informels.

5.1.1.1. Inclusion financièrement selon le milieu de résidence et par type d'institution

Selon le rapport, 35,1% des ménages sont financièrement inclus. La proportion est relativement élevée en milieu urbain (48,7%) qu'en milieu rural (30,8%). Les ménages ayant accès aux finances formelles représentent 15,3% des ménages dont 3,8% sont bancarisés, 7,4% sont membres des IMFs. Ceux qui ont accès aux microfinances ne représentent que 7,3% des ménages. Le taux d'accès est relativement élevé chez les ménages urbains que les ménages ruraux.

En revanche, l'accès des ménages à la finance informelle a pris de l'ampleur en 2015 où environ un quart des ménages en sont concernés.

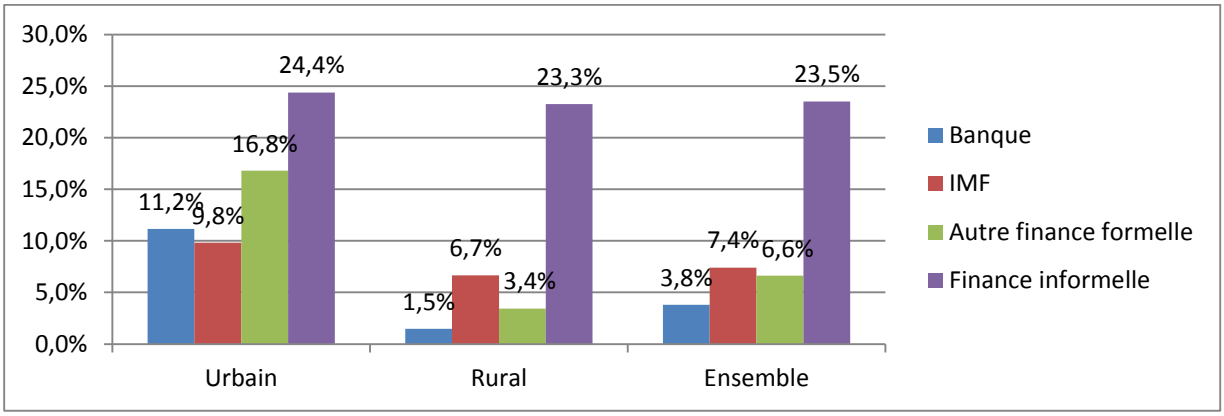
En analysant les résultats du tableau suivant, il faut dire que la finance inclusive est plutôt spécifique aux ménages urbains qu'aux ménages ruraux.

Tableau 56 : Pourcentage des ménages qui sont inclus financièrement selon le milieu de résidence et par type d'institution (en pourcentage)

		Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	rural	
Finance formelle	**Banque**	11,2	1,5	**3,8**
	IMF	9,8	6,7	**7,4**
	IMF ou Mobile Money/Banking	24,5	9,5	**13,1**
	Banque ou IMF	19,8	7,6	**10,5**
	Finance formelle	31,1	10,3	**15,3**
Finance Informelle		24,4	23,3	**23,5**
Finance inclusive (Formelle ou informelle)		48,7	30,8	**35,1**

Source : Rapport principal sur la Finance Inclusive /INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

Graphique 6 ***: Répartition des ménages « inclus financièrement » selon le milieu de résidence***



Source : Rapport principal sur la Finance Inclusive /INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.1.1.2. Inclusion financière selon quelques caractéristiques sociodémographiques et selon le niveau de vie

Selon le rapport, il n'y a pas de discrimination de genre entre ceux qui sont servis financièrement (voir tableau suivant). En effet, le taux d'inclusion financière entre les deux sexes sont significativement le même (un peu plus de 35%). En revanche, ce sont plutôt les « plus instruits » qui sont les plus « servis financièrement » par rapport aux « moins instruits ». Le taux est passé de 25,8% chez les « non instruits » à 65,8% chez « les plus instruits ».

Par ailleurs, l'inclusion financière est plus marquée dans les ménages de grande taille. Le taux est de 24,6% chez les ménages « moins de 3 personnes », 35% chez les ménages composés de 3 à 5 personnes et environ 40% chez les ménages composés de « plus de 5 personnes ». Le niveau de vie influence positivement l'inclusion financière des ménages car plus leur niveau de vie s'améliore, plus le niveau de participation de ces ménages est élevé. En effet, le taux est de 25,5% chez les ménages « plus pauvres » tandis qu'il est de 54,5% chez les ménages « plus aisés ».

Tableau 57 : Taux d'inclusion financière selon quelques caractéristiques sociodémographiques et selon le niveau de vie (en pourcentage)

		Finance incluse
Sexe du CM	Masculin	**35,0**
	Féminin	**35,3**
Niveau d'instruction du chef de ménage	Sans instruction	**25,8**
	Primaire	**32,5**
	Secondaire 1er cycle	**38,5**
	Secondaire 2nd cycle	**44,7**
	Supérieur	**65,8**
Taille du ménage	Moins de 3 personnes	**24,6**
	entre 3 et 5 personnes	**35,0**
	Plus de 5 personnes	**39,9**
Quintile de bien être	Plus pauvres	**25,5**
	Pauvres	**30,7**
	Moyens	**29,6**
	Riches	**44,1**
	Plus riches	**54,5**
Ensemble		**35,1**

Source : Rapport sur la Finance inclusinve/INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.1.2. Corrélation entre le niveau de vie des ménages et l'accès des ménages aux Microfinances

Par ailleurs, l'analyse des résultats de l'enquête montre l'existence d'une corrélation entre le niveau de vie des ménages et l'accès des ménages aux Microfinances. En effet, Que ce soit du côté de la banque ou celui des IMFs, il existe une relation positive entre le niveau de vie du ménage et l'accès aux finances formelles (banque ou IMF). Ceux qui ont un compte bancaire, le taux passe de 0,5% chez les plus pauvres à 17,5% chez les plus riches. Du côté des IMFs, il est passé de 1,7% chez les plus vulnérables à 17,9% chez les plus aisés. Le niveau

d'étude influence également l'accès aux finances formelles. Le taux d'accès est relativement plus élevé chez les instruis par rapport aux non instruits dans les deux cas (Banque ou IMF) selon les résultats du tableau 2.

Source : ibid

Tableau 58 : Pourcentage des ménages qui sont membres des Institutions financières à Madagascar

Milieu de résidence	Banque traditionnelle	IMFs
Urbain	**11,2**	**9,8**
Rural	**1,5**	**6,7**
Quintile de Bien être		
Plus pauvres	0,5	1,7
Pauvres	0,6	2,2
Moyens	0,4	5,1
Riches	5,3	15,5
Plus riches	17,4	17,9
Sexe du Chef de ménage		
Masculin	3,8	7,8
Féminin	3,9	5,5
Niveau d'instruction du Chef de ménage		
Sans instruction	0,9	2,3
Primaire	0,5	5,9
Secondaire (1er cycle)	3,0	9,5
Secondaire (2ème cycle)	13,0	16,4
Supérieur	38,0	12,4
Ensemble (Madagascar)	**3,8**	**7,4**

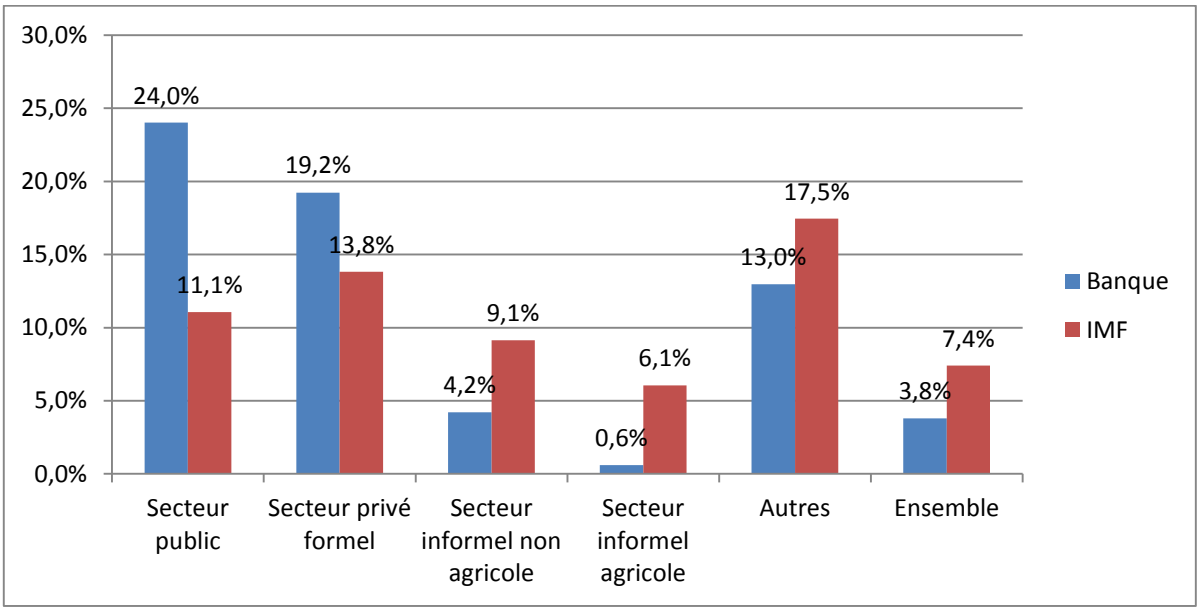
Source: INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.1.3. Caractéristique des ménages membres des IMF selon le secteur institutionnel du chef de ménage

L'accès à la finance formelle varie généralement suivant le secteur institutionnel du chef de ménage. Il est plutôt caractéristique des ménages dont le chef travaille dans le secteur public. Environ un quart des ménages ayant un compte bancaire se trouve dans le secteur public (voir graphique suivant). Par contre, un peu plus de 1 ménage sur 10 dont le chef travaille dans le secteur public est membre d'une IMF. Ceux qui sont dans le secteur privé formel représentent 19,2% des ménages ayant un compte bancaire et 13,8% de ceux qui sont membres d'une IMF.

En analysant particulièrement le secteur informel agricole, ce sont surtout les ménages qui sont membres des IMFs qui sont les plus nombreux. En effet, le taux de bancarisation des ménages informels agricoles est de 0,6% alors qu'il est de 6,4% chez les membres des IMFs

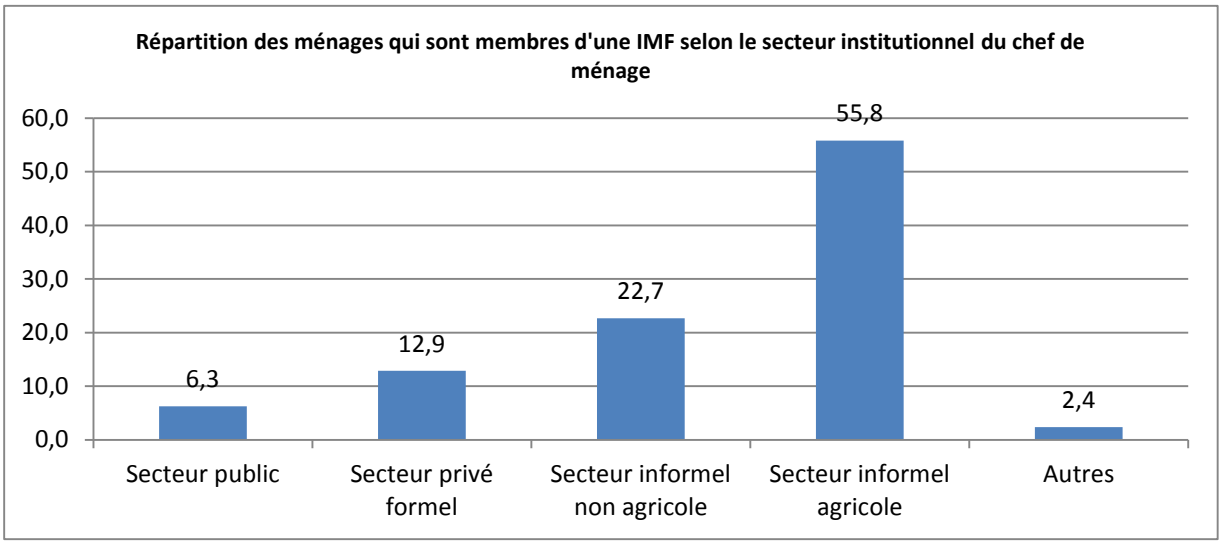
Graphique 7 : Pourcentage des ménages ayant un compte auprès des Institutions financières selon le secteur institutionnel du chef de ménage



Source : Finance Inclusive/INSTAT 2014-2015/Univ-tana, Projet « No Poor »

Parmi ceux qui sont membres des IMFs, plus de la moitié d'entre eux se trouvent dans le secteur informel agricole. Ceux qui sont dans le secteur public ne représentent que 6,3%. Il en ressort que le secteur informel agricole est plutôt le secteur spécifique aux ménages ayant accès aux microfinances.

Graphique 8 : Répartition des ménages qui sont membres des IMFs selon le secteur Institutionnel



Source : Finance Inclusive/INSTAT 2014-2015/Univ-tana, Projet « No Poor »

5.1.4. Satisfaction des ménages « inclus financièrement » vis-à-vis des services offerts par les institutions financières

Un des objectifs de la présente étude consiste également à évaluer le degré de satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions financières (banque, IMF, poste, opérateurs mobiles, etc…). Les résultats ont montré que, d'une part, une bonne partie des ménages sont non concernés par les divers types de services qui sont offerts, et que d'autre part, parmi ceux qui en sont concernés, le niveau de satisfaction des ménages varie selon le type des services offerts. Les services concernés sont particulièrement les services de « Mobile Banking », de « Dépôt », de « Retrait », de « Crédit », de « Formation », d'Assurance, ou autres services.

Environ 52% des ménages urbains sont non concernés par le service offert. « Parmi ceux qui en sont concernés, 41,3% d'entre eux sont peu satisfaits de services offerts par ces institutions dans l'ensemble. C'est surtout dans les services de Mobile banking (56,1%), l'assurance (60%) et les autres services (89%) que la proportion des ménages urbains « peu satisfaits » est la plus élevée. Seulement 6% des ménages urbains sont très satisfaits des services offerts par ces institutions. C'est surtout dans le service « Dépôt » qu'on observe la proportion des ménages urbains qui en sont très satisfaits où le taux est de 11,4%.

Tableau 59 : Satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions de microfinance ou bancaire en milieu urbain

Degré de satisfaction	Mobile banking	Dépôt	Retrait	Crédit	Formation	Assurance	Autres	Ensemble urbain
Pas du tout satisfait	17,7	18,8	19,2	42,6	33,3	16,1	2,9	24,9
Peu satisfait	56,1	28,7	35,3	45,3	38,9	60	89	41,3
Satisfait	15,5	41	40,2	11,7	22,4	21,6	1,6	27,9
Très satisfait	10,7	11,4	5,3	0,4	5,5	2,2	6,5	5,9

Source: INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

Considérant les ménages ruraux, un peu moins de la moitié (soit 48%) sont non concernés par les services offerts. Parmi ceux qui sont concernés par au moins un de ces services, un peu plus de la moitié d'entre eux (soit 51,5%) en sont peu satisfaits dans l'ensemble. C'est surtout dans les services « mobile banking » (78,7%), l'assurance (62,2%) et dans les autres services (71,7%) que la proportion des ménages ruraux « peu satisfaits » est la plus élevée. Seulement 5,4% des ménages ruraux sont très satisfaits des services offerts.

Tableau 60 : Satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions de microfinance ou bancaire en milieu rural

Degré de satisfaction	Mobile	Dépôt	Retrait	Crédit	Formation	Assurance	Autres	Ensemble rural
Pas du tout satisfait	21,3	24,1	20	37,4	31,1	25	28,3	**27,2**
Peu satisfait	78,7	44,7	44,5	53,7	47,2	62,2	71,7	**51,5**
Satisfait	0	21,3	26,7	8,9	15,2	9,7	0	**15,9**
Très satisfait	0	9,9	8,8	0	6,5	3,1	0	**5,4**

Source : INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.1.5. Impacts des services offerts sur le bien être des ménages

Les services offerts par les institutions financières pourraient avoir eu un impact positif ou négatif sur le bien être des ménages. Ces services peuvent être l'octroi de crédit à un taux avantageux selon la nature du crédit (crédit social, crédit de consommation, crédit d'investissement, crédit immobilier, etc..). Les domaines ou les composantes du bien être sur

lesquels les services de Microfinance auraient le plus avoir un impact sur le niveau de vie des ménages seraient le revenu du ménage, le nombre d'enfants scolarisés, la ration alimentaire, l'accès aux services de santé de base, l'augmentation de la production ou encore la diversification des activités. Selon les résultats du rapport sur la Finance Inclusive en 2015, 24% des ménages ont vu leur revenu augmenter après avoir profité d'un des services fournis par la Banque ou par les IMFs au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.

C'est surtout les ménages ruraux qui en sont les plus concernés car le taux de ceux qui en ont profité est de 26,1% contre 19,3% chez les ménages urbains. Ceux qui ont vu une amélioration de la ration alimentaire de leur ménage, le taux est de 16,4% (relativement plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain). Parmi ceux qui sont producteurs et ayant bénéficiés des services offerts par les institutions financières au cours des 12 derniers mois, environ17% ont vu leur production augmenter. La proportion est plus élevée en milieu rurale (20,8%) qu'en milieu urbain (10,8%). Cependant, moins de 5% des ménages ont connu une diversification de leur activité en rapport avec les services offerts par les institutions financières.

Tableau 61 : Impact des services offerts par les banques ou les IMF sur le bien-être du ménage au cours des 12 derniers mois selon le milieu de résidence

	Milieu de résidence		**Ensemble**
	Urbain	Rural	
Amélioration du revenu	19,3	26,1	**23,8**
Augmentation du nombre d'enfants scolarisés	7,1	5,5	**6,0**
Amélioration de la ration alimentaire	12,7	18,2	**16,4**
Augmentation du poids de l'endettement	14,4	3,3	**7,1**
Meilleur accès aux services de santé	12,6	7,0	**8,9**
Augmentation de la production	10,8	20,8	**17,4**
Augmentation des ventes	12,6	11,4	**11,8**
Diversification des activités	3,9	3,3	**3,5**
Autres	6,5	4,4	**5,1**

Source : Rapport sur la Finance Inclusive/INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

En analysant les résultats du tableau précédent, les domaines sur lesquels les services offerts avaient eu le plus d'impacts sur le bien-être du ménage sont essentiellement le revenu du ménage, la consommation alimentaire et le niveau de la production.

En analysant la relation entre les composantes du bien-être des ménages et leur niveau de vie actuel, il faut dire que l'amélioration du revenu concerne beaucoup plus les ménages ayant un niveau de vie « acceptable » ou « aisé ». Ceux qui ont pu bénéficier de l'augmentation de leur ration alimentaire sont surtout les ménages « plus pauvres ».

En ce qui concerne la consommation alimentaire, les services offerts par les institutions financières profitent beaucoup plus aux ménages moins aisés par rapport aux ménages plus aisés, selon les résultats du tableau suivant. Le taux passe de 44,6% chez les ménages les plus vulnérables à 12% chez les ménages « plus aisés ». En ce qui concerne l'amélioration de la production, ce sont surtout les riches qui en ont le plus profité.

Tableau 62 : Impact des services offerts par les banques ou les IMF sur le bien-être du ménage au cours des 12 derniers mois selon le quintile du bien-être

	Quintile du bien être					
	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	**Ensemble**
Amélioration du revenu	16,1	19,3	26,6	27,0	19,1	**23,8**
Augmentation du nombre d'enfants scolarisés	0,0	16,3	2,2	7,4	3,4	**6,0**
Amélioration de la ration alimentaire	44,6	19,3	15,4	13,9	12,0	**16,4**
Augmentation du poids de l'endettement	7,8	3,3	18,5	0,6	15,0	**7,1**
Meilleur accès aux services de santé	31,5	6,3	1,5	9,8	5,7	**8,9**
Augmentation de la production	0,0	19,3	23,0	21,8	8,6	**17,4**
Augmentation des ventes	0,0	16,3	9,3	13,5	12,0	**11,8**
Diversification des activités	0,0	0,0	3,5	6,2	0,0	**3,5**
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	24,4	**5,1**

Source : Rapport sur la Finance Inclusive/INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.1.6. Pauvreté des ménages en termes de dépenses et accès aux microfinances

Les dépenses agrégées des ménages au cours d'une année peuvent refléter leur niveau

de pauvreté. Un ménage qui dépense moins que les autres est relativement pauvre que les autres. Réciproquement, un ménage ayant dépensé beaucoup plus que les autres ménages est qualifié relativement plus riches que les autres. Dans notre analyse, la variable « Dépense » sera donc mise en exergue pour apprécier la pauvreté monétaire des ménages. C'est un indicateur proxy de la pauvreté compte tenue de la disponibilité des données de l'enquête

L'objectif de cette section consiste à tester s'il existe une relation de dépendance entre le fait d'être pauvre monétairement et l'accès aux micro-finances. Le test qui va nous permettre de réaliser cela est le test ANOVA ou Analyse de la Variance, étant donné que nos variables sont de nature qualitative « Accès aux micro-finances » et quantitative « Dépenses des ménages ».

Selon les résultats de l'enquête, un ménage dépense en moyenne 1.534 .000 Ar par an. Si l'on se réfère aux dépenses moyennes par tête dans un ménage, le montant est de 386.000 Ariary. Selon le milieu de résidence, les dépenses en milieu urbain sont plus importantes que les dépenses en milieu rural. En effet, le niveau de vie des ménages en zone urbaine est relativement plus élevé que celui des ménages ruraux, donc les ménages urbains dépensent beaucoup plus que les ménages ruraux.

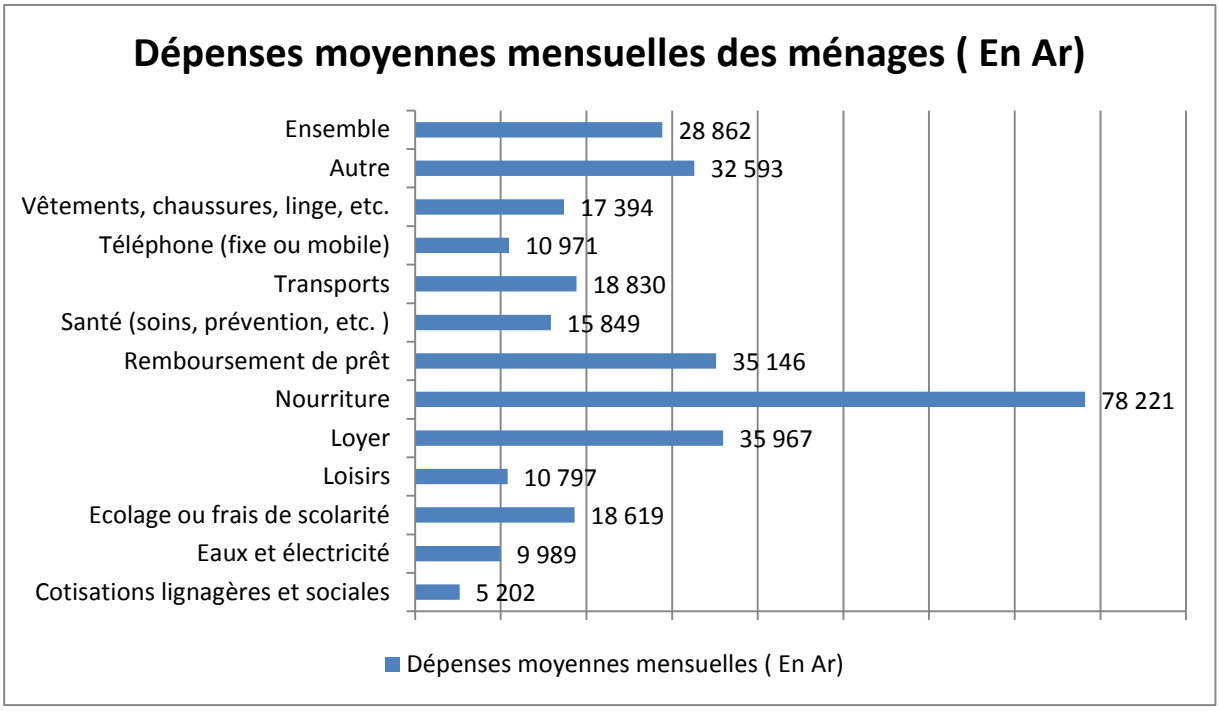
Tableau 63 : Dépenses annuelles moyennes des ménages selon le milieu de résidence

	Dépenses moyennes annuelles des ménages (en Ar)	Dépenses moyennes par tête (en Ar)
Urbain	2 194 868	552 294
Rural	1 327 602	334 912
Ensemble	1 534 627	386 803

Source : No poor/2014-2015

L'analyse des dépenses selon le poste de dépenses reflète la pauvreté des ménages malagasy. Plus de 50% des dépenses des ménages malagasy concernent les dépenses en nourriture. En moyenne, un ménage dépense chaque mois 80.000 Ar en nourriture. Il s'agit surtout des dépenses liées à l'achat des céréales (riz, manioc, patates douces, etc..). En revanche, les dépenses en eau, électricité ainsi que les dépenses de cotisations lignagères et sociales figurent parmi les dépenses les moins importantes des ménages.

Figure 3 : Dépenses moyennes mensuelles des ménages par type de poste (En Ariary)



5.1.7. Analyse de la variance entre l'accès aux microfinances et les dépenses des ménages

L'analyse de la variance consiste à tester l'existence d'une relation de dépendance entre deux variables de natures différentes. Dans notre cas d'espèce, il s'agit de voir s'il existe une relation entre le niveau de vie des ménages sous l'angle de dépenses et l'accès aux microfinances. Le test qui va nous permettre de réaliser cela est le test ANOVA.

5.1.7.1. Test sur la moyenne

Hypothèses du test :

Ho : il n'existe aucune différence entre la moyenne des deux groupes (Groupe (Imf)=Groupe(Non_Imf) pour les dépenses.

H1 : Il existe une différence entre la moyenne des deux groupes

Tableau 64 : Résultat du test

Two-sample t test with equal variances

Group	Obs	Mean	Std. Err.	Std. Dev.	[95% Conf.	Interval]
Non	2155	1700114	24146.17	1120913	1652762	1747466
Oui	188	2536084	104922	1438617	2329101	2743067
combined	2343	1767191	24202.48	1171510	1719731	1814652
diff		-835969.8	87418.07		-1007395	-664544.9

diff = mean(Non) - mean(Oui) t = -9.5629
Ho: diff = 0 degrees of freedom = 2341

Ha: diff < 0 Ha: diff != 0 Ha: diff > 0
Pr(T < t) = 0.0000 Pr(|T| > |t|) = 0.0000 Pr(T > t) = 1.0000

Comme la p-value du test est inférieur à 0.05 (soit 0.000), on rejette l'hypothèse nulle selon laquelle la moyenne des deux groupes est la même. Autrement dit, les dépenses moyennes des ménages dans les deux groupes sont différentes. Ce qui nous laisse dire que le fait d'être pauvre influence l'accès aux microfinances du ménage.

5.1.7.2. Test d'indépendance :

Le test ANOVA revient à tester l'hypothèse nulle contre l'hypothèse alternative

H0 : Les deux variables sont indépendantes

H1 : Il existe une relation de dépendance entre les deux variables

Tableau 65 : Test d'indépendance

Number of obs = 2343 R-squared = 0.0376
Root MSE = 1.1e+06 Adj R-squared = 0.0372

Source	Partial SS	df	MS	F	Prob > F
Model	1.2084e+14	1	1.2084e+14	91.45	0.0000
IMF	1.2084e+14	1	1.2084e+14	91.45	0.0000
Residual	3.0934e+15	2341	1.3214e+12		
Total	3.2142e+15	2342	1.3724e+12		

Comme la p-value du test (Prob>F) est de 0.000 (inférieur à 0.05). On rejette l'hypothèse nulle. Ce qui veut dire que les deux variables sont dépendantes. Le fait d'être pauvre influence

l'accès aux micro-finances.

5.1.8. Discussions sur l'approche descriptive

Cette approche descriptive que nous avons adoptée est une technique qui ne nécessité pas un modèle (approche économétrique) ou une réduction de dimension (approche factorielle), mais elle exploite directement les données à partir des indicateurs et tableaux statistiques. L'intérêt de cette approche réside sur la minimisation de perte d'information.

Les points que nous avons abordés premièrement dans l'approche descriptive consistent à définir le profil des ménages qui sont adhérés dans une IMF. Les principaux résultats liés à la construction de ce profil sont :

- la finance inclusive est plutôt spécifique aux ménages urbains qu'aux ménages ruraux ;
- le taux d'inclusion financière entre les deux sexes sont significativement le même: la finance inclusive ne dépend pas du genre ;
- les « plus instruits » qui sont les plus « servis financièrement » par rapport aux « moins instruits »;
- l'inclusion financière est plus marquée dans les ménages de grande taille;
- Le niveau de vie influence positivement l'inclusion financière des ménages.

Les résultats ci-dessus montrent que les IMFs à Madagascar s'intéressent plutôt aux ménages moins pauvres que ceux qui sont plus pauvres. En effet, les ménages moins pauvres possèdent le minimum de garantie pour assurer le remboursement de crédits.

Deuxièmement, nous avons testé si la microfinance et la pauvreté ont une relation de dépendance. Deux tests ont été utilisés pour atteindre cet objectif. Le premier test consiste à vérifier si la moyenne des dépenses de ménages inclus dans une IMF et les exclus est la même. Le deuxième consiste à tester par l'ANOVA l'indépendance de l'accès aux IMFs et les dépenses de ménages. Les résultats ont affiché que les deux groupes (inclus dans une IMF et exclus) ont en moyenne de dépenses différentes, et que la microfinance et la pauvreté (monétaire) ont une relation de dépendance. Ce résultat est renforcé par l'existence de la corrélation entre le niveau de vie des ménages et l'accès des ménages aux Microfinances.

Enfin, nous avons analysé la satisfaction (subjective) des ménages de la microfinance et la perception des ménages inclus dans une IMF de l'impact sur le bien-être de la microfinance. En général, les ménages sont insatisfaits de services offerts par la microfinance. Cependant, la

perception des ménages de l'impact de la microfinance sur leur bien-être fait ressortir les points suivants: (i) les domaines sur lesquels les services offerts avaient eu le plus d'impacts sur le bien-être du ménage sont essentiellement le revenu du ménage, la consommation alimentaire et le niveau de la production; (ii) l'amélioration du revenu concerne beaucoup plus les ménages ayant un niveau de vie « acceptable » ou « aisé»; (iii) Ceux qui ont pu bénéficier de l'augmentation de leur consommation alimentaire sont surtout les ménages « plus pauvres ».

5.2. DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ À MADAGASCAR : MÉTHODES ÉCONOMÉTRIQUES

Les signes de graves privations sont facilement identifiables à Madagascar. Dans le premier chapitre de la première partie de cette thèse, nous avons agrégé à partir de score ces privations de ménage et classé ensuite ce dernier en deux groupes : « pauvre ou non pauvre ». Dans ce chapitre, nous allons déterminer les facteurs explicatifs de l'état de pauvreté des ménages malgaches. Plus précisément, notre but est de déterminer la liaison de la pauvreté avec les variables comme la taille de ménage, la situation par rapport à l'emploi, les catégories socioprofessionnelles, et les variables d'inclusion financière

5.2.1. Modèle Logit de l'Enquête NO POOR

5.2.1.1. Déterminants de la pauvreté non monétaire

a- Présentation du modèle Logit

Pour la modélisation de la pauvreté, l'identification des principaux facteurs qui dictent les résultats de la pauvreté est importante. Dans la suite, nous voulons poser la question suivante : quelle est la probabilité qu'une famille avec des caractéristiques particulières identifiables sera classée comme ménage pauvre.

Nous utilisons l'approche économétrique pour la modélisation des déterminants de la pauvreté à Madagascar. La variable expliquée dans le modèle est binaire, en prenant une valeur de un lorsque le ménage est pauvre et une valeur de zéro sinon. À cet effet, nous choisissons le modèle logit pour réaliser notre régression. L'idée principale derrière ce modèle est de trouver la relation entre la probabilité (Pi) que Y aura une valeur 1 et les variables indépendantes. L'équation d'un modèle logit correspond à:

$$P(Y_i = 1) = \frac{1}{1 + e^{-X_i^T * \beta}}$$

Dans notre modèle, $Y_i = 1$ si le ménage i est pauvre et $Y_i = 0$ sinon. Les variables composées le vecteur X_i sont le taille de ménage, le sexe du chef de ménage, le milieu de résidence, le niveau d'instruction, la situation par rapport à l'emploi, la catégorie socioprofessionnelle, le secteur institutionnel, la branche d'activité, et les variables d'inclusion financière.

Si nous posons $X_{i,k}$ être le k-ème élément du vecteur X_i variable indépendante, et β_k être le k-ème élément de β, alors l'effet marginal d'une variable indépendante particulière, Xi, sur la probabilité de l'apparition de la réaction est donnée par (Maddala, 1993):

b- Estimation

Il y a plusieurs méthodes pour estimer les paramètres d'une régression logistique. Mais dans notre cas, nous avons choisi la méthode descendante-rapport de vraisemblance. Ce choix est effectué, car cette méthode permet d'éliminer de manière optimale les paramètres non significatifs du modèle.

L'interprétation des coefficients du modèle est différente de celle de régression linéaire, mais il faut toujours comparer le résultat à la catégorie de référence. Plus précisément, l'interprétation est comme suit :

- Si la situation est dans la catégorie "i" plutôt que dans la catégorie de référence de la variable explicative définie, le log népérien (naturel) de la probabilité que y soit égal à 1 plutôt qu'à zéro augmente de β "; ou également
- Si la situation est dans la catégorie "i" plutôt que dans la catégorie de référence de la variable explicative définie, la probabilité que Y=1 plutôt que zéro est multipliée de e^{β}.

c- Résultats

Ce paragraphe présente le modèle de logit estimé. L'indice de pauvreté multidimensionnelle de l'enquête NOPOOR est la variable dépendante et les variables explicatives sont les conditions socio-économiques du ménage.

À la première étape, nous avons considéré variables potentielles qui peuvent expliquer la différenciation dans la situation de pauvreté des ménages. Nous avons pris en compte de nombreux attributs de chef de ménage et les caractéristiques se référant à l'ensemble du ménage. Dans les différentes étapes d'itération, les variables non significatives sont écartées par le modèle. Les paramètres des modèles logit sont estimés en utilisant proc régression du SPSS.

La sélection des variables finales a été influencée par des considérations statistiques c'est-à-dire la significativité des paramètres.

Le tableau régresse la variable de réponse binaire, la probabilité d'être pauvre (P (Y = 1)). Un coup d'œil sur les résultats vérifie que la plupart des variables explicatives dans le modèle ont les signes qui sont conformes à nos attentes antérieures. Il est également évident que la plupart des variables sont statistiquement significatives à 10% ou niveau inférieur.

Tableau 66 : Variables de l'Equation

Itération	Variable	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Pas 1[a]							
	BANQUE(1)	2,079	,399	27,194	1	,000	7,995
	IMF_MUT(1)	,353	,353	1,003	1	,317	1,424
	IMF_NONMUT(1)	-,267	,561	,225	1	,635	,766
Pas 2[a]							
	BANQUE(1)	2,086	,398	27,420	1	,000	8,051
	IMF_MUT(1)	,351	,352	,994	1	,319	1,420
	IMF_NONMUT(1)	-,279	,561	,247	1	,619	,757
Pas 3[a]							
	BANQUE(1)	2,049	,395	26,922	1	,000	7,760
	IMF_MUT(1)	,369	,351	1,105	1	,293	1,447
Pas 5[a]							
	BANQUE(1)	2,003	,392	26,083	1	,000	7,410
Pas 6[a]	Milieu(1)	-1,583	,347	20,875	1	,000	,205
	taille_menage			8,402	2	,015	
	taille_menage(1)	1,841	,662	7,746	1	,005	6,305
	taille_menage(2)	-,027	,262	,010	1	,919	,974
	niveau_instructionCM			38,235	4	,000	
	niveau_instructionCM(1)	4,684	1,511	9,605	1	,002	108,227
	niveau_instructionCM(2)	2,277	,532	18,324	1	,000	9,749
	niveau_instructionCM(3)	1,440	,505	8,115	1	,004	4,221
	niveau_instructionCM(4)	,466	,451	1,068	1	,301	1,594
	Categorie_soc			18,437	6	,005	
	Categorie_soc(1)	-2,617	1,325	3,900	1	,048	,073
	Categorie_soc(2)	,452	,703	,413	1	,520	1,571
	Categorie_soc(3)	,968	,565	2,937	1	,087	2,632
	Categorie_soc(4)	,862	,660	1,707	1	,191	2,369
	Categorie_soc(5)	2,599	,922	7,946	1	,005	13,454
	Categorie_soc(6)	-,967	,813	1,413	1	,234	,380
	Secteur_inst			13,254	4	,010	
	Secteur_inst(1)	,616	1,117	,304	1	,581	1,852
	Secteur_inst(2)	-,212	1,048	,041	1	,840	,809
	Secteur_inst(3)	,938	1,012	,861	1	,354	2,556
	Secteur_inst(4)	1,557	1,019	2,334	1	,127	4,743
	BANQUE(1)	2,008	,382	27,640	1	,000	7,445
	Constante	-1,865	1,145	2,652	1	,103	,155

Source :

Quelques résultats importants peuvent être obtenus sous l'hypothèse que toutes choses égales par ailleurs.

d- Taille de ménage :

La variable taille de ménage qui définit le nombre de personnes dans le foyer a une valeur faible de significativité. Au seuil 10%, cette variable est non significative. De plus, à l'intérieur, le signe du paramètre de la catégorie « ménage composé de 3 à 5 personnes » n'est pas conforme à la réalité.

La catégorie de référence pour cette variable est que « le ménage est composé plus de cinq personnes ».

e- Niveau d'instruction :

La variable niveau d'instruction est composée de 5 catégories, à savoir « (1) sans instruction, (2) primaire, (3) secondaire 1er cycle, (4) secondaire 2nd cycle et enfin (5) supérieur ». Cette dernière constitue la catégorie de référence.

Si le chef de ménage est sans instruction, la probabilité que ce ménage est pauvre plutôt que non pauvre est 108 fois plus que si celui-ci a fait une étude supérieure.

Pour le ménage ayant fait l'étude primaire, la probabilité d'être pauvre est 10 fois plus que si celui-ci a fait une étude supérieure.

Pour le ménage ayant fait l'étude secondaire de 1er cycle, la probabilité d'être pauvre est 4 fois plus que si celui-ci a fait une étude supérieure.

Pour le ménage ayant fait l'étude secondaire de 2nd cycle, la probabilité d'être pauvre est 2 fois plus que si celui-ci a fait une étude supérieure.

Compte tenu des écarts de probabilité entre les chefs de ménage ayant fait des études et ceux qui n'ont pas fait, la variable « niveau d'instruction » est facteur explicatif de la pauvreté à Madagascar. En fait, un chef de ménage ayant un faible niveau d'instruction a probabilité forte d'être pauvre.

f- Catégorie socioprofessionnelle :

La variable catégorie socioprofessionnelle est composée de 7 catégories, à savoir « (1) cadre supérieur, ingénieur et assimilé, (2) cadre moyen, agent de maitrise, (3) Employé, ouvrier qualifié, (4) Employé, ouvrier semi qualifié, (5) Manœuvre, (6) Patron et enfin (7) Travailleur à son propre compte ». Cette dernière constitue la catégorie de référence.

Par rapport à ceux qui travaillent pour son propre compte, seuls les chefs de ménage qui se trouvent dans les classes (1) cadre supérieur, ingénieur et assimilé et (6) Patron ont la probabilité moins fois d'être pauvre.

g- Secteur institutionnel :

La variable secteur institutionnel est composée de 5 catégories, à savoir (1) Secteur public, (2) Secteur privé formel, (3) Secteur informel non agricole, (4) Secteur informel agricole, et enfin (5) Autres. Cette dernière constitue la catégorie de référence.

Dans ce tableau, seuls les chefs de ménage qui travaillent dans le secteur privé forme ont la probabilité moins fois d'être pauvre par rapport à la catégorie de référence.

h- Banque

La variable banque est composée de deux catégories, à savoir (1) n'appartient pas et (2) appartient à une banque. Cette dernière constitue la catégorie de référence.

Si le chef de ménage n'appartient pas à une banque, la probabilité que celui-ci soit pauvre est deux fois plus que s'il a au moins une banque.

i- Micro-finance

Nous avons utilisé deux variables pour représenter le secteur de la microfinance : non mutualiste et mutualiste. La variable microfinance non mutualiste est composée de deux catégories, à savoir (1) n'appartient pas et (2) appartient à une banque. Cette dernière constitue la catégorie de référence. De même pour la microfinance mutualiste.

Dans la régression logistique, les coefficients associés aux variables de microfinance sont non significatifs. La variable microfinance non mutualiste a été retirée à la troisième itération, tandis que celle de microfinance mutualiste est à la cinquième itération. L'impact de la microfinance sur les conditions de vie de ménage ou la pauvreté multidimensionnelle est donc infinitésimal. De plus dans ce résultat, la probabilité d'être pauvre pour les clients des IMF non mutualistes est plus grande que celle de non membres. Contrairement aux membres des IMF mutualistes, la probabilité d'être pauvre des clients est faible que celle de non clients.

5.2.1.2. Déterminants de la pauvreté monétaire

L'objectif de cette sous-section est de déterminer les caractéristiques démographiques et socio-économiques qui ont une influence sur le risque de pauvreté monétaire des ménages

Malgaches. À cet effet, les caractéristiques des ménages utilisés dans la régression de la pauvreté non monétaire seront reportées, à savoir :

- le sexe du chef de ménage ;
- le milieu de résidence ;
- la taille de ménage ;
- le niveau d'instruction ;
- la branche d'activité ;
- le secteur institutionnel ;
- la situation par rapport au travail ;
- les variables d'inclusion financière.

a- Présentation du modèle

Afin de déterminer lequel de ces attributs ont un impact significatif sur le risque de pauvreté monétaire de ménages, nous utilisons également un modèle logit.

Tableau 67 : Variables de l'équation

Itération	Variable	B	E.S	Wald	Ddl	Sig.	Exp(B)
Pas 4[a]	Milieu(1)	-,929	,197	22,153	1	,000	,395
	taille_menage			145,979	2	,000	
	taille_menage(1)	-3,365	,281	143,838	1	,000	,035
	taille_menage(2)	-1,071	,202	28,171	1	,000	,343
	niveau_instructionCM			42,630	4	,000	
	niveau_instructionCM(1)	1,924	,428	20,188	1	,000	6,851
	niveau_instructionCM(2)	2,007	,373	29,023	1	,000	7,443
	niveau_instructionCM(3)	1,569	,368	18,132	1	,000	4,802
	niveau_instructionCM(4)	,717	,350	4,200	1	,040	2,049
	secteur_inst			9,316	4	,054	
	secteur_inst(1)	,873	1,359	,413	1	,521	2,394
	secteur_inst(2)	-,437	,735	,354	1	,552	,646
	secteur_inst(3)	,420	,710	,351	1	,554	1,523
	secteur_inst(4)	-,312	,904	,119	1	,730	,732
	branch_act			17,253	12	,140	
	branch_act(1)	,416	1,183	,124	1	,725	1,516
	branch_act(2)	,350	,705	,246	1	,620	1,419
	branch_act(3)	-,382	,795	,231	1	,631	,683
	branch_act(4)	-,979	,467	4,391	1	,036	,376
	branch_act(5)	-,550	,574	,919	1	,338	,577
	branch_act(6)	-,898	,439	4,175	1	,041	,407
	branch_act(7)	-,180	,511	,124	1	,725	,835
	branch_act(8)	-2,511	1,249	4,042	1	,044	,081
	branch_act(9)	-,551	,688	,640	1	,424	,577
	branch_act(10)	-,249	1,061	,055	1	,815	,780
	branch_act(11)	-20,717	40192,970	,000	1	1,000	,000
	branch_act(12)	-1,682	1,229	1,873	1	,171	,186
	mutual(1)	-,516	,275	3,529	1	,060	,597
	nonmutual(1)	-1,217	,436	7,784	1	,005	,296
	banque(1)	-1,146	,306	14,060	1	,000	,318
	Constante	1,952	,814	5,750	1	,016	7,042

Source : Enquête NoPoor 2014-2015

La signification des variables du tableau 2 est le suivant :

- le milieu de résidence est égal à 0, si le ménage vit dans milieu urbain et 1 sinon (catégorie de référence);
- la taille de ménage est égale à 0, si le nombre de personnes sous le toit est inférieur à 3, 1 s'il se trouve entre 3 et 5, et 2 si plus de 5 (catégorie de référence);
- le niveau d'instruction est égal à 0, si le ménage est sans instruction, 1 s'il a entré dans l'école primaire, 2 de l'école secondaire de 1er cycle, 3 de l'école secondaire de 2nd cycle, et enfin 4 de l'école supérieure (catégorie de référence);
- le secteur institutionnel est égal à 0, si le chef de ménage travaille dans le secteur public, 1 si dans le secteur privé formel, 2 dans le secteur informel non agricole, 3 dans le secteur informel agricole, et enfin 5 dans les autres secteurs (catégories de référence);
- la branche d'activité est égale à 0, si le chef de ménage travaille la branche industrie agro-alimentaire, 1 si dans l'agriculture, 2 dans l'élevage et pêche, 3 dans les autres industries, 4 dans les BTP/HIMO, 5 dans le commerce, 6 dans le transport, 7 dans les hôtellerie/restauration, 8 dans les sécurité/gardien, 9 dans l'enseignement privé, 10 dans la santé privée, 11 dans l'administration publique et enfin 12 dans les autres branches (catégorie de référence);
- la microfinance mutualiste est égale à 1, si le ménage est membre d'une IMF mutualiste et 0 sinon (catégorie de référence);
- la microfinance non mutualiste est égale à 1, si le ménage est membre d'une IMF non mutualiste et 0 sinon (catégorie de référence);
- la banque est égale à 1, si le chef de ménage a un compte bancaire, et 2 sinon (catégorie de référence).

D'autres variables comme sexe du chef de ménage et situation par rapport au travail ont été intégrées dans le modèle, mais elles ont été éliminées à la dernière itération.

b- Interprétation du résultat

Tableau x régresse la variable de réponse binaire, la probabilité d'être pauvre monétairement (P (Y = 1)). Un coup d'œil sur les résultats vérifie que la plupart des variables explicatives dans le modèle ont les signes qui sont conformes aux attentes.

c- Pauvreté monétaire et milieu de résidence

L'impact est le même que dans celui de la pauvreté non monétaire, mais de degré différent. En effet, la probabilité d'être pauvre au sens welfariste d'un ménage urbain est deux sur cinquième fois de celle du ménage rural, contre un cinquième pour l'approche non welfariste.

d- Pauvreté monétaire et taille de ménage

Dans la régression de la pauvreté non monétaire, l'impact de la taille de ménage sur la probabilité d'être est mitigé. Mais dans le résultat du tableau XX, le résultat est interprétable. En effet, si le nombre d'individus à l'intérieur d'un foyer est grand, alors la probabilité d'être pauvre au sens welfariste est grande. Par rapport au ménage plus de cinq personnes :

- la probabilité d'être pauvre pour le ménage moins de trois personnes est égale à un sur vingt neuvième;
- la probabilité d'être pauvre pour le ménage entre trois et cinq personnes est égale à un sur troisième.

e- Pauvreté monétaire et niveau d'instruction

Pour l'impact du niveau d'instruction sur la probabilité d'être pauvre au sens welfariste, le résultat est semblable à celui de la régression de la pauvreté non monétaire, c'est-à-dire que la probabilité d'être pauvre monétairement est élevée pour les ménages ayant un chef de famille avec un niveau d'instruction faible.

f- Pauvreté monétaire et secteur institutionnel

Par rapport aux signes de paramètres, seul le paramètre associé à la catégorie N° 4 « secteur informel agricole » est différent pour les deux régressions. En effet, par rapport aux autres secteurs institutionnels, l'appartenance au secteur informel agricole accentue la probabilité d'être pauvre monétairement, mais fait diminuer celle d'être pauvre non monétairement.

g- Pauvreté monétaire et branche d'activité

Dans la régression de la pauvreté non monétaire, à la fin de l'itération, la variable « branche d'activité » a été éliminée dans les variables de l'équation, ce qui traduit que la liaison entre la pauvreté monétaire et les branches d'activités est faible. Dans cette régression, la liaison a été retenue à la fin de l'itération.

h- Pauvreté monétaire et inclusion financière

L'inclusion financière est un concept large. Elle définit comme le processus qui garantit la facilité d'accès, la disponibilité et l'utilisation du système financier formel pour tous membres d'une économie. Cependant, il est également important de faire la distinction entre volontaire ou exclusion involontaire. La Banque mondiale (2014) définit l'exclusion volontaire, comme une condition où le segment de la population ou des entreprises choisissent de ne pas utiliser les services financiers, soit parce qu'ils n'ont pas besoin pour eux ou pour des raisons culturelles ou religieuses. En revanche, l'exclusion involontaire découle de revenu insuffisant et profil de risque élevé ou en raison de défaillances et les imperfections discrimination et de marché. Les initiatives de politique et de recherche doivent se concentrer sur l'exclusion involontaire car elle peut être adressée par des programmes et des politiques qui peuvent être conçus pour augmenter les niveaux de revenus économiques appropriées et échecs et imperfections du marché correctes.

Discussions :

Weiss et al. (2005)[91], après avoir constaté des résultats globalement positifs dans leurs études, soulignent que des précautions méthodologiques devraient être de mise. La hausse de revenu associée à la participation à un programme de microcrédit devrait être relativisée : la relation n'est pas toujours significative, en particulier lorsque la taille du crédit favorise plutôt la consommation que l'investissement. Ils soulignent que l'accroissement du revenu est parfois corrélé positivement au revenu initial, l'impact est plus douteux en termes de vulnérabilité face à des chocs (instabilité du revenu et de la consommation).

Au Bangladesh, Zaman[92] (2000) fait état de l'existence d'un seuil de prêt. Selon lui, les participants au programme du Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) modérément pauvres, qui ont obtenu des prêts supérieurs à 10000 taka (environ 200 dollars), présentent un impact plus important sur la pauvreté que les très pauvres qui ne sont pas en mesure d'atteindre ce seuil, compte tenu de leur profil initial.

L'étude de Menon[93] (2006), également au Bangladesh, donne des résultats intéressants. À partir d'une procédure économétrique basée sur l'estimation par les moindres carrés

[91] WEISS J., MONTGOMERY H., KURMANALIEVA E. (2003) Micro Finance and Poverty Reduction in Asia : What is the Evidence ? ADB Institute Research Paper Series, n° 53, December, 24 p.
[92] ZAMAN H. (2000) Assessing the Poverty and Vulnerability Impact of Micro-Credit in Bangladesh : A Case study of BRAC, Background paper prepared for WDR, 2000/2001, World Bank, Washington, 54 p.
[93] MENON N. (2006) Non-linearities in Returns to Participation in Grameen Bank Programs, Journal of Development Studies, vol. 42, n° 8, 1379-1400.

ordinaires à effets fixes non linéaires, l'auteur utilise une équation qui inclut un ensemble de variables telles que les changements à travers les saisons dans des ménages en fonction de leur taille, les dépenses de consommation par rapport à la durée de l'adhésion, les modifications dans les prix, les préférences et le coût de l'emprunt. Il suppose que l'ancienneté de l'accès au programme de microfinance est inversement proportionnelle à la variation saisonnière de la consommation alimentaire per capita. Les résultats de l'analyse de données provenant de 24 villages de la banque Grameen indiquent que la participation n'a pas de grands effets sur l'atténuation des chocs saisonniers sur la consommation et que son ampleur diminue au fil du temps. Les estimations du modèle suggèrent que les effets du prêt atteignent un maximum après deux années d'adhésion avant de décliner ensuite. Cela n'implique pas que la volatilité réduise la consommation de membres expérimentés, mais simplement que la participation n'a plus, comme au début, la même influence atténuante sur les chocs saisonniers (Menon, 2002)[94].

Globalement, cette littérature traduit une diversité de situation par rapport à l'accès aux services microfinanciers, dont l'objectif majeur est de contribuer à l'amélioration du bien-être, à la réduction des vulnérabilités, à l'atténuation de la pauvreté et à la sortie de l'exclusion financière. Weiss et al. (2005) trouvent que l'importance des revenus générés à la suite de l'accès au microcrédit est reliée positivement au revenu initial. Zaman précise la qualité du profil préalable (très pauvres, modérément pauvres) et apprécie l'implication d'un montant de crédit plus élevé sur la pauvreté. Menon distingue trois dimensions : le profil initial avant l'accès au crédit, le montant du crédit et la durée (ou la durabilité) de l'impact sur le bien-être. De nombreux facteurs peuvent influencer les résultats d'impact : le contexte de l'étude (boom économique, période de difficultés…), les objectifs de l'étude et la méthodologie utilisée. Toutefois, ces éléments d'analyse impliquent qu'il n'y ait pas une relation toujours linéaire entre l'accès aux services microfinanciers et l'amélioration du bien-être.

5.2.2 Régression logistique-Enquête Finscope

Rappelons que le but de cette régression est de mesurer l'influence de la microfinance sur l'état de pauvreté de la population malgache. Plus précisément, celle-ci consiste à savoir si le fait d'être inclus dans une microfinance entraîne un impact sur le bien-être de l'individu en question.

[94] MENON N. (2002) Declining benefits to membership in Microfinance Programs: Theory and Empirical Evidence, Brandeis university, 25 p.

5.2.2.1 Analyses croisées de variables d'analyse

Avant de procéder à la régression logistique pour savoir l'impact de la microfinance sur l'état de la pauvreté à Madagascar dans l'enquête FINSCOPE, nous entamons tout d'abord aux analyses croisées de variables d'analyse afin d'avoir une vision préalable de notre modèle logistique.

a- Pauvreté et Microfinance

La relation entre la pauvreté et l'accès à l'IMF existe en analysant le tableau ci-après. En effet, le pourcentage des individus inclus dans une IMF et non pauvre dépasse largement celui des non inclus. Même si cette relation existe, l'analyse croisée ne permet de savoir le sens de la relation entre les deux variables.

Tableau 68 : Tableau croisé Accès IMF * Pauvre

			Pauvre		
			Non	Oui	Total
Accès IMF	Exclu	Effectif	686	3539	4225
		% dans Accès IMF	16,2%	83,8%	100,0%
	Inclus	Effectif	160	341	501
		% dans Accès IMF	31,9%	68,1%	100,0%
Total		Effectif	846	3880	4726
		% dans Accès IMF	17,9%	82,1%	100,0%

La valeur de khi-deux de Pearson indique l'intensité de la relation entre les deux variables. Le tableau ci-dessous nous indique que même si probabilité de khi-deux est significative (p-value<0,05), la relation n'est pas très significative (Valeur absolue du test de khi-deux)

Tableau 69 : Intensité de la relation entre les deux variables

	Valeur	Ddl	Sig. approx. (bilatérale)
khi-deux de Pearson	75,115[a]	1	,000
Correction pour continuité[b]	74,050	1	,000
Rapport de vraisemblance	65,547	1	,000
Test exact de Fisher			
Association linéaire par linéaire	75,099	1	,000
N d'observations valides	4726		

Les mesures symétriques nous informent le signe de la relation entre les variables étudiées. Dans le tableau ci-après, l'accès à l'IMF améliore le bien-être de l'individu.

Tableau 70 : Mesures symétriques

		Valeur	Signification approx.
Nominal par Nominal	Phi	-,126	,000
	V de Cramer	,126	,000
N d'observations valides		4726	

b- Pauvreté et Éducation du chef de ménage

Le pourcentage des individus non pauvres augmente avec le niveau d'éducation du chef de ménage. Donc, la relation entre les deux variables existe.

Tableau 71 : : Tableau croisé Éducation du chef de ménage * Pauvre oui

			Pauvre oui		
			Non	Oui	Total
Éducation du chef de ménage	Au plus Primaire	Effectif	440	3330	3770
		% dans Éducation du chef de ménage	11,7%	88,3%	100,0%
	Secondaire 1er cycle	Effectif	119	383	502
		% dans Éducation du chef de ménage	23,7%	76,3%	100,0%
	Secondaire 2e cycle	Effectif	162	120	282
		% dans Éducation du chef de ménage	57,4%	42,6%	100,0%
	Formation professionnelle	Effectif	33	19	52
		% dans Éducation du chef de ménage	63,5%	36,5%	100,0%
	Universitaire	Effectif	92	28	120
		% dans Education du chef de ménage	76,7%	23,3%	100,0%
Total		Effectif	846	3880	4726
		% dans Education du chef de ménage	17,9%	82,1%	100,0%

Suivant le résultat de Test du khi-deux, la relation entre le niveau d'éducation du chef de ménage et la pauvreté est significative. De plus, cette relation est forte (La valeur de khi-deux est grande).

Tableau 72 : Tests du khi-deux

	Valeur	ddl	Sig. approx. (bilatérale)
khi-deux de Pearson	766,570[a]	4	,000
Rapport de vraisemblance	591,413	4	,000
Association linéaire par linéaire	661,469	1	,000
N d'observations valides	4726		

Le test sur la valeur de phi est contradictoire. En effet, la probabilité d'être pauvre augmente avec le niveau d'éducation du chef de ménage. Le modèle logit nous confirmera sur cette relation.

Tableau 73 : Pauvreté et éducation

		Valeur	Signification approx.
Nominal par	Phi	,403	,000
Nominal	V de Cramer	,403	,000
N d'observations valides		4726	

c- Pauvreté et localité

Suivant le tableau ci-après, le phénomène de la pauvreté est plus rural. La relation entre la pauvreté et la localité existe aussi.

Tableau 74 : Tableau croisé Rural/urbain * Pauvre oui

			Pauvre oui		
			Non	Oui	Total
Rural/urbain	Rural	Effectif	103	2478	2581
		% dans Rural/urbain	4,0%	96,0%	100,0%
	Urbain	Effectif	743	1402	2145
		% dans Rural/urbain	34,6%	65,4%	100,0%
Total		Effectif	846	3880	4726
		% dans Rural/urbain	17,9%	82,1%	100,0%

La valeur de khi-deux de Pearson de la relation entre la pauvreté et localité existe (probabilité de test <0,05). Cette relation est significative, car la valeur de khi-deux est grande.

Tableau 75 : Relation entre la pauvreté et localité

	Valeur	Ddl	Sig. approx. (bilatérale)
khi-deux de Pearson	748,705[a]	1	,000
Correction pour continuité[b]	746,622	1	,000
Rapport de vraisemblance	808,157	1	,000
Test exact de Fisher			
Association linéaire par linéaire	748,547	1	,000
N d'observations valides	4726		

Le signe de la valeur Phi de la relation entre la pauvreté et localité est négatif. Ce qui confirme encore que la probabilité d'être pauvre est grande pour les individus vivant dans le milieu rural.

Tableau 76 : Mesures symétriques

		Valeur	Signification approx.
Nominal par Nominal	Phi	-,398	,000
	V de Cramer	,398	,000
N d'observations valides		4726	

5.2.2.2. Modèle Logit de l'enquête Finscope

Nous avons utilisé le modèle logit dans cette thèse pour identifier si l'inclusion dans les réseaux de microfinance permet aux ménages d'améliorer leur bien-être.

La régression logistique consiste à comparer les proportions en utilisant les logarithmes du rapport des risques (log-odds). Le modèle estime pour chaque groupe donné, le paramètre (le rapport entre le logit d'un groupe donné et celui du groupe de référence) et calcule les rapports des chances tout en précisant leur seuil de signification.

De plus, le modèle logit nous permet d'identifier les variables significatives si elles étaient toutes prises ensemble. L'analyse bivariée a permis de voir les associations éventuelles

qui pourraient exister entre les variables explicatives et la pauvreté multidimensionnelle. Nous allons à ce niveau identifier les déterminants de la pauvreté multidimensionnelle. Nous examinerons les effets de ces variables sur la variable dépendante non pas séparément comme dans l'analyse bivariée, mais en présence de toutes les autres variables. Pour y arriver, nous avons construit un modèle (global) qui prend en compte toutes les variables.

a- Variables du modèle Logit – Finscope :

Le choix des variables dépend de la disponibilité de données dans l'enquête Finscope. La variable dépendante est l'indicateur de la pauvreté qui est obtenu par l'utilisation de l'ACM sur les données concernant les conditions de vie des ménages dans l'enquête Finscope (Pauvreté multidimensionnelle). Les variables explicatives sont le niveau d'éducation du chef de ménage, la localité, la taille de ménage, et enfin l'inclusion dans la microfinance (utilisé maintenant ou utilisé antérieurement).

b- Résultats de l'estimation:

Comme dans le modèle Logit Nopoor, nous avons également utilisé la méthode descendante-rapport de vraisemblance pour l'estimation des coefficients des variables explicatives. Le logiciel SPSS a aidé à produire les résultats repris dans le tableau XX. L'interprétation de ces résultats se fera par rapport aux odds ratio ou Exp (β) au seuil de signification de 1%, 5% et 10%.

Les résultats sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 77 : Variables de l'équation

		B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Pas 1[a]	Éducation			335,398	4	,000	
	éducation(1)	2,713	,238	129,558	1	,000	15,074
	éducation(2)	2,062	,259	63,515	1	,000	7,859
	éducation(3)	,621	,270	5,294	1	,021	1,861
	éducation(4)	,508	,399	1,618	1	,203	1,662
	zone(1)	2,344	,115	412,464	1	,000	10,422
	imf_n(1)	,641	,162	15,743	1	,000	1,899
	imf_m(1)	1,032	,169	37,370	1	,000	2,806
	nb_prs(1)	,130	,104	1,559	1	,212	1,139
	Constante	-3,170	,321	97,560	1	,000	,042
Pas 2[a]	Éducation			333,996	4	,000	
	éducation(1)	2,710	,239	128,737	1	,000	15,022
	éducation(2)	2,078	,259	64,413	1	,000	7,986
	éducation(3)	,629	,270	5,415	1	,020	1,876
	éducation(4)	,518	,400	1,679	1	,195	1,679
	zone(1)	2,354	,115	417,957	1	,000	10,526
	imf_n(1)	,637	,162	15,514	1	,000	1,890
	imf_m(1)	1,031	,169	37,298	1	,000	2,805
	Constante	-3,135	,320	95,990	1	,000	,044

a. Introduction des variables au pas 1 : éducation, zone, imf_n, imf_m, nb_prs.

L'estimation par maximum de vraisemblance type descendant s'est arrêtée au deuxième pas. La régression logistique montre la variable « taille de ménage» n'est pas significativement associée à la pauvreté multidimensionnelle, elle est éliminée dans l'équation finale. Suivant ce tableau, la probabilité d'être pauvre $P(pauvre = oui)$ dépend fortement du niveau d'éducation du chef de ménage et de la localité du ménage (urbaine ou rurale). L'inclusion dans le secteur de la microfinance a également un impact sur la probabilité d'être pauvre. L'effet de cette variable n'est pas aussi conséquent que les deux autres variables explicatives, mais son coefficient est significatif.

Les signes des coefficients des variables explicatives sont conformes aux attentes: plus le niveau d'éducation du chef de ménage est élevé, le ménage a plus de chance d'être non pauvre (la valeur de coefficient passe de 2,710 à 0.518); les ménages se trouvant dans le zone urbain ont plus de chance d'être non pauvre que ceux qui se trouvent dans le zone rural (valeur du coefficient est de 2,354); les ménages inclus dans le système de la microfinance ont la probabilité d'être pauvre plus faible que ceux qui ne sont pas inclus, l'effet de l'inclusion financière «dans les IMF» sur la pauvreté est plus significatif pour les ménage qui utilisent le service de la microfinance maintenant que ceux qui ont utilisé auparavant.

La vérification de la force d'association du modèle se fait en examinant le récapitulatif du modèle (model summary). Il s'agit du R^2 de Nagelkerke (Tableau XX), celui-ci représentant la variance expliquée par le modèle. Le domaine d'étude et les théories sous-jacentes doivent être utilisés pour juger cette variance. Dans l'exemple suivant, le R^2 s'élève à 0,378, ce qui est jugé satisfaisant compte tenu du caractère exploratoire et nouveau de cette étude. Ainsi, le modèle explique 37,8% de la variance de la variable dépendante, ici la pauvreté non monétaire (pauvreté multidimensionnelle).

Tableau 78 : Récapitulatif des modèles

Pas	Log de vraisemblance -2	R-deux de Cox et Snell	R-deux de Nagelkerke
1	3205,134[a]	,230	,378
2	3206,707[a]	,230	,377

a. L'estimation s'est arrêtée à l'itération numéro 6, car le nombre de modifications des estimations du paramètre est inférieur à ,001.

Ensuite, le pourcentage total permet également de vérifier la force du modèle. Ainsi, dans le tableau de classification, vis-à-vis le « pourcentage correct » (percentage correct) et le « pourcentage global » (overall percentage), il est indiqué 85,8%, ce qui signifie que le modèle est vrai dans 85,8% des cas. En d'autres mots, si un ménage présente les caractéristiques énumérées dans le modèle, il fera partie du groupe pauvre dans 85,8% des cas. Ainsi, le modèle classe correctement les sujets dans 85,8% des cas.

Tableau 79 : Table de classification[a]

			Prévisions		
			Pauvre oui		Pourcentage correct
	Observé		Non	Oui	
Pas 1	Pauvre oui	Non	275	571	32,5
		Oui	100	3780	97,4
	Pourcentage global				85,8
Pas 2	Pauvre oui	Non	278	568	32,9
		Oui	105	3775	97,3
	Pourcentage global				85,8

a. La valeur de coupe est ,500

Suivant le tableau Test de Hosmer et Lemeshow ci-dessous, le modèle logit Finscope est validé. En effet, la statistique du test est significative et elle a amélioré au pas 2 (proba du test=0,001).

Tableau 80 : Test de Hosmer et Lemeshow

Pas	Khi-deux	ddl	Sig.
1	15,383	5	,009
2	16,058	3	,001

5.2.3. Discussions sur l'approche économétrique adoptée

Dans la littérature empirique, les travaux qui étudient l'apport de la microfinance dans la réduction de la pauvreté en se fondant sur la méthode économétrique sont principalement inclus dans les méthodes quasi-expérimentales. Mais il existe quelques travaux qui sont basés sur l'étude des clients d'une microfinance choisie en évaluant directement l'impact du volume de crédit accordé aux clients sur leur bien-être (méthode minimaliste). Certes, les méthodes quasi-expérimentales sont les méthodes les plus sures pour évaluer l'impact réel de la microfinance, mais elles sont couteuses. Dans notre cas, nous ne pouvons adopter ces

démarches. D'abord, nous n'avons pas pu constituer un groupe de contrôle pour comparer sur une période de temps l'évolution de bien-être des ménages bénéficiaires de microcrédit par rapport au groupe de contrôle. De plus, nos données issues de deux enquêtes ne sont pas seulement des clients des IMF et que la variable « Volume de crédit accordé » n'existe pas dans ces deux enquêtes. Nous étions alors forcés de comparer le bien-être des ménages inclus dans une IMF à ceux qui ne sont pas inclus.

Les faiblesses de l'approche économétrique que nous avons adoptée peuvent être résumées ainsi :

Le nombre des clients des IMF dans les enquêtes NOPOOR et FINSCOPE est faible, seulement 6% environ des ménages, dans chaque enquête, sont inclus dans une microfinance. Ainsi, l'évaluation de la part de la microfinance dans l'amélioration du bien-être de ménages dans ces deux enquêtes est faible.

Cette approche ne permet pas d'isoler l'effet d'être inclus dans une microfinance sur le bien-être. On ne sait pas si les ménages qui sont inclus dans une IMF ont été choisis en fonction de leurs conditions de vie. Ainsi, l'estimation peut être biaisée.

Face à ces faiblesses, les raisons qui nous poussent à choisir cette approche économétrique sont :

- La disponibilité des données : nous avons exploité seulement les données qui sont à nos portées, car réaliser une expérience quasi-expérimentale est couteux.
- Les échantillons de deux enquêtes sont construits de façon aléatoire, ce qui minimise le risque de la deuxième faiblesse citée ci-dessus.

Dans cette approche (NOPOOR, FINSCOPE), nous pouvons affirmer avec certitude que les ménages se trouvant dans la microfinance sont moins pauvres que ceux qui sont exclus. Ces résultats s'accordent avec ceux que nous avons vus dans l'approche factorielle. En ce qui concerne la confirmation de l'impact réel de la microfinance sur les conditions de vie des ménages, nous ne pouvons pas dire avec certitude que cet impact existe. Pour le savoir, il faut approfondir l'investigation, d'où les autres approches (descriptive, modélisation des déterminants de l'accès aux services de la microfinance).

Nous allons comparer nos résultats de l'approche économétrique aux autres travaux nationaux et internationaux qui utilisent les méthodes économétriques (quasi-expérimentale et minimaliste).

Dans l'article intitulé « Inclusion financière et pauvreté des ménages. Quels impacts pour les ménages malgaches ?», Holimalala Randriamanampisoaet Andry Ramaroson ont également exploité les données de l'enquête Nopoor pour évaluer l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté (monétaire) des Malgaches. Les deux auteurs ont constaté que tous les ménages n'ont pas la même probabilité d'être inclus dans le système financier. Des facteurs observés tels que le niveau d'instruction ou encore le fait d'être citadin peut influencer ainsi l'inclusion financière. Pour eux, au-delà de cette hétérogénéité observée, des facteurs non observables peuvent également être à l'origine d'un biais de sélection. Ils ont cité par exemple de l'aptitude ou encore les aspirations en termes de conditions/niveau de vie. De même pour les deux auteurs, certains facteurs non observés peuvent influer à la fois l'inclusion financière et la pauvreté. A cet effet, ils ont considéré que l'assignation au traitement n'est pas aléatoire. L'inclusion financière est influencée par l'autosélection ou d'une sélection externe aux ménages effectué par les instituions. Dans ce contexte, les deux auteurs trouvent que l'estimation de l'effet de l'inclusion financière est biaisée si elle est réalisée dans le cadre du moindre carré ordinaire (OLS). Si l'endogénéité n'est pas prise en compte, l'effet du traitement (inclusion financière) peut être sous-estimé ou surestimé. Ainsi, ils ont utilisé une approche par les variables instrumentales pour déterminer l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté.

D'après leurs résultats, les deux auteurs ont constaté que parmi les ménages inclus dans le circuit financier, l'effet positif de 411 K ariary est significatif au seuil de $p<0,000$, c'est-à-dire, que le niveau de dépenses des ménages est plus élevé quand il adhère dans une structure de microfinance. (Donc si on considère que les dépenses sont un proxy pour mesurer le niveau de pauvreté, on peut dire que l'inclusion financière est associée à une plus faible pauvreté). Ces résultats trouvés par Holimalala Randriamanampisoa et Andry Ramaroson se rallient à ceux que nous avons vus dans l'approche économétrique.

De même Holimalala Randriamanampisoa dans son article intitulé « Microcrédit et lutte contre la pauvreté en milieu rural malgache : une analyse par les capabilités » a examiné le lien entre le microcrédit et la pauvreté des clients CECAM entre l'année 2006 et 2007, en faisant une approche par variable instrumentale. Cet auteur a utilisé la pauvreté définie par le manque de capabilités la variable dépendante, le montant de crédit pris par l'individu la variable d'intérêt, et un ensemble de variables de contrôle comme les dépenses liées aux évènements de cycle de vie, les chocs liés à la production, le sexe du chef de ménage, le nombre d'année d'adhésion du bénéficiaire du crédit et enfin le niveau d'instruction du chef de ménage. Dans sa conclusion, l'auteur a identifié à partir de l'outil économétrique que le montant du

microcrédit a un impact significatif sur le niveau des capabilités des ménages. La probabilité du test associée au coefficient de la variable microcrédit est très significative. L'impact est donc significatif dans cette étude.

5.3. MODÉLISATION ÉCONOMÉTRIQUE DES DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX MICRO FINANCES DES MÉNAGES A MADAGASCAR

Les parties précédentes nous ont permis de déterminer l'existence des relations entre la variable ayant trait à l'accès aux Microfinances des ménages et les caractéristiques liées ou non aux ménages. Ces parties ne nous permettaient cependant pas de cerner l'influence des variables explicatives sur la variable d'intérêt ayant trait à l'inclusion micro-financière des ménages ou bien au secteur d'activité dans lequel ils se trouvent. Cependant, la présente étude analysera la situation des individus vis-à-vis du marché financier. Il serait donc légitime de chercher les variables pouvant expliquer notre variable d'intérêt ou bien de déterminer les modalités des variables explicatives qui ont une influence sur ses modalités.

Pour quantifier les effets des différentes variables sur la variable d'intérêt, nous ferons une régression logistique. Les variables susceptibles d'influencer l'accès aux Microfinances ou non des individus sont celles qui ont servi dans l'ACM. Dans cette étude, l'inclusion des individus dans le système financier formel ou informel est saisie à travers deux dimensions : la dimension « accès à la micro finance » et la dimension « secteur d'activité ». Ainsi, nous utiliserons dans le premier cas un modèle Logit dichotomique où la population étudiée est le chef de ménage qu'il ait accès à la microfinance ou non ; et dans le deuxième cas un modèle Logit multinomial où la population cible concerne seulement ceux qui ont accès.

5.3.1. Méthodes d'analyse

L'objet de ce chapitre consiste à présenter d'une part la source des données utilisées dans le modèle et d'autre part les méthodes d'analyse en utilisant les régressions logistiques simple et multinomiale.

5.3.1.1. Présentation des variables d'intérêt

L'inclusion des individus dans le système de micro finance formelle est considérée suivant deux approches : une approche structurelle de « l'accès à la microfinance » en considérant les ménages comme la population cible et une approche sectorielle « le secteur d'activité » où la population cible est la population qui a accès à la Microfinance formelle.

a- Accès à la microfinance

L'inclusion micro-financière permet d'appréhender le système de la Microfinance sous l'angle de la disponibilité ou de l'indisponibilité des ménages à bénéficier des services financiers formels. Dans le cadre de cette étude, nous avons deux catégories d'individus selon leur situation vis-à-vis de la Microfinance : les inclus micro-financièrement et les exclus micro-financièrement. Les exclus concernent les chefs de ménages qui n'y sont pas inclus micro-financièrement

Tableau 81 : Répartition des chefs de ménages selon la variable « Inclus du système financier» (en pourcentage)

		Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	rural	
Finance formelle	**Banque**	11,2	1,5	**3,8**
	IMF	9,8	6,7	**7,4**
	IMF ou Mobile Banking	24,5	9,5	**13,1**
	Banque ou IMF	19,8	7,6	**10,5**
	Finance formelle	31,1	10,3	**15,3**
Finance Informelle		24,4	23,3	**23,5**
Finance inclusive (Formelle ou informelle)		48,7	30,8	**35,1**

Source : Enquête Nopoor 2014-2015

b- Le secteur d'activité

Le secteur d'activité constitue la deuxième dimension de l'insertion des individus dans le système financier. Cette dimension est saisie à partir de la question sur le type de secteur

institutionnel dans lequel l'individu exerce son travail. Le secteur d'activité concerne le secteur public, le secteur privé formel, secteur informel non agricole, secteur informel agricole.

Tableau 82 : Répartition de la population active occupée selon le secteur d'activité (%)

Secteur d'activité	Sexe		
	Masculin	**Féminin**	**Ensemble**
Secteur public	5,9	5,4	**5,8**
Secteur privé formel	10,7	6,9	**10,0**
Secteur informel non agricole	22,6	40,9	**26,0**
Secteur informel agricole	60,9	46,8	**58,3**
Total	100	100	**100**

Source: INSTAT/DSM/Univ-Tana in « Projet No Poor »/2014-2015

5.3.2. Le modèle Logit

Par variables qualitatives nous entendons des variables dichotomiques (constituées de deux modalités : inclus financièrement ou non) ou des variables multinomiales (comportant plus de deux modalités : choix du secteur d'activité par exemple), mais dans tous les cas il s'agit de variables qui ne sont pas mesurables et pour lesquelles aucune opération n'est possible (classes).

Dans cette section, nous présenterons successivement le modèle Logit simple et le modèle multinomial non ordonné.

5.3.2.1. Le modèle Logit simple

Supposons que l'on dispose d'une variable binaire y_i (1,0) (1 : représentant « Accès aux microfinances et 0 : les exclus de la microfinance) et que l'on désire expliquer ses réalisations par des caractéristiques observables x_i et les perturbations u_i par la relation linéaire suivante :

$$y_i = x_i\beta + u_i$$

Sous cette forme, on est tenté d'adopter le cadre d'analyse des moindres carres ordinaires (MCO). Or cette méthode ne semble plus adaptée car elle doit tenir compte de l'absence de continuité de la variable endogène et souvent de l'absence d'un ordre naturel entre les modalités de cette variable.

Il faut donc un autre cadre d'analyse pour des variables binaires. L'intuition est que la

réalisation de y_i suit une règle de décision (contrôlée par les x_i) telle que :

$$yi = \begin{cases} 1 \ si \ yi * > c \\ 0 \ sinon \end{cases} \text{avec } y_i^* = x_i\beta + u_i$$

La réalisation de y_i observable provient d'un modèle sous-jacent, exprimé par la variable latente (non observable) y_i^*. Dans notre cas on peut voir y_i^* comme l'exercice d'une activité ou non. Sous cette forme, le modèle n'est pas un modèle déterministe (car u_i est une variable aléatoire) mais un modèle probabiliste qui prévoit que la proportion des $y_i = 1$ est plus élevée quand les $x_i\beta + u_i > c$.

Selon la distribution choisie pour les u_i, on définira les modèles dits Logit ou Probit. On peut indifféremment utiliser l'une ou l'autre des formulations sans trop de conséquences sur les résultats obtenus et souvent la loi logistique est préférée pour sa simplicité dans le calcul des probabilités estimées. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons choisi le modèle Logit. On pose ici l'hypothèse que les erreurs ont une distribution logistique dans le modèle Logit. La fonction de répartition s'écrit :

$$F(x) = \frac{\exp(x)}{1 + \exp(x)}$$

La non linéarité de cette loi implique de réaliser des estimations par maximisation de vraisemblance. Ces techniques reposent sur des propriétés qui sont difficiles à obtenir. Nous ferons ici l'hypothèse que ces propriétés sont respectées compte tenu de la taille de notre échantillon.

Dans notre cas, nous estimerons la probabilité d'être « financièrement inclus » suivante :

$Pr(y=1)=F(\beta_0+\beta_1$sexe_cm $+ \beta_2$Situation_matrimoniale_cm $+ \beta_3$Niveau_instruction_cm $+ \beta_4$Taille_ménage $+ \beta_5$Milieu $+ \beta_6$_groupe_age_cm $+ \beta_7$Quintile_wellfare_menage $+ \beta_8$Secteur_cm)

5.3.2.2. Le modèle Logit multinomial non ordonné

La généralisation du modèle binaire à des variables discrètes à plus de deux modalités se fait à l'aide de modèle multinomial (plusieurs modalités). Dans le modèle Logit dichotomique, un seul vecteur de paramètre β était nécessaire afin de déterminer les deux probabilités, puisque $Pr(y_i=0) + Pr(y_i=1) = 1$. Dans le cas multinomial, on aura besoin d'un vecteur de paramètre β_j diffèrent pour chaque alternative. De manière générale pour un modèle Logit multinomial à (m + 1) modalités, on estime m probabilités :

$$P_j = Pr\,(y=j/X) = \frac{\exp(X\beta j)}{1+\sum_{k=1}^{m}\exp(X\beta k)} \text{Pour } j = 1,2,\ldots..m$$

Et une probabilité de référence

$$P_0 = Pr\,(y=m+1/X) = \frac{1}{1+\sum_{k=1}^{m}\exp(X\beta k)} \quad avec\ \sum_{j=0}^{m} p_j = 1$$

Dans notre cas, nous allons tenter d'expliquer l'appartenance à un secteur d'activité (subdivisé en 4 modalités) par des variables que nous avons utilisées dans l'ACM. Les secteurs d'activité sont le secteur public (1), le secteur privé formel (2), le secteur informel non agricole (3) et le secteur informel agricole (4). Pour des problèmes d'identification, nous avons choisi la catégorie 4 (secteur indépendant) comme catégorie de référence. Seuls β_1, β_2, β_3, et β_4 seront donc estimés et on fixe $\beta_4=0$. Le choix de la catégorie de référence est arbitraire. Ce qui implique que les effets observés sont relatifs à cette catégorie de référence et que les paramètres estimés sont $\beta_j - \beta_4$.

Si telle est donc une brève présentation des sources des données utilisées dans notre étude ainsi que celle des régressions logistiques, les chapitres suivants mettront en exergue particulièrement les résultats de la modélisation.

5.3.3. Les principaux résultats du modèle

Ce chapitre a pour objectif d'identifier les principaux déterminants de l'accès aux microfinances en utilisant le modèle Logit simple à partir de la base de données de l'enquête No Poor. À titre de rappel : Nous estimons la probabilité d'être « inclus micro-financièrement », ie Y=1 **au risque de 10%.**

Les variables exogènes initialement utilisées dans le modèle sont :

- Le genre de l'individu ;
- Le milieu de résidence ;
- La taille du ménage ;
- La situation matrimoniale ;
- La pauvreté évaluée en termes de dépenses au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Comme proxy : le quintile de dépenses par tête a été utilisé ;
- Le secteur institutionnel du chef de ménage (secteur public ou privé informel, secteur informel agricole et non agricole, ainsi que les inactifs). Ce secteur concerne le secteur d'activité des répondants au moment de l'enquête ;

- Le nombre d'enfants dans le ménage au moment de l'enquête ;
- L'âge du chef de ménage ;
- Le niveau d'instruction de l'individu.

5.3.3.1. La qualité d'ajustement du modèle Logit simple

La qualité d'ajustement du modèle est vérifiée à partir :

(i) de la significativité globale des paramètres ;

(ii) du test de rapport de vraisemblance ;

(iii) de la mesure de l'aire sous la courbe ROC.

a- La significativité globale du modèle et test du rapport de vraisemblance

Après estimation du modèle suite au retrait des observations aberrantes (voir Graphique 2), il ressort que la p-value du test est inférieure à 5% (voir graphique 1). Ce qui veut dire que le modèle est globalement significatif. Par ailleurs, le test du rapport de vraisemblance (LR) met en évidence le rejet de l'hypothèse nulle selon laquelle les 3 paramètres associés à nos variables (Milieu, le groupe d'âge, et le quintile de dépenses) sont égaux a 0 car p-value =0.000 (voir graphique 3). Ce qui veut dire qu'il existe au moins une variable explicative qui a un effet sur la variable dépendante.

Tableau 83 : Significativité globale des paramètres

```
Logistic regression                             Number of obs   =       2343
                                                LR chi2(9)      =     105.40
                                                Prob > chi2     =     0.0000
Log likelihood = -601.82186                     Pseudo R2       =     0.0805
```

IMF	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
sexe_cm	-.1363068	.2724849	-0.50	0.617	-.6703674	.3977538
Milieu	-.212202	.1894793	-1.12	0.263	-.5835747	.1591707
taille_menage	.7236286	.1778756	4.07	0.000	.3749988	1.072258
quint_dep_cap	.3923028	.0793696	4.94	0.000	.2367412	.5478643
niveau_instructionCM	.3066437	.0834214	3.68	0.000	.1431407	.4701468
sect_inst	.1376712	.0801335	1.72	0.086	-.0193876	.29473
age_cm	.0078062	.0060099	1.30	0.194	-.003973	.0195853
groupe_enfant	-.455958	.2365929	-1.93	0.054	-.9196715	.0077556
situation_matrimo	-.3783063	.2444381	-1.55	0.122	-.8573963	.1007836
_cons	-5.471939	.8666725	-6.31	0.000	-7.170586	-3.773292

Graphique 9 : Graphique des résidus standardises et de Cook's statistic

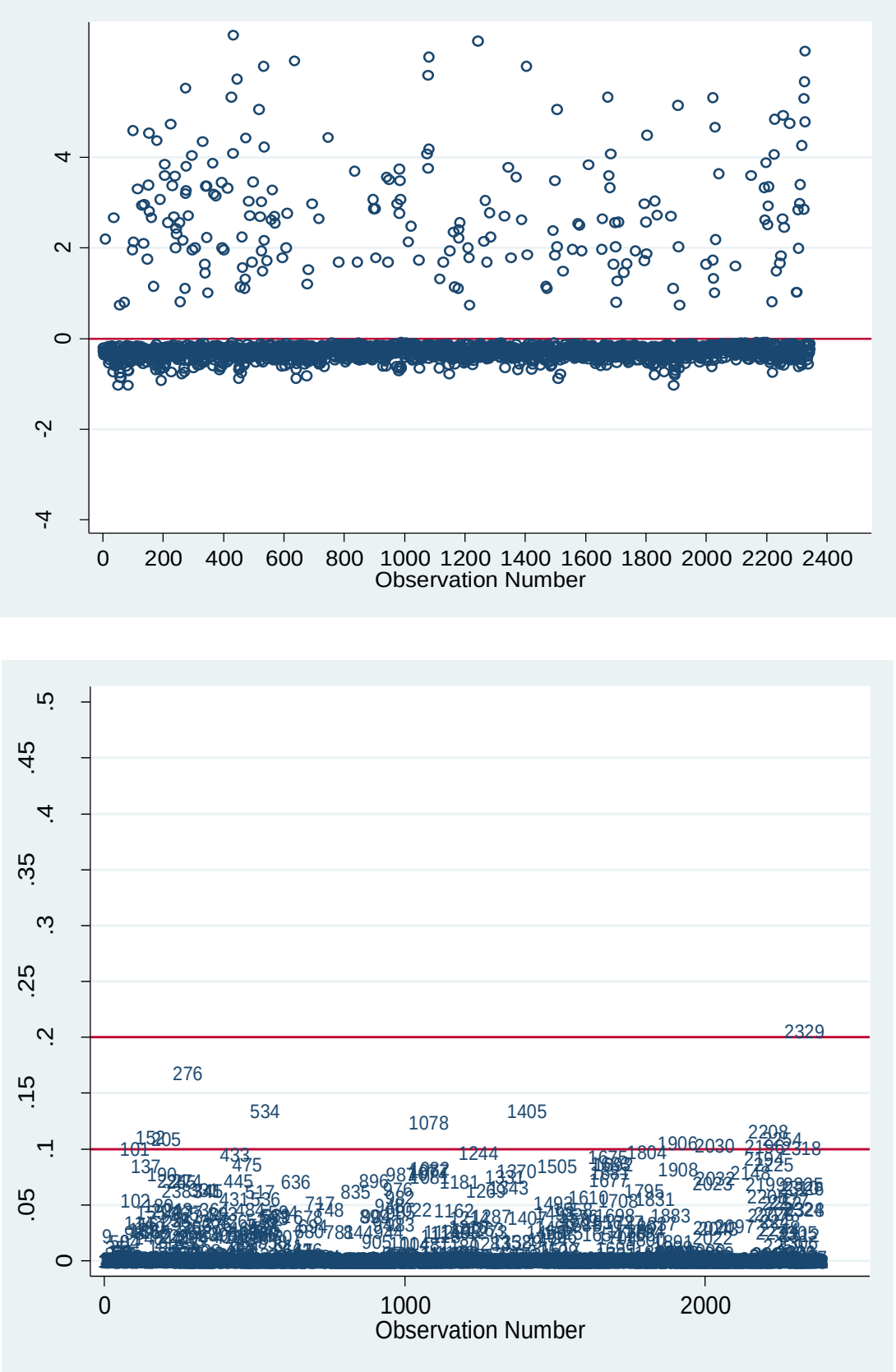


Tableau 84 : Résultat du test de rapport de vraisemblance (Test LR)

Likelihood-ratio test — LR chi2(3) = 32.38
(Assumption: B nested in A) — Prob > chi2 = 0.0000

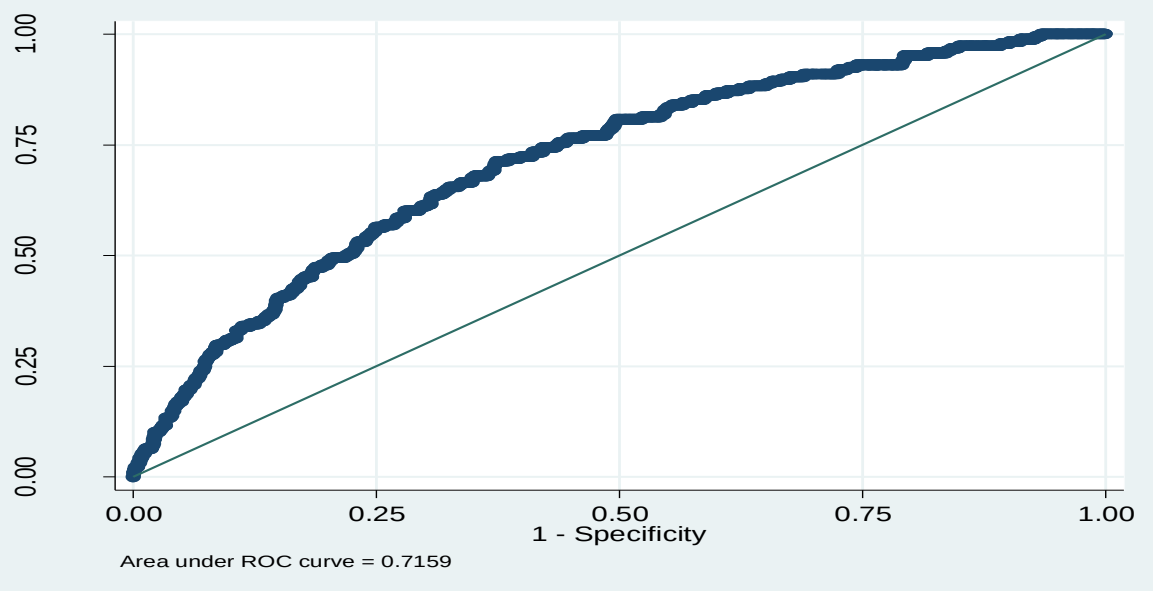
Model	Obs	ll(null)	ll(model)	df	AIC	BIC
B	2343	-654.5234	-621.1896	5	1252.379	1281.175
A	2343	-654.5234	-604.9987	8	1225.997	1272.071

Note: N=Obs used in calculating BIC; see **[R] BIC note**

b- L'aire sous la courbe ROC

La courbe ROC donne une représentation graphique de la différence entre la sensibilité (dans notre cas, la probabilité que le modèle prévoit d'être dans la catégorie des actifs occupés et que l'individu s'y trouve réellement) et la spécificité (lorsque le modèle prévoit d'être dans la catégorie des non insérés et que l'individu y soit réellement). L'aire sous la courbe ROC[95] tracée par le roc est un estimateur de l'efficacité globale du test ; si le test n'est pas normatif, l'aire est de 0,5. Si le test est parfaitement discriminant, l'aire sera de 1. Donc, plus la courbe s'écarte de la bissectrice, meilleure est la discrimination et donc meilleur est le modèle. Dans notre cas, cette valeur vaut 0,7159. Ce qui montre que notre modèle prévoit une bonne discrimination (voir graphique 4).

Graphique 10 : Courbe Roc



[95] E.CAHUZAC et C.BONTEMPS in STATA par la pratique, p.103

5.3.3.2. Analyse des résultats

Dans le but de rendre plus simple l'interprétation des coefficients estimés du modèle, nous avons utilisé en plus le Odds ratio ou rapport de côtes. Dans le modèle, nous avons estimé la probabilité d'être « Membre d'une IMF ». Ainsi, un coefficient négatif (resp. positif) signifie que la modalité influence négativement (resp. positivement) la participation de l'individu au marché du travail. Le odds ratio n'est rien d'autre que l'exponentiel du coefficient. Un odds ratio égal à 2 signifie tout simplement que la chance pour un individu possédant la modalité (j) d'être membre d'une IMF est de 2 fois celle d'un individu possédant la modalité (i). L'individu possédant la modalité (j) a donc plus de chance que l'individu possédant la modalité (i) d'être « Membre d'une IMF ».

Analyse de la significativité individuelle des paramètres au seuil de 10%

Les résultats de la régression ci-dessous montrent que le sexe de l'individu, son milieu de résidence, sa situation matrimoniale et son âge n'ont globalement aucune influence sur le fait d'appartenir à une IMF au seuil de 10%. En effet, leurs p-values sont supérieures à 10%. Autrement dit, d'une manière générale, le fait d'avoir un sexe masculin ou féminin ne détermine la possession d'un compte auprès des IMFs ; de même le milieu de résidence d'un individu, son âge ou encore son état matrimonial ne détermine son accès aux IMFs. En revanche, les autres variables influencent l'appartenance des individus aux IMFs.

Tableau 85 : Résultat de la régression logistique

```
Logistic regression                               Number of obs   =       2343
                                                  LR chi2(9)      =     105.40
                                                  Prob > chi2     =     0.0000
Log likelihood = -601.82186                       Pseudo R2       =     0.0805
```

IMF	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
sexe_cm	-.1363068	.2724849	-0.50	0.617	-.6703674	.3977538
Milieu	-.212202	.1894793	-1.12	0.263	-.5835747	.1591707
taille_menage	.7236286	.1778756	4.07	0.000	.3749988	1.072258
quint_dep_cap	.3923028	.0793696	4.94	0.000	.2367412	.5478643
niveau_instructionCM	.3066437	.0834214	3.68	0.000	.1431407	.4701468
sect_inst	.1376712	.0801335	1.72	0.086	-.0193876	.29473
age_cm	.0078062	.0060099	1.30	0.194	-.003973	.0195853
groupe_enfant	-.455958	.2365929	-1.93	0.054	-.9196715	.0077556
situation_matrimo	-.3783063	.2444381	-1.55	0.122	-.8573963	.1007836
_cons	-5.471939	.8666725	-6.31	0.000	-7.170586	-3.773292

5.3.4. Analyse économétrique des résultats

L'objectif de la régression logistique consiste essentiellement à mesurer l'influence des modalités des variables explicatives sur la modalité de la variable à expliquer qui est « Possession d'un compte = Oui ».

Tableau 86 : Modèle logit simple de l'accès (possession d'un compte) aux IMFs

Variable dépendante		**y = Probabilité d'être "Membre IMFs"**		
Variables explicatives	**Coefficient**	**Odds-Ratio**	**Z**	**P-value**
Sexe	**référence=féminin**			
Masculin	-.2141868	.8071976	-0.77	0.444
Situation matrimoniale	**référence=Marié_(e)**			
Non marié_(e)	-.3592341	.6982108	-1.41	0.157
Niveau d'instruction	**référence=Sans instruction**			
primaire	.6449658	1.905922	1.74	0.081
secondaire 1er cycle	1.016416	2.763272	2.67	0.008
Secondaire 2ème cycle	1.48495	4.414743	3.86	0.000
Supérieure	.6088066	1.838236	1.30	0.194
Taille du ménage	**référence=moins de 3 personnes**			
Entre 3 et 5 personnes	.749797	2.11657	2.45	0.014
5 personnes ou plus	1.361948	3.903789	3.63	0.000
Milieu de résidence	**référence=urbain**			
rural	-.1201229	.8868114	-0.65	0.516
Groupe d'âge	**référence=15-29 ans**			
30-44 ans	.6549319	1.925011	2.08	0.038
45-64 ans	.7445101	2.10541	2.34	0.019
65 et plus	.3907007	1.478016	0.91	0.364
Quintile de Dépenses du ménage	**référence=plus pauvres**			
pauvres	-.1236722	.8836695	-0.37	0.708
moyens	.390477	1.477685	1.27	0.204
riches	.8524714	2.345436	2.75	0.006
plus riches	1.304708	3.686611	3.91	0.000
Nombre d'enfants	**référence=moins de 3 enfants**			
3 enfants ou plus	-.4360573	.6465807	-1.68	0.092
Constante	-4.660513	.0094616	-7.16	0.000

Source : Enquête Nopoor, 2014-2015

5.3.4.1. Le nombre d'enfant dans le ménage influence négativement l'appartenance du Chef de ménage aux IMFs

Le signe « négatif » du coefficient de la variable « Enfant » dans les résultats globaux du graphique 5 précédant montre son influence négative sur l'appartenance aux IMFs. En d'autres termes, plus le ménage possède d'enfants, moins le chef de ménage adhère aux IMFs. En analysant les résultats détaillés selon les modalités des variables dans le tableau 3 : l'odds ratio de la modalité est de 0.65. Cela signifie que la chance, pour un chef de ménage ayant 3 enfants ou plus, d'avoir un compte auprès des IMFs est 0,65 fois de celle d'un chef de ménage ayant moins de 3 enfants.

5.3.4.2. Le niveau de vie des ménages en termes de dépenses influence positivement la possession d'un Compte auprès des IMFs

L'odds ratio de la variable « Quintile de dépenses » augmente selon le niveau de vie du ménage. En effet :

- La chance pour un ménage « Moyen » d'avoir un compte auprès des IMFs est de 1,47 fois celle d'un ménage « plus pauvre » ;
- La chance pour un ménage « riche » d'avoir un compte auprès des IMFs est de 2,34 fois celle d'un ménage « plus pauvre » ;
- La chance pour un ménage « plus riche » d'avoir un compte auprès des IMFs est de 3,68 fois celle d'un ménage « riche ».

Ces résultats montrent que la chance pour un ménage « aisé » d'avoir un compte auprès des IMFs est relativement élevée par rapport aux autres catégories de ménages

5.3.4.3. Contrairement au résultat observé sur le nombre d'enfants et son influence sur les IMFs, la taille du ménage influence positivement l'accès aux IMFs des chefs de ménage

Comparée à la chance des ménages composés de moins de 3 personnes :

- la chance pour un chef de ménage (abritant entre 3 et 5 individus dans son ménage) d'avoir un compte auprès des IMFs est de 2,11 fois ;
- la chance pour un chef de ménage (abritant 5 individus ou plus) d'avoir un compte auprès des IMFs est de 3,90 fois.

Selon ces résultats, on peut dire que la taille du ménage influence positivement l'accès des ménages aux IMFs.

5.3.4.4. Les chefs de ménages plus âgés ont beaucoup plus de chances d'avoir accès aux Micro-finances que les plus jeunes

L'accès aux IMFs agit positivement sur l'âge des individus. En effet :

- La chance pour un individu âgé entre « 30-44 ans » est de 1,92 fois celle d'un individu âgé entre « 15-29 ans » ;
- La chance pour un individu âgé entre « 45-64 ans » est de 2,10 fois celle d'un individu âgé entre « 15-29 ans ».

5.3.4.5. Le niveau d'instruction influence positivement l'accès aux Micro-finances des individus

Le niveau d'étude est corrélé positivement avec la possession d'un compte auprès des IMFs selon les résultats de l'enquête. En effet,

- La chance pour un individu dont le niveau d'instruction est « primaire » est de 1,90 fois celle d'un individu « sans instruction » ;
- La chance pour un individu dont le niveau d'instruction est « Secondaire 1er cycle » est de 2,76 fois celle d'un individu « sans instruction » ;
- La chance pour un individu dont le niveau d'instruction est « Secondaire 2ème cycle » est de 4,41 fois celle d'un individu « sans instruction ».

En d'autres termes, on peut conclure que les individus « instruits ou plus instruits » ont un meilleur accès aux produits des IMFs que les individus moins instruits.

5.3.5. Discussions sur la modélisation adoptée pour analyser l'accès aux IMFs

Nous avons évalué la contribution de la microfinance dans la réduction de la pauvreté. Trois approches ont été utilisées pour atteindre cet objectif : factorielle, économétrique et descriptive. Comme les approches que nous avons adoptées ne nous permettent pas de confirmer avec certitude les résultats obtenus. Nous étions alors obligés d'analyser dans l'autre sens la relation entre la pauvreté et la microfinance. Ainsi, nous avons modélisé l'accès aux IMFs en fonction de conditions de vie des ménages. Pour arriver à cet objectif, nous avons utilisé un modèle logit (approche économétrique). Trois tests ont été utilisés pour valider ce

modèle logit à savoir la significativité globale des paramètres, le rapport de vraisemblance et l'aire sous la courbe ROC. Les trois tests valident le modèle.

Les principaux résultats de la régression logistique sont :

- le nombre d'enfant agit négativement sur l'inclusion dans une IMF ;
- le niveau de vie agit positivement ;
- la taille de ménage agit positivement ;
- le niveau d'instruction agit positivement.

Ces résultats montrent que la pauvreté du ménage agit négativement sur l'accès aux IMFs. A cet effet, les IMFs sélectionnent en principe les ménages qui possèdent le minimum de garantie, car la garantie augmente la probabilité de remboursement de prêt accordé aux ménages. Néanmoins, cette découverte ne contredit pas ce que nous avons trouvé dans le chapitre précédent. En effet, même si les IMFs choisissent les ménages ayant le minimum de garantie, cela n'implique pas que la microfinance n'a pas d'impact positif sur la réduction de la pauvreté. Mais certainement, son influence sur les plus pauvres est remise en cause. Donc, les IMFs améliorent les conditions de vie des ménages moins pauvres (ayant le minimum de garantie), mais elle n'a pas d'influence sur les plus pauvres (les exclus financièrement).

Dans l'article « La demande de microcrédit et la réduction de la pauvreté au Tchad », Nguariguem Nassarmadji et al. ont essayé d'identifier le profil des bénéficiaires de microcrédit et d'en déterminer les caractéristiques qui donnent plus de chance aux pauvres d'avoir accès aux microcrédits. Ces auteurs ont utilisés le modèle probit dans leur investigation. D'après leurs résultats, la distinction de sexe, âge et statut matrimonial ne donne pas de chances supplémentaires d'accès aux microcrédits. Ce sont plutôt les ménages ayant de revenus plus élevés et moins d'instruction qui ont plus de chances de bénéficier de microcrédits. Ces résultats se rallient encore avec ceux que nous avons trouvés concernant la demande de garantie de remboursement de l'IMF.

CONCLUSION PARTIELLE

Approche descriptive

En résumé, dans cette approche descriptive, nous avons constaté que les profils des ménages qui bénéficient plus les services offerts par les IMFs sont plutôt les moins pauvres. La relation entre la microfinance et la pauvreté existe. En fait, la microfinance a impact positif sur le revenu des ménages moins pauvres (productivité) et également un impact positif sur la consommation alimentaire pour les pauvres. À cet effet, les pauvres s'endettent pour consommer et les moins pauvres pour produire. Ce fait constitue la raison principale pour laquelle la microfinance hésite de donner de crédit aux pauvres.

Approche économétrique

Dans cette approche économétrique, nous allons utiliser des modèles économétriques pour savoir si la microfinance prend une part dans les causes dedifférences constatées entre les clients et les non clients des IMF.

Pour le modèle Logit Nopoor, les variables explicatives sont la taille de ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage, le milieu de résidence, la catégorie-socioprofessionnelle, le secteur institutionnel, la banque et la microfinance. Dans le résultat du Logit Nopoor, l'impact de la microfinance sur les conditions de vie de ménage ou la pauvreté multidimensionnelle est positif mais infinitésimal.

Pour le modèle Logit Finscope, nous avons utilisé le niveau d'éducation du chef de ménage, la localité, la taille de ménage, et enfin l'inclusion dans la microfinance (utilisé maintenant ou utilisé antérieurement. L'interprétation du résultat Logit Finsope nous permet de constater que les ménages inclus dans le système de la microfinance ont la probabilité d'être pauvre plus faible que ceux qui ne sont pas inclus. Dans ce modèle, même si le coefficient associé à la microfinance est significatif, il est faible.

Pour la pauvreté monétaire, les variables utilisées sont le sexe du chef de ménage, le milieu de résidence, la taille de ménage, le niveau d'instruction, la branche d'activité, le secteur institutionnel, la situation par rapport au travail, les variables d'inclusion financière. Le résultat est le même que pour les modèles Finscope et Nopoor c'est-à-dire que la microfinance a un impact positif sur la réduction de la pauvreté, mais l'impact est faible.

En résumé, le secteur de la microfinance a un impact positif sur la réduction de la pauvreté (monétaire, non monétaire). Mais cet impact est faible.

CHAPITRE 6 : IMPACT MACROÉCONOMIQUE DE LA MICROFINANCE : ESSAI DE MODÉLISATION

Dans la littérature, rares sont les travaux qui traitent l'impact des institutions de la microfinance sur les agrégats macroéconomiques. Pour évaluer cette contribution de la microfinance sur les agrégats macroéconomiques en particulier sur la croissance économique, les auteurs effectuent souvent une régression économétrique entre le PIB, le volume de crédit octroyé par les IMF et les autres déterminants du PIB. Dans cette thèse, nous n'adoptons pas cette approche standard, c'est-à-dire une régression en une seule équation de la relation de cause à effet entre la croissance économique et la microfinance. En fait, dans notre cas, nous tiendrons compte de différents canaux de transmission de l'effet de la microfinance ainsi que l'interrelation entre les différentes variables macroéconomiques. À cet effet, nous allons élaborer un modèle macroéconomique pour simuler et évaluer l'impact de la microfinance sur l'économie globale du pays.

Le choix de notre approche repose sur deux points cités précédemment : (i) canaux de transmission ; et (ii) interrelation macroéconomique. Les canaux de transmission de l'impact de la microfinance sont nombreux, mais on peut citer trois canaux importants.

6.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

6.1.1. Le rôle capital de l'intermédiation financière dans la croissance économique

L'échec du « développement pas le haut » a favorisé l'émergence et la montée en puissance dans les années 80, surtout dans les pays en développement, d'institutions de microfinance (IMF) qui offrent des services financiers à une population pauvre exclue du système bancaire. Pour des raisons liées notamment à la nécessité d'attirer les financements publics et privés, les études d'impact sur les clients des IMF font légion. Mais, le lien entre perspectives micro et macro, autrement dit l'impact global des services offerts par la microfinance sur les performances économiques n'est pas suffisamment interrogé, notamment à Madagascar.

Cela pose en substance la problématique de la relation secteur financier-secteur réel, qui a été largement étudiée par la théorie économique. Bagehot (1873) a été l'un des premiers auteurs à montrer le rôle capital de l'intermédiation financière dans la croissance économique. Aujourd'hui la plupart des études théoriques (Mac-Kinnon, 1973) et empirique (King et Levine,

1993) s'accordent sur le fait que le secteur financier joue un rôle déterminant dans le développement économique. La controverse demeure cependant sur le sens de la causalité entre développement financier et croissance économique.

Compte tenu de son rôle d'intermédiaire qui finance des activités génératrices de revenus d'une catégorie d'agents économiques qui n'a pas accès au système bancaire officiel, le secteur de la microfinance est bien une composante du système financier. A Madagascar, il a connu une montée en puissance fulgurante caractérisée d'une part par la croissance exponentielle du nombre d'institutions et de points de vente et, d'autre part, par une massification de l'offre de crédit. Pour autant, la microfinance-t-elle un impact macroéconomique sur la croissance économique à Madagascar ? L'objet de ce papier est de mesurer cet impact à travers une étude économétrique.

À l'instar de plusieurs pays en développement, Madagascar s'oriente davantage vers une politique sociale et économique axée sur le développement financier, ces dernières années.

Le pays souhaite instaurer un système financier robuste et stable, et qui favorise l'inclusion financière ; le rôle de la Banky Foiben'i Madagasikara étant instituée par les constitutionnelles en sa Loi n° 2016-004 du 29 juillet 2016, complétée par la loi n°2016-057 du 2 février 2017, portant statuts de la Banque Centrale de Madagascar[96]. Aussi, la Loi n° 95-030 du 22 février 1996 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit dite « Loi bancaire » et récemment la Loi n°2016-056 sur la monnaie électronique et les établissements de monnaie électronique raffermissent davantage ce rôle de la principale institution financière du pays, - garant de la stabilité du système financier -, et conforte la contribution des autres institutions pour le développement de ce dernier. En particulier, les institutions de micro finance occupent une place prépondérante dans ce nouveau schéma du système financier à travers notamment la mission fondamentale qui leur est confiée dans la stratégie nationale pour l'inclusion financière mise en place par la Coordination Nationale de la Finance Inclusive.

Dès lors, il est tout à fait justifié de s'interroger sur la question du fondement empirique sur laquelle s'appuie cette stratégie et la légitimité des institutions de micro finance dans leur mission de vulgarisation de l'inclusion financière. Ainsi, la micro finance dans sa forme et sa structure actuelle concoure-t-elle à l'inclusion financière ? Permet-elle de vulgariser aux ménages moyens, l'accès aux services financiers ? Quelle place occupe la micro finance sur le plan macroéconomique ?

[96] Journal Officiel de Madagascar n° 3708 du 26 septembre 2016

La présente étude propose une approche pionnière cherchant à apporter des éléments de réponses aux questionnements sus-évoqués.

L'objectif principal de l'étude est mettre en évidence l'apport de la micro finance dans l'économie Malagasy. En particulier, il s'agit d'évaluer l'impact des chocs sur le PIB de l'augmentation du service financier due aux IMFs. L'on cherche également à mesurer l'impact de ces chocs sur le niveau de la Dépense de Consommation finale des Ménages ainsi que le changement du volume de services financiers rendus aux ménages moyens.

6.1.2. Hypothèses de travail

Étant partie intégrante des institutions financières, les IMFs contribuent au dynamisme de l'économie par les financements des activités de production des sociétés non financières et en boostant la consommation finale des ménages à travers les crédits à la consommation.

Cependant, le volume des portefeuilles de crédits étant modeste par rapport à celui de l'ensemble des institutions financières, l'ampleur de ces impacts peut être moindre. Pour mener à bien notre analyse, il convient de poser quelques hypothèses qui serviront de base pour la mise en œuvre de l'approche ainsi adoptée.

Les sociétés non financières et les ménages constituant les portefeuilles de crédits des IMFs sont spécifiques du point de vue de leurs probabilités de défaut comparativement aux clients des banques ; ce qui explique, en partie, le taux d'intérêt relativement élevé facturé par les IMFs à ces clients dû à la prime de risque en couverture des défauts de paiement. Il s'agit des risques auxquels les banques renoncent à s'exposer.

De ce fait, en l'absence de la micro finance ces unités institutionnelles seraient exclus financièrement. Aussi, est-il vraisemblable d'émettre dans ce cas les hypothèses qui suivent :

- les institutions de micro finance influencent le niveau de l'activité de l'ensemble du système financier par la demande de SIFIM ;
- le niveau de l'activité des institutions financières détermine l'activité des entreprises à travers le crédit à l'économie, à l'exception des entreprises productrices des principaux produits d'exportations [97];
- les techniques de production des entreprises restent inchangées ;

[97] Ces entreprises font essentiellement partie des branches Extractive, Alimentaire, Textile, et sont financées principalement par les IDEs. Ainsi, les exportations ne sont pas contraintes par l'offre mais plutôt déterminées par la demande étrangère. Elles sont donc supposées exogènes.

- le revenu national brut[98] détermine la demande d'importations de Madagascar ainsi que les demandes finales.

En se basant sur les hypothèses citées ci-dessus, l'on est en mesure de mettre en œuvre l'approche méthodologique qui est décrite dans ce qui suit pour évaluer l'impact macroéconomique de la micro finance à Madagascar.

6.1.3. Méthodes d'analyse

Pour mettre en évidence l'importance des IMFs sur le plan macroéconomique à Madagascar, la démarche adoptée consiste à compiler des estimations des agrégats des comptes nationaux pour disposer de la situation économique du pays en l'absence des institutions de micro-finance ; les écarts des estimations des agrégats ainsi obtenus par rapport à leurs vraies valeurs – c.-à-d. en présence des IMFs – servent à mesurer l'impact macroéconomique de ces dernières.

L'on utilise un modèle statique du Tableau Ressources-Emplois (TRE) à partir des données des nouveaux comptes nationaux de 2007. L'énoncé de l'hypothèse d'absence de la micro-finance étant traduit en chocs de demande qui, à travers plusieurs canaux de transmissions, affectent les niveaux des principaux agrégats des comptes nationaux tels que le PIB, les Dépenses de Consommation Finale des Ménages (DCFM), et le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM[99]) rendu aux ménages ; il s'agit d'un choc de demande de SIFIM – une baisse de 7,7% [100] de la demande de SIFIM – en l'absence des IMFs.

Les effets des chocs se propagent sur l'ensemble de l'économie à travers d'effets directs sur les activités des entreprises suite à la baisse de la production des institutions financières et des crédits à l'économie induite par l'absence des IMFs mais, également à traves d'effets d'entrainements occasionnés par les modifications des demandes intermédiaires entre les branches d'activités ; ceci induit une baisse de la valeur ajoutée des branches et du PIB. Il en résulte une modification de la demande finale. Il faut remarquer que le modèle ainsi bâtit

[98] Le revenu national brut est ici mesuré par le produit intérieur brut (PIB).
[99] Le SIFIM mesure le service de crédit ou de dépôt rendue par les institutions financières aux emprunteurs et aux déposants.
[100] 7,7% représente la part de SIFIM produit par les IMFs pour 2007, selon les données de la BFM et nos propres calculs.

procède à des itérations jusqu'à obtention de l'équilibre fondamentale des comptes nationaux[101].

Ce modèle est comparable à un modèle de Leontief du type statique, en ce sens qu'il est fondé sur l'hypothèse de fixité des coefficients techniques[102] et le niveau de l'activité économique est contraint par la demande[103]. La seule différence notable est qu'un modèle de type Leontief recours à l'utilisation d'un Tableau Entré-Sortie (TES) alors que le modèle que l'on propose utilise un Tableau Ressources-Emplois (TRE) ; le TES est obtenue par construction analytique où l'économie est constituée de branches d'activités pures[104] tandis que le TRE traduit la réalité économique où certaines branches d'activités peuvent être impures[105].

Les élasticités de la production des branches d'activités par rapport à la production des institutions financières (IFs) sont estimées à partir de modèles économétriques, traduisant la relation de long terme entre ces branches et les IFs ; les données utilisées sont des séries de valeurs ajoutées brutes par branches d'activités couvrant la période de 1990 à 2016. Ces élasticités de long terme représentent les comportements intrinsèques aux branches d'activités de l'économie Malagasy, et elles traduisent les liens immuables entre celles-ci et les IFs.

Il en est de même pour les élasticités de la demande finale par rapport au PIB ; elles sont obtenues à partir de l'estimation d'un modèle dit « modèle d'équilibre comptable » ; il s'agit d'un modèle vectoriel à correction d'erreurs (VECM) dont les variables dépendantes sont le PIB, les Importations, la Consommation finale, la FBCF et les exportations. Les données utilisées couvrent la période de 1990 à 2016.

Il est à noter que le choix de l'année 2007 est justifié par la disponibilité d'un TRE que l'Institut National de la Statistique publie uniquement pour cette année. Egalement, il importe de souligner que 2007 est l'année de base des nouveaux comptes nationaux de Madagascar ; aussi, faut-il préciser que les statistiques de ces comptes nationaux sont compilées à partir de données très détaillées et complètes. Elles sont, par conséquent, de meilleures qualités.

[101] Cet équilibre s'écrit, P+M=CI+CF+FBCF+Vstocks+X ; et il s'interprète comme totale des ressources disponibles dans l'économie égale le totale des emplois.
[102] Hypothèse (2) les techniques de production des entreprises restent inchangées.
[103] Hypothèses de travail (1), (2) et (4).
[104] Une branche d'activité est dite « pure » si elle se spécialise dans la production d'un produit uniquement ; elle est dite « impure » si en plus de son produit principal, elle a des produits secondaires.
[105] C'est le cas par exemple de la branche agriculture qui produit du riz pilé ou décortiqué (produit alimentaire), en plus des produits agricoles tels que le paddy et les autres produits d'agricultures.

6.2. LES MODELÉS INDIVIDUELS DES BRANCHES D'ACTIVITÉS

À Madagascar, les activités de production des entreprises sont financées soit par les fonds propres, soit par les crédits à l'économie, à l'exception des entreprises d'Investissements Directs Étrangers ; celles-ci peuvent avoir accès à d'autres sources de financements en provenance des unités non résidentes. À travers ces crédits, les banques exercent un effet direct sur les activités des entreprises ; ce qui traduirait, en théorie, une corrélation positive entre les valeurs ajoutées brutes des branches auxquelles appartiennent ces entreprises et la valeur ajoutée brute de la branche « Banques ».

Dans ce qui suit, l'on établira les relations précédemment évoquées en recourant à des méthodes économétriques sur des séries de données couvant la période de 1990 à 2016.

6.2.1. Spécification des modèles des branches d'activités

De par la corrélation entre les valeurs ajoutées brutes des branches d'activités et celle des banques, les performances passées de ces branches influencent les décisions présentes pour orienter leurs décisions de politiques de productions.

Ainsi, de façon générale les équations de comportement des branches d'activités s'écrivent :

$Pour\ tout\ i\ \in \{1, \dots, N\}, et\ pour\ tout\ t\ \in \{1, \dots, T\},$

$$y_{it} = \beta_i X_t + \sum_{k=1}^{K} \gamma_{ik} y_{it-k} + \alpha_i + \varepsilon_{it} \quad (E)$$

Où y_{it} est le logarithme de la valeur ajoutée de la branche i, et X_t le logarithme de la valeur ajoutée de la branche Banques à la date t ; N, T et K sont respectivement le nombre total des branches d'activités, le total des observations des séries temporelles considérées, et le l'ordre des retards inclus dans le modèle. Et $\varepsilon_{it} \sim BB(0, {\sigma_i}^2)$ un bruit blanc de moyenne nulle et de variance ${\sigma_i}^2$.

Les paramètres d'intérêts $\beta_i = {dy_i}/{dX}$, sont les élasticités des valeurs ajoutées des branches par rapport à celle des banques.

Les tests de racines unitaires effectués sur toutes les variables de ces modèles individuels des branches permettent de conclure que ces variables sont toutes non stationnaires ; plus précisément elles sont intégrées d'ordre un ou $I(1)$.

De plus, les tests de cointégration menés ont mis en évidence l'existence de relations de cointégration entre les activités des branches et celle des banques[106] ; c.-à-d. qu'il est possible de trouver des réels a_i et b_i tels que l'on ait $a_i y_{it} - b_i X_t - c_i = \eta_{it}$, et η_{it} un processus stationnaire.

Aussi, l'équation de comportement (E) est une équation de cointégration qui traduit la relation de long terme entre les branches d'activités et les banques, et les β_i sont les élasticités de long terme correspondantes.

La méthode d'estimation des modèles de régression pour chaque branche est donc une méthode appropriée d'estimation d'équation de cointégration proposée par Phillips et Hansen (1990) ; cette méthode est appelée « Fully Modified Least Squares (FMOLS) ». Ceci permet d'avoir des estimateurs asymptotiquement convergents des paramètres d'intérêts.

Les résultats des estimations qui sont présentés dans ce qui suit, peuvent être classés en trois catégories selon les secteurs d'activités.

Les branches du secteur primaire ne sont pas significativement influencées par le niveau de l'activité des banques à l'exception de l'agriculture. Il en est de même pour presque toutes les branches du secteur secondaire sauf pour les branches Bois_papier, Industrie métallique, Industrie diverse. A l'inverse, presque toutes les branches du secteur tertiaire sont significativement impactées par la modification des activités des institutions financières excepté les branches BTP, Transport de voyageur, Service aux entreprises.

6.2.1.1. Modèle individuel, agriculture

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'agriculture et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de l'agriculture (noté LOG_AGRI), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 92% (le R-carré ajusté ≅ 92%) de la variabilité de LOG_AGRI. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [107]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle agriculture-banque.

[106] Cf. Tests de cointégration en ANNEXE.
[107] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, agriculture-banque

Tableau 87 : estimations du modèle agriculture-banque

Dependent Variable: LOG_AGRI
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/28/18 Time: 08:20
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG BANQUE	0.085474	0.040124	2.130233	0.0446
LOG AGRI(-1)	0.701950	0.133349	5.263995	0.0000
C	1.439407	0.640552	2.247134	0.0350

R-squared	0.928936	Mean dependent var	5.922520
Adjusted R-squared	0.922475	S.D. dependent var	0.156142
S.E. of regression	0.043475	Sum squared resid	0.041582
Long-run variance	0.000941		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,045 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport aux banques est égale à 0,09 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de l'agriculture de l'ordre de 0,36%.

6.2.1.2. Modèle individuel, élevage, pêche

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'élevage et pêche et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_ELEV_PECH), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 96% (le R-carré ajusté ≅ 96%) de la variabilité de LOG_ ELEV_PECH. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [108]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[108] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Elevage_Pêche-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Elevage_Pêche-banque.

Tableau 88 : Estimation de la relation de long terme, Elevage, Pêche, Banque

Dependent Variable: LOG_ELEV_PECH
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/28/18 Time: 08:17
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	-0.003810	0.007968	-0.478125	0.6371
LOG_ELEV_PECH(-1)	1.005085	0.005377	186.9308	0.0000

R-squared	0.964856	Mean dependent var	5.824372
Adjusted R-squared	0.963328	S.D. dependent var	0.126876
S.E. of regression	0.024297	Sum squared resid	0.013578
Long-run variance	0.000303		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,64 > 0,05). Ainsi, la valeur ajoutée de l'élevage et pêche est parfaitement inélastique au choc des banques ; c.-à-d. toute modification de l'activité des banques n'a pas d'influence directe sur l'activité de l'élevage et pêche. Cependant, soulignons qu'il peut y avoir d'effets indirects liés à la modification des demandes des autres unités institutionnelles[109] qui sont à la fois corrélées aux banques et à cette branche.

6.2.1.3. Modèle individuel, sylviculture

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la sylviculture et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_SYLVI), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 61% (le R-carré ajusté ≅ 61%) de la variabilité de LOG_SYLVI. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent

[109] La branche agriculture en est un exemple ; elle est impactée par les banques et elle est liée à la branche élevage et pêche par les consommations intermédiaires de cette dernière en produits agricoles.

que ces derniers sont non auto-corrélés [110]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Sylviculture-banque.

Tableau 89 : Estimation de la relation de long terme, Sylviculture-Banque

Dependent Variable: LOG_SYLVI
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 12:12
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.004399	0.032653	0.134713	0.8940
LOG_SYLVI(-1)	0.998992	0.029099	34.33128	0.0000

R-squared	0.630798	Mean dependent var	4.412340
Adjusted R-squared	0.614746	S.D. dependent var	0.146412
S.E. of regression	0.090876	Sum squared resid	0.189946
Long-run variance	0.006016		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,89 > 0,05).

6.2.1.4. Modèle individuel, industrie extractive

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'industrie extractive et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_EXTRACT), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 90% (le R-carré ajusté ≅ 90%) de la variabilité de LOG_ EXTRACT. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [111]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[110] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Sylviculture-banque
[111] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Industrie_Extractive-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Industrie_Extractive-banque.

Tableau 90 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Extractive-Banque

Dependent Variable: LOG_EXTRACT
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 15:22
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.053097	0.040727	1.303734	0.2052
LOG_EXTRACT(-1)	0.972977	0.065915	14.76110	0.0000

R-squared	0.913328	Mean dependent var	2.292799
Adjusted R-squared	0.909560	S.D. dependent var	1.268510
S.E. of regression	0.381482	Sum squared resid	3.347159
Long-run variance	0.092471		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,21 > 0,05). Il faut remarquer que les grandes entreprises de cette branche sont financées essentiellement par les IDEs[112], elles ne sont donc pas contraintes par la disponibilité des financements intérieurs à l'économie Malagasy.

6.2.1.5. Modèle individuel, alimentaire_boisson_tabac

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'alimentaire et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_ALIM_BOISSON_TABAC), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 97% (le R-carré ajusté ≅ 97%) de la variabilité de LOG_ ALIM_BOISSON_TABAC. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [113]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[112] DYNATEC et QMM sont les principales entreprises auxquelles l'on pourrait faire référence à ce titre.
[113] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Alimentaire_Boisson_Tabac-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Alimentaire_Boisson_Tabac-banque.

Tableau 91: Estimation de la relation de long terme, Alimentaire_Boisson_Tabac-Banque

Dependent Variable: LOG_ALIM_BOISSON_TABAC
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 15:57
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.074135	0.046917	1.580139	0.1283
LOG_ALIM_BOISSON_TABAC(-1...	0.838811	0.104631	8.016869	0.0000
C	0.525220	0.335475	1.565603	0.1317

R-squared	0.974758	Mean dependent var	4.902495
Adjusted R-squared	0.972463	S.D. dependent var	0.241539
S.E. of regression	0.040082	Sum squared resid	0.035344
Long-run variance	0.000844		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,13 > 0,05).

6.2.1.6. Modèle individuel, textile_cuir

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche textile et cuir et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_TEXTILE_CUIR), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 91% (le R-carré ajusté ≅ 91%) de la variabilité de LOG_ TEXTILE_CUIR. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [114]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Textile_Cuir-banque.

[114] Cf. Test de non autocorrélation des résidus, Textile_Cuir-banque

Tableau 92 : Estimation de la relation de long terme, Textile_Cuir-Banque

Dependent Variable: LOG_TEXTILE_CUIR
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 16:29
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.010325	0.018021	0.572961	0.5722
LOG_TEXTILE_CUIR(-1...	0.951633	0.034232	27.79969	0.0000

R-squared	0.914688	Mean dependent var	1.901263
Adjusted R-squared	0.910979	S.D. dependent var	0.582569
S.E. of regression	0.173818	Sum squared resid	0.694892
Long-run variance	0.021077		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,57 > 0,05). Il faut remarquer que les grandes entreprises de cette branche sont financées essentiellement par les IDEs[115], elles ne sont donc pas contraintes par la disponibilité des financements intérieurs à l'économie Malagasy.

6.2.1.7. Modèle individuel, bois papier

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'industrie Bois et papier et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_BOIS_PAPIER), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 53% (le R-carré ajusté ≅ 53%) de la variabilité de LOG_BOIS_PAPIER. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [116]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[115] Il s'agit essentiellement des entreprises franches intervenant dans le domaine du textile.
[116] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Bois_Papier-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Bois_Papier-banque.

Tableau 93 : Estimation de la relation de long terme, Bois_Papier-Banque

Dependent Variable: LOG_BOIS_PAPIER
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 17:23
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	-0.122626	0.053199	-2.305029	0.0310
LOG_BOIS_PAPIER(-...	0.478585	0.186704	2.563341	0.0177
C	1.695786	0.602750	2.813415	0.0101

R-squared	0.570460	Mean dependent var	2.332513
Adjusted R-squared	0.531411	S.D. dependent var	0.150867
S.E. of regression	0.103274	Sum squared resid	0.234642
Long-run variance	0.009122		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,031 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche Bois et papier par rapport aux banques est égale à -0,12 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct d'augmenter la production de cette branche de l'ordre de 0,48%.

6.2.1.8. Modèle individuel, industrie pharmaceutique

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'industrie pharmaceutique et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_INDUS_PHARM), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer près de 28% (le R-carré ajusté ≅ 28%) de la variabilité de LOG_INDUS_PHARM. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle

montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [117]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Industrie_Pharmaceutique-banque.

Tableau 94 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Pharmaceutique-Banque

Dependent Variable: LOG_INDUS_PHARM
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 17:54
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.013547	0.020059	0.675352	0.5065
LOG_INDUS_PHARM(-...	0.727902	0.133971	5.433278	0.0000
C	0.767493	0.412988	1.858391	0.0765

R-squared	0.342258	Mean dependent var	2.995697
Adjusted R-squared	0.282463	S.D. dependent var	0.078122
S.E. of regression	0.066175	Sum squared resid	0.096341
Long-run variance	0.002693		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,51 > 0,05).

6.2.1.9. Modèle individuel, matériaux de construction

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche matériaux de construction et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_BOIS_PAPIER), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 84% (le R-carré ajusté ≅ 84%) de la variabilité de LOG_BOIS_PAPIER. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [118]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[117] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Industrie_Pharmaceutique-banque
[118] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Matériaux_Construction-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Matériaux_Construction -banque.

Tableau 95 : Estimation de la relation de long terme, Matériaux_Construction-Banque

Dependent Variable: LOG_MAT_CONS
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 18:28
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.137703	0.093588	1.471377	0.1553
LOG_MAT_CONS(-1)	0.754780	0.144317	5.230001	0.0000
C	-0.006082	0.154926	-0.039259	0.9690

R-squared	0.858140	Mean dependent var	2.095126
Adjusted R-squared	0.845244	S.D. dependent var	0.330955
S.E. of regression	0.130194	Sum squared resid	0.372913
Long-run variance	0.009946		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,16 > 0,05).

6.2.1.10. Modèle individuel, industrie métallique

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'industrie métallique et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_INDUS_METALIQUE), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 94% (le R-carré ajusté ≅ 94%) de la variabilité de LOG_ INDUS_METALIQUE. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [119]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Industrie_Métalique-banque.

[119] Cf. Test de non autocorrélation des résidus, Industrie_Métalique-banque

Tableau 96 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Métalique-Banque

Dependent Variable: LOG_INDUS_METALIQUE
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 18:55
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.080279	0.034149	2.350838	0.0277
LOG_INDUS_METALIQUE(-1...	0.887597	0.057269	15.49865	0.0000

R-squared	0.943446	Mean dependent var	2.336551
Adjusted R-squared	0.940988	S.D. dependent var	0.566468
S.E. of regression	0.137609	Sum squared resid	0.435534
Long-run variance	0.009211		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,028 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche Industrie Métallique par rapport aux banques est égale à 0,08 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,32%.

6.2.1.11. Modèle individuel, machine, matériel électrique

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche machine, matériel électrique et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_MAT_TRAS_ELEC), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 73% (le R-carré ajusté ≅ 73%) de la variabilité de LOG_MAT_TRAS_ELEC. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [120]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[120] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Machine_Matériel_Electrique-banque

Le tableau 80 ci-après présente les résultats des estimations du modèle Machine_Matériel_Electrique-banque.

Tableau 97 : Estimation de la relation de long terme, Machine_Matériel_Electrique-Banque

Dependent Variable: LOG_MAT_TRANS_ELEC
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 19:30
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.007793	0.041034	0.189919	0.8510
LOG_MAT_TRANS_ELEC(-...	0.981032	0.056515	17.35870	0.0000

R-squared	0.744912	Mean dependent var	2.798319
Adjusted R-squared	0.733821	S.D. dependent var	0.328132
S.E. of regression	0.169291	Sum squared resid	0.659171
Long-run variance	0.027959		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,85 > 0,05).

6.2.1.12. Modèle individuel, industrie diverse

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'industrie diverse et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_INDUS_DIVERSE), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer près de 45% (le R-carré ajusté ≅ 45%) de la variabilité de LOG_INDUS_DIVERSE. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [121]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Industrie_Diverse-banque.

[121] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Industrie_Diverse-banque

Tableau 98 : Estimation de la relation de long terme, Industrie_Diverse-Banque

Dependent Variable: LOG_INDUS_DISVERSE
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 20:01
Sample (adjusted): 1993 2016
Included observations: 24 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.150071	0.057871	2.593203	0.0166
LOG_INDUS_DISVERSE(-2...	0.510619	0.180829	2.823763	0.0099

R-squared	0.478675	Mean dependent var	1.212960
Adjusted R-squared	0.454978	S.D. dependent var	0.421939
S.E. of regression	0.311499	Sum squared resid	2.134696
Long-run variance	0.095411		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,017 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche Industrie Diverse par rapport aux banques est égale à 0,15 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,6%.

6.2.1.13. Modèle individuel, électricité, eau et gaz

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'électricité, eau et gaz et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_ELEC_EAU), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 60% (le R-carré ajusté ≅ 60%) de la variabilité de LOG_ ELEC_EAU. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [122]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Electricité_Eau_Gaz -banque.

[122] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Electricité_Eau_Gaz-banque

Tableau 99 : Estimation de la relation de long terme, Electricité_Eau_Gaz-Banque

Dependent Variable: LOG_ELEC_EAU
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 20:37
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG BANQUE	0.074459	0.043282	1.720315	0.0994
LOG ELEC EAU(-1)	0.766920	0.143321	5.351077	0.0000
C	0.599689	0.445032	1.347518	0.1915

R-squared	0.636035	Mean dependent var	3.738494
Adjusted R-squared	0.602948	S.D. dependent var	0.168436
S.E. of regression	0.106135	Sum squared resid	0.247823
Long-run variance	0.007464		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,10 > 0,05).

6.2.1.14. Modèle individuel, BTP

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche BTP et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_BTP), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 97% (le R-carré ajusté ≅ 97%) de la variabilité de LOG_BTP. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [123]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle BTP-banque.

[123] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, BTP-banque

Tableau 100 : Estimation de la relation de long terme, BTP-Banque

Dependent Variable: LOG_BTP
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 21:03
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.137999	0.082662	1.669427	0.1086
LOG_BTP(-1)	0.886604	0.077998	11.36707	0.0000

R-squared	0.976142	Mean dependent var	4.176561
Adjusted R-squared	0.975105	S.D. dependent var	0.746374
S.E. of regression	0.117764	Sum squared resid	0.318974
Long-run variance	0.008983		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,11 > 0,05). L'ampleur de la hausse des activités passées expliquent près de 89% de l'augmentation de la production de la branche BTP pour l'année d'exercice ; ceci s'explique par les projets de constructions qui peuvent s'étaler sur plusieurs années pour lesquels les paiements sont échelonnés dans le temps. Ces cas se rencontrent très souvent en BTP.

6.2.1.15. Modèle individuel, commerce

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre le commerce et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_COMMERCE), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 96% (le R-carré ajusté ≅ 96%) de la variabilité de LOG_COMMERCE. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [124]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Commerce-banque.

[124] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Commerce-banque

Tableau 101 : Estimation de la relation de long terme, Commerce-Banque

Dependent Variable: LOG_COMMERCE
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 21:20
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.114720	0.042166	2.720702	0.0125
LOG_COMMERCE(-1)	0.618659	0.137108	4.512207	0.0002
C	1.688741	0.601593	2.807116	0.0103

R-squared	0.972239	Mean dependent var	5.576557
Adjusted R-squared	0.969715	S.D. dependent var	0.163814
S.E. of regression	0.028508	Sum squared resid	0.017879
Long-run variance	0.000383		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,013 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche Commerce par rapport aux banques est égale à 0,11 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,44%.

6.2.1.16. Modèle individuel, transport voyageur

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre le transport de voyageur et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_TRANS_VOYAG), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 63% (le R-carré ajusté ≅ 63%) de la variabilité de LOG_TRANS_VOYAG. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [125]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Transport_Voyageur-banque.

[125] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Transport_Voyageur-banque

Tableau 102 : Estimation de la relation de long terme, Transport_Voyageur-Banque

Dependent Variable: LOG_TRANS_VOYAG
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 21:47
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	-0.052024	0.054455	-0.955353	0.3493
LOG_TRANS_VOYAG(-...	1.052896	0.050720	20.75890	0.0000

R-squared	0.648273	Mean dependent var	4.223668
Adjusted R-squared	0.632981	S.D. dependent var	0.215386
S.E. of regression	0.130485	Sum squared resid	0.391607
Long-run variance	0.011980		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,35 > 0,05).

6.2.1.17. Modèle individuel, transport de marchandise

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre le transport de marchandise et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_TRANS_MARCH), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 85% (le R-carré ajusté ≅ 85%) de la variabilité de LOG_TRANS_MARCH. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [126]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Transport_Marchandise-banque.

[126] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Transport_Marchandise-banque

Tableau 103 : Estimation de la relation de long terme, Transport_Marchandise-Banque

Dependent Variable: LOG_TRANS_MARCH
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 22:07
Sample (adjusted): 1996 2016
Included observations: 21 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.494353	0.061716	8.010132	0.0000
LOG_TRANS_MARCH(-5...	-0.528756	0.166259	-3.180312	0.0052
C	6.431158	0.681524	9.436433	0.0000

R-squared	0.872270	Mean dependent var	5.550329
Adjusted R-squared	0.858078	S.D. dependent var	0.164159
S.E. of regression	0.061843	Sum squared resid	0.068842
Long-run variance	0.002752		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,00 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche transport de marchandise par rapport aux banques est égale à 0,49 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 1,96%.

6.2.1.18. Modèle individuel, auxiliaire de transport

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche auxiliaire de transport et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_AUXI_TRANS), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 64% (le R-carré ajusté ≅ 64%) de la variabilité de LOG_ AUXI_TRANS. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [127]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Auxiliaire_Transport-banque.

[127] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, auxiliaire_transport-banque

Tableau 104 : Estimation de la relation de long terme, Auxiliaire_Transport-Banque

Dependent Variable: LOG_AUXI_TRANS
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 22:21
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.076741	0.033845	2.267422	0.0335
LOG_AUXI_TRANS(-1)	0.534336	0.139633	3.826707	0.0009
C	1.641553	0.483873	3.392527	0.0026

R-squared	0.676031	Mean dependent var	4.159408
Adjusted R-squared	0.646579	S.D. dependent var	0.124624
S.E. of regression	0.074088	Sum squared resid	0.120759
Long-run variance	0.003075		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,034 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche auxiliaire de transport par rapport aux banques est égale à 0,08 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,32%.

6.2.1.19. Modèle individuel, poste et télécommunication

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche Poste et télécommunication et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_POSTE_TELECOM), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 99% (le R-carré ajusté ≅ 99%) de la variabilité de LOG_POSTE_TELECOM. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [128]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[128] Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Poste_Telecommunication-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle Poste_Telecommunication-banque.

Tableau 105 : Estimation de la relation de long terme , Poste_Telecommunication-Banque

Dependent Variable: LOG_POSTE_TELECOM
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/29/18 Time: 22:54
Sample (adjusted): 1997 2016
Included observations: 20 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.804928	0.173224	4.646740	0.0003
LOG_POSTE_TELECOM(-1...	0.519316	0.109819	4.728818	0.0002
LOG_POSTE_TELECOM(-6...	-0.291337	0.078912	-3.691936	0.0020
C	-0.255431	0.114736	-2.226254	0.0407

R-squared	0.995418	Mean dependent var	4.037387
Adjusted R-squared	0.994559	S.D. dependent var	0.463698
S.E. of regression	0.034205	Sum squared resid	0.018720
Long-run variance	0.001077		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,00 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche Poste et télécommunication par rapport aux banques est égale à 0,80 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 3,2%.

6.2.1.20. Modèle individuel, assurance

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche assurance et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_ASSURANCE), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 96% (le R-carré ajusté ≅ 96%) de la variabilité de LOG_ASSURANCE. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [129]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[129]Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Assurance-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle assurance-banque.

Tableau 106 : Estimation de la relation de long terme, Assurance-Banque

Dependent Variable: LOG_ASSURANCE
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/30/18 Time: 05:00
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
No cointegrating equation deterministics
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.008202	0.002812	2.916723	0.0078
LOG_ASSURANCE(-1...	0.991567	0.030268	32.75911	0.0000

R-squared	0.967064	Mean dependent var	0.032004
Adjusted R-squared	0.965632	S.D. dependent var	0.382939
S.E. of regression	0.070991	Sum squared resid	0.115914
Long-run variance	0.003000		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,01 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche assurance par rapport aux banques est égale à 0,008 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,03%.

6.2.1.21. Modèle individuel, services aux entreprises

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche services aux entreprises et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_SERVICE_ENTREP), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 86% (le R-carré ajusté ≅ 86%) de la variabilité de LOG_SERVICE_ENTREP. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [130]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

[130]Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Services_Entreprises-banque

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle services_entreprises-banque.

Tableau 107 : Estimation de la relation de long terme, Services_Entreprises-Banque

Dependent Variable: LOG_SERVICE_ENTREP
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/30/18 Time: 05:22
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.103522	0.051025	2.028849	0.0547
LOG_SERVICE_ENTREP(-...	0.689794	0.138665	4.974539	0.0001
C	1.356629	0.604300	2.244959	0.0352

R-squared	0.876524	Mean dependent var	5.647101
Adjusted R-squared	0.865299	S.D. dependent var	0.196454
S.E. of regression	0.072102	Sum squared resid	0.114372
Long-run variance	0.002855		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement nul au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est supérieur à 0,05 (P-valeur = 0,055 > 0,05).

6.2.1.22. Modèle individuel, administration

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre la branche administration et l'activité des banques. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_ADMINISTRATION), est régressée au logarithme de la valeur ajoutée brute des banques (LOG_BANQUE) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 96% (le R-carré ajusté ≅ 96%) de la variabilité de LOG_ADMINISTRATION. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [131]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle administration-banque.

[131]Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Administration-banque

Tableau 108 : Estimation de la relation de long terme, Administration-Banque

Dependent Variable: LOG_ADMINISTRATION
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/30/18 Time: 05:42
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_BANQUE	0.044157	0.016106	2.741674	0.0119
LOG_ADMINISTRATION(-...	0.760969	0.089873	8.467159	0.0000
C	0.980323	0.370363	2.646927	0.0147

R-squared	0.964023	Mean dependent var	4.789831
Adjusted R-squared	0.960753	S.D. dependent var	0.097911
S.E. of regression	0.019397	Sum squared resid	0.008277
Long-run variance	0.000153		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_BANQUE dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,01 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche assurance par rapport aux banques est égale à 0,044 ; une baisse de l'activité des banques de 4%, suite à un choc négatif de demande de SIFIM, a pour effet direct de réduire la production de cette branche de l'ordre de 0,18%.

6.2.2 Spécification de l'équation de base Banque-SIFIM

Dans ce modèle, l'on cherche à établir le lien de causalité entre l'activité des banques[132] et la demande de SIFIM. Pour ce faire, la variable dépendante, le logarithme de la valeur ajoutée brute de cette branche (noté LOG_BANQUE), est régressée au logarithme de la demande de SIFIM (LOG_SIFIM) et les retards de la variable expliquée.

Le modèle ainsi construit permet d'expliquer plus de 99% (le R-carré ajusté ≅ 99%) de la variabilité de LOG_BANQUE. En outre, les tests effectués sur les résidus du modèle montrent que ces derniers sont non auto-corrélés [133]; ce qui garantit la convergence des estimateurs des coefficients de comportements.

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations du modèle administration-banque.

[132] Banques fait référence aux institutions financières productrice de SIFIM.
[133]Cf. Test de non auto-corrélation des résidus, Administration-banque

Tableau 109 : Estimation de la relation de long terme, Banque_SIFIM

Dependent Variable: LOG_BANQUE
Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
Date: 04/30/18 Time: 06:18
Sample (adjusted): 1992 2016
Included observations: 25 after adjustments
Cointegrating equation deterministics: C
Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG_SIFIM	0.510412	0.073745	6.921269	0.0000
LOG_BANQUE(-1)	0.496743	0.079400	6.256231	0.0000
C	-0.102594	0.041041	-2.499808	0.0204

R-squared	0.997191	Mean dependent var	3.885887
Adjusted R-squared	0.996936	S.D. dependent var	0.528826
S.E. of regression	0.029273	Sum squared resid	0.018852
Long-run variance	0.000715		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Le coefficient de LOG_SIFIM dans ce modèle est statistiquement significative au seuil de 5% ; en effet, la P-valeur associée à l'estimateur de ce coefficient est inférieur à 0,05 (P-valeur = 0,01 < 0,05). Ainsi, l'élasticité de la valeur ajoutée de la branche banques par rapport à la demande de SIFIM est égale à 0,51 ; une baisse de la demande de SIFIM de 7,7%, suite à un choc négatif au retrait des IMFs du système financier, a pour effet direct de réduire la production des banques de l'ordre de 4%.

6.2.3. Le modèle de l'équilibre comptable : Importations, Exportations, Investissement, Consommation finale, PIB

Le modèle de l'équilibre comptable est un modèle vectoriel qui cherche à reproduire la relation d'équilibre de long terme entre les variables de l'équilibre macroéconomique du secteur réel[134].

En particulier, l'on s'intéresse au comportement d'importations des agents économiques lié au revenu national brut ; ce dernier détermine la demande intérieure de produits importés et l'on se sert du PIB comme proxy de cette variable. De même, la fonction de consommation utilisée a pour équation de base le modèle de comportement de consommation de type Keynésienne ; la consommation finale est expliquée principalement par le revenu national brut.

En outre, le PIB peut s'interpréter comme la valeur de l'ensemble des richesses créées sur le territoire économique national pour une année d'exercice ; à ce titre, il représente la plus

[134] Il s'agit de l'équilibre comptable des comptes nationaux : PIB + M = CF + FBCF + Vstocks + X

grande partie des ressources du pays qui peuvent être utilisées dans les investissements ou exportées. L'on peut déduire de la précédente explication que le PIB est un facteur déterminant aussi bien pour les investissements que pour les exportations.

Inversement, l'approche par les dépenses dans le calcul du PIB montre clairement que celui-ci est déterminé par la consommation finale (CF), la formation brute de capital fixe (FBCF) et les exportations (X).

Il est donc clair qu'il existe théoriquement une relation de causalité mutuelle entre les variables qui rentrent dans le modèle d'équilibre globale décrit ci-dessus et le PIB.

L'on adopte alors une représentation convenable de type vectoriel pour le modèle d'équilibre comptable afin de tenir compte de la causalité mutuelle suscitée.

Les données utilisées sont des séries temporelles couvrant la période de 1990 à 2016, sur agrégats macroéconomiques tels que les importations, la consommation finale, la FBCF, les exportations et le PIB ; ces agrégats sont exprimés en termes réels.

Il faut noter que ces données proviennent des comptes nationaux de Madagascar publiés par l'Institut National de la Statistique. Elles sont introduites en logarithme dans le modèle.

En effectuant, les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller [135] sur les variables de ce modèle, l'on montre qu'elles admettent toutes de racines unitaires ; cependant leurs différences premières respectives sont stationnaires. Ce qui permet de conclure que ces variables sont toutes intégrées d'ordre un ou $I(1)$.

En plus, le test de Johansen indique qu'il existe au plus cinq (05) relations de cointégration ; en effet, la valeur observée de la statistique de trace de ce test est inférieur à la sa valeur critique au seuil de 5% ($Tr_{obs} = 0{,}35 < Tr_{5\%} = 3{,}84$).

Ainsi, la représentation adéquate de l'équation de comportement de ces agrégats est le modèle vectoriel à correction d'erreurs (VEC).

Les élasticités des importations, de la consommation finale, des investissements et des exportations par rapport au PIB sont les paramètres d'intérêts dans ce modèle ; il faut remarquer qu'il s'agit des élasticités de long terme.

[135] Cf. Tests de stationnarité en ANNEXE

Les résultats des estimations de ces paramètres indiquent que ces coefficients sont tous statistiquement significative au seuil de 1% ; les P-valeurs correspondantes aux estimateurs de ces coefficients sont toutes égale à $0{,}00 < 0{,}01$.

Par ailleurs, les composantes des vecteurs cointégrants correspondantes à la variable explicative log_Pib_pb sont toutes négatives pour toutes les équations de cointégration considérées ; ce qui signifie que les élasticités ainsi obtenues sont de signes positifs.

Les élasticités des importations, de la consommation finale, des investissements et des exportations par rapport au PIB sont respectivement égales à 0,89 -, 0,98 -, 0,86 et 0,82.

Le choc de la baisse de la demande de SIFIM de l'ordre de 7,7% suite au retrait des IMFs du système financier, a pour effet direct de réduire de 18% la valeur ajoutée brute totale ; ceci résulte des réactions individuelles et indépendantes des branches d'activités sans tenir compte des modifications des demandes, - demandes intermédiaires et demandes finals -, qui leurs sont adressées. Et cette réduction du niveau du PIB de 18% induit une réduction des importations, de la consommation finale, et de la FBCF respectivement de 16%, 18%, 15% et 15%.

L'on obtient à ce stade la situation à la première itération du modèle TRE que l'on présentera dans le paragraphe suivant.

6.2.4. Présentation du Modèle TRE

Le Modèle Tableau Ressources-Emplois (TRE) est un modèle macroéconomique du secteur réel. Ce modèle TRE est développé par l'Institut National de la Statistique au niveau de la Direction des Synthèses Economiques, en charge de l'élaboration des comptes nationaux. Il a déjà servi au niveau de l'INSTAT, en 2016, pour évaluer les effets de l'appréciation de l'Ariary sur les agrégats tels que le PIB, les exportations et les importations dans le cadre de la mission de suivi du programme FEC (Fond Elargi de Crédit) effectuée par l'équipe du FMI.

Il faut souligner que ce modèle statique TRE est utilisé pour la première fois dans l'évaluation d'impacts macroéconomiques de la micro finance à Madagascar dans le cadre des présents travaux de recherches.

Il s'agit d'un modèle itératif qui est fondé sur l'équation d'équilibre macroéconomique des comptes nationaux (totale des ressources égale totale des emplois) et l'hypothèse de fixité de coefficients techniques des branches ; cette dernière signifie que les techniques de production des entreprises restent inchangées à court terme. Ce modèle converge lorsque l'équilibre

fondamental des comptes nationaux est satisfait pour tous les produits figurant dans le TRE. Cette convergence peut s'interpréter en ce que le comportement rationnel de chaque unité institutionnelle de l'économie nationale est correctement reproduit par le modèle ; la rationalité de l'unité institutionnelle implique que celle-ci tient compte des comportements des autres unités institutionnelles en réponses aux chocs exogènes pour ajuster son comportement de production, de consommation (intermédiaire ou finale), d'investissements etc., outres l'internalisation des effets directs de ces chocs sur son activité.

Le retrait des IMFs du système financier est traduit en choc négatif qui induit une baisse de la demande de SIFIM de 7,7% ; ce qui est de nature à modifier la production de institutions financières à la baisse d'environ 4%. Ce choc est transmis ensuite à l'ensemble de toutes les branches d'activités à travers la baisse des services de crédits rendus par les institutions financières[136] ; les productions de ces branches sont donc modifiées. En appliquant, respectivement les coefficients techniques fixes aux productions des branches ainsi obtenues, l'on obtient les consommations intermédiaires et ceci permet d'aboutir aux valeurs ajoutées brutes des branches qui se trouvent modifiées aussi. Ainsi, le PIB qui est la somme des valeurs ajoutées brutes des branches baisse de 18% ; les importations, la CF, la FBCF et les exportations baissent à leurs tours respectivement de 16%, de 18%, de 15% et de 15%. L'on obtient les résultats de la première itération.

Dans cette première étape, les écarts entre le total des ressources et le total des emplois sont, en général, significativement positifs ; ceci est dû au fait que les ajustements rationnels évoqués précédemment n'ont pas encore été pris en comptes.

En recourant à l'équilibre fondamental, le modèle procède à la correction de la production et des importations pour chaque produit. Ainsi commence la deuxième itération, et les étapes décrites ci-dessus sont reprises jusqu'à obtention de la convergence au bout d'un certain nombre d'itérations[137]. À l'obtention de la convergence, l'on est en mesure de disposer des estimations des statistiques des comptes nationaux de 2007 sous l'hypothèse de l'absence des IMFs dans l'économie nationale. En particulier, l'on dispose des estimations des agrégats macroéconomiques tels le PIB, la DCFM, le SIFIM rendu aux ménages correspondants.

En comparant les valeurs estimées de ces agrégats par rapport à leurs vraies valeurs pour 2007, l'on obtient une mesure d'impact macroéconomique de la micro finance à Madagascar.

[136] Cf. Modèles individuels des branches

[137] Le nombre d'itération effectué par le modèle pour aboutir à la convergence n'a pas été calculé.

L'on présente les principaux résultats du modèle de la suite du document.

6.2.5. Impacts sur les agrégats macroéconomiques : PIB, DCFM, SIFIM rendu aux ménages

La micro finance concoure au développement du système financier en proposant des moyens de financements des unités institutionnelles ayant des niveaux de risques de défaut pour lesquels les banques traditionnelles renoncent à s'exposer. Elle contribue à l'inclusion financière en élargissant le volume des crédits à l'économie à travers des prêts accordés à des entreprises ou à des ménages classés à risque par les modèles de notation interne des autres institutions d'intermédiation financière. À travers ce canal de transmission, la micro finance apporte des innovations financières qui contribue au développement économique de Madagascar.

Sur le plan macroéconomique, la micro finance impactent positivement l'activité économique dans son ensemble ; elle permet également de booster les dépenses de consommation finale des ménages et contribue significativement à l'augmentation des volumes de services financiers rendus aux ménages moyens.

Les tableaux suivants présentent les impacts des IMFs sur le PIB et par secteurs et par branches d'activités.

Tableau 110 : Poids, contribution, impacts des IMFs par secteurs d'activités *(en pourcentage)*

	Structure du PIB			
	2007	2007 Bis	Contribution	Impacts IMFs
Secteur Primaire	28,7	28,8	8,6	0,1
Secteur Secondaire	12,6	12,7	4,6	0,1
Secteur Tertiaire	58,6	58,5	86,8	0,4
PIB aux prix de base	**93,1**	**93,1**	**86,0**	**0,1**
Impôts sur les produits	**6,9**	**6,9**	**14,0**	**0,3**
PIB aux prix d'acquisition	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,2**

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux
Note: (b) Hypothèse 1 : les exportations sont exogènes et déterminées par la demande du reste du monde
(c) Hypothèse 2 : les financements des IMFs n'influencent pas la capacité de l'économie Malagasy à satisfaire la demande du reste monde
(d) 2007 Bis : les estimations des agrégats des comptes nationaux de 2007 dans la situation où les IMFs était inexistantes ; les erreurs d'estimations des agrégats en niveaux sont inférieures à 0,2%.

Les estimations en niveaux des agrégats des comptes nationaux présentés dans ce tableau sont plus ou moins précises en ce sens que les erreurs d'estimations commises sont inférieures à 0,2%.

Les impacts de la microfinance, mesurés par les écarts entre les valeurs des agrégats pour 2007 et les valeurs estimés correspondantes pour 2007 bis exprimés en terme de pourcentage, sur le PIB est estimé entre 0,2 et 0,3% suivant les hypothèses sur les exportations. Ce résultat est principalement dû au secteur tertiaire dont la contribution à cet impact est de 86,8%.

Les impacts des IMFs sur la demande finale sont moins importants en termes d'ampleurs. Le tableau ci-après présente les estimations de ces impacts des IMFs sur la demande finale.

Tableau 111 : poids, contribution, impacts des IMFs sur la demande finale (en pourcentage)

	Structure de la demande finale			
	2007	2007 Bis	Contribution	Impacts IMFs
Dépenses de consommation finale des Ménages	58,0	58,0	74,7	0,1
Dont DCFM SIFIM	0,43	0,40	--	8,4
Formation brute de capital fixe	22,3	22,3	25,3	0,1
Exportations nettes bs	19,7	19,7	0,0	0,0
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,1**

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux

Note: (b) Hypothèse 1 : les exportations sont exogènes et déterminées par la demande du reste du monde

(c) Hypothèse 2 : les financements des IMFs n'influencent pas la capacité de l'économie Malagasy à satisfaire la demande du reste monde

(d) 2007 Bis : les estimations des agrégats des comptes nationaux de 2007 dans la situation où les IMFs était inexistantes ; les erreurs d'estimations des agrégats en niveaux sont inférieures à 0,2%.

Tableau : Poids, contributions, impacts des IMFs par branches d'activités (en pourcentage)

CODE	Secteurs/branches d'activités	2007	2007 Bis	Contribution	Impacts IMFs
I	**SECTEUR PRIMAIRE**	**28,7**	**28,8**	**8,6**	**0,1**
1	Agriculture	19,5	19,5	5,6	0,1
3	Élevage, pêche	4,6	4,6	1,5	0,1
2	Sylviculture	4,6	4,7	1,5	0,1
II	**SECTEUR SECONDAIRE**	**12,6**	**12,7**	**4,6**	**0,1**
10	Industrie extractive	0,8	0,8	0,1	0,0
15	Alimentaire, boisson, tabac	4,9	4,9	1,4	0,1
17	Textile	2,2	2,2	-0,3	-0,0
20	Bois, papiers, imprimerie	0,9	0,9	1,9	0,6
26	Matériaux de construction	0,4	0,4	-0,0	-0,0
27	Industrie métallique	0,9	0,9	-0,1	-0,0
29	Machine, matériels électriques	0,4	0,4	0,2	0,1
36	Industries diverses	1,2	1,2	0,5	0,1
40	Électricité, eau, gaz	1,0	1,0	0,9	0,2
III	**SECTEUR TERTIAIRE**	**58,6**	**58,5**	**86,8**	**0,4**
45	BTP	7,9	7,9	1,1	0,0
50	Commerce, entretiens, réparations	13,2	13,2	6,6	0,1
55	Hôtel, restaurant	2,4	2,4	1,3	0,1
60	Transport	9,3	9,4	4,3	0,1
64	Poste et télécommunication	1,6	1,6	2,7	0,4
65	Banque	1,6	1,5	42,6	7,7
66	Assurance et autres services financiers	0,5	0,5	0,6	0,3
71	Services aux entreprises	7,8	7,8	20,4	0,7
75	Administration	7,9	7,9	5,2	0,2
80	Éducation	3,3	3,3	1,1	0,1
85	Santé	1,5	1,5	0,6	0,1
91	Services rendus aux ménages	1,6	1,6	0,5	0,1
	Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,3**

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux

Note: (b) Hypothèse 1 : les exportations sont exogènes et déterminées par la demande du reste du monde

(c) Hypothèse 2 : les financements des IMFs n'influencent pas la capacité de l'économie Malagasy à satisfaire la demande du reste monde

(d) 2007 Bis : les estimations des agrégats des comptes nationaux de 2007 dans la situation où les IMFs était inexistantes ; les erreurs d'estimations des agrégats en niveaux sont inférieures à 0,2%.

Les IMFs ont permis d'accroître les dépenses de consommation finale des ménages de l'ordre de 0,1% et plus particulièrement, le SIFIM rendu aux ménages a augmenté de 8,4%. Ces impacts s'expliquent principalement à la modification des dépenses de consommation finale des ménages dont la contribution est de 74,7%.

Il importe également de souligner que les DCFM en SIFIM gagnent en importance dans la structure de la demande finale ; elle passe de 0,40 à 0,43% grâce aux IMFs. Ceci traduit que les volumes des services financiers rendus aux ménages moyens augmentent et que dans ce sens la micro finance contribue au développement financier de Madagascar.

6.3. DISCUSSIONS

Un modèle statique d'équilibre général calculable (EGC) a été utilisé pour estimer l'impact macro de la microfinance au Bangladesh, basé sur les données de 2012. Le modèle EGC capture différents canaux à travers lesquels la microfinance affecte le PIB du Bangladesh. Le document estime que la microfinance a ajouté entre 8,9 et 11,9% au PIB. La contribution au PIB rural est encore plus élevée - entre 12,6 et 16,6%.

Le lien entre la finance et le développement économique semble communément admis. Cette relation a été largement étudiée par la théorie économique. Une des premières approches est due à Bagehot (1873) qui montre le rôle décisif du marché financier dans les performances économiques à travers la capacité de mobilisation de l'épargne et de financement des investissements de long terme en Grande Bretagne. Il en tire une explication du sous-développement qui serait lié à l'impossibilité de mobiliser des ressources dans le contexte d'un système financier peu développé. A la suite de Bagehot, Schumpeter (1911) va mettre à nu le rôle primordial de l'intermédiation financière qui contribue à stimuler la sphère financière par une meilleure allocation des ressources. Ce postulat sera remis en cause par les keynésiens8. Minsky (1964) souligne que les intermédiaires financiers constituent plutôt un facteur d'instabilité financière. Quant à Robinson (1952), sa conviction est que la finance est le résultat de la croissance économique et non l'inverse.

Le retour en force de la pensée libérale va remettre au gout du jour l'idée d'une causalité dans le sens secteur financier secteur réel. En termes de politique économique, cette vision a connu un écho important avec la théorie de la libéralisation financière qui s'inspire des travaux de Mac-kinnon (1973) et de Shaw (1973). L'idée est qu'un système financier libéralisé (avec comme conséquence une hausse des taux d'intérêt) pourra jouer un rôle positif dans le financement du développement et, par conséquent, pourra favoriser la croissance économique.

L'importance qu'a prise la finance informelle est justement expliquée par la thèse de la répression financière9 qui empêche les banques de mobiliser de manière efficace l'épargne. Cette thèse a été contredite par les néo-structuralites qui considèrent que le dualisme entre la fiance informelle et la finance formelle ne constitue pas un handicap dans la mesure où la finance informelle joue un rôle déterminant dans les économies sous-développés. Elle facilite les transactions entre les épargnants et les investisseurs alors que les banques commerciales sont contraintes par les réserves obligatoires qui constituent des fuites du système financier. Lelart (2002) est favorable à une stratégie d'articulation entre les deux systèmes, étant entendu que la « finance formelle a évolué vers la microfinance ». Il importe alors de mesurer l'impact macroéconomique de cette dernière.

S'inspirant des approches théoriques, les études empiriques démontrent la contribution positive du système financier (qui inclut généralement les banques commerciales et le marché financier) à la croissance économique. Dans la plupart des études, la corrélation entre les deux est admise, mais c'est sur le sens de la causalité qu'elles divergent.

Golsmith (1969) est l'un des pionniers dans les études empiriques consacrées à cette relation. Les recherches qu'il a effectuées sur un échantillon de 35 pays sur la période 1860-1963 ont abouti au fait qu'il existe une liaison entre le secteur financier et le secteur réel à travers l'efficacité et le volume de l'investissement. Cependant, il n'a pas analysé le sens de la causalité. King et Levine (1993) vont tenir compte des insuffisances de l'étude de Golsmith. Dans leur analyse qui a porté sur 80 pays sur la période allant de 1960 à 1989, ils ont montré que les indicateurs de développement financier choisis (comme M3/PIB) sont positivement et significativement corrélés avec le taux de croissance du PIB par tête. Mais selon De Gregorio et Guiditti (1995), le meilleur indicateur de l'activité financière n'est pas le ratio M3/PIB, mais le ratio crédit accordé au secteur privé/PIB.

Aucune de ces études n'intègre le secteur de la microfinance dans le modèle. Kamalan (2006) qui s'est intéressé à la contribution des IMF à la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest, n'a pas fait une étude économétrique directe. Il est parti des conclusions des analyses de Raffinot et Venet (1998) et celles de King et Levine (1993) abordées plus haut pour essayer de critiquer la pertinence du choix de PIB comme grille d'étude de l'influence des IMF sur le développement économique de ces pays. En comparant les données de crédits et d'épargne des IMF avec celles des banques commerciales sur la période 1996-2004, il constate que le poids de la microfinance est très négligeable. Sa conclusion est que les IMF ne

contribuent guère au développement des institutions financières en termes d'accroissement de capacités de création et de mobilisation de l'épargne.

En définitive, on constate qu'aucune variable liée aux IMF n'a pas été intégrée directement dans un modèle pour par exemple analyser les liens de causalité. Par ailleurs toutes ces études ont été faites sur un ensemble de pays et il serait intéressant d'examiner la contribution de la microfinance dans le contexte d'un pays comme Madagascar où ce secteur a connu une certaine massification de l'encours de crédit.

DISCUSSION NORMATIVE

La réduction de la pauvreté des agents économiques exerçant les petites activités – notamment les femmes seules monétairement pauvres, le jeune chômeur, les vulnérables, etc. – constitue un des objectifs de politique économique et sociale de la plupart des pays en développement. L'Etat peut – de par sa stratégie financière à long terme - intégrer les processus développés par les IMF dans ses dispositifs politiques pour mieux lutter contre la pauvreté. En effet, les institutions de microfinance (IMF) peuvent développer – en complément de leurs produits classiques – des services non financiers : formation professionnelle, assistance technique, éducation agricole ou sanitaire. L'évaluation montre que la performance varie en fonction de l'intégration des services non financiers aux activités habituelles, mais que cette diversification est possible et semble même améliorer sensiblement la qualité du portefeuille. [Iris Lanao Flores et al.].

Jusqu'à présent, les IMF n'arrivent pas à exercer de véritables activités bancaires puisqu'elles manquent de ressources suffisantes. Aussi, il serait intéressant de discuter des scenarii suivants :

- les IMF doivent bénéficier de ressources de plus en plus importantes pour accompagner le développement des portefeuilles de leurs emprunteurs. En ayant davantage de ressources, les IMF peuvent s'accompagner d'autres actions adéquates afin de pouvoir améliorer efficacement les conditions de vie de ses bénéficiaires. Actuellement, un certain nombre d'institutions de microfinance (IMF) se positionnant résolument aux côtés des plus pauvres ont d'ailleurs promu l'idée de services de microfinance "complets" (Hickson, 1999). Selon cette approche, les IMF doivent fournir à leurs bénéficiaires à la fois des services financiers (crédit, épargne, assurance) et des services non financiers, principalement dans le domaine de l'éducation mais aussi dans le domaine de la santé, de la formation pratique et de l'assistance technique, comme le fait l'ACEP Madagascar.

Ces services visent à renforcer la capacité des emprunteurs à développer des activités génératrices de revenus pérennes. Nous avons ici une condition de soutenabilité des activités de prêt des IMF tout en assurant la soutenabilité des activités des emprunteurs ;

Le fait que les IMF bénéficient de ressources importantes leur permet aussi de couvrir des zones plus large d'une part, et d'atteindre les couches de populations vulnérables permet d'augmenter la profondeur des activités de microfinance.

L'Etat peut financer un certain nombre de garantis pour aider les IMF à limiter leur risque. L'augmentation des ressources allouées et affectées à ces dernières permet à moyen et long termes d'accroitre le taux de bancarisation et de réduire l'ampleur du secteur informel.

La progression positive de ces indicateurs indique que la profondeur de la Microfinance s'est accrue. C'est-à-dire que les IMF ont pu soit aller dans des zones les plus reculées, soit qu'elles ont pu enrôler une masse plus importante parmi les populations pauvres et/ou vulnérables. On peut alors dire que les actions des IMF ont gagné de la Profondeur.

Les banques devraient offrir des services non financiers pour recevoir les acteurs ayant vécu de succès stories auprès des IMF afin qu'ils puissent devenir progressivement des opérateurs de PME et PMI

- En revanche, ces services non financiers entraînent des coûts importants qui s'ajoutent à ceux des opérations de microfinance. Ils peuvent aussi affecter la capacité des IMF à atteindre l'autosuffisance financière, c'est-à-dire les conduire à leur insoutenabilité et remettre ainsi en cause cette approche. Plusieurs arguments peuvent-être avancés, comme le manque de compétence du personnel ou bien l'absence de mandat des IMF concernant la prestation de services non financiers. En particulier, de tels services peuvent les détourner de leur objet principal : la fourniture de services financiers et envoyer des messages contradictoires aux clients, en particulier s'ils sont gratuits.

La mise en œuvre des services non financiers – parallèlement aux services classiques

Les traitements des données et les interprétations des résultats des IMF à Madagascar nous ont conduit au fait que la Microfinance ne contribue que faiblement au développement des activités des bénéficiaires. Les expériences des IMF d'Amérique du Sud [Bolivie, Pérou, …] montrent que les Institutions de Microfinance peuvent être pérennes tout en proposant à la fois des services financiers et non financiers dans des environnements très concurrentiels. Comme notre objet est ici de répondre à la question suivante : « Quel est l'impact véritable des services non financiers sur la performance des IMF, en particulier sur leurs résultats financiers et

opérationnels ? ». Il s'agit de tenter de répondre à cette question en examinant les modèles de prestation de services existants, en procédant à une évaluation des performances des plusieurs IMF de Madagascar en tentant d'identifier les facteurs de performance. Pour cela, il est utile de présenter brièvement le travail d'un acteur reconnu du secteur qui est celui de l'ACEP qui délivre à la fois des services financiers et non financiers.

Dans l'ensemble, il semble donc que la mise en œuvre des services non financiers – parallèlement aux services classiques – est possible et peut même entraîner une meilleure soutenabilité de l'Activité de l'IMF ainsi qu'une amélioration de la soutenabilité de la qualité du portefeuille, tout en remplissant l'objectif premier de lutte contre la Pauvreté.

Le choix du modèle adéquat de prestation, l'intégration de ce modèle de la façon la plus économique dans les produits financiers, l'ajustement des prix et la formation du personnel constituent des conditions préalables à la réussite d'un schéma "complet".

Toutes les IMF ne s'intéressent pas nécessairement au développement de produits non financiers. Mais celles qui choisissent cette approche ont une raison légitime de le faire, tant qu'elles respectent certaines règles de mise en œuvre élémentaires. •

Afin de pouvoir contribuer aux réflexions contribuant à cette problématique importante du développement à partir de l'objectif de réduction de la pauvreté par la microfinance, nous allons utiliser le modèle suivant : R = F [Acteurs, Position des Acteurs, Vision des Acteurs, Technologie].

- R = dispositions pouvant contribuer à la Réduction de la Pauvreté ;
- Les Acteurs des Activités de Microfinance destinés aux financements des petites activités : Banques, IMF, autres acteurs
- Position des Acteurs
- Vision Sectorielle des acteurs
- Technologie

Plusieurs questions que se pose chaque acteur reflètent l'état de la conjoncture et/ou des structures économiques et sociales.

Du point de vue Macroéconomique, les activités informelles constituent le plus grand secteur pourvoyeur d'emplois de notre économie. Or les agents du secteur informel ne paient pas d'impôt sur le revenu alors qu'ils bénéficient de biens publics. Alors que les ressources

fiscales constituent une importante part du financement de la fourniture de ces biens. L'Etat se trouve dans une situation où il doit fournir des biens publics avec des difficultés de recouvrement des impôts et taxes. Pour remplir sa mission de réduction de la pauvreté monétaire, l'Etat qui n'a que peu de ressources financières peut demander à des bailleurs et/ou des institutions intéressées par la fourniture de services de microcrédits aux opérateurs des petites activités. Par ailleurs, le taux de bancarisation de l'économie est très faible, environ de 0,5% seulement des malagasy ont un compte bancaire. Les agents économiques et/ou ménages ont le plus souvent recours aux crédits informels pour satisfaire leur besoins de ressources financières. Le manque de confiance entre les agents s'ajoute aux critères susmentionnés.

L'objet de cette discussion concerne les comportements de chaque type d'agent :

1 - L'Etat veut réduire la pauvreté monétaire des agents économiques de la petite activité La Pauvreté est une question complexe pour tout Etat qui voudrait la réduire. En effet, dans la résolution du problème d'insuffisance des infrastructures utiles au Bien-être de la Population l'Etat a besoin de ressources financières suffisantes. Or nous savons que le taux de pression fiscale est faible à Madagascar, environ 11%. Par ailleurs, la capacité de recouvrement des impôts et taxes de l'Administration Fiscale est faible. L'élargissement de l'assiette fiscale reste problématique malgré le fait qu'il figure parmi les objectifs annuels et que des ressources financières y sont allouées et affectées à chaque élaboration des budgets ;

Quelles dispositions bancaires et/ou des IMF pourraient intéresser les agents économiques des petites activités ? Les dispositions bancaires actuels ne permettent pas à ceux qui ne possèdent pas de garantis suffisants d'avoir accès au crédit. Ensuite, le manque de confiance des banquiers envers les agents des petites activités accroit l'aversion au risque des banquiers et des IMF.

Comment l'Etat pourrait-il aider les banques et les IMF afin que ces institutions soient moins averses au risque ?

- Offrir des opportunités d'accès aux capitaux à risque aux banques et aux IMF qui voudront bien 'occuper du développement des petites activités ? Sachant que cela vont augmenter les charges de travail de ces institutions qui seront obligées soit d'augmenter le prix de leur services auprès des clients a moindre risque soit de recruter du personnel voir créer des directions et/ou agences ce qui devrait les rendre moins compétitive puisque leurs charges aussi bien de contrôle que salaires seront revus à la hausse

Les Bailleurs des IMF devront augmenter leurs enveloppes budgétaires de capitaux à risque. Comme ces lignes de crédit font partis de projets a plus grand échelle, il se peut que cette réduction de la pauvreté deviendrait une priorité moindre puisque ses impacts positifs ne se manifeste que sur une longue période à cause des comportements de demandeurs d'assistance des agents de la petite activité :

- les entrepreneurs opérant dans les petites activités ont des décideurs qui pensent que l'Etat doit les aider. Confondant l'Etat a un organisme caritatif, ils ne se sentent pas obligés de rembourser leurs emprunts

- les entrepreneurs des petites activités ne sont pas motiver pour augmenter leur chiffre d'affaires de peur de subir des pressions de la part de leur famille [demande d'aide, peur de sorcellerie, …] ou bien de la part des bandits. Dans ces conditions, ils ne seront qu'arbitrairement solvables

2 – Les Bailleurs et/ou les Institutions de la Microfinance veulent aider l'Etat à accroitre la formalisation de l'économie

- si l'objectif de tout Etat est d'augmenter ses recettes fiscales, une des stratégies possible d'élargissement de l'assiette fiscale est d'inciter les agents des activités informelles à les formaliser.

3 – Les agents économiques des petites activités veulent à la fois bénéficier des Biens Publics fournis par l'Etat ou les Collectivités et ne pas payer des impôts

La Réduction de la Pauvreté Monétaire se fixe pour objectif d'accroitre l'accès des acteurs monétairement pauvres aux Biens de Club comme le crédit. En effet, peu de demandeurs ont accès au crédit puisque ce sont les banques qui contrôlent l'octroi de crédit. Le fait qu'il y ait des asymétries d'information accroit la difficulté pour les banquiers de prêter des fonds aux agents de faible capacité de remboursement. Par ailleurs, il est complètement difficile de contrôler les petites activités informelles de par leur nombre. Ensuite, ces acteurs n'ont pas de comptes bancaires, puisque la plupart sont analphabètes. Ils ont peur d'entrer dans des bureaux qui leur proposent de remplir des formulaires dont ils ignorent le contenu. Ils ont peur de se faire piéger. Aussi, ils préfèrent demander les services des prêteurs informels qui leur proposent des taux d'au moins 100% avec échéance courte. Enfin, ils pensent que les crédits sont plus chers chez les banquiers que chez les prêteurs informels.

Si nous nous fixons pour objectif d'accroitre l'accès des acteurs monétairement pauvre aux crédits des IMF, nous devrons assurer la sécurité à la fois des investissements que des Biens et Services des emprunteurs.

Question : quel serait le comportement rationnel de l'Etat et des Bailleurs face à la croissance à la pauvreté ? L'Etat et les Bailleurs de Fonds doivent inciter les IMF à accorder des Crédits aux populations cibles : les femmes seules monétairement pauvres, les jeunes chômeurs qui exercent des activités informelles. En effet, pour augmenter la contribution des petites activités jusque-là informel au PIB, il faudrait mettre ne œuvre une stratégie aussi bien de formalisation des micro-activités d'une part, et de baisse du taux d'intérêt des prêts destinés à financer les petites activités et réduire les risques des IMF en leur accordant des capitaux à risque a taux d'intérêt voisin zéro, d'autre part ;

- Les IMF qui exécutent les dispositions du microcrédit doivent adopter de nouvelles approches autre que les crédits solidaires [communication pour une meilleure incitation des pauvres à intégrer le secteur formel ou bien à déposer une partie de leurs avoirs à la banque ou dans une agence de IMF, avoir une politique de mobilisation de l'épargne pour un accroissement des dépôts,]

- Les petits emprunteurs demandeurs de crédit doivent fournir des renseignements fiables par rapport à leur capacité de financement, à leur activités et au développement probable de celles-ci, fournir les garantis de la part des collectivités décentralisées et/ou des entreprises partenaires [complémentarité, etc.]

Soutenabilité Economique des microcrédits

- **Macroéconomique :**

Dans l'hypothèse où les IMF et les agents économiques des petites activités œuvrent dans le respect des termes des contrats dans un souci de rentabilisation des investissements respectifs :

- L'Etat – par le biais de la Banque Centrale et/ou du Trésor Public – offre une enveloppe financière aux IMF pour constituer un actif destiné aux agents économiques des petites activités. Si cette enveloppe est obtenue par un accroissement du déficit budgétaire, il est évident que l'Etat doit recouvrir soit à une augmentation des impôts pour rembourser cet emprunt [par une demande d'avance de la Banque Centrale ou bien par émission de titre du Trésor Public auprès des Institutions Financières (Banques, Assurances)]

- Les Bailleurs [multilatéraux ou bilatéraux] peuvent avoir des lignes de crédit pour aider l'Etat ou directement les IMF afin d'atteindre les objectifs relatifs à la réduction de la pauvreté monétaire.

Dans l'hypothèse où l'une des entités ne respecte pas les termes du contrat de prêt – emprunt

- L'Etat sanctionne le fautif par de lourdes sanctions plus élevé que celui que le partenaire gagnerait s'il respectait les termes du contrat

- Les Bailleurs arrête de financer les emprunts aux prêteurs tout en obligeant ce dernier à ne plus emprunter aux clients douteux.

Ces interventions de l'Etat et des Bailleurs pour financer les crédits destinés aux agents des petites activités permettront à ces derniers de participer à la hausse du PIB par le biais de la hausse au moins dans un premier temps des salaires [consommation des Biens et Services], des impôts et taxes [TVA] et celle des intérêts perçus par les Banques et les IMF. Cela va contribuer a l'augmentation du PIB par tête. C'est à travers ces hausses que nous arriverons à dire si le financement des activités des IMF est soutenable du point de vue macroéconomique ou non.

Le PIB étant la somme des Valeurs Ajoutées, cette dernière et composée par les Salaires, les Intérêts, les Cotisations Sociale, etc. Les salaires serviront à consommer les produits. Cette consommation sera appréciée par le volume total des TVA perçues et des intérêts payés par les consommateurs. Cette croissance du PIB sera soutenable si les composantes ne causent une croissance des importations qui vont concurrencer la production locale.

La baisse du taux de pauvreté monétaire définira aussi bien la profondeur que l'inclusivité de l'octroi de crédit, puisqu'il a affecté une partie importante de la population monétairement pauvre

Si les IMF créent un climat propice de confiance, les petites activités prolifèreront et conduit par conséquent à des incertitudes concernant les opérations diverses d'octroi du crédit ;

Si les Pauvres acquièrent plus de confiance dans la croissance des investissements, le marché du crédit va réduire leurs aversions aux risques. A court et moyen termes les chiffres d'affaires des IMF vont croitre.

La soutenabilité macroéconomique se trouve aussi dans la capacité de l'économie à préserver l'environnement des secteurs d'activité où opèrent les petites activités à travers la libre concurrence

Les déficits budgétaires important conduit systématiquement a l'Inflation a cause de cette création monétaire. Il s'agit par exemple d'une augmentation de la dette intérieure de l'Etat : émission de titres publics [bons du Trésor]

La Capacité d'endettement de l'Etat augmentera jusqu'à un certain seuil. Il en résulte qu'à l'échéance tout dépendra du volume de la dette à payer.

- **Microéconomique :**

La soutenabilité microéconomique concerne la capacité des unités de production à rembourser les emprunt et à la capacité des IMF aussi bien à recouvrer les prêts qu'à rembourser ses dettes de moyen et long termes. Face au marché des Biens et Services, les agents des petites activités doivent choisir les sous-secteurs et les places où ils vont travailler. Ils choisiront également – selon l'intensité de la concurrence – le volume de leurs offres.

Face à l'intensification de la concurrence les petits producteurs doivent recourir à des innovations qui leur permettent d'y faire face. La soutenabilité microéconomique a trait également à entretenir la productivité des facteurs comme le travail et celle du capital investi. Il est donc important de faire un calcul coûts – avantages dans le rapport Capital – Travail.

- **Mésoéconomique :**

La soutenabilité mésoéconomique concerne l'appréciation positive des contributions au PIB de chaque maille de la filière de production. Le système de production, le système de transformation, le système de distribution de la filière doivent être compatibles et cohérentes dans leurs dynamiques pour garantir la soutenabilité.

Quelles ressources pour financer le développement du secteur de la microfinance ?

Face à une amplification de la pauvreté monétaire à Madagascar, la Microfinance doit répondre à une demande de plus en plus croissante. Dans ces conditions, la Microfinance a un besoin considérable de fonds additionnels. Cela signifie que :

- les fonds propres des institutions de microfinance (IMF) doivent être renforcés ;
- les investisseurs privés – qui s'engagent quand certaines conditions sont réunies – peuvent jouer un rôle essentiel dans ce développement.

En ce qui concerne les fonds empruntés, si le recours aux marchés mondiaux ne semble pas être une solution, la mobilisation des dépôts du public et l'endettement bancaire sont en revanche indispensables pour répondre aux besoins actuels. Dans une moindre mesure, les

bailleurs de fonds sont aussi appelés à appuyer la croissance du secteur de la Microfinance. Il me semble évident que, pour parvenir à mobiliser toutes ces sources de financement, les IMF doivent s'hybrider, alliant au mieux mission sociale et recherche de profit.

CONCLUSION PARTIELLE

On a beaucoup écrit sur l'impact de la microfinance sur la pauvreté et le bien-être au niveau des ménages, mais on sait peu de choses sur son impact macroéconomique. Le présent document fait une tentative pionnière pour estimer l'impact macro de la microfinance au Bangladesh. L'expansion de la microfinance constitue une dimension importante du développement financier, qui peut affecter l'économie réelle à travers de multiples canaux. Le présent article examine comment la microfinance a affecté le produit intérieur brut (PIB) du Bengladesh en opérant à travers un certain nombre de canaux : le PIB, la DCFM et le SIFIM.

L'espoir suscité par l'émergence et le développement des institutions de microfinance en tant qu'intermédiaires financiers permettant l'accès au crédit pour un plus grand nombre, ainsi que les performances liées à un cadre réglementaire amélioré et une professionnalisation accrue légitiment des attentes en termes d'impact sur le développement économique. Si au niveau des bénéficiaires les enquêtes montrent que le microcrédit améliore généralement leur bien-être, il existe peu de recherche essayant de mettre de mettre en évidence son impact macroéconomique dans le contexte spécifique de Madagascar. C'est cette problématique que nous avons essayé d'aborder ici à travers la question de l'impact de la microfinance sur la croissance économique à Madagascar.

Pour apporter un éclairage à cette interrogation, nous avons utilisé un modèle économétrique dans lequel nous avons introduit une variable relative à la microfinance : Le SIFIM.

Cette thèse nous a mené vers une discussion normative qui pourrait servir de base à l'élaboration des politiques économiques dont l'objectif est de réduire la pauvreté. En particulier, ces discussions nous conduisent à considérer les dimensions de soutenabilité et de profondeur du système de Microfinance comme fondement de l'inclusion financière à long terme. Enfin, cette thèse tentera de vérifier et discuter l'efficacité des pratiques des Institutions de Microfinances [IMF] pour développer les petites activités des couches de population vulnérables et/ou pauvre à Madagascar.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La lutte contre la pauvreté constitue une préoccupation nationale et internationale depuis le début des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur le fait que la pauvreté n'est pas seulement un phénomène monétaire, elle est un phénomène pluridimensionnel, c'est pourquoi la lutte contre ce fléau nécessite des solutions multisectorielles. La microfinance a été créée pour participer à l'effort de lutte contre la pauvreté dans le monde et être un levier de développement. C'est un espoir pour beaucoup des pauvres des pays en développement et des pays développés. Les politiques précédentes de lutte contre la pauvreté ont montré leurs limites. A cet égard, elle constitue une stratégie innovante en facilitant l'accès au crédit à ces tranches de la population exclues du système bancaire. Cependant, la microfinance, pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'intermédiation financière et faire réintégrer les exclus du système bancaire, doit maitriser les risques de défaut et assurer la viabilité des institutions.

Le système bancaire, pour faire face au problème de risque de défaut, exige une garantie et une bonne situation financière et sociale de l'emprunteur pour pouvoir mieux sélectionner les projets rentables. Les clients ne pouvant pas fournir ces garanties se voient exclus du crédit bancaire. De plus, les banques ne trouvent pas rentables le financement des petits projets avec des petits montants. Cette exclusion constitue un obstacle à l'investissement et donc à la croissance économique. De ce fait, des projets rentables initiés par des pauvres ne pourront pas bénéficier d'investissement du fait de manque de garantie.

La microfinance, pour maitriser ses risques de contrepartie, a adopté des mécanismes adaptés à la situation sociale et financière des pauvres clients. Ces mécanismes qui sont la garantie solidaire ou encore les prêts progressifs permettent de contourner les problèmes d'asymétries d'information afin d'améliorer le remboursement des crédits. La caution solidaire constitue un puissant instrument pour les pauvres ne disposant pas de garantie matérielle. Ce qui permet de surmonter les problèmes d'asymétries ex ante et ex post.

Ces différents mécanismes mis en œuvre par la microfinance ont démontré leur efficacité à la fois théorique mais aussi pratique. De nombreuses études d'impact ont été réalisées dans le monde pour savoir si la microfinance a réellement un impact positif sur la condition socio-économique des clients. D'un autre côté, certains ont vu un impact positif de la microfinance permettant de favoriser l'auto emploi et la promotion des petites entreprises. De l'autre, des études montrant les limites de la microfinance dans sa lutte contre la pauvreté qui

conduit des fois à un surendettement des participants aux programmes. Elle n'arrive pas à atteindre suffisamment les pauvres et notamment les plus pauvres des pauvres. D'autant plus que ces pauvres ne pourront pas devenir tous des entrepreneurs.

Madagascar ne peut pas échapper aux réalités citées ci-dessus. La microfinance malgache est née dans les années 1990. Le but de sa création était de contrebalancer le système bancaire traditionnel, alors défaillant. Plus précisément, la microfinance a été créée à Madagascar, tout d'abord, à favoriser l'accès des petits producteurs exclus du circuit bancaire à des services financiers de proximité et adaptés à la taille de leurs activités, et ensuite à réaliser une meilleure collecte de l'épargne des ménages et petits entrepreneurs pour la réinjecter dans le circuit économique. Aujourd'hui, la microfinance a réussi à se développer de manière considérable à Madagascar. Cependant, son impact sur les populations les plus précarisées et exclues est discutable et régulièrement remis en question. Face à cette réalité, est-ce nous pouvons dire que la microfinance est vraiment un outil de réduction de la pauvreté ou elle est seulement un outil d'inclusion financière?

L'objectif principal de cette thèse a consisté à fournir des éléments de réponses quant à l'impact réel de la microfinance sur la réduction de la pauvreté à Madagascar. Plus spécifiquement, la thèse a visé à analyser l'apport de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté. La thèse s'est aussi penchée sur l'analyse des déterminants de l'accès aux microfinances.

Afin d'asseoir ce travail de recherche sur une base solide, la première partie de cette thèse a été consacrée essentiellement à la construction des fondements théoriques de la thèse. Pour ce faire, nous avons effectué des analyses théoriques sur la pauvreté, la microfinance, ainsi que la relation entre les deux, et enfin la présentation des méthodes que nous avons adoptées pour étudier la relation entre la pauvreté et la microfinance.

L'analyse théorique de la pauvreté nous a fait voir que la pauvreté ne peut pas être vue dans une seule dimension. Ce phénomène est complexe et multidimensionnel. Beaucoup d'approches ont élaborées pour appréhender la pauvreté. Dans cette thèse, nous avons vu essentiellement trois approches: approche monétaire qui voit la pauvreté comme un manque d'utilité «faible consommation ou revenu», approche par conditions de vie qui définit la pauvreté comme un manque de besoins essentiels pour vivre indécemment, et approche par capacités qui définit comme un manque de fonctionnements pour mener une vie décente. Nous avons vu également que les méthodes de mesure de la pauvreté existent sous deux approches:

axiomatiques et non axiomatiques. Les approches axiomatiques sont basées sur des hypothèses et sont essentiellement appliquées pour agréger la pauvreté monétaire et les indicateurs de pauvreté non monétaire «score». Les approches non axiomatiques sont constru ites sans hypothèses et sont appliquées essentiellement pour mesurer la pauvreté non monétaire. Enfin, nous avons vu les intérêts de la décomposition de la pauvreté et la théorie de la dominance stochastique dans l'analyse et l'élaboration de la pauvreté.

Ce travail a nécessité également un enrichissement de la revue de la littérature relative à la microfinance. Premièrement, nous avons étudié les raisons qui poussent à la création de la microfinance. Dans notre investigation, on a constaté les raisons suivant: (i) les coûts de transaction sont élevés pour les pauvres et les banques traditionnelles les abandonnent; (ii) de même, l'asymétrie d'information est élevé pour les pauvres; (iii) utilisé la microfinance comme un instrument de réduction de la pauvreté; (iv) les pauvres sont les plus exposés aux risques (financier, opérationnel,…); et enfin (v) les pauvres n'ont pas de collatéraux. Deuxièmement, dans ce travail, nous avons vu que la microfinance a évolué de manière considérable depuis son apparition. Cette évolution peut être vue sous différent angle: (i) en termes d'institution, la microfinance a passé d'une institution mutualiste à une institution non mutualiste, d'une institution à vocation sociale vers une institution à vocation commerciale; (ii) les services offerts ont aussi changé jusqu'à l'octroi de l'assurance, de formation, de transfert,…; enfin (iii) d'autres institutions que la microfinance comme les mobiles banking, et les ONG offrent également de microcrédits. Troisièmement, nous avons établi un état des lieux de la microfinance à Madagascar. Cet état des lieux nous a fait savoir que la microfinance à Madagascar a connu également une émergence. Beaucoup d'acteurs comme le gouvernement et les bailleurs de fonds ont contribué à cette émergence.

Le troisième chapitre de cette thèse constitue le fondement théorique de cette thèse. Primo, nous avons vu que le débat autour de l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté n'est pas récente. Ce débat s'est opposé déjà entre les welfaristes et les institutionnalistes. Les welfaristes pensent que pour atteindre l'objectif d'être un instrument de réduction de la pauvreté, la microfinance doit atteindre au maximium les pauvres. Pour les institutionnalistes, même si la microfinance ne peut pas atteindre qu'une partie des pauvres, il faut avoir une institution forte et viable. Secundo, cette thèse nous a permis de survoler les différentes d'étude d'impact, à savoir les méthodes quasi-expérimentales, les méthodes expérimentales, les méthodes mixtes et enfin les méthodes minimalistes. Compte tenu des contraintes temporelles, statistiques, financières ou autres qui se heurtent à nous, on n'a pas pu

appliquer l'une ou une combinaison de ces méthodes dans cette thèse. A cet effet, nous avons élaboré notre propre méthodologie qui se divise en trois approches (factorielle, descriptive et économétrique):

(i) L'approche factorielle sert à employer l'analyse factorielle discriminante pour savoir si les consommations de ménages discriminent les inclus financièrement aux non-inclus;

(ii) L'approche descriptive sert à exploiter les graphiques, les synthèses sous forme tableau et les indicateurs et outils statistiques (corrélation, analyse des variances, test d'indépendance) pour justifier l'existence de la relation entre la pauvreté et la microfinance ;

(iii) L'approche économétrique est classée comme une méthode rigoureuse qui sert à employer la régression logistique pour savoir la contribution de la microfinance dans la réduction de la pauvreté et également dans la détermination des variables qui conditionnent l'accès aux microfinances.

Les objectifs principaux de cette thèse consistaient à appliquer les approchées descriptive, factorielle et économétrique pour vérifier les hypothèses que nous avons avancées dans ce travail, à savoir:

H1 : « La pauvreté à Madagascar n'est pas seulement monétaire ».

H2 : « L'accès d'un ménage à une microfinance permet d'améliorer son bien-être (monétaire ou conditions de vie), même si cet impact est minime ».

H3 : « Inversement, l'accès à la microfinance influe positivement sur les conditions de vie des ménages ».

H4 : « Une contribution positive des IMFs à la réduction de la pauvreté conduit à une progression positive de la croissance économique, mesurée à travers les agrégats macroéconomiques »

H5 : « les IMFs contribuent positivement à l'inclusion financière à travers le service financier rendu aux ménages ».

Pour vérifier la première hypothèse de cette thèse, nous avons construit deux indices de pauvreté non monétaire en choisissant l'approche par conditions de vie. Le premier indice est élaboré à partir de données Nopoor et le deuxième par celles de Finscope concernant les variables sociodémographiques, inclusions financières et actifs détenus par les ménages. La

plupart des variables choisies dans les deux enquêtes ont vérifié le critère de COPA comme garant de l'existence de deux indices de pauvreté non monétaire. A partir de ces deux indices, nous avons établi le profil de la pauvreté non monétaire à Madagascar. Les deux profils obtenus à partir de deux indices nous ont montré que la pauvreté non monétaire existe bien à Madagascar (environ 80% de ménages malgaches sont affectés par ce type de pauvreté) et que son incidence est différente selon les caractéristiques suivantes: la localité (rurale/urbaine), le niveau d'instruction, l'inclusion financière et la taille de ménage. Ainsi, la première hypothèse de cette thèse est vérifiée.

Pour vérifier la deuxième hypothèse qui constitue l'hypothèse principale de cette thèse, nous avons utilisé les trois approches définies dans la méthodologie. D'abord, nous avons exploré à partir de méthodes telles que la synthèse sous forme de tableau et de graphique et l'utilisation des outils statistiques (analyse des variances, corrélation et test d'indépendance) les données de deux enquêtes pour décrypter préalablement la relation entre la pauvreté et la microfinance. Cette analyse préalable nous a fait voir les principaux résultats suivants: (i) l'impact de la microfinance est surtout vu au niveau de la consommation, la production et la vente ; (ii) la satisfaction des ménages par rapports services offerts par les IMF est faible; (iii) la corrélation entre le niveau et l'inclusion financière est non nul; (iv) les conditions de vie de ménage et l'accès aux microfinances sont dépendants; et enfin (v) les ménages inclus dans une IMF et ceux non inclus ont en moyenne de conditions de vie différentes. Ces résultats issus de l'approche descriptive nous ont donné l'intérêt d'étudier par d'autres approches la relation entre la pauvreté et la microfinance. Ainsi, la deuxième hypothèse de cette thèse est vérifiée.

Ensuite, nous avons également exploré la relation entre la pauvreté et la microfinance à partir de l'analyse factorielle discriminante pour confirmer la différence constatée dans l'approche descriptive concernant les conditions de vie de ménages inclus dans la microfinance et ceux qui sont exclus. L'objectif de cette approche factorielle était de savoir si les consommations de ménages arrivent à discriminer les clients d'une IMF aux non clients. Pour les deux enquêtes, nous avons trouvé que les consommations de ménages ont le pouvoir discriminant de ménages appartenant à une IMF ou non. Nous avons conclu alors que les consommations d'un ménages membre d'une IMF et celui qui n'est pas membre sont différentes.

Ainsi, il existe une relation entre la pauvreté monétaire et la microfinance. Les approches descriptive et factorielle nous ont permis de comparer la situation de pauvreté (conditions de vie ou consommation) entre un ménage inclus dans une microfinance et celui qui est exclu.

Cependant, ces deux approches ne permettent pas d'affirmer ou infirmer que la microfinance a contribué à cette différence constatée. Donc, une étude approfondie est nécessaire.

Enfin, nous avons modélisé à partir du modèle logit les déterminants de la pauvreté monétaire et non monétaire pour savoir si la microfinance a un impact ou non sur la pauvreté. Pour la pauvreté non monétaire, nous avons utilisé les deux indices construits dans le premier chapitre. Des variables de contrôle comme exemple la taille de ménage, le niveau d'instruction et la localité ont ajoutées à la variable d'intérêt «inclusion financière» pour constituer les variables explicatives de chaque modèle logit (logit monétaire, logit Nopoor, logit Finscop). Les deux principaux résultats de cette approche sont: (i) la probabilité d'être pauvre «selon l'approche monétaire» est plus grande pour le ménage exclus d'une IMF que celui qui exclu; (ii) de même, la probabilité d'être pauvre «selon l'approche par conditions de vie» est plus grande pour le ménage exclus d'une IMF que celui qui exclu; et enfin (iii) les coefficients associés à chaque variable d'inclusion financière sont faibles au sens de la significativité. Ce qui confirme la deuxième hypothèse de cette thèse.

Tous les résultats que nous avons vus jusqu'à présent concernent le premier sens de la relation entre la pauvreté et la microfinance «Impact de la microfinance sur la pauvreté». Cependant, nous avons pensé que l'étude l'autre sens de la relation «La contribution de la condition de vie du ménage sur l'accès aux microfinances» semble nécessaire pour approfondir notre recherche.

Pour vérifier la troisième hypothèse de cette thèse, nous avons premièrement établi le profil des ménages inclus dans la microfinance. D'après cette analyse descriptive, nous avons conclu que l'accès à la microfinance est en relation avec les caractéristiques sociodémographiques (niveau d'instruction, taille, milieu de résidence,.. .) du ménage et son niveau de vie. L'étude approfondie «analyse économétrique» a également confirmé les résultats que nous avons constaté dans l'analyse descriptive. La microfinance cherche un minimum de garantie chez les clients pour assurer le remboursement de prêts obtenus. C'est pourquoi les conditions de vie des ménages sont des facteurs déterminants de l'accès aux microfinances. La dernière hypothèse est donc vérifiée.

Pour vérifier les deux dernières hypothèses, nous avons mis en évidence l'importance des IMFs sur le plan macroéconomique à Madagascar, la démarche adoptée consiste à compiler des estimations des agrégats des comptes nationaux pour disposer de la situation économique du pays en l'absence des institutions de micro-finance ; les écarts des estimations des agrégats

ainsi obtenus par rapport à leurs vraies valeurs – c.-à-d. en présence des IMFs – servent à mesurer l'impact macroéconomique de ces dernières.

Les expériences des pays pionniers dans la priorisation de la politique de l'inclusion financière, notamment celui du Bengladesh, ont permis de mettre en exergue le rôle déterminant des Institutions de Micro-Finance (IMFs) et leurs contributions effectives pour la réalisation de cette politique ; les IMFs impactent positivement le Produit Intérieur Brut (PIB) du Bengladesh de l'ordre de 8,9 à 11,9%.

L'on se propose de mener une analyse similaire pour Madagascar en présentant un essai de modélisation permettant de donner les estimations de l'impact macroéconomique de la micro-finance. On a utilisé un modèle statique du Tableau Ressources-Emplois (TRE) à partir des données des nouveaux comptes nationaux de 2007. L'énoncé de l'hypothèse d'absence de la micro-finance étant traduit en chocs de demande qui, à travers plusieurs canaux de transmissions, affectent les niveaux des principaux agrégats des comptes nationaux tels que le PIB, les Dépenses de Consommation Finale des Ménages (DCFM), et le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) rendu aux ménages ; il s'agit d'un choc de demande intermédiaire de SIFIM – une baisse de 7,7% de la consommation intermédiaire de SIFIM – en l'absence des IMFs.

Le modèle TRE permet de capter ces canaux de transmissions et reproduit fidèlement les effets des chocs sur l'ensemble des unités institutionnelles de l'économie Malagasy. Les résultats des estimations ainsi établies montrent que les IMFs apportent des impulsions de 0,2 à 0,3% au PIB de Madagascar suivant les hypothèses sur les exportations. Les activités agricoles, le commerce, le service aux entreprises, les activités des institutions financières sont les plus sensibles aux impulsions de la micro-finance, dont les contributions à l'impact des IMFs au PIB sont respectivement de 5,6%, 6,6%, 20,4% et 42,6%. Les impacts sur le DCFM sont de l'ordre de 0,1 à 0,3% et le SIFIM rendue aux ménages est de surcroît augmenté de 8,4%. Notons également que le SIFIM gagne en importance dans la consommation finale des ménages moyens ; la part de celui-ci dans les dépenses de consommations de ces ménages passe de 0,69% à 0,75% grâce aux IMFs. Ces résultats traduisent que les IMFs contribuent au développement économique et sociale de Madagascar à travers le développement financier et l'inclusion financière ce qui permettent de valider les deux dernières hypothèses.

En terme d'apports théoriques, la présente thèse contribue à nourrir les réflexions - par le biais d'une analyse d'impact de l'accès à la microfinance focalisée sur les impacts et sur les

caractéristiques de la Pauvreté – concernant le développement des Micro-Activité Economiques des ménages pauvres et à apprécier la portée des différentes contributions scientifiques des chercheurs impliqués dans la mise en relation entre la Micro-Finance et la Pauvreté tout en les rapportant aux cas observés à Madagascar.

Cette thèse analyse et évalue les besoins financiers– des Ménages Pauvres - à travers leur Demande de Produits et de Services que pourrait fournir par la Microfinance. Jusqu'à aujourd'hui, peu d'études théoriques touchant ces besoins – à Madagascar - sont disponibles concernant le niveau national. Il est par conséquent indispensable de remédier à ce manque à travers un approfondissement des discussions induites par le traitement des données disponibles. En effet, ces discussions permettraient d'avancer dans toutes les réflexions théoriques [économiques, sociologiques et politiques] concernant la réduction de la vulnérabilité des ménages pauvres.

En particulier, nous avons abordé les questions liées à la Soutenabilité et à la Profondeur du système de Micro-Finance. Car il s'agit non seulement d'offrir des Produits et des Services mais aussi se préoccuper de l'apparition de la pérennité du système. Par ailleurs, il nous semble être indispensable d'avoir des Services capables d'atteindre tous les ménages pauvres qui vivent dans les zones les plus reculées de Madagascar, tout en ayant un regard sur la solvabilité des demandeurs de micro-crédits.

Enfin, cette thèse propose – à partir d'une discussion normative – des scénarii que les décideurs politiques et financiers pourraient utiliser dans la mise en place d'un système de micro-finance approprié aux besoins des ménages malagasy pauvres et crédible du point de vue des investisseurs financiers potentiels.

Pour les apports empiriques, les contributions de cette thèse ont été surtout aussi empiriques. Dans le processus de traitement des données disponibles, nous avons mis en avant :

- Deux indices de pauvreté non monétaire propre à Madagascar. Il s'agit des caractéristiques aux biens essentiels au bien-être : habitat, éducation, énergies, équipements, informations, transport et communication ;
- Les impacts de la microfinance sur les Conditions de Vie et les Revenus des Ménages qui nous ont conduits au fait que les cibles de la microfinance reposent sur l'accessibilité au micro-crédit ;
- L'importance de la microfinance à Madagascar que nous avons mesurée à partir de son impact macroéconomique. Nous avons utilisé les agrégats (PIB, DCFM et SIFIM) des

comptes nationaux pour apprécier les écarts des estimations par rapport à leurs vraies valeurs.

Quant aux apports méthodologiques, nous avons procédé à une revue bibliographique des théories concernant la pauvreté monétaire et non monétaire, la soutenabilité, la profondeur et l'inclusivité d'un système ; nous avons fait une collecte des informations disponibles qui nous a permis de faire un traitement statistique – quantitatif et qualitatif- des données des enquêtes au niveau national (entretiens avec les IMFs et les bénéficiaires). Nous avons tenu compte des agrégats fournis par les Comptes Nationaux de la Comptabilité Nationale de Madagascar. Nous avons aussi utilisé plusieurs logiciels de traitement informatique des données, notamment les Analyses Factorielles (ACM et AFD), Descriptive et les Modèles Économétriques.

Toutes les hypothèses sont vérifiées mais les impacts sont minimes.

- Au niveau microéconomique, le secteur de la microfinance a un impact positif sur la réduction de la pauvreté (monétaire, non monétaire). Mais cet impact est faible.
- Au niveau macroéconomique, les IMFs contribuent au développement économique et social de Madagascar à travers le développement financier et l'inclusion financière (0,2 à 0,3% au PIB)
- La microfinance contribue fortement dans l'inclusion financière (indirectement dans la réduction de la pauvreté du fait que l'exclusion financière est considérée comme une certaine forme de pauvreté).

En ce qui concerne les limites de la thèse, nous n'avons pu mener une étude d'impact proprement dite « expérimentale ou quasi-expérimentale » pour répondre à la question principale de cette thèse. Nous avons donc adopté des approches qui correspondent à nos moyens et également jugées efficaces au sens théorique et empirique (Limites par rapport aux données disponibles et à la méthode traitement et à l'analyse). La collecte de données est certainement basée un échantillonnage aléatoire. Toutefois, ce mode d'échantillonnage a créé deux problèmes majeurs: (i) le taux d'inclusion dans la microfinance à Madagascar est faible, alors le nombre de ménages appartenant à la microfinance est forcément minime. Donc, l'évaluation de l'impact de la microfinance sera difficile; et (ii) Nous avons vu que la microfinance sélectionne les ménages ayant le minimum de garantie pour assurer le remboursement du prêt. Ainsi, les ménages membre d'une IMF sélectionnés dans l'échantillon peuvent être de ménages qui ont déjà de meilleures conditions de vie. Ce qui peut entraîner une estimation biaisée de l'impact de la microfinance dans notre analyse. Notre ambition dans cette

thèse est de réaliser une étude d'impact proprement dite afin d'isoler la contribution de la microfinance dans l'amélioration de conditions de vie des ménages. Or, cette ambition est difficile à réaliser, compte tenu des contraintes temporelle et financière.

Une autre limite est liée au manque de certaines variables dans les deux enquêtes. Par exemple, la variable «volume du crédit» ne figure pas dans ces deux enquêtes. Or, cette variable constitue un déterminant important dans l'analyse de l'impact de la microfinance.

Pour les limites par rapport au champ d'analyse : notre thèse est surtout focalisée sur la demande de services financiers c'est-à-dire de l'analyse de l'impact du service de la microfinance au niveau du bénéficiaire et de facteurs qui déterminent l'accès à la microfinance ; et non sur l'offre du fait de manque des données (une enquête sur l'offre organisée par FINSCOPE est en cours). Il s'agit d'une analyse réduite du marché du microcrédit, Nous avons l'intention de poursuivre cette recherche en HDR.

En conséquence de diverses études que nous avons entrepris jusque-là, nous pensons qu'on peut maintenant fournir quelques éléments de réponse à la question principale de cette thèse:

(i) La microfinance constitue un instrument de réduction de la pauvreté à Madagascar, mais l'efficacité de cet instrument est limitée pour les pauvres. En effet, les résultats de notre étude ont montré que l'accès à la microfinance a un impact sur les conditions de vie de ménages. Cependant, nous avons constaté que les institutions de microfinance ne peuvent pas atteindre les plus pauvres. En effet, ces derniers ne disposent pas de collatéraux pour garantir le remboursement de prêts.

(ii) La microfinance est un instrument d'inclusion financière à Madagascar, mais l'efficacité de cet instrument est limitée pour les pauvres. Or, la microfinance a été créée pour servir les pauvres qui sont exclus du système financier traditionnel afin qu'ils puissent sortir du cercle de la pauvreté.

Pour améliorer l'efficacité de l'intervention de la microfinance dans la réduction de la pauvreté, nous pensons les éléments suivants méritent d'être étudiés:

(i) Développer le crédit solidaire

(ii) Renforcer l'éducation financière

(iii) Repenser l'approche mixte « Maitrise de l'arbitrage entre la performance sociale et la performance financière» de la mission principale et originale de la microfinance à Madagascar.

BIBLIOGRAPHIE

Amin Samandari, *(*2013*),* Comment le microcrédit affecte-t-il la structure sociale et les valeurs morales *dans une communauté ?*

Andrea Kora « Indicateurs de développement, de pauvreté et de genre », CIPPA-Développement et indicateurs, vol. I, 2012-2013, No 3.

Arrassen, W. « Quelles leçons tirées des expériences des pays en développement ? ». Thèse doctorat soutenue publiquement le 04 juillet 2013 à l'Université Paris-Dauphine.

Asselin, L.M (2002), "Pauvreté Multidimensionnelle", Institut de Mathématique Gauss, Quebec, Canada. Pages 89-96.

Ayi Ayayi; Ph.D, Christine Noël. Défis et perspectives de la recherche en microfinance.

Bagehot, W. (1873) Lombard Street: A Description of the Money Market. London: H.S. King.

Baker, J.L. «Evaluation de l'Impact des Projets de Développement sur la Pauvreté: Manuel à l'Attention des Praticiens». Washington, D.C: Banque Mondiale, 2000.

Baromètre 2016 de la microfinance, Objectifs de développement durable : quels enjeux pour la microfinance ?

Barthélémy, J-C. et Varoudakis (1996) Politiques de développement financier et croissance. Editions OCDE.

Bédécarrats, F. «La microfinance entre utilité sociale et performances financières: Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialisé». Thèse doctorat soutenue publiquement le 22 juin 2012 à l'Université Paris I Sorbonne.

Benhabib, Jess, and Mark M. Spiegel (2000) "The Role of Financial Development in Growth and Investment." Journal of Economic Growth, 5 (December) pp. 341-360.

Bernard T., Delarue J., Naudet J. «On 'Nailing' what works through impact evaluation: Lesson from experience at AFD». Mimeo, 2011.

Berthélémy J. et A.Varoudakis, (1998) Développement financier, réformes financières et croissance: Une approche en données de panel, Revue Economique, 49 (1).

Betty WAMPFLER, La centralisation des risques : une nécessité pour la microfinance ?, BIM - 16 novembre 2004

Bhatia, J., Khatkhate, R. (1975) Financial Intermediation, Savings Mobilization and Entrepreneurial Development: The African Experience. IMF Staff Papers, 22 (1), pp 132-158.

Buckley, G. (1997), 'Microfinance in Africa: Is it either the Problem or the Solution?' World Development 25(7):1081-1093

Buckley, G. (1997), 'Microfinance in Africa: Is it Either the Problem or the Solution?' World Development 25(7):1081-1093

Burger, M. (1989), 'Giving Women Credit: The Strengths and Limitations of Credit as a Tool for Alleviating Poverty'. World Development 17(7):1017-1032.

Cécile Lapenu, Manfred Zeller , Martin Greeley, Renée Chao-Béroff , Koenraad Verhagen. Performances sociales : Une raison d'être des institutions de microfinance...et pourtant encore peu mesurées.

Cerioli, A et Zani, S. (1990), « A Fuzzy Approach to the Measurement of Poverty», Income and Wealth Distribution, Inequality and Poverty, (eds) Dagum, C and Zenga, M studies in Contemporary Economics, Springer Verlap, Berlin, 114 pages.

CERISE. «L'évolution des enjeux et outils de l'analyse d'impact en microfinance». Techniques Financières et Développement, Epargne Sans Frontière No 70, Mars 2003, p. 21-42.

CERISE. «Social performance indicators initiative, phase 2: Audit of the social performance of microfinance institutions: The definition of a tool». Final Report and Main Finding of Phase 2, Paris, SDC, FPH, 2005.

Christine Westercamp, La microfinance, qu'est-ce que c'est ?

Christophe Hurlin, "Econométrie des variables qualitatives". Polycopié de cours dispensé à l'Université d'Orléans, Janvier 2003.

Claire Le Ster. «Revue de Littérature sur les Méthodologies d'Evaluation». Entrepreneurs du Monde, Février 2011.

Coleman, B.E. (1999), 'The Impact of Group Lending in Northeast Thailand', Journal of Development Economics 60:105-141.

Commission Européenne (CE). «Concevoir et appliquer des évaluation d'impact contrefactuelles». Luxembourg: CE, 2013.

Condé, L. (1999) Intermédiation financière et croissance économique dans l'UEMOA, mémoire de DEA-PTCI, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Coordination Nationale de la Microfinance, Stratégie Nationale de Finance Inclusive 2013-2017

Costa M., (2002), "A Multidimensional Approach to The Measurement of Poverty", IRISS WP 2002-05.

Davidson, R. et J.-Y. Duclos (2000), "Statistical Inference for Stochastic Dominance", Econometrica, 68, 1435-1464.

De Gregorio Jose and Guidotti Pablo E. (1995), "Financial Development and Economic Growth", World Development, vol 23, numéro 3, pp. 433-448.

De Gregorio, J. et Guidotti, P. E (1995) Financial Development and Economic Growth. World Development; 23 (3), 433-448.

Denis Fougère. «Les Méthodes Micro-Econométriques d'Evaluation». Notes d'Etudes et de Recherche de la Banque de France, NER-E # 166, Mars 2007.

Diagne, A. & M. Zeller (2001), 'Access to Credit and Welfare in Malawi.' IFPRI Research Report N° 116

Direction de la microfinance (DMF), (2011) Rapport d'évaluation à mi-parcours de la Lettre de politique sectorielle de la microfinance du Sénégal, septembre

DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE DE MICROFINANCE (DSNMF) 2004 – 2009,

Dossou, A. (2003) Microfinance, croissance et lutte contre la pauvreté. BCEAO/COFEB

Douala, Antisélection et Institutions de Microfinance, 11, 12 et 13 Septembre 2013

Eggoh, J; Villieu P, «Un réexamen de la non linéarité entre le développement financier et la croissance économique.» Working Paper N° 148, 2011.

Entrepreneur du Monde. «Présentation du PAT: Outil d'évaluation de la pauvreté». Rencontre Régional, Ghana 2011.

Eric Patrick Feubi Pamen and Jean Marie Gankou and Arnault Christian Emini (2010), « Dynamic of non monetary poverty in Cameroun between 2001 and 2007: multiple component analysis and stochastic dominance tests», MPRA Paper No. 32701.

Esso, L. J. (2009) Développement financier, croissance économique et inégalités des revenus entre les pays de l'UEMOA. CRES/FASEG, Série documents de recherche, n°17.

Fall, F. S., (2009) Complémentarité entre banques et les structures de microfinance en Afrique subsaharienne : une réflexion à partir des analyses de Richardson. CRES/FASEG, Série documents de recherche, n°18.

Fatou Quinet DIENG, La micro-assurance en marche : enjeux, mise en œuvre, innovations et perspectives

Flore Gubert François Roubaud, Analyser l'impact d'un projet de microfinance : l'exemple d'ADéFI à Madagascar

Florence Arestoff Baptiste Venet, Impact du mobile banking sur les comportements d'épargne et de transferts à Madagascar

Florent Bedecarrats, La microfinance entre utilité sociale et performances financières : Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialise

Foster, J. E., J. Greer et E. Thorbecke (1984), "A Class of Decomposable Poverty Measures",Econometrica, 52, 761-766.

François Doligez et al. «Evaluer et mesurer l'impact de la microfinance: Sortir de la double impasse». Cairn Info, Revue Tiers Monde, No 231, 2013.

Frédéric Lefebvre-Naré et al. «Etude sur la mesure d'impact des institutions de microfinance». Paris: Evalua, 2002.

Galindo Arturo, Fabio Schiantarelli, and Andrew Weiss (2002) "Does Financial Liberalization Improve the Allocation of Investment? Micro Evidence from Developing Countries." Working Paper, 503. Boston College.

Gertler, P. et al. «L'évaluation d'impact en pratique». Washington, D.C: Banque Mondiale, 2011.

Gouvernement Malagasy, Plan National de Développement, Madagascar, 2015-2019

Grameen Foundation (GF). «Piloting the PPI: A handbook for first time users of the Progress out of Poverty Index». Washington, D.C: GF, November 2012.

Hadar, J. and Russell, W. (1974). Stochastic dominance in choice under uncertainty. In

Hahn, J., P. Todd, W. Van der Klaauw. "Identification and Estimation of Treatment Effects with a Regression-Discontinuity Design". Econometrica, Vol 69, January 2001, 201-209.

Helms, B. (2006) La finance pour tous. Construire des systèmes financiers inclusifs. CGAP/Editions Saint-Martin.

Hennie Bester, Christine Hougaard, Directives pour les processus nationaux de développement du marché de la micro-assurance.

Hickson, R. (1999), 'Reaching Extreme Poverty: Financial Services for Very Poor People'. Office of Development Studies UN, 1999.

Hildegard Schürings, Réduction de la Pauvreté par la Microfinance? Analyse Participative des Clubs d'Epargne et de Crédit au Cameroun.

Holimalala Randriamanampisoa , Dynamique institutionnelle et émergence du microcrédit bancaire à Madagascar

Holimalala Randriamanampisoa, «Microcrédit et lutte contre la pauvreté en milieu rural malgache: une analyse par les capabilities». Management & Avenir N°46, 2011.

Imène BERGUIGA, « Performance sociale versus performance financière des institutions de microfinance »

Jean-Michel Servet, Banquiers aux pieds nus : la microfinance, Paris, Éditions Odile Jacob, 2006.

Juan Somavia, Directeur Général de l'OIT, Peu d'argent, grands changements : Les femmes et la microfinance, Rapport sur l'état de la campagne 2007 du Sommet sur le microcrédit

Julie ENJALBERT, ETHIQUE ET MICROFINANCE, Février 2009.

Kamala Eugène, «A quelles conditions les institutions de microfinance contribueront au développement économique des pays du Sud ? Quelques repères dans des pays francophones d'Afrique de l'Ouest.» Journées scientifiques du réseau " Analyse Economique et développement " AUF, 7 et 8 Septembre 2006, Paris – France.

Kamalan E. (2006) " Liens sociaux en Microfinance, des expériences institutionnelles de solidarité gagnant-gagnant: études de cas au Bénin", Colloque international : urgence, solidarité, gouvernanve et développement, XXIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde ARRAS, 22-24 mai 2006, France

Kamalan, E. (2006) Liens sociaux en Microfinance, des expériences institutionnelles de solidarité gagnant-gagnant : études de cas au Bénin, Colloque international : urgence, solidarité, gouvernance et développement, XXIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde ARRAS, 22-24 mai, France.

Khandker R.S et al. «Handbook on Impact Evaluation: Quantitative Methods and Practices». Washington, D.C: World Bank, 2010.

Khandker, R. (2003), 'Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh'. Policy Research Working Paper N° 2945, The World Bank

Khandker, S.R. & H.A. Samad (2013), 'Microfinance Growth and Poverty Reduction in Bangladesh: What does the Longitudinal Data Say?' Working Paper No. 16, Institute of Microfinance, Dhaka, Bangladesh.

King Robert G., and Ross Levine (1993) "Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right." Quarterly Journal of Economics, 108 (August) pp. 717-737.

King, R. et Levine, R. (1993). Finance and Growth: Schumpeter might be right. The Quarterly Journal of Economics, 108 (8), 717-737.

Kodjo Abalo, Importance de la microfinance dans le financement des microentreprises au Togo.

Koffi Sodokin , Approches institutionnalistes des inégalités en économie sociale.

Koffi Sodokin, La complémentarité de la "poverty lending approach" et de la "financial system approach" et lutte contre la pauvreté dans les P.E.D

Koloma, Y. "Différence de performance sociale des institutions de microfinance au Mali". GED-LARE-EFI, Document de Travail, No 157, 2010.

Korem, A. (2007) Approfondissement financier et croissance économique au Togo, Mémoire de DEA, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Kpodar, K. R. (2006). Développement financier et croissance économique : implication pour la réduction de la pauvreté, Thèse de Doctorat, Université Clermont I, octobre, 334 p.

Labrousse. «Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés: une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement». Revue de la régulation, No 7, 2010.

LAMBESE - B. NORA, MICRO FINANCE : Produits, impacts, viabilité financière et réduction de la pauvreté

Lapenu, C. «Evaluation de la performance sociale: les enjeux d'une microfinance responsable». CERISE, Dossier Variance, No 40, Février 2011.

Lapenu, C. et Carine, R. «De la stratégie sociale à l'impact : Comment améliorer les études d'impact? ». Cerise, Document de Travail, No 2, Novembre 2006.

Lapenu, C., Konini, Z., et Razakaharivelo C. «Evaluation de la performance sociale: les Enjeux d'une finance responsable». Revus Tiers Monde, No 197, p. 37-54, 2009.

Latifa Ziadi, La microfinance en Tunisie : Une dynamique du développement durable

Lelart, M. (1989) L'épargne informelle en Afrique : les tontines Béninoises. Revue Tiers monde, 118, Avril-Juin.

Lelart, M. (2002) L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers. Monde en développement, 30, 9-20.

Lelli S., (2001). "Factor analysis vs. Fuzzy set theory: assessing the influence of different techniques on Sen's functioning approach." Leuven: CES discussion paper 01.21.

Lemieux, T. & K. Milligan. "Incentive Effects of Social Assistance: A Regression Discontinuity Approach". NBER Working-Paper 10541, 2007.

L'environnement de la MicroFinance à Madagascar, Lundi 30 Mai 2011 15:15

Levine Ross (1996) "Financial Development and Economic Growth :View and Agenda" Banque Mondiale, Working paper, n°1678, Washington.

Levine Ross, Norman Loayza, and Thorsten Beck (2000) "Financial Intermediation and Growth: Causality and Causes." Journal of Monetary Economics, 46 (August) pp. 31-77.

M. Balch, D. McFadden, and S. Wu, editors, Essays on Economics Behavior under Uncertainty, pages 135–150. North-Holland, Amsterdam.

Maasoumi, E., (1986). The measurement and decomposition of multi-dimensional inequality, Econometrica, Vol 54, No 4, pp 991-997.

Makarimi Adéchoubou et Jo Woodfin, Le secteur de la microfinance : Diagnostic et analyse des opportunités d'investissement

Marc Nabeth, La microassurance : retour sur un besoin essentiel.

Mariam SANGARÉ, Introduction à la microfinance

Maweki Batan, Y., (2006). Test de comparaisons de la pauvreté multidimensionnelle basée sur le ratio de vraisemblance. CIRPEE, Université de Laval.

Mc-Kinnon, R.I. (1973) Money and Capital in Economic Development. Washington, D.C, Brooking Institution.

Melissa Bélisle, Accessibilité financière des individus et rôle de la microfinance au Ghana et en Tanzanie

Mémoire présenté en vue d'obtention du diplôme interuniversitaire d'études approfondies en développement, environnement et sociétés presenté par NIYONGABO Ephrem

Michael Bamberger. "Introduction aux mixtes dans l'évaluation d'impact". Inter Action, Note, No 3, Août 2013.

Microfinanza Rating (MF Rating). "Rating Social: Méthodologie". Milan: Mai 2009.

Mike Goldberg et Eric Palladini, GESTION DU RISQUE ET CRÉATION DE VALEUR AVEC LA MICROFINANCE

Mohamed Lamine Doumbouya, « Banques Commerciales, Institutions de Microfinance et financement de l'économie guinéenne : proposition de schémas de rapprochement

Muller, C. and Trannoy, A. (2011). A dominance approach to the appraisal of the distributionof well being across countries. Journal of Public Economics, **95**, 239–246.

Navajas, S., M. Schreiner, R. Meyer, C. Gonzalez-Vega & J. Rodriguez-Meza (2000), 'Microfinance and the Poorest of the Poor: Theory and Evidence from Bolivia'. World Development 28(2):333-346.

Ndour, N. et Paget-Blanc, E. (2010) Performances de remboursement comparées des banques et des institutions de microfinance : le cas du Sénégal, communication au colloque de l'Université d'Evry-France, Finance et entrepreneuriat.

NIYONGABO Ephrem, La recherche de pérennité par les institutions de microfinance au Burundi.

Okurut, F. & L. Bategeka (2005), 'The Impact of Microfinance on the Welfare of Poor in Uganda'. AERC.

Otero 1999, Adams 1998, Simanovitz 2003, Matin, Hulme & Rutherford 2002, Morduch & Haley 2002

Oula Ben Hassine, Thèse de Doctorat soutenue publiquement le 19 décembre 2008 à l'Université Lyon 2 «Analyse de la pauvreté: de l'approche en termes d'utilité à l'approche par les capabilités d'Amartya Sen (Application sur données Françaises)»

Pagano Marco (1993) "Financial Markets and Growth : An Overview", European Economic Review, avril, vol 37, n°2-3, pp. 613-622.

Patrick Hugh (1966) "Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries", Economic Development and Cultural Change, janvier, vol 14, n°2, pp. 174-189.

Patrick, H. (1966) Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries", Economic Development and Cultural Change, janvier, 14, (2) 174-189.

Paul J. Gertler et al. «L'Evaluation d'Impact en Pratique». Washington, D.C: World Bank, 2011.

Philippe Cibois, "Principe de l'analyse factorielle", Cours dispensé à l'Université de Versailles – St Quentin, 2006.

PNUD, (2004), «Notes techniques», Rapport sur le développement humain.

PNUD, (1997), Rapport sur le développement humain.

PNUD, (2010), Rapport sur le développement humain.

Raffinot Marc et Venet Baptiste (1998) "Approfondissement financier, libéralisation financière et croissance : le cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (U.E.M.O.A.)", Contribution au colloque de l'AFSE, Paris, septembre.

Raffinot, M., et Vénet, B. (1998) Approfondissement financier, libéralisation financière et croissance : le Cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Contribution au Colloque de l'AFSE, Paris.

Rhyne, E. & M. Otero (1992), 'Financial Services for Micro enterprises: Principles and Institutions'. World Development 20(11):1561-1571.

Rosenbaum, P. and Rubin D. "Reducing bias in observational studies using subclassification on the propensity score". Journal of American Statistical Association, 79(387), 516-524, 1984.

Rosenbaum, P. and Rubin, D. «The Central Role of the Propensity Score in Observational Studies of Causal Eff ects». Biometrika 70 (1), p. 41–55, 1983.

Rosenberg, R. (2010) 'Does Microcredit Really Help Poor People?' CGAP Focus Note No. 59. CGAP: Washington, D.C.

Sandrine Michel et Holimalala Randriamanampisoa, «Le développement par les outils? Le cas du microcrédit». Colloque GEMDEV UNESCO du 1er à 3 Février 2013.

Sandrine MICHEL et Holimalala RANDRIAMANAMPISOA, Le développement par les outils ? Le cas du microcrédit

Schumpeter, J. A. (1911) Théorie de l'évolution économique, recherche sur le profit, l'intérêt et le cycle de conjoncture (traduction française 1934). Paris: Payot.

Sébastien Dugas-Iregui, Le débat entre institutionnalistes et welfaristes en microfinance,Novembre 2007

Sen AK., (1976). «Welfare Inequality and Rawlasian Axiomatics » Theory and decision 7:4, Octobre 1976.

Sen, A. (1987) Commodities and Capabilities, Oxford India Paperbacks.

Shaw, J. (2004), «Microfinance Occupation and Poverty Reduction in Microfinance Program: Evidence from Sri Lanka». World Development 7:1247-1264.

Simanowitz, A. & A. Walter (2002), 'Ensuring Impact: Reaching the Poorest while Building Financially Self-Sufficient Institutions, and Showing Improvements in the Lives of the Poorest Women and their Families'. Pathways out of Poverty: Innovations in Microfinance for the Poorest Families. S. Daley-Harris. Bloomfield, Kumarian Press: 1-73.

Smahi Ahmed Thèse de Doctorat de soutenu publiquement en 2010 à l'Université Abou Bekr Belkaïd de Telmcen «Microfinance et Pauvreté: Quantification de la relation sur la population de Tlemcen»

Small Entreprise Education and Promotion (SEEP). "Connaître la clientele des IMF: Outils d'analyse pour les praticiens de la microfinance". Washington, DC: SEEP, 2001.

Sossou, H.; Lebailly, P.; Hinnou, L., "Essai de typologie des exploitations agricoles axe sur le financement de la production agricole au Benin". Communication à présenter aux 7ème journées de recherche en sciences sociales les 12 et 13 décembre 2013.

Spears Annie (1992), "The Role of Financial Intermediation in Economic Growth in Sub-Saharan Africa", Canadian Journal of Development Studies, vol 13, n°3, pp. 361-379.

Spears, A. (1992) The Role of Financial Intermediation in Economic Growth in Sub-Saharan Africa. Canadian Journal of Development Studies, 13, 361-379.

Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) 2013 – 2017, Version finale Décembre 2012

Tarek Sadraoui; Hafedh Alimi, «Etude de l'impact des microcrédits sur le secteur d'artisanat: une approche qualitative appliquée à la région de Gafsa».

Trabelsi M. (2004), "Finance et croissance; évidence empirique des pays en voie de développement:1960-1989", Economie appliquée, Tome LVII, numéro 2, Juin 2004

USAID. “Manuel pour la mise en oeuvre des outils d’évaluation de la pauvreté”. Washington DC: USAID, 2013.

World Bank (WB). «Impact evaluation for microfinance: Review of methodological issues». Washington, D.C: WB, Doing Impact Evaluation, No 07, November 2007.

Yaron, J. (1992), ‘Assessing Development Finance Institutions: A Public Interest Analysis'. World Bank Discussion Paper 174, Washington, D.C.

Yaron, J., B. McDonald & G. Piprek (1997), ‘Rural Finance: Issues, Design and Best Practices'. Washington, D.C.: Agriculture and Natural Resources Department, The World Bank.

Youth Employement Network (YEN). «Mesurer le succès d’interventions axées sur les moyens de subsistance des jeunes: Une guide pratique du suivi et de l’évaluation». YEN, 2012

Zeller, M. & Sharma, M. (1998), ‘Rural Finance and Poverty Alleviation'. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).

Zeller, M. & Sharma, M. (1998), ‘Rural Finance and Poverty Alleviation'. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).

Zorobabel BICABA, Analyse de la viabilité financière des IMFs: Modalités, Enjeux et Impacts de la transformation.CERDI, Magistère 2è Année, Août 2008.

ANNEXES

ANNEXE I : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE NOPOOR

UNION EUROPÉENNE

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO
FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DÉPARTEMENT ÉCONOMIE

CENTRE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION DES STATISTIQUES DES MÉNAGES

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA MICRO FINANCE ET LA PAUVRETÉ AU NIVEAU DES MÉNAGES

DÉCEMBRE 2014

QUESTIONNAIRE

IDENTIFICATION DU MÉNAGE

Nom de la ZD :
_____ |__|__|__|
Région:
_____ |__|__|
Commune : |__|__|__|_
_____ _|__|

Nom du chef de ménage : _____
_____ |__|__|
|__|__|
District : _____ __|
Milieu de résidence : _____ |__|
1. Capital 2. Urbain 3. Rural

Anaran'ny mpanadihady :_____ **|__|__|__|**

Anaran'ny mpanaramaso : _____ |__|__|

Cet interview est destiné uniquement au chef de ménage	**DUREE DE L'INTERVIEW**	
DATE DE L'INTERVIEW	**Heure du début**	**Heure fin**
Jour : |__|__| **Mois :** |__|__| **Année:** **2014**	|__|_ _| **H** |__|__|	|__| __| **H** |__|__|

HATSARAN'NY FANADIHADIANA

Iza no namaly ny fanontaniana ?
1. Izy ihany 2. Olon-kafa |__|

Raha olon-kafa, iza no namaly ?_____ **|__|__|**

Inona no antony ?_____ **|__|**
1.Tsy eto an-toerana 2.Tsy afaka mamaly (aretina) 3. Hafa

Araky ny hevitrao, manao ahoana ny hatsaran'ny valinteny azo tamin'ny fanadihadiana ity olona ity?
2. 3.

CODE GPS	
LATITUDE :	SUD |__|__|__|°|__|__|__|,|__|__|__|'
LONGITUDE:	EST |__|__|__|°|__|__|__|,|__|__|__|'

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle……
Je tiens à vous remercier d'avoir accepté de participer à cet entretien. L'INSTAT et l'Université d'Antananarivo mènent actuellement des recherches dans les domaines de pauvreté, d'exclusion sociale à Madagascar et des politiques publiques associées dont le programme de microfinance inclusive pour en renouveler et accroître les connaissances disponibles. A cet effet, les questions que je vais vous poser permettront d'en mieux situer l'état de la situation actuelle dans le pays. Au cours de cette interview, différentes questions seront abordées, à savoir :

- *La taille et la composition de votre ménage*
- *Les budget de votre ménage (natures et structures de vos revenus et de vos dépenses)*
- *Vos conditions d'existence (logement, santé, etc.)*
- *Le niveau de votre formation et votre situation par rapport à l'emploi selon le secteur d'activité informel et formel,*
- *Vos réseaux de solidarité informelle (entraide sociale, échange financier, etc.)*
- *Votre situation par rapport au système de microfinance institutionnel*
- *Etc.*

Il convient de dire que toutes les informations que vous voudrez bien me livrer sont strictement confidentielles. Elles seront utilisées seulement dans le cadre de cette recherche.

Le département Economie de l'université d'Antananarivo et l'INSTAT qui me confie cette enquête vérifient parfois si le travail a été bien mené. Pour cela, j'aimerais avoir vos coordonnées, afin que l'on puisse éventuellement contrôler la véracité des informations recherchées.

Nom et prénoms de la personne interviewée :…….
Sexe: Masculin ☐ *Féminin* ☐
Emploi principal :……Secteur : Formel ☐ *Informel* ☐
Adresse :……Fokontany……
Arrondissement ou District:… ……..Commune :……Tél :……

Visa et cachet du Responsable du Fokontany *Cachet du Centre d'études économiques*

I. TAILLE ET COMPOSITION DU MÉNAGE

<u>IMPORTANT</u>*: N'interroger que le CHEF DE MÉNAGE, A défaut son épouse(x)*

Nous allons commencer cet entretien sur la taille et la composition de votre ménage

ENQUÊTEUR *:* *Entourer les bonnes réponses*

Q1. Vivez-vous seul (e) ou partagez-vous votre logement avec d'autres personnes de manière permanente (Le chef de ménage) ?

1. Vit seul (e)
2. Vit avec d'autres personnes

➔***Pour les ménages d'une seule personne, passez à la question Q4***

Q2. Combien de personnes sont domiciliées dans votre logement de manière permanente ?

A. Nombre de personnes (Mettre – 1 si Ne sais pas)	/_/_/

Q3. Pouvez-vous préciser qui est cette personne ou qui sont ces personnes. Est-ce qu'il s'agit :

Code	NOM	Sexe 1 : Masculin 2 : Féminin	Lien de parenté avec le chef de ménage
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

1 = CHEF
2 = ÉPOUSE/ÉPOUX
3 = ENFANT BIOLOGIQUE/ADOPTÉ
4 = PETIT-ENFANT
5 = NIÈCE/NEVEU
6 = PÈRE/MÈRE
7 = SŒUR/FRÈRE
8 = BEAU-FILS/BELLE-FILLE
9 = BEAU-FRÈRE/BELLE-SŒUR
10 = GRAND-PÈRE/GRAND-MÈRE
11 = BEAU-PÈRE/BELLE-MÈRE
12 = AUTRE PARENT
13 = DOMESTIQUE/PARENT DU DOMESTIQUE
14 = LOCATAIRE/PARENT DU LOCATAIRE
15 = AUTRE PERSONNE NON APPARENTÉE
16 = AUTRE (PRÉCISER)

Q4. Quelle est votre situation matrimoniale (Chef de ménage) ?

01	MARIÉ(E) LÉGALEMENT
02	MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT MONOGAME
03	MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT POLYGAME
04	UNION LIBRE MONOGAME
05	UNION LIBRE POLYGAME
06	DIVORCÉ(E)
07	SÉPARÉ(E)
08	VEUF(VE)
09	CÉLIBATAIRE (JAMAIS MARIE/N'A JAMAIS VECU AVEC UN/UNE PARTENAIRE)
99	NSP

Q5. Quelle est votre année de naissance ?

	Réponse
A. Année de naissance (Mettre – 1 si Ne sais pas)	/_/_/_/_/

Q6. Depuis quelle année êtes-vous personnellement domicilié (e) dans cette localité ?

	Réponse
A. Année (Mettre – 1 si Ne sais pas)	/_/_/_/_/

Q7. Est-ce que vous avez un ou plusieurs enfants ?

A. Oui Nombre d'enfants : /_/_/ (Mettre – 1 si Ne sais pas)
B. Non (Saut vers Section Suivante)
C. Sans Réponse/Ne Sait Pas (Saut vers Section Suivante)

➔***Si Q7 = Oui***

Q8. Est-ce que vous pouvez nous dire combien vous avez d'enfants vivant à votre domicile et financièrement à votre charge et nous indiquer leur année de naissance ?
Y compris les enfants du partenaire, les apprentis ou les étudiants dépendants financièrement.

A. Oui Nombre d'enfants à charge vivant au domicile :	/_/_/	
B. Année de naissance : (Mettre – 1 si Ne sais pas)	1er Enfant	/_/_/_/_/
	2ème Enfant	/_/_/_/_/
	3ème Enfant	/_/_/_/_/
	4ème Enfant	/_/_/_/_/
	5ème Enfant	/_/_/_/_/
	6ème Enfant	/_/_/_/_/
	7ème Enfant	/_/_/_/_/
	8ème Enfant	/_/_/_/_/
	10ème Enfant	/_/_/_/_/
	11ème Enfant	/_/_/_/_/

II. LOGEMENT

➔***Pourriez-vous maintenant nous décrire votre logement et ses conditions ou ses commodités (CHEF DE MÉNAGE) ?***

Q9. Quel est le nombre de pièces de votre logement, sans compter la cuisine, le grenier et la cave ?

1. Une (1) pièce
2. Deux (2) pièces
3. Trois (3) pièces et plus
9. Sans réponse ou Ne Sait Pas

Q10. Est-ce qu'il s'agit :

1. D'un logement en location
2. D'un logement dont vous êtes propriétaire **(saut vers Q13)**
3. D'un autre type de logement Précisez :…….
9. Sans réponse ou ne sait pas

➔***Pour les personnes propriétaires de leur logement, passez à la question 13***

➔***Questions pour les personnes locataires de logement***

11. Vous est-il arrivé de recevoir une résiliation de votre bail au cours de ces dernières années en raison de retard dans le versement du loyer?

1. Oui
2. Non
9. Sans réponse ou Ne Sait Pas

12. Votre logement est-il subventionné ? (Logement de fonction, logement appartenant à des familles proches, logement social, etc.)

1. Oui
2. Non
9. Sans réponse ou Ne Sait Pas

AVOIRS (ÉQUIPEMENT EN ÉTAT DE MARCHE AU MOMENT DE L'ENQUÊTE)

Nous allons procéder à l'énumération des équipements et des objets

Q13 : Pouvez-vous nous indiquer quels sont ceux dont vous disposez (biens en état de marche) ?

➔ ***Enquêteur : lire chaque équipement.***

Code	Équipements	1 : Oui 2 : Non	Code	Équipements	1 : Oui 2 : Non
143	Terrain, plage, lac		163	Bicyclette	
144	Maison		164	Appareil photo	
145	Chaise		165	Instruments de musique	
146	Table		166	Téléphone fixe	
147	Lit		167	Téléphone portable	
148	Natte		168	Ordinateur	
149	Autres meubles		169	Magnétoscope	
150	Lampe à pétrole artisanale (kapoaka)		170	Caméra	
151	Lampe à pétrole moderne (Pétromax...)		171	Autres biens durables	
152	Machine à coudre		172	Immeubles agricoles	
153	Cuisinière à gaz		173	Tracteur/kubota	
154	Réfrigérateur		174	Charrue à traction animale	
155	Congélateur		175	Charrette à traction animale	
156	Poste radio		176	Herse à traction animale	
157	Radio cassette		177	Autre équipement à traction animale	
158	Chaîne HIFI		178	Equipement tiré par tracteur	
159	Lecteur CD, VCD, DVD et autre lecteur numérique		179	Pulvérisateur/pulvériseur	
160	Poste téléviseur		180	Outils manuels	
161	Voiture privée (exclure voitures de fonction)		181	Stockage agricole	
162	Cyclomoteur/Vélomoteur		182	Autres équipements, instruments agricoles	

Q14. Selon vous, quel est l'état actuel de votre logement et/ou quartier ?

Enquêteur : Entourer la bonne réponse pour chaque question

Questions	Modalité de réponse
A. Entretien	1 : Mauvais 2 : Moyen 3 : Bon 9 : NSP
B. Surface	1 : Petite 2 : Moyenne 3 : Grande 9 : NSP
C. Eclairage/humidité	1 : Sombre/humide 2 : Moyen 3 : Claire/ensoleillé 9 : NSP

D. pollutions : eaux usagées non évacuées ,ordures, bruit,	1 : Pollué 2 : Moyenne 3 : Propre/calme 9 : NSP
E. Sécurité	1 : Mauvais 2 : Moyen 3 : Bon 9 : NSP

Q15. Si vous deviez donner une note à votre logement/ votre quartier par rapport à votre degré de satisfaction, quelle note lui donneriez-vous de 1 à 3

1. Insatisfait
2. Satisfaction moyenne
3. Très satisfait
9. Ne sait pas

POUR LES LOCATAIRES SEULEMENT : (Q16 à Q17B)

Q16. Comment qualifiez-vous le montant de votre logement (par rapport à votre standing de vie) (POUR LES LOCATAIRES SEULEMENT) ? Ces dépenses sont-elles :

1. Peu élevées
2. Normales
3. Trop élevées
9. Sans réponse ou ne sait pas

17A. Depuis 2011, Est-ce que votre loyer a augmenté ?

1. Oui
2. Non (saut vers Q18)
9. Sans réponse ou ne sait pas (saut vers Q18)

Si la réponse est OUI

17B. Quel était le montant de l'augmentation par an en Ariary ?

Année	Augmentation (Mettre -1 si NSP)
2011	Montant: |__|__|__|__|__|__| Ariary
2012	Montant: |__|__|__|__|__|__| Ariary
2013	Montant: |__|__|__|__|__|__| Ariary
2014	Montant: |__|__|__|__|__|__| Ariary

Q18. Est-ce que vous avez l'intention de déménager dans les mois qui viennent ?

1. Oui dans les 6 mois à venir
2. Oui dans les 12 mois à venir
3. Oui sans précision de délai
4. Non
9. Ne Sait Pas

III- FORMATION ET EMPLOI

➔Nous allons terminer cet entretien, il nous reste les questions concernant votre formation et votre activité professionnelle (CHEF DE MÉNAGE).

Q19. Concernant votre formation, pouvez-vous dire quel est le niveau le plus élevé de formation achevée que vous avez suivi ?
➔ ***ENQUÊTEUR : DEMANDER LA DERNIÈRE CLASSE ACHEVÉE . PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES***

	Chef de ménage	Conjointe(e) du Chef de ménage (Ne pas entourer si n'existe pas)
A. Aucune formation achevée	A	A
B. Scolarité primaire (niveau CEPE)	B	B
C. Scolarité secondaire 1èr cycle (niveau BEPC)	C	C
D. Scolarité secondaire 2ème cycle (niveau Baccalauréat)	D	D
E. Apprentissage ou école professionnelle	E	E
F. École de formation professionnelle supérieure (écoles para-médicales, école normale, école des techniques appliquées, école de police, etc.)	F	F
G. Études universitaires et grandes écoles	G	G
H. Autres. Précisez :……	H	H
I. Sans réponse ou ne sait pas	I	I

Q20. Parmi les situations suivantes, pouvez-vous nous dire la quelle correspond à votre situation par rapport au travail ?

Une seule réponse : Entourer la bonne réponse

	Chef de ménage	**Conjoint (e) du Chef de ménage (Mettre 0 si n'existe pas)**
A. Travail à plein temps	/___/	/___/
B. Travail à mi-temps Préciser |__|__| heures /jour Ou Préciser |__|__| heures par semaine		
C. Travail temporaire (intérimaire) Préciser |__|__|__| heures par mois		
D. Demandeur d'emploi depuis moins de 1 an		
E. Demandeur d'emploi plus de 1 an		
F. En formation		
G. En quête de premier emploi		
H. femme ou homme au foyer		
I. Rentier (retraité, pensionnaire, etc.)		
J. Autres. Précisez :…… ……		

Si Q20 = B ou C

Q21. Questions pour les personnes travaillant à mi-temps ou de manière temporaire :

Vous avez dit que vous travaillez à temps partiel ou de manière temporaire. Pouvez-vous nous en donner les raisons ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	Chef de ménage	Conjoint (e) (Mettre 0 si n'existe pas)
	1 : Oui 2 : Non	1 : Oui 2 : Non
A. Ecole, université, formation		
B. Handicap, maladie		
C. Raisons familiales (tâche ménagère, enfants à élever,..)		
D. Pas d'obligation financière de travailler à temps plein		
E. Difficulté à trouver un poste à plein temps		
F. Autres. Précisez :……		
G. Ne sait pas (Mettre -1 si Ne sais pas)		

➔***Les questions suivantes concernent uniquement les actifs occupés et ceux qui cherchent du travail (Q20= A, B, C, D, E, G). Pour les autres l'entretien est achevé.***

➔***Questions pour les personnes cherchant du travail (Q20= D, E, G)***

Q22. Comme vous avez dit que vous cherchez du travail, depuis combien de mois vous cherchez du travail ?

	Chef de ménage	Conjoint(e) (mettez 00 Si Non concerné)
Nombre de mois (Mettre -1 si NSP)	/_/_/	/_/_/

Q23. Depuis 2011, avez-vous cherchez du travail?

	Chef de ménage	Conjoint(e) (mettez 0 Si N'existe pas)
1. Oui, une fois	/__/	/__/
2. Oui, plusieurs fois		
3. Non		
9. Ne Sait Pas		

Q24. Nous allons énumérer quelques catégories socioprofessionnelles. Pouvez-vous nous indiquer la quelle correspond à votre activité principale ?

➔Enquêteur : lire chaque proposition. UNE SEULE RÉPONSE POSSIBLE (Encercler la bonne réponse)

	Chef de ménage	Conjoint (e) (mettre 0 si n'existe pas)
Salarié	|1__|	|1__|
1. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé		
2. Cadre moyen, agent de maîtrise		
3. Employé, ouvrier qualifié		
4. Employé, ouvrier semi qualifié		
5. Manœuvre		
Non salarié		
6. Patron		
7. Travailleur à son propre compte		
8. Apprenti		
9. Aide familiale		

Q25. Sur les secteurs que nous allons vous énumérer, pouvez-vous nous indiquer lequel correspond à votre activité principale ?

➔Enquêteur : lire chaque proposition. Une seule réponse possible (encercler la bonne réponse)

	Chef de ménage	Conjoint (e) (mettre 0 si n'existe pas)
1. Secteur public	|1__|	|1__|
2. Secteur privé formel (entreprise privée, zones franches)		
3. Secteur informel non agricole		
4. Secteur informel agricole		
5. Autres. Précisez :……		
9. Ne sait pas		

Q26. Sur les branches d'activité que nous allons vous montrer, pouvez-vous nous indiquer laquelle ou lesquelles correspondent à votre activité principale?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Une seule réponse possible***

	Chef de ménage	Conjoint (e) (mettre 0 si n'existe pas)
1. Industrie agro-alimentaire	
2. Agriculture	
3. Elevage et pêche	
4. Autres industries	
5. BTP/HIMO	
6. Commerce	
7. Transport	
8. Hôtellerie/restauration	|__|	|__|
9. Sécurité/ gardien	
10. Enseignement privé	
11. Santé privée	
12. Administration publique	
13. Autres. Précisez :……	

Q27. Est-ce que vous exercez une activité secondaire ?

	Chef de ménage 1 : Oui 2 : Non	Conjoint (e) (mettre 0 si n'existe pas) 1 : Oui 2 : Non
1. Activité secondaire	|__|	|__|

➔ ***Si Q27 = 1 (Questions pour les personnes exerçant une activité secondaire)***

Q28. Quel est le motif qui vous pousse à exercer une activité secondaire ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles***

	Chef de ménage 1 : Oui 2 : Non	Conjoint (e) (à remplir si existe) 1 : Oui 2 : Non
1. Lié à la durée du travail (contrat de travail à temps partiel)	|__|	|__|
2. Lié à des situations d'emploi inadéquat (à cause de niveau de rémunération faible, manque de motivation,…)	|__|	|__|
3. Autres (à préciser) :----------	|__|	|__|
9. Ne Sait Pas	|__|	|__|

Q29. Sur les secteurs que nous allons vous énumérer, pouvez-vous nous indiquer lequel correspond à votre activité secondaire ?

➔*Enquêteur : lire chaque proposition. UNE SEULE REPONSE*

	Chef de ménage	Conjoint (e) (Mettre 0 si n'existe pas)
Secteur	Réponse	Réponse
1. Secteur public	/__/	/__/
2. Secteur privé formel (entreprise privée, zones franches)		
3. Secteur informel non agricole		
4. Secteur informel agricole		
5. Autres. Précisez :……		
9. NSP		

Q30. Sur les branches d'activité que nous allons vous montrer, pouvez-vous nous indiquer laquelle ou lesquelles correspondent à votre activité secondaire ?

➔*Enquêteur : lire chaque proposition. (Une seule réponse)*

	Chef de ménage	Conjoint (e) (mettre 0 si n'existe pas)
1. Industrie agro-alimentaire	|__|	|__|
2. Agriculture		
3. Élevage et pêche		
4. Autres industries		
5. BTP/HIMO		
6. Commerce		
7. Transport		
8. Hôtellerie/restauration		
9. Sécurité/ gardien		
10. Enseignement privé		
11. Santé privée		
12. Administration publique		
13. Autres. Précisez :……		

IV-REVENUS DU MÉNAGE

➔*Dans le cadre de cette recherche, il est nécessaire de connaître l'origine et le montant des revenus de votre ménage. Par conséquent, je vais vous poser des questions concernant votre revenu. Il est à rappeler que les données concernant les revenus de votre ménage resteront anonymes.*

Q31. Pouvez-vous m'indiquer avec précision quels sont les revenus et les prestations à disposition de votre ménage ?

➔*Enquêteur : lire chaque proposition. Indiquez de façon attentive les montants mensuels.*

Origine des revenus	1 : Oui 2 : Non (Si non, origine des revenus suivant)	Montants par mois (en Ariary) Mettre -1 si NSP
A. Revenu mensuel net du Chef de ménage issu de l'***activité principale***, (y compris les allocations familiales) -Si revenus irréguliers, indiquer la moyenne mensuelle	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
B. Si conjoint (e) ou partenaire : Revenu mensuel net issu de l'***activité principale***, (y compris les allocations familiales) -Si revenus irréguliers, indiquer la moyenne mensuelle	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
C. Revenu mensuel net issu de l'***activité secondaire***. -Si revenus irréguliers, indiquer la moyenne mensuelle	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
D. Si conjoint (e) ou partenaire : Revenu mensuel net issu de ***l'activité secondaire*** -Si revenus irréguliers, indiquer la moyenne mensuelle	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
E. Si enfant apprenti ou salarié ou autre personne salariée vivant dans votre domicile : indiquer leurs salaires mensuels nets -Si revenus irréguliers, indiquer la moyenne mensuelle	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
F. Pension alimentaire pour enfant	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
G. Pension de retraite	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|

I
NTERVALLE
(Période mensuelle)
1 : Moins de 50 000 Ar
2

H. Rente de veuvage	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
I. Loyers ou rente foncière ou autre	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
J. Bourse d'étude	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
K. Aide financière ou Revenu de transfert (institutionnel ou lignager ou communautaire)	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|
L. Autres. Précisez :……..... ……	/__/	|__|__|__|__|__|__|__|__| Na intervalle |__|

Q32a. Est-ce que vos parents sont toujours en vie (Père ou mère ou les deux) ?
1 : Oui
2 : Non
9 : Ne sais pas

- **Si Q32a = 1, demandez au chef de ménage la question suivante :**

Q32b. De manière générale, comment jugez-vous la situation économique de vos parents, ainsi que celle de vos amis, par rapport à la votre ?

Réponses	Parents	Amis
1. Mauvaise	1	1
2. Comparable	2	2
3. Meilleure	3	3
9. Ne Sait Pas	9	9

Q33. Toujours sur le plan financier, comment jugez-vous votre situation actuelle par rapport à 2009 ?

1. Mauvaise
2. Comparable
3. Meilleure
9. Ne Sait Pas

V- DÉPENSES DU MÉNAGE

Q34. Indiquez de façon précise, quelles sont les dépenses régulières de votre ménage dans les différents domaines que nous allons énumérer ?

➔Enquêteur : lire chaque proposition. Soyez attentif à indiquer les montants mensuels. Si ce n'est pas possible, précisez leur périodicité.

1. Oui (juste ou bien)
2. Non (avec difficulté)
9. Sans réponse ou ne sait pas

Poste de dépenses	1 : Oui 2 : Non **(Si Non, dépense suivante)**	Montants en Ariary par mois (Mettre -1 si NSP)
A. Loyer		|__|__|__|__|__|__|__|__|
B. Eaux et électricité		|__|__|__|__|__|__|__|__|
C. Téléphone (mobile ou fixe à préciser)		|__|__|__|__|__|__|__|__|
D. Transports		|__|__|__|__|__|__|__|__|
E. Écolage ou frais de scolarité des enfants à charge		|__|__|__|__|__|__|__|__|
F. Cotisations lignagères et sociales		|__|__|__|__|__|__|__|__|
G. Nourriture		|__|__|__|__|__|__|__|__|
H. Santé (soins, prévention, etc.)		|__|__|__|__|__|__|__|__|
I. Vêtements, chaussures, linge, etc.		|__|__|__|__|__|__|__|__|
J. Loisirs (boisson alcoolique, cinéma, etc.)		|__|__|__|__|__|__|__|__|
K. Remboursement de prêt en cours		|__|__|__|__|__|__|__|__|
L. Autres à préciser……..……....		|__|__|__|__|__|__|__|__|

Q35. Le budget actuel de votre ménage vous permet-il d'assurer votre subsistance ?

1. Oui **(saut vers F37)**
2. Non (avec difficulté)
9. Ne Sais Pas

➔Si Q35 = NON

Q36. Est-ce que vous pouvez nous indiquer les trois postes parmi la liste que nous allons vous énumérer qui, dans votre budget, sont éventuellement à l'origine de difficultés financières ?

Poste de dépense	Réponses (encercler les trois bonnes réponses)
1. Consommation courante (alimentaire, habillement, ..)	1
2. Loyer, eau et électricité	2
3. Education des enfants (écolage, frais de transport, etc.)	3
4. Soins sanitaires (médicaments, hospitalisation, …)	4
5. Evénements et fêtes familiaux (naissance, décès, mariage, divorce, exhumation,…)	5
6. Remboursement de dette	6
7. Autres. Précisez :…….	7

Q37. Selon vous quel est le montant minimum pour assurer les besoins de votre ménage ?

Montant minimum (Mettre -1 si Ne Sais Pas)	|__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary

VI- EPARGNES DU MENAGE

➔***Nous allons maintenant vous demander quelques informations concernant vos biens ainsi que d'éventuelles dettes. Il est à rappeler de nouveau que ce questionnaire est anonyme et que tout ce que vous racontez sera seulement utilisé dans le cadre de cette recherche.***

Q38. Avez-vous des biens sous forme d'épargne ou de propriété immobilière ou sous d'autres formes (Encercler la bonne réponse)

1. Oui
2. Non (saut vers Q40)
9. Ne Sait Pas

➔***Si non, passez à la question Q40***

Q39 : Est-ce que vous voulez bien préciser la nature de ces biens et leur valeur ? Est-ce qu'il s'agit de ?

Nature de biens	1 : Oui 2 : Non **(Si Non, passez à la nature du bien suivant)**	Valeurs en Ariary **(Mettre -1 si Ne Sais Pas)**
A. Épargne (liquidité, compte postal, compte bancaire, etc.) -Si oui : . Quel est le montant de cette épargne ? . Quel est son rendement annuel ?	|__|	Montant |__|__|__|__|__|__|__|__| Rendement |__|__|__|__|__|__|__|__|
B. Propriétés immobilières –Si oui : . Quelle est leur valeur ? .Quel est le montant des loyers mensuels encaissés ?	|__|	Valeur : |__|__|__|__|__|__|__|__| Montant loyer : |__|__|__|__|__|__|__|__|
C. Capitalisation en bœufs –Si oui : Quels sont leur nombre et leur valeur ?	|__|	Nombre : |__|__|__|__| Valeur : |__|__|__|__|__|__|__|__|
D. Épargne collective lignagère ou au niveau de village (en argent ou en nature dont produit agricole) : –Si oui : Quelle est sa valeur ?	|__|	|__|__|__|__|__|__|__|__|
E. Épargne individuelle thésaurisée dans la maison –Si oui : . Quelle est sa valeur ?	|__|	|__|__|__|__|__|__|__|__|

Q40. A la fin du mois, avez-vous de l'argent pour épargner ? Si c'est le cas, pouvez-vous nous indiquer quel est, en moyenne, le montant que vous parvenez à économiser mensuellement ?

1. Oui Si Oui : Montant épargné en moyenne par mois : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary (Mettre -1 si NSP)
2. Non
9. Ne Sait Pas

VII- LE RECOURS AU SYSTÈME DE MICROFINANCE FORMELLE.

Q41. Connaissez-vous l'existence d'une institution financière dans votre ville ou village ?

1. Oui
2. Non **(saut vers Q44_a)**
9. Sans réponse ou ne sait pas **(saut vers Q44_a)**

➔ ***Si non, passez à la question Q44_a***

Q42. Pouvez-vous nous mentionner s'il s'agit :

	1 : Oui 2 : Non
A. Institution de micro-finance mutualiste. Nom de l'établissement :……..	
B. Institution de micro-finance non mutualiste Nom de l'établissement :……..	
C : Banque traditionnelle (BFV, BNI, BOA, etc…) Nom de l'établissement :……..	

Q43. Comment vous avez pris contact avec cet établissement ?

	1 : Oui 2 : Non
A. Proximité et connaissance	
B. Animation, information, publicité	
C. Autres à préciser :……	

Q44_a. Etes-vous membre d'une ou plusieurs institutions quelconques ? Pouvez-vous nous mentionner s'il s'agit :

Membre signifie : la personne possède un compte dans une institution. Un compte peut servir à économiser de l'argent, effectuer ou recevoir des paiements, recevoir un salaire ou des versements.

	1 : Oui 2 : Non
A. Institution de micro-finance mutualiste. Nom de l'établissement :……	
B. Institution de micro-finance non mutualiste Nom de l'établissement :……	
C : Banque traditionnelle (BFV, BNI, BOA, etc…)	

Nom de l'établissement :……..	

SI TOUTES LES RÉPONSES A Q44_a SONT « NON » ALORS POSER LA QUESTION Q44_b ET PASSER ENSUITE À LA QUESTION Q63

Q44_b. Veuillez me dire si une des propositions suivantes est une des raisons pour lesquelles, personnellement, vous n'avez PAS de compte dans cette institution financière

		1 = Oui 2 = Non
A.	Institution trop éloignée/ignore l'existence de l'institution	
B.	Institution trop coûteuse	
C.	Vous n'avez pas les documents nécessaires pour ouvrir un compte	
D.	Vous n'avez pas confiance	
E.	Vous n'avez pas assez d'argent pour ces services	
F.	Pour des raisons religieuses	
G.	Parce qu'un membre de la famille a déjà un compte	
H.	Autre (préciser):_____	

Q45. Pouvez-vous m'indiquer les conditions d'adhésion dans ces institutions ?

	1 : Oui 2 : Non	Si Oui :
A. Institution de microfinance mutualiste.		Droit d'adhésion : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary Part sociale : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary
B. Institution de microfinance non mutualiste		Droit d'adhésion : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary Part sociale : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary
C. Banque traditionnelle (BFV, BOA, BNI, etc…)		Montant minimal d'ouverture de compte : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary

Q46. Quels sont les services financiers que vous avez utilisés auprès de cette institution ?

	1 : Oui 2 : Non
A. Virement mensuel de salaire	
B. Découvert ou Avance sur salaire avant le virement	
C. Epargne (dépôt à terme)	
D. Crédit	
E. Autres (à préciser) ……	

Q47. Actuellement est-ce que vous placez de l'épargne auprès de votre institution?, si oui, pouvez-vous préciser quel est leur montant ?

1. Oui Montant de l'épargne placée (Mettre -1 si Ne Sais Pas) : |__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary
2. Non

Q48. En général, quelles sont les raisons qui vous poussent à placer votre épargne dans cette institution ?

	1 : Oui 2 : Non
1. Sécurité	
2. Pour pouvoir emprunter	
3. La rémunération de l'épargne (Taux à préciser : |__|__| %)	
4. Autres (à préciser)	

Q49. Est-ce que cette institution envoie –telle ses agents chez vous pour ?

	1 : Oui 2 : Non
A. Vous convaincre à y adhérer	
B. Identifier vos besoins de financement et faciliter la demande de crédit	
C. Effectuer un recouvrement de crédit	
D. Autres à préciser :……..	

Q50_a. Avez-vous reçu des formations offertes par votre institution, si oui les quelles ?

1_ Oui

2_Non

Q50_b. Si Oui, lesquelles ?

	1 : Oui 2 : Non
A. Formation sur le compte et la gestion d'exploitation	
B. Éducation à l'épargne	
C. Autres à préciser :……..	

Q51. Pouvez-vous indiquer le taux d'intérêt débiteur pratiqué par cet établissement pour les différentes natures de crédit suivantes ?

Nature de crédit :	Taux d'intérêt (Mettre -1 si NSP)
A. Crédit social (ou crédit de dépannage : aliment, soins, éducation, etc.)	|__|__|,|__|
B. Crédit de campagne (agriculture) ou d'investissement (artisanat, commerce, etc.)	|__|__|,|__|
C. Crédit de consommation (acquisition : meuble, appareils électroménagers, etc.)	|__|__|,|__|
D. Autres crédit à préciser :……	|__|__|,|__|

Q52. Qu'en pensez-vous du taux d'intérêt pratiqué par cet établissement ?

Agent enquêteur : Encercler la bonne réponse

Taux d'intérêt
A. Normal
B. Assez élevé
C. Très élevé

Q53. A quoi les crédits que vous avez demandés sont-ils destinés?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition (plusieurs réponses possibles)***

Objet de crédit	1 : Oui 2 : Non
A. Consommation courante (alimentaire, habillement, ..)	
B. Soins sanitaires (médicaments, hospitalisation, …)	
C. Événements et fêtes familiaux (naissance, décès, mariage, divorce, exhumation,…)	
D. Paiement loyer	
E. Construction de maison	
F. Acquisition des meubles ou d'équipements ménagers	
G. Achat de voiture ou moto ou bicyclette	
H. Acquisition d'outils de production (machine, matériels, …) ou financement des activités productives	
I. Remboursement d'autres dettes	
J. Autres. Précisez :……	

Q54_a. Existe-t-il de garantie de crédit exigée par le prêteur ?

1 : Oui (Q54_b)
2 : Non
9 : NSP
Q54_b : Si la garantie de crédit existe :

Laquelle :…….	Laisser vide si NSP
Sa valeur par rapport au montant de crédit (en %) : |__|__|__|,|__|	Mettre -1 si NSP
Pour le crédit collectif : préciser si le crédit est : 1 : à caution solidaire 2 : à caution individuelle 9 : NSP	|__|

Q55. Quelle est la durée du remboursement de ce crédit ?

AGENT ENQUÊTEUR : Encercler la bonne réponse

Durée	Temps
|__|__|__|	1. Jour 2. Semaine 3. Mois 4. 3 Mois 5. 6 Mois 6. Une année

Q56_a. Actuellement est-ce que vous remboursez votre dette ?

1 : Oui
2 : Non **(Saut vers Q61)**

➔ ***Si non, passez à la question 61***

Q56_b, Si oui, pouvez-vous préciser quel est leur plan de remboursement (échéance) et leur montant ?
➔***Pour les personnes payant des remboursements périodiques. Enquêteur : Soyez attentif à indiquer les montants à rembourser***

Échéance (Encercler la bonne réponse)	**Montant total en Ariary y compris les charges financières Mettre -1 si NSP**
A. Jour	|__|__|__|__|__|__|__|__|
B. Semaine	
C. Mois	
D. Trimestriel (3 mois)	
E. Semestriel (6 mois)	

F. Annuel	
G. Autres. Précisez :……	

Q57. La procédure d'octroi de crédit vous semble ?

Procédure d'octroi
1. Simple
2. Lourde et complexe
9. Ne Sais Pas

Q58. Votre demande de prêt a été toujours acceptée ?

1. Oui
2. Non
9. Ne Sais Pas

Q59. Les services offerts par cette institution s'adaptent-ils à vos besoins ?

1. Oui
2. Non
9. Ne Sais Pas

Q60. Les services financiers que vous avez obtenus contribuent-ils à l'amélioration de votre revenu et/ou ceux de vos collaborateurs?

1. Oui
2. Non Si non quelles en sont les principales causes ?:……
9. Ne Sais Pas

Q61. Avez-vous rencontré des difficultés dans le remboursement de crédit ?

1. Oui Si oui quelles en sont les principales causes ?:……
2. Non
9. Ne Sais Pas

Q62. Parmi les produits innovants suivants le quel préférez-vous ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition (plusieurs réponses possibles)***

Objet de crédit	1 : Oui 2 : Non
A. Produit d'assurance	
B. Transfert d'argent	
C. Paiement par chèque	
D. Crédit bail - Leasing	
E. Construction de maison	
F. Autres. Précisez :……	

Satisfaction des ménages vis-à-vis des services offerts par les institutions

F62_1. Est-ce que vous êtes satisfait des services offerts par votre institution sur le **[……..] ?**	Degré de satisfaction 0. Non concerné (le service n'existe pas) 1. Pas du tout satisfait 2. Peu satisfait 3. Satisfait 4. Très satisfait
A. Mobile banking (transfert d'argent entre l'institution et les opérateurs de téléphonie)	|__|
B. Dépôt	|__|
C. retrait	|__|
D. crédit	|__|
E. Formation (par exemple : appui technique)	|__|
F. Assurance	|__|
G. Autres services (à préciser)……	|__|

<u>Risques et vulnérabilité au cours des 12 derniers mois au niveau des ménages</u>

F62_2_A. Est-ce qu'un membre du ménage a subi les chocs suivants au cours des 12 derniers mois	1. Oui 1. Non (Choc suivant)	**F62_2_B.** Est-ce que les services offerts par votre institution vous ont permis de réduire les risques/impacts liés à ce [NOM DU CHOC] ? 1. Oui 2. Non 9. Ne sait pas
A. Cyclone	|__|	|__|
B. Inondation	|__|	|__|
C. Sécheresse	|__|	|__|
D. Invasion acridienne	|__|	|__|
E. Perte d'emploi	|__|	|__|
F. Maladie/décès	|__|	|__|
G. Vol de bétail/matériels/Etc..	|__|	|__|
H. Autres chocs (à préciser)…….	|__|	|__|

SI LA REPONSE A Q62_2_A EST NON ALORS SAUT VERS Q63

Evaluation de l'impact des services offerts par l'institution de micro-finance sur le bien être du ménage au cours des 12 derniers mois

	F62_3. Est-ce que les services offerts par votre institution (les prêts par exemple) vous ont permis d'améliorer votre niveau de vie dans les domaines suivants au cours des 12 derniers mois ?	1. Oui 2. Non
A.	Amélioration du revenu	
B.	Augmentation du nombre d'enfants scolarisés	
C.	Amélioration de la ration alimentaire	
D.	Augmentation du poids de l'endettement	
E.	Meilleur accès aux services de santé	
F.	Augmentation de la production	
G.	Augmentation des ventes	
H.	Diversification des activités	
I.	Autres à préciser :…….	

VIII- LE RECOURS AU SYSTÈME D'ENTRAIDE FAMILIALE ET COMMUNAUTAIRE : LES ÉCHANGES, LE TRANSFERT ET LE FINANCEMENT INFORMELS

➔***Nous allons maintenant vous poser des questions sur vos relations familiale et celles avec votre voisin ou entourage ainsi que sur les organismes ou associations auxquels vous pourriez vous adresser en cas de nécessité ou de difficulté financière***

Q63. Pendant la période difficile ou en cas de difficultés financière, matérielle et personnelle, est-ce que vous avez la possibilité de vous adresser à une ou à des personnes de confiance ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1.	Oui à une personne ou à plusieurs personnes
2.	Non (Aller à Q67)
9.	Ne Sait Pas (Aller à Q67)

Q64. Sur la liste que nous allons vous énumérer, pouvez-vous nous indiquer s'il s'agit :

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. De membres lignagers et de la parenté	
B. D'amis et de connaissances	
C. De voisins	
D. De collègues de travail	
E. De votre employeur	
F. De prêteur informel (usurier, commerçant, etc.)	
G. Autres. Précisez :……	

Q65. Est-ce que vous vous êtes adressés à une ou à plusieurs de ces personnes au cours des trois derniers mois ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1.	Oui
2.	Non (Aller à Q67)
9.	Sans réponse ou ne sait pas (Aller à Q67)

Q66. Est-ce que vous pouvez nous dire dans quels cas vous lui ou leur avez demandé

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Pour être écouté et conseillé	
B. Pour échanger de travail manuel (dans le champ ou dans l'atelier)	
C. Pour de difficultés financières	
D. Pour de difficultés matérielles, alimentaires et sanitaires	
E. Pour des événements familiaux (mariage, décès, exhumation, circoncision, etc.)	
F. Autres. Précisez :……	

Q67. Connaissez-vous l'existence des prêteurs informels dans votre ville ou village ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1. Oui
2. Non (Aller à Q84)
9. Sans réponse ou ne sait pas (Aller à Q84)

Q68. Pouvez-vous nous mentionner s'il s'agit de:

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Usurier Précisez les activités de l'usurier :……	
B. Prêteurs occasionnels (amis, collègue, employeur, connaissance, voisin, famille proche, etc.) Précisez :……	
C. Association rotatif d'épargne et de crédit (Tontine)	

Q69_a. Pouvez-vous nous dire s'il vous est déjà arrivé d'aller emprunter auprès de ces prêteurs informels au cours des deux dernières années?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1. Oui (Aller à Q70)
2. Non (Aller à Q69_b)
9. Sans réponse ou ne sait pas (Aller à Q84)

Q69_b. Pouvez-vous nous dire pour quelle raison vous n'avez pas emprunté auprès de ces prêteurs informels au cours des deux dernières années ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition et encercler la bonne réponse.***

A. Car je n'en ai pas besoin
B. Car je ne sais pas où m'adresser
C. Car je ne pense pas y avoir droit
D. Car la procédure est lourde
E. Car je ne veux pas demander de l'aide
F. Aucune raison
G. Autres, Préciser…….

Q69_c. S'il vous arrivait de demander des prestations auprès de ces prêteurs informels, quelle possibilité préféreriez-vous pour le faire ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Une seule réponse est possible. ET ALLER A LA QUESTION Q84***

A. Par entretien direct en vous rendant chez la personne
B. Par entretien direct en se donnant rendez-vous sur le marché hebdomadaire (selon le rôle social du marché rural: lieu de rencontre et d'échange d'information)
C. Par courrier (postal ou e-mail)
D. Par téléphone
E. Aucune demande de prestation
F. Autres, a préciser :……..

Q70. Si oui, pouvez-vous nous mentionner s'il s'agit de:

➔***Enquêteur* : *une seule réponse possible. Il s'agit du dernier prêteur informel***

A. Usurier Précisez les activités de l'usurier :……
B. Prêteurs occasionnels (amis, collègue, employeur, connaissance, voisin, famille proche, etc.) Précisez :……
C. Association rotatif d'épargne et de crédit (Tontine)

Q71. Comment vous avez pris contact avec ce système de micro-finance informelle ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Relation sociale et information de proximité	
B. Connaissance	
D. Autres à préciser :……..	

Q72. Quelles sont les raisons qui vous poussent à entretenir des relations avec ce système de microfinance informelle ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Proximité et accès facile aux services financiers	
B. Méfiance envers des institutions financières formelles	
C. Autres à préciser :……	

Q73. Quelle est la nature de crédit accordé par ce système de microfinance informelle et combien s'élève son montant ?

	1 : Oui 2 : Non	Nature du crédit	Montant en Ariary **Mettre -1 Si NSP**
A. En nature Précisez : Riz, médicament, Produits de premières nécessités, etc. …….. Quantité selon l'unité de mesure utilisée : kapoaka, daba, kg, .:……..et sa valeur estimative en Ariary		Nom de la nature du crédit :……. Nombre :…… Prix unitaire /_/_/_/_/_/_/Ariary Unité de mesure:…….	 |__|__|__|__|__|__|__|__|
B. Argent liquide			|__|__|__|__|__|__|__|__|
C. Autres à préciser :……			|__|__|__|__|__|__|__|__|

Q74. À quoi les crédits que vous avez demandés sont-ils destinés ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles***

Objet de crédit	1 : Oui 2 : Non
A. Consommation courante (alimentaire, habillement, ..)	
B. Soins sanitaires (médicaments, hospitalisation, …)	
C. Événements et fêtes familiaux (naissance, décès, mariage, divorce, exhumation,…)	
D. Paiement loyer	
E. Construction de maison	
F. Acquisition des meubles ou d'équipements ménagers	
G. Acquisition d'outils et d'intrants de production (semence, petits matériels, …) ou financement des activités productives	
H. Remboursement d'autres dettes	
I. Autres. Précisez :……	

Q75. Quelle est la durée du remboursement de ce crédit ?

➔***Enquêteur : écrire la durée et encercler l'unité de temps correspondant***

Durée	Unité de temps
|__|__|__|	1. Jour 2. Semaine 3. Mois 4. Trimestre 5. Semestre 6. An

Q76. La procédure d'octroi de crédit vous semble ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Procédure d'octroi
A. Simple
B. Lourde et complexe
C. Ne Sais Pas

Q77. Existe-t-il de garantie de crédit exigée par le prêteur ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

Garantie de prêt	1 : Oui 2 : Non 9 : NSP
A- Si garantie matérielle la quelle ?:…… Quelle est sa valeur par rapport au montant de crédit (en %)…….. Pour le crédit collectif : préciser si le crédit est à caution solidaire ou individuelle :……	
B- Chèque de banque	
C- Récolte sur pied Quelle est sa valeur par rapport au montant de crédit (en %)……..	
D- Assurance/Garantie en cas de décès, cataclysme naturel, vol, etc. Quelle est sa valeur par rapport au montant de crédit (en %)……..	

Q78. Pouvez-vous indiquer le taux d'intérêt pratiqué par ce système de microfinance informelle ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Si OUI, écrire le taux d'intérêt.***

Nature de crédit :	1 : Oui 2 : Non	Taux pratiqué Mettre -1 si NSP
A. Crédit de consommation à court terme		|__|__|__|.|__|
B. Crédit productif à moyen ou long terme		|__|__|__|.|__|
9. Autre à préciser : ……		|__|__|__|.|__|

Q79. Qu'en pensez-vous du taux d'intérêt pratiqué par le prêteur ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Taux d'intérêt
1. Normal
2. Assez élevé
3. Très élevé
9. Ne sais pas

Q80. Quelle est la nature du remboursement de ce crédit ?

Nature du prêt.	1 : Oui 2 : Non 9 : NSP	Pourcentage (%)
A. Argent liquide		|__|__|__|.|__|
B. En nature : Précisez : riz, etc. ……..		|__|__|__|.|__|

Q81. Actuellement est-ce que vous remboursez votre dette, si oui, pouvez-vous préciser quel est leur montant ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1. Oui
2. Non (Aller à Q83)

Q82. Si OUI, pouvez-vous nous mentionner le montant qui reste à rembourser et la périodicité de remboursement de votre dette :

➔***Enquêteur : écrire le montant total qui reste à rembourser, montant par périodicité et encercler la périodicité correspondante***

Montant total restant	
|__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary	
Montant par périodicité	Périodicité
|__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary	1. Journalier 2. Hebdomadaire 3. Mensuelle 4. Trimestrielle 5. Semestrielle 6. Annuelle

Q83. Avez-vous rencontré des difficultés dans le remboursement de crédit ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

A.Oui Si oui quelles en sont les causes ?:……. ……..
B. Non
C. Ne Sais Pas

Q84. Êtes-vous membre d'une association rotative d'épargne et de crédit ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1. Oui (Aller à Q86)
2. Non (Aller à Q85)
9. Ne Sais Pas (Aller à la section suivante)

Q85. Pouvez-vous nous dire pour quelle raison vous n'êtes pas membre d'une tontine ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition et encercler la bonne réponse. ET ALLER A LA SECTION SUIVANTE.***

H. Car je n'en ai pas besoin
I. Car je ne sais pas où m'adresser
J. Car je ne pense pas y avoir droit
K. Car la procédure est lourde
L. Car je ne veux pas demander de l'aide
M. Aucune raison
N. Autres, Préciser…….

Q86. Pouvez-vous nous mentionner s'il s'agit de :

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Association légale régie par des statuts déposés auprès de l'administration Nom de l'association :……..	
B. Association entre hommes	
C. Association entre femmes	
D. Association des habitants d'un même village ou quartier	
E. Association entre collègue de travail	
F. Association de même ethnie ou origine géographique	
A. Autres (à préciser): ……	

Q87. Combien vous êtes dans votre association ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Nombre membre
A. Moins de 10
B. Entre 10 et 20
C. Plus de 20

Q88. Quelle est la nature de l'épargne collectée par votre association ?

Nature de l'épargne collectée
A. En nature Précisez (produit agricole par exemple) : ……. Quantité: |__|__|__|__| Unité de mesure:……..(Kapoaka, Daba, Harona, sns…) Sa valeur estimative : |__|__|__|__|__|__|__|__|Ariary
B. Argent liquide

Q89. Quelle est la périodicité de l'épargne et combien s'élève son montant pour chaque membre ?

➔***Enquêteur : encercler la périodicité correspondante et écrire le montant***

Périodicité	Montant de l'épargne
A. Hebdomadaire	|__|__|__|__|__|__|__|__| Ariary
B. Mensuelle	
C. Trimestrielle	
D. Semestrielle	
E. Annuelle	
F. Aléatoire	

Q90. En général, comment la collecte d'épargne s'effectue-elle ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

A. Versement volontaire chez la personne chargée de la collecter
B. Passage de la personne chargée de la collecte chez chaque membre
C. Assurer par une tierce personne chargée de la collecte
D. Autres. Précisez…….

Q91. Où vous déposez l'épargne collectée par votre association ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Chez un membre	
B. A la poste (caisse d'épargne)	
C. A la banque	
D. Auprès d'une institution de micro-finance	
E. Autres. Précisez…….	

Q92. Quelles motivations vous poussent à pratiquer l'épargne collective ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Faire une épargne forcée	
B. Entraide sociale	
C. Faire face aux dépenses imprévues	
D. Financer des projets (investissement productif, acquisition des biens, etc.)	
E. Autres. Précisez :……	

Q93_a. Existe-t-il un système de prêts accordés aux membres ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Système de prêt
1. Oui
2. Non (Aller à Q97)
9. Ne Sais Pas (Aller à Q97)

Q93_b. Si oui, quels sont l'objet de ces prêts ?

➔ ***Enquêteur* : *lire chaque proposition. Plusieurs réponses possibles.***

	1 : Oui 2 : Non
A. Crédit de dépannage (soins, nourriture, éducation, décès, naissance, exhumation, circoncision, etc.)	
B. Crédit d'investissement	
C. Autres. Précisez :……..	

Q94_a. Pouvez-vous nous dire s'il vous est déjà arrivé d'aller emprunter auprès de votre tontine au cours des deux dernières années?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Emprunt chez la tontine
3. Oui (Aller à Q94_d)
4. Non (Aller à 94_b)
9. Ne Sais Pas (Aller à Q97)

Q94_b. Pouvez-vous nous dire pour quelle raison vous n'avez pas emprunté auprès de votre tontine au cours des deux dernières années?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition et encercler la bonne réponse.***

O. Car je n'en ai pas besoin (Aller à Q94_c)
P. Car je ne sais pas où m'adresser (Aller à Q94_c)
Q. Car je ne pense pas y avoir droit (Aller à Q94_c)
R. Car la procédure est lourde (Aller à Q97)
S. Car je ne veux pas demander de l'aide (Aller à Q97)
T. Aucune raison (Aller à Q94_c)
U. Autres, Préciser…….

Q94_c. S'il vous arrivait de demander des prestations, quelle possibilité préféreriez-vous pour le faire ?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition. Une seule réponse est possible. ET ALLER A LA QUESTION Q97***

G. Par entretien direct en vous rendant chez la personne
H. Par entretien direct en se donnant rendez vous sur le marché hebdomadaire (selon le rôle social du marché rural: lieu de rencontre et d'échange d'information)
I. Par courrier (postal ou e-mail)
J. Par téléphone
K. Aucune demande de prestation
L. Autres à préciser :……..

Q94_d. Si oui, quel a été l'objet de ce prêt ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

D. Crédit de dépannage (soins, nourriture, éducation, décès, naissance, exhumation, circoncision, etc.)
E. Crédit d'investissement
F. Autres. Précisez :……..

Q95. Pouvez- vous indiquer le taux d'intérêt pratiqué lors de ce prêt ?

	Taux en % (Mettre -1 si Ne Sais Pas)
Taux	|__|__|__|.|__|

Q96. Quelle est la durée du remboursement de ce prêt ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

Durée du prêt.
A. Moins d'un mois
B. Entre 1 mois et 3 mois
C. Entre 3 mois et 6 mois
D. Entre 6 mois et 12 mois
E. Plus de 12 mois

Q97. Les services offerts par votre association s'adaptent-ils à vos besoins ?

➔***Enquêteur : encercler la bonne réponse***

1. Oui
2. Non
9. Ne Sais Pas

IX- UTILISATION DE TÉLÉPHONIE MOBILE ET RELATIONS AVEC LE SYSTÈME DE MICROFINANCE INFORMELLE ET FORMELLE

Nous aimerions vous poser maintenant des questions concernant l'utilisation de la téléphonie mobile dans la vie quotidienne.

Q98. Connaissez-vous l'existence d'opérateurs de téléphonies votre ville ou quartier ?

1. Oui (et je possède un téléphone)
2. Oui mais je n'ai pas de téléphone **(saut vers Q119)**
3. Non **(Saut vers Q119)**
9. Ne Sais Pas

Q99. Pouvez-vous nous mentionner les noms des opérateurs de téléphonies que vous utilisez actuellement ?

Plusieurs réponses possibles

	1 : Oui 2 : Non 9 : NSP
1. ORANGE	
2. TELMA	
3. AIRTEL	

Q100. Quel type de téléphone vous utilisez ?

Plusieurs réponses possibles

	1 : Oui 2 : Non
A. Téléphone fixe	
B. Téléphone mobile	

QUESTIONS SUIVANTES ADRESSÉES UNIQUEMENT AUX UTILISATEURS DE TÉLÉPHONIES MOBILES (i.e Q100_B=1)

SI Q100_B=2 (N'UTILISE PAS UN TÉLÉPHONE MOBILE) ALORS SAUT VERS Q119

Q101. Est-ce que vous pouvez nous dire combien de personnes (y compris vous) utilisent le téléphone mobile dans votre ménage ?

Nombre
/__/__ /

Q102. Quel est le principal réseau de téléphonie mobile que vous utilisez le plus souvent ?

AGENT ENQUÊTEUR : A renseigner pour l'ensemble des individus dans le ménage

Code ID	Nom de la personne à commencer par le nom du chef de ménage qui est la personne interviewée	Utilisez-vous un téléphone mobile ? 1 : Oui 2 : Non **(Si non, Individu suivant)**	Nom du réseau fréquemment utilisé par [Nom] (Si Oui) 1 : Orange 2 : Telma 3 : Airtel
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Q103. Comment vous avez pris contact avec ces opérateurs (à adresser uniquement au répondant dont le chef de ménage) ?

Agent enquêteur : Encercler la bonne réponse

A. Publicité/media
B. Boutique installée dans le village ou quartier
C. Amis/voisin/collègue
D. Autres à préciser :……

Q104. Quelles sont les raisons qui vous poussent à choisir votre opérateur préféré?

Plusieurs réponses possibles

	1 : Oui 2 : Non
A. Proximité et accès facile aux services liés à la téléphonie	
B. Couverture géographique	
C. Coût de communication relativement bas	
D. Diverses gammes de produits disponibles	
E. Aucune raison	
F. Autres. Précisez :……	

Q105.Combien s'élève la dépense périodique de votre ménage sur l'utilisation de la téléphonie mobile?

Montant en Ariary	Périodicité
(Mettre 000000 si aucune dépense) |__|__|__|__|__|__|__|__|	1. par jour 2. par semaine 3. par mois 4.Aléatoire, à préciser……..

Q106. A quoi les communications téléphoniques que vous avez utilisées sont-elles destinées?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition (plusieurs réponses possibles)***

Objet de communication téléphonique	1 : Oui 2 : Non
A. Contact régulier avec les membres de la famille	
B. Demande d'aide financière auprès des familles proches en cas de difficulté (transfert d'argent entre famille)	
C. Contact régulier avec les collègues de travail	
D. Contact régulier avec les amis	
E. Demande d'informations diverses auprès des tierces personnes	
F. Transfert d'argent Précisez le :……	
G. Autres à Préciser :…….……	

Q107. Pendant la période difficile ou en cas de difficultés financière, matérielle et personnelle, est-ce que vous avez la possibilité de vous adresser, en utilisant la téléphonie mobile, à une ou à des personnes de confiance ?

1. Oui à une personne ou à plusieurs personnes
2. Non **(saut vers Q109)**
9. Sans réponse ou ne sait pas

Q108. Sur la liste que nous allons vous énumérer, pouvez-vous nous indiquer s'il s'agit : Plusieurs réponses possibles

	1 : Oui 2 : Non
A. De membres lignagers et de la parenté	
B. D'amis et de connaissances	
C. De voisins	
D. De collègues de travail	
E. De votre employeur	
F. De prêteur informel (usurier, commerçant, etc.)	
G. Caisse communautaire ou épargne collective (tontine)	

H. Autres. Précisez :……	

Q109. Connaissez-vous l'existence des services financiers offerts par les opérateurs de téléphonie mobile dans votre quartier ou village ?

1. Oui
2. Non (saut vers **Q119)**
9. Sans réponse ou ne sait pas

Sinon passez à la question Q119

Q110. Comment vous avez pris contact avec ce système de microfinance sur téléphonie mobile ?

Encercler la bonne réponse

A. Relation sociale et information de proximité
B. Publicité
C. Autres à préciser :……

Q111. Quels seront les services financiers offerts par les opérateurs de téléphonie mobile ?

Plusieurs réponses possibles

	1 : Oui 2 : Non 9 : NSP
A. Transfert d'argent Précisez le :…… ……	
B. Paiement automatique de factures (Loyer, eau, électricité, etc). Précisez-le.....…….	
C. Transfert de crédit de communication	
D. Crédit/Prêt	
E. Epargne Précisez le:……	
F. Autres à Préciser:…… ……	

SI TOUTES LES RÉPONSES A Q111=NON, ALORS SAUT VERS Q113

Q112. Quelles seront les raisons qui vous poussent à utiliser ces services de microfinance sur téléphonie mobile ?

	1 : Oui 2 : Non
A. Proximité et accès facile aux services financiers	
B. Qualité de services offerts (rapidité, sécurité, etc.)	
C. Méfiance envers des services offerts par des institutions financières formelles ou informelles	
D. Aucune raison	
E. Autres à préciser :……	

Q113. Quelle sera la nature de crédit que vous souhaiteriez offrir par ce système de micro-finance sur téléphonie mobile et combien s'élève son montant maximal ?

Nature du crédit	1 : Oui 2 : Non	**Montant en Ariary si Oui (Mettre -1 si NSP)**
A. En nature Crédit de communication par exemple		|__|__|__|__|__|__|__|__|
B. Argent liquide		|__|__|__|__|__|__|__|__|
C. Autres à préciser :……		|__|__|__|__|__|__|__|__|

Q114. A quoi les crédits que vous aller demander seront-ils destinés?

➔***Enquêteur : lire chaque proposition (plusieurs réponses possibles)***

Objet de crédit	1 : Oui 2 : Non
A. Consommation courante (alimentaire, habillement, ..)	
B. Soins sanitaires (médicaments, hospitalisation, …)	
C. Evénements et fêtes familiaux (naissance, décès, mariage, divorce, exhumation,…)	
D. Paiement loyer	
E. Construction de maison	
F. Acquisition des meubles ou d'équipements ménagers	
G. Acquisition d'outils et d'intrants de production (semence, petits matériels, …) ou financement des activités productives	
H. Remboursement d'autres dettes	
I. Autres. Précisez :……	

Q115. Quelle sera la durée du remboursement de ce crédit que vous souhaitez ?

Agent enquêteur : Encercler la bonne réponse

Durée	Périodicité
|__|__|__|	1. Jour 2. Semaine 3. Mois 4. 3 Mois 5. 6 Mois 6. An

Q116. La procédure d'octroi de crédit devrait être ?

Agent enquêteur : Encercler la bonne réponse

Procédure d'octroi
A. Simple
B Lourde et complexe
C. Ne Sais Pas

Q117_a. Est-il nécessaire que les opérateurs de la téléphonie mobile et leurs partenaires exigeront de garantie de crédit?

Garantie de crédit
1 : Oui
2 : Non
9 : NSP

Q117_b. SI OUI, s'agit-elle d'une garantie individuelle ou à caution solidaire ?

Garantie	**Réponse**	**Valeur par rapport au montant de crédit (en %) (Mettre -1 si NSP)**
1. Garantie individuelle **2. Garantie à caution solidaire**	|__|	|__|__|,|__|

Q118. Pouvez-vous en indiquer le taux d'intérêt ou les frais de services que vous jugez supportable?

Nature de crédit :	Taux en % **(Mettre -1 Si NSP)**
A. Crédit à court terme	|__|__|,|__|
B. Crédit à moyen ou long terme	|__|__|,|__|
C. Frais des autres services. Les précisez : ……	|__|__|,|__|

X- LE RECOURS AU SYSTÈME DE COUVERTURE SOCIALE INSTITUTIONNELLE : TRANSFERT ET ASSURANCE SOCIAUX

Q119. En cas de maladie et de chômage (structurel ou technique) ou autres difficultés sociales, est-ce que vous avez la possibilité de vous adresser à un organisme de couverture sociale ou assurance sociale ?

Possibilité de s'adresser à un organisme
1. Oui
2. Non
9. NSP

Q120 Si oui, quel organisme ?

Nom de l'organisme	Quel est le montant ou le pourcentage des dépenses prises en charge par cet organisme ?
Nom :…….	Montant : |__|__|__|__|__|__|__|__| Pourcentage : |__|__|,|__|

CONCLUSION

Madame, Monsieur, nous tenons une fois de plus à vous remercier pour votre précieuse participation à cet important projet..**MERCI, VOTRE PARTICIPATION EST CAPITALE**

	H H : M M
HEURE DE FIN DE L'ENTRETIEN (FORMAT 24 HEURES)	|__|__|:|__|__|

ANNEXE II : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE FINSCOPE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE
LA PLANIFICATION

SECRETARIAT GENERAL

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION GENERALE

instat
MADAGASCAR

Enquête FinScope Consommateurs Madagascar 2015

FINSCOPE MDG 2015

IDENTIFICATION DU MENAGE

Numéro ZD : |___|___|___|

Numéro Ménage : Laharan'ny tokantrano : |___|___|

Numéro du questionnaire : |___|___|___|___|

1

Introduction :

Bonjour, mon nom est :

Je fais une enquête pour le compte de l'INSTAT pour identifier et éliminer les obstacles qui freinent l'utilisation des services financiers par les adultes, qu'ils soient riches ou pauvres. Nous interviewons les gens pour savoir plus sur leur vie, comment les adultes tirent leurs revenus, comment ils gèrent leurs finances, afin que nous puissions développer les idées pour améliorer l'accès à des services financiers mieux adaptés à leurs besoins.

Toutes vos réponses seront traitées de manière confidentielle et ne seront pas liées à votre identité. Nous vous remercions de nous accorder votre temps et de nous aider à améliorer les conditions de vie pour vous et d'autres personnes à Madagascar.

L'entrevue durera environ une heure de votre temps. Puis-je continuer et vous poser des questions?

Si Oui -1 Continuer avec la section A Identification du ménage et continuer avec le répondant sélectionné par la table de Kish

Si Non -2 Remercier le répondant et clôturer l'entretien

Fampidirana:

Miarahaba tompoko, izaho dia :

Mpanao fanadihadiana ho an'ny INSTAT mba ahafahana mijery sy mamahany olana izay tsy mampahomby ny fampiasana ny tolotra ara-bola ho an'ny olon-dehibe, na mahantra izy na manan-karena. Manao fanadihadianany olona izahay mba ahafantarana bebe kokoa momba ny fiainany, manao ahoana ny fampidiram-bolan'ny olon-dehibe, ahoana no fomba fitantanany ny harenany, mba ahafahana manolotra ny vahaolana hanatsaràna ny fahazoany tolotra ara-bola mifanaraka amin'ny izay tena ilainy.

Ny valinteninao dia mijanona ho tsiambaratelo. Misaotra anao sahady amin'ny fanekenao fotoana hifampiresahantsika mba hanampiana ny fanjakana hanatsara ny fari-piainanao sy ny olona rehetra eto Madagasikara.

Ny resadresakitsika dia maharitra ora 1 eo ho eo. Afaka tohizana ny resadresakitsika?

Raha 1 : Eny Tohizo amin'ny section A ary tohizo amin'ny mpamaly fanontaniana voasafidy amin'ny ***Table de Kish****.*

Raha 2 : Tsia Misaora ny mpamaly ary farano ny resadresaka

SECTION A: IDENTIFICATION DU MÉNAGE

A00 : Adresse du ménage : *Adiresin ny tokantrano*.....

A01.Nom du chef de ménage : *Anaran'ny Loham-pianakaviana*.....

A02. Code région: |___|___| **A03.** Région : *Faritra :* .....

A04. Code District: |___|___|___| **A05.**District: *Distrika*: .....

A06. Code Commune: |___|___|___|___|___| **A07.** Commune: *Kaominina*: .....

A08. Numéro ZD: *Laharana ZD:* |___|___|___| **A09.** Numéro Ménage: |___|___|___|___|

A10. Milieu: 1: Urbain *Andrenivohitra*, 2: Rural *Ambanivohitra* |___|

A11. Numéro de téléphone du CM : *Laharana finday ny CM :* |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

A12. Type de ménage : *Toetry ny tokantrano :*

1. Ménage initialement Sélectionné *Tokantrano voasafidy voalohany*	|___| Si code 1, aller à A14
2. Ménage de substitution *Tokantrano solony*	

A13. Pourquoi le ménage initialement sélectionné a-t-il été remplacé ? *Nahoana ny tokantrano voafidy no lasa nosoloina ?*

1 = Logement localisé, mais aucun membre du ménage localisé. *Trano voafidy, tsy misy olona tratra*	
2 = Logement localisé, mais aucun répondant éligible. *Trano voafidy, tsy misy olona afaka mamaly*	
3= Refus du répondant éligible (POURQUOI) *Mandà ny fanadihadiana*	|___|___|
4 = Logement localisé, mais visiblement inoccupé *Trano voafidy fa tsy misy monina*	
5 = Logement détruit. *Trano potika*	
6 = Logement non localisé. *Trano tsy voasoritra, tsy hita*	
96 = Autres	

A14. Quelles sont les coordonnées GPS du logement ? *Inona avy ny marika GPS momban'ny trano*

	Degré	Min	Sec
Latitude (SUD)	|__|__|	|__|__|	|__|__|__|
Longitude (EST)	|__|__|	|__|__|	|__|__|__|

INFORMATIONS SUR L'AGENT ENQUETEUR

A15. Code de l'agent enquêteur: |___|___|___| **A15a.** Nom de l'agent enquêteur : .....

A16. Code de l'agent contrôleur: |___|___| **A16a.** Nom de l'agent contrôleur: .....

A17. Code du superviseur : |___|___| **A17a.**Nom du superviseur : .....

	Date: (JJ/MM/AAAA)	**Résultats**	**Début** (HH:MN)	**Fin** (HH:MN)
Tentative 1 *Fitsidihana 1*	|__|__|/|__|__|/2015	|__|__|	|__|__|/|__|__|	|__|__|/|__|__|
Tentative 2 *Fitsidihana 2*	|__|__|/|__|__|/2015	|__|__|	|__|__|/|__|__|	|__|__|/|__|__|
Tentative 3 *Fitsidihana 3*	|__|__|/|__|__|/2015	|__|__|	|__|__|/|__|__|	|__|__|/|__|__|

Résultats

1. Entretien réalisé *Fanadihadiana tontonsa*
2. Aucun membre présent, même après tentative 3. *Tsy misy olona, na dia efa fitsidihana faha 3 aza*
3. Reporté *Nahemotra*
4. Le répondant sélectionné est sourd, muet ou ne pouvait pas s'exprimer dans la langue de l'entretien *Marenina ilay voafidy, moana na tsy mahavaly*
5. Entretien refusé *Fanadihadiana nolavina*
6. Absence du répondant dans le ménage après tentative 3.*Tsy fahafahan'ny olona tao aoriana fisidihana faha 3*
96. Autre (préciser) *Hafa (farito mazava)*

SÉLECTION DE L'ADULTE RÉPONDANT POUR L'ENTRETIEN

S'il vous plaît pouvez-vous me donner les détails de toutes les personnes qui vivent dans ce ménage?

Par ménage, je veux dire les membres de votre famille proche qui vivent et prennent normalement leurs repas ensemble ici.

Azafady, mba afaka omenao ve ny mombamomba ireo olona ao anaty tokantrano ?

Ny tokantrano dia, ireo olona anaty fianakaviana akaiky miara-mipetraka ary miara-misakafo amin'ny fatana iray

- ✓ **Enregistrez l'âge exact de tous les hommes et les femmes dans le ménage dans la grille ci-dessous dans l'ordre du plus âgé au plus jeune (y compris les bébés et les enfants).***Raiso an-tsoratra ny taona ny lehilahy sy ny vehivavy rehetra ao antokantrano, ka ny lehibe indrindra no atao voalohany h@ ny tanora indrindra (anisan'izany ny zazakely sy ny ankizy)*

- ✓ ***Enregistrez le nom et le sexe à côté de l'âge de chaque membre du ménage.****Raiso an-tsoratra ny anarana sy ny lahy na vavy eo akaikin'ny taona ny mpikambana tsirairay ao antokantrano.*

- ✓ ***Enregistrez le répondant sélectionné pour l'interview de la table KISH dans la colonne prévue.****Soraty ny voafidy ho an'ny fanadihadihana tao amin ny tabilao KISH aoamin'nytsanganana voatokana*

Vérifiez la grille d'enregistrement des détails du ménage avec le répondant sélectionné pour l'interview*Hamarino ao amin tabilao misy ny antsipirihan'ny tokantrano ilay voafidy ho an'ny tafa sydinika*

Seuls les répondants de 18 ans et plus sont éligibles à l'interview. *Ny mpamaly 18 taona mihaotra ihany no afaka namaly*

		A 18a Age *Ecrire le plus âgé (en premier) au plus jeune (vers le bas)Taona ireo olona ao anaty fianakaviana. Atombohy izay taona lehibe indrindra miafara @ kely indrindra.*	A18b Nom du membre de ménage *Anaran'ny ao an-tokatrano*		A18c Sexe M Lahy =1, F Vavy =2	A18d. Relation avec le Chef de Ménage *Rohi-pihavanana amin'ny loha-pianakaviana*	A18e Répondant sélectionné pour l'interview *Ny Mpamaly voafidy amin'ny fanadihadiana Entourer boriborio ny valim-panontaniana*
ADULTES 18+ *LEHIBE 18 TAONA MIHOATRA*	Personnes dans le ménage qui sont éligibles pour cette enquête **(personnes de 18 ans et + qui sera disponible pour la durée de cette enquête)** *Olona ao anaty tokantrano afaka hamaly ny fanadihadiana (olona mihoatra **18 taona** afaka hamaly araka ny fotoana ilain'ny fanadihadiana)*	____		01	___	____	01
		____		02	___	____	02
		____		03	___	____	03
		____		04	___	____	04
		____		05	___	____	05
		____		06	___	____	06
		____		07	___	____	07
		____		08	___	____	08
		____		09	___	____	09
		____		10	___	____	10
		____		11	___	____	11
		____		12	___	____	12
		____		13	___	____	13
		____		14	___	____	14
		____		15	___	____	15
		____		16	___	____	16
		____		17	___	____	17
		____		18	___	____	18
		____		19	___	____	19
		____		20	___	____	20

NON-QUALIFIES ***Moins de 18 ans*** *TSY AFAKA MAMALY Latsaky ny 18 taona*	Personnes dans le ménage qui ne sont pas éligibles pour cette enquête **(basée sur l'âge)** *Olona ao anaty tokantrano tsy afaka hamaly fanadihadiana (araka ny taona)*			01			
				02			
				03			
				04			
				05			
				06			
				07			
				08			
				09			
				10			

NON-QUALIFIES ***18+*** *TSY AFAKA MAMALY nefa 18 taona mihoatra*	Personnes dans le ménage qui ne sont pas éligibles pour cette enquête ou qui ne seront pas disponibles pour la durée de l'enquête **(autre que l'âge)** *Olona ao anaty tokantrano tsy afaka hamaly ny fanadihadiana na tsy manana fotoana ahafahana mamaly (hafa noho ny taona)* **Remarque: Demandez les répondants sur les raisons pour lesquelles personnes ne sont pas éligibles ou ne sont pas disponibles*Anontanio ny antony tsy ahafahany mamaly***			01			
				02			
				03			
				04			
				05			
				06			
				07			
				08			
				09			
				10			

Modalités A18d.: 01 = Chef de Ménage Loham-pianakaviana; 02= Epoux(se) vady ; 03 = Enfant biologique/Adopté Zanaka voasoratra / natsangana;0 4 = Petit(e)-Fils/Fille zafikely; 05=Nièce/Neveu Zanaky iray tampo vavy / zanaky iray tampo lahy; 06 = Père/Mère dada/mama; 07 = Soeur/Frère anabavy/rahalahy; 08 = Beau-fils/belle-fille vinanto ; 09 = Beau-Frere/Belle-Soeur zaodahy/zaobavy 10=Beau père/belle mère Rafozan-dahy(vavy)11=Cousin(e) 12=Femme/Homme de ménage Mpanampy 13=Aucun lien de parenté Tsy misy rohim-pihavanana

Raisons pour lesquelles les personnes non éligibles 18+ ne sont pas éligibles ou ne sont pas disponibles *Antony tsy ahafahan'ny olona mihoatra ny 18 taona mamaly fanadihadiana*
1 .....
2 .....
3 .....

TABLE KISH

SÉLECTIONNER À PRÉSENT UN RÉPONDANT INDIVIDUEL POUR L'ENTRETIEN EN FONCTION DE LA GRILLE DE KISH / DU TABLEAU DE SÉLECTION DE KISH. Établir la liste de tous les adultes qualifiés âgés de 18 ans ou plus. Commencer par le plus âgé, puis progresser jusqu'au plus jeune. *Mifidiana olona iray hamaly ny fanadihadiana araka ny GRILLE DE KISH. Ataovy lisitra ny rehetra ny olon-dehibe mahoatra 18 taona. Manomboka amin'ny ny zokiny indrindra hatramin ny tanora indrindra.*

Afin de déterminer qui vous allez interviewer, vous aurez besoin des deux derniers chiffres du numéro de questionnaire comme indiqué à la page 1 du questionnaire, et le nombre de personnes dans le ménage qui sont éligibles pour l'enquête. *Mba hamaritana hoe iza no hamaly ny dinidinika, dia mila ny laharana roa farany amin 'ny laharana rijampanontaniana izay hita ao amin'ny pejy 1 sy ny isan'ny olona ao amin'ny tokantrano izay afaka hamaly ny fanadihadiana*

1. Trouver le nombre qui correspond **aux dernieres unités** du questionnaire sur le côté gauche de la table, et le nombre de membres du ménage qui sont qualifiés en tête de la table. *Tadiavo ny isa izay mifanaraka ny **laharana roa farany** amin 'ny laharana rijampanontaniana eo amin'ny lafiny ankavia ny tabilao, ary ny isan'ny mpikambana ao amin'ny tokantrano eo amin'ny andalana voalohan' ny tabilao*
2. Encerclez le chiffre où ces deux numéros se rencontrent dans le tableau. *Ataovy anaty boribory ny tarehimarika izay hifanenan'ireo laharana anankiroa ireo.*
3. Ceci est le numéro de la personne que vous allez interviewer - enregistrer à la page précédente et vérifier les détails. *Izay no laharan'ny olona izay hamaly ny fanadihadiana. Soraty ao amin'ny pejy eo aloha ary hamarino ny mombamomba azy.*
4. Demander à parler à la personne de la liste dont le numéro est égal au chiffre entouré dans la grille de Kish. *Mangataha fifampiresahana amin'ny olona ao anaty lisitra izay mitondra ny laharana voahodidina boribory*
5. Si la personne est absente, **IL FAUT ABSOLUMENT** organiser un second, voire un troisième contact afin de mener l'entretien avec cet individu précis. *Raha tsy eo ilay olona **TSY MAINTSY** mandamina fihaonana faharoa na fanitelony mihintsy aza mba ahafahana manao ny fanadihadiana.*

NUMERO DU QUESTIONNAIRE SE TERMINANT PAR *Isa izay mifanaraka ny laharana roa farany amin 'ny laharana rijampanontaniana*				NOMBRE DE PERSONNE QUALIFIEE A REPONDRE DANS LE MENAGE *Isan'ny olona ao amin'ny tokantrano izay afaka hamaly ny fanadihadiana*																							
				1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
01	26	51	76	1	1	1	3	2	4	1	3	5	8	6	5	12	10	1	6	8	7	19	19	13	21	13	24	25
02	27	52	77	1	2	3	4	3	1	2	2	3	4	8	3	7	2	5	14	4	15	4	8	6	16	14	22	19
03	28	53	78	1	1	2	1	4	2	7	6	9	3	5	11	2	1	3	11	7	10	16	16	10	5	2	2	3
04	29	54	79	1	2	3	2	1	3	5	8	6	2	4	2	4	8	11	10	16	6	9	10	15	11	12	11	18
05	30	55	80	1	1	1	4	5	6	3	5	7	5	9	8	13	3	2	13	5	18	1	4	1	20	11	5	24
06	31	56	81	1	2	2	2	3	5	6	7	8	7	1	4	9	14	8	2	17	17	14	12	14	22	10	3	14
07	32	57	82	1	2	1	1	4	1	4	1	4	6	3	6	5	7	13	9	2	3	13	14	8	2	7	20	4
08	33	58	83	1	1	2	3	2	5	1	4	2	1	7	10	6	5	4	15	10	5	2	13	4	17	5	17	8
09	34	59	84	1	1	3	2	5	6	2	2	1	9	10	1	10	4	6	6	1	9	10	1	5	6	9	1	12
10	35	60	85	1	2	2	4	1	3	3	6	9	10	11	12	3	9	15	7	8	11	6	3	9	4	3	10	1
11	36	61	86	1	1	1	3	1	4	5	3	1	6	2	9	13	11	14	4	11	4	15	15	17	1	1	23	2
12	37	62	87	1	2	3	1	3	2	7	5	6	5	7	7	8	6	10	3	3	1	12	20	7	13	22	12	16
13	38	63	88	1	1	2	1	5	3	6	4	3	4	6	2	11	13	12	1	15	8	7	2	12	15	21	13	7
14	39	64	89	1	2	3	2	4	1	4	7	8	2	5	6	11	12	9	16	13	16	11	18	18	14	16	18	23
15	40	65	90	1	2	1	4	2	4	3	8	7	7	11	1	3	5	7	12	14	13	8	17	20	19	20	19	11
16	41	66	91	1	1	3	3	1	6	5	1	5	9	10	3	2	11	13	8	12	12	5	6	21	8	8	4	15
17	42	67	92	1	1	2	3	4	2	6	4	2	3	2	12	5	2	10	13	5	8	18	9	16	10	17	16	20
18	43	68	93	1	2	1	4	2	6	4	1	4	8	9	10	7	9	3	12	12	9	7	20	19	9	19	21	13
19	44	69	94	1	2	2	1	3	5	2	8	9	10	4	9	8	13	1	1	14	10	19	10	11	18	15	7	6
20	45	70	95	1	1	3	2	5	4	1	3	8	1	3	8	6	6	9	5	7	13	4	15	1	7	22	15	21
21	46	71	96	1	1	1	2	5	1	7	2	3	2	1	11	4	7	5	3	2	1	3	12	18	5	19	14	9
22	47	72	97	1	2	1	3	1	3	2	6	2	1	8	7	1	4	2	11	8	2	17	4	17	21	16	3	5
23	48	73	98	1	2	3	4	2	2	6	7	7	8	3	4	9	3	6	2	11	11	16	2	8	11	23	6	22
24	49	74	99	1	1	2	1	4	6	3	5	5	3	1	5	13	1	14	8	14	6	15	9	14	3	6	9	17
25	50	75	00	1	1	2	3	3	2	4	6	4	7	5	3	12	12	12	4	6	2	17	11	2	12	4	8	10

A19. Informations sur le répondant adulte sélectionné s'il est disponible PREMIERE VISITE
Soraty mombamomba ny mpamaly voafidy raha afaka mamaly izy fitsidihana voalohany

1 : **Nom du répondant** ***Anaran'*****ny mpamaly voasafidy : .....**

2 : **Code d'identification du membre du ménage [À RENSEIGNER APRÈS AVOIR COMPLÉTÉ LA LISTE DES MEMBRES DU MÉNAGE-DANS A18e] :** ***Kaody famantarana ny olona ao an- tokantrano ao @ A18e]*** |__|__|

3 *Numero de telephone du répondant :* |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

A19a. Quelle est la situation matrimoniale **ACTUELLE** du répondant ? |__|
*Sata-panambadiana **ankehitriny** ny mpamaly ?*

1= MARIÉ(E) LÉGALEMENT *Manambady ara-panjakana* ;
2= MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT/MONOGAME *Manambady ara-pomban-drazana/ vady iray ihany*
3 = MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT POLYGAME *Manambady ara-pomban-drazana / vady maro*
4 = UNION LIBRE MONOGAME *Fanambadiana tsy misy fombafomba vady iray ihany*;
5 = UNION LIBRE POLYGAME *Fanambadiana tsy misy fombafomba vady maro*
6= DIVORCÉ(E) : *Nisara-panambadianaara-panjakana*
7 = SÉPARÉ(E) *Nisara-panambadiana*;
8=VEUF(VE) *Maty vady*
9= CÉLIBATAIRE*Tokan-tena* (JAMAIS MARIE/N'A JAMAIS VECU AVEC UN/UNE PARTENAIRE)*(Tsy mbola nanambady mihintsy/ na niaraka tamin'olona)*

A19b. Avez-vous été à l'école ? *Efa nandia fianarana ve ianao?* |__|
1.Oui => Aller à A19d
2.Non => **Continuer**

A19c. Pourquoi n'avez-vous pas été à l'école ? *Fa maninona ianao no tsy nandia fianarana*? |__|__|

01 = ENCORE TROP JEUNE POUR ÊTRE SCOLARISÉ(E) *Mbola kely taona loatra ho any antsekoly* ;
02 = MANQUE D'ARGENT POUR LES FRAIS. L'UNIFORME, LES LIVRES, ETC*Tsy manambola ho amin'ny sara-pianarana, boky, akanjo fitondra mianatra sns….*
03 = MAUVAISE QUALITÉ DES ÉCOLES*Faharatsian'ny toera-pianarana*;
04 = MALADIE OU HANDICAP *Marary na kilemaina*;
05 = PAS INTÉRESSÉ(E) *Tsy maharesy lahatra ny hianatra*;
06 = LES PARENTS ONT REFUSÉ*Tsy navelan'ny ray aman-dreny*;
07 = AI DÛ TRAVAILLER OU AIDER À LA MAISON*Tsy maintsy niasa na nanampy ao an-tokatrano*;
08 = L'ÉCOLE EST SITUÉE TROP LOIN DU DOMICILE*Lavitra loatra ny trano fonenana ny toeram-pianarana*;
09 = ÉCOLE CONTRAIRE AUX CROYANCES *Fianarana mifanohitra amin'ny finoana*;
96 = AUTRE (PRÉCISER) Hafa (tanisao)……

A19d. Savez-vous lire et écrire ? *Mahay mamaky teny sy manoratra ve ianao ?* |__| **1 : Oui *Eny* ; 2 : Non *Tsia***

A19e. Quelle est la dernière classe que vous avez fréquentée ? *Kilasy faha-firy no nodiavinao farany ?* |__|__|

Pas de scolarisation formelle	01
Pré-scolaire	02
Primaire	03
Secondaire 1er cycle	04
Secondaire 2è cycle	05
Formation professionnelle	06
Universitaire (Licence, Masters, Doctorat)	07
Autre (Spécifier)	96
……	
Ne sait pas	99

***A19 f.** Quelle* est la principale occupation du répondant? *Inona no asa fototra ataon'ny mpamaly ?*

01:Cadre *Mpiasa ambony*	
02: Ouvrier Qualifié *Mpiasa tanana manam-pahaizana manokana*	
03: Ouvrier non Qualifié *Mpiasa tanana tsotra*	
04: Salarié *Mpiasa*	
05: Transporteurs *Mpitatitra*	
06: Homme/Femme de ménage *Mpiasa an-trano Lahy /Vavy*	
07:Travailleur indépendant *Mpiasa tena tsy miankina*	
08: Fonctionnaire *Mpiasam-panjakana*	
09 : commercant *Mpivarotra*	
10 : Homme/Femme au *foyer mikarakara tokantrano*	
11 : Chomeur *Tsy an'asa*	
12: Agriculteur, éleveur, pêcheur *Mpamboly, mpiompy, mpanjono*	
96:Autres (SPECIFIER):*Hafa (Lazao)*……	

|__|__|

A20. : REVENU ET OCCUPATION DU CHEF DE MÉNAGE
Fampidiram-bola sy asa fototry ny loham-pianakaviana

Demander A20a à A20c si le répondant n'est pas le chef de ménage. Si le répondant est le chef de ménage aller à A20d.
Anontanio A20a h@ A20c raha tsy Loham-pianakaviana no mamaly.Fa raha loham-pianakaviana no mamaly dia mankanesa A20d .

A20a. Quel âge a le chef de ménage ? *Firy taona ny Loham-pianakaviana?* |___|___|

A20b. Quelle est la situation matrimoniale **ACTUELLE** du chef de ménage? |___|
Sata mpanambadian'ny lohampiankaviana ?
1= MARIÉ(E) LÉGALEMENT *Manambady ara-panjakana* ;
2= MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT/MONOGAME *Manambady ara-pomban-drazana/ vady iray ihany*
3 = MARIÉ(E) COUTUMIÈREMENT POLYGAME *Manambady ara-pomban-drazana / vady maro*
4 = UNION LIBRE MONOGAME *Fanambadiana tsy misy fombafomba vady iray ihany;*
5 = UNION LIBRE POLYGAME *Fanambadiana tsy misy fombafomba vady maro*
6= DIVORCÉ(E) *Nisara-panambadianaara-panjakana*
7 = SÉPARÉ(E) *Nisara-panambadiana;*
8=VEUF(VE) *Maty vady*
9= CÉLIBATAIRE *Tokan-tena* (JAMAIS MARIE/N'A JAMAIS VECU AVEC UN/UNE PARTENAIRE)*(Tsy mbola nanambady mihintsy/ na niaraka tamin'olona)*

A20c. Quelle est la dernière classe fréquentée par le chef de ménage ? |___|___|
Kilasy faha firy no nianatra farany ny Loham-pianakaviana?

Pas de scolarisation formelle *Tsy nianatra an-tsekoly ara-dalàna*	01
Pré-scolaire	02
Primaire	03
Secondaire 1er cycle	04
Secondaire 2è cycle	05
Formation professionnelle *Fiofanana araka asa*	06
Universitaire (Licence, Masters, Doctorat)	07
Autre (Spécifier) *Hafa (Tanisao)*.....	96
Ne sait pas*Tsy hay*	99

A20d. Le Chef de ménage a-t-il un revenu? |___| **1: Oui Eny *2*: Non *Tsia Si = 2 allez à A20f***
Manana fidiram-bola ve ny loham-pianakaviana?

A20e. Le chef de ménage est-il celui qui gagne le revenu principal du ménage? |___| **1 : Oui *Eny* ; 2 : Non *Tsia***
Ny loham-pianakaviana ve no mampiditra ny ampahany be indrindra amin'ny vola ao an-tokantrano?

A20f.*Quelle* est la principale occupation du chef de ménage ?
Inona no asa fototra ataon'ny loham-pianakaviana?

01:Cadre *Mpiasa ambony*	
02: Ouvrier Qualifié *Mpiasa tanana manam-pahaizana manokana*	
03: Ouvrier non Qualifié *Mpiasa tanana tsotra*	
04: Salarié *Mpiasa*	
05: Transporteurs *Mpitatitra*	
06: Homme/Femme de ménage *Mpiasa an-trano Lahy /Vavy*	
07:Travailleur indépendant *Mpiasa tena tsy miankina*	
08: Fonctionnaire *Mpiasam-panjakana*	
09 : commercant *Mpivarotra*	
10 : Homme/Femme au *foyer mikarakara tokantrano*	
11 : Chomeur *Tsy an'asa*	
12: Agriculteur, éleveur, pêcheur *Mpamboly, mpiompy, mpanjono*	
96:Autres (SPECIFIER):*Hafa (Lazao)*.....	

SECTION B : INFORMATION ET BIEN-ETRE DU MENAGE

Mombamomba ny tokantrano sy ny Fiaimpiainany

Inscrire le code correspondant à la modalité choisie *Soraty ny kaody mifanaraka*

B1a Observez la structure de l'habitation – posez les questions uniquement en cas d'incertitude. Quel est la nature de la **toiture** de cette habitation ?
*Jereo ny fomba nananganana ny trano, rehefa tsy fantatra mazava vao apetraka ny fananontaniana. Inona ny akora nanaovana ny **tafo** ?*

01: Palmes, feuilles, mottes d'herbes, bambous *Ravinkazo, bozaka, bamboo*	
02: Planches en bois *Hazo fisaka*	
03: Tôle *Fanitso*	⌊__⌋⌊__⌋
04:Ciment *Somà*	
05: Terres *Tany*	
96: Autres *Hafa* :	

B1b. Observez la structure extérieure de l'habitation– posez les questions uniquement en cas d'incertitude.Quel est le matériel principal utilisé pour les **murs extérieurs** de cette habitation ?
*Jereo ny fomba nananganana ny trano avy aty ivelany, rehefa tsy fantatra mazava vao apetraka ny fananontaniana. Inona ny akora fototra nanaovana ny **rindrina ivelany** ?*

01: Palmes, feuilles, mottes d'herbes, bambous *Ravinkazo, bozaka, bamboo*	
02: Planches en bois *Hazo fisaka*	
03: Tôle *Fanitso*	⌊__⌋⌊__⌋
04: Terres *Tany*	
05 : Briques *Biriky*	
06: Ciment *Simenitra*	
96: Autres *Hafa* :	

B1c. Le nombre de chambres à coucher? *Firy ny isan'ny efi-trano fatoriana?* ⌊__⌋⌊__⌋

Notez le nombre des chambres *Soraty ny isan'ny efitra*

B2a. Nous allons parler au sujet des personnes qui vivent avec vous dans votre ménage. Par **ménage**, j'entends groupe de personnes apparentées ou non vivant sous un même toit ou dans une même unité d'habitation. Vous compris, combien de personnes au total vivent dans ce ménage ?
*Hiresaka momba ny olona monina ato amin'ny tokantrano miaraka aminao isika izao. **Tokantrano** dia vondron'olona misy rohim-pihavanana na tsia miara-mipetraka ao ambany tafotrano iray na ao anaty toeram-ponenana iray. Miaraka aminao, firy ny isan'ny olona ao amin'ny tokantrano?*

⌊__⌋⌊__⌋

Le nombre de personnes doit être égal au total des personnes enregistrées dans la section A18b

Ny isan'ny olona dia tokony hitovy amin'ny totaly voaray ao amin'ny fanontaniana A18b

B2b. Veuillez me dire laquelle de ces assertions décrit au mieux la propriété de votre maison ou du lieu d'habitation dans lequel vous vivez ?
Mba lazao amiko amin'ny iray amin'ireto manaraka ireto ny mombamomba ny trano na ny toeram-ponenanao?

1:Je suis propriétaire de la maison *Izaho no tompontrano*	⌊__⌋⌊__⌋
2:Je suis copropriétaire de la maison *Samy tompon-trano izaho sy olona hafa*	
3:Un autre membre de mon ménage est le propriétaire de la maison. *Olona ao anatin'ny tokantrano no tompontrano*	***Si B2b = 3 à 6 ou 96 - 99 Aller à B3a***
4:Je loue la maison *Mpanofa trano aho*	
5:Un autre membre de mon ménage loue la maison *Olona ao anatin'ny tokantrano no manofa ny trano hipetrahana.*	
6:La maison nous est donnée gratuitement *Trano nomena fotsiny*	
96:Autre (à spécifier)	
99: NSP *Tsy fantatra (NE PAS MONTRER)*	

Posez B2c si le REPONDANT est propriétaire/ co-propriétaire de sa maison (Code 1 ou 2) dans la question B2b.
Apetraka ny B2c raha tompontrano/samy tompon-trano ny REPONDANT (Code 1 na 2) ao amin'ny B2b.

B2c. Avez-vous un document officiel pour le lieu d'habitation dans lequel vous vivez? ☐ **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
Manana taratasy ara-dalàna momba ny toeram-ponenanao ve ianao?

B2d. Comment avez-vous acquis votre maison ou votre lieu d'habitation?
Ahoana ny fomba nahazoanao ny trano na ny toeram-ponenanao?

1:Je l'ai acheté *Novidiko*	**Si B2d = 3 à 5 – 96 Aller à B3a**
2:Je l'ai construit *Izaho no nanamboatra azy*	
3:Je l'ai hérité ou il m'a été donné par un membre de famille *Lovako na nomen'ny olona tao amin'ny fianakaviana ahy*	
4:Il m'a été alloué par le chef coutumier *Nomen'ny ray aman-dreny ara-drazana ao an- tanàna*	
5:Le gouvernement me l'a donné *Nomen'ny fanjakana ahy*	
96: Autre (SPECIFIER) ..... *Hafa(lazao)*	

B2e. Comment vous ou votre ménage avez fait pour payer la maison ou le lieu d'habitation?
Ahoana no fomba ataonao na ny ao an-tokantrano nividianana na nanamboarana ny trano na ny toeram-ponenana?

1:En empruntant *Mitrosa (na Nindram-bola)*	☐☐
02:Épargne ou cash *Tahiry na tolo-botsotra*	
96:Autre (SPECIFIER)*Hafa (lazao)*.....	

POSEZ A TOUS - ANONTANIANA NY REHETRA

B3a. Êtes-vous actuellement en train de construire des maisons pour y habiter ou pour en être juste le propriétaire ?
Manao trano mba honenanao na mba ho tompony fotsiny ve ianao amin'izao fotoana izao ? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)** ☐

B3b. En plus de la maison dans laquelle vous habitez, combien de maisons possédez-vous? (S'il y en a)
Akoatran'ity trano ipetrahanareo ity, manana trano firy nareo? (Raha misy) ***Notez le nombre de maison*** ☐☐

B4a. Quelle est la source principale d'approvisionnement en **Eau** de votre ménage actuellement (pour la cuisson)?
*Ahoana no fomba famatsian-d**Rano** ao amin'ny tokatranonao a' izao fotoana izao (trano fisotrona fandrahoana sakafo)?*

01: Robinet intérieur *Paompy ao an-trano*	☐☐
02: Robinet extérieur *Paompy ivelan'ny trano*	
03: Fontaine publique *Paompy panjakana*	
04: Forage/puits *Lava-drano*	
05: Eau de source *Loharano*	
96: Autres: *Hafa*.....	

B4b. Quel est le type de **Toilette** utilisé dans votre ménage?
*Inona no karazana **Lavapiringa** ampiasain'ny tokantranonao*

01:Fosses/ Latrine *Lavaka*	☐☐
02:Fosse septique avec chasse d'eau anglaise *Misy fipetrahana misy fisitonandrano*	
03:Fosse septique sans chasse d'eau anglaise *Misy fipetrahana tsy misy fisitonandrano*	
04:Fosse septique avec chasse d'eau à la Turc *Ilay mitingina misy fisitonandrano*	
05:Fosse septique sans chasse d'eau à la Turc *Ilay mitingina tsy misy fisitonandrano*	
06: WC Public *Gabone panjakana*	
07: Pas de toilettes *Tsy misy lavapiringa*	
96 : Autre (SPECIFIER) *Hafa (Lazao)*	

B5a. Est-ce que vous disposez de l'**Electricité** dans votre maison ? |___| **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
Misy ***Herin'aratra*** *ve ao antokantranonao? (*si Non saut **B5d**: *raha Tsia saut **B5d**)*

B5b. En période normale (sans tenir compte de l'horaire des délestages), combien d'heures dans la journée avez-vous de l'électricité? (Ne pas citer les champs) *Raha amin'ny andavan'andro (tsy isaina ny oran'ny delestazy) Adiny firy ao anatin'ny indray andro no misy Herin'aratra? (Tsy tanisaina)*

1 : Moins d'une heure	*Latsaky ny adiny 1*	
2 : 1 heure à moins de 2 heures	*Adiny 1 ka h@ latsaky ny adiny 2*	
3 : 2 à moins de 5 heures	*Adiny 2 ka h@ latsaky ny adiny 5*	
4 5 à moins de 8 heures	*Adiny 5 ka h@ latsaky ny adiny 8*	
5 : 8 à moins de 12 heures	*Adiny 8 ka h@ latsaky ny adiny 12*	
6 : 12 à moins de 15 heures	*Adiny 12 ka h@ latsaky ny adiny 15*	
7 : 15 à moins de 24 heures	*Adiny 15 ka h@ latsaky ny 24 ora*	
8 : A tout moment	*Tontolo andro 24 ora*	

B5c. Si oui : quelle est la source principale? *Raha eny avy aiza no mitondra ny herin'aratra?*

1: JIRAMA	
2: Producteur indépendant *Mpamokatra mahaleotena*	
3: Panneaux Solaires *Takelaka mandeha amin'ny masoandro*	
4: Groupe électrogène *Gropy mandeha solika*	
5: Voisinage *Misintona eo amin'ny trano akaiky*	
96: Autres (à préciser) : *Hafa tanisao*.....	

B5d. Quelle est la principale source d'éclairage de la lumière dans votre maison? *Inona no manome fahazavana fototra ao an-tranonao ?*

1 : ELECTRICITÉ *Jiro.avy amin ny herinaratra*	
2 : PÉTROLE LAMPANT *Jiro solitany*	
3 : BOUGIES *Labozia*	
4 : PANNEAU SOLAIRE *Takelaka mandeha amin'ny masoandro*	
96 : AUTRES à préciser *Hafa lazao*	

B6. Quelle est la ***PRINCIPALE*** source **d'énergie de cuisine** qu'utilise votre ménage ?
Inona no ***angovofototra fandrahoana sakafo*** *ao an-tokantrano?*

1. Bois de chauffe.*Afo kitay*	
2. Gaz *Gazy*	
3. Electricité *Herin'aratra*	
4. Charbon de bois *Saribao na arina*	
96. Autres à préciser *Hafa lazao*.....	

B7. Est-ce que vous ou un membre de votre ménage possédez les articles suivant ? Citez **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
Manana an'ireo fitaovana manaraka ireto ve ianao na ny olona ao amin'ny tokantrano misy.anao? Tanisao

1. Télévision	
2. Radio	
3. Groupe électrogène *Gropymandeha solika*/ Panneau solaire *Takelaka mandeha amin'ny masoandro*	
4. Frigo *Vata fampangatsiahana*/ Congélateur *Fanavainganana*	
5. Ventilateur *Vantilatera*	
6. Bicyclette *Bisikileta*	
7. Moto / vélomoteur / Cyclomoteur *Môtô, Bisikileta misy môtera, Cyclomôtera*	
8. Voiture privée (hors voiture de fonction) *Fiarakodia tsy an'ny toeram-piasana*	
9. Camion / camionnette *Kamio kamionety*	
10. Machine à coudre *Milina fanjairana*	
11. Ordinateur fixe ou Portable *Solosaina entin-tanana na birao*	
12. Chaîne musicale *Vata Fihainoana mozika*	
13. Machine à Laver *Masinina fanasana lamba*	
14. Armoires / Garde des robes *Armoara fihatonana akanjo*	
15. Climatiseur *Klimatizera*	
16. Magnétoscope / lecteur CD / DVD *Manetôskôpy/ Famakiana CD DVD*	
17. Antenne parabolique / décodeur *Antenina parabôlika dekôdera*	
18. Appareil photo / Caméra *Fakan-tsary / Kamera*	
19. Téléphone fixe *Finday mipetaka amin'ny traio*	
20. Téléphone portable *Finday entin-tanana*	
21. Brouette / Pousse-pousse *Borety / posiposy*	
22. Tracteur / motoculteur *Trakitera / Môtôkolotera*	
23. Charrue pour traction animale /Charrette *Charrue taritina biby Sarety*	

24. Lampe / lampadaire *Jiro fitondra mandeha /jiro an-tokotany*	
25. Pirogue (avec ou sans moteur) *Lakana voizina na mandeha motera*	
26. Appareils électroménagers *Fitaovan-dakozia mandeha herin'aratra*	
27. Réchaud/Cuisinière à gaz *Fatana gazy*	
28. Lit ou matelas *Fandriana na kidoro*	
29. Bijoux en métaux précieux *Firavaka sarobidy*	

B8. Pensant aux 12 derniers mois, suivant l'échelle de ci-dessous, combien de fois vous ou votre ménage:
Raha izay 12 volana izay no jerena, impiry ny tokantranonao no:

01: Souvent *Matetika*
02: Quelque fois *Indraindray*
03: Rarement *Mahalana*
04 : Jamais *Tsy nisy mihintsy*
99: Ne sait pas *Tsy hay*

a. Aviez sauté un repas parce que vous n'aviez pas de nourriture *Nisy fotoana tsy nisakafoanana satria tsy nisy nohanina*	
b. Aviez manqué de traitement médical ou des médicaments parce que vous n'aviez pas d'argent *Nisy fotoana narary dia tsy afaka nahazo fitsaboan'ny dokotera na fanafody satria tsy nanana vola*	
c. N'aviez pas été capable d'envoyer les enfants à l'école par manque d'argent de transport ou d'uniforme ou d'autres frais scolaires *Nisy fotoana tsy nahafan'ny zanakao nandeha nianatra satria tsy ampy vola amin'ny sara-pitanterana, na tablie na sara-pianarana*	

B9. En utilisant l'échelle suivante, de Très Facile à Très Difficile, dites-moi combien c'est facile ou difficile pour vous de tenir vos engagements financiers ?
Une seule réponse possible
Mampiasa ny mari-drefy Tena mora ka hatramin'ny Tena sarotra, lazao ahy mora sa sarotra aminao ny mitàna ny fanekena fandaniana ara-bola ?
Valiny tokana ihany

1. Très Facile *Tena mora*	
2. Facile *Mora*	
3. Difficile *Sarotra*	
4. Très difficile *Tena sarotra*	
5. Non applicable **(Ne pas montrer)** *Tsy voakasika (tsy aseho)*	

B10. Je vais vous lire quelques assertions dans le but de découvrir vos sentiments au sujet de la vie quotidienne. Pour chacune de ces assertions, veuillez me répondre par : **01: Oui (*Eny*) 02: Non (*Tsia*) 99: Ne sais pas *Tsy hay***
Miombonkevitra @' ireto hevitra manaraka ireto ve raha mifanaraka @'ny fahatsapanao ny fiainana andavanandro.

1. La situation courante de votre ménage s'est améliorée par rapport à l'année passée *Nihatsara ny farim-piainan'ny tokantranareo raha oharina tamin'ny taona lasa*	
2. L'argent disponible dans votre ménage a augmenté par rapport l'année passée *Nitombo ny vola tao an- tokantranonareo raha oharina tamin'ny taona lasa*	
3. Vous êtes satisfait de votre niveau d'éducation *Afapo amin' ny fari-pahaizana ananao ianao*	
4. Vous vous attendez à ce que votre vie soit meilleure dans les deux prochaines années. *Manantena ianao fa @ ny roa taona ho avy dia hihatsara ny fiainanao.*	
5. Vous dirie ue vous êtes en bonne santé et vous n'avez pas besoin des soins médicaux spéciaux. *Tsapanao fa salama ianao ka mety tsy mila fitsaboana manokana*	
6. C'est la responsabilité du gouvernement de pourvoir à vos besoins et à ceux de votre famille. *Andraikitry ny fanjakana ny manome izay ilain'ny fiainanao sy ho an'ny fianakavianao.*	

Section AGRICULTURE
B11a. Veuillez me dire laquelle des assertions suivantes décrivent au mieux la situation de votre ménage?
Inona avy amin'ireto tranga ireto no mifanaraka amin'ny toetran'ny tokantranonao

I: Votre Ménage ne pratique que l'agriculture, élevage ou pêche *Tokatranonao tsy manao afatsy fambolena, fiompiana ary jono*	
2: Votre ménage travaille dans l'agriculture, pêche, élevage **et** dans un autre domaine *Tokatranonaomiasa amin'ny fambolena, fiompiana ary jonosy aza hafa ivelan'ireo*	**Si B11a = 3 Aller à SECTION C : REVENU**
3: Votre Ménage ne travaille pas dans l'agriculture, élevage ou pêche *Tokatranonao tsy manao fambolena,fiompiana ary jonomihintsy*	

B11b. ***AU REPONDANT :*** Quelle est la surface physique du terrain que vous cultivez ? (cela peut être le terrain que vous posseder ou un terrain que vous louez à quelqu'un d'autre). **HO ANY MPAMALY:** *Firy no velaran'ny tany ampiasainao (izany dia mety ho tany fananao na tany hofainao amin'olona hafa)*

Unité locale: |___|___|___|___|, |___|___| *Hectares Hekitara*

B11c. ***AU REPONDANT :***Si vous êtes propriétaires, est ce que vous posseder un titre de propriété ou un document officiel concernant les terrains que vous exploitez ?
HO ANY MPAMALY: *Raha ianao no tompon'ny tany, misoratra aminao ve izany na manana taratasy ara-dalàna ianao momba ireo tany ampiasainao?*

|___|___|

01: Oui (*Eny*) 02: Non (*Tsia*) 99: Ne sais pas*Tsy hay*

B11d. Est-ce que votre production ou celui de votre ménage est destinée pour la consommation ou la vente ?
Ohanina sa amidy ny vokatra azonao?

1-Uniquement pour la consommation du ménage, y compris les animaux domestiques *Amin'ny ankapobeny hohanina ao anatin'izany ny biby ompiana.*	|___| si code =1 saut vers *B11g*
2-Uniquement pour la vente *Amin'ny ankapobeny amidy*	si code =2 *posez seulement B11f et aller à B12a1*
3-A la fois pour la consommation du ménage et la vente, y compris les animaux domestiques et la vente *Hohanina sady amidy ? ao ananatin'izany ny biby fiompy sy ny varotra*	si code = 3 *continuer jusqu'à B11f et aller à B12a1*

B11e. Quelle part de la production est vendue pour la dernière année ?
Ohatry ny ahoana ny ampahany amidy amin'ny vokatra?

01 : Moins de la moitié *Latsaky ny atsasany*	|__|__|
02 : Plus de la moitié *Mihoatra ny atsasany*	
03 : Quantité équivalentde pour la vente et la consommation (50%/50%) (Ne pas citer) *Mitovy ny habetsaky ny ohanina sy amidy (tsy vakiana)*	
99 : Ne sait pas *Tsy fantatro*	

B11f. Où est ce que vous vendez votre production ?
Aiza no toerana fivarotana ny vokatra? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**

1: Directement aux consommateurs *Mivantana any amin'ny mpanjifa*	|__|
2: Au marché *Eny an-tsena*	|__|
3: Revendeur intermédiaire *Mpiantoka Mpanelanelana*	|__|
4: Organisme agricole ou Agence gouvernementale *Fikambanana mpamboly na Biraom-panjakana*	|__|
5: Entreprise commerciale *Tranom-barotra*	|__|
6: Industrie de transformation (ex : fabricant de la farine) *Orin'asa mpanodina (oh : mpanao lafarinina)*	|__|
7: Vente aux enchères *Atao tolo-bidy*	|__|
8: Détaillants *Mpantsinjara*	|__|
96: Autres (à spécifier) *Hafa (lazao)*.....	|__|

Posez B11g si code 1 dans B11d (production uniquement pour la consommation)
B11g. Si pour l'autoconsommation aviez- vous de projet de transformer votre activité en commercialisation ? |___|
Raha ohanina fotsiny efa mba nieritreritra ny famokaranareo ho an'ny varotra koa ve ianareo ?
1: Oui (*Eny*) aller à B12a:
2 : Non continuer (*Tsia*) *tohizo*

B11h. Si NON, quelles sont les raisons pour lesquelles vous n'avez pas transformé votre activité en commercialisation? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*).**

Raha TSIA, inona avy ny antony tsy hanovàna ny famokarana ho amin'ny varotra koa? NE PAS CITER – TSY TANISAINA

1 : A d'autres sources de revenu *Manana fampidiram-bola hafa*	☐
2 : Agriculture est notre passe-temps ou un loisir *Fialam-boly fotsiny ny famokarana, fitiavana ny famokarana fotsiny*	☐
3 : Agriculture est juste une activité familiale *Asam-pianakaviana ny famokarana*	☐
4 : Ne dispose pas assez d'argent pour l'agro-business *Tsy dia ampy vola ho an'ny famokarana*	☐
5 : Ne croit pas que l'agriculture est profitable *Tsy mahatoky hoe ny famokarana ahazoana tombony*	☐
6 : Les terrains à exploiter ne sont pas suffisants (les recoltes ne suffisent pas) *Tsy ampy ny tany hamokarana*	☐
96 : Autres (à spécifier) *Hafa (tanisao)*.....	☐

Posez B11i si code 1 dans B11g. Apetraho ny B11i raha code 1 ny valin'ny B11g. NE PAS CITER - TSY TANISAINA

B11i. ***Si OUI (vous avez considéré de transformer votre activité),*** pourquoi ne l'aviez-vous jamais fait ? :

Raha ENY (efa nieritreritra ny famokaranareo ho an'ny varotra), nahoana no tsy nataonao izany? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*).**

1: Ne dispose suffisament pas d'eau *Tsy ampy ny fahazoana rano*	☐
2: Les terrains sont petits *Kely ny tany hamokarana*	☐
3: Ne dispose pas d'argent pour les facteurs de productions (ex: fertilisants, semences…) *Tsy misy vola ho amin'ny zavatra ilaina enti-mamokatra (oh: zezika, masomboly…)*	☐
4: Difficulté d'accès aux facteurs de productions (ex: fertilisants, semences…) *Tsy fahazoana ny oenti-mamokatra (oh: zezika, masomboly…)*	☐
5. Le marché est très loin *Lavitra be ny tsena*	☐
6: Il n'y a pas de transport pour se rendre au marché *Tsy misy fitanterana mankany an-tsena*	☐
7: Le transport est très coûteux *Lafo loatra ny sara-pitaterana*	☐
8: Il n'y a pas de surplus pour la vente *Tsy misy ambiny azo hamidy*	☐
9: L'agriculture demande beaucoup d'implication et cela affecte tout mon temps de travail *Ny famokarana mandany fotoana ela ary mandany ny andro tokony hanaovako asa hafa.*	☐
96: Autre (à spécifier) *Hafa (tanisao)*.....	☐

Poser à tous

B12a1 Parmi les types d'agricultures, d'élevages et depêches mentionnées ci-dessous, pourriez-vous me dire lesquels votre ménage a pratiqué durant les 12 derniers mois ? *Inona avy amin'ireto karazana fambolena sy fiompiana ary jono ireto no nataon'ny tokantrano tato anatin'ny heritaona,*

B12a2 indiquer ce qui génère le plus d'argent pour le ménage. *Mariho izay mapidi-bola be indrindra ho an'ny tokantrano.*

Cultures *Fambolena*	***B12a1 1 : Oui2 : Non***	**B12a2 *:Principale source de revenu (un seul choix)***
1: Riz *Vary*	☐	
2: Manioc *Mangahazo*	☐	
3 : Maïs *Katsaka*	☐	
4: Haricots, grain de légumineuse, arachides *Tsaramaso, voamaina, voanjo*	☐	
5: Culture de breuvage (thé, café, cacao) *Fambolena akora fanodina (dité, kafé, kakaô)*	☐	
6: Autres céréales (malte, sorgho, millet, blé, avoines, etc.) *Voamaina fihinana hafa (malta, sôrgô, mile, blé, avoanina…)*	☐	
7: Coton, sisal *Hasy, taretra*	☐	
8: Fruits (ananas, bananes, plantain, agrumes) *Voankazo (mananasy, akondro, voasary)*	☐	
9: Palmiers *Antafana palmie*	☐	
10: Canne à sucre *Fary*	☐	
11: Vanille *Lavanily*	☐	
12: Autres cultures des tubercules et racines (patates douces, ignames, patates, poireaux, etc.) *Fambolena fihinana (vomanga, oviala, ovy, poarao…)*	☐	☐☐
13: Légumes *Legioma*	☐	
14: Autres plantes (SPECIFIER):*Fambolena Hafa (tanisao)*.		
Bétail & Pêche Fiompiana sy Jono	***1 : Oui 2 : Non***	
15: Bovins Omby	☐	
16: Vaches Laitières *Ombivavy be ronono*	☐	
17: Chèvre/mouton *Osy sy ondry*	☐	
18 : Volailles (Poules/canards) *Akoho amam-borona*	☐	
19: Porc *Kisoa*	☐	
20: Pêche *Jono*	☐	

B12b. Quel problème à l'agriculture, l'élevage ou la pêche, votre ménage a-t-il déjà eu à faire face?
Inona avy ireo olana efa nihatra tamin'ny tokantranonao momba ny fambolena, fiompiana ary jono?
Réponses multiples *(NE PAS CITER) Mety valiny maro (tsy-tanisaina). Mariho* **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**

1:Manque de semences *Tsy fahampian'ny masomboly*	☐
2:Produit pourris *Lo ny vokatra*	☐
3:Prix de vente *Vidiny ivarotana ny vokatra*	☐
4:Manque d'outils *Tsy ampy fitaovana*	☐
5:Pas assez de terre *Kely ny tany volena*	☐
6:Aléas climatiques sécheresse, inondation, cyclone, grêle *Olana ara-toetrandro : haitany, tondra-drano, siklônina, avandra*	☐
7:Criquets *Valàla*	☐
8:Manque de prêts *Tsy misy vola afaka hindramana*	☐
9:Maladies *Aretina*	☐
10:Manque de marchés *Tsy fahampian'ny tsena*	☐
11:Manque d'engrais *Tsy fahampian'ny zezika*	☐
96:Autre (SPECIFIER) *Hafa(Lazao)*	☐

B12c. Où trouvez-vous de l'argent pour acheter des choses telles que semences ou engrais, pesticides, nourritures ou médicaments pour votre bétail ? Ou si vous ne les achetez pas, alors que faites-vous principalement pour les obtenir ?
Aiza no ahitana vola ividianana masomboly sy zezika, fanafody, sakafo na fanafody hoan'ny biby fiompy ? Raha tsy mividy dia ahoana no fomba ahazaohana izany ? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*) Ne pas citer**

1. N'utilise pas ces choses pour les activités agricoles *Tsy mampiasa an'izany amin'ny fombolena*	☐
2. Je n'achète pas car je m'organise avec ce que je dispose (réserver la semence à partir de ma propre récolte, etc.) *Tsy mividy fa ny vokatra azo teo aloha no alamina (amelana atao masomboly, sns...)*	☐
3. Obtenirde l'argent à partir d'autres sources de revenus *Mahazo vola avy amin'ny fidiram-bola hafa*	☐
4. Vendre une partie des produits cultivés et utiliser cet argent *Mivarotra ny ampahan'ny vokatra ka ny vola azo no ividianana an'ireo*	☐
5. Vendre une partie de bétails et utiliser cet argent *Mivarotra ny ampahany amin'ny fiompiana omby, ondry, osy ka ny vola azo no ividianana ireo*	☐
6. Vendre des produits tels que le lait, les œufs qui proviennent de notre élevage *Mivarotra ny vokatra aza amin'ny fiompiana toy ny ronono, atody, ...*	☐
7. Travail ou trvail partiel *Asa na asà ampahany*	☐
8. Faire un prêt Bancaire *Manao findramambola amin'ny banky*	☐
9. Faire un prêt à une autre institution financière formelle *Mindram-bola amin'ny mpampisambola ara-dalana hafa*	☐
10. Faire un prêt à une organisation d'agriculteurs *Manao findramam-bola amin'ny fikambanana mpamboly*	☐
11. Emprunter de l'argent à une communauté ou un groupe d'épargne *Mindram-bola amin'ny vondrona na fikambanana mampisambo-bola*	☐
12. Emprunter de l'argent à un prêteur dans la communauté *Mindram-bola amin'ny olona eo amin'ny fiaraha-monina*	☐
13. Emprunter de l'argent à des amis et/ou à la famille. *Mindram-bola amin'ny namana na fianakaviana*	☐
14. Utiliser son épargne *Mampiasa ny tahiry*	☐
15. Subventions *Fanampiana avy amin'ny Fanjakana)*	☐
96 Autre (à spécifier) Hafa (Tanisao).....	☐

B12d Avez-vous bénéficié d'encadrement technique ou de formation technique ? *Nahazo fiofanana na fanoroana ara-teknika ve ianao ?* ☐
1: Oui (*Eny*) Question suivante *Tohizo ny fanontaniana*
2: Non (*Tsia*) Allez directement à la Section C *Mankanesa amin'ny C*

B12e. Si Oui : Dans quels domaines de formation/encadrement technique ?
Raha Eny. teo amin'ny sehatry ny inona izany fiofanana fanoroana ara-teknika izany? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**

1: Techniques agricoles/élevage/pêche *Teknika fambolena/fiompiana/jono*	☐
2: Techniques de l'artisanat *Teknika fanaovana tao-zavatra*	☐
3: Gestion d'entreprises *Fitantanana orin'asa*	☐
4:Education financière *Fianarana momba ny ara-bola*	☐
96: Autres *Hafa*.....	☐

B12f. Où trouvez-vous principalement de l'argent pour payer les frais de formation ?
Taiza no nahitana vola nanefana ny lany tamin'ny fiofanana? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**

1: Fonds propres *Volako ahy manokana*	☐☐
2: Subventions *Fanampiana avy amin'ny fanjakana*	☐☐
3: Gratuit *Maimaimpoana*	☐☐
4: Epargne *Tahiry*	☐☐
5: Pret *Findramambola*	☐☐
96: Autre (Spécifier) *Hafa (lazao)*.....	☐☐

SECTION C: REVENUS PERSONNELS ET DEPENSES
Fampidiram-bola sy Fandaniana

Nous allons maintenant parler un peu plus de la façon dont vous recevez de l'argent et celle dont vous dépensez vos revenus/ *Izao isika dia hiresaka bebe kokoa mahakasika nyfomba fandraisanao ny vola sy ny nandanianao azy.*

Entourer les réponses pour C1, C4 ***Farito ny valin'ny C1, C4***

C0. Quelle est la principale source de revenu du REPONDANT. *Loharanom-bola fototra @ ny MPAMALY* ⌊__⌋⌊__⌋	**C1. Quelles sont les autres** sources de revenus du REPONDANT? *Inona avy ny fidirambolahafaa n'ny MPAMALY?* **si C1=19➔ C6** **Avereno faritoeto ny code.C0**	**C2.Fréquence? *Impiry*** 1: Souvent /*Matetika* 2: Au moins une fois par semaine/ *Farafahakeliny indray mandeha isan-kerinandro* 3: Au moins une fois par mois /*Farafahakeliny indray isam-bolana* 4: Quelque fois par an *Indraindray isan-taona* 5: Une fois par an /*Indray mandeha isan-taona*	**C3.**Voie de Paiement de votre revenu *Fomba fandraisanao ny vola miditra* 01: En liquide *Lelavola* 02: Dans votre compte bancaire *Anatykaonty any amin'ny banky* 03:Paiement en nature *Raisiną zavatra ilaina* 04: Via Mobile money *Finday* 96 : Autres *Hafa*	**C4.** Sources de revenus des autres membres de ménage? (entourez) *Fototry ny fidirambolan' ny olona hafa miara-mipetraka ao an-tokantrano (farito)*
01 : De l'argent de votre propre affaire - entreprise formelle (y compris commerce) *Vola avy amin'ny asanao manokana ara-dalana, tafiditra ao anatiny ny varotra*	01	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	01
02 : De l'argent de votre propre affaire – entreprise informelle (y compris commerce) *Vola avy amin'ny asanao manokana tsy ara-dalana, tafiditra ao anatiny ny varotra*	02	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	02
03:De l'argent de l'agriculture ou commerce agricole/*Vola avy @ fambolena sy fiompiana jono na varotra mifanaraka amin'ireo*	03	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	03
04:Salaire ou primes d'un job ou travail payé par le gouvernement /*Karama na tombotsoa avy @ asam- panjakana*	04	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	04
05:Salaire ou primes d'un job ou travail payé par une entreprise/ *Karama na tombotsoa avy @ asa orinasa tsy miankina*	05	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	05
06:Salaire ou primes d'un job ou travail payé par un individu /*Karama na tombotsoa avy amin'ny asa ataon'olon-tokana*	06	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	06
07: Salaire provenant de l'agriculture *Karama avy amin'ny fambolena*	07	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	07
08: Travail a la pièce/ *Asa ahazoana karama araka izay vita*	08	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	08
09: Vente de produit naturel collecté (bamboo, bois, charbon...)/*Varotra vokatra natoraly (bararata, hazo, arina...)*	09	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	09
10:Pension de retraite /*Fisotroan-dronono*	10	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	10
11: De l'argent gagné en mettant un intérêt sur des prêts. *Tombony azo avy amin'ny*	11	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	11

fampisamborana vola manokana				
12: Travail à temps partiel. */Vola azo tamin'ny asa tsy feno ny fotoana*	12	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	12
13: Transfert provenant des personnes hors du ménage. *Vola voaray avy amin'ny olona ivelan'ny tokantrano*	13	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	13
14: De l'argent provenant des personnes membres du ménage. *Vola voaray avy amin'ny olona anatin'ny tokantrano*	14	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	14
15:De l'argent provenant des parents *Vola avy amin'ny ray aman-dreny*	15	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	15
16:De l'argent de la pension alimentaire venant d'un ex – époux (se) partenaire. *Vola fanampiana voaray avy amin'ny vady taloha*	16	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	16
17:De l'argent du loyer (location bâtiment, terrain et équipement) *Hofana trano, tany, fitaovana*	17	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	17
18 : Ne reçoit pas d'argent. *Tsy mandray vola*	20			18
19: Aucune personne dans le ménage ne recoit de l'argent. *Tsy misy olona mandray vola ao anatin'ny tokantrano*	21			19
96:Autre (SPECIFIER) *Hafa (LAZAO)*	96	⌊__⌋	⌊__⌋⌊__⌋	96
99: NSP (Une seule réponse possible – Ne pas montrer) *Tsy fantatra (valiny iray ihany- aza aseho)*	99			99

Posez C11 si C1 différent de 18, 19, 99 SINON, allez à C12
Apetraho ny fanontaniana C11 raha C1 tsy 18, 19, 99 raha tsy izany MANDEHANA any amin'ny fanontaniana C12

C6. Combien de personnes au total dans votre ménage contribuent aux revenus du ménage (y compris vous) ?
(Vonisa miaraka aminao, mitontaly firy ny isan'ny olona mampidi-bola ho an'ny tokantranonareo ?) ⌊__⌋⌊__⌋

Vérifier que le nombre de personne dans le C6 doit être inférieur ou égal au nombre de personne dans le B2a. *Hamarino fa ny isan'ny olona ao amin'ny C6 dia tokony ho latsaka na mitovy amin'ny isan'ny olona ao amin'ny B2a.*

C7a. Si code = 01 ou 02 ou 03 (si propre affaire) A part vous-même combien de personne vous payez pour travailler pour vous ? ⌊__⌋⌊__⌋

Raha kaody =01 na 02 na 03 (asa manokana) Ankoatra anao firy ny isan'ny olona miasa ho anao andoavanao karama?

Demandez Q.C7b si le répondant gagne un salaire (codes 4, 5, 6 ou 7 en Q.C1a). Tous les autres vont à Q.C8
Apetraka ny C7b raha mandray karama ny répondant (codes 4, 5, 6 na 7 ao @ Q.C1a). Ny hafa mankany @ C8.

C7b. Est-ce que vous travaillez de manière permanente, temporaire ou saisonnière ?
Miasa mandritra ny fotoana maharitra ve ianao sa an tselika sa arakaraky ny vanim-potoana ihany ?
1 = Permanent/ *mpiasa raikitra*
2 = Temporaire/ *mpiasa an tselika* ⌊__⌋
3 = Saisonnier/ *mpiasa arakaraky ny vanim-potoana*

C7c. Est-ce que vous travaillez à temps plein ou partiel ?
Miasa anatin'ny fotoana feno ve ianao isan'andro sa amin'ny ampahany ihany ?
01 = Temps plein/ *fotoana feno*
02 = Temps partiel/ *fotoana amin'ny ampahany* ⌊__⌋⌊__⌋
96 = Autre, SPECIFIEZ *hafa (farito)*_____

C8. Si vous recevez de l'argent provenant d'un membre du ménage code = 14 ou 15. D'où est ce que le membre du ménage reçoit cet argent ?
Raha mahazo vola avy amin'ny olona ao anaty tokantrano kaody 14 ou 15, avy aiza no andraisan' io olona ao anaty tokantrano io ny vola ?

1: Oui /*Eny* ; 2: Non/*Tsia*

1 : Salarié-Salaire/ Mpikarama-*Karama*	☐
2 : Affaire – son propre affaire /*Mpiasa tena ny asany manokana*	☐
3 : Activités d'agriculture. élevage. pêche. *Asa fambolena, fiompiana, jono*	☐
96 : Autres (à préciser)/*Hafa (tanisao)*.....	☐
99 : Ne sait pas /*Tsy fantatra*	☐

C9. Quel est le montant de votre revenu mensuel ?
Veuillez inclure toutes les sources de revenus comme par exemple : salaires. subventions. travail ponctuel. pensions. revenus d'investissement. etc
Ohatrinona ny fidiram-bolanao isam-bolana .Ao anatin'izany ny vola rehetra ampidirina. ohatra ny karama , azo avy amin'ny varotra, fanampian'ny fanjakana, asa mandalo, fisotroan-dronono, tombony amin'ny fampiasam-bola...

									Ar

01. Refusé/Tsy manaiky	
99. NSP/Tsy fantatra	☐☐

Si refus aller à C10a. Sinon aller à C10b. *Raha tsy manaly tohizo C10a. Raha namaly mankanesa any @ C10b.*

C10a. Lequel des montants ci-après décrivent au mieux votre ***REVENU MENSUEL PERSONNEL TOTAL***? Veuillez inclure toutes les sources de revenus comme par exemple : salaires. subventions. travail ponctuel. pensions. revenus d'investissement. etc.
Iza amin'ireto mari-bola voalaza etsy ambany etsy no manakaiky indrindra ***ny Totalin'ny Loharanom-bolanao MANOKANA isam-bolana*** *? Ao anatin'izany ny vola rehetra ampidirina. ohatra avy amin'ny varotra, fanampian'ny fanjakana, asa mandalo, fisotroan-dronono, tombony amin'ny fampiasam-bola...*

1:Pas de revenu *Tsy mampidi-bola*	☐
2: 100.000 ar et moins *100.000 ar sy izay latsak'izay*	
3:Entre 100.001 ar à 200.000 ar *100.000 ar ka hatramin'ny 200.000 ar*	
4:Entre 200.001 ar à 400.000 ar *200.001 ar ka hatramin'ny 400.000 ar*	
5:Entre 400.001 ar à 500.000 ar *401.000 ar ka hatramin'ny 500.000 ar*	
6: Entre 500.001 ar à 1. 000.000 ar *500.001 ar ka hatramin'ny1.000.000 ar*	
7: Entre 1.000.001ar à 2.000.000 ar *1.000.001 ar ka hatramin'ny 2 000.000 ar*	
8: 2.000.001 ar et plus *2 000 001 ar no mihoatra*	

Vérifier que si C1=18 alors C10a = 01 ***Hamarino raha C1 = 18 noho izany C10a = 01***

C10b. Quel est le montant du revenu mensuel **DE VOTRE MENAGE** ?
Veuillez inclure toutes les sources de revenus comme par exemple : salaires. subventions. travail ponctuel. pensions. revenus d'investissement. etc
Ohatrinona ny fidiram-bolan'ny ***TOKANTRANONAO*** *isam-bolana? .Ao anatin'izany ny vola rehetra ampidirina. ohatra ny karama, azo avy amin'ny varotra, fanampian'ny fanjakana, asa mandalo, fisotroan-dronono, tombony amin'ny fampiasam-bola...*

									Ar

01. Refusé/Tsy manaiky	
99. NSP/Tsy fantatra	☐☐

Si refus aller à C10c. Sinon aller à C11. ***Raha tsy manaly tohizo C10c. Raha namaly mankanesa any @ C11.***

C10c. Lequel des montants ci-après décrivent au mieux le ***REVENU MENSUEL DE VOTRE MENAGE AU TOTAL)***? Veuillez inclure toutes les sources de revenus comme par exemple : salaires, subventions, travail ponctuel, pensions, revenus d'investissement, etc.

Iza amin'ireto mari-bola voalaza etsy ambany etsy no manakaiky indrindra ***ny Totalin'ny Loharanom-bolan'ny TOKANTRANONAO isam-bolana*** *? Ao anatin'izany ny vola rehetra ampidirina, ohatra avy amin'ny varotra, fanampian'ny fanjakana, asa mandalo, fisotroan-dronono, tombony amin'ny fampiasam-bola...*

1:Pas de revenu *Tsy mampidi-bola*	
2: 100.000 ar et moins *100.000 ar sy izay latsak'izay*	
3:Entre 100.001 ar à 200.000 ar *100.000 ar ka hatramin'ny 200.000 ar*	
4:Entre 200.001 ar à 400.000 ar *200.001 ar ka hatramin'ny 400.000 ar*	
5:Entre 400.001 ar à 500.000 ar *401.000 ar ka hatramin'ny 500.000 ar*	
6: Entre 500.001 ar à 1. 000.000 ar *500.001 ar ka hatramin'ny1.000.000 ar*	
7: Entre 1.000.001ar à 2.000.000 ar *1.000.001 ar ka hatramin'ny 2 000.000 ar*	
8: 2.000.001 ar et plus *2 000 001 ar no mihoatra*	

Posez C11 si le répondant dispose de son argent propre. Sinon aller à C12.*Apetraho C11 raha manana ny volany manokana ny mpamaly, raha tsy izany mankanesa any amin'ny C12.*

A CITER TANISAO

C11. Sur l'argent que vous recevez ou gagnez quel est le niveau de contrôle que vous pouvez affirmer avoir sur la façon dont cet argent est utilisé et/ou dépensé? *Amin'ny vola izay azonao na nidiira taminao, hatraiza ny fifehezanao ny fomba fitantananao mba hanamarinanao ny fomba nandianao sy/ na namoahanao ilay vola ?*

1:Vous avez le contrôle total sur la façon dont votre argent est dépensé *Ananao ve ny fifehezana rehetra amin'ny fomba fandaniana ny volanao.*	
02:Vous n'avez qu'un contrôle partiel de la façon dont votre argent est dépensé. *Voafehinao amin'ny ampahany ny fomba fandaniana ny volanao*	
03:Vous n'avez **aucun** contrôle sur la façon dont votre argent est dépensé ***Tsy manana*** *fifehezana* ***mihintsy*** *ianao amin'ny fomba fandaniana ny vola.*	
99: Ne sait pas **(Ne pas montrer)** *Tsy fantatra**(Tsy afaka lazaina)***	

Posez C12 si C1 = 18 (aucune source de revenus) SINON allez à C13a

Apetraho ny fanontaniana C12 raha C1=18 (Tsy misy fidiram-bola) raha tsy izany dia MANDEHANA any amin'ny fanontaniana C13

C12. Vous avez dit que vous ne recevez pas d'argent. Comment vous faites alors par rapport à vos dépenses? *Ianao namaly fa tsy mahazo na maharay vola. Inona izany no ataonao amin'ny zavatra mila vola ?* **1: Oui /*Eny* 2: Non /*Tsia***

1: Épargne /*Tahiry*	
2: Emprunt d'argent /*Findramana vola*	
3: De l'argent de la famille ou des amis/ *Volan'ny havana na namana*	
4: De l'argent de la communauté /*Volan'ny fiaraha-monina*	
5: Troc (échange de biens contre biens) /*Fifanakalozana (zavatra atakalo zavatra)*	
6: Ne dépense pas de l'argent /*Tsy mandany na mamoaka vola*	
96: Autres (SPECIFIER)/ *Hafa (LAZAO)*.....	
99: Ne sait pas**(Ne pas montrer)** ***/Tsy fantatra (Tsy afaka lazaina)***	

POSER A TOUS/APETRAKA AMIN'NY REHETRA

Maintenant, nous allons parler des dépenses que vous effectuez avec <u>VOTRE PROPRE ARGENT</u> / Izao isika dia hiresaka ny fomba fandaniana ny volanao

	C13a. Veuillez m'indiquer votre fréquence de dépenses des produits suivants ? *Lazao anay isaky ny inona ianao no mandany amin'ireto* 1 : Tous les jours ou presque / *Isan'andro na manakaiky ny isan'andro* 2 : Au moins une fois par semaine */Farafahakeliny indray mandeha isan-kerin'andro* 3 : Au moins une fois par mois */Farafahakeliny indray mandeha isam-bolana* 4 : Quelques fois l'an / *Indraindray isan-taona* 5 : Une fois l'an ou moins souvent */Indray mandeha isan-taona na ankavitsiana* 6 : Jamais */Tsy misy mihitsy* *(Si JAMAIS : Produit suivant)/raha tsy misy mihitsy : vokatra manaraka*		**C13b.** Par quel moyen vous payez ces dépenses ? *Ahoana no fomba handoavanao izany fandaniana izany?* 01 :Carte de retrait/*Karatra fisintonam-bola* 02 : Transfert bancaire /*Fandefasana vola amin'ny kaonty banky* 03 : Espèces /*Lelavola* 04 : A crédit /*Manao trosa* 05 : Voie postale /*Paositra* 06 : Mobile money/*Amin'nyFinday* 96 : Autre /*Hafa* 99 : Ne sait pas (Ne pas montrer) /*Tsy hay (Tsy aseho)*	**C13c.** Combien en Ariáry la dernière fois (en cohérence avec C13a)*?* *Ohatrinona Ariary izao ny farany naloanao mifanaraka amin'ny C13a ?*
1.	Viande /*Hena*	☐	☐☐	☐☐☐.☐☐☐
2.	Poisson /*Trondro*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
3.	Riz/*Vary*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
4.	Substitut du riz (manioc, mais…)/*Solom-bary (mangahazo, katsaka…)*/Precisez/ *Lazao*……	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
5.	Produits laitiers/*Sakafo vita amin'ny ronono*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
6.	Boissons non alcoolisées /*Zava-pisotro tsy misy alikaola*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
7.	Boissons alcoolisées ou Tabacs /*Toaka na Paraky sy sigara*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
8.	Articles d'habillement et chaussures/ *Akanjo na fitafy sy Kiraro*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
9.	Dépenses d'entretien et/ou réparation du logement/*Fandaniana fanamboarana amin'ny trano*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
10.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer */Fanaka, kojakoja ilaina ao an-trano sy fikarakarana ny tokantrano*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
11.	Loyer / *Hofan-trano*			
12.	Eau /*Rano*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
13.	Gaz /*Gazy*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
14.	Electricité /*Herin'aratra*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
15.	Autres combustibles (Pétrole lampant, charbon de bois, bois de chauffe)/ *Akora fandrehitra (solitany, saribao, kitay)*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
16.	Santé /*Fahasalamana*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐

17. Transport (public et/ou personnelle)/*Fitaterana (daholobe na manokana)*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
18. Communication (crédits, taxi-phone) /*Fifaneraserana (fahana, taxi-fônina)*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
19. Loisirs et cultures /*Fialam-boly sy fahalalana*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
20. Enseignement /*Fianarana*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐
21. Restaurants et hôtels /*Trano fisakafoanana sy hotely*	☐	☐☐	☐☐☐☐☐☐

C13d.Au cours des 30 derniers jours : **F**aute d'argent, combien de fois n'avez-vous pas mangez à votre faim, pu vous soigner, ou assurer d'autre dépenses importantes?

Tao anatin'ny 30 andro faramy teo, Noho ny antony ara-bola impiry ianao no tsy mihinan-kanina, tsy nahazo fitsaboana na tsy nanatontosa ny zavatra manan-danja araky ny ilainao ?

1: Toujours/ *Isan'andro*	☐
2: Régulièrement/ *Matetika*	
3: Rarement/*Mahalana*	
4: Jamais /*Tsy misy mihitsy*	

Posez la question C13e. Si la personne a répondu aux modalités 1,2 ou 3 de la précédente question Si 4 ALLEZ à la question C13f.
*Apetraho ny fanontaniana C13e. raha toa ka namaly tamin'ny kaody 1,2 na 3 izy, **raha** 4 kosa ny valiny dia, MANKANESA any amin'ny C13f.*

C13e. Pourquoi êtes-vous à cours d'argent pour la nourriture ou d'autres choses importantes?
Inona no Antony tsy hananan-vola ho an'ny sakafo na zavatra hafa manandanja? (NE PAS CITER)/TSY TANISAINA

01:Pas assez de revenus/ *Tsy dia ampy ny fidiram-bola*	☐☐
02:Revenus irréguliers ou peu sûrs/ *Fidiram-bola tsy maharitra na tsy azo antoka*	
03: Imprévus ou nécessité de payer des biens indispensables *Tsy ampoizina na voatery tsy maintsy mandoa zavatra tsy maintsy ilaina*	
04:Frasques/. *Haingitraingitra*	
05:Frais académiques/ *Sara-pianarana any amin'ny sekoly ambony*	
06: Frais médicaux/*lany tamin'ny fitsaboana*	
*96:*Autres (SPECIFIER).*Hafa (LAZAO)*.....	
99 : Ne sait pas(Ne pas montrer) *Tsy hay (Tsy aseho)*	

C13f. Veuillez utiliser l'échelle suivante de "Très précis" à "Pas du tout précis" pour me dire avec quelle précision vous êtes arrivés à calculer ou évaluer la somme d'argent que vous avez personnellement dépensé le **mois dernier**.

*Ampiasao ny mari-drefy « Tena marina » ka hoa « Tsy marina mihitsy » mba ahafantaranao marina ny fikajiana ny vola nivoaka manokana aminao tato anatin'ny **iray volana farany**?*

Valinteny tokana

1:Très précis/ *Tena marina*	☐
2:Précis/ *Marina*	
3:Ni précis, ni imprécis *Sady tsy marina no marina*	
4:Peu précis/ *Manakaiky ny marina*	
5:Pas du tout précis/ *Tsy marina mihintsy*	

C14. Au cas où vous rencontriez personnellement des problèmes financiers, que paieriez-vous **en premier, hormis la nourriture et les vivres?**
Raha toa ka tsy maintsy miatrika olana ara-bola ianao, inona no aloanao voalohany, ankoatry ny sakafo sy ny zavatra miantoka ny fiv. lomana ?
REPONSE UNIQUE/VALINY TOKANA
NE PAS CITER/TSY TANISAINA

01: Boissons alcoolisées ou tabac/*Toaka, paraky sy sigara*	
02: Articles d'habillement et chaussures/*Akanjo na fitafy sy Ki*	
03: Logement/*Hofan-trano*	
04: Eau et Electricité/*Jiro sy Rano*	
05: Gaz/*Gazy*	
06: Autres combustibles (pétrole lampant, bois de chauffe, etc.)/*Akora fandrehitra (solitany, kitay…)*	
07: Meubles/*Fanaka*	
08: Articles de ménage et entretien courant du foyer/*Kojakoja ilaina ao an-trano sy fikarakarana ny tokantrano*	
09: Transport/*Fitaterana*	
10: Communication/*Fifandraisana*	
11: Loisirs et culture/*Fialam-boly sy fahalalana*	
12: Enseignement/*Fianarana*	
13:Aucun/*Tsy misy*	
96:Autres *(SPECIFIER)* *Hafa (LAZAO)*……	

C15a. Dans les 12 prochains mois est-ce que vous vous attendez à effectuer des dépenses majeures ou à des événements dont vous savez que vous aurez besoin de dépenser de l'argent tel que le mariage, l'amadihana, frais scolaire etc. ?
Ato anatin'ny 12 volana ho avy, mety hanao fandaniana goavana ve ianao na mety hisy tranga fantatrao fa mila fandaniana goavana toy ny fanambadiana, famadihana, saram-pianarana, etsetra?

1: Oui/*ENY* **Question suivante/ *Fanontaniana manaraka***
2: Non/*TSIA* |___| **Allez à D1/*Mankanesa any amin'ny D1***

C15b. Comment planifiez-vous de payer pour vos dépenses majeures ou pour ces événements ?
Inona no tetika (Ahoana ny fomba) ataonao handoavana ireo fandaniana goavana na tranga ireo?
NE PAS CITER/TSY TANISAINA

1: Oui/*Eny*
2: Non/*Tsia*

*1:*Épargne/*Tahiry*	
2: Dépend de l'argent de la famille et des amis./*Miankina amin'ny volan'ny fianakaviana na namana*	
3: Dépend de la communauté/*Miankina amin'ny fiaraha-moninamisy ahy*	
4: Vendre quelque chose pour couvrir les frais./*Mivarotra fanananana mba handoavana ny sarany*	
5: Faire un prêt bancaire/ *Manao Findramam-bola any amin'ny banky*	
6: Emprunter de l'argent ailleurs/*Mindrana vola any an-kafa*	
96: Autres (SPECIFIER) /Hafa (LAZAO)……	
*99:*NSP***(Ne pas montrer) /Tsy afaka lazaina***	

SECTION D: IMPLICATION COMMUNAUTAIRE
FIDIRANA ANATY FIKAMBANANA

Nous allons maintenant parler un tout petit peu au sujet de votre implication dans votre voisinage et vos groupes sociaux
Hiresaka kely isika ny momba ny fifandraisanao amin'ny mpiara-belona sy amin'ny fikambanana ara-tsosialy

	D1 : Parmi ces groupes, indiquez ceux auxquels vous appartenez actuellement/ *Amin'ireto fikambanana ireto, lazao izay misy anao amin'izao fotoana izao* *1 : Oui/Eny* ***[Continuer, Ne plus demander D3a] [Tohizo, tsy manontany D3a*** *2 : Non/Tsia* ***aller à D3a Mankanesa @ D3a***	***D2 :*** À combien de groupes appartenez-vous? Donner le nombre. *Fikambanana firy no misy anao?omeo ny isa* ***[Si au moins D1=1]***	***D3a :*** Même si vous n'êtes pas membre, est-ce que vous bénéficiez des avantages du groupe à travers d'autres membres *Na tsy ao anaty fikambanana aza ianao, mety mahazo tombotsoa avy amin'ireny fikambanana ireny ve ianao amin'ny alalan'ireo mpikambana ao anatiny ?* **1: Oui/Eny; 2:Non/Tsia**
1 : Eglise ou un autre groupe religieux/*Fiangonana na fikambanana fivavahana hafa*	☐	☐	☐
2 : Associations de quartier/*Fikambanana eo amin'ny tanàna*	☐	☐	☐
3 : Groupe d'épargne informel/*Fikambanana Mpanao Tahiry tsy ara-dalàna*	☐	☐	☐
4 : Associations d'anciens élèves/étudiants/ *Fikambanana mpiara-mianatra fahiny*	☐	☐	☐
5 : Associations tribales/ethniques/ sociales (ex : funérailles)/ *Fikambanana ara-pihaviana na ara-pirazanana*	☐	☐	☐
6 : Coopératives, Organisations des producteurs *KAOPERATIVA, /Fikambanan'ireo mpamokatra*	☐	☐	☐
7 : Aucun *Tsy misy*	☐		☐
96 : Autre (SPECIFIER) Hafa(LAZAO)……	☐		☐

Demandez seulement ceux qui ont répondu aux codes 3 dans Q.D1 « L'utilisation ou appartenance à un groupe d'épargne ». Pour tous les autres aller à D4. *Apetraho amin'ireo namaly D1 = 3 ihany. Mankanesa any amin'ny D4 ho an'ny hafa rehetra*

D3b. A quel groupe d'épargne appartenez-vous? */Iza amin'ireto fikambanana na vondrona fitehirizam-bola ireto no misy anao?*
- Ne pas citer. / *Tsy tanisaina*
- Multiple réponses possibles. */Mety ho valiny maro* **1: Oui /*Eny* ; 2: Non/*Tsia***

1 Groupe d'épargne pour la production : commerce, agricole)/*Vondrona tahiry momba ny famokarana : varotra, fambolena*	☐
2 Association Rotatives d'épargne et de crédit /tontine : *ankandray*	☐
3 Groupe d'épargne de travail */vondrona tahiry eo @ mpiara miasa*	☐
4 Association villageoise *Fikambanana an-tanana* (GVEC , SILC, etc..)	☐
96 Autre (précisez) *(hafa, farito)* ……	☐
99 Je ne sais pas *(tsy fantatra)*	☐

D3c. Pourquoi êtes-vous membre d'un groupe d'épargne? *Inona no antony nahatonga anao ho mpikambana?*
- Ne pas citer. Multiple réponses possibles. *Tsy tanisaina. Mety ho valiny maro* **1: Oui /*Eny* ; 2: Non /*Tsia***

1 -Hérité de la situation des parents */Nandova ny maha mpikambana ny ray aman-dreny*	☐
2 -Il est obligatoire pour les personnes dans la tribu ou le village/ *Voatery amin'ny maha mpiray tanana sy iray fihaviana*	☐
3- Pour se socialiser ou rencontrer des amis/*Mba ahazoana namana*	☐
4- Ils donnent des conseils financiers/*Manome hevitra ara bola*	☐
5- Peut se tourner vers eux en cas de besoin financier *Afaka mila vonjy any raha sendra olana ara bola*	☐
6-Pour échanger des idées avec d'autres membres *Mba mifanakalo hevitra amin'ny mpikambana hafa*	☐
7-On peut obtenir de l'argent facilement en cas de besoin/*Ahafahana mahazo vola mora kokoa*	☐
8 -J'ai confiance en eux et les connais */Mahatoky sy mahafantatra azy ireo aho*	☐
9-Pour emprunter de l'argent */Mba hindramana vola*	☐
10-Proche et / ou facile à s'approcher *Akaiky sy mora hifanakaikezana*	☐
11-Facile de devenir membre *Mora kokoa ny hidirana mpikambana*	☐
12-On n'est pas facturé pour les frais *Tsy misy sarany haloa*	☐
13 C'est une manière simple d'économiser *Fomba tsotra ahafahana manao tahiry*	☐
96Autre (précisez) *Hafa (Lazao)*……	☐

D4. Pour chacune de ces choses, veuillez me dire si vous **êtes d'accord** ou **pas d'accord.**
Miombon-kevitra amin'ireto filazàna manaraka ireto ve ianao sa tsia?

01: D'accord/*Miombon-kevitra*
02: Pas d'accord/ *Tsy miombon-kevitra*
99*: Ne sait pas/*Tsy hay

1. Vous pouvez compter sur vos amis ou voisins pour obtenir de l'aide dans les moments difficiles. *Afaka miantehitra amin'ireo namana na mpiara-monina ianao mba ahazoanao fanampiana amin'ny fotoana mahasahirana anao.*	⌊__⌋⌊__⌋
2. Vous pouvez compter sur votre église ou groupe religieux pour obtenir de l'aide dans les moments difficiles. *Afaka miantehitra amin'ny fiangonana na fikambanana ara-pivavahana ianao mba ahazoanao fanampiana amin'ny fotoana mahasahirana anao.*	⌊__⌋⌊__⌋
3. Vos voisins peuvent compter sur vous pour obtenir de l'aide dans les moments difficiles *Ireo mpiara-monina dia afaka miantehitra aminao mba ahazoany fanampiana amin'ny fotoana mahasahirana azy*	⌊__⌋⌊__⌋
4. Vos liens avec vos voisins ne sont pas aussi forts qu'ils étaient dans le passée. *Ny fifandraisana misy eo aminao sy ireo mpiara-monina aminao dia tsy dia tsara noho ny izay fifandraisana nisy teo aloha*	⌊__⌋⌊__⌋

D5. Vers lesquelles des ces personnes ou places, pourriez-vous compter en cas de problèmes ou si vous êtes dans le besoin (pour la nourriture ou d'autres besoins quotidiens) ? *Iza amin'ireto olona na toerana ireto, no ianteheranao raha mila fanampiana na tojo olana (ara-tsakafo na zavatra ilaina an-davanandro) ianao*

1: Oui /*Eny*
2: Non /*Tsia*

1: Parent ou autre membre de famille /*Ray aman-dreny na ao anatin'ny fianakaviana*	⌊__⌋
2 : vos enfants /*Ny zanakao*	⌊__⌋
3: Amis /*Namana*	⌊__⌋
4 : Autres personnes / *Olona hafa*	
5: Eglise, groupe religieux ou groupe social. /*Fiangonana, fikambanana ara-pivavahana na fikambanana ara-tsosialy*	⌊__⌋
6: Organisation locale de la communauté/*Fikambanana ara-piarahamonina eo amin'ny faritra misy anao*	⌊__⌋
7 : Usurier /*Mpampanjana bola*	⌊__⌋
8: Institution financière telle qu'une banque, une IMF/*Ivon-toerana mpandraharaha ara-bola toy ny banky, na IMF*	⌊__⌋
9: Aucun /*Tsy misy*	⌊__⌋
96: Autres places/ *Toerana hafa*	⌊__⌋
99: Ne sait pas/*Tsy hay*	⌊__⌋

SECTION E : ACCES AUX INFRASTRUCTURES ET A LA TECHNOLOGIE
Fahazoana mampiasa ny fotodrafitra asa sy ny teknolojia vaovao.

E1a. Combien de temps prenez –vous généralement pour aller de votre maison à votre […] le plus proche ? Passez à la ligne suivante si code = 99 *Hafiriana no ahatongavanao amin'ireto toerana manaraka ireto raha miainga avy eo amin'ny tranonao? (Ho an'ireo olona izay mampiasa ilay fotodrafitr'asa) Raha valiny =99 mandehana amin'ny an-dalana manaraka*		*E1b.* Moyens de transports utilisés généralement. *Inona ny fitaterana ampiasaina hatongavana amin ireo toerana ireo?* ***Ne pas citer Réponse unique Tsy tanisaina valiny iray ihany*** 1: A pied *tongotra*;2=Véhicule (*fiara ,moto, taxi, taxi-brousse*, etc.): 3=Pirogue *Lakana/baka*; 4=Pousse-pousse *posiposy*;5=Bycicletте *Bisikileta*
1. Epicerie /*Mpivarotra enta-madinika*	___ ___	___
2. Arrêt taxi-be, bus *Toerana fijanonana fiarakodia*	___ ___	___
3. Banque *Banky*	___ ___	___
4. IMF *Ivo toerana mpampidrana vola madinika*	___ ___	___
5. Distributeur automatique (ATM) *fakam bola amin ny alalan' ny karatra*	___ ___	___
6. Agence Mobile Money *Toerana misy Mobile Money*	___ ___	___
7. Station-service ou garage *toby fivarotana solika sy garazy*	___ ___	___
8. Ecole la plus proche (primaire ou secondaire) *Sekoly akaiky indrindra (primaire na secondaire)*	___ ___	___
9. Centre de santé (CSB. Hopital…) *Toeram-pitsaboana*	___ ___	___
10. Marché *Tsena*	___ ___	___
11. Cybercafé	___ ___	___
12. Pharmacie ou Dépôt de médicaments/*Fivarotam-panafody*	___ ___	___

Modalité E1a 01 = Moins de 5mn latsaky ny 5 min; 02 = 5-14 min; 03= 15-29 min; 04 = 30-60 min; 05 = 61 min – 1 ora; 06= 1 ora 30 min – 2 ora; 07 = Plus de 2h – maherin'ny 2 ora; 99=N'utilise pas/ Non concerné Tsy mampiasa.

	E2: Utilisez-vous : *Inona avy ireo fitaovan-tserasera ampiasainao amin'ireto lisitra manaraka ireto* ***1* : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia*** Si E2 =2 « NON » aller à ligne suivante *Raha E2=2 " TSIA" mandehana amin'ny andalana manaraka*	***E3*** : En avez-vous un? *Manana an'ireo fitaovan-tserasera voatanisa ireo ve ianao? Apetrao ity fanontaniana ity raha "Eny" ny fanontaniana E2* **1 : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia*****
1: Téléphone portable *Finday*	___	___
2 Téléphone fixe	___	___
3:Taxi-phone	___	
4: Ordinateur fixe/portable ou tablette*Solosaina*	___	___
5:Internet	___	
6: Email	___	
7: Fax	___	

POSEZ A TOUS – APETRAHO HO AN'NY REHETRA

E4. Lesquels des medias suivants avez-vous. lu. suivi ou écouté durant les 30 derniers jours?

IZA AMIN"IRETO VOALAZA IRETO NO FIHAINONAO VAOVAO NA FAMAKIANAO VAOVAO nandritra ny 30 andro farany?

Les types de Medias/ *Karazana fampitam-baovao*

1 : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia*

1 television/ fahitalavitra	
2 radio/onjam-peo	
3 magazines/ boky	
4 journaux/gazety	
5-internet/	
96 Autre (précisé) *Hafa (tanisao)*.....	

E5. Les gens utilisent leurs téléphones portables de plusieurs manières différentes. Lesquelles de ces moyens de communication avez-vous déjà eu à utiliser ou à faire avec votre téléphone portable actuel ?

Inona avy no ampiasainao ny telefonina amin'ireto antony manaraka ireto(tanisaina)

1 : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia*

Poser seulement si E3 = 1. Anontanio ireto raha toa ka E3 =1

1: Réception et appel *Miantso sy mandray antso*	
*2:*Réception et envoi des sms *Mandefa sy mandray SMS*	
*3:*Internet *Mampiasa internet*	
*4:*Utiliser les applications des messageries *Mampiasa ny kojakoja fampiharana ny fandefasana hafatra*	
5: Mail *Mampiasa mailaka*	
6: Facebook *Mampiasa* Facebook	
7: Twitter *Mampiasa* Twitter	
*8:*Télécharger les applications ou jeux *manamgaona kojakoja fampiharana na lalao*	
96: Autres (Spécifier*): Hafa*.....	
98: NSP Tsy fantatra	

SECTION F : TRANSFERTS D'ARGENT

Fandefasana na Fandraisana Vola

Maintenant nous allons parler de différents moyens que les gens utilisent pour envoyer ou recevoir de l'argent à d'autres personnes à l'extérieur du ménage
Hiresaka mahakasika ireo fomba maro ahafahanareo mandefa na mandray vola avy amin'ny olona ivelan'ny tokantrano isika izao.

ENVOI D'ARGENT

F1. Durant les 12 derniers mois. avez-vous envoyé de l'argent à quelqu'un vivant à un autre endroit dans le pays ?
Tao anatin'izay 12 volana izay. moa ve efa nandefa vola ho an'olona monina eto Madagasikara ve ianao? |___|
1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)

F2.a Durant les 12 derniers mois, avez-vous envoyé de l'argent à quelqu'un vivant dans un autre pays ?**1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
Tao anatin'izay 12 volana izay, efa nandefa vola ho an' olona monina ivelan'ny Madagasikara ve ianao? |___|

Si Non F2a = 2 aller à **F3a** raha TSIA F2a = 2 mandehana any amin **F3a**
Si F1 **et** F2a = 2 (Non) aller à **F8 (RECEPTION D'ARGENT)** raha TSIA F1 = 2 sy TSIA F2a = 2 mandehana any amin **F8**

Posez si le répondant a déjà envoyé de l'argent (code 1 dans F1 et/ou F2a). Pour tous les autres allez à F8. *Apetrao ireto fanontaniana manaraka ireto raha toa ka namaly "Eny" tamin'ireo fanontaniana **F1 na F2** ilay olona. Raha tsy izay dia mandehana any amin'ny fanontaniana F8 ianao.*
F2.b Vers quel pays avez-vous envoyé de l'argent ? Choix Multiple ?
1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)

1.France	
2.South Africa	
3.Mauritius	
4.La Rénuion	
5.Comores	
6.Chine	
96Autres.....	

F3a : Veuillez me citer toutes les personnes à qui vous avez envoyé de l'argent durant les 12 derniers mois. *Mba lazao ahy ny momba momban'ireo olona nandefasanao vola tao anatin'izay 12 volana izay.* **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**		***F3b.*** Pouvez-vous me dire le type d'endroit où vous envoyez le plus fréquemment de l'argent à [F3a] *Mba lazao ahy ny toerana handefasanao vola matetika hoan'ilay olona notanisainao tao amin'ny F3a?*	***F3c.*** Quelle est la fréquence avec laquelle vous envoyez de l'argent le plus souvent à ….[F3a] *Impiry ianao no mandefa vola makany amin'ilay olona voalaza ao amin'ny F3a?*	***F3d.*** Quel est le principal moyen par lequel vous envoyez habituellement de l'argent à…..[F3a] *Ahoana no fomba handefasanao vola hoan'i... F3a?*
*1:*Epoux (se)*Vady*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
*2:*Enfant*/Zanaka*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
*3:*Parents*/Ray aman-dreny*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
*4:*autre famille */Havana hafa*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
*5:*Amis */Tapaka sy namana*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
6: Aux personnes a qui vous aviez emprunté de l'argent.*Olona izay efa nindramanao vola*	|___|	|___|	|___|	|___|___|
96 :Autre (precisé)Hafa (lazao)	|___|	|___|	|___|	|___|___|

Modalités F3b:1=Milieu Urbain*Any an-drenivohitra; 2* Milieu Rural *Any ambanivohitra; 3*=A l'Etranger*Any an-dafy*
Modalités F3c: 1=Par semaine *Isaky ny herinandro;* 2=Tous les 2 semaines *Isaky ny 2 herinandro;* 3=Par mois *Isam-bolana; 4*=Semestre *Isaky ny enim-bolana; 5=Isan-taona ; 6=Hafa (tanisao)*
Modalités F3d: 01=Transfert bancaire:02= Payer via compte bancaire *;03=Poste /Paositra ;04= Famille ou amis/Havana, tapaka sy namana ;05=* Mobile Money *; 06*=Transfert par téléphone portable */ Fandefasana vola avy ao anaty kaonty @ banky @ alalan'ny finday ;07* Transaction bancaire via Internet/en ligne : 08= Transfert via IMF : *9*= Moto/ taxi brousse*; 96=Autre/ Hafa*

F4. Quelle est la somme totale d'argent que vous avez envoyé à d'autres personnes durant les **TROIS DERNIERS MOIS**?
Ohatrinona ny vola nalefanao ho an'ireo olona voatanisa etsy ambony ireo nandritr'izay 03 volana lasa izay?

									Ar

POSEZ AU REPONDANT AYANT DEJA ENVOYE DE L'ARGENT - APETRAKA AMIN'NY MPAMALY EFA NANDEFA VOLA

Moyens/Canaux d'accès **F5.**Parmi ces moyens, s'il y en a, avez-vous le plus confiance pour envoyer votre argent à des personnes vivant à Madagascar? *Iza amin'ireto fomba fandefasana vola ireto no hitokisanao indrindra rahefa mandefa vola eto Madagasikara ianao?*		**F6.**Et- si c'est pour envoyer de l'argent à l'étranger?*Ary raha mandefa vola any ivelany?*
01 : Transfert bancaire *Famindrana vola avy amin ny alalan ny banky*		
02 : Payer via compte bancaire *Fandohavam bola amin ny alalan ny kaonty banky*		
03 : Bureau de Poste *Paositra*		
04 : Amis ou famille *Havana, tapaka sy namana*		
05 : Transfert par telephone mobile/ Mobile Money *Vola alefa amin'ny alalan'ny finday*		
06 : Transaction bancaire via Internet ou en ligne *Famindrana vola avy amin' ny alalan ny internet*	☐☐	☐☐
07 : Transfert via IMF *Famindrana vola avy amin' ny orinasa mpandraharaha ara-bola*		
08 : Moto ou taxi brousse *Moto na Fiara fitanterana iombonana*		
09 : Donner l'argent au porteur quelqu'un d'autre, autre qu'un ami (e) ou un membre de famille *Ampitondraina olona na namana, havana*		
96 : Autres/Hafa (tanisao)		
99 : NSP Tsy misy, tsy fantatra		

POSEZ A TOUS – APETRAKA AMIN'NY REHETRA

F7. Certaines personnes envoient de l'argent aux membres de leur famille régulièrement. Mais des événements imprévus peuvent survenir de sorte que les membres de la famille, amis ou voisins requièrent votre assistance financière par exemple quand ils sont à cours d'argent pour la nourriture avant la fin du mois ou il y a des frais funéraires à couvrir. S'il faut penser aux 12 derniers mois, combien de fois avez-vous donné de l'argent auxmembres de famille, amis ou voisins pour des situations de ce genre ?

Misy olona mandefa vola mantetika any amin'ny havany. Nefa misy tranga tsy ampoizina mahatonga ny havanao angata-bola aminao toy ny hoe tsy fahampiam-bola intsony rehefa akaiky faran'ny volana na koa hoe misy fahoriana izay tsy maintsy ilàna vola.Impiry ianao no nanome vola tamin'ny havana, mpiara-monina, namana nandritra izay 12 volana izay noho ireo karazana antony voalaza ireo ?

01:Chaque mois *Isam-bolana*	☐☐
02:Au moins deux fois par mois *Maherin'ny iray isam-bolana*	
03:N'a jamais donné d'argent *Mbola tsy nanome vola*	
96: Autres (Hafa):	

RECEPTION D'ARGENT

F8. Durant les 12 derniers mois, avez-vous reçu de l'argent de la part d'une personne vivant dans un autre lieu du pays ? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
*Nandritra izay 12 volana lasa izay, moa ve efa nandray vola avy tamin'ny olona **monina eto Madagasikara ianao**?* ☐

F9a. Durant les 12 derniers mois, avez-vous reçu de l'argent de la part d'une personne vivant à l'étranger? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
*Nandritra izay 12 volana lasa izay, moa ve efa nahazo vola tamin'ny **olona ivelan'ny Madagasikara ianao**?* ☐

Si F9a = 2 aller à **F10** raha toa ka F9a = 2 mandehana any @ **F 10**
Si F8 = 2 **et** F9a = 2 (Non) aller à **Section G** raha TSIA F8 = 2 sy TSIA F9a = 2 mandehana any @ **Section G**

F9b. De quel pays avez-vous reçu de l'argent ? **1: Oui (*Eny*) 2: Non (*Tsia*)**
Choix Multiple - *Iza ilay Firenena nandraisanao vola ?*

01	France	☐
02	South Africa	☐
03	Mauritius	☐
04	La Rénuion	☐
05	Liban	☐
06	Arabie Saoudite	☐
07	Koweit	☐
96	Autres (precisé)/hafa (farito).....	☐

Posez F10a à F10d. si le répondant a déjà recu de l'argent de la part d'une personne (F8 ou F9a égal à "Oui")
SINON ALLER A LA SECTION G
Apetrao F10a ka hatramin'ny F10d raha toa ka namaly 'Eny" tamin'ireo fanontaniana F8 na F9 ilay olona. Raha tsy izay dia mandehana avy hatrany any amin'ny SECTION manaraka. F8 = 1 na F9 = 1

F10a. Veuillez me citer toutes personnes de qui vous avez reçu de l'argent durant les 12 derniers mois *Mba lazao ahy ireo olona izay efa nandraisanao vola tao anatin'izay 12 volana izay* *1. Eny* [➔Colonne suivante] *Tsanganana manaraka* *2. Tsia* [➔**Ligne suivante**] *Tsipika manaraka*		*F10b.*Pouvez-vous me dire le type d'endroit où vous recevez le plus fréquemment de l'argent à [F10a] ? *Mba lazao ahy ny toerana handraisanao vola matetika hoan'ilay olona vaolaza tao amin'ny F10a*	*F10c.* Quelle est la fréquence avec laquelle vous recevez de l'argent le plus souvent de [F10a] *Impiry ianao no mandray vola makany amin'ilay olona voalaza ao amin'ny F10a*	*F10d.* Comment (canal de paiement principal) · *Amin'ny alalan'ny inona?*
01:Epoux(se) *Vady*	☐	☐	☐☐	☐☐
02:Enfant *Zanaka*	☐	☐	☐☐	☐☐
03:Parents *Ray aman-dreny*	☐	☐	☐☐	☐☐
04:Autre membre de la famille *Havana hafa*	☐	☐	☐☐	☐☐
05:Ami(e)(s) *Namana*	☐	☐	☐☐	☐☐
06:Une personne à qui vous avez emprunté de l'argent *Olona izay efa nindramanao vola taloha*	☐	☐	☐☐	☐☐
96:Autres (SPECIFIER) *Hafa (lazao)*	☐	☐	☐☐	☐☐

Modalités F10b: 1= Urbain *An-drenivohitra*; 2=Rural *Ambanivohitra* : 3=A l'étranger *An-dafy*
Modalités F10c: *01= Isan-kerinandro*; 02= *Indroa isan-kerinandro*; 03=*Isam-bolana*: 04= De façon saisonnière;05= Une fois par an : 96 =*Hafa (tanisao)*
Modalités F10d: 01= Transfert bancaire:02= Payer via compte bancaire :03=Paositra ; 04= Western Union, MoneyGram ou Agences de transfert ; 05= Amis et famille/*Fianakaviana sy namana* :06=Mobile money : 07 : transfert bancaire par téléphone/ *Fandefasana vola avy ao anaty kaonty @ banky @ alalan'ny finday* ;0 8= Transaction bancaire via Internet/en ligne :09= transfert à travers IMF (interieur uniquement) ; 10= Moto/ taxi brousse (interieur uniquement) :96= Autre/ Hafa

---

F11. Quelle est la somme totale d'argent que vous avez reçu d'autres personnes durant les **TROIS DERNIERS MOIS**?
Ohatrinona ny vola voarainao tamin'ireo olona voatanisa etsy ambony ireo nandritr'izay 03 volana lasa izay?

									Ariary

Dans lesquels de ces moyens, s'il y en a, avez-vous ou auriez-vous le plus confiance pour recevoir votre argent venant des personnes	*F12* : Qui vivent à Madagascar? *Inona amin'ireto fomba ireto no itokisanao kokoa raha mandray vola eto Madagasikara?*	*F13 :* Qui sont à l'étranger ? *Ary raha nandray vola avy any ivelan'ny Madagasikara?*
01 .Transfert bancaire *Famindrana vola avy amin' ny alalan' ny banky*		
02. Payer via compte bancaire *Mandoa vola amin' ny alalan 'ny kaonty banky*		
03.Bureau de Poste *Paositra*		
04.Western Union, MoneyGram, ou agences de transfert *Amin'ny alalan' ny Western Union, MoneyGram na mitovy amin' ireo*		
05.Amis ou famille */Namana sy fianakaviana*		
06.Mobile money */mobile money*		
07.Transfert bancaire par téléphone *Famindrana vola avy amin' ny alalan'ny finday*		
08.Transaction bancaire via Internet/en ligne *Famindrana vola avy amin ny alalan' ny internet*		
09.Tranfert à partir des IMF (interieur uniquement) *Famindrana vola avy amin' ny alalan' ny IMF*		
10.Moto/ taxi brousse (interieur uniquement) *moto na taxi brosy*		
96.Autres/Hafa		

F14. Pour lesquelles des opérations ci-dessous aviez-vous dépensé l'argent reçu?
Iza amin'ireto no handanianao ny vola voarainao?

1: Oui (Eny) ; 2: Non (Tsia)

1-Pour payer les dépenses de subsistance comme l'épicerie, les factures, etc.*Handohavana ny fandaniana fototra any amin ny tsena*	
2-Pour une urgence médicale*Noho ny hamehana amin'ny tsy fahasalamana*	
3-Pour une urgence non médicale (preciser)*Noho ny hamehana hafa*	
4-Pour rembourser une dette*Handoavana trosa*	
5-Pour les frais de scolarité ou de formation*Handoavana saram-pianarana na fiofanana*	
6-Pour acheter un terrain, du matériel agricole, du bétail, pour débuter une activité*Hividianana tany, fitaovam-pambolena, omby amin'ny fanombohan'asa*	
96-Autre *Hafa*(précisez).....	

SECTION G : PLANIFICATION DES RISQUES ET ASSURANCE :

G1.Est-ce que votre ménage a du faire face aux incidents suivant durant ces 12 derniers mois ? *Efa nisedra an'ireto loza ireto ve ny tokatranonao tamin'izay 12 volana izay* **1 : Oui *Eny*** (Colonne suivante) *Tsanganana manaraka* **2 : Non *Tsia*** (ligne suivante) *Andalana manaraka*		G2. Veuillez me dire ce que votre ménage a fait pour y répondre. *Inona no nataonareo manolona an'izany?* (voir le code en bas du tableau)
1:Mort, maladie ou perte de revenu du principal pourvoyeur de revenus *Fahafatesana, aretina na fahaverezan'ny fidiram-bolan'ny mpampidi-bola voalohany*	☐☐	☐☐
2:Mort, maladie ou perte de revenu d'un des membres du ménage (autre que le principal pourvoyeur de revenus) *Fahafatesana, aretina na fahaverezan'ny fidiram-bolan'ny mpikambana hafa anaty tokantrano (ankoatry ny mpampidi-bola voalohany)*	☐☐	☐☐
3: Vol *Halatra*	☐☐	☐☐
4: Sécheresse, faible pluviosité ou perte d'accès à l'eau pour l'agriculture *Haintany, tsy fahampian'ny orana na tsy fahazahoana rano ho an'ny fambolena*	☐☐	☐☐
5: Inondation, tempête, cyclone *Tondradrano/rivo-doza*	☐☐	☐☐
6:Incendie, destruction de la propriété *Haitrano na fahasimban'ny fananana*	☐☐	☐☐
7:Augmentation de la taille du ménage (> herinandro) *Fitombon'ny isan'ny olona ao an-tokatrano (mihotra ny herinandro)*	☐☐	☐☐
8: Aucun *Tsy misy*	☐☐	☐☐
96:Autres(SPECIFIER) hafa (farito):.....	☐☐	☐☐
99: Ne Sait Pas *(Tsy hay)*	☐☐	

Modalités G2: 01=Assurance Réclamée (Nitaky fiantohana); 02= Épargne utilisée (Tahiry nampiasaina); 03=Argent emprunté (Nisambo-bola); 04=Vendre quelque chose pour avoir de l'argent (Nivarotra zavatra mba azahoana vola); 05 =Assistance de la famille/amis .06=Prise en charge, 07= Rien (Tsy misy) 96=Autres (SPECIFIER) ; 99=Ne sait pas;

G3. Etes-vous d'accord ou pas avec les assertions suivantes?
Manaiky an'ireto fehezan-teny manaraka ireto ve ianao?
01 : D'accord *Manaiky*
02 : Pas d'accord *Tsy manaiky*
99 : NSP *Tsy dia mahazo antoka*

1: Il y a d'autres moyens que l'assurance de vous protéger contre les problèmes futurs *Misy fomba hafa ankoatry ny **fiantohana** mba hiarovana anao amin'ny olanao rehetra amin'ny ho avy.*	☐☐
2: S'assurer vous apaise quant aux inquiétudes au sujet des pertes éventuelles ***Ny fiantohana** dia mampandry anao raha eo amin'ny fiaiahiana ny fahaverezan-javatra mety hitranga.*	☐☐
3: Ça vaut le coût d'être assuré *Aleo ihany mba misy **mpiantoka***	☐☐

POSER A TOUS

	G4a : Avez vous avez déjà entendu parler des produits d'assurance suivant: *Efa mba naheno an'ireto vokatra vokarin'ny trano fiantohana manaraka ireto ve ianao ?* *1 : Oui* (**➔*Aller à G4b)*** *2 : Non* (***Produit suivant***) **Si tous G4a=2 ➔ G5a**	***G4b*** : Avez-vous souscrit à [produit]? *Efa nisoratra anarana tamin' io ... ve ianao?* 01 : Jamais eu : *Mbola tsy nanana* 02 : Je l'avais : *Efa manana* 03 : J'y ai souscrit personnellement *Nisoratra anarana tao aho* 04 : Couvert par quelqu'un d'autre : *Voantoka amin'ny alalan'ny olon-kafa* 99 : Ne sais pas/ *Tsy hay* **Si tous 01 ➔ faire G6**
1:Assurance vie *Fiantohana ny aina*	___	___
2:Assurance accident ou voyage *Assurance ho an'ny loza na fifamoivozana*	___	___
3:Assurance santé ou médicale *Assurance ho an'ny fahasalamana*	___	___
4 Assurances biens. *fiantohana amin ny fananana*	___	___
5:Assurance incendie ou désastre naturel *Assurance ho an'ny haitrano na fahasimbana voajanahary*	___	___
6:Assurance'véhicule automobile *Fiantohana ho an'ny fiara*	___	___
7 : Assurance de Responsabilité civile *Fiantohana ho an'ny andraikitra sivily*	___	___
8. Micro-assurance *Fiantohana madinika*	___	___
9: Pension *ho an'ny retirety*	___	___
*96:*Autre (SPECIFIER) *Hafa* *(farito)*.....	___	___
99:NSP *Tsy hay*	___	

POSER A TOUS ***Apetraka ho amin' ny rehetra***

G5a Aviez-vous fait des provisions pour vos dépenses pour vos funérailles ?
Manao tahiry hitsinjovana ny fahoriana ve ianao ? ___
1: Oui (Eny) continuer / *Mitoky ny fanontaniana*
2: Non (Tsia) aller à la Question.**G5c** /*Mitsambikina any amin'ny fanontaniana* ***G5c***

Demander seulement si G5a=1
G5b. Comment êtes-vous couvert? *Inona no fiarovana nataonao ho an' izany* ***1*: Oui (Eny) ; 2: Non (Tsia)**

1-Police d'assurance décès (y compris les banques. etc.) *Taratasy fiantohana fahafatesana*	___
2-Plan d'épargne *Tetika ara-tahiry*	___
3-Entraide de la communauté *Fifanampiana eo amin'ny samy mpiaraha-monina*	___
96-Autre. Précisez *Hafa* (Lazao).....	___

POSER A TOUS ***Apetraka ho amin' ny rehetra***

G5c Parmi ces propositions suivantes êtes vous d'accord ou pas d'accord ? *Miombi kevitra amin ireto filazana manaraka ireto ve ianaosa tsia.*
01. D'accord ***Miombon-kevitra***
02. Pas d'accord : ***Tsy miombon-kevitra***
99 : NSP/ tsy hay

1-Avoir l'assurance qui vous protège lorsque vous avez un problème *Fanaovana fiantohana miaro anao rehefa manana olana*	
2-L'assurance est pour les gens riches *Ny fiantohana dia ho an'ny olona manambola*	
3-Vous faites une provision financière pour l'avenir *Manao tahiry ara-bola hitsinjovana ny ho avy*	
4-Vous confiez votre argent aux compagnies d'assurance avec confiance *Mahatoky ny petra-bola any amin'ny fiantohana*	
5-Il y a d'autres façons de vous protéger contre les problèmes futurs à part l'assurance *Misy fomba hafa hiatrehana ny olana ankoatry ny fiantohana*	
6-Être assuré vous soulage des soucis de perdre des choses *Ny fananana fiantohana dia mampandry saina anao tsy ho very fananana*	
7-L'Assurance pourrait vous faire perdre beaucoup d'argent sans aucun gain *Mandany vola be ny fiantohana nefa tsy ahazoana tombotsoa*	
8-Vu le climat économique actuel dans le pays, il vaut mieux faire une provision financière pour votre avenir *Raha izao toe-draharaha eto @tsika izao dia aleo kokoa manao fiandry ara-bola hiatrehana ny ho avy*	
9-La pension est une façon d'économiser à long terme *Ny fisotron-dronono dia fomba ahafahana mitahiry vola maharitra*	
10-La pension est toujours payée quand on est retraité *Rehefa misotro ronono ianao dia tsy maintsy mandray vola fisotro-dronono foana*	

Posez G6 si le répondant n'a jamais souscrit aux assurances (tous G4b =1) SINON ALLEZ A LA SECTION H ***Apetraka ny fanontaniana G6 raha tsy mbola nanao fiantohana (tous G4b =1) raha tsy izany mandehana any amin ny*** **SECTION H.**
NE PAS CITER /AZA TANISAINA

G6. Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles les gens n'ont pas d'assurance. Vous affirmez ne pas avoir d'assurance. Pourquoi donc ?
Misy betsaka ny antony mahatonga ny olona tsy manao fiantohana.Niteny ianao hoe tsy manana assurance. Fa nahoana?
1: Oui (Eny) ; 2: Non (Tsia)

1:Je n'ai pas besoin d'être assuré parce que mes biens n'ont pas une grande valeur. *Tsy mila assurance aho satria tsy dia manan-danja be loatra ny fananako*	
2:Je ne crois pas en l'assurance *Tsy mino ny assurance aho*	
3:Je n'ai pas besoin d'assurance *Tsy dia ilaiko loatra ny assurance*	
4:Je ne veux pas d'assurance *Tsy mila ny assurance mihintsy aho*	
5:Je n'ai pas de revenus ou un travail régulier *Tsy manana fidiram-bola na asa raikitra (maharitra) aho*	
6:Je gagne trop peu pour y prêter intérêt *Kely loatra ny azoko ka tsy ahafahako manome lanja an'izany*	
7:Les primes d'assurance, frais ou coûts sont trop élevés *Lafo be ny sarany amin'ny vola aloa amin'ny assurance*	
8:Je ne fais pas confiance aux assureurs pour rembourser en cas de réclamation *Tsy matoky ny mpiantoka aho amin'ny famerenana ny vola raha sendra misy fitakiana*	
9: Je ne comprends pas comment l'assurance fonctionne *Tsy azoko hoe ahoana ny fiasan'ny assurance*	
10:On ne m'a jamais parlé d'assurance avant *Tsy mbola nisy niresaka tamiko ny assurance mihitsy taloha*	
11:Je ne suis pas éligible (ex:dans une zone à risque élevé) *Tsy lany aho(Oh : mipetraka @ toerana mety hitrangana loza matetika)*	
12:Il y a des choses bien plus importantes sur lesquelles dépenser mon argent *Misy zavatra hafa mbola manan-danja izay anaovako fandaniana amin'ny volako*	
13:Quelqu'un d'autre ou la communauté ou le gouvernement prendra soin de ma famille *Misy olon-kafa na fikambanana na governemanta izay miantoka ny fianakaviako*	
14:Le langage utilisé ou les conditions sont trop compliqués *Manahirana be ny voambolana ampiasainy na ny fepetra tokiany amin'izany*	
15:L'assurance n'est pas faite pour des gens comme moi *Tsy natao ho an'ny olona toa ahy ny assurance*	
16:Je n'ai pas assez de connaissances sur l'assurance *Tsy dia manana fahalalana momba ny assurance aho*	
96: Autre (SPECIFIER) *Hafa (farito)* ...	
99:Aucune raison/Ne sait pas *Tsy misy antony/ Tsy hay*	

SECTION H: EMPRUNT D'ARGENT (CREDITS/PRETS)

FINDRAMAM-BOLA (FAMPISAMBORAM-BOLA/FAMPINDRAMAM-BOLA)

H1. Beaucoup de gens empruntent de l'argent ou contractent des prêts. En regardant cette liste d'assertions, lesquelles s'appliqueraient à vous ?
Maro ireo olona no miditra @ findramam-bola. Inona @ireto voalaza manaraka ireto ve efa nampiasainao ?

1 : Oui *Eny* ; 2 : Non *Tsia*

1:J'ai emprunté de l'argent durant les 12 derniers mois *Nindram-bola aho tao anatin'ny 12 volana lasa*	
2:J'ai pris des biens à crédit durant les 12 derniers mois. *Nividy entana natao trosa aho tao anatin'ny 12 volana lasa*	
3:Je dois de l'argent à une alimentation ou boutique locale et je n'ai pas encore remboursé *Tokony hamerim-bola amin'ny mpivarotra entana sy sakafo eto an-toerana aho fa mbola tsy nanefa izany*	
4:Je dois de l'argent à un autre endroit et je n'ai pas encore remboursé *Tokony hamerim-bola amin'ny mpivarotra ivelan'ny toerana onenako aho fa mbola tsy nanefa izany*	
5:Je suis actuellement en train d'emprunter de l'argent *Eo an-dalan'ny findramam-bola aho amin'izao*	
6:Aucun *Tsy misy*	
99:NSP *Tsy hay*	

Posez H2 si modalité 6= 1 (aucun) dans H1, Pour tous les autres, allez à H4a.
Anontanio H2 raha toa ka H1 eo amin 'ny 6 = 1 (tsy misy) izany hoe tsy nindram-bola. Raha tsy izay tonga dia mandeha H4a

Répondez par ***Valio @1 : Oui Eny ; 2 : Non Tsia***

H2. Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles les gens ne contractent pas de prêt ou n'empruntent pas. Vous affirmez ne pas avoir contracté de prêt ou emprunté de l'argent. Pour quelles raisons? **Question ouverte (Ne pas citer)**
Maro ny antony mahatonga ny olona tsy mindram-bola. Manamafy ve ianao fa tena tsy mindram-bola ?. Inona ny antony Tsy vakiana

1:Il m'a été refusé ou je ne suis pas qualifié *Tsy noraisiny ny fangatahako na tsy namaly ny fepetra takiana aho*	
2:Je n'ai pas de pièces d'identité *Tsy manana taratasy manamarina ny momba ahy aho (karapanondro....)*	
3:Je ne suis pas informé sur les prêts et comment emprunter de l'argent *Tsy nahafantatra ny momba ny findramam-bola aho ary tsy haiko ny tokony hatao @ izany*	
4:Je ne sais pas comment faire pour obtenir un prêt ou un emprunt *Tsy haiko ny atao ahafahana mahazo fampindramam-bola na findramam-bola*	
5:Je n'y ai jamais pensé *Tsy mbola nandalo ny eritreritro mihitsy*	
6:Je n'ai pas de carte statistique *Tsy manana karatra statistika aho*	
7: Je n'ai pas de documents comptables *Tsy manana antonta-taratasy momba ny kaontim bola*	
8: L'intérêt est trop élevé *Midangana loatra ny zana-bola alaina*	
9: Mon salaire n'est pas suffisant pour être éligible pour un prêt *Tsy ahafahako mitrosa na mindram-bola ny mari-karamako*	
10: J'ai peur d'approcher une banque ou un endroit où je peux emprunter de l'argent *Matahotra ny miditra ireny toerana ahafahana mindram-bola sy mampindram-bola ireny aho*	
11:Je n'aime pas avoir des dettes *Tsy mety amiko ny mitrosa sy ananana trosa*	
12:Je l'ai fait dans le passé mais cela était une expérience négative *Efa nindram-bola aho taloha fa tsy nahazoako vokatsoa*	
13:Je gagne trop peu pour m'y intéresser *Tsy dia misarika ahy loatra satria kely loatra ny vola miditra amiko*	
14:J'ai beaucoup de dettes *Efa tena be trosa loatra aho*	
15:J'ai été mis sur la liste noire au bureau de crédit *Tsy afaka mindram-bola eny @ toerana voatokana @ izany intsony aho fa liste noire*	
16:Je n'ai pas de travail *Tsy an'asa aho*	
17:Je n'ai pas de revenus réguliers *Tsy manana fidiram-bola tsy tapaka aho fa an-tselika*	
18:Je ne peux m'y permettre *Tsy afaka manao izany aho*	
19:Je n'en ai pas besoin *Tsy ilaiko ilay izy*	
20: N'a pas de fiche de paie *Tsy manana taratasy fanamarinana karama*	
21: Ancieneneté trop récente *Vao niditra niasa*	
96 : Autre (SPECIFIER) *Hafa (farito)*.....	
99:NSP***(Ne pas montrer)*** *Tsy hay*	

Posez H3 si modalité 1 dans H2 = Oui càd *n'est pas qualifié pour un prêt. Pour tous les autres allez à H4a.*
Anontanio H3 raha H2 = eny, *izany hoe tsy namaly ny fepetra takiana momba ny findramam-bola. Raha tsy izay tonga dia mandeha H4a.*

H3. Vous avez dit que vous n'étiez pas éligible pour un prêt. Pour quelles raisons? *Nilaza ianao fa tsy nekena ny findramanao vola. Inona ny antony ?*
Ne pas citer *Tsy vakiana*
Répondez par ***Valio @1 : Oui Eny ; 2 : Non Tsia***

1:Dossier de crédit incomplet	*Taratasy findramam-bola tsy feno*	
2:N'a pas de salaire	*Tsy misy karama raisina*	
3:Je n'ai pas de carte statistique	*Tsy manana karatra statistika aho*	
4: Je n'ai pas de documents comptables	*Tsy manana sy tsy mitahiry antonta-taratasy momba ny kaontim-bola aho*	
5:N'est pas qualifié pour le montant souscrit	*Tsy mahafeno fepetra mifanaraka amin'ny vola nangatahina*	
6:N'a pas de garanties	*Tsy manana antoka apetraka*	
7:N'a pas de fiche de paie	*Tsy manana taratasy fanamarinana karama*	
8 : Ancieneneté trop récente	*Mbola vao haingana loatra ny fe-potoana nidirana niasa*	
96 :Autre (SPECIFIER) *Hafa (lazao)*.....		
99: NSP *Tsy hay*		

Demandez à tous ***Anontaniana @ rehetra***

H4a. Toujours concernant l'emprunt d'argent et le crédit, s'il vous plaît parlez-moi de votre expérience personnelle avec les cas suivants, en utilisant les options suivantes: jamais emprunté, emprunté dans les 6 derniers mois, emprunte maintenant....? *Araka ny traikefa anananao momba ny findramam-bola sy fampindramam-bola, inona @ ireto voalaza manaraka ireto ny karazana findramana efa nataonao. Izany dia valiana @ hoe, tsy nindram-bola mihitsy, nindram-bola tao anatin'ny 6m-bolana lasa, mindram-bola aho @ izao.*

• réponse unique par produit. *Valinteny iray ihany isaky ny karazany.*

Demandez à tous les répondants qui empruntent auprès des banques (code 1, assertion 1 dans H4a. Tous les autres vont à H6a.
Anontaniana @ ireo izay nindram-bola t@ banky (code1, assertion 1 ao @ H4a. Ny hafa tonga dia H6a

H4b. Avec quelle banque (s) avez-vous emprunté? *Lazao ny anaran'ny banky nindramanao vola*
• Multiple réponses possible par type de produit. *Valinteny maro azo ekena*

H4c. Combien d'argent devez-vous encore rembourser quand vous ...lire les options d'èmprunt / institution ou mécanisme utilisé, (code 1 dans H4a)
Ohatrinona ny vola tokony mbola averinao @ ireto.....(vakiana ny karazana misy sy ampiasaina) (code 1 ao @ H4a).
• Réponse en Ariary *Valinteny en Ariary*

	H4a	H4b	H4c
Produit d'emprunt/ mécanisme *Karazam-pindramam-bola ny fomba fiasany*	1. Emprunte maintenant *Mindram-bola @ izao* 2. Emprunté au cours des 6 derniers mois *Nindram-bola tao anatin'ny 6m-bolana lasa* 3. N'a jamais emprunté *Tsy nindram-bola mihitsy*	Institution (inscrire) ***Inscrire le nom de l'institution si le répondant a emprunté auprès d'une banque/IMF (code 1 de H4a)*** ***Sorato ny anaran ilay ivotoerana raha toa ka nindram-bola t@ Banky na IMF*** ***ex :BFV***	Dette en Ar *Trosa en Ar* ***Si refus ou ne sait pas, s'il v plaît laissez la case vide e pas remplir par zéro. fenoina raha nandà na tsy l avela banga fotsiny***
1. Banque commerciale *Banky*	__		_____
2. Institution de Microfinance *Mpampindram-bola madinika*	__		_____
3: Groupe d'épargne informel (tontine...) *Vondro-tahiry tsy ara-dalàna (drafitra) (akandray)*	__		_____
4: Produits offerts par une boutique/magasin pour paiement plus tard *Vokatry ny toeram-mpampindramam-bola izay efaina @ fotoana manaraka*	__		_____
5: Prêteur d'argent informel *Mpampindram-bola tsy ara-dalàna (usuriers)*	__		_____
6. Employeur *Mpampiasa*	__		_____
7. Famille / amis que vous deviez rembourser *Havana na namana tokony hanefana trosa*	__		_____
8. Produits vendus par un producteur/quelqu'un d'autre *Vokatra lafon'ny mpamokatra na olon-kafa*	__		_____
9. Avance sur montant ou sur produit d'un collecteur *Vidim-bokatra ara-pambolena na vokatra efain'ny mpanangom-bokatra mialoha (vary maitso)*	__		_____
10. Avance sur montant ou sur produit d'une coopérative *Vidin-entana na entana efain'ny koperativa mialoha*	__		_____
11. Institution religieuse ou autre organisme communautaire *Vondrona mpanao asa soa na fivavahana*	__		_____
96.Autre (précisez) *Hafa(farito).....*	__		_____
H4d. TOTAL DES DETTES ARIARY Totalin'ny trosa rehetra			_____

Posez H5a et H5b si le répondant a emprunté de l'argent durant les 6 derniers mois dans H4a (H4a=1 pour au moins une des modalités 1 à 9). Pour tous les autres, allez à H6. *Raha H4a=1 ao @ valinteny 1 à 9 dia anontaniana H5a sy H5b raha nisy ny findramam-bola tao anatin'ny 12 volana lasa. Ho an'ny hafa tonga dia H6.*

H5a. Quel est le montant INITIAL que vous avez emprunté dans les 6 derniers mois? (l'objectif est d'avoir l'augmentation de l'endettement) *Ohatrinona ny vola nindraminao (renivola nindramina) T@ ianao nindramam-bola farany ?*

- Enregistrement en Ariary *Atao en Ariary*
- Si refus ou ne sait pas, s'il vous plaît laissez la case vide et ne pas remplir par zéro. *Tsy fenoina raha nandà na tsy hay, avela banga fotsiny*

									Ariary

01	Refusé *Nandà*	
99	NSP *Tsy hay*	

H5b Pour quelles raison empruntez vous de l 'argent ? ***Plusieurs réponses possibles.*** *Inona no antony nindramanao vola? Ekena valinteny maro*
Répondez par *Valio @***1 : Oui *Eny ;* 2 : Non *Tsia***

Gestion des risques et de grands événements *Fiahiana ny ho avy sy ny trangan-javatra tampoka na goavana*	1. Dépenses médicales prévues ou d'urgence *Fandaniana ara-pahasalamana efa nomanina na tsy nampoizina*	
	2. Une situation d'urgence autre que médicale *Toe-zavatra tsy nampoizina ankoatry ny fahasalamana*	
	3. Pour prendre soin d'un parent malade *Mba handraisan-tanana ny ray aman-dreny/havana marary*	
	4. Les dépenses de funérailles *Fandaniana amin'ny fahafatesana*	
	5. Un mariage *Fanambadiana*	
	6. Exhumation *Famadihana*	
	7. Les dépenses de subsistance au moment où vous ne disposez pas d'argent *Fandaniana ny amin ny andavanandro amin ny fotoana tsy anana vola*	
	8. Frais de scolarité ou de formation *Saram-pianarana na fiofanana*	
Consommation *Fanjifana*	9. Payer les factures d'eau / électricité / téléphone *Handoavana ny faktioran'ny rano/jiro/finday*	
	10. Achat d'appareils électroménagers, de biens ou des meubles *Hividy fitaovana an-dakozia, entana na fanaka*	
	11. Achat d'un vélo, moto, voiture, camion pick-up ou autres moyens de transport *Hividy bisikileta, moto, fiara, camion pick-up na fitaovam-pitaterana hafa*	
Habitations ou terrain *Toerana hipetrahana na tany*	12. Achat ou construction de logement pour habitation *Hividianana na hanorenana trano hipetrahana*	
	13. Amélioration ou rénovation d'un logement *Hanamboarana sy hanatsarana trano*	
	14. Achat d'un logement ou d'un terrain à louer *Hividianana trano na tany hampanofaina*	
	15. Achat de terrains *Hividianana tany*	
Agriculture *Fambolena*	16. Achat de bétail *Hividianana biby fiompy*	
	17. Achat d'équipement agricole *Hividianana fitaovana ho an'ny fambolena*	
	18. Achat d'intrants agricoles tels que semences ou engrais *Hividianana masomboly na zezika na zavatra hafa ilaina @ fambolena*	
Entreprises/ Affaires *Orin'asa/*	19. Démarrer ou étendre mes affaires ou les activités d'entreprise du ménage *Manangana na manitatra orin'asa*	
	20. Mettre de l'argent ou des biens dans les affaires de quelqu'un d'autre *Mametra-bola na entana amin'ny fitadiavam-bolan'ny hafa*	
Autre	21. Rembourser les dettes *Mandoa trosa*	
	22. Aucun d'entre eux (réponse unique seulement - Ne pas lire)	
	96. Autre précisez) *Hafa*	

H5 c-Quels biens de valeur. le cas échéant. avez-vous utilisé en promettant de rembourser votre prêt (s) ?
Multiple responses possible. *Mety ho valiny maro*
Ne pas lire. *Tsy vakiana*
Inona ny zava-tsarobidy natao antoka mba hanefana ny trosa. Valinteny maro ekena. Tsy vakiana
Répondez par *Valio @***1 : Oui *Eny ;* 2 : Non *Tsia***

1. Terrain où vous vivez *Tany onenana*	
2. Autres terres (où vous ne vivez pas) *Tany hafa tsy honenana*	
3. Votre logement *Trano onenana*	
4. Autre logement (que vous n'habitez pas) *Trano hafa tsy onenana*	
5. Véhicule à moteur (voiture. moto. etc.) *Fitaovam-pitanterana (Fiarakodia. moto.....)*	
6. Salaire *Karama*	
7. Documents (CIN, passeport. Autres) *Antonta-taratasy (CIN. pasipaoro. hafa)*	
8. Actions. obligations. *bons* *Petra-bola. taratasim-bola notrosaina*	
9.Équipement agricole *Fitaovam-pambolena*	
10. Or. Bijoux *Volamena. firavaka*	
11. Police d'assurance *Fifanekena aram-piantohana*	
12. Future capacité de gagner de l'argent *Fahafahana mampidi-bola any aoriana (ex : vary maitso. emploi...) (oh : vary maitso. asa...)*	
13. Caution solidaire (antoka iombonana)	
96. Autre (précisez) Hafa (farito)	
14. Aucun (réponse unique. ne pas lire) *Tsy misy*	

Demandez à tous / *Anontaniana ny rehetra*

H6a. Que prenez-vous le plus en considération quand vous empruntez de l'argent en cas de besoin ? Ne pas citer. réponse unique
Raha hindram-bola ianao. inona no fepetra na antony omenao lanja kokoa?
Tsy vakiana. valinteny iray

01:Taux d'intérêts très faibles *Tahan'ny zana-bola ambany*	
02:Conditions de remboursement *Fepetra takiana @ famerenam-bola*	
03:Accès rapide à l'argent *Fahazoam-bola haingana*	
04:Capacité à répondre aux exigences des prêteurs *Fahafahana manatanteraka ny fepetra takian'ny mpampindram-bola*	
05:Documents simples ou processus de demande *Fahamoran' ny fanaovana ny antontan- taratasy fangatahana sy ny fizotram-panatanterahana izany*	
06: Montant du prêt qui peut-être obtenu *Ny totalim-bola afaka hindramina*	
07:Confiance *Fahatokisana*	
96:Autre (SPECIFIER) *Hafa (farito)*	
*99:**NSP** Tsy hay*	

H6b. Dans lesquels de ces [....] avez-vous l'habitude d'emprunter (de l'argent ou en nature) durant les 12 derniers mois? *Amin'ireto voalaza manaraka ireto lazao izay nanavanana anao raha hindram-bola na zavatra hafa tao anatin'ny 12 volana*
Repondez par *Valio a* **1 : Oui *Eny* ; 2 : Non *Tsia***

1:Amis ou famille/*Namana na havana*	
2:Collègues/*Mpiara miasa*	
3:Employeur/*Mpampiasa*	
4: Banque/*Banky*	
5: Groupe d'épargne informel (tontine) /*Vondro-tahiry tsy ara-dalàna (drafitra) (akandray)*	
6: Boutique/ Epicerie *Fivarotana*	
7: Institution de Micro finance (IMF) *Mpandraharaha ara-bola madinika (IMF)*	
8: Prêteur d'argent informel (usuriers) *Mpampindra-bola tsy ara-dalàna (drafitra) (Mpampajana-bola)*	
9: Agriculteur *Mpamboly*	
10: Collecteur /*Mpanangom-bokatra*	
11: Coopératives /*Kaoperativa*	
12: Institution religieuse ou autre organisation communautaire *Fikambanana ara-pivavahana na fikambana ara-piarahamonina hafa*	
96.Autres (SPECIFIER)... Hafa (farito).....	
99:Aucun/ NSP *Tsy misy/ Tsy hay*	

POSEZ A TOUS – APETRAKA AMIN'NY REHETRA

H7. Je vais lire quelques assertions pour découvrir ce que vous ressentez au sujet de comment les gens empruntent de l'argent pour gérer leurs situations financières. Pour chacune. veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord Miombon-kevitra *sa tsia amin ireto foto-kevitra manaraka ireto ve ianao amin' ny momba ny findraman'ny olona vola mba hitantanany ny toe-bolany*

01: D'accord *Manaiky*
02: Pas d'accord *Tsy manaiky*
99: NSP *Tsy hay*

1:Dans votre communauté les gens empruntent de l'argent pour gérer leur situation financière. *Eo amin'ny fiarahamonina misy anao, mindram-bola ny olona mba ahafahany mitantana ny toe-bolany*	
2:Vous prendriez un emprunt pour régler des dettes *Mindram-bola ianao mba ahafahana mamerina trosa*	
3:C'est embarrassant d'emprunter de l'argent. *Mahasadaikatra ny mindram-bola*	
4 : Les usuriers sont très importants pour votre communauté *Tena manan-danja eo @ fiaraha-monina misy ahy ny mpampanjana-bola*	
5:Vous pouvez avoir de l'argent auprès de votre famille quand vous en avez besoin. *Raha misy ilànao vola, afaka manome anao ny fianakavianao*	
6:Vous pouvez emprunter de l'argent auprès de votre communauté quand vous en avez besoin *Raha misy ilànao vola, afaka mindrana izany @ mpiaramonina ianao*	
7:Vous vous sentez soulager d'emprunter de l'argent, même si vous savez que vous aurez à payer plus que ce que vous avez emprunté (avec intérêt). *Mety aminao ny findramam-bola, na dia fantatrao aza fa mihoatra ny nindraminao ny averinao satria misy zanany*	

SECTION I : EPARGNE ET INVESTISSEMENTS:

TAHIRY SY FAMPIASAM-BOLA

I1a. . Les gens ont différentes façons de décrire ce que veut dire **« EPARGNER ».** Laquelle des descriptions suivantes définissent plus précisément ce qu'épargner signifie pour vous ? *Samy manana ny fomba entina mamaritra ny atao hoe « mitahiry » ny olona. Iza amin'ireto famaritana manaraka ireto aminao no mamaritra ny atao hoe "mitahiry"*

• Lire des déclarations. *Vakiana daholo*

Plusieurs réponses possibles *mety ho valiny maromaro* **1 : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia***

01- Mettre de l'argent dans un endroit spécial ou dans un compte pour que l'argent soit en sécurité. *Mametraka vola amin'ny toerana voatokana na any amin'ny kaonty mba ho voaaro tsara.*	
02- Mettre de l'argent de côté pour éviter de le dépenser immédiatement et de l'utiliser plus tard en cas de besoin. *Mametraka vola mba ialana amin'ny fandaniana eo no ho eo ary hampiasa izany ao aoriana raha misy ilàna azy.*	
03- Mettre de l'argent de côté afin que vous avez un peu d'argent à la fin de la semaine / mois. *Mametraka ambim-bava mba hanànana vola kely amin'ny faran'ny herinandro/volana.*	
04- Mettre de l'argent de côté pour que le montant total augmente dans le temps quand beaucoup plus d'argent est mis de côté. *Mametraka vola mba hitombo ny fitambarany any aoriana raha betsaka ny vola apetraka*	
05- Mettre de côté l'argent pour que vous l'utilisiez plus tard pour un but spécifique. *Mametraka vola mba ho ampiasaina ao aoriana ho an'ny tanjona manokana*	
99- Je ne sais pas *(ne pas lire) Tsy hay (tsy vakiana)*	

I1b. Les gens ont différentes façons de décrire ce que cela signifie **« D'INVESTIR ».** Laquelle des descriptions suivantes définissent ce que signifie « investir » pour vous ? *Samy manana ny fomba entina mamaritra ny atao hoe « mampiasa vola » ny olona. Iza amin'ireto famaritana manaraka ireto aminao no mamaritra ny atao hoe "mampiasa vola".*

• Lire des déclarations *Vakiana daholo*

. Plusieurs réponses possibles *mety hisy valiny maromaro* ***1*** **: Oui *Eny* 2 : Non *Tsia***

01- Mettre de l'argent dans quelque chose de sorte qu'il génère plus d'argent *Mametraka vola amin'ny zavatra iray mba ahazoana tombony bebe kokoa.*	
02 -Acheter quelque chose à vendre plus tard lorsque sa valeur a augmenté *Mividy zavatra hamidy any aoriana rehefa miakatra ny vidiny*	
03-Donner à quelqu'un de l'argent pour le récupérer plus tard avec intérêts *Manome vola olona mba hahazoana zana-bola rehefa mamerina azy any aoriana.*	
04-Acheter du bétail / des biens afin qu'ils puissent augmenter votre richesse au fil du temps *Mividy biby fiompy na fananana hafa mba hampiakatra ny harena rahatrizay*	
05-Mettre de l'argent dans quelque chose pour obtenir un profit en sachant que vous pouvez perdre de l'argent *Mametraka vola amin'ny zavatra iray mba hahazoana tombony na dia fantatrao azo fa mety ho very vola ianao.*	
99-Je ne sais pas (réponse unique - ne pas lire) *Tsy hay (valiny tokana –tsy vakiana)*	

I2a. Je vais vous lire une liste de déclarations. Pour chacun de ces énoncés, pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord:
Ho vakiako aminao ireto filazana ireto. Teneno amiko hoe manaiky ianao sa tsia.

1-D'accord Manaiky
2-Pas d'accord Tsy manaiky
3- Pas sûr Tsy azo antoka

1. Vous vous passez de certaines choses pour être en mesure d'économiser *Nampadefitra zavatra tao an tokantrano mba hahafahana nanao tahiry*	
2. Vous croyez qu'il est mieux d'épargner là où votre argent est en sécurité que de prendre des risques pour gagner plus *Mieritreritra ianao fa aleo tehirizina (a toerana azo antoka ny vola toy izay ampiasaina itadiavàna tombony.*	
3. Vous ne faites pas confiance aux groupes d'épargne *Tsy matoky ireny fikambanana mpanao tahiry ireny ianao.*	
4. Vous ne faites pas confiance aux institutions comme les banques pour épargner *Tsy matoky ny orinasa toy ny banky ianao mba hitehirizana*	
5. Vous n'épargnez pas pour votre vieillesse parce que les gens de votre communauté vont s'occuper de vous quand vous serez âgé *Tsy mitahiry ho an'ny fahanterana ianao satria ny fiaraha-monina no hikarakara anao rehefa antitra*	
6. Vous voulez profiter de votre argent maintenant plutôt que de vous soucier de l'avenir *Hararaotina aloha ny fananana vola amin'izao toy izay manahy ny ho avy*	
7. A la fin du mois, vous épargnez ou ranger tout l'argent qui reste *Amin'ny faran'ny volana dia afaka mitahiry ny vola sisa tavela ianao*	
8. Pour vous il n'y a pas de différence entre l'épargne et l'investissement *Tsy misy fiavahany ny tahiry sy ny fampiasam-bola aminy*	

I2b. Les personnes ont des idées différentes quand il s'agit de savoir pour combien de temps faut-il pour mettre l'argent de côté jusqu'à ce qu'il soit considéré comme une épargne. Certaines personnes pensent que mettre l'argent de côté pour une journée est faire une épargne, alors que les autres pensent qu'ils n'ont pas épargné tant que l'argent ne soit mis de côté pendant cinq ans ou plus.
Samy hafa ny hevitry ny olona rehefa hamantatra hoe fotoana firy no ilaina rehefa hametraka vola atao ambim-bava mandrapahatongavany ho lasa tahiry. Ny olona sasany mieritreritra fa mametraka vola atao ambim-bava iray andro dia efa tahiry, nefa ny sasany mieritreritra fa tsy mitahiry izy raha tsy mametraka vola ao anatin'ny 5 taona na mihoatra

Quel est le temps le plus court pour vous de mettre votre argent de côté pour qu'il soit considéré comme des économies?
Firy ny fotoana fohy indrindra aminao ametrahana vola mba ho lasa tahiry?

• Lire des déclarations. *Vakiana daholo* / Réponse unique *Valiny iray ihany*

01-un jour *iray andro*	
02-une semaine *herinandro*	
03-un mois *iray volana*	
04-un an *heritaona*	
05-plus d'un an *mihoatra ny iray taona*	
99-ne sait pas (ne pas lire) *tsy hay (tsy vakiana)*	

*I3.*Comment comptez-vous payer pour les dépenses requises dans votre vieillesse (**principalement**)?
Avy aiza ny vola ivelomanao rehefa antitra?

01. Puiser dans l'épargne *Avy amin'ny tahiry*	
02 .Je compte sur l'argent de la famille et des amis. *Miankina amin'ny volan'ny namana sy ny fianakaviana*	
03. Je compte sur la communauté *Miankin-doha amin'ny fiaraha-monina misy ahy*	
04. Vendre quelque chose pour couvrir les coûts. *Mivarotra fananana*	
05. Emprunter auprès d'un usurier dans la communauté *Mindrana amin'ny mpampanjana-bola eny anivon'ny fiaraha-monina*	
06. Emprunter auprès d'un groupe d'épargne *Mindrana eny amin'ny fikambanana mpanao tahiry*	
07. Vivre de ma pension de retraite *Miaina amin'ny pension azo @ retirety*	
96 Autre (SPECIFIER) *Hafa (farito)*:.....	
99 NSP *Tsy hay*	

I4a- Etes-vous actuellement en train d'épargner ou de mettre à côté de l'argent ? ☐
Eo an-dalam-pitehirizana na mametraka ambim-bava ve ianao amin'izao? **1 : Oui *Eny* 2 : Non *Tsia***
• Réponse unique : *Valiny iray ihany*
Si code =1 allez à **I5a** Sinon **I4b raha code = 1 mankanesa anya min I5a raha tsy izany I4b**

I4b. . Si NON ou code (I4a = 2) raha code I4a = 2. Pourquoi vous n'épargnez pas ? *Fa maninona ianao no tsy mitahiry na mametraka ambim-bava?*
• NE PAS CITER. *TSY MITANISA* /Multiple réponses possibles. *Mety ho valiny maromaro* **1-Oui Eny 2-Non Tsia**

1-Pas d'argent après avoir dépensé pour la subsistance *Lany vola tamin'ny zavatra ilaina andavan'andro*	
2-N'y ai jamais pensé *Tsy nieritreritra an'izany mihintsy*	
3-Je ne veux pas *Tsy tiako ny mitahiry vola*	
4-N'ai pas besoin *Tsy ilaiko ny mitahiry vola*	
5-Je préfère dépenser de l'argent sur d'autres choses dont j'ai besoin le plus *Aleoko mandany vola amin'ny zavatra ilaiko kokoa*	
6-Je préfère investir dans d'autres choses, par exemple biens immobiliers, cheptel *Aleoko mampiasa vola amin'ny zavatra hafa ohatra trano, biby fiompy*	
7-Mes enfants vont s'occuper de moi, donc je n'en ai pas besoin *Ny zanako no mikarakara ahy dia tsy ilaiko izany*	
8-thesaurisation ou garder de l'argent à la maison *Manajanona vola ao an-trano*	
9-Je ne vais pas être en mesure d'accéder à mon argent si j'en ai besoin *Tsy afaka alaiko amin'ny fotoana ilaiko azy ny volako*	
10-Je ne sais rien à propos des investissements ou de l'épargne *Tsy mahafantatra n'inona n'inona momba ny fampiasam-bola sy ny fitehirizam-bola aho*	
11-Je ne possède pas de compte bancaire *Tsy manana kaonty any amin'ny banky aho*	
12-C'est trop cher d'ouvrir un compte épargne (ex : dépôt minimum) *Lafo loatra ny manokatra kaonty tahiry (ohatra : vola apetraka ambany indrindra)*	
13-N'a pas de revenu - pas d'argent à épargner *Tsy manana fidiram-bola - tsy manana vola tehirizina*	
14-N'a pas de fiche de paie / ne peut pas prouver mon revenu *Tsy manana taratasin-karama/ tsy afaka manam-porofo ny fidiram-bolako*	
96-Autre (précisez) *Hafa.* (farito).....	
99-Je ne sais pas (réponse unique - NE PAS LIRE) *Tsy hay (Valiny tokana tsy vakiana)*	

Demander à tous Anontaniana ny rehetra

I5a. Lequel de ces moyens faites-vous le plus confiance pour économiser de l'argent ?
• réponse unique. *Iza amin'ireto fitaovana ireto no ananao fitokisana indrindra raha itahiry vola ? Valiny tokana*

I5b. Lequel de ces endroits faites-vous confiance le plus pour investir de l'argent ?
• Réponse unique. *Iza amin'ireto toerana ireto no itokisanao raha hampiasa vola ianao? Valiny tokana*

I5c. Toujours concernant l'épargne. l'investissement et mettre l'argent de côté. pourriez-vous me dire lequel des énoncés suivants avez-vous. avez-vous eu dans le passé mais pas maintenant. ou avez-vous jamais eu? *Mbola amin'ny resaka tahiry, fampiasam-bola sy fametrahana ambim-bava ihany, inona amin'ireto tanisaina manaraka ireto no ataonao amin izao, nataonao taloha na tsy mbola natao mihintsy ?*
• Lire chaque épargne / produit d'investissement / mécanisme. *Vakiana tsirairay ireo tolotra amin ny fampiasam bola.*
• réponse unique par déclaration. *Valiny tokana amin ireo voalaza.*

Demandez I5d à I5f si le répondant épargne actuellement (Code -1 pour toute déclaration en I5c). *Apetraho ny I5d à I5f raha manao tahiry ny mpamaly (code -1 ao amin ny I5c*

I5d. Combien de fois vous épargnez / investir / mettre l'argent de côté avec ... (Lire chaque produit d'épargne / d'investissements / mécanisme mentio en I4c code 1)? *Impiry ianao no mitahiry/mampiasa vola/mamela ambim-bava miaraka... ... ...(vakiana ireo tolotra amin ny tahiry/faampiasana bola/mecanisme volaza ao amin I4c code 1)*

• réponse unique par déclaration. *Valiny tokana amin ireo voalaza.*

I5e. Combien d'argent avez-vous habituellement épargné / investi / mis de côté avec ... (Lire chaque produit d'épargne / d'investissements / mécanisme mentionné en I4c code 1)? *Ohatrinona matetika no fitahirinao/fampiasanao/ataonao ambim-bava ... ...(vakiana ireo tolotra amin ny tahiry/faampiasana bola/mecanisme volaza ao amin I4c code 1)*
• Enregistrer la réponse en Ariary. *Ataovy amin ny sanda Ariary ny valiny*

Demandez si le répondant épargne actuellement dans une banque (code 1 pour la déclaration 1 en I5c). *Anontaniana raha manao tahiry any amin'ny banky ny mpamaly amin izao fotoana izao(code 1 raha 1 no voavaly ao amin-'ny I5c)*
I5f. Avec quelle banque (s) avez-vous épargné ou investi ? *Inona no Banky nanaovanao tahiry na nampiasanao vola ?*

• Multiple réponses possibles. *Mety hisy valiny maromaro*

Produit d'Épargne / d'investissement / mécanisme Tolotra tahiry /fampiasam bola	**I5a.** Le plus confiance pour **Epargner** UNE SEULE REPONSE *Izay hitokisana indrindra raha hanao TAHIRY Valiny tokana ihany*	**I5b.** Le plus confiance pour **Investir** UNE SEULE REPONSE *Izay hitokisana indrindra raha HAMPIASA VOLA Valiny tokana ihany*	**I5c.** Statut Sata 1-possède *manana* 2-avait eu *Efa nanana* 3- N'a jamais eu *Mbola tsy nanana mihintsy*	**I5d.** Frequence 1Hebdomadaire *isan-kerinandro* 2-Mensuel *Isam-bolana* 3- Moins souvent *mahalana*	**I5e.** Montant en Ariary	**I5f.** Institution *Rafitra*
01:Épargne dans les bons du Trésor et/ou bons de caisses *Tahiry any amin'ny tahirim bola mpanjakana*						
02:Épargne auprès de l'Employeur *CNAPS* /CRCM /CPR *Tahiry any amin'ny CNAPS* /CRCM /CPR						
03:Épargne dans une IMF *Tahiry eo anivon'ny fampindramam-bola madinika*						
04:Epargne en banque *Tahiry ao amin'ny banky*						
05: Epargne postale *Tahiry ao amin'ny paositra Malagasy (tsinjo lavitra)*						
06:Caisse d'épargne *Ivo toerana ho any ny tahiry*						
07 Assurance et dépôts affiliés *Ivo toeram-piantohana sy fametraham bola mifanaraka*						
08. Quelqu'un respecté dans la communauté, comme un leader de la communauté, qui garde l'argent en sécurité pour vous *Olona manan-kaja to teny eo amin'ny fiarahamonina, ohatra lehiben'ny fokonolona, no mitahiry ny volanao*						
09. Quelqu'un dans le ménage / la famille ou un ami qui garde l'argent en sécurité pour vous *Olona iray ao an-tokantrano/fianakaviana na namana no mitahiry ny volanao*						
10. Endroit secret (maison …) *Afenina ao an-trano*						
11. Bijoux / or *firavaka lafo vidy/volamena*						
12. Cheptel *biby fiompy*						
13. En nature (autre) *Amin'ny zavatra*						
14. Aucun de ces cas (Ne pas montrer) *Tsy misy amin'ireo*						
96. Autre (précisez) Hafa.(farito).....						
				TOTAL		

I6. Pour quelle raison faites-vous de l'épargne, un investissement ou mettre l'argent de côté ? *Inona ny antony hanaovanao tahiry, mampiasa vola na mametraka vola atao ambim-bava?*

Multiple réponses possibles : mety ho valiny maro.
NE PAS CITER : tsy tononina.
1-Oui *Eny* 2-Non *Tsia.*

Gestion des risques et de grands événements *Fiatrehana ny ho avy sy ny trangan-javatra tampoka na goavana*	1. Dépenses médicales prévues ou d'urgence *Fandaniana ara-pahasalamana efa nomanina na tsy nampoizina*	___
	2. Une situation d'urgence autre que médicale *Toe-zavatra tsy nampoizina ankoatry ny fahasalamana*	___
	3. Pour prendre soin d'un parent malade *Mba handraisan-tanana ny ray aman-dreny/havana marary*	___
	4. Les dépenses de funérailles *Fandaniana amin'ny fahafatesana*	___
	5. Un mariage *Fanambadiana*	___
	6. Exhumation *Famadihana*	___
	7. Les dépenses de subsistance au moment où vous ne disposez pas d'argent *Fandaniana amin ny andavanandro amin ny fotoana tsy anana vola*	___
	8. Frais de scolarité ou de formation *Saram-pianarana na fiofanana*	___
Consommation *Fanjifana*	9. Payer les factures d'eau / électricité / téléphone *Handoavana ny faktioran'ny rano/jiro/finday*	___
	10. Achat d'appareils électroménagers, de biens ou des meubles *Hividy fitaovana an-dakozia, entana na fanaka*	___
	11. Achat d'un vélo, moto, voiture, camion pick-up ou autres moyens de transport *Hividy bisikileta, moto, fiara, camion pick-up na fitaovam-pitaterana hafa*	___
Habitations ou terrain *Toerana hipetrahana na tany*	12. Achat ou construction de logement pour habitation *Hividianana na hanorenana trano hipetrahana*	___
	13. Amélioration ou rénovation d'un logement *Hanamboarana sy hanatsarana trano*	___
	14. Achat d'un logement ou d'un terrain à louer *Hividianana trano na tany hampanofaina*	___
	15. Achat de terrains *Hividianana tany*	___
Agriculture *Fambolena*	16. Achat de bétail *Hividianana biby fiompy*	___
	17. Achat d'équipement agricole *Hividianana fitaovana ho an'ny fambolena*	___
	18. Achat d'intrants agricoles tels que semences ou engrais *Hividianana masomboly na zezika na zavatra hafa ilaina @ fambolena*	___
Entreprises/ Affaires *Orin'asa/*	19. Démarrer ou étendre mes affaires ou les activités d'entreprise du ménage *Manangana na manitatra orin'asa na fandraharahana ataon ny tokantrano*	___
	20. Mettre de l'argent ou des biens dans les affaires de quelqu'un d'autre *Mametra-bola na entana amin'ny fitadiavam-bolan'ny hafa*	___
Autre hafa	21. Rembourser les dettes *Mandoa trosa*	___
	22. Aucun d'entre eux *Tsy misy amin ireo voalaza ireo* (réponse unique seulement - Ne pas lire)	___
	96. Autre précisez) *Hafa (farito)*	___

I 7.Pour chacune des assertions suivantes, veuillez me dire si vous êtes "d'accord" ou "pas d'accord" :
Manaiky an'ireto filazàna manaraka ireto ve ianao?

01: D'accord *Manaiky*
02: Pas d'accord *Tsy manaiky*
99: NSP *Tsy hay*

1.	Vous n'épargnez pas en prévision de votre retraite parce que les membres de votre communauté prendront soin de vous lorsque vous serez vieux. *Tsy manao tahiry hitsinjovana ny fahanterana fa ireo mpiaraha-monina no mandray an-tanana rehefa antitra.*	___
2.	Vous voulez jouir de votre argent maintenant au lieu de vous inquiéter pour le futur. *Tsy matahotra ny ho avy fa aleo hiatrehana ny ankehitriny ny vola*	___
3.	Vous ne pouvez pas épargner parce que c'est déjà compliqué de vivre au jour le jour. *Tsy afaka manao tahiry noho ny fahasahiranana isan'andro*	___
4.	Vous aimez acheter des biens pour montrer que vous réussissez. *Tia mividy zavatra lafo mba ampisehoana ny fari-piainana*	___
5.	Vous vivez de façon réservée pour pouvoir épargner *Miafy mba hahafahana manao tahiry*	___
6.	Vous n'épargnez pas pour votre vieillesse parce que c'est la responsabilité du gouvernement de s'occuper de vous *Tsy mitahiry ho an'ny fahanterana ianao satria ny fiaraha-monina no mikarakara anao rehefa antitra*	___
7.	La fin du mois, vous épargnez ou mettez de côté le peu d'argent qui reste *Mametraka vola kely isaky ny faran'ny volana*	___
8.	Vous épargnez quand vous avez une certaine somme d'argent à mettre de côté *Manao tahiry rehefa misy vola azo atao ambim-bava*	___

SECTION J : BANQUE ET SERVICE FINANCIER PUBLIC

Banky sy tolotra ara-bola ara-panjakana

Demander à tous. ***Apetraho ho an'ny rehetra :*** Maintenant, nous allons parler de votre utilisation de divers produits et services financiers. Nous aimerions comprendre quels produits ou services sont à votre nom ou conjointement aux noms de votre partenaire et de vous ou aux noms d'une autre personne / personnes et de vous. *Hiresaka momba ny fampiasana an'ireo karazana tolotra sy fampiasana ny tolotra ara-bola isika. Tiana ho fantatra hoe aiza @ ireo tolotra sy fampiasana ny tolotra ara-bola ireo no misy anao na ny vadinao na ny mpiara miombona antoka aminao.*

J1a.Pourriez-vous me dire laquelle des options suivantes avez-vous actuellement, avait dans le passé mais pas maintenant, avez-vous jamais eu
Azonao lazaina hoe aiza @ ireovoalaza ireo no misy anao @ izao, efa taloha fa tsy @ izao, na tsy mbola tao mihitsiny
- Lire les produits. *Tanisao ireo tolotra*
- Réponse unique par produit. *Valiteny tokana isaky ny tolotra*

Banque seulement *Izay mampiasa banky ihany*

J1b.Pourriez-vous me dire à quelle Institution bancaire vous avez ... (lire les articles de J2a, code -1)?
Azonao lazaina ve iza @ ireo banky mpampiasa vola ireo no misy anao?
- réponses multiple possible par produit. *Afaka maromaro ny valiteny*
- Mettez le code. *Apetraho ny kaody*

Code des banques
01: BNI
02: BOA
03: BFV
04: BMOI
05: SBM
06: MCB
07: Access Banque de Madagascar
08: BGFI
09: Microcred Banque
10: BM de Madagascar
11: SIPEM Banque
12 CAISSE D'EPARGNE (CEM)
13 PAOSITRA MALAGASY
14 TRESOR PUBLIC

Produits *Tolotra*	Statut *Sata* **J1a.** 1. Possède *Manana* 2. Avait eu *Efa nanana taloha* 3. Jamais eu *Tsy nanana mihintsiny*	**J1b.** Code de l'institution bancaire (**Si multip séparer par des virgules**)
1- Comptes Chèques ou compte courant *Kaonty seky na kaonty kirakira*	___	
2- Cartes Monétiques (ex: SESAME, VISA, MASTERCARD, POINSETTIA, etc.) *Karatra fangalana vola*	___	
3- Prêt consommation *Findramam-bola hanaovana fanjifana*	___	
4- Prêt pour terrain et/ou l'habitat : Terrain à bâtir, Construction/Finition, réhabilitation*Findramam-bola hividianana tany na hananganan-trano*	___	
5- Prêt pour véhicule *Findramam-bola hividianana fiara*	___	
6- Prêt pour le commerce *Findramam-bola hanaovana varotra*	___	
7- Prêt pour l'artisanat *Findramam-bola hanaovana asa-tanana*	___	
8- Prêt pour l'agriculture *Findramam-bola ho an'ny fambolena*	___	
9- Prêt pour élevage *Findramam-bola ho an'ny fiompiana*	___	
10- Prêt pour le GCV (Grenier Communautaire Villageois) *Findramam-bola ho an'ny sompitra iombonana*	___	
11- Avance sur salaire *Ampaha- karama alaina mialoha*	___	
12- Prêt pour entreprise de service *Findramam-bola hoan'ny orinasa manome services (oh : coiffure, garage, atelier, etc.)*	___	
13- Prêt scolaire *Findramam-bola ho an'ny fampianarana*	___	
14- Prêt social/urgence *Findramam-bola sosialy/maika*	___	
15- Leasing/Location vente matériel / Prêt locatif *Findramam-bola ahafahana mandoa tsikelikely ny fitaovana nofaina*	___	
16- Prêt équipement et matériel (y compris bétails) *Findramam-bola ho @ fampitaovana (ao anatiny ny biby fiompy)*	___	
17- Escompte sur épargne *Findramam-bola mialohan'ny fotoana nifanarahana t@ tahiry voafetra*	___	
18- Epargne à vue *Tahiry kirakira*	___	
19- Livret d'épargne *Boky tahiry*	___	
20- Plan d'épargne *Tahiry misesy na « périodique »*	___	
21- Epargne spécialisée *Tahiry manokana*	___	
22- Dépôt salarial *Karama atao tahiry*	___	
23- Bons de caisse, du trésor *Vola apetraka any @ Trésor hiteraka zana-bola*	___	
24- Dépôt à terme *Vola apetraka hiteraka zana-bola mandritra ny fotoana voafetra*	___	
25- Compte en devise *Kaonty @ vola vahiny*	___	
26- Compte à l'étranger *Kaonty any ivelany*	___	
27- Découvert bancaire *Tsy misy vola ao @ kaonty kanefa afaka misintona vola*	___	
28- Banque par internet (ex: B-web) /Banque à distance (VOCALIA, MESSALIA, BFVSGNet) *Banky @ ateroneto*	___	
29- Mobile money *Vola alaina @ alalan'ny fampiasana finday*	___	
96- Autre (à préciser) *Hafa (Lazao)*	___	

J2a. Avez-vous actuellement un compte financier en votre nom (par exemple, dépôt ou compte d'épargne) dans une banque ?

Manana kaontim-bola @ anaranao ve ianao? (Ohatra vola mihodina, na tahiry)

Il pourrait également être un compte joint / groupé sur lequel votre nom apparaît? ___ **1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia***

Si = 2 Aller à **J3a** *Mankanesa any @* **J3a**

J2b. S'il vous plaît dites-moi, est-ce compte ... (lire déclarations)? • Multiple réponses possible, *Azafady mba teneno, ny kaontinao ve ?*

1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*

1. En votre nom seulement *@ anaranao mitokana*	☐
2. En votre nom et votre conjoint / nom de votre partenaire conjointement *@ anaranao sy ny vadinao*	☐
3. En votre nom et de quelqu'un d'autre conjointement *@ anaranao sy olona hafa mpiara-miombon'antoka*	☐
4. Un compte de groupe/entreprise par le biais de coopérative / organisme communautaire/ groupe d'épargne auquel vous appartenez *kaontin'ny fikambanana / orinasa @ alalan'ny kaoperativa/ fikambanana ara-piaraha-monina / vondrona mpanao tahiry nidiranao ho mpikambana*	☐
96. Autre (à préciser) *Hafa (Lazao)*	☐

Demander à tous. *Apetraho ho an'ny rehetra*

J3a. Utilisez-vous un compte financier de quelqu'un d'autre? *Mampiasa kaontin'olona hafa ve ?* ☐ **1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia***

Si J2a = 2 et J3a = 2 *Aller à J4b Mankanesa any @ J4b*

J3b. Dans lequel de ces endroits vous utilisez le compte de quelqu'un d'autre? *Aiza @ ireto voalaza ireto no mampiasa kaontin'olon- kafa ianao?*
• Multiple réponses possible *Valiteny maro*

1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*

1. Banque	☐
2. IMF	☐
96. Autres (à préciser) hafa (farito).....	☐

J3c.Pourquoi utilisez-vous le compte de quelqu'un d'autre ? *Fa maninona ianao no mampiasa kaonty olon-kafa?*

Ne pas citer *Tsy tanisaina*•

Réponse unique. *Valiteny tokana*

01. Je suis analphabète *Tsy mahay mamaky teny sy manoratra aho*	☐☐
02. Je ne savais pas comment m'y prendre *Tsy haiko izay tokony atao*	
03. Je n'ai pas le temps *Tsy manana fotoana aho*	
04. Je n'ai pas confiance aux institutions *financières Tsy mahatoky ireny banky na Trano mpampindram-bola ireny aho*	
05. La banque est située loin de chez moi *Lavitra ny toerana misy ahy ny banky*	
06. Les frais sont trop élevés *Lafo loatra ny vola alain'ny banky amin'ny fitantanana ny vola*	
96. Autres (à préciser) *Hafa (Lazao)*	
99. Ne sait pas *Tsy fantatro*	

J3d. Vous utilisez le compte de qui? *An'iza ny kaonty ampiasainao ?*
• Multiple réponses possible *Valiteny maro mety hitranga*
1 Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*

1. Compte de votre conjoint / partenaire *Kaontin'ny vadinao / Mpiaramiombon'antoka*	☐☐
2. Compte de votre enfant *Kaontiny ankizy*	☐☐
3. Compte de votre parent *Kaontiny Ray anan-dreny*	☐☐
4. Compte d'un autre membre de la famille *Kaontiny fianakaviana*	☐☐
5. Compte d'un voisin / ami *Kaontiny mpiray monina / namana*	☐☐
6. Compte d'un groupe d'épargne *Kaontiny ny vondrona manao tahiry*	☐☐
7. Compte d'une organisation de la communauté / organisation religieuse *Kaontiny mpiara- monina /mpiara-mivavaka*	☐
96. Autres (à préciser) *Hafa (Lazao)*	☐☐
99. Ne sait pas *Tsy fantatro*	☐☐

Demandez J4a si le répondant utilise un compte bancaire (code 1 pour J2a et / ou J3a). Tous les autres vont à J4b

Apetraka ny fanontaniana J4a raha toa ka mpamaly mampiasa kaonty any @ banky izany hoe ny J2a=1 sy / na J3a=1.Raha tsy ireo mankanesa ao amin J4b.

J4a. A quelles fins utilisez-vous ce(s) compte (s)? *Inona moa no tena ampiasainao an'io kaonty io?*
- Ne pas citer *Tsy tanisaina*
- Réponses multiple.*Valiteny maro*

1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*

1. Pour percevoir mon salaire *Mba andraisana ny karamako*	
2. Pour épargner *Mba anaovana tahiry*	
3. Pour avoir un crédit ou un prêt *Mba ahazoana mindrana*	
4. Pour garder de l'argent en sécurité *Mba hitahirizana vola amin'ny fomba azo antoka*	
5. Pour effectuer des paiements ou recevoir de l'argent *Mba handoavana na handraisana vola*	
6. Quelqu'un a ouvert pour moi *Misy olona manokatra ho ahy*	
7. J'ai décidé et tout fait pour l'ouvrir pour moi *Tapa-kevitra aho ary nanao izay fomba rehetra hanokafana kaonty ho ahy*	
96. Autres (à préciser) *Hafa (Lazao)*	

POSER A TOUS : Apetraka amin ny rehetra

J4b. Selon vous quels sont les avantages d'utiliser un compte bancaire? *Aminao inona ny tombontsoa @ fampiasana ny kaonty any @ banky?*

NE PAS CITER: *tsy tanisaina* **1. Oui *Eny* 2. Non *Tsia***

1. Les salaires peuvent y être déposés pas les employeurs *Afaka harotsakin'ny mpampiasa any ny karama*	
2. Moyen facile de recevoir de l'argent des autres *Fomba mora handraisana vola avy @ ny hafa*	
3. Moyen sûr de recevoir de l'argent des autres *Fomba azo antoka handraisana vola avy @ ny hafa*	
4. Moyen facile pour envoyer de l'argent à d'autres personnes *Fomba mora ahafahana mandefa vola amin'olon-kafa*	
5. Moyen sûr d'envoyer de l'argent à d'autres *Fomba azo antoka handefasana vola avy @ ny hafa*	
6. L'argent est à l'abri du vol *Tsy atahorana ho very ny vola mipetraka any*	
7. Vous aide à obtenir un accès pour les prêts *Manampy @ fahafahana mindram-bola*	
8. Vous gagnez un intérêt sur votre épargne *Mahazo zana-bola @ tahiry*	
9. Aucun – pas d'avantages *Tsy misy tombontsoa*	
96 Autres (à spécifier) *Hafa (Lazao)*	
99 Ne sait pas *Tsy fantatro*	

Demander à tous. *Apetraho ho an'ny rehetra*

J5a. Nous allons parler maintenant de transactions. Lequel des éléments suivants aviez-vous fait au cours des 3 derniers mois?
Hiresaka momba ny fifanakalozana-bola isika. Inona @ ireto no ampiasaina tao anatin'ny 3 vola lasa?
- Réponse unique par transaction. *Valiteny tokana isaky ny fifanakalozana bola*

Demandez-lui si les transactions du répondant sont faites *Anontaniana raha toa ka efa tontosa ny fifanakalozana -bola natao*

J5b. Combien de fois avez-vous *Impiry*
- Réponse unique par transaction. *Valiteny tokana*

J5c. Avez-vous fait ces ..... à la banque, au bureau de poste ou distributeur automatique de billets ou autre lieu? *Taiza no nanaovanaoan'io ... @ banky, birao paositra, na distrbuteurs automatiques de billets na hafa ankoatry ireo*

TRANSACTION FIFANAKALOZAM BOLA	**J5a**. A déjà fait *Tontosa* 1. Eny 2.Tsia Si = 2 transaction suivant	**J5b**. Combien de fois? *Impiry* 1-Quotidien *Isan'andro* 2- Hebdomadaire *Isan-kerinandro* 3-Mensuel *Isam-bolana* 4-Moins souvent *Tsindraindray*	**J5c.** Taiz 01-Banq 02- DAB/G 03- Post 96- Autr
1. Encaisser un chèque *Maka vola amin ny alalan 'ny seky*			
2. Dépôt d'argent dans un compte bancaire *Mametraka vola any @ banky*			
3. Dépôt d'un chèque dans le compte bancaire *Mametraka sorabola any @ banky*			
4. Retrait d'espèces à partir d'un compte bancaire *Misintona vola any @ banky*			
5. Paiement de personnes / factures *Fandoavana volan'olona na faktiora*			
6. Utiliser des points de service / Distributeur Automatique de Billets *Maka vola @ masinina distributeurs de billets*			
7. Transferts d'argent entre vos propres comptes bancaires *Mamindra vola@ kaontinao mankany @ kaontinao ihany*			
8. Transfert d'argent sur le compte bancaire d'une autre personne (ex. Marchands) *Mamindra vola @ kaonty banky mankany any @ kaontin'olon-kafa (ohatra. Mpivarotra)*			
9. Recevoir de l'argent venant de quelqu'un dans un compte bancaire *Mahazo vola avy @ olon-kafa @ alalan'ny kaonty banky*			
10. Tirer un chèque de banque *Misintona vola @ alalan'ny seky nohamarinin'ny banky*			
11. Obtenir un relevé bancaire *Mahazo tatitra an- taratasy momba ny toe-bola*			
12. Transaction bancaire en ligne/internet *Fifanakalozam-bola @ alalan'ny tranokala*			
13. Transaction bancaire par mobile *Fifanakalozam- bola @ alalan'ny finday*			

Posez **J6** uniquement si le répondant n'utilise AUCUNE BANQUE (J2a = 2 et J3a =2). Pour tous aller à Section K

Apetraka J6 raha toa ka ilay mpamaly tsy mampiasa banky (J2a = 2 et J3a=2).raha tsy izay mandehana anya min ny section K

J6. Pourquoi ne possédez vous pas de compte bancaire? *Fa nahoana ianao no tsy manana kaonty banky?*

NE PAS CITER ; tsy tanisaina

1. Oui ***Eny ;*** **2. Non** ***Tsia***

1. La banque n'est pas fiable – c'est un système qui est souvent "mauvais" *Ratsy ny fomba fiasan'ny banky dia tsy mahafa-po*	
2. Je n'ai pas de revenus réguliers *Tsy manana fidiram-bola raikitra*	
3. Je n'ai pas de travail (sans emploi ou retraité) *Tsy manana asa (tsy an'asa na misotro ronono)*	
4. Je n'ai pas d'argent à épargner *Tsy manam-bola atao tahiry*	
5. J'en ai pas besoin- Pas suffisamment d'argent pour le justifier *Tsy dia ilaina – Tsy fahampian'ny vola*	
6. Je ne peux pas maintenir le solde minimum *Tsy ampy ny volako hahafahako mahafeno ny petrabola farany ambany*	
7. Je ne sais pas comment ouvrir un compte *Tsy mahafantatra ny fomba fanokafana kaonty*	
8. Je ne comprends pas comment ça marche *Tsy azoko ny fomba fiasany*	
9. J'utilise le compte de quelqu'un d'autre *Mampiasa kaonty an'olon- kafa*	
10. C'est trop cher d'avoir un compte bancaire *Lafo be ny manokatra kaonty*	
11. La banque est trop loin de l'endroit où j'habite, je travaille où je vais *Lavitry ny toeram-ponenana sy ny fiasana ny banky*	
12. Les heures de fonctionnement des banques ne me conviennent pas *Tsy mety amiko ny ora fandraisan'ny banky olona*	
13. Je n'ai pas les documents requis *Tsy manana antontan-taratasy ilaina*	
14. Je ne comprends pas l'avantage d'avoir un compte bancaire *Tsy mazava amiko ny tombotsoa azo avy amin'ny fananana kaonty*	
15. Les comptes bancaires ne sont pas pour des gens comme "moi" *Tsy natao ho ahy ny kaonty any amin'ny banky*	
16. J'ai peur des tracasseries ou de refus *Matahotra ny olana isan-karazany sy matahotra ny ho lavin'ny banky*	
17. Les banques ne fournissent pas les produits ou services dont j'ai besoin *Tsy manome izay tolotra ilaiko ny banky*	
18. Je peux obtenir les services dont j'ai besoin ailleurs dans la communauté *Afaka mahazo ny tolotra tadiaviko any amin'ny fiaraha-monina aho*	
19 J'ai besoin de la permission d'une autre personne pour l'ouvrir *Mila ny fankatoavana avy amin'olon-kafa raha hanokatra kaonty*	
96. Autres (à spécifier) *Hafa (Lazao)*	
99. Ne sait pas *Tsy fantatro*	

SECTION K: LES IMF

Ny Rafitra Mpandraharaha ara-bola madinika

K1a : Laquelle des IMF suivantes avez-vous déjà entendu parler? *Iza @ 'ireto rafitra mpandraraha ara-bola ireto no efa henonao ?* Si = 1 : Oui Posez K1b*Raha = 1 Eny dia mankanesa K1b* Si = 2 : Non (ligne suivante)*Raha = 2 Tsia dia IMF manaraka* Si tous K1a =2 ➔SECTION L *Raha ny K1a rehetra = 2 dia mandehana any @* SECTION L		K1b : Laquelle des IMF suivantes utilisez-vous? *Iza amin'ireto rafitra mpandraraha ara-bola ireto no ampiasainao?* Si tous K1b=2ou3➔K2 SINON K3 *Raha ny rehetra K1b = 2ou3 ➔K2 raha tsia izany mankanesa any K3*
IMF **1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*** **1. Utilise maintenant** ***Mampiasa ankehitriny*** **2. A utilisé avant** ***Nampiasa taloha*** **3. N'a jamais utilisé** ***Tsy mbola nampiasa mihitsy***		
1:ACEP Madagascar (ex ADEFI)		
2:APEM/PAIQ		
3:CECAM		
4:CEFOR		
5:Entreprendre à Madagascar Finances Sarl		
6:Fanampiana Ivoarana S.A		
7:FIVOY		
8:HARDI-FINANCE		
9:ONG VAHATRA		
10:MADA CREDITO		
11:MAMELASOA		
12:MAMPITA		
13:MECI		
14:MUTUA FIDE MF		
15:ODRD		
16:ORDIMIC		
17:OTIV ALAOTRA MANGORO		
18 : OTIV BOENY		
19 : OTIV DIANA		
20 : OTIV SAVA		
21 : OTIV ANTANANARIVO		
22 : OTIV ZL		
23:PAMF		
24:PAPM		
25:TIAVO		
26:TITEM		
27:VATSY		
28:VOLAMAHASOA S.A		

Posez K2 si le répondant n'utilise aucun compte IMF parmi la liste (Tous les K1b=2 ou 3). SINON, allez à K3.
Raha toa ka ny rehetra K1b = 2 ou 3 dia apetraho ny K2

K2. Vous avez dit plus tôt que vous n'aviez pas de compte IMF actuellement. Pourquoi? *Nilaza ianao fa tsy manana kaonty any @ mpandraharaha ara-bola madinika. Nahoana ?* ***NE PAS CITER – TSY TANISAINA***

1. Oui *Eny* ; 2. Non *Tsia*

1:L'IMF n'est pas fiable – c'est un système qui est souvent "mauvais" *Tsy azo antoka ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
2:Je n'ai pas de revenus réguliers *Tsy manana karama raisina amin'ny fotoana voafaritra mazava*	☐
3:Je n'ai pas de travail (sans emploi ou retraité) *Tsy manana asa (tsy miasa na misotro ronono)*	☐
4:Je n'ai pas d'argent à épargner *Tsy manam-bola atao tahiry*	☐
5:Je gagne trop peu d'argent pour y prêter intérêt *Kely ny vola miditra ka tsy mahaliana ahy*	☐
6:Je ne sais pas comment ouvrir un compte *Tsy mahay ny fomba fanokafana kaonty*	☐
7:Je n'ai pas de preuves d'une adresse de résidence *Tsy manana toeram-ponenana mavaza tsara*	☐
8:Je ne comprends pas comment ça marche *Tsy mahafantatra ny fampiasana azy*	☐
9:L'IMF est trop loin de l'endroit où j'habite, je travaille *Lavitra ahy no misy ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
10:Je préfère n'avoir affaire qu'à du liquide *Aleoko mampiasa lelavola*	☐
11:Je n'ai pas de pièces d'identité *Tsy manana kara-panondro aho*	☐
12:Je n'ai pas besoin d'un compte IMF *Tsy mila kaonty any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika aho*	☐
13:Je penserai avoir un compte IMF dans le futur *@ fotoana manaraka vao mieritreritra hanana compte any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
14:C'est trop cher d'avoir un compte IMF *Lafo be ny fananana kaonty any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
15 : Les heures d'ouverture ne me conviennent pas *Tsy mety amiko ny ora fisokafana*	☐
16:Je ne comprends pas les bénéfices d'avoir un compte IMF *Tsy mahafantatra ny tombontsoa azo avy @ fananana kaonty any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
17:Les comptes IMF ne sont pas pour des gens comme « moi » *Tsy natao ho an'ny olona toy anay ny kaonty @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
18:Les IMF ne fournissent pas les produits ou services dont j'ai besoin *Tsy mifanaraka @ ny zavatra ilaiko ny zavatra omen'ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
19:Je peux obtenir les services dont j'ai besoin ailleurs dans la communauté *Efa mahafa-po ahy ny tolotra eto @ ny fiaraha-monina misy ahy*	☐
20:J'ai besoin de la permission d'une autre personne pour l'ouvrir *Mbola mila mangataka fahazoan-dalana any amin'ny hafa aho vao mahazo manokatra kaonty*	☐
21:Les frais IMF sont très élevés (y compris les intérêts) *Lafo loatra ny vola alain'ny mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
22: La garantie demandée par les IMF est trop élevée *Be loatra ny antoka takian'ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	☐
23 : Je ne veux pas m'endetter *Tsy te hitrosa aho*	☐
96:Autres (à spécifier) *Hafa (Lazao)*	☐
99:NSP/ *Tsy hay*	☐

K3. Pourriez-vous me dire lequel de ces produits des IMF avez-vous actuellement, avait dans le passé mais pas maintenant, avez-vous jamais eu?
Iza @ ireo tolotry ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika ireo no misy ianao
• Reportez-vous à Showcard K3.• Lire les produits.• Réponse unique par produit. *Valiteny tokana isaky ny vokatra*

Produits *Tolotra*	Statut Sata K3. *1. Possède/Manana* *2. Avait eu/Efa Nanana* *3. Jamais eu/Tsy nanana mihintsy*
1- Prêt à la consommation *Findramam-bola hanaovana fanjifana*	
2- Prêt pour terrain et/ou l'habitat: Terrain à bâtir, Construction/Finition, réhabilitation *Findramam-bola ho an'ny fividianana tany, trano hipetrahana hatsangana/faranana ny fanamboarana, hitarina*	
3- Prêt scolaire *Findramam-bola ho an'ny fampianarana*	
4- Prêt social/urgence/secours *Findramam-bola sosialy/maika/voina*	
5- Prêt pour le commerce *Findramam-bola ho an'ny varotra*	
6-Prêt pour artisanat *Findramam-bola momba ny asa-tanana*	
7- Prêt pour l'agriculture *Findramam-bola ho an'ny fambolena*	
8- Prêt pour élevage *Findramam-bola atao @ fiompiana*	
9- Prêt pour le GCV : Grenier Communautaire Villageois *Findramam-bola ho an'ny sompitra iombonana GCV*	
10- Avance sur salaire *Ampaha-karama alaina mialoha*	
11- Prêt pour entreprise de service *Findramam-bola hoan'ny orinasa manome services (oh : coiffure, garage, atelier, etc.)*	
12- Leasing/Location vente matériel/ Prêt locatif/*Findramam-bola hahafahana mandoa tsikelikely fitaovana ampanofaina*	
13- Prêt équipement et matériel (y compris bétails) *Findramam-bola ho amin'ny fampitaovana*	
14- Escompte sur épargne *Findramam-bola ho an'izay efa nametraka tahiry*	
15- Epargne à vue *Tahiry kirakira*	
16- Plan d'épargne *Tahiry mitohy na misesy na « périodique »*	
17- Epargne spécialisée *Tahiry manokana misy fepetra*	
18- Dépôt salarial *Karama atao tahiry*	
19- Dépôt à terme *Vola apetraka hiteraka zana-bola mandritra ny fotoana voafetra*	
20- Mobile money *Vola alaina na averina @ alalan'ny fampiasana finday*	
96- Autres (à préciser) *Hafa (Lazao)*	

POSEZ A TOUS – APETRAKA AMIN'NY REHETRA
K4. Pour chacune de ces assertions suivantes, veuillez utiliser l'échelle pour me dire si vous êtes "d'accord" ou "pas d'accord": Ho *vakina aminao ireto lisitra manaraka ireto ka lazao raha manaiky na mandà ianao :* **1 : D'accord** *Manaiky* **2 : Pas d'accord** *Tsy manaiky* **3 : Non concerné** *Tsy mahakasika*

1.	C'est trop compliqué d'ouvrir un compte IMF *Sarotra be ny manokatra compte any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	
2.	Les frais IMF sont très élevés (y compris les intérêts) *Lafo loatra ny vola alain'ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	
3.	La garantie demandée par les IMF est trop élevée *Be loatra ny antoka takian'ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	
4.	Vous trouvez que c'est facile de comprendre les services IMF *Mora aminao ve ny mahafantatra ny tolotra avy @ ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	
5.	Vous n'avez pas assez d'argent pour avoir un compte IMF *Tsy manam-bola apetraka any @ ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika*	
6.	Vous voudriez faire confiance à une IMF pour votre argent *Te hatoky ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika amin'ny fametrahana vola*	
7.	Les IMF n'offrent pas les services dont vous avez besoin *Ny orinasa mpandraharaha ara-bola madinika dia tsy manome ireo tolotra tadiaviko*	
8.	Les heures d'ouvertures ne me conviennent pas *Tsy mety amiko ny ora fisokafany*	

K5. Quels sont les avantages d'utiliser un compte IMF selon vous?
Araka ny hevitrao, inona ny tombontsoa azo avy amin'ny fampiasana ny compte any @ orinasa mpandraharaha ara-bola madinika ?
NE PAS CITER – TSY TANISAINA
1. Oui Eny ; 2. Non Tsia

1. Les salaires peuvent y être déposés pas les employeurs *Afaka mandrotsaka ny karaman'ny mpiasa any ny mpampiasa*	
2. Moyen facile de recevoir de l'argent des autres *Fomba tsotra handraisam-bola avy @ hafa*	
3. Moyen sûr de recevoir de l'argent des autres *Fomba azo antoka handraisam-bola avy amin'ny hafa*	
4. Moyen facile pour envoyer de l'argent à d'autres personnes *Fomba tsotra handefasam-bola ho an @'ny hafa*	
5. Moyen sûr d'envoyer de l'argent à d'autres personnes *Fomba azo antoka handefasambola ho an'@ ny hafa*	
6. L'argent est à l'abri du vol *Voaaro amin ny halatra ny vola*	
7. Vous aide à obtenir un accès pour les prêts *Fomba ahafahana mitrosa vola*	
8. Vous gagnez un intérêt sur votre épargne *Fomba ahazoana zana-bola amin'ny tahiry*	
96. Autre (à preciser) *Hafa (Lazao)*	
9. Aucun avantage *Tsy misy tombotsoa*	
99. NSP *Tsy hay*	

SECTION L: SERVICES FINANCIERS MOBILES

Ireo tolotra ara-bola mampiasa finday

	L1. Avez-vous déjà entendu parler de : *Efa naheno mahakasika an'ireto ve ianao:* **1: Oui *Eny* ; 2: Non *Tsia*** Passer à la ligne suivante *Tanisao daholo*	**L2a.** Utilisez-vous un compte [Mobile Money]? Mampiasa kaonty [Mobile Money] ve ianao? **1: Oui Eny ; 2: Non Tsia**	**L2b**. Etes-vous le propriétaire du compte? Ianao ve no tompon'ilay kaonty? 1: Oui Eny ; 2: Non Tsia
1:MVola	☐	☐	☐
2:Airtel Money	☐	☐	☐
3:Orange Money	☐	☐	☐

Si tous L1 = 2 aller à Section M
Si tous L2a = 2 aller à L6
Posez L3 si code 1 pour la question L2a
L3- Pourquoi utilser vous les services de mobile money? Inona no antony hampiasanao ny tolotra mobile money ?
Multiple réponses possibles. : **1:Oui *Eny* ; 2:Non *Tsia***

1. C'est le seul accessible dans ma localité *Io ihany no tolotra mba misy aty aminay.*	☐
2. Ce n'est pas cher *Io no mora*	☐
3. C'est le plus rapide et le plus pratique *Tena hangaina sy fampiasa matetika*	☐
4. Pratique pour payer les factures *Mora ampiasaina @ fandoavana factures*	☐
5. Je fais confiance à ce moyen *Mahatoky azy aho.*	☐
96. Autres (SPECIFIER) *Hafa lazao*.....	☐
99. Ne sait pas *Tsy mahafantatra*	☐

L4- Quelles transactions faites vous par le mobile money *Inona ny fifanakalozana ara-bola ataonao @ ny mobile money ?*
Réponse multiple : **1:Oui Eny ; 2:Non Tsia**

1. Les retraits d'argent auprès des cash point *Fakana vola*	☐
2. Les dépôts en espèces auprès des cash point *Petra-bola any @ toerana misy cash point*	☐
3. Virement de fonds *Fandefasam-bola amin ny kaonty roa samihafa*	☐
4. Frais de scolarité *Fandoavana ny saram-pianarana*	☐
5. Paiements de services publics (eau, électricité) *Fanefana ny vola aloa amin'ny fanjakana toy ny jiro, rano*	☐
6. Paiement de Chaines TV (Canalsat, Parabole, etc.) *Fanefana ny volan'ny Canalsat, Parabole, etc.*	☐
7. Epargne *Fitahirizam-bola*	☐
8. Remboursement de prêts *Fanefana ny trosa*	☐
9. Paiement des biens et services *Fividianana zavatra sy tolotra*	☐
10. Recevoir les paiements pour des biens et services *Fandraisana ny vidin'entana sy ny vidin'ny tolotra*	☐
11. Pour envoyer de l'argent *Fandefasam- bola*	☐
12. Pour recevoir de l'argent *Mba handraisam-bola*	☐
13. Recevoir salaires / traitements *Handraisana karama*	☐
14. Payer les salaires et traitements *Handoavana ny karaman'ny mpiasa*	☐
15. Paiement de la police d'Assurance *Handoavana ny sandapiantohana*	☐
16. Actuellement ne l'utilisez pas *Tsy mampiasa azy intsony amin'izao fotoana izao*	☐
96. Autres preciser *Hafa lazao*..	☐

Si le repondant n'utilise qu'un seul compte poser L5

L5- Pourquoi avez-vous choisi [voir le compte Mobile Money du répondant] plutôt que les autres?
Fa maninona ianao nisafidy an'i [airtel Money, MVOLA, Orange Money] fa tsy [airtel Money, MVOLA, Orange Money]
Reponse multiple : **1:Oui *Eny* ; 2:Non*Tsia***

1:Ma puce provient de cet opérateur *Avy amin'io mpandraharaha ara-telefonina io ny puce ko*	☐
2: C'était le seul opérateur disponible dans mon village / quartier *Ireo no hitako voalohany tao amin'ny toerana misy ahy*	☐
3:J'ai plus confiance en ces/cet opérateur(s) *Azoko antoka kokoa ireo mpandraharaha ara-telefonina ireo*	☐
4: C'est l'opérateur de mes destinataires *Io no opérateur an'ireo olona hifandraisako ara-bola*	☐
5: C'est le moins cher *Io no mora indrindra*	☐
96: Autres (Préciser): *Hafa (lazao)*.....	☐
99: Ne Sait Pas *Tsy Fantatra*	☐

Si le repondant n'utilise pas de compte poser L6
L6-Pourquoi vous n'utilisez pas les services de mobile money ?
NE PAS CITER : TSY TANISAINA
Inona no antony tsy hampiasanao ny tolotra mobile money?
Choix Multiple : **1:Oui *Eny*** 2:**Non *Tsia,***

1	Je n'ai pas assez d'informations à ce sujet *Tsy manana vaovao makasika izany aho.*	☐
2	Je n'ai pas confiance aux entreprises de télécommunications *Tsy manana fitokisana ireo orinasa momba ny serasera aho.*	☐
3	les coûts de Mobile Money sont trop importants *Lafo loatra ny saran'ny Mobile money*	☐
4	Je ne suis pas instruit (ne peut pas l'utiliser) *Tsy ampy ny fahalalana (ohatra ; tsy mahay mamaky teny sy manoratra) ka tsy afaka mampiasa ny Mobile money aho.*	☐
5	Je n'ai pas d'argent pour envoyer ou recevoir *Tsy manana vola halefa na ho raisina aho.*	☐
6	Membre de la famille ne me permet pas *Tsy eken'ny fianakaviako ny fampiasako izany*	☐
7	Ma religion ne me permet pas *Tsy mety amin'ny finoako izany*	☐
8	Je ne dispose pas des documents necessaires *Tsy manana taratatasy ilaina amin'izany aho.*	☐
9	Je n'ai jamais pensé à l'utiliser *Tsy mbola nieritreritra izany mihitsy aho*	☐
10	Il n'y a aucun fournisseur de mobile money dans ma région *Tsy misy mpamatsy momba ny mobile money eto aminay.*	☐
11	Aucune confiance à ce procédé *Tsy manana fitokisana*	☐
12	C'est compliqué *Tena sarotra*	☐
13	Je n'ai pas accès à la téléphonie mobile *Tsy misy reseau aty*	☐
14	Je préfère les autres moyens d'envoyer ou de recevoir de l'argent *Tiako kokoa ny mandefa na mandray vola amin'ny fomba hafa.*	☐
15	Ne répond pas à mes besoins *Tsy mifanaraka @ tolotra tadiaviko*	☐
16	Je n'ai pas de carte SIM *Tsy manana carte SIM aho*	☐
17	Je n'ai pas de téléphone portable *Tsy manana finday aho.*	☐
18	J'ai cessé d'utiliser l'argent mobile *Efa nijanona nampiasa ny tolotra mobile money aho.*	☐
19	Je ne suis pas intéressé par le mobile money *Tsy manaitra ahy ny tolotra omen'ny mobile money*	☐
20	Je ne dispose pas de revenu régulier *Tsy manana karama raikitra aho*	☐
96	Autre précisez) *Hafa lazao*	☐
99	Ne sait pas (Ne pas montrer) *Tsy mahafantatra*	☐

Posez L7 si le répondant utilise les services de mobile money mais n'est pas propriétaire du compte (L2b)

L7. Pour quelles raisons n'avez-vous pas votre propre compte mobile money ?
NE PAS CITER: TSY TANISAINA
Fa maninona ianao no tsy manokatra kaonty Mobile Money ho anao manokana?

01:Je n'ai pas le temps *Tsy manam-potoana aho*	☐☐
02:Je ne sais pas comment ouvrir un compte Mobile Money *Tsy fantatro ny fomba fanokafana kaonty*	☐☐
03:Je ne vois pas l'utilité d'ouvrir un compte *Tsy hitako izay ilaina hanokafana kaonty*	☐☐
04: Les frais sont élevés alors que les avantages ne sont pas si nombreux *Lafo ny sarany kanefa tsy dia misy tombontsoa*	☐☐
05: Je n'ai pas d'argent à déposer dans un compte Mobile Money *Tsy manam-bola atao any amin'ireny kaonty ireny aho*	☐☐
96: Autres (Préciser): *Hafa lazao*……	☐☐
99: NSP *Tsy fantatra*	☐☐

SECTION M : GENERALITES

M 1. Lequel de ces documents avez vous en votre nom? *Iza amin'ireto taratasy ireto no ananao?*
• Lire les documents. *Vakio daholo ireo taratasy ireo.*
• Réponse individuelle par déclaration.
1:Oui *Eny* ; 2:Non *Tsia*

1. Une preuve de revenu (bulletin de salaire) *Taratasy fandraisan-karama*	☐
2. Preuve de résidence (certificat de résidence, les factures d'électricité, d'eau, de téléphone) *Fanamarinam-ponenana*	☐
3. Carte d'électeur *Kara-pifidianana*	☐
4. Passeport *Fahazoan-dalana*	☐
5. Permis de conduire *Taratasy manamarina fahazoan-dalana afaka mamily fiara.*	☐
6. Carte d'identité ou équivalent *Kara-panondro- mpirenena*	☐
96 Autres (précisez) *hafa (lazao)*	☐

M2a Pensez-vous que vous avez besoin de plus d'informations sur tous les aspects de la gestion de l'argent que nous avons abordés dans cette interview?
Raha araka ny hevitrao, mbola mila hampafantarina anao ve ny momba ny fitantanam-bola izay niresahintsika teo ?
• Réponse unique. *Valiny iray*

1 : Oui *Eny*	☐	Si oui Continuer avec **Q.M2b** *Raha Eny dia mandehana any (a)* **M2b**
2 : Non *Tsia*		Si NON Clôturer l'entretien *Raha Tsia dia tapitra ny fanadihadiana*

M2b. Quel type d'information avez-vous besoin? *Inona no tianao fantarina makasika ny fitantanam- bola?*
• Ne pas citer. *Tsy tanisaina*
• Multiple réponses.
1:Oui *Eny* ; 2:Non *Tsia*

1.Comment budgétiser *Ahoana ny fomba fitantanam-bola*	☐
2.Comment épargner *Ahoana ny fomba fitahirizam-bola*	☐
3.Comment investir *Ahoana ny fomba fampiasam-bola.*	☐
4.Comment faire pour obtenir un prêt *Ahoana ny fomba fahazoana mindram-bola.*	☐
5.Quels sont les produits financiers disponibles pour vous *Inona daholo ny karazana fampindramam-bola misy ka mety aminao.*	☐
6.Comment choisir les produits financiers *Ahoana ny hisafidianana ireo karazana fampindram-bola.*	☐
7.Avantages ou inconvénients, les termes et les conditions des produits financiers *Tombontsoa na voka-drasy sy ny voamholana ary ireo fepetra isan-karazany mikasika ny fampindramam-bola.*	☐
8.Comment utiliser les produits financiers *Ahoana ny fampiasainao ny vola nindramina*	☐
96.Autre (précisez) *hafa lazao*.....	☐
99.Ne sait pas *Tsy mahafantatra*	☐

AZA ADINO NY MISAOTRA/ FIN DU QUESTIONNAIR

ANNEXE III : PRINCIPAUX RÉSULTATS DU MODÈLE MACROÉCONOMIQUE

Tableau : Origines et emplois des ressources de 2007, effets des chocs des IMFs
(en milliards d'Ariary)

	2007	2007 Bis
Secteur Primaire	4 410,3	4 406,8
Secteur Secondaire	1 938,8	1 937,0
Secteur Tertiaire	8 996,2	8 960,7
SIFIM	-238,9	-220,5
PIB aux prix de base	15 106,4	15 084,0
Impôts sur les produits	1 121,3	1 117,7
PIB aux prix d'acquisition	16 227,8	16 201,7
Importations nettes de biens et services	1 959,6	1 953,1
Importations bs	5 604,9	5 598,4
Exportations bs	3 645,3	3 645,3
Ressources disponibles totales	18 187,4	18 154,8
Dépenses de consommation finale	13 902,4	13 875,3
Dépenses de consommation finale des Administrations	3 173,2	3 161,6
Dépenses de consommation finale des Ménages	10 729,3	10 713,6
Formation brute de capital	4 284,9	4 279,5
Formation brute de capital fixe	4 122,5	4 117,2
Variation des stocks	162,5	162,3

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux
Note: (a) SIFIM, Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré ("Charges non imputées", sous les anciens comptes)

(b) Hypothèse 1 : les exportations sont exogènes et déterminées par la demande du reste du monde

(c) Hypothèse 2 : les financements des IMFs n'influencent pas la capacité de l'économie Malagasy à satisfaire la demande du reste monde

(d) 2007 Bis : les estimations des agrégats des comptes nationaux de 2007 dans la situation où les IMFs était inexistantes ; les erreurs d'estimations des agrégats en niveaux sont inférieures à 0,2%.

Tableau : Poids, contributions, impacts des IMFs par branches d'activités

(en pourcentage)

CODE	Seteurs/branches d'activités	2007	2007 Bis	Contribution	Impacts IMFs
I	**SECTEUR PRIMAIRE**	**28,7**	**28,8**	**8,6**	**0,1**
1	Agriculture	19,5	19,5	5,6	0,1
3	Elevage, pêche	4,6	4,6	1,5	0,1
2	Sylviculture	4,6	4,7	1,5	0,1
II	**SECTEUR SECONDAIRE**	**12,6**	**12,7**	**4,6**	**0,1**
10	Industrie extractive	0,8	0,8	0,1	0,0
15	Alimentaire, boisson, tabac	4,9	4,9	1,4	0,1
17	Textile	2,2	2,2	-0,3	-0,0
20	Bois, papiers, imprimerie	0,9	0,9	1,9	0,6
26	Matériaux de construction	0,4	0,4	-0,0	-0,0
27	Industrie métallique	0,9	0,9	-0,1	-0,0
29	Machine, matériels électriques	0,4	0,4	0,2	0,1
36	Industries diverses	1,2	1,2	0,5	0,1
40	Electricité, eau, gaz	1,0	1,0	0,9	0,2
III	**SECTEUR TERTIAIRE**	**58,6**	**58,5**	**86,8**	**0,4**
45	BTP	7,9	7,9	1,1	0,0
50	Commerce, entretiens, réparations	13,2	13,2	6,6	0,1
55	Hôtel, restaurant	2,4	2,4	1,3	0,1
60	Transport	9,3	9,4	4,3	0,1
64	Poste et télécommunication	1,6	1,6	2,7	0,4
65	Banque	1,6	1,5	42,6	7,7
66	Assurance et autres services financiers	0,5	0,5	0,6	0,3
71	Services aux entreprises	7,8	7,8	20,4	0,7
75	Administration	7,9	7,9	5,2	0,2
80	Education	3,3	3,3	1,1	0,1
85	Santé	1,5	1,5	0,6	0,1
91	Services rendus aux ménages	1,6	1,6	0,5	0,1
	Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,3**

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux

Note: (b) Hypothèse 1 : les exportations sont exogènes et déterminées par la demande du reste du monde

(c) Hypothèse 2 : les financements des IMFs n'influencent pas la capacité de l'économie Malagasy à satisfaire la demande du reste monde

(d) 2007 Bis : les estimations des agrégats des comptes nationaux de 2007 dans la situation où les IMFs était inexistantes ; les erreurs d'estimations des agrégats en niveaux sont inférieures à 0,2%.

PARAMETRES DU MODELE TRE

Tableau : Elasticité de la production par produit par rapport au produit banque

Code	libellé produits	Banque
1	Paddy	0,09
2	Autres agricultures	0,09
3	Elevage_Pêche	0,00
4	Sylviculture	0,00
10	Extractive	0,00
15	Alimentaire, boisson, tabac	0,00
17	textile, cuir	0,00
20	Bois, papiers, imprimerie	-0,12
23	Produits pétroliers	--
24	Industrie chimique et pharmaceutique	0,00
26	Matériaux de construction	0,00
27	Industrie métallique	0,08
29	Machine, matériels électriques	0,00
36	Industries diverses	0,15
40	Electricité, eau, gaz	0,00
45	BTP	0,00
50	Entretiens, réparations	0,00
51	Commerce	0,11
55	Hôtel, restaurant	0,08
61	Transport de passagers	0,00
62	Transport de marchandises	0,49
63	Auxiliaires de transport	0,08
64	Poste et télécommunication	0,80
65	Banque	1,00
66	Assurance et autres services financiers	0,01
70	Services aux entreprises	0,00
75	Administration	0,04
80	Education	0,04
85	Santé	0,04
91	Services rendus aux ménages	0,04

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux

Note: (a) les élasticités sont calculés à partir des séries de comptes en volume par branches d'activités de 1990 à 2016

(b) il s'agit des élasticités de long terme ; les modèles individuels sont des modèles à correction d'erreur (ECMs) ; le seuil de significativité statistiques des paramètres est de 5%.

Tableau : Elasticité de l'équilibre comptable par rapport au PIB

Opération	PIB	Elasticité	Active
Importation bs	0,89	0,89	1
Dépense de consommation finale des Ménages	0,98	0,98	1
FBCF	0,86	0,86	1
Exportation bs	0,00	0,82	0

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'Institut National de la Statistique sur les nouveaux comptes nationaux

Note: (a) les élasticités sont calculés à partir des séries de comptes en volume par branches d'activités de 1990 à 2016

(b) il s'agit des élasticités de long terme ; le modèle de l'équilibre comptable étant un modèle vectoriel à correction d'erreurs (VEC)

(c) active égal à 1 signifie que l'agrégat correspondant est endogène ; sinon active égal 0 signifie que l'agrégat correspondant est exogène; le seuil de significativité statistiques des paramètres est de 5%.

ESTIMATIONS DES MODELES INDIVIDUELS DES BRANCHES

- **MODELE BANQUE-SIFIM**

Tableau : Test de non auto-corrélation des résidus, Modèle Banque_SIFIM

Sample: 1990 2016
Included observations: 25
Q-statistic probabilities adjusted for 1 dynamic regressor

Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob...
		1	0.216	0.216	1.3139	0.252
		2	-0.24...	-0.30...	3.0064	0.222
		3	-0.03...	0.108	3.0533	0.383
		4	-0.23...	-0.37...	4.7820	0.310
		5	-0.12...	0.100	5.3199	0.378
		6	0.058	-0.15...	5.4406	0.489
		7	0.045	0.111	5.5177	0.597
		8	0.013	-0.15...	5.5241	0.700
		9	-0.06...	-0.01...	5.6864	0.771
		1...	0.027	0.029	5.7193	0.838
		1...	0.033	-0.03...	5.7706	0.888
		1...	-0.14...	-0.14...	6.8231	0.869

*Probabilities may not be valid for this equation specification.

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : les résidus du modèle Banque_SIFIM sont non auto-corrélés, p-valeurs de la statistique correspondant > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, VAB Banque

Null Hypothesis: LOG_BANQUE has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)			
		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		1.430132	0.9986
Test critical values:	1% level	-3.711457	
	5% level	-2.981038	
	10% level	-2.629906	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.			

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : (a) VAB Banque a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

(b) VAB, Valeur Ajoutée Brute

Tableau : Test de stationnarité, VAB Banque en différence première

Null Hypothesis: D(LOG_BANQUE) has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)			
		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-3.658402	0.0120
Test critical values:	1% level	-3.737853	
	5% level	-2.991878	
	10% level	-2.635542	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.			

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : (a) VAB Banque en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 5%.

(b) VAB, Valeur Ajoutée Brute

Tableau : Test de stationnarité, SIFIM

Null Hypothesis: LOG_SIFIM has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)			
		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		0.964815	0.9948
Test critical values:	1% level	-3.711457	
	5% level	-2.981038	
	10% level	-2.629906	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.			

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : (a) SIFIM a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

(b) SIFIM, Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré

Tableau : Test de stationnarité, SIFIM en différence première

Null Hypothesis: D(LOG SIFIM) has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)			
		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-5.249880	0.0003
Test critical values:	1% level	-3.737853	
	5% level	-2.991878	
	10% level	-2.635542	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.			

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : (a) SIFIM en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

(b) SIFIM, Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré

Tableau : Test de cointégration, VAB Banque et SIFIM

Cointegration Test - Engle-Granger
Date: 04/30/18 Time: 06:22
Equation: UNTITLED
Specification: LOG_BANQUE LOG_SIFIM LOG_BANQUE(-1) C
Cointegrating equation deterministics: C
Null hypothesis: Series are not cointegrated
Automatic lag specification (lag=0 based on Schwarz Info Criterion, maxlag=4)

	Value	Prob.*
Engle-Granger tau-statistic	-4.638177	0.0177
Engle-Granger z-statistic	-22.65922	0.0192

*MacKinnon (1996) p-values.

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

Note : VAB Banque et SIFIM sont cointégrées; p-valeur de la statistique du test de Engle-Granger est < 5%, l'on rejete l'hypothèse nulle de non cointégration.

ANNEXE IV : LE MODÈLE D'ÉQUILIBRE COMPTABLE (VECM)

Tableau : Test de stationnarité, Importations

```
. dfuller log_Import

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -0.385           -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9126
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Importations a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, Importations en différence première

```
. dfuller d.log_Import

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -6.426           -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Importations en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

Tableau : Test de stationnarité, Consommation finale des Ménages

```
. dfuller log_ConsoPriv

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -0.244           -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9331
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Consommation finale des Ménages a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, Consommation finale des Ménages en différence première

```
. dfuller d.log_ConsoPriv

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -5.863           -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Consommation finale des Ménages en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

Tableau : Test de stationnarité, Consommation finale des Administrations

```
. dfuller log_ConsoEtat

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -1.687            -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.4377
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Consommation finale des Administrations a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, Consommation finale des Administrations en différence première

```
. dfuller d.log_ConsoEtat

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)           -10.059            -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Consommation finale des Administrations en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de

Tableau : Test de stationnarité, Investissements

```
. dfuller log_Invest

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -0.329            -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9213
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Investissements a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, Investissements en différence première

```
. dfuller d.log_Invest

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -6.541            -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Investissements en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

Tableau : Test de stationnarité, Exportations

```
. dfuller log_Export

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ---------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -0.636           -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.8626
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Exportations a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, Exportations en différence première

```
. dfuller d.log_Export

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ---------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -6.144           -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Exportations en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

Tableau : Test de stationnarité, PIB aux coûts des facteurs

```
. dfuller log_Pib_pb

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        26

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -0.010            -3.743            -2.997           -2.629
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9577
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : PIB aux coûts des facteurs a une racine unitaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est > 10%.

Tableau : Test de stationnarité, PIB aux coûts des facteurs en différence première

```
. dfuller d.log_Pib_pb

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        25

                         ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -5.765            -3.750            -3.000           -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : PIB aux coûts des facteurs en différence est stationnaire, p-valeur de la statistique du test de Dickey-Fuller est < 1%.

Tableau : Test de cointégration de Johansen

```
.  vecrank log_Import log_ConsoPriv log_ConsoEtat log_Invest log_Export log_Pi
> b_pb, lags(3) trend(none)

                    Johansen tests for cointegration
>
Trend: none                                          Number of obs =      2
> 4
Sample:  1993 - 2016                                       Lags =
> 3
```

maximum rank	parms	LL	eigenvalue	trace statistic	5% critical value
0	72	299.94928	.	339.0875	82.49
1	83	398.95586	0.99974	141.0743	59.46
2	92	432.39833	0.93839	74.1894	39.89
3	99	449.90556	0.76752	39.1749	24.31
4	104	462.8125	0.65890	13.3610	12.53
5	107	469.3162	0.41840	0.3536*	3.84
6	108	469.49301	0.01463		

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT
Note : Il y a cinq (5) relations de conitégration, selon la statistique de Trace ; la valeur observée de cette statistique (0,3536) est inférieure la valeur critique au seuil de 5% (3,84), et le rang de la matrice de Johansen correspondant est 5.

Tableau : Estimation du Modèle de l'équilibre comptable (VECM)

```
. vec log_Import log_ConsoPriv log_ConsoEtat log_Invest log_Export log_Pib_pb
> , lags(3) rank(5) trend(none) noetable

Vector error-correction model

Sample:  1993 - 2016                            Number of obs     =         24
                                                AIC               =  -30.19302
Log likelihood =  469.3162                      HQIC              =  -28.79962
Det(Sigma_ml)  =  4.17e-25                      SBIC              =  -24.94086

Cointegrating equations

Equation            Parms     chi2      P>chi2
-------------------------------------------------
_ce1                    1   513.8374    0.0000
_ce2                    1   425224.7    0.0000
_ce3                    1   8495.057    0.0000
_ce4                    1   310.9336    0.0000
_ce5                    1   634.0098    0.0000
-------------------------------------------------

Identification:  beta is exactly identified

                Johansen normalization restrictions imposed

------------------------------------------------------------------------------
        beta |      Coef.   Std. Err.      z    P>|z|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
_ce1         |
  log_Import |          1          .        .       .            .           .
log_ConsoP~v |   3.55e-15          .        .       .            .           .
log_ConsoE~t |  -6.66e-16          .        .       .            .           .
  log_Invest |  -8.88e-16          .        .       .            .           .
  log_Export |  -4.44e-16          .        .       .            .           .
  log_Pib_pb |    -.89128   .0393189   -22.67   0.000    -.9683437   -.8142164
-------------+----------------------------------------------------------------
_ce2         |
  log_Import |   4.16e-17          .        .       .            .           .
log_ConsoP~v |          1          .        .       .            .           .
log_ConsoE~t |  -7.81e-18          .        .       .            .           .
  log_Invest |   3.12e-17          .        .       .            .           .
  log_Export |  -1.21e-17          .        .       .            .           .
  log_Pib_pb |  -.9807673    .001504  -652.09   0.000    -.9837151   -.9778194
-------------+----------------------------------------------------------------
_ce3         |
  log_Import |  -1.11e-16          .        .       .            .           .
log_ConsoP~v |          0  (omitted)
log_ConsoE~t |          1          .        .       .            .           .
  log_Invest |   5.55e-17          .        .       .            .           .
  log_Export |  -5.55e-17          .        .       .            .           .
  log_Pib_pb |  -.6155277   .0066783   -92.17   0.000    -.6286169   -.6024385
-------------+----------------------------------------------------------------
_ce4         |
  log_Import |          0  (omitted)
log_ConsoP~v |          0  (omitted)
log_ConsoE~t |  -2.22e-16          .        .       .            .           .
  log_Invest |          1          .        .       .            .           .
  log_Export |          0  (omitted)
  log_Pib_pb |  -.8637356   .0489832   -17.63   0.000    -.9597409   -.7677304
-------------+----------------------------------------------------------------
_ce5         |
  log_Import |   8.88e-16          .        .       .            .           .
log_ConsoP~v |  -3.55e-15          .        .       .            .           .
log_ConsoE~t |  -6.66e-16          .        .       .            .           .
  log_Invest |          0  (omitted)
  log_Export |          1          .        .       .            .           .
  log_Pib_pb |  -.8174691   .0324656   -25.18   0.000    -.8811005   -.7538377
------------------------------------------------------------------------------
```

Source : Calculs de l'auteur avec les données de l'INSTAT

ANNEXE V : TABLEAU RESSOURCES EMPLOIS de Madagascar (Année de base 2007 ; en Million d'Ariary)

TABLEAU RESSOURCES EMPLOIS de Madagascar (Année de base 2007 ; en Million d'Ariary)

		1	3	2	10	15	17	20	24	26	28	29	36	40	45	50	55	60	64	65	70	71	75	80	85	91	97	
Libellé	Produit	Agriculture	Elevage, p	Sylviculture	Industrie e	Alimentai	Textile	Bois, pap	Industrie c	Matériau	Industrie	Machine	Industrie	Electricit	BTP	Commerc	Hôtel, res	Transport	Poste et	Banque,	Services	Autres se	Administr	Educatio	Santé	Services r	SIFIM	Total production
Paddy	1	1 208,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 208,17
Autres agricultur	2	2 643,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 643,30
Elevage_Pêche	3	0,00	1 601,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 601,56
Sylviculture	4	0,00	0,00	172,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,62
Extractive	10	0,00	0,00	0,00	164,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164,78
Alimentaire, boi	15	493,50	0,00	0,00	0,00	3 277,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00	3 777,09
Textile, cuir	17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 508,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 516,38
Bois, papiers, im	20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,27	0,28	0,00	0,19	0,00	236,61
Produits pétrolie	23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Industrie chimiq	24	0,00	208,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	229,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	438,11
Matériaux de co	26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94,42
Industrie métall	27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,71
Industrie métall	28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187,96
Machine, matéri	29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,25	0,00	0,00	0,00	0,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,61
Industries divers	36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,08	0,00	0,00	0,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48	0,00	0,00	0,00	109,47
Electricité, eau,	40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	311,03	20,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331,81
BTP	45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 613,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 613,74
Entretiens, répa	50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214,42
Commerce	51	0,81	0,00	0,00	0,00	0,20	39,46	0,72	3,50	0,00	5,29	0,15	0,00	0,00	1,55	2 903,83	3,48	0,51	16,50	0,00	0,26	13,92	0,00	0,02	0,01	2,49	0,00	2 992,69
Hôtel, restaurar	55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	680,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	681,01
Transport de pas	61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698,60
Transport de ma	62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 231,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 241,66
Auxiliaires de tra	63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313,76
Poste et télécon	64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,07	6,02	436,63	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	443,91
Banque et assur	65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432,16
Services immobi	70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,09	16,81	0,00	3,06	704,13	0,00	0,13	2,55	0,00	0,25	0,00	727,21
Autres services a	71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,05	8,10	7,46	0,00	25,30	0,21	922,27	1,41	0,16	14,36	0,00	0,00	980,33
Administration	75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,42	2 142,19	0,00	0,00	0,00	0,00	2 170,61
Education	80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	741,00	0,00	0,00	0,00	741,00
Santé	85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421,88	0,00	0,00	421,88
Services rendus	91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	1,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	351,96	0,00	354,46
CAF-FOB	99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total pro	4 345,78	1 809,94	172,62	164,67	3 277,48	1 547,68	237,11	233,20	104,59	195,96	90,41	105,08	311,03	2 636,06	3 129,00	701,67	2 275,02	453,13	460,51	704,60	964,64	2 144,05	747,48	436,25	355,06	0,00	27 603,03

Libellé	Production	Importation	Marge commerciale	Marge de transport	Taxes intérieures	Taxes extériéures	CAF-FOB	Total ressources
Paddy	1 208,17	0,00	136,20	32,65	0,00	0,00	0,00	1 377,02
Autres agricultur	2 643,30	75,75	416,67	80,94	0,00	12,07	0,00	3 228,72
Elevage_Pêche	1 601,56	3,89	211,01	47,23	14,22	0,14	0,00	1 878,05
Sylviculture	172,62	2,81	47,18	4,99	3,23	0,16	0,00	231,00
Extractive	164,78	5,24	34,33	3,64	0,57	0,81	0,00	209,37
Alimentaire, boi	3 777,09	589,02	621,94	111,65	141,71	87,32	0,00	5 328,72
Textile, cuir	1 516,38	880,43	241,28	58,57	36,04	48,33	0,00	2 781,04
Bois, papiers, im	236,61	124,00	430,98	51,63	8,18	22,90	0,00	874,31
Produits pétrolie	0,00	751,20	267,76	349,14	62,27	221,26	0,00	1 651,62
Industrie chimiq	438,11	455,70	195,22	28,36	16,12	61,26	0,00	1 194,77
Matériaux de co	94,42	89,11	59,57	5,98	2,46	21,15	0,00	272,68
Industrie métall	2,71	231,31	81,01	8,07	0,26	35,94	0,00	359,31
Industrie métalli	187,96	84,09	54,45	5,42	0,50	14,03	0,00	346,44
Machine, matéri	90,61	1 180,75	119,26	11,88	5,04	190,04	0,00	1 597,58
Industries divers	109,47	72,08	67,28	6,67	3,00	13,50	0,00	271,99
Electricité, eau,	331,81	0,01	0,00	0,00	19,19	0,00	0,00	351,00
BTP	2 613,74	0,00	0,00	0,00	2,49	0,00	0,00	2 616,22
Entretiens, répa	214,42	0,00	0,00	0,00	2,44	0,00	0,00	216,86
Commerce	2 992,69	0,00	-2 992,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hôtel, restauran	681,01	27,42	0,00	0,00	24,56	0,00	0,00	732,99
Transport de pas	698,60	37,19	0,00	0,00	18,75	0,00	0,00	754,54
Transport de ma	1 241,66	705,52	0,00	-809,92	0,00	0,00	-705,52	431,74
Auxiliaires de tra	313,76	0,00	0,00	0,00	3,94	0,00	0,00	317,70
Poste et télécom	443,91	35,27	0,00	0,00	5,72	0,00	0,00	484,89
Banque et assur	432,16	8,76	0,00	0,00	0,79	0,00	-0,11	441,60
Services immobi	727,21	0,00	0,00	0,00	3,09	0,00	0,00	730,31
Autres services a	980,33	887,26	0,00	0,00	3,95	0,00	0,00	1 871,54
Administration	2 170,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 170,61
Education	741,00	56,99	0,00	0,00	4,54	0,00	0,00	802,54
Santé	421,88	6,78	0,00	0,00	2,19	0,00	0,00	430,85
Services rendus	354,46	0,00	0,00	0,00	6,06	0,00	0,00	360,53
CAF-FOB	0,00	-705,62	0,00	0,00	0,00	0,00	705,62	0,00
	27 603,03	5 604,94	-8,54	-3,10	391,32	728,91	0,00	34 316,56

Produit_agrégé	Agricultur	Elevage, p	Sylvicul	Industr	Alimenta	Textile	Bois, pap	Industrie	Matériau	Industrie	Machine	Industrie	Electricit	BTP	Commerc	Hôtel, res	Transport	Poste et	Banque,	Services	Autres se	Administr	Educatio	Santé	Services	SIFIM	Total emplois int
1	449,78	0,00	0,00	0,00	926,29	0,00	0,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31	0,00	1 377,25
2	559,71	243,61	0,57	0,00	467,61	15,62	0,23	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,69	0,00	0,08	0,00	0,13	0,00	1 305,36
3	0,00	49,34	0,00	0,00	759,69	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820,98
4	0,00	0,00	0,00	0,00	1,14	0,23	6,42	0,65	0,07	0,02	0,03	0,15	0,00	0,04	0,44	1,63	0,00	0,00	0,00	0,45	0,58	0,32	0,01	0,04	0,03	0,00	12,25
10	0,00	0,23	0,01	5,53	8,18	8,90	0,00	2,88	3,57	0,01	0,04	2,06	0,00	76,12	0,02	2,65	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	110,36
15	0,01	126,84	0,00	0,06	209,75	0,67	0,63	0,36	0,00	0,00	0,09	0,02	0,00	1,39	0,02	114,69	0,01	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,04	0,00	0,28	0,00	454,99
17	20,55	7,34	0,00	0,00	0,01	833,78	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	8,47	0,00	25,36	0,63	10,80	0,07	0,00	0,08	0,00	0,17	11,08	0,03	0,44	1,35	0,00	920,20
20	3,32	17,74	0,18	0,16	13,62	28,86	52,88	2,61	2,47	6,29	1,06	3,05	0,27	24,33	80,35	5,17	12,68	3,69	5,21	0,14	50,50	127,49	17,66	17,44	4,65	0,00	481,83
23	4,15	39,46	0,87	15,38	26,09	20,11	3,01	2,95	2,14	1,18	0,59	2,22	115,16	284,47	309,90	9,68	279,10	14,18	0,96	1,78	28,93	157,40	49,50	28,47	8,71	0,00	1 406,38
24	286,73	23,22	2,34	4,68	34,25	36,35	16,19	72,22	0,02	2,09	0,13	4,52	0,89	84,92	91,19	22,37	49,81	2,99	0,05	14,93	4,29	7,43	1,84	40,08	13,46	0,00	816,99
26	0,00	0,20	0,00	0,12	6,09	0,12	0,21	0,56	35,13	0,82	0,08	0,40	0,02	176,98	2,41	0,08	0,96	0,18	0,04	4,71	1,18	0,00	0,08	0,00	1,14	0,00	231,52
27	0,00	0,00	0,00	0,06	0,14	0,00	0,00	0,36	0,02	25,86	0,53	0,06	0,00	291,27	8,55	0,00	6,73	0,00	0,00	1,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335,23
28	7,66	6,01	0,09	1,04	10,38	12,70	1,16	1,42	0,01	4,97	0,16	3,68	0,28	127,09	15,75	4,93	4,08	9,27	1,90	0,29	9,67	1,67	0,15	0,35	0,95	0,00	225,64
29	0,07	2,87	0,01	1,97	3,65	16,32	4,16	1,18	0,01	0,05	20,26	1,04	3,60	11,36	25,26	20,13	107,86	0,43	0,35	0,20	3,96	9,27	5,43	0,57	2,44	0,00	242,45
36	0,02	2,12	0,00	0,23	18,63	30,76	1,42	1,44	0,00	0,58	0,05	3,60	0,93	5,88	6,56	4,13	2,78	5,71	0,20	0,03	29,03	41,10	5,44	9,95	2,05	0,00	172,63
40	0,18	0,85	0,10	0,61	6,10	26,71	6,16	2,55	0,71	6,00	0,38	1,23	0,06	6,44	36,06	23,41	16,05	5,47	2,48	5,30	38,69	49,00	4,63	3,98	9,70	0,00	252,86
45	0,03	0,21	0,05	0,05	0,47	0,42	0,20	0,35	0,02	0,04	0,01	0,09	0,14	14,61	2,87	2,23	14,16	0,06	0,02	0,18	2,21	2,97	8,95	28,24	0,70	0,00	79,29
50	0,00	0,29	0,00	0,01	0,35	2,56	0,03	0,44	0,00	0,19	0,01	0,08	7,72	2,80	1,14	0,56	19,22	3,00	3,22	0,05	2,81	46,73	44,16	7,61	5,09	0,00	148,09
51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55	0,18	1,93	0,19	0,84	1,96	3,21	0,56	0,78	0,01	0,43	0,36	0,76	1,18	20,27	22,48	18,30	14,37	3,61	7,62	1,11	18,68	118,19	60,65	16,54	8,83	0,00	323,02
61	0,18	2,99	0,27	2,79	1,52	18,32	0,91	3,55	0,04	2,38	0,60	1,19	1,74	25,62	25,06	2,12	45,05	10,18	6,85	0,56	30,36	77,13	5,44	9,00	3,89	0,00	277,74
62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63	0,36	0,28	0,00	1,81	0,38	18,51	0,36	0,09	0,00	0,13	0,02	0,43	0,00	0,68	215,64	0,16	23,02	0,00	0,02	0,00	2,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264,57
64	0,23	2,04	0,32	0,94	3,39	8,65	1,52	1,69	0,08	1,17	0,54	1,36	3,33	9,94	34,55	12,49	38,55	51,82	18,07	4,10	24,25	78,74	10,58	15,88	9,55	0,00	333,81
65	0,05	2,81	0,01	0,08	0,85	0,64	0,16	1,03	0,00	0,13	0,08	0,41	0,40	9,91	4,48	2,77	34,51	1,06	2,88	0,28	9,47	4,44	0,25	0,61	0,52	238,90	316,73
70	2,21	4,62	0,20	0,93	2,31	26,08	0,78	0,69	0,05	0,71	0,81	1,23	6,22	6,93	46,29	7,93	19,07	17,48	3,23	39,51	33,75	23,21	1,61	5,68	9,92	0,00	261,44
71	23,50	18,22	0,72	11,39	20,39	104,51	5,30	13,44	5,10	2,91	1,39	6,57	10,37	217,99	177,84	37,55	153,95	76,81	83,28	5,64	98,89	173,10	22,43	14,22	16,09	0,00	1 301,57
75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	1,06	3,75	0,30	2,46	0,68	0,00	8,26
85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,79	0,00	0,00	0,80
91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	14,86	0,00	14,94
99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	1 358,92	553,24	5,91	48,68	2 523,23	1 214,57	103,20	111,33	49,46	55,98	27,21	42,64	152,29	1 424,44	1 107,49	332,25	842,04	205,94	136,46	81,00	391,97	933,01	239,31	202,42	115,30	238,90	12 497,19
	1	3	2	10	15	17	20	24	26	28	29	36	40	45	50	55	60	64	65	70	71	75	80	85	91	97	
Valeur ajoutée	2986,86	1256,70	166,71	115,99	754,25	333,11	133,91	121,87	55,13	139,98	63,19	62,45	158,74	1211,62	2021,52	369,42	1432,98	247,19	324,06	623,59	572,67	1211,04	508,17	233,83	239,76	-238,90	15105,83

Dépenses de consommation	Dépenses de consommation	CF_Totale	FBCF	Variation_stock	Exportation	Total emplois
0,13	0,00	0,13	0,00	-0,36	0,00	1377,02
1671,71	0,00	1671,71	0,00	13,69	237,96	3228,72
788,06	0,00	788,06	232,79	19,14	17,09	1878,05
195,29	0,00	195,29	7,81	0,32	15,33	231,00
3,98	0,00	3,98	0,00	24,37	70,66	209,37
4345,46	0,00	4345,46	0,00	68,80	459,47	5328,72
668,72	0,00	668,72	0,00	172,32	1019,80	2781,04
72,97	1,99	74,96	0,00	-5,71	323,23	874,31
86,25	0,00	86,25	0,00	-0,06	159,05	1651,62
255,29	0,00	255,29	0,00	34,68	87,81	1194,77
34,53	0,00	34,53	0,00	5,73	0,90	272,68
0,00	0,00	0,00	0,00	-1,24	25,32	359,31
12,02	0,00	12,02	101,82	2,87	4,08	346,44
69,14	0,00	69,14	1174,64	-2,27	113,62	1597,58
59,83	0,00	59,83	43,00	-42,35	38,89	271,99
98,63	0,00	98,63	0,00	-0,48	0,00	351,00
0,00	0,00	0,00	2531,73	5,21	0,00	2616,22
68,77	0,00	68,77	0,00	0,00	0,00	216,86
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
407,08	0,00	407,08	0,00	0,00	2,89	732,99
438,99	0,00	438,99	0,00	0,00	37,81	754,54
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431,74	431,74
53,13	0,00	53,13	0,00	0,00	0,00	317,70
84,86	0,00	84,86	0,00	0,00	66,22	484,89
123,10	0,00	123,10	0,00	0,00	1,77	441,60
468,87	0,00	468,87	0,00	0,00	0,00	730,31
21,80	4,93	26,74	19,93	0,00	523,30	1871,54
0,00	2170,61	2170,61	0,00	0,00	0,00	2170,61
231,87	555,69	787,56	0,00	0,00	6,72	802,54
113,81	314,58	428,39	0,00	0,00	1,67	430,85
209,38	125,38	334,76	10,82	0,00	0,00	360,53
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10583,66	3173,18	13756,85	4122,53	294,66	3645,33	34316,56
Produit intérieur	16226,07					

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS II
AVANT PROPOS IV
RÉSUMÉ VIII
ABSTRACT IX
SOMMAIRE X
LISTE DES ABRÉVIATIONS XI
LISTE DES TABLEAUX XIV
LISTE DES GRAPHIQUES XVII
LISTE DES FIGURES XVII
INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
1- Contexte 1
2-Intérêts du sujet 3
3- Raison de choix du thème 5
4- Succincte revue 6
5- Problématiques de la thèse : 10
6- Les objectifs 11
7- Les hypothèses 12
8- Structure de la thèse : 12
PARTIE I : FONDEMENT THÉORIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE 15
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA PAUVRETÉ 16
1.1 ÉVOLUTION DE L'APPRÉCIATION DE LA PAUVRETÉ DANS LA LITTÉRATURE 16
1.1.1. Avant l'avènement de l'approche « welfariste » 16
1.1.1.1. Vision optimiste d'Adam Smith 17
1.1.1.2. Vision pessimiste de Thomas Malthus et David Ricardo 17
1.1.2. Ère dominée par l'école « welfariste » 18
1.1.2.1. Fondement théorique de l'approche « welfariste » 18
1.1.2.2. Ligne de pauvreté 19
1.1.2.3. Méthode d'élaboration de la ligne de pauvreté absolue 20
1.1.3. Ère dominée par l'école non « welfariste » 21
1.1.3.1. École de biens essentiels 22
1.1.3.2. École de capacités 22
1.1.3.3. Indicateurs de pauvreté multidimensionnelle » 23
1.2. MÉTHODES DE MESURE DE LA PAUVRETÉ 23
1.2.1. Approches non axiomatiques 24
1.2.1.1. Méthode d'entropie 24
1.2.1.2. Méthode d'inertie 24
1.2.1.3. Théorie des ensembles flous 26
1.2.2. Approches axiomatiques 27
1.2.2.1. Incidence de la pauvreté ($\boldsymbol{\alpha = 0}$) 28
1.2.2.2. Intensité de la pauvreté ($\boldsymbol{\alpha = 1}$) 28
1.2.2.3. Sévérité de la pauvreté ($\boldsymbol{\alpha = 2}$) 29
1.2.3. Indices de pauvreté utilisés par le PNUD 29
1.2.3.1. Indicateur de Développement Humain 30
1.2.3.2. Indicateur de Pauvreté Humaine 30
1.2.3.3. Indice de Pauvreté Multidimensionnelle 31
1.3. APPORT DE LA THÉORIE DE LA DOMINANCE STOCHASTIQUE SUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ 32
1.3.1. Notion de dominance de stochastique 32

1.3.1.1. Origine 32
1.3.1.2. Contribution dans l'analyse de la pauvreté 33
1.3.2. Dominance stochastique unidimensionnel 33
1.3.2.1. Dominance de premier ordre (s=1) 34
1.3.2.2. Dominance de second ordre (s=2) 35
1.3.3. Dominance stochastique bidimensionnelle 36
1.4. DÉCOMPOSITION DE LA VARIATION DE LA PAUVRETÉ 37
1.4.1. Décomposition sectorielle de la pauvreté 37
1.4.1.1. Utilisation de la valeur Shapley 37
1.4.1.2. Décomposition directe 39
1.4.2. Décomposition Croissance-Redistribution de la pauvreté 39
1.4.2.1. Utilisation de la valeur de Shapley 39
1.4.2.2. Méthode de Datt et Ravallion 40
1.4.3. Approche de Shapley-Owen-Shorrocks 41
CONCLUSION PARTIELLE 42
CHAPITRE 2 : APPLICATIONS THEORIQUES ET EMPIRIQUES DE LA MICROFINANCE 44
2.1. RAISON D'ÊTRE DE LA MICROFINANCE 44
2.1.1. Approche traditionnaliste 44
2.1.1.1. Coût de transaction 44
2.1.1.2. Asymétrie d'information 45
2.1.2. Un outil de développement 46
2.1.3. Nouvelle approche 46
2.1.3.1. Gestion des risques 46
2.1.3.2. Fourniture de service de participation 48
2.1.4. Particularités de la microfinance 49
2.1.4.1. Exclusion financière 49
2.1.4.2. Absence de collatéral 50
2.2. NOTION DE LA MICROFINANCE 51
2.2.1. Définitions 51
2.2.2. Types d'institutions 52
2.2.2.1. Les institutions mutualistes 52
2.2.2.2. Les institutions non mutualistes 53
2.2.2.3. Des institutions de type commercial 53
2.2.2.4. Des institutions de type social 53
2.2.2.5. Les prestataires informels de services financiers, les ONG et les mobile-banking 53
2.2.3. Produits de la microfinance 54
2.2.3.1. Le crédit 54
2.2.3.2. L'épargne 55
2.2.3.3. Le transfert rapide d'argent 56
2.2.3.4. La formation 56
2.2.3.5. L'assurance 56
2.2.3.6. Les services connexes 58
2.3. LES IMFS PARTIE INTÉGRANTE DE LA FINANCE GLOBALE DES PED 58
2.3.1. Brève architecture financière des Pays En Développement 58
2.3.2. Les raisons qui justifient cette intégration dans le système financier globale 59
2.3.1. Relations entre banques et microfinance 60
2.3.2.2. Des institutions de microcrédit aux banques spécialisées 61
2.3.3. Un besoin de financement croissant des IMF 61
2.3.3.1. Outils de financement des IMF 62
2.3.3.2. Financement par endettement : 63

2.3.3.3. L'accès aux marchés de capitaux par l'émission de titres 63
2.3.3.4. Participation au capital 64
2.3.3.5. Fonds éthiques et fonds de partage 64
2.3.3.6. Fonds d'investissement 64
2.4. SECTEUR DE LA MICROFINANCE À MADAGASCAR 65
2.4.1. Les institutions qui fonctionnent à Madagascar 65
2.4.1.1. IMF Mutualiste : 65
2.4.1.2. IMF non Mutualiste 67
2.4.1.3. Les prestataires informels de services financiers et ONG : 68
2.4.1.4. Le mobile banking à Madagascar 70
2.4.2. Les interventions des différents acteurs opérant dans le secteur 71
2.4.2.1. IMF : 71
2.4.2.2. Gouvernement 71
2.4.2.3. Bailleurs de fonds 72
2.4.2.4. Les organismes techniques spécialisés : 73
2.4.2.5. Les associations professionnelles 74
2.4.3. La politique nationale de la microfinance à Madagascar : 74
2.4.3.1. Le regard de la Stratégie nationale de microfinance selon les acteurs 75
2.4.3.2. Les stratégies nationales à travers le temps 76
2.4.3.2. L'IMF et la réduction de la pauvreté 79
2.4.4. Cadre légal, réglementaire, organisationnel et institutionnel : 80
2.4.4.1. Cadres légal et réglementaire 80
2.4.4.2. Cadres organisationnel 81
2.4.4.3. Cadre institutionnel : 84
CONCLUSION PARTIELLE 86
CHAPITRE 3 : FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE 88
3.1. FONDEMENT THÉORIQUE DE L'ÉTUDE SELON LES POINTS DE VUE 88
3.1.1. Le point de vue de la microfinance selon l'approche adoptée : Débat entre « institutionnalistes » et « welfaristes » 88
3.1.1.1. L'approche welfariste (ou de bien-être social) 89
3.1.1.2. L'approche institutionnaliste 91
3.1.2. Le point de vue de la microfinance selon l'impact 93
3.1.2.1. Les optimistes 93
3.1.2.2. Les pessimistes 93
3.1.2.3. Les nuancés 94
3.1.3. Le point de vue de la microfinance selon les théories économiques 95
3.1.3.1. Fondements analytique du rationnement du crédit : La microfinance une réponse aux rationnements du crédit 95
3.1.3.2. Approfondissement financier dans les Pays en Développement et l'apport des institutions de microfinance : fondements théoriques 107
3.1.4. La soutenabilité et la profondeur de la microfinance 112
3.2. PRÉSENTATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION D'IMPACT 116
3.2.1. Méthodes « quasi-expérimentales » 116
3.2.1.1. Description 117
3.2.1.2. Variantes 117
3.2.2. Méthodes «minimalistes» 119
3.2.2.1. Outils d'évaluation du processus 120
3.2.2.2. Outils d'évaluation des résultats 121
3.2.2.3. Outil d'évaluation d'impact 122
3.2.3. Méthodes « repensées » 122

3.2.3.1. Approche aléatoire ou expérimentale 122
3.2.3.2. Approche mixte 124
3.3. PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE 125
3.3.1. Approche factorielle 127
3.3.1.1. Description de la méthode 127
3.3.1.2. Quelques travaux antérieurs 128
3.3.1.3. Démarche 128
3.3.2. Approche descriptive 129
3.3.2.1 Avantages de la méthode 129
3.3.2.2. Inconvénients de la méthode 129
3.3.2.3. Description des outils utilisés 130
3.3.3. Approche économétrique 130
3.3.3.1. Description de la méthode 130
3.3.3.2. Quelques travaux antérieurs 131
3.3.3.3. Démarche 131
3.3.4. Approche macroéconomique 132
3.3.4.1. Fondement théorique de l'approche 132
3.3.4.2. Quelques travaux antérieurs 132
3.3.4.3. Démarche 133
CONCLUSION PARTIELLE 135
PARTIE II : APPROCHE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ 137
CHAPITRE 4. ANALYSES FACTORIELLES DE LA PAUVRETE ET DE LA MICROFINANCE A MADAGASCAR 138
4.1. ELABORATION DE L'INDICE DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE 138
4.1.1. Enquête NO POOR 138
4.1.1.1. Dimensions et variables utilisées 138
4.1.1.2. Élaboration d'un Indicateur Composite de Pauvreté 139
4.1.1.3. Calcul de seuils et mesure de la pauvreté multidimensionnelle à Madagascar 145
4.1.2. Enquête FINSCOPE 145
4.1.2.1. Variables d'analyse 145
4.1.2.2. Mesures de discrimination 156
4.1.2.3. Construction de l'indice de pauvreté non monétaire 157
4.2. PROFIL DE PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE 158
4.2.1. Enquête NO POOR 158
4.2.1.1. Pauvreté globale 158
4.2.1.2. Pauvreté et milieu de résidence 159
4.2.1.3. Pauvreté et niveau d'instruction 159
4.2.1.4. Pauvreté et Microfinance 160
4.2.1.5. Pauvreté et Banque 160
4.2.2. Enquête FINSCOPE 161
4.2.2.1. Pauvreté globale 161
4.2.2.2. Pauvreté et situation matrimoniale du chef de ménage 162
4.2.2.3. Pauvreté et revenu du chef de ménage 162
4.2.2.4 Pauvreté et éducation 163
4.2.2.5. Pauvreté et catégorie socioprofessionnelle 164
4.2.2.6. Pauvreté et zone de résidence 165
4.2.2.7. Pauvreté et Région 165
4.2.2.8. Pauvreté et système financier 166

4.2.2.9. Relation entre la pauvreté non monétaire et d'autres indicateurs de pauvreté 168
4.3. ANALYSE FACTORIELLE DISCRIMINANTE 170
4.3.1. Enquête NO POOR 170
4.3.1.1. Existence des différences entre les sous-groupes 171
4.3.1.2. Validité de l'étude 172
4.3.1.3. Vérification du pouvoir discriminant des axes 174
4.3.1.4. Qualité représentative du modèle 175
4.3.2. Enquête FINSCOPE 175
4.3.2.1. Existence des différences entre les sous-groupes 176
4.3.2.2. Validité de l'étude 178
4.3.2.3. Qualité représentative du modèle 179
4.4. DISCUSSION SUR LES APPROCHES FACTORIELLES ADOPTÉES : 180
4.4.1. Pour l'élaboration de deux indices de pauvreté Nopoor- Finscope 180
4.4.2. Pour l'analyse de la relation entre la pauvreté et la microfinance (AFD) 182
CONCLUSION PARTIELLE 184
CHAPITRE 5 : APPROCHE MICROÉCONOMIQUE DE LA RELATION ENTRE LA MICROFINANCE ET LA PAUVRETÉ : METHODES DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUES 187
5.1. ÉTUDE D'IMPACTS DE L'ACCÈS AUX MICROFINANCES DES MÉNAGES SUR LA PAUVRETÉ : APPROCHE DESCRIPTIVE 187
5.1.1. Finance Inclusive 187
5.1.1.1. Inclusion financièrement selon le milieu de résidence et par type d'institution 188
5.1.1.2. Inclusion financière selon quelques caractéristiques sociodémographiques et selon le niveau de vie 189
5.1.2. Corrélation entre le niveau de vie des ménages et l'accès des ménages aux Microfinances 190
5.1.3. Caractéristique des ménages membres des IMF selon le secteur institutionnel du chef de ménage 192
5.1.4. Satisfaction des ménages « inclus financièrement » vis-à-vis des services offerts par les institutions financières 193
5.1.5. Impacts des services offerts sur le bien être des ménages 194
5.1.6. Pauvreté des ménages en termes de dépenses et accès aux microfinances 196
5.1.7. Analyse de la variance entre l'accès aux microfinances et les dépenses des ménages 198
5.1.7.1. Test sur la moyenne 198
5.1.7.2. Test d'indépendance : 199
5.1.8. Discussions sur l'approche descriptive 200
5.2. DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ À MADAGASCAR : MÉTHODES ÉCONOMÉTRIQUES 201
5.2.1. Modèle Logit de l'Enquête NO POOR 201
5.2.1.1. Déterminants de la pauvreté non monétaire 201
5.2.1.2. Déterminants de la pauvreté monétaire 205
5.2.2 Régression logistique-Enquête Finscope 211
5.2.2.1 Analyses croisées de variables d'analyse 212
5.2.2.2. Modèle Logit de l'enquête Finscope 216
5.2.3. Discussions sur l'approche économétrique adoptée 220
5.3. MODÉLISATION ÉCONOMÉTRIQUE DES DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX MICRO FINANCES DES MÉNAGES A MADAGASCAR 223
5.3.1. Méthodes d'analyse 223
5.3.1.1. Présentation des variables d'intérêt 224

5.3.2. Le modèle Logit 225
5.3.2.1. Le modèle Logit simple 225
5.3.2.2. Le modèle Logit multinomial non ordonné 226
5.3.3. Les principaux résultats du modèle 227
5.3.3.1. La qualité d'ajustement du modèle Logit simple 228
5.3.3.2. Analyse des résultats 231
5.3.4. Analyse économétrique des résultats 232
5.3.4.1. Le nombre d'enfant dans le ménage influence négativement l'appartenance du Chef de ménage aux IMFs 233
5.3.4.2. Le niveau de vie des ménages en termes de dépenses influence positivement la possession d'un Compte auprès des IMFs 233
5.3.4.3. Contrairement au résultat observé sur le nombre d'enfants et son influence sur les IMFs, la taille du ménage influence positivement l'accès aux IMFs des chefs de ménage 233
5.3.4.4. Les chefs de ménages plus âgés ont beaucoup plus de chances d'avoir accès aux Micro-finances que les plus jeunes 234
5.3.4.5. Le niveau d'instruction influence positivement l'accès aux Micro-finances des individus 234
5.3.5. Discussions sur la modélisation adoptée pour analyser l'accès aux IMFs 234
CONCLUSION PARTIELLE 236
CHAPITRE 6 : IMPACT MACROÉCONOMIQUE DE LA MICROFINANCE : ESSAI DE MODÉLISATION 237
6.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 237
6.1.1. Le rôle capital de l'intermédiation financière dans la croissance économique 237
6.1.2. Hypothèses de travail 239
6.1.3. Méthodes d'analyse 240
6.2. LES MODELÉS INDIVIDUELS DES BRANCHES D'ACTIVITÉS 242
6.2.1. Spécification des modèles des branches d'activités 242
6.2.1.1. Modèle individuel, agriculture 243
6.2.1.2. Modèle individuel, élevage, pêche 244
6.2.1.3. Modèle individuel, sylviculture 245
6.2.1.4. Modèle individuel, industrie extractive 246
6.2.1.5. Modèle individuel, alimentaire_boisson_tabac 247
6.2.1.6. Modèle individuel, textile_cuir 248
6.2.1.7. Modèle individuel, bois papier 249
6.2.1.8. Modèle individuel, industrie pharmaceutique 250
6.2.1.9. Modèle individuel, matériaux de construction 251
6.2.1.10. Modèle individuel, industrie métallique 252
6.2.1.11. Modèle individuel, machine, matériel électrique 253
6.2.1.12. Modèle individuel, industrie diverse 254
6.2.1.13. Modèle individuel, électricité, eau et gaz 255
6.2.1.14. Modèle individuel, BTP 256
6.2.1.15. Modèle individuel, commerce 257
6.2.1.16. Modèle individuel, transport voyageur 258
6.2.1.17. Modèle individuel, transport de marchandise 259
6.2.1.18. Modèle individuel, auxiliaire de transport 260
6.2.1.19. Modèle individuel, poste et télécommunication 261
6.2.1.20. Modèle individuel, assurance 262
6.2.1.21. Modèle individuel, services aux entreprises 263
6.2.1.22. Modèle individuel, administration 264

6.2.2 Spécification de l'équation de base Banque-SIFIM 265
6.2.3. Le modèle de l'équilibre comptable : Importations, Exportations, Investissement, Consommation finale, PIB 266
6.2.4. Présentation du Modèle TRE 268
6.2.5. Impacts sur les agrégats macroéconomiques : PIB, DCFM, SIFIM rendu aux ménages 270
6.3. DISCUSSIONS 273
DISCUSSION NORMATIVE 275
CONCLUSION PARTIELLE 284
CONCLUSION GÉNÉRALE 285
BIBLIOGRAPHIE 296
ANNEXES 307
ANNEXE I : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE NOPOOR 308
ANNEXE II : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE FINSCOPE 353
ANNEXE III : PRINCIPAUX RÉSULTATS DU MODÈLE MACROÉCONOMIQUE 412
ANNEXE IV : LE MODÈLE D'ÉQUILIBRE COMPTABLE (VECM) 419
ANNEXE V : TABLEAU RESSOURCES EMPLOIS de Madagascar (Année de base 2007 ; en Million d'Ariary) 428
TABLE DES MATIÈRES 433